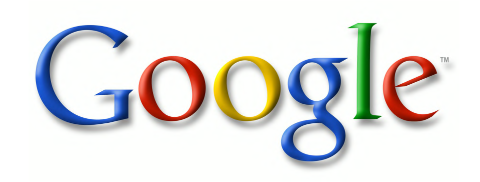
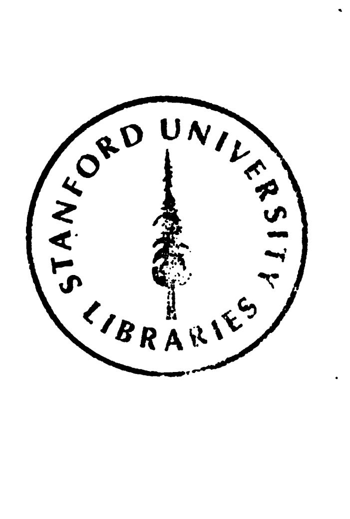
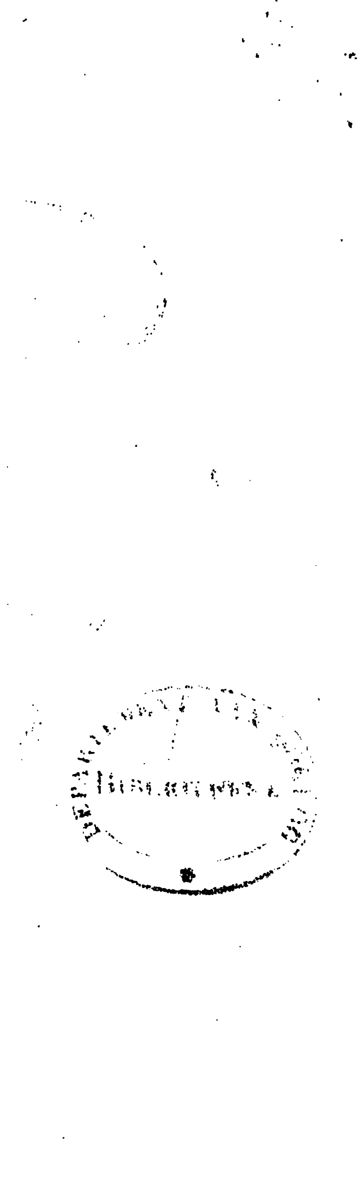








JOURNAL

DES

SCIENCES MILITAIRES

JOURNAL

DES

SCIENCES MILITAIRES

REVUE MILITAIRE FRANÇAISE

78e ANNÉE

DIXIÈME SÉRIE. — TOME TREIZIÈME





PARIS
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE MILITAIRES
R. CHAPELOT & Ce
30, Rue et Passage Dauphine, 30

1902

JOURNAL

DES

SCIENCES MILITAIRES.

REVUE MILITAIRE FRANÇAISE.

Janvier 1902.

LA DURÉE DU SERVICE MILITAIRE

Il semble que tout ait été dit sur la question de la durée du service miliaire, et cependant chaque jour voit paraître un projet nouveau tendant à la réduire. On comprendra donc que, sans vouloir en prendre un à partie plus spécialement que les autres, nous exposions d'une manière générale les raisons qui s'opposent à leur adoption et même à leur prise en considération, pour couper court à toutes les propositions de même nature, et l'on nous excusera de reprendre les choses de loin et de haut.

I.

Les lois de recrutement touchent trop profondément aux intérêts vitaux des peuples pour qu'on en modifie les bases fondamentales sans nécessité absolue.

Ainsi la loi qui établit la première *la conscription*, il y a plus

d'un siècle, et qui, tout en imposant à tous l'obligation du service militaire, crut devoir la tempérer plus tard par l'admission du remplacement, a régi nos levées pendant les dernières guerres de la première République et celles du premier Empire.

« Tout Français est soldat et se doit à la défense de la patrie », édictait la loi du 19 fructidor an VI, qui prescrivit que le service serait dû de 20 à 25 ans; mais les anticipations d'appel et les renvois tardifs de classes le prolongèrent en fait bien au delà des limites de la durée légale. Cette dure loi ne fut cependant remplacée qu'en 1818, après la restauration d'un ordre de choses qui motivait amplement son changement, puisqu'il fallut alors réorganiser transitoirement sur un pied pacifique, pour ainsi dire, l'armée détruite par vingt-cinq ans de guerre presque incessante; d'où l'institution de légions départementales, organisées par le maréchal Gouvion-Saint-Cyr. Mais en vue des expéditions d'Espagne, de Morée et d'Alger, le gouvernement de la Restauration commença la transformation de cette sorte de garde nationale locale en régiments recrutés sur tout l'ensemble du territoire, et les besoins croissants de la conquête de l'Algérie, ainsi que la nécessité de reprendre notre place dans le monde, allaient bientôt exiger la refonte complète de tout notre état militaire. C'est au gouvernement de Louis-Philippe Ier qu'en incomba la tâche.

Il l'a accomplie dans son ensemble et dans ses détails, avec une compétence due à l'expérience des généraux qui avaient fait les guerres de la fin du XVIIIe siècle et du commencement du XIXe, et leur œuvre a duré plus de trente-cinq ans. Pour ne parler que de la loi de recrutement de 1832, qui limita la durée du service à sept ans, elle para non seulement aux nécessités du moment, mais pourvut aussi dans une large mesure aux éventualités d'un avenir même éloigné, car c'est avec ses ressources que s'accomplit la conquête algérienne, sous le régime de Juillet, et que se firent, sous la deuxième République, l'expédition de Rome, et, sous le second Empire, les guerres de Crimée, d'Italie, de Chine et du Mexique.

Elle avait, en effet, prévu et préparé l'organisation de réserves pour le cas de guerre en Europe et n'avait eu besoin que de peu d'améliorations pour y suffire. Elle avait, il est vrai, à l'exemple des précédentes lois de recrutement, admis le remplacement à

prix d'argent et la substitution des numéros d'un même contingent, qui n'est qu'un remplacement déguisé ; mais la loi de 1855 le conserva et se borna à le moraliser en substituant au remplacement par l'intermédiaire *des marchands d'hommes*, *l'exonération et le remplacement administratifs*, par la fondation de la *Caisse de la Dotation de l'armée*. Il ne fallut rien moins que le coup de tonnerre de Sadowa pour faire reconnaître la nécessité d'une loi de recrutement plus en harmonie avec les progrès de la démocratie en France et les besoins de la défense nationale.

On avait enfin compris que le temps des armées de métier était passé et que, au moins en temps de guerre, tous les citoyens doivent le service militaire, acquitter l'impôt du sang, le plus lourd mais le plus impérieux de tous. La loi de 1868, quoique tardive, ne donna pourtant qu'une imparfaite satisfaction à cette obligation, et la guerre de 1870-1871 ne nous accorda même pas le temps nécessaire pour en tirer toutes les conséquences. La durée du service actif était réduite à cinq ans, et une *garde nationale mobile* était instituée pour le cas de guerre, comme doublure de l'armée active et de sa réserve, mais elle n'existait encore que sur le papier quand l'orage éclata. Cette armée de seconde ligne ne put donc rendre de véritables services que dans la dernière phase des opérations, alors que la partie perdue par les armées actives était presque impossible à regagner par des troupes non exercées, rassemblées à la hâte, et par celles des *régiments de marche* composés uniquement de réservistes, rappelés à l'activité et presque aussi mal encadrés que les précédentes. C'est cependant avec de pareilles forces que fut soutenu le siège de Paris, et continuée la guerre en province, durant six mois, contre les armées allemandes victorieuses !

Quoi qu'il en eût pu advenir avec une meilleure préparation, nos désastres nous mirent en demeure de rompre définitivement avec les demi-mesures d'une loi qui n'avait duré que quatre ans et d'établir, en 1872, l'obligation du service militaire personnel pour tous dès le temps de paix, afin de les exercer en vue de la guerre à laquelle tous doivent participer. On proclamait ainsi l'abolition du remplacement, cette plaie de nos anciennes armées, dernier vestige du *racolage*, et, du même coup, on faisait enfin une vérité du service personnel, le seul admissible

en l'état de nos idées modernes. Il avait fallu trois quarts de siècle pour réaliser ce *desideratum*, mais on y était parvenu ; du moins on pouvait le croire.

Malheureusement les membres de la commission parlementaire de l'armée à l'Assemblée nationale retenus, d'un côté, par l'esprit traditionel, et, de l'autre, limités par les difficultés d'un budget fatalement obéré, ne crurent pas devoir abaisser au-dessous de cinq ans la durée du service actif et, conservant les termes de la loi de 1868, partagèrent le contingent en deux portions inégales dont la première, la plus nombreuse, faisait cinq ans (exactement quatre ans et deux mois)[1], et la seconde six mois seulement. De plus, afin de ne pas trop entraver les carrières libérales, ils adoptèrent *l'engagement conditionnel d'un an*, à l'imitation de l'Allemagne. Enfin, par mesure de compensation à ce privilège, ils imposèrent aux jeunes qui en jouissaient, le versement d'une prime de 1500 francs, de beaucoup supérieure au coût de leur entretien et dont l'excédent devait subvenir à celui des sous-officiers rengagés, au lieu et place des fonds de la Caisse de la Dotation de l'armée supprimée par le fait de la disparition de l'exonération et du remplacement administratifs. Bien insuffisant à son but, cet expédient devait disparaître peu à peu, au fur et à mesure des nombreuses modifications de la loi qui l'avait introduit dans son économie, par suite de ses abus mêmes, et faire place dans la suivante à d'autres bien autrement graves qui servent aujourd'hui de prétexte aux réformateurs pour réclamer leur suppression en même temps qu'une nouvelle réduction de la durée du service militaire.

Il convient pourtant d'ajouter que la loi de 1872 ne se borna pas à établir véritablement le service personnel et à constituer une bonne réserve à l'armée active, elle institua aussi une *armée de réserve* et une *territoriale* qui remplacèrent avantageugement la garde nationale mobile, en liant au service 16 classes de plus que la loi de 1868 pour le temps de guerre au moins, et leur imposa des périodes d'instruction en temps de paix. C'est le cas de signaler, avant d'aller plus loin, la tendance que dénote la création de ce complément des forces militaires

---

[1] A cause du retard de l'appel et de l'anticipation du renvoi des classes.

permanentes, à l'instar de l'Allemagne, pour compenser la brièveté du service actif par son prolongement au moyen de celui des armées de réserve et territoriales, véritable *landwher*, sans aller cependant jusqu'au *landsturm* qui nous manque encore ; nous la verrons bientôt s'affirmer de plus en plus et jusqu'à l'imprudence, malheureusement.

On ne tarda pas, en effet, à regretter de n'avoir pas du premier coup rompu tout à fait avec des errements qui avaient en partie causé notre perte et, puisqu'on se résolvait à imiter l'Allemagne, de n'avoir pas adopté tout de suite le service de trois ans qui peut suffire à faire de bons soldats de toutes armes. Le général Trochu qui avait prévu nos malheurs, et indiqué le moyen de les prévenir [1], n'avait-li pas dit : « Pendant la première année le soldat se défend ; il se forme dans la deuxième et se perfectionne durant la troisième ». Si trois ans de service actif sont nécessaires et suffisants, on avait donc eu tort d'en imposer cinq. Faute de l'avoir reconnu en 1872, dix-sept ans plus tard et après de nombreux remaniements de répartition et de durée encore présents à tous les esprits [2], on en venait à ce service de trois ans pour tous, mais dénaturé par de trop nombreuses dispenses qui en altérèrent gravement l'efficacité.

La loi de recrutement de 1889, qui n'admettait plus l'engagement conditionnel d'un an et ne pouvait incorporer trois classes entières de 225,000 hommes faute de ressources budgétaires, ne se contenta pas de conserver la dispense de deux ans de service actif aux soutiens de famille, aux aînés de veuve et d'orphelins, etc., elle l'étendit à certaines catégories de jeunes gens beaucoup plus nombreux que ceux du *volontariat d'un an*, dans l'intérêt des carrières libérales, mais gratuitement, et elle ouvrit ainsi la porte à des abus contre lesquels on cherche tardivement à réagir aujourd'hui. Elle imposait bien à ces jeunes gens l'obligation de servir ensuite comme officiers de réserve, mais on sait trop ce qu'il en advint et la pénurie qui résulte du défaut de sanction de cette règle. Enfin, elle mit une

---

[1] *L'Armée française en* 1867.
[2] L'un d'eux fut l'essai du service de quarante mois qui échoua piteusement.

taxe sur les conscrits réformés pour inaptitude physique et non indigents, mais cette taxe est loin de produire l'équivalent de la prime du *volontariat* et n'est pas perçue bien rigoureusement à cause de son impopularité.

Une disposition non moins imprudente de cette loi consiste à ajourner les malingres et à ne leur imposer que deux ou un an de service actif, au lieu de trois comme on le devrait, quand, reconnus *bons* enfin, ils ne sont pas classés dans les *services auxiliaires*. Cette dernière catégorie reçoit, en outre, d'emblée les conscrits très myopes ou trop chétifs pour le service armé, mais cependant aptes à être utilisés dans les services accessoires. Seulement, par suite d'une rare imprévoyance, les jeunes gens ainsi classés ne doivent être appelés qu'en temps de guerre, de sorte que, *exemptés* en temps de paix de tout service, ils ne sont nullement préparés à leur rôle en cas de mobilisation. Par suite d'abus inqualifiables, cette catégorie s'enfla d'ailleurs de plus en plus, comme celle des dispensés, et cela pendant que les contingents diminuaient par un défaut de natalité qu'on aurait dû prévoir, puisqu'il était une des conséquences de la guerre de 1870-1871.

Ce qu'on aurait bien dû prévoir aussi, et surtout éviter, c'est que tous ces tempéraments à l'obligation du service personnel dès le temps de paix deviendraient un acheminement au service de deux ans ou même d'un an, contre lequel il aurait fallu réagir plutôt que de le favoriser par l'accroissement progressif du nombre des soutiens de famille non indispensables, des dispensés sans vocation pour les carrières libérales et des jeunes gens classés sans motif suffisant dans les services auxiliaires de l'armée ou ajournés de même à un ou deux ans sans rappel équivalent de service actif.

En tout cas, ce qu'on ne pouvait ignorer c'est que par tous ces expédients non seulement on compromettait les effets qu'on attendait de la nouvelle loi, mais aussi qu'on violait le principe d'égalité qui en était le prétexte. Ce n'est pas que nous trouvions ceci mauvais, sauf dans ses excès, car *l'égalité*, pas plus que *la liberté*, n'a rien à faire dans l'armée, dont l'organisation a pour bases fondamentales la hiérarchie et l'obéissance, et où *la fraternité* doit régner seule des trois vertus théologales de notre belle devise. Mais il y a, aux abus, des limites qu'on ne saurait

dépasser sans danger, et la loi de 1889 a permis de les excéder, c'est là son grand tort. En ouvrant la porte toute grande aux dispenses de toute sorte, elle en est arrivée à ce que plus d'un tiers du contingent ne fait plus qu'un an de service actif ou plutôt dix mois seulement, que tous les jours de nouvelles catégories de dispense s'ajoutent aux anciennes et que bientôt c'est la moitié des jeunes soldats qui ne feront plus que dix mois, et les autres seulement deux ans et dix mois de service actif.

Or, nous l'avons dit, c'est là le fait de législateurs imprévoyants qu'on ne saurait stigmatiser trop sévèrement, car ils ont ainsi créé un courant d'opinion à la remorque duquel ils se sont mis et qu'ils entretiennent pour s'en faire un tremplin et rebondir dans la future Chambre à la faveur des élections générales de 1902. Les électeurs, mis en goût par une première réduction de cinq à trois ans de la durée du service actif en 1889 et poussés par leurs mandataires, en réclament une nouvelle, les uns, les plus modérés, du tiers, et les autres, plus exigants, des deux tiers, au risque d'affaiblir au moins l'armée et même de la ruiner. Réélus avec ce programme, les députés ne pourront qu'y satisfaire, et leurs mandants qu'y persévérer, etc. N'est-ce pas là un véritacle cercle vicieux, et des pires? Cela n'est pas douteux; mais si l'on comprend la séduction d'un pareil sophisme sur l'esprit du public qui n'y voit que la satisfaction d'un intérêt immédiat, autant qu'étroit et personnel, on ne peut admettre que des législateurs s'y laissent aller, parce qu'ils doivent avoir des intérêts du pays et de son armée une visée plus haute et plus lointaine. Ils se doivent donc à eux-mêmes de réagir contre une tendance qui les amènerait à adopter d'abord le service de deux ans, puis celui d'un an et enfin à se contenter de simples milices, comme ils ont voté le service de trois ans auquel il faut s'arrêter. Mais comment? C'est ce que nous allons examiner.

II.

Disons d'abord qu'on est bien peu autorisé, pour faire adopter en France le service de deux ans, à invoquer l'exemple de l'Allemagne, qui l'a d'ailleurs appliquée seulement à son infan-

terie et à titre d'essai; tandis que chez nous il s'agit de le mettre en vigueur définitivement, dans toutes les armes, même dans l'artillerie et la cavalerie !

L'Allemagne, dont la population augmente sans cesse et dans de grandes proportions, a trouvé ainsi le moyen d'incorporer 65,000 hommes de son contingent annuel qu'elle ne pouvait encadrer et instruire que pendant quelques semaines. En France, en l'état presque stationnaire de la natalité, abaisser de trois à deux ans la durée du service actif, c'est réduire nos forces permanentes de tout un contingent de plus de 200,000 hommes. De plus, en France, on ne pourrait pas le faire seulement à titre d'essai, car, une fois appliqué, il serait impossible d'en revenir comme en Allemagne où il en est toujours question, en raison de la différence caractéristique de l'esprit des peuples de ces deux grandes nations, l'un étant aussi belliqueux mais frondeur que l'autre est militaire, c'est-à-dire discipliné.

Les promoteurs du service de deux ans en France se rendent d'ailleurs bien compte de ses dangers et prétendent le doter de deux garanties qu'ils croient de nature à lui enlever toute inocuité : l'une est d'essence politique, l'autre technique. La première est la suppression des dispenses autres que celle des *véritables* soutiens de famille (article 21) et des jeunes gens visés par l'article 22 ; la seconde, l'extension du rengagement des sous-officiers et son application aux caporaux ou brigadiers et aux simples soldats.

La suppression de toutes les dispenses, à l'exception de celle des soutiens de famille vraiment indispensables, des aînés de veuves et d'orphelins, élèves ecclésiastiques de tous cultes, candidats à l'enseignement, quoique de nature politique c'est-à-dire devant rester étrangère à l'armée, est bonne en soi parce qu'elle conservera jusqu'à la fin de leur temps de service actif les jeunes gens de l'article 23 aptes à faire des sous-officiers ; mais, avec le service de deux ans, la plupart ne pourraient guère être utilisés comme tels dans l'armée active en temps de paix, parce qu'ils ne seront susceptibles d'être nommés qu'à la fin de leur seconde année, au moment de leur passage dans la réserve, à moins de réduire outre mesure les limites de temps judicieusement imposées à leur promotion. En vue de la mobilisation il faudrait alors restreindre les promotions à quelques rares sujets

exceptionnels, et ils seraient souvent plus gênants qu'utiles, n'ayant exercé leurs fonctions que lors des appels de réservistes. La mesure est d'ailleurs surtout politique, avons-nous dit, car elle est destinée à complaire aux sentiments égalitaire du plus grand nombre, sous l'empire duquel nous vivons et qui participe bien peu au bénéfice des dispenses dont jouissent presque exclusivement les privilégiés de la fortune et de l'instruction. Cela est si vrai qu'on ne croit possible le maintien de la loi de 1889 qu'en ajoutant incessamment de nouvelles catégories de dispenses aux anciennes, comme nous l'avons déjà dit, afin de favoriser un plus grand nombre de professions qui n'ont rien de libéral, mais qui n'en sont d'ailleurs pas moins intéressantes pour cela. Et c'est ainsi qu'on arrive à ce que, la moitié du contingent ne faisant bientôt plus que dix mois, et l'autre seulement trente-quatre mois, la durée moyenne du service actif sera réduite à vingt-deux mois, un peu moins que le maximum réclamé. Or rien n'est vicieux comme une moyenne en matière de recrutement militaire, parce qu'elle compose l'armée d'éléments inégalement instruits et lui enlève la cohésion qui fait sa solidité. Les réformateurs triompheraient donc pourtant sous ce rapport, si leur mesure n'était conciliable avec la conservation de la loi de 1889, ainsi que nous le démontrerons plus loin.

Leur seconde garantie qui consiste dans l'extension du rengagement des sous-officiers et son application aux caporaux ou brigadiers et aux simples soldats, est purement illusoire. Ces réformateurs, en effet, se doutent bien que leurs 435,000 soldats de deux ans[1], insuffisants déjà comme nombre, n'auront pas seulement besoin d'être complétés, mais aussi devront être soutenus par un cadre permanent de gradés et de soldats servant à long terme, sans lesquels le petit noyau actif serait submergé par le flot des réservistes à la mobilisation. Mais, pour spécialement militaire qu'est cette mesure elle n'en est pas meilleure, loin de là, et ne suffit pas à rassurer ceux qu'inquiète juste-

---

[1] Y compris 25,000 ou 30,000 soldats classés dans les services auxiliaires (S. A.) utilisés pendant un an, pour rendre au rang pareil nombre de secrétaires, commis et ouvriers d'administration.

ment pareille disproportion de réservistes et de soldats actifs. On sait bien que les deux millions de réservistes ne seront pas tous appelés à compléter les effectifs au moment de la guerre et que les deux tiers d'entre eux serviront à constituer des corps de troupes de réserve, mais un trop grand nombre, un tiers environ, devra marcher à l'ennemi, dès le début des opérations, dans les rangs des corps actifs qui compteront alors une majorité d'hommes rappelés, au lieu *d'un réserviste* au plus pour *un actif*, comme cela doit être pour avoir une solide armée de première ligne. D'où, encore une fois, pour nos réformateurs, la nécessité impérieuse de la double extension des engagements jusqu'à un chiffre d'au moins 140,000 sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats, ne fût-ce que pour maintenir l'effectif de l'armée au faible taux minimum actuel de 575,000 hommes, qu'on ne peut songer à réduire puisqu'il faudrait plutôt l'augmenter.

L'énoncé seul de cette nécessité suffirait à justifier les craintes qu'inspirent les projets de réduction de la durée du service actif, même en supposant, contre toute vraisemblance, qu'on puisse trouver ces nombreux rengagés, alors qu'on ne parvient pas à se procurer en totalité les deux tiers des sous-officiers admis à se rengager avec prime sous le régime de la loi de trois ans. L'expérience prouve, en effet, que plus la durée du service actif est courte moins les rengagements sont nombreux, au contraire des engagements volontaires contractés pour se débarrasser au plus tôt de la charge du service à court terme.

Mais alors, pensera-t-on, puisque de l'aveu même des promoteurs du service de deux ans, cette seconde garantie en est une condition *sine quâ non*, on ne le votera pas. Nous voudrions le croire, mais nous n'osons l'espérer, parce qu'il faudrait pour cela trop compter sur la sagesse de ceux qui ont été assez imprudents pour lancer la question de la réduction de la durée du service actif en appât aux électeurs, et que ceux-ci ne les tiendront pas quittes avant de l'avoir obtenue coûte que coûte, c'est-à-dire dût le budget s'obérer de la charge écrasante des primes ou l'armée en être moins forte. On se souvient, en effet, que, reniée pour cause de dénaturation par son promoteur, le général Campenon, la loi du service de trois ans fût adoptée principalement sur l'insistance de M. de Freycinet et sous la

pression de l'opinion publique, dont ce ministre se fit le trop éloquent interprète.

Voilà donc la fâcheuse alternative à laquelle nos législateurs sont réduits, à peine de n'être pas réélus. Si encore il n'en était que cela, peu importerait. Mais ce qui est bien autrement grave, c'est l'atteinte portée ainsi à ce qui fait la force de l'armée, on ne saurait trop le répéter, à l'esprit militaire qu'ébranlent des propositions qui sont la source d'espoirs aussi déprimants que décevants. A force, en effet, de faire concevoir aux populations la possibilité de réduire toujours davantage la durée du service actif, on leur laissera croire que c'est réalisable jusqu'à la plus extrême limite, et l'on accomplira ainsi la démilitarisation irrémédiable du pays. Nous n'ignorons pas que c'est le but avoué des partis extrêmes, collectivistes, anarchistes et internationalistes sans patrie, heureusement peu nombreux, mais ce ne peut être celui de la grande majorité composée de modérés plus ou moins conservateurs. C'est à ceux-ci que s'adressait, avec raison, M. Paul Deschanel, à Authon-du-Perche, le 6 octobre dernier, en remettant leur drapeau aux Vétérans de la 131e section, quand il leur disait : « Des sophistes vous répètent que le culte de la patrie doit se fondre dans un culte plus vaste, celui de l'humanité. Sous prétexte qu'ils détestent la guerre, ils veulent affaiblir l'armée, son esprit, ses vertus. Or le meilleur moyen de servir l'humanité, c'est encore d'aimer par dessus tout son pays et de le vouloir fort. »

Eh bien ! pour que le pays soit fort, il ne faut pas retomber dans des errements qui ont, en partie, causé nos défaites comme, par exemple, les *soldats de métier* auxquels on avait heureusement renoncé et qu'on doit se garder de ressusciter. Si Napoléon a pu dire, avec raison, qu'un homme ne devient un soldat qu'avec le temps, cela ne signifie pas qu'il doive le rester toute sa vie, extrémité qui s'imposerait logiquement, mais seulement assez longtemps pour contracter l'esprit militaire, et nous avons vu que trois ans en sont la limite inférieure, en même temps compatible avec les intérêts particuliers et généraux, comme avec les ressources budgétaires, ainsi que nous le démontrerons. Nous adjurons donc à notre tour, les réformateurs de renoncer patriotiquement à des projets destructeurs de l'esprit militaire et, par conséquent, de l'armée qui est le seul rempart du pays

contre ses ennemis du dedans et du dehors[1]. Mais aussi que le gouvernement ne se désintéresse pas de la durée du service militaire, en s'en reposant sur la manifestation de l'opinion publique pour décider d'une question de cette importance ; qu'il réagisse plutôt énergiquement contre le sentiment même général, sous peine d'encourir la lourde responsabilité d'avoir manqué à son devoir le plus impérieux, qui est de le diriger. Agir autrement, se mettre à la remorque du mouvement d'opinion déjà créé, ce serait abdiquer entre les mains de la foule imbécile (*imbecillis, faible*) qui est trop disposée à subordonner les dangers d'un avenir éloigné à ses besoins du présent, comme nous l'avons déjà dit ; à proprement parler, ce serait faire le contraire d'un acte de gouvernement, donc de l'anarchie au sens étymologique du mot.

Signalons, en passant, la contradiction flagrante des prétendus réformateurs, qui veulent restaurer une armée de métier après en avoir autrefois condamné le principe, et rappelons que ce retour à de pareils errements ramènerait, par voie de conséquence fatale en cas de malheur inévitable, à la néfaste levée en masse, que remplacerait par réaction l'armée de *von der Goltz*..... On ne saurait trop combattre d'aussi dangereuses tendances qui poussent à remplacer *l'armée nationale* par *la nation armée*, sous prétexte qu'il suffit de quelques semaines d'instruction militaire pour apprendre à manœuvrer et à tirer, comme s'il n'y avait que cela à faire dans la guerre moderne, devenue si compliquée et qui exige de si longues et savantes préparations. Ce ne sont là que billevisées à l'usage des utopistes et à l'adresse des naïfs, qui croient volontiers ce qu'ils désirent et réclament follement la suppression de l'armée permanente. Eh bien ! il faut rompre définitivement avec des idées aussi subversives et se pénétrer des pensées autrement réconfortantes, qu'exprimaient éloquemment le général Metzinger aux anciens

---

[1] Edgar Quinet a dit : « Si la France devenait cosmopolite, elle serait la dupe des autres peuples ». Ce n'est pas douteux ; elle doit donc leur en laisser l'initiative, comme à propos de la suppression de la peine de mort, Alphonse Karr s'écriait judicieusement : « Que les assassins commencent ! » C'est plus sage et plus prudent.

doit devenir offensive parce que la défensive passive est fatalement vouée à la défaite et que le meilleur moyen de se défendre est encore d'attaquer ou, au moins, de contre-attaquer ; c'est un axiome de tactique. Ce rôle ne peut être rempli par de simples milices, ni même par des soldats d'un ou de deux ans encadrés par de problématiques rengagés et accrus de trop nombreux réservistes mal préparés par un service trop court. Seul le maintien des bases fondamentales de la loi de 1889 nous donnera le nombre nécessaire et la qualité suffisante de véritables soldats actifs indispensables pour que l'armée doublée au plus de réservistes bien exercés, puisse accomplir la tâche aussi lourde que glorieuse d'assurer honorablement la paix et de faire la guerre victorieusement[1]. Mais, s'il importe absolument de conserver la loi du service de trois ans (exactement deux ans et dix mois), il n'est pas moins nécessaire d'en supprimer tous les abus auxquels elle a donné naissance et qui l'ont empêchée de donner tous les résultats qu'elle doit produire.

Un de ces abus, est, sans contredit, l'excès croissant des dispenses de l'article 23 qu'il faut supprimer radicalement, comme le proposent les auteurs des projets du service de deux ans pour les besoins de leur cause et sans craindre d'entraver pendant une année de plus les carrières libérales et assimilées, en vertu du précepte que de deux maux on doit choisir le moindre, le danger qu'elles font courir à l'État étant de beaucoup plus grave que les inconvénients de cette entrave. Voilà en quoi cette mesure est aussi applicable au service de trois ans qu'à celui de deux ans, et ce n'est plus qu'une question de budget très facile à résoudre, ainsi que nous le prouverons aussi. La plupart des nombreux jeunes gens conservés ainsi au service pourront faire de bons sous-officiers, au moins pendant leur troisième année, et revenir comme tels avec leur classe de réserve en cas de mobilisation, tandis que nous en avons constaté l'impossibilité avec le service de deux ans. Quant aux dispensés des articles 21 et 22 (soutiens de famille, élèves ecclésiastiques de tous les cultes, candidats à l'enseignement, fils de

---

[1] « Seuls, les peuples très forts peuvent concevoir l'espérance de conserver avec honneur la paix et la liberté. » Telle est la péroraison du discours de M. de Lanessan, lors du récent lancement du croiseur *Léon-Gambetta*.

veuves, aînés d'orphelins, etc.), on ne peut malheureusement les supprimer, mais on doit les restreindre au plus strict minimum. Par exemple, il faut réduire l'augmentation arbitrairement bénévole du pour cent des soutiens de famille, porté abusivement de cinq à sept ; aucun membre militaire des conseils de revision, aucun chef de corps ne nous contredira.

Mais ce qu'on peut et doit supprimer entièrement, c'est l'exemption de tout service en temps de paix des hommes classés dans les services auxiliaires (S. A.) par les conseils de revision, pour inaptitude au service armé. D'abord, il faut les y admettre moins facilement, car leur nombre augmente d'année en année de façon inquiétante autant qu'inexplicable. Puis on doit leur imposer l'obligation de faire au moins une année entière, et même un peu plus, dans les services accessoires de l'armée, ne fût-ce qu'afin de les y préparer pour le temps de guerre. Nous disons au moins une année entière et non dix mois seulement, deux mois supplémentaires étant indispensables pour préparer les suivants, appelés par anticipation, et ne pas désorganiser ces services, de sorte que les premiers nouveaux appelés feraient réellement et exceptionnellement quatorze mois, et les suivants douze mois. Mais le principal avantage de cette mesure sera de rendre au rang des combattants les 23,000 secrétaires, commis et ouvriers d'administration qui en sont distraits mal à propos et qui représentent la valeur de l'infanterie d'un corps d'armée; cela ne saurait être indifférent en l'état précaire de notre natalité.

Enfin, on doit exiger des ajournés à un ou deux ans qu'ils complètent à deux ans ou un an leur service actif, dès qu'ils en sont reconnus capables. En outre, sans aller jusqu'à prendre des *malingres* ou même des jeunes gens *sur la limite* comme on l'a fait en 1894, il ne faudrait pas en ajourner de notoirement *bons*, ainsi qu'on l'a fait, et préparer ainsi subrepticement la réduction de la durée du service actif.

On reconnaîtra sûrement, avec nous, que ces réformes seront aussi efficaces qu'elles sont nécessaires, mais l'on objectera sans doute que le budget n'y pourra suffire. Rien n'est pourtant moins à craindre, à cause, hélas ! de la décroissance progressive de notre natalité qui réduit chaque année davantage le

chiffre du contingent à encadrer, et cela à tel point qu'en dix ans il est tombé de 225,000 à 217,000[1] ! Si cette décroissance continue, et malheureusement rien ne permet d'espérer qu'il en soit autrement, avant vingt-cinq ans le contingent tombera à 200,000 hommes ; c'est donc 600,000 jeunes soldats seulement qu'il s'agirait d'encadrer alors, au lieu de 651,000 aujourd'hui, à l'encadrement desquels le budget actuel du ministère de la guerre pourvoirait largement, s'il était mieux employé, puisqu'il approche de 700,000,000 de francs et qu'il pourrait, par conséquent, entretenir près de 700,000 hommes[2].

Eh bien ! puisqu'on le peut, on le doit faire, parce qu'il y va de la vie ou de la mort pour notre nationalité, qui dépend surtout de la valeur de notre armée de première ligne, car les armées de réserve et territoriale seraient impuissantes, malgré toutes leurs qualités, à réparer les désastres qu'auraient éprouvés les armées actives. Or, pour que celles-ci aient la solidité nécessaire, indispensable, elles ne doivent pas compter, avons-nous dit, plus d'un réserviste par soldat actif, donc pas plus de trois ou quatre[3] classes de réserve pour trois classes actives. Outrepasser cette proportion, adopter le service de deux ans et, à plus forte raison, celui d'un an, c'est se préparer de dangereux mécomptes ; aucun militaire sérieux ne nous contredira, et, au lieu de le méconnaître, mieux vaut y prédisposer les populations que de les bercer d'espoirs chimériques, au risque d'un réveil cruel. Il faut aussi inculquer aux enfants dans la famille, et aux jeunes gens à l'école, dans les collèges et lycées, les sentiments patriotiques qui les pousseront à rem-

---

[1] Y compris les ajournés des deux classes antérieures et les dispensés de l'art. 23 ayant perdu leurs droits à la dispense et rappelés pour deux ans.

[2] On compte, en effet, 1000 francs par homme pour établir ce budget, l'homme à pied coûtant environ 550 francs, l'homme monté 750, et la différence à 1000 pourvoyant au matériel, aux approvisionnements, etc.

[3] Quatre classes, à cause du déchet provenant des décès, réformes et indisponibilités au moment de la mobilisation.

Il y aurait avantage à les rappeler tous les ans pendant quatre ans, à l'époque des grandes manœuvres, et à ne les astreindre ensuite qu'à faire acte de présence au moment de la tournée de revision, parce qu'elles conserveraient mieux leur lien avec les classes actives ; à la mobilisation, les autres réservistes et les territoriaux se remettraient au pas pendant que les armées actives tiendraient tête à l'ennemi.

plir d'enthousiasme leurs devoirs militaires les plus durs, mais aussi les plus impérieux. La claire notion de ces devoirs s'impose absolument, car les peuples qui n'ont pas pour principale préoccupation la guerre, qui est inhérente à l'humanité, « se vouent à la pire des servitudes, celle de l'étranger ! » (MONTESQUIEU.)

Général PRUDHOMME.



PRINCIPES GÉNÉRAUX

DES

PLANS DE CAMPAGNE[1]

IIe PARTIE

PLANS D'INVASION ET DE DÉFENSE DE LA FRANCE AU XIXe SIÈCLE.

AVANT-PROPOS.

1o « Les plans de campagne se modifient à l'infini, selon les circonstances, le génie du chef, la nature des troupes et la topographie. » (Napoléon, 18e *note sur l'ouvrage du général Rogniat*, paragraphe 37.)

2o « Les plans de campagne dépendent de la force et de la constitution de l'armée ennemie et de la force et de la constitution de l'armée française. » (*L'Empereur au général Dejean, ministre de la guerre*, 3 *septembre* 1806.)

3o « Un plan de campagne doit avoir prévu tout ce que l'ennemi peut faire et contenir en lui-même les moyens de le déjouer. » (Napoléon, *Mémoires dictés au général Gourgaud*, chapitre Ulm-Moreau, 1re *remarque*.)

---

[1] La première partie a paru dans le *Journal des Sciences militaires* en 1894 et 1895 ; elle a formé l'objet d'une brochure de 127 pages, Paris, R. Chapelot et Ce.

Ces maximes de Napoléon fixent très nettement la question des plans de campagne en nous enseignant :

1° Qu'il n'y a point ce qu'on pourrait appeler des plans de campagne absolus; qu'au contraire, ils doivent toujours se rapporter aux circonstances du temps où ils ont été formés et, par conséquent, qu'ils varient à l'infini comme ces circonstances elles-mêmes;

2° Que la première donnée qui puisse servir à déterminer le problème, c'est la force et la constitution des armées qui doivent entrer en lutte; que, par conséquent si l'on ne connait pas au préalable les forces en présence, on manque de la base principale d'un plan de campagne et que dès lors ceux qu'on pourrait proposer seraient en l'air et n'auraient aucun sens[1];

3° Enfin, la dernière règle indique le but même de tout plan de campagne et comment ce but peut être atteint.

Voyons, maintenant, comment ces diverses conditions sont remplies dans le plan de campagne de Napoléon en 1800.

CAMPAGNE DE 1800

I.

PLAN DE CAMPAGNE DE NAPOLÉON.

A). — **Extrait des Mémoires de Napoléon, dictés au général Gourgaud (chapitre Ulm et Moreau).**

« § 1er. *Défaut des plans de campagne suivis en* 1795, 1796 *et* 1799. — La République française avait eu sur le Rhin trois armées pendant les campagnes de 1795 et 1796. L'une, désignée sous le nom d'armée du Nord, avait son quartier général à Amsterdam et était composée des troupes bataves, environ 20,000 hommes, et d'un pareil nombre de troupes françaises. Par les traités existant entre les deux Républiques, celle de

---

[1] Il n'y a pas besoin d'insister sur ce que cette maxime découle naturellement du principe posé précédemment de l'importance du nombre à la guerre et de la nécessité de comparer les forces en présence pour résoudre une question militaire quelle qu'elle soit.

Hollande devait entretenir un corps de 25,000 Français pour protéger ce pays. Cette armée, de 40,000 à 45,000 hommes, était chargée de la garde des côtes de Hollande, depuis l'Escaut jusqu'à l'Ems, et, du côté de terre, des frontières jusque vis-à-vis Wesel. La deuxième armée, sous le nom de Sambre-et-Meuse, avait son quartier-général à Dusseldorf, bloquant Mayence et Ehrenbreitstein. La troisième, sous le nom d'armée du Rhin, avait son quartier général à Strasbourg ; elle s'appuyait à la Suisse et formait le blocus de Philipsbourg.

« L'armée du Nord n'était, en réalité, qu'une armée d'observation, qui n'avait plus pour but que de contenir les partisans de la Maison d'Orange (c'est-à-dire du stathoudérat, aboli par la Révolution de 1794, à la suite de laquelle la République avait été proclamée en Hollande) et de s'opposer aux tentatives que l'Angleterre pouvait faire pour débarquer des troupes en Hollande.

« La paix, conclue à Bâle avec la Prusse, les Maisons de Saxe et de Hesse, avait rétabli la tranquillité dans tout le nord de l'Allemagne. L'armée de Sambre-et-Meuse, nécessaire tant que la Prusse faisait partie de la coalition[1] était devenue inutile depuis que la République française n'avait plus à soutenir la guerre que contre l'Autriche et l'Allemagne méridionale.

« Dans la campagne de 1796, cette armée, commandée par Jourdan, marcha sur le Mein, s'empara de Würtzbourg et prit position sur la Rednitz, sa gauche, appuyée au débouché de la Bohême par Egra, tandis que sa droite débouchait sur la vallée du Danube. L'armée du Rhin, commandée par Moreau, partit de Strasbourg, traversa les montagnes Noires et le Wurtemberg, passa le Lech et entra en Bavière.

« Pendant que ces deux armées manœuvraient sous le commandement de deux généraux indépendants l'un de l'autre, l'armée autrichienne, opposée à ces deux armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, était réunie sous le commandement unique de l'archiduc Charles. Elle se centralisa sur le Danube, à Ingolstadt et Ratisbonne, et se trouva placée entre les armées françaises dont elle parvint à empêcher la jonction. L'archiduc

---

[1] Il faut se défendre sur toutes les frontières où l'on est attaqué et former autant d'armées que l'ennemi (Voir le chapitre du But de la guerre).

battit Bernadotte qui commandait la droite de l'armée de Sambre-et-Meuse, l'accula sur Würtzbourg et enfin le rejeta au delà du Rhin. L'armée du Rhin resta spectatrice de cette marche de l'archiduc sur l'armée de Sambre-et-Meuse, et ce fut trop tard que Moreau ordonna à la division Desaix de passer sur la rive gauche du Danube pour secourir Jourdan ; ce défaut de résolution du général de l'armée du Rhin obligea bientôt cette même armée à se mettre en retraite. Elle repassa le Rhin et reprit sa première position sur la rive gauche. Ainsi, l'armée autrichienne, en nombre très inférieur aux armées françaises réunies, fit échouer, sans aucune bataille générale, le plan de campagne des Français et reconquit toute l'Allemagne.

« Le plan des Français était vicieux pour la défensive comme pour l'offensive. Du moment que l'on n'avait pour ennemie que l'Autriche, *il ne fallait avoir qu'une seule armée, n'agissant que sur une seule ligne (d'opérations) et conduite par une seule tête.*

« En 1799, la France était maîtresse de la Suisse. On forma deux armées, l'une appelée armée du Rhin, l'autre armée d'Helvétie. La première, qui prit ensuite le nom d'armée du Danube, sous le commandement de Jourdan, passa le Rhin, traversa les montagnes Noires, arriva à Stokach où, ayant été battue par l'archiduc, elle fut obligée de repasser le Rhin dans le temps même que l'armée d'Helvétie restait dans ses positions maîtresse de toute la Suisse.

« *On commit donc encore la même faute d'avoir deux armées indépendantes au lieu d'une seule,* et lorsque Jourdan fut battu à Stokach, c'est sur la Suisse qu'il aurait dû se replier et non sur Strasbourg et Brisach[1].

« Depuis, l'armée du Rhin fut chargée de la défense de la rive gauche du fleuve vis-à-vis Strasbourg, et l'armée d'Helvétie qui devenait l'armée principale de la République, perdit une partie de la Suisse et garda longtemps la Limmat; mais à Zurich, conduite par Masséna et profitant de la faute que firent les Alliés en se divisant aussi en deux armées, elle battit les Russes et reprit toute la Suisse. »

---

[1] « Il faut toujours opérer sa retraite sur ses renforts. » (NAPOLÉON, *Mémoires, Evénements militaires des six premiers mois de* 1799, paragraphe Moreau, 5e observation.)

§ 2. *Position des armées françaises en* 1800. — « Au mois de janvier 1800, cette armée d'Helvétie était cantonnée en Suisse ; celle du Bas-Rhin, sous le général Lecourbe, dans ses quartiers d'hiver, sur la rive gauche du Rhin ; celle de Hollande, sous Brune, voyait s'embarquer la dernière division du duc d'Yorck. L'armée d'Italie, battue à Génola, se ralliait en désordre sur les cols des Apennins, Coni capitulait, Gênes était menacée, mais le lieutenant général Saint-Cyr repoussa un des corps de l'armée autrichienne au delà de la Bochetta, ce qui lui mérita un sabre d'honneur ; ce fut la première récompense nationale que Napoléon décerna, comme chef de l'État. Les deux armées rentrèrent en quartiers d'hiver, les Autrichiens sur les belles plaines du Piémont et du Montferrat ; les Français sur les revers de l'Apennin, de Gênes au Var.....

« Napoléon rappela Masséna d'Helvétie et lui confia l'armée d'Italie ; ce général, qui connaissait parfaitement les débouchés des Apennins, était plus propre que personne à cette guerre de chicanes. Il arriva le 10 février à son quartier général de Gênes. Le général Brune, d'abord appelé au Conseil d'État, fut, quelques semaines après, envoyé sur la Loire pour commander l'armée de l'Ouest. Le général Augereau le remplaça dans le commandement de la Hollande. La proclamation suivante fut mise à l'ordre des armées : « Soldats ! en promettant la paix au peuple français, j'ai été votre organe, je connais votre valeur, vous êtes les mêmes hommes qui conquirent la Hollande, le Rhin, l'Italie, et donnèrent la paix sous les murs de Vienne. Soldats ! *ce ne sont pas vos frontières qu'il faut défendre, ce sont les États ennemis qu'il faut envahir !* etc. [1].

« Telle était la position des armées. *Le Premier Consul ordonna sur-le-champ la réunion de celles du Rhin et d'Helvétie en*

---

[1] Ce caractère offensif donné soudain à des opérations qui traînaient auparavant sur la défensive est proprement le cachet de Napoléon.

C'est ainsi que, nommé au commandement de l'armée d'Italie qui depuis trois ans se morfondait sur les rochers stériles des Alpes, il la précipite dans les riches plaines du Pô et la porte d'un trait jusque sur l'Adige et, là même, dans les champs de Castiglione, entouré de toutes parts d'un ennemi près de trois fois supérieur en nombre et quoique ayant sa conquête à conserver et occupé à assiéger Mantoue, il fait encore connaître « que le meilleur moyen de se défendre est souvent celui d'attaquer et que le génie de la grande guerre est

une seule sous le nom d'armée du Rhin ; il en donna le commandement au général Moreau, qui lui avait montré le dévouement le plus absolu dans la journée du 18 brumaire.

« Les troupes françaises manquaient de tout, leur dénuement était extrême, tout l'hiver fut employé à recruter, à habiller, solder cette armée.

« *Un détachement de l'armée de Hollande fut dirigé sur Mayence, et bientôt l'armée du Rhin devint une des plus belles qu'ait jamais eues la République. Elle comptait* 150,000 *hommes et était formée de toutes les vieilles bandes* ».

C'est donc dans cette réunion des principales forces de la France sur le Rhin, entre Bâle et Mayence que consiste le plan de campagne de 1800. On voit, dès ces premiers mots de Napoléon, l'énergique impulsion qu'il allait donner à toutes les affaires militaires. Le système du Directoire avait toujours été de diviser ses forces, et, quoiqu'il n'eût plus affaire depuis 1795 qu'à l'Autriche et à l'Allemagne méridionale, il avait néanmoins conservé cette séparation en deux armées qui avait été imposée en premier lieu par la présence de la Prusse dans la ligue contre la France. Mais, s'il était naturel d'avoir une armée à Dusseldorf et une à Strasbourg, quand on avait affaire à la fois à la Prusse et à l'Autriche et sur deux théâtres d'opérations aussi différents que celui de l'Allemagne du Nord et celui de l'Allemagne du Sud, il devenait évidemment déraisonnable de conserver ces deux points de départ différents pour déboucher dans le même théâtre de l'Allemagne méridionale. C'était donner à l'armée autrichienne, placée entre les deux directions par où nous pouvions arriver sur elle, les avantages de la position centrale.

---

surtout l'art de reprendre l'initiative quand on l'a perdue par les premiers succès de l'ennemi ». (*Relation officielle de la bataille de Marengo.*)

Et, enfin, dans le malheur le plus profond, quand en 1814, les débris de nos armées, impuissants à soutenir la masse de l'invasion, eurent reculé par une continuelle retraite du Rhin jusque sur la Marne, le premier ordre que donne l'Empereur, accouru de Paris au-devant de l'armée et reprenant les rênes, est encore l'ordre d'attaquer :

Châlons sur Marne, 26 janvier 1814 : « Le quartier général impérial sera ce soir à un village derrière le duc de Bellune. On annoncera à l'armée que l'intention de l'Empereur est d'attaquer demain l'ennemi. »

La fausseté évidente de ce système, sous le point de vue militaire, devait avoir éclairé sur ses dangers, même un gouvernement aussi peu intelligent que le Directoire. Mais il le maintenait par des considérations politiques, par cette crainte qu'ont les gouvernements incapables et qui sentent leur incapacité, de confier trop de forces à un général, c'est-à-dire de lui donner trop de moyens pour rendre service au pays. Ils espèrent éviter ainsi que le public ne se demande qui doit posséder le pouvoir, de celui qui ne sait qu'en jouir ou de celui qui sait le mériter.

Rewbell, un des anciens directeurs, ayant eu l'occasion d'entretenir le Premier Consul en février 1800, lui dit : « Vous réunissez sur le Rhin une belle armée, vous avez là toutes les troupes de la France, ne craignez-vous pas les inconvénients de mettre tant de troupes dans une seule main ? Cette considération politique m'a toujours fait maintenir les deux armées de Rhin et Moselle et de Sambre-et-Meuse[1] ».

Le premier acte de Napoléon, dont le gouvernement fort et national n'avait pas à entrer dans ces misérables calculs, ne pouvait donc être que de réformer un système aussi vicieux et, suivant dès lors comme il a toujours fait, *ces « principes de concentration qui sont les vrais principes de la guerre*[2] », il ordonnait la réunion sur le Rhin en une seule armée des armées de Sambre-et-Meuse et d'Helvétie et y joignait encore tout ce qui, faisant partie de l'armée de Hollande, n'était pas indispensable dans ce pays.

Mais, la frontière d'Allemagne n'était pas la seule menacée par l'Autriche. Cette puissance avait encore une armée en Italie, de sorte que l'on pouvait s'attendre à être envahi par deux frontières à la fois, dès l'ouverture de la campagne de 1800. A laquelle de ces attaques fallait-il faire face avec le plus de forces ?

C'est ici que nous allons entrer dans la discussion du plan de campagne de Napoléon et, suivant notre règle constante, nous allons lui demander à lui-même la raison de ses actions.

---

[1] *Mémoires de Napoléon*, 2e note sur le récit des événements militaires de 1799 à 1814.

[2] *Mémoires de Napoléon*, observation sur les opérations militaires des campagnes de 1796 et 1797.

B). — **Extrait de la Relation officielle de la bataille de Marengo, publiée en 1805, sous le nom du maréchal Berthier.**

« Lorsque Napoléon fut nommé Premier Consul, la dernière des places d'Italie (Coni) venait d'être prise ; nos postes étaient repliés sur le sommet des Alpes ; nous ne possédions plus un pouce de terrain, ni une seule place en Italie ; toute l'Allemagne était évacuée ; nous nous tenions sur la défensive, occupant les places de la rive gauche du Rhin ; les départements de l'Ouest étaient en armes, partout l'ennemi était formidable, et des succès importants qui l'auraient conduit sur les Vosges ou sur l'Escaut auraient eu, dans le déplorable état de nos affaires, les plus funestes conséquences.

« Bonaparte sentit que, avant de reconquérir l'Italie, il fallait être sûr de ne pas perdre la Belgique ni les départements réunis[1].

« L'empereur d'Allemagne pouvait adopter un des deux partis ci-après et il fallait se mettre en mesure également contre tous les deux :

« 1° Il pouvait réunir ses principales forces dans la Souabe, sur le Bas-Rhin ; se présenter sur ce fleuve avec 160,000 hommes et, après avoir obtenu les premiers succès, il pouvait se combiner avec une armée anglaise débarquée en Hollande ou en Belgique.

« L'armée autrichienne en Italie, renforcée, pouvait se tenir sur le Pô, prête à recevoir dans la plaine l'armée française qui n'aurait pu arriver qu'avec peu de cavalerie et une artillerie mal montée ;

« 2° Le second projet de campagne de la cour de Vienne, pouvait être de rester sur la défensive en Allemagne et de porter une forte armée sur Gênes et de là sur le Var, entrer en Provence, combiner ses opérations avec 15,000 Anglais, qui, depuis quelque temps, se trouvaient campés à Mahon (île Minorque, dans les Baléares), et profiter des mouvements de chouannerie qui commençaient à se faire sentir dans le Midi de la France.

« *Le premier plan de campagne étant le plus dangereux,*

---

[1] C'est-à-dire les quatre départements de la rive gauche du Rhin, livrés à la Prusse en 1814 par Louis XVIII

Bonaparte fit rassembler sur le Rhin une armée de 140,000 hommes, en même temps que sur ses derrières il réunit dans la Bourgogne une armée de Réserve[1] ; il laisse cantonner sur les hauteur de Gênes, les débris de l'armée d'Italie, forts à peu près de 30,000 hommes.

« On verra par ces dispositions que, *quels que fussent les projets de l'ennemi, la France était en état de répondre à tout.*

« Si les Autrichiens adoptaient le premier plan de campagne, Bonaparte se portait avec son armée de Réserve sur celle du Rhin, qui se trouvait forte alors de 170,000 hommes, c'est-à-dire *ses plus grandes forces opposées aux plus grandes forces de l'ennemi*[2].

« Si, au contraire, le cabinet de Vienne adoptait le second plan de campagne, notre armée sur le Rhin devenait supérieure à celle de l'ennemi. Lorsque les Autrichiens se seraient avancés sur Gênes avec leurs principales forces, Bonaparte aurait fait passer les Alpes à l'armée de Réserve, se serait porté sur le Pô pour prendre l'ennemi à revers, lui enlever ses magasins et lui couper sa retraite. »

Suivons donc le raisonnement de Napoléon dans toute la force de sa logique.

1° Premier plan que pouvait adopter l'Autriche, qui avait une armée en Allemagne et une en Italie : réunir ses principales forces sur le Rhin et prendre l'offensive sur cette frontière pendant que son armée en Italie, maintenue dans un rôle secondaire, serait restée sur la défensive ;

2° Deuxième plan : demeurer au contraire sur la défensive en Allemagne et prendre l'offensive avec ses principales forces sur le Var.

De ces deux plans, le premier étant le plus dangereux, c'est donc à celui-là que le Premier Consul va répondre. A cet effet, il rassemble sa principale armée sur le Rhin et réunit encore derrière elle une armée de Réserve. Il laisse sur la défensive son armée d'Italie.

---

[1] Cette armée devait être de 30,000 hommes.

[2] Ceci est une preuve bien convaincante de la vérité du principe que lorsqu'on s'est mis devant l'ennemi en nombre égal, on s'est donné autant de chances qu'il en a lui-même.

Ce plan contenait ainsi en lui-même de quoi déjouer tous ceux que l'Autriche pouvait faire.

Car, dans le cas du premier plan des Autrichiens, l'armée de Réserve renforçait celle du Rhin, et par là les plus grandes forces de la République étaient opposées aux plus grandes forces de l'ennemi. En égalant les forces, on avait égalé les chances, sur le point capital d'où dépendent les points secondaires.

Dans le second plan, l'armée française sur le Rhin étant par elle-même supérieure à celle de l'ennemi, l'écrasera et s'avancera en Allemagne ; l'armée de Réserve pourra alors se porter au secours de celle d'Italie, en prenant à revers l'armée autrichienne qui serait entrée en France. Celle-ci sera ainsi arrêtée dans tous les cas, quand même elle aurait d'abord battu notre armée secondaire d'Italie.

Mais quelle raison pouvait rendre l'attaque sur le Rhin plus dangereuse que celle sur le Var ? Comme il ne faut rien laisser dans le vague pour des points aussi importants, on a cherché une explication précise là-dessus, et voici celle que Napoléon a donnée lui-même.

C). — Extrait de la 2e note sur l'essai historique sur les campagnes de 1799 à 1814 (*Mémoires de Napoléon*).

« Napoléon, en considérant la position de la France, reconnut que des deux frontières sur lesquelles on allait se battre, celle d'Allemagne et celle d'Italie, *la première était la frontière prédominante* ; celle d'Italie était la frontière secondaire.

« En effet, si l'armée de la République eût été battue sur le Rhin et victorieuse en Italie, l'armée autrichienne eût pu entrer en Alsace, en Franche-Comté ou en Belgique et poursuivre ses succès, sans que l'armée française victorieuse en Italie pût opérer aucune diversion capable de l'arrêter, puisque, pour s'assurer dans la vallée du Pô, il lui fallait prendre Alexandrie, Tortone et Mantoue, ce qui exigeait une campagne entière[1] ; toute diver-

[1] Il était évidemment impossible de marcher sur Vienne sans s'être assuré de l'Italie qu'on eût laissée sur ses derrières. Pour s'assurer de l'Italie, il fallait en tenir les principales places comme points d'appuis de la ligne de communications. C'est ce qu'avait fait Napoléon lui-même pendant l'année 1796,

sion qu'elle eût voulu opérer sur la Suisse eût été sans effet. Du dernier col des Alpes on peut entrer en Italie sans obstacles, mais des plaines d'Italie on eût trouvé à tous les pas des positions, si l'on eût voulu pénétrer dans la Suisse.

« Si l'armée française était victorieuse sur la frontière prédominante, tandis que celle de la frontière d'Italie serait battue, *tout ce qu'on pouvait craindre était la prise de Gênes, une invasion en Provence ou peut-être le siège de Toulon*, mais un détachement de l'armée d'Allemagne qui descendrait de Suisse dans la vallée du Pô arrêterait court l'armée victorieuse ennemie en Italie et en Provence[1].

« Il conclut de là qu'il ne fallait pas envoyer à l'armée d'Italie au delà de ce qui était nécessaire pour la porter à 40,000 hommes et *qu'il fallait réunir toutes les forces de la République à portée de la frontière prédominante* ; en effet, 140,000 hommes furent réunis depuis la Suisse jusqu'à Mayence, et une seconde armée, celle de Réserve, fut réunie entre la Saône et le Jura, en seconde ligne ».

Dans un autre chapitre de ses *Mémoires*[2], Napoléon a répété encore cette explication en faisant voir la faute qu'avaient commise les Autrichiens dans leur propre plan de campagne.

« La frontière d'Allemagne était dans cette campagne la frontière prédominante, la frontière de la rivière de Gênes était la frontière secondaire. Effectivement les événements qui auraient lieu en Italie, n'auraient aucune action directe, immédiate et nécessaire sur les affaires du Rhin, tandis que les événements qui auraient lieu en Allemagne, auraient une action nécessaire

---

qu'il avait passée au siège de Mantoue, et ce n'est qu'après la prise de cette dernière place d'Italie, en 1797, qu'il s'était porté sur Vienne. Or, en 1800, les places fortes conquises par Napoléon en 1796 étaient retombées au pouvoir des Autrichiens. Il eût donc fallu passer de nouveau une campagne à les reconquérir.

Pendant que l'armée autrichienne d'Allemagne eût marché sur Paris, l'armée française d'Italie n'aurait donc pas pu marcher sur Vienne, c'est-à-dire faire une diversion capable d'arrêter la marche sur Paris.

L'invasion de l'Allemagne ne présentait pas la même difficulté, parce qu'il n'y avait pas une seule forteresse jusqu'à Vienne.

[1] Toute la campagne de l'armée de Réserve qui aboutit à la convention d'Alexandrie, est expliquée dans cette phrase.

[2] *Ulm et Moreau, Remarque sur les plans de campagne de* 1800.

et immédiate sur l'Italie. *En conséquence, le Premier Consul réunit toutes les forces de la République sur la frontière prédominante*, savoir : l'armée d'Allemagne qu'il renforça de l'armée de Hollande et du Bas-Rhin, l'armée de Réserve qu'il réunit sur la Saône, à portée d'entrer en Allemagne si cela était nécessaire.

« Le conseil aulique réunit sa principale armée sur la frontière secondaire en Italie. *Ce contre-sens, cette violation de ce grand principe, fut la véritable cause de la catastrophe des Autrichiens dans cette campagne* ».

Le conseil aulique calcula en effet d'une façon opposée à celle du Premier Consul et il adopta le plan de demeurer sur la défensive en Allemagne où il ne mit qu'une armée secondaire et de prendre au contraire l'offensive en Italie où il avait déjà ses *principales forces* qu'il ne songea pas à déplacer pendant tout l'hiver, comme faisait Napoléon de celles qu'il avait en Hollande et sur le Bas-Rhin.

« L'armée d'Italie forte de 140,000 hommes sous les ordres du feld-maréchal Mélas, fut destinée à prendre l'offensive, s'emparer de Gênes, de Nice et de Toulon. Sous les murs de cette place, elle devait être rejointe par l'armée anglaise de 18,000 hommes qui devait se rassembler à Mahon, et par l'armée napolitaine de 20,000 hommes. Willot (général français qui avait commandé en Provence en 1797 et qui, après le 18 fructidor, avait émigré et passé à l'ennemi) était au quartier général de Mélas pour insurger le midi de la République, où les Bourbons pensaient avoir des partisans[1] ».

L'Armée d'Allemagne fut destinée à garder la défensive. Le feld-maréchal Kray en prit le commandement et plaça son quartiet général à Donaueschingen. Il avait immédiatement sous ses ordres sur le Rhin moyen, mais dispersés du Tyrol jusqu'au Mein, quatre corps formant environ 80,000 hommes.

« Le cabinet de Vienne comptait que ses armées seraient au milieu de l'été au cœur de la Provence, et celui des Tuileries avait calculé que son armée du Rhin serait avant ce temps-là sur l'Inn[2].

« L'action de l'administration autrichienne d'Italie s'étendait

---

[1] *Mémoires de Napoléon*, chapitre Ulm et Moreau, paragraphe 3.
[2] *Idem*, chapitre Ulm et Moreau.

sur toute l'Italie. Toutes les richesses de ce beau pays étaient employées à raviver, améliorer le matériel de l'armée qui, fière des succès qu'elle avait obtenus dans la campagne précédente, avait à se rendre digne de fixer l'attention de l'Europe, d'être appelée à jouer le principal rôle dans la campagne qui allait s'ouvrir. Rien ne lui semblait au-dessus de ses destinées ; elle se flattait d'entrer dans Gênes, dans Nice, de passer le Var, de se réunir à l'armée anglaise de Mahon dans le port de Toulon, de planter l'aigle autrichienne sur les tours de l'antique Marseille et de prendre ses quartiers d'hiver sur le Rhône et la Durance[1] »

Nous nous arrêterons ici pour cette campagne, puisque nous en arrivons aux opérations actives et que nous ne voulons pas sortir des plans de campagne proprements dits, c'est-à-dire de ce qu'on peut prévoir avant la guerre, avant que les armées ne soient entrées en opérations, et lorsque, n'étant pas encore réunies, elles peuvent être portées indifféremment sur un point ou un autre des frontières.

Mais du simple exposé de ce plan de campagne, il y a déjà des enseignements à tirer. Les plus importants répondent aux questions suivantes :

1° Que doit et peut contenir un plan de campagne ?

2° Où doit s'opérer nécessairement la réunion des principales forces d'une nation et quelle est la considération qui détermine le lieu de cette réunion ?

II.

QUE PEUT ET DOIT CONTENIR UN PLAN DE CAMPAGNE ?

Par la lecture de tout ce qui précède, on a pu voir qu'un plan de campagne ne contient que la détermination du lieu de réunion des armées.

Cela seul peut être prévu d'avance et dès le temps de paix, puisqu'il ne dépend que des forces respectives des nations opposées et de leur situation géographique qui les met en contact par une ou plusieurs frontières.

---

[1] *Mémoires de Napoléon*, chapitre Gênes, Masséna.

Il est bien clair, en effet, que, de même que pour déterminer la réunion de ses principales forces et leur donner un rôle offensif ou défensif, il faut connaître les forces ennemies auxquelles on aura affaire, de même pour prévoir au delà de ces instructions générales et déterminer quelles opérations devront entreprendre ces forces une fois réunies, il faut connaître la position qu'aura prise l'ennemi et les mouvements qu'il aura faits, d'où dépendent les vôtres. Il est donc impossible de rien prévoir là-dessus dès le temps de paix et avant que l'ennemi ait réuni, de son côté, ses armées et pris position ou même commencé les opérations.

Il y a là un point délicat d'art militaire qui échappe souvent et qu'il importe de mettre en lumière. Les observations suivantes sur les campagnes de l'Empereur le démontreront clairement.

1800. — C'est ainsi que le mouvement de l'armée de Réserve par le Saint-Bernard sur Milan, Pavie et Tortone, pour prendre à revers Mélas, ne put évidemment être conçu et décidé que lorsque Mélas eût bloqué Masséna dans Gênes et eût marché sur le Var, ce que rien ne rendait certain par avance, car il pouvait fort bien faire autre chose. Ce mouvement pouvait avoir été entrevu auparavant, de même qu'on peut toujours se dire qu'à telle manœuvre de l'ennemi on opposera telle autre[1]. Mais comme, enfin, rien n'assurait d'avance que l'armée autrichienne ferait la faute de « s'enfourner » dans cette guerre de montagnes[2], ce mouvement ne pouvait faire partie d'un plan de cam-

---

[1] C'est en propres termes ce qu'a dit Napoléon de sa campagne contre Wurmser, en septembre 1796, où il attaqua ce général par ses derrières et lui coupa sa ligne d'opérations. « Une opération de cette nature peut être méditée d'avance et conçue tout entière. Mais son exécution est progressive et se trouve autorisée par les événements qui ont lieu chaque jour ». (*Mémoires*, chapitre des observations sur les opérations militaires des campagnes de 1796 et 1797 en Italie, IV[e] observation, paragraphe 8.)

Cette citation se rapporte d'autant mieux à la campagne de 1800, que Napoléon lui-même a comparé la manœuvre contre Wurmser, en septembre 1796, à celle de Marengo

[2] Le Premier Consul au général Berthier, commandant en chef l'armée de Réserve à Dijon, Paris, 26 avril 1800 : « Je vous vois assurés, appartenant à vous, 60,000 hommes d'infanterie. Voilà 60,000 hommes qui, après les sottises que viennent de faire les Autrichiens en s'enfournant dans la rivière de Gênes, vous mettent en état d'agir sans avoir besoin de personne. »

pagne, c'est-à-dire d'un plan conçu avant l'ouverture des hostilités.

Les paroles mêmes des Mémoires de Napoléon indiquent bien à quel moment fut décidé le mouvement sur les derrières de Mélas : « *Aussitôt que l'on eut des nouvelles du commencement des hostilités en Italie et de la tournure que prenaient les opérations de l'ennemi,* le Premier Consul jugea indispensable de marcher directement au secours de l'armée d'Italie, etc.[1] ».

En effet, dès le commencement des opérations, Masséna s'était laissé couper et, avec une partie de son armée, avait été bloqué dans Gênes, où il n'avait pas de vivres et où il devait être réduit, par conséquent, à capituler à bref délai. C'est ce qui décida le Premier Consul à voler à son secours avec l'armée de Réserve et à passer par le Saint-Bernard, comme la route la plus courte.

Mais il est bien évident que sans cette circonstance du péril où s'était mis Masséna, l'armée de Réserve n'eût pas passé le Saint-Bernard, et cette opération fameuse en qui, l'on a presque fait consister tout l'intérêt et le génie de cette campagne, n'aurait jamais eu lieu.

La campagne devait si peu rouler autour de ce passage, devenu depuis si célèbre et auquel les poètes se sont attachés comme au trait dominant, parce que, en effet, il frappe davantage l'imagination, que le premier projet de Napoléon avait été de prendre le commandement de l'armée d'Allemagne, à laquelle il aurait réuni l'armée de Réserve, et de marcher sur l'Inn.

« L'intention du Premier Consul était de se rendre, au mois de mai, en Allemagne avec ces deux armées réunies et de porter d'un trait la guerre sur l'Inn ; mais les événements arrivés à Gênes au commencement d'avril le décidèrent à faire commencer les hostilités sur le Rhin lorsque l'armée de Réserve se réunissait à peine[2] ».

Du reste, le 24 avril, c'est à-dire trois semaines avant qu'il eût lieu, le passage par le Saint-Bernard n'était pas encore fixé :

Le Premier Consul au général Berthier, commandant en chef l'armée de Réserve, le 24 avril 1800 :

---

[1] Chapitre Marengo.

[2] *Notes et Mélanges*, 2e note sur le Précis des événements militaires de 1799 à 1814.

« Dans cet état de choses, vous sentez combien il est important que l'armée de Réserve donne à plein collier en Italie, indépendamment des opérations de l'armée du Rhin. Pour cela faire, vous aurez deux débouchés, le Saint-Bernard et le Simplon ».

Ce ne fut que le 27 avril que le passage par le Saint-Bernard fut définitivement arrêté et il commença le 15 mai[1].

1805. — Il en alla de même en 1805 pour la manœuvre autour d'Ulm.

Ces marches fameuses, dont la rapidité assurait le secret et qui amenèrent l'armée française sur les derrières de l'armée autrichienne de Mack, endormie sur l'Iller[2], ne furent et ne purent être évidemment conçues que lorsque l'Empereur eut appris que cette armée s'était avancée sur l'Iller et qu'elle y avait pris position.

Les flatteurs qui ont faussé tant de choses pour vouloir les embellir, et des historiens, plus propres à déclamer sur les événements qu'à les juger sainement, ont peint l'Empereur dictant la campagne d'Ulm dans sa tente du camp de Boulogne, comme en 1800, pendant qu'il était encore aux Tuileries, ils lui avaient fait montrer sur la carte, d'un doigt qu'ils appellent avec raison prophétique, la plaine de Marengo où devait être battu « ce pauvre M. de Mélas ». Mais ils auraient dû nous expliquer en même temps comment on peut profiter des fautes de ses ennemis avant qu'elles ne soient commises.

Napoléon a certainement dicté au camp de Boulogne des ordres de marche pour la Grande Armée, mais ces ordres la portaient en Alsace, sur Strasbourg et sur le Rhin[3] et non pas sur Donauwerth ni derrière le Lech.

---

[1] Lettre au général Lannes, du 27 avril (*Correspondance militaire de Napoléon*).

[2] L'Empereur au maréchal Bernadotte, Strasbourg, le 27 septembre 1805 : « Si j'ai le bonheur que l'armée autrichienne s'endorme encore trois ou quatre jours sur l'Iller et dans la Forêt-Noire, je l'aurai tournée et j'espère qu'il ne s'en échappera que des débris. »

[3] Comme c'est une erreur très répandue que la Grande Armée fut dirigée sur le Danube depuis le camp de Boulogne, on donnera ci-dessous quelques citations pour prouver que c'est bien effectivement sur le Rhin qu'elle fut dirigée et que l'Empereur n'avait pas dans le commencement d'autre projet que de la réunir sur Strasbourg :

Le 24 août, l'Empereur envoie du camp de Boulogne au maréchal Berthier

D'après une lettre au maréchal Berthier, datée de Boulogne, le 25 août, la contre-marche de l'armée devait commencer le 27 août. « Tous les renseignements que je reçois par mes courriers me font prendre le parti de ne pas perdre un jour... Après-demain, 27 août, je veux commencer la contre-marche de toute mon armée ».

Or les Autrichiens n'entrèrent en Bavière que le 8 septembre

---

les ordres pour réunir la division de grosse cavalerie d'Hautpoul à Landau, celle de Nansouty à Schelestadt ou Neuf-Brisach et les quatre divisions de dragons et la division de dragons à pied à Strasbourg, en ajoutant : « Le mouvement que je vous prescris doit avoir lieu sans retard. *Les rassemblements des Autrichiens dans le Tyrol* font que je crois utile en ce moment *de border le Rhin.*»

Du camp de Boulogne, le 25 août, à l'Electeur de Bavière : « L'Autriche paraît vouloir la guerre, je ne peux me rendre raison d'un tel égarement ; toutefois elle l'aura et plutôt qu'elle ne s'y attend. J'ai contremandé les mouvements de mes escadres. *L'existence de vingt-cinq régiments autrichiens dans le Tyrol menace trop la Bavière et mes frontières.* J'ai déjà mis en mouvement différents régiments d'infanterie *pour Strasbourg*, vingt-six régiments de dragons et dix de cuirassiers avec des attelages et quarante pièces d'artillerie sont en marche *pour l'Alsace. 100,000 hommes d'infanterie sont déjà désignés de mes camps pour s'y rendre.* »

Le 26 août, ordre au maréchal Berthier de diriger sur Mayence le corps Marmont qui venait de Hollande, et ordre à Bernadotte de se réunir sur Goëttingue « Vous ordonnerez qu'on fasse partir de Metz des effets de campement *pour Strasbourg*, de manière qu'au 1er vendémiaire (23 septembre) on ait de quoi tenter 80,000 hommes. Chaque division partira avec son artillerie, personnel, matériel et attelages, à moins que le premier inspecteur me garantisse avoir le matériel *à Strasbourg*..... Le prince Murat sera nommé lieutenant de l'Empereur, commandant en chef en l'absence de sa Majesté. Vous me présenterez aussi le même jour un ordre au prince Murat d'être rendu *à Strasbourg*, le 11 septembre, pour commander en l'absence de l'Empereur. »

Le 28 août, au général Dejean, ministre de l'administration de la guerre : « Ne perdez pas un moment à faire accumuler des vivres et des eaux-de-vie *à Landau, Strasbourg et Spire. Landau sera un des principaux points de rassemblement.* Je vous ai demandé 500,000 rations à Strasbourg ; je ne verrais pas d'inconvénients à les diviser ainsi : 200,000 à Strasbourg, 100,000 à Landau et 100,000 à Spire..... Je vous dirai, mais pour vous seul, que je compte passer le Rhin le 5 vendémiaire (27 septembre). Organisez tout en conséquence. »

Le 28 août, du camp de Boulogne au général Duroc : « M. le général Duroc, l'armée est en plein mouvement..... Lorsque l'armée apprit qu'elle allait sur le Rhin, la joie fut universelle. »

Au major général Berthier, Saint-Cloud, 15 septembre : « Le maréchal Bernadotte avec 20,000 hommes et Marmont avec 20,000 hommes, qui seront augmentés d'un côté de 8,000 hommes du landgrave de Hesse Darmstadt, formeront ma gauche à Würtzbourg, et *le gros de l'armée se trouve placé à Strasbourg, le long du Rhin*..... Je désire aussi que le général Songis me fasse connaître combien il faut qu'il soit averti d'avance pour jeter des ponts : un du côté de Spire, l'autre du côté de Philipsbourg, et l'autre sur le haut Rhin. »

Après ces citations, il est difficile de douter que l'armée ne dût effectivement

et à Munich que le 14, et ils n'arrivèrent sur l'Iller que le 21. C'est donc à peine si, un mois après qu'on lui fait dicter son plan de tourner Ulm, Napoléon savait que les Autrichiens y étaient entrés. Le 6 septembre, il écrivait encore à Bernadotte tout en lui donnant l'ordre de se diriger de Goëttingue sur Würtzbourg et en l'avertissant que, si l'Électeur de Bavière se trouvait attaqué par l'Autriche, il se porterait avec 25,000 hommes par Donauwerth et ferait sa jonction avec lui : « Mais rien ne porte à penser que l'Autriche soit en mesure et assez décidée pour commencer les hostilités »,

Mais ce qui achèvera de trancher la question, c'est que les ordres de marche que dicta l'Empereur, non plus au camp de Boulogne, mais trois semaines après la levée de ce camp, ne font encore que porter l'armée après le passage du Rhin droit devant elle, vers Munich et l'Inn, la droite marchant par la grande route de Strasbourg à Vienne.

D'après ces ordres, l'armée, après avoir passé le Rhin entre Strasbourg et Mannheim, devait atteindre le 9 octobre la ligne de marche[1], d'Ulm à Weissenburg, c'est-à-dire une ligne perpendiculaire à la route de Vienne et y appuyant sa droite :

« Ainsi le 9 octobre, les corps du général Ney (qui devait passer le Rhin à Seltz) et du général Lannes (qui devait le passer à Strasbourg) seront à Ulm; le corps du général Soult (qui devait

---

se réunir sur le Rhin et que tout le plan de l'Empereur ne consistât à « border le Rhin ». Il est vrai que des habiles ont prétendu que cette marche sur le Rhin n'était qu'une feinte et ils ont même dressé des croquis des mouvements de cette campagne où l'on voit les corps dirigés sur l'Alsace se relever par un grand détour pour aller passer le Rhin dans le Palatinat. Nous n'insisterons pas sur la finesse de cette prétendue feinte; le grand détour qu'ils indiquent n'ayant eu lieu qu'en France ne pouvait tromper que les Français; c'était donc se donner de la peine bien gratuitement. Ces habiles gens supposent à Napoléon l'esprit de Schwartzenberg, qui en 1814, au lieu de traverser l'Alsace, alla passer par la Suisse « pour faire de la stratégie. »

[1] *Ligne de marche.* L'Empereur ne disait pas comme on dit généralement aujourd'hui d'après les Allemands « *front de marche* » mais *ligne de marche.* Cette expression est naturelle puisqu'on dit *marcher en ligne* ou *arriver en ligne* ou *sur la ligne*, tandis qu'on ne dit pas marcher en front, et elle a en outre l avantage d'être analogue à celle de *ligne de bataille* ou *ligne de combat*, analogie dans les mots qui est logique puisqu'elle existe dans les choses et qu'il suffit de resserrer la ligne de marche pour arriver à la ligne de bataille. « Front de marche » au contraire ne se rapporte à rien et n'est que de l'allemand mis en français.

passer à Germersheim) serait à Aalen; celui du général Davout (qui devait passer à Mannheim), à Nœrdlingen; celui des généraux Bernadotte et Marmont (qui venaient de Würtzbourg), à Weissenburg; la réserve de cavalerie, le parc, les grenadiers de la garde (qui devaient passer à Strasbourg), à Gmünd[1] ».

Cet ordre à lui seul prouverait la différence du plan primitif et de celui qui fit naître le développement des opérations, puisque la ligne de marche qui fut effectivement atteinte par les corps de la Grande Armée vers la date indiquée ci-dessus, au lieu d'être celle d'Ulm à Weissenburg, est une ligne à peu près perpendiculaire. En effet, le 7 octobre déjà, la Grande Armée atteignait la ligne Heidenheim, Donauwerth, Ingolstadt, qui est presque parallèle à la route de Strasbourg à Vienne et par conséquent perpendiculaire à la ligne de marche assignée dans les premiers ordres. Rien n'est plus naturel d'ailleurs, puisque, le 17 septembre, l'Empereur connaissait seulement l'entrée des Autrichiens à Munich, qui avait eu lieu le 10. Le 18, il écrivait au prince Murat son lieutenant à Strasbourg : « Faites-moi connaître si les Autrichiens sont arrivés à Ulm et à Donauwerth ou *si les Bavarois s'y maintiennent toujours*. Faites bien reconnaître la route qui de Strasbourg va à Ulm par Kniébis et si les voitures y passent avec facilité ».

Comme c'est cette route où, d'après l'ordre du 17, devaient s'appuyer la gauche de la Grande Armée et marcher les corps Lannes et Ney, on ne voit donc encore aucun soupcon de la manœuvre autour d'Ulm dont la première condition devait être l'abandon de cette route, ce qui arriva en effet quelques jours après. Mais le 17 septembre l'Empereur ne pouvait encore en aucune façon être sûr que les Autrichiens seraient assez imprudents pour aller jusqu'à Ulm[2]. D'ailleurs l'archiduc Ferdinand, qui commandait en chef cette armée, s'arrêta le 19, ne voulant pas s'aventurer au-delà de l'Isar, et ce fut le 20 seulement que,

---

[1] Saint-Cloud, 17 septembre 1805. (*Correspondance militaire de Napoléon.*)

[2] Proclamation à l'armée, quartier général d'Elchingen, 21 octobre 1805 : « Soldats de la Grande Armée ! En quinze jours nous avons fait une campagne. Ce que nous nous proposions est rempli. Nous avons chassé les troupes de la maison d'Autriche de la Bavière et rétabli notre allié dans la souveraineté de ses Etats. Cette armée, qui *avec autant d'ostentation que d'imprudence* était venue se placer sur nos frontières, est anéantie. »

dans un conseil de guerre que l'empereur François II était venu en personne tenir à Munich, Mack fit décider de continuer la marche jusque sur l'Iller.

Le 17, l'Empereur ne pouvait donc avoir ordonné aucune manœuvre et ne pouvait que songer à marcher droit sur la capitale, but principal de son invasion, et sur l'ennemi qui lui en barrait le chemin. Il ne pouvait qu'exécuter ce qu'il avait indiqué à son ministre des affaires extérieures, à la première nouvelle des hostilités : « Dans cet état de choses, je cours au plus pressé, je lève mes camps et au 1er vendémiaire (23 septembre) je me trouve avec 200,000 hommes en Allemagne et 25,000 dans le royaume de Naples. *Je marche sur Vienne* et ne pose les armes que je n'aie Naples et Venise et augmenté tellement les États de l'Électeur de Bavière que je n'aie plus rien à craindre de l'Autriche[1] ».

1806. — Il n'en fut pas autrement en 1806. Le mouvement sur Géra et Naumbourg, qui tourna l'armée prussienne et la coupa de Berlin, ne put évidemment être ordonné que lorsque cette armée, inférieure en nombre, par un aveuglement pareil à celui de l'armée de Mack, fut venu en avant de sa ligne de défense naturelle de l'Elbe et au loin de ses renforts, s'offrir comme à plaisir aux redoutables manœuvres de l'Empereur[2].

Les ordres pour la réunion de la Grande Armée ne font en en effet rien soupçonner d'un pareil dessein, puisqu'ils sont donnés avant que l'armée prussienne eût avancé sur la Saale. D'après ces ordres, l'armée devait se réunir en Franconie vers Bamberg, comme, en 1805, elle se réunissait en Alsace, avoir pour pivot ou point d'appui Mayence[3], comme, en 1805, elle avait Strasbourg, et enfin marcher droit sur Berlin, comme, en 1805, sur Vienne.

L'Empereur au major général, Saint-Cloud, 5 septembre : « Envoyez des officiers du génie faire de bonnes reconnaissances

---

[1] A M. de Talleyrand, camp de Bologne, 23 août 1805.

[2] L'Empereur au major général, Saint-Cloud, le 24 septembre : « Il importe que le maréchal Soult arrive vite à Amberg puisque l'ennemi est à Hof, extravagance dont je ne le croyais pas capable, pensant qu'il resterait sur la défensive le long de l'Elbe. »

[3] 17 septembre, au général Dejean : « Mayence va devenir le point d'appui de tous les mouvements de l'armée. »

à tout hasard sur les débouchés des chemins qui conduisent de *Bamberg à Berlin*. Huit jours après que j'en aurai donné l'ordre, *il faut que toutes mes armées*, soit celle de Francfort, soit celle de Passau, soit celle de Memmingen (quartiers généraux des différents corps de la Grande Armée, cantonnés en Bavière) *soient réunis à Bamberg et dans la principauté de Bayreuth*... Je conçois qu'en huit jours tous mes corps d'armée se trouveraient réunis au delà de Kronach. *Or de ce point*, frontière de Bamberg, *j'estime dix jours de marche vers Berlin*. Dites-moi quelle est la nature du pays de droite et de gauche, celle des chemins et des obstacles que l'ennemi pourrait présenter. Qu'est-ce que la rivière de Saale et celle d'Elster à Géra ? Qu'est-ce que la rivière de la Luppe et celle de la Pleisse vis-à-vis Leipzig ? Ensuite, qu'est ce que la Mülde à Düben et de là jusqu'à son embouchure dans l'Elbe, au-dessous de Dessau ? Enfin, qu'est-ce que l'Elbe qu'on passe à Wittenberg ? Quelle est cette rivière pendant un cours de 30 à 35 lieues, en descendant depuis les frontières de la Bohême ? Quels sont les ponts qui la traversent ? Comment sont fortifiées les villes de Dresde, Torgau, Magdebourg ? J'imagine qu'*entre Bamberg et Berlin* il n'y a de forteresse que Magdebourg. »

Si l'on veut bien regarder la carte, on verra que le chemin direct de Bamberg et Kronach à Berlin passe précisément par les points de Géra, Leipzig, Düben et Wittenberg que l'Empereur énumère l'un après l'autre. Dans toute cette lettre, on n'aperçoit donc que la marche directe sur la capitale et aucune idée encore du mouvement tournant qui devait égaler la manœuvre d'Iéna à l'admirable manœuvre d'Ulm. En septembre 1806, comme en septembre 1805, il n'y a dans le plan de campagne qu'une direction simple et droite, à la fois la première et la seule qu'on puisse donner avant les opérations.

Au roi de Hollande, Saint-Cloud, 15 septembre :

« Hâtez-vous de mobiliser vos troupes, réunissez les forces que vous avez disponibles, afin d'en imposer aux Prussiens et de garder vos frontières, pendant qu'avec mon armée d'Allemagne, je me jetterai au milieu de la Prusse et *marcherai droit sur Berlin*. »

La preuve la plus manifeste du changement de plan, par suite

de leurs principales forces, d'où l'on peut inférer l'importance capitale d'une bonne détermination de ce point.

Il est facile de montrer dans le développement même de cette campagne la justification de ces paroles et la signification de ces mots qu'on n'est pas habitué à entendre : frontière prédominante et frontière secondaire.

Les Autrichiens avaient mis leur principale armée en Italie ; dès lors il leur fallait prendre l'offensive de ce côté, car il n'était pas possible de laisser inactive une aussi puissante armée pendant que l'armée du Rhin était exposée à être accablée. Aussi Mélas reçut-il l'ordre d'assiéger Gênes et d'entrer en Provence, c'est-à-dire qu'il devait à la fois :

1° S'engager vers Gênes dans une guerre de montagnes où sa grande supériorité en cavalerie et en artillerie, qui faisait sa principale force, ne lui servait à rien et où il allait immobiliser et fondre son armée dans la lutte la plus stérile et cependant laisser derrière lui les plaines de l'Italie en proie à toutes les incursions de l'ennemi ;

2° Envahir la France par son extrémité la plus éloignée de Paris où il ne pouvait raisonnablement pas espérer d'aller plus loin que Toulon dans la première campagne.

Si Mélas, au contraire, n'avait pas eu l'armée principale, il eût pu demeurer sur la défensive et garder ces belles plaines que l'Autriche avait regagnées par tant d'efforts dans la campagne de 1799. Masséna n'eût jamais osé y descendre et l'attaquer[1]. Et d'autre part, l'armée de Réserve maintenue en respect par des forces ainsi cantonnées à portée des passages des montagnes

---

[1] Instructions du Premier Consul au général Masséna, commandant en chef l'armée d'Italie, Paris, 9 avril 1800 :

« C'est à cette époque précise, Citoyen Général, où les troupes dirigées par le général Berthier entreront en Italie que vous devez combiner vos mouvements avec les siens, afin d'attirer sur vous l'attention de l'ennemi, l'obliger à diviser ses forces et opérer votre jonction avec les corps qui auront pénétré en Italie. Jusqu'alors vous vous tiendrez sur la défensive. Les montagnes qui vous couvrent rendent forcément inactives la cavalerie et l'artillerie de l'ennemi, vous assurent la supériorité dans ce système de guerre, c'est-à-dire la certitude de *vous maintenir dans vos positions, ce qui jusqu'alors doit être votre seul et véritable objet. L'offensive de votre part serait dangereuse avant cette époque, parce que, lors de votre entrée dans les plaines, elle remettrait en action des forces ennemies que la nature des pays de montagnes occupés par vous tient paralysées.* »

n'aurait pas osé déboucher non plus sans de grands renforts de l'armée du Rhin [1]. Mais en s'enfournant sur Gênes, tout devenait possible à l'armée de Réserve [2], et il fallait être bien simple pour compter que Napoléon laisserait échapper une occasion si belle.

Les premiers pas de l'armée de Réserve débouchant des Alpes arrêtèrent soudain l'invasion de la Provence, justifiant bien ainsi la prédominance que Napoléon attribuait à l'armée d'Allemagne et qui résulte de la facilité pour cette armée d'influer sur les affaires d'Italie par des détachements qui ne trouvent aucun obstacle. Sans la capitulation de Gênes qui permit à Mélas de réunir toutes ses forces pour essayer de se rouvrir la route de Mantoue, l'armée autrichienne eût été détruite ou prise en détail, sans même avoir pu espérer de balancer la fortune comme elle le fit à Marengo.

Mais la circonstance de cette configuration des Alpes dont les cols s'ouvrent du nord vers le midi et se ferment au contraire du midi vers le nord, est particulière à l'Italie et ne se représente point dans un autre théâtre d'opérations. Elle n'était pas aussi la seule qui rendit la frontière d'Italie subordonnée à celle d'Allemagne. Il y avait encore une raison bien simple qui, dans la

---

[1] Le Premier Consul au général Berthier, commandant en chef l'armée de Dijon, Paris, 2 mai 1800 : « Si Masséna ne se fait pas trop écraser et s'il a le bon esprit ou de forcer la ligne et de prendre une position quelconque dans la rivière de Gênes ou de se laisser enfermer dans Gênes, *l'attaque sur Gênes nous vaudra de grands avantages, car vous n'auriez pu faire la même diversion sans une coopération immense de l'armée du Rhin si l'armée autrichienne eût eu le bon esprit de rester cantonnée sur le Pô.* »

[2] Le Premier Consul au Ministre de la guerre, Paris, le 24 avril 1800 : « L'armée d'Italie est aux mains avec l'armée autrichienne. Soit qu'elle vainque, soit qu'elle soit vaincue, il est indispensable que l'armée de Réserve ne perde pas une heure..... Je vous prie, en conséquence, de donner l'ordre au général en chef Berthier : 1° de porter en toute diligence l'armée de Réserve à Genève ; 2° de faire passer à Villeneuve, par le lac, tous les approvisionnements de guerre et de bouche qui ont été rassemblés à Genève ; 3° de se porter le plus rapidement possible en Piémont et en Lombardie, soit en passant le grand Saint-Bernard, soit en passant le Simplon.

« Quelle que soit l'issue des événements d'Italie, *l'armée autrichienne, qui s'est enfournée sur Gênes et sur Savone, se trouve d'autant plus éloignée des passages des montagnes et dans un état de délabrement tel qu'elle est absolument hors d'état de tenir la campagne contre les 40,000 hommes que le général Berthier peut facilement réunir.* »

défensive comme dans l'offensive, devait faire préférer la frontière d'Allemagne pour y porter l'armée principale de la France, c'était, sous le point de vue défensif, que, du Rhin à Paris, il n'y a que 20 marches[1], tandis qu'il y en a 40 de Nice à Paris et que par suite, si l'armée autrichienne était victorieuse sur le Rhin, elle pouvait être plus tôt à Paris que l'armée française accourant d'Italie au secours de la capitale.

Et sous le point de vue offensif, c'était que depuis le Rhin jusqu'à Vienne il y a 24 marches, tandis qu'il y en a 44 depuis Nice, de sorte que si l'armée française était victorieuse sur le Rhin, son avantage dans la marche sur Vienne était le même que celui qu'on vient d'indiquer pour l'ennemi marchant sur Paris en partant du Rhin. Elle pouvait arriver à Vienne avant que l'armée autrichienne d'Italie fût à portée de couvrir cette capitale. Cette prévision était si juste que, en effet, en 1805 et 1809, Napoléon marchant par le Danube, entra dans Vienne longtemps avant que l'armée d'Italie, rappelée au secours de la capitale, pût venir lui en barrer la route. Et quant au cas particulier de la campagne de 1800, où l'armée autrichienne était obligée de vaincre Masséna et de faire le siège de Gênes avant de songer à envahir la Provence, le Premier Consul qui avait pensé un moment à aller lui-même se mettre à la tête de l'armée du Rhin au lieu d'y placer Moreau, « calculait qu'il serait sous les murs de Vienne, avant que l'armée autrichienne d'Italie ne fût devant Nice[2]. »

Ainsi la réunion des forces principales sur le Rhin remplissait à la fois les deux conditions de couvrir Paris et de menacer Vienne, le plus directement et de plus près. Or, ces deux conditions sont également nécessaires dans toute guerre entre puissances qui peuvent réciproquement se faire du mal puisqu'un plan défensif doit toujours donner les moyens de passer ensuite et aussitôt que possible à l'offensive, comme un plan offen-

---

[1] On compte ici les *marches ordinaires* de 6 lieues (24 à 25 kilomètres) comme faisait Napoléon. Les *marches* dites *de guerre* étaient comptées à 8 lieues (32 kilomètres). Il y a 600 kilomètres de Strasbourg à Vienne et 1100 de Nice à Vienne. Il y a 500 kilomètres de Strasbourg à Paris et 1000 de Nice à Paris.

[2] *Mémoires de Napoléon*, 2e note sur l'Essai historique sur les campagnes de 1799 à 1814.

sif doit toujours assurer d'abord la défensive. Il est donc bien vrai de dire que la frontière d'Allemagne en 1800 était la frontière prépondérante et que la position de l'armée française sur le Rhin répondait à toutes les nécessités de la guerre et réunissait tous les avantages. Ce plan « avait prévu ce que l'ennemi pouvait faire de plus dangereux, » à savoir de marcher du Rhin sur Paris, « et contenait en lui-même les moyens de le déjouer. »

Nous en conclurons qu'on aura prévu tout ce que l'ennemi peut faire et pris le meilleur moyen de le déjouer, lorsque, comme l'a fait Napoléon en 1800, *on aura réuni les plus grandes forces de l'État sur la frontière prédominante*, c'est-à-dire sur *celle où les événements doivent avoir « une action directe, immédiate et nécessaire » sur les affaires arrivées aux autres frontières.*

On se convaincra d'autant plus aisément de la vérité de cette règle que dans les deux campagnes qu'il mena encore contre l'Autriche, en 1805 et 1809, et quoique maître de l'Italie jusqu'à l'Adige, ce fut cependant par le Danube que l'Empereur dirigea son invasion et à Strasbourg qu'il appuya sa ligne d'opérations. En réunissant son armée sur l'Adige, Napoléon était pourtant plus près de Vienne, mais il ne couvrait pas en même temps Paris, et il est évident qu'on n'a acquis aucun avantage sur l'ennemi si on lui donne sur soi-même la prise par où l'on cherche à le saisir.

1805. — Réunion de l'armée. — L'Empereur au major général, Saint-Cloud, 15 septembre 1805 : « Le maréchal Bernadotte avec 20,000 hommes et Marmont avec 20,000 hommes, formeront ma gauche, et *le gros se trouve placé à Strasbourg, le long du Rhin, incontinent...* Je désire, par le retour du courrier, être instruit si j'aurai mes 600,000 rations *à Strasbourg*, et il faudrait en augmenter le nombre s'il était possible. »

Ligne d'opérations. — Pendant les mouvements pour tourner Ulm, la ligne d'opérations sur Strasbourg qui eût été en prise, avait été dérobée sur Spire et Mayence[1].

Mais dès que l'armée de Mack fut hors de cause, cette ligne

---

[1] Au général Songis, inspecteur général de l'artillerie, 20 septembre 1805 : « Votre grand parc général devra partir le 28 septembre sous l'escorte de la division de dragons à pied. L'intention de l'Empereur est que, une fois ces

dérobée devenait inutile et l'ordre fut donné de reprendre la route naturelle des opérations de France en Autriche, celle de Strasbourg.

Au maréchal Berthier, Schœnbrunn, 16 novembre :

« Mon cousin, la route par Spire sera abandonnée. Le pont de Spire sera levé et les bateaux rendus à leurs propriétaires. *La route sera désormais par Strasbourg, Ulm et Augsbourg* ».

1809. — Réunion de l'armée. — Au major général, Paris, 30 mars 1809 : « Du 1er au 15 avril, j'aurai trois corps d'armée qu'il faudra réunir sur le Danube, *soit sur Ratisbonne, soit sur Ingolstadt, soit sur Donauwerth*... Donauwerth doit contenir beaucoup de magasins, *car si les Autrichiens attaquent, cette ville sera vraisemblablement le quartier général de l'armée*... Comme il est probable que les Autrichiens ne tenteront aucun mouvement, *mon but est de porter mon quartier général à Ratisbonne et d'y centraliser toute mon armée. Le quartier général de Donauwerth et la ligne du Lech est une position à occuper dans le cas où l'ennemi me préviendrait* ».

Donauwerth est sur la ligne droite de Paris—Strasbourg—Vienne et, si Ratisbonne est un peu sur la gauche de cette ligne, ce n'est que pour conserver le plus longtemps possible l'avantage du Danube qui formait la meilleure voie pour les convois. « Ainsi le quartier général se trouverait à Ratisbonne, au milieu de 200,000 hommes, à cheval sur une grande rivière, et l'on serait dans une position à l'abri de toute inquiétude, avec l'avantage du Danube qui apporterait promptement à l'armée tout ce qui lui serait nécessaire. (L'Empereur au major général, Paris, 30 mars 1809.) « En marchant en Autriche, rien ne peut être plus avantageux que de suivre le Danube. » (Note sur Passau, Paris, 1er mars 1809.)

Ligne d'opérations. — L'Empereur au major général, Paris, 8 avril 1809 : « *Le dépôt de l'armée en France est Strasbourg. C'est à Strasbourg qu'on passera le Rhin*; on ne doit plus le

---

mouvements faits, il ne passe plus personne par Kehl, *et cette route de l'armée est interdite jusqu'à nouvel ordre*. La Grande Armée doit s'approvisionner pour l'artillerie et pour ses munitions par Mayence et par Mannheim, et les convois qui partiront de Strasbourg pour s'y rendre devront suivre la rive gauche du Rhin, jusque vis-à-vis Dürlach, d'où, selon les circonstances, ils remonteront jusqu'à Mannheim et Spire ou bien prendront le chemin de Stuttgard. »

passer ni à Mayence ni sur aucun autre point. *La route doit être désormais par Stuttgard et Ulm;* de là elle doit passer par Nuremberg pour le corps du duc d'Auerstaedt et par Augsbourg pour les autres corps. *Après Strasbourg, le premier dépôt de l'armée sera à Ulm, le second dépôt sera Augsbourg, le troisième Donauwerth, le quatrième Ingolstadt* ».

Les guerres de 1805 et de 1809, tout offensives qu'elles ont été dès l'abord, obéissent donc à la même loi que la guerre d'abord défensive de 1800, et rien n'est plus logique, puisque si la défensive ne doit être qu'un caractère imprimé transitoirement aux opérations en attendant qu'on soit en état de prendre l'offensive, de même toute guerre offensive doit toujours commencer par des dispositions défensives.

Mais par cela même que nous voyons le point de réunion et la ligne d'opérations des armées contre une certaine puissance fixés avant l'ouverture de la campagne, nous pouvons conclure qu'ils doivent être toujours les mêmes, puisqu'ils ne dépendent point des opérations qui seules pourraient les faire varier.

Nous venons de le vérifier à l'égard de l'Autriche pour les trois campagnes de 1800, 1805 et 1809, et nous en trouvons d'autres preuves dans les campagnes précédentes.

En effet dans ses Observations[1] sur la campagne de 1796 en Allemagne, Napoléon dit :

« Le but de l'invasion des Français en Allemagne en 1796 était : de faire une diversion qui empêchât le cabinet de Vienne de tirer de nouveaux détachements de ses armées du Rhin pour en renforcer son armée d'Italie, d'assurer les quartiers d'hiver des troupes françaises en Allemagne et leurs positions en s'emparant d'Ingolstadt et d'Ulm afin de pouvoir, après la prise de Mantoue et au printemps de 1797, attaquer de concert du côté de l'Italie et de l'Allemagne, les États héréditaires. Pour cela il y avait deux choses à faire : 1° Bloquer strictement les places d'Ehrenbreitstein et de Philipsbourg, assiéger Mayence et Mannheim ; 2° couvrir les sièges et blocus par une forte armée qui portât la guerre au milieu de l'Allemagne et menaçât les États héréditaires. Cette forte armée aurait dû être de quatre corps formant 140 à 150,000 hommes. L'armée d'observation

[1] 1re observation.

sur le Rhin devait être forte de trois corps..., en tout 60,000 hommes, garder avec son premier corps la Hollande, Dusseldorf et bloquer Ehrenbreitstein, avec son deuxième corps assiéger Mayence, avec son troisième corps bloquer Philipsbourg et Mannheim, garder Kehl et la tête de pont d'Huningue... *La réunion de la grande armée aurait dû se faire sous les murs de Strasbourg,* par la rive gauche du Rhin, dans le courant de février, mars et avril, par des mouvements masqués. On pouvait concevoir de grandes espérances d'une armée aussi considérable qui eût passé le Rhin à l'improviste et se fût portée dans toutes les directions avec rapidité, écrasant les troupes dispersées pour la défense du fleuve ; les armées ennemies eussent abandonné le Rhin et se fussent concentrées sur le Danube. L'armée française eût occupé Ulm ; de ce point, comme centre d'opérations, elle aurait manœuvré dans le Wurtemberg, sur la Wernitz, sur le Lech et dans la Bavière, n'ayant qu'une ligne d'opérations sur Kehl, Neuf-Brisach ou Huningue ; elle aurait tout écrasé par sa masse ; elle aurait pris ses quartiers d'hiver sur les frontières de la monarchie autrichienne, après avoir soumis et désarmé les princes du corps germanique. »

En 1797, Napoléon fait exactement la même observation : « Il avait pensé que les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin pouvaient être réunies en une seule armée qui, forte de 120,000 hommes, se porterait *de Strasbourg* en Bavière, passerait l'Inn arriverait sur l'Enns et se réunirait à l'armée d'Italie qui, traversant le Tagliamento, les Alpes Juliennes, la Carinthie, la Drave et la Muer, se porterait sur le Semmring, et que, réunies ainsi au nombre de près de 200,000 hommes, les Français entreraient dans Vienne[1]. »

Tant d'exemples ne concordent pas sans motif et nous en tirerons la règle que, *dans toute guerre de la France avec l'Autriche*[2], *la réunion naturelle et forcée de nos armées a dû être sur la frontière du Rhin, ou sur une ligne parallèle en avant comme celle du Lech en* 1809, ce qui revient d'ailleurs au même, et qu'*elles ont toujours dû avoir pour premier pivot d'opérations, Strasbourg.*

---

[1] *Mémoires*, chapitre du Tagliamento, paragraphe 1.

[2] En supposant, bien entendu, le situation géographique respective de ces deux Etats toujours la même.

Et si l'on en cherche la raison, l'on remarquera que Strasbourg est un point central entre Paris et Vienne et que notre armée, dans cette position, était en travers du chemin des deux capitales, et dans la seule position également favorable pour couvrir l'une et menacer l'autre le plus directement.

Dans la guerre avec cette seule puissance, nous entrevoyons donc le principe qui détermine la réunion des armées; mais avant de le formuler, cherchons-en encore la confirmation dans les autres guerres.

1806. — En 1806, la lutte éclate avec la Prusse. L'armée française est cantonnée dans toute l'Allemagne méridionale. L'Empereur la rassemble sur sa gauche et lui donne pour points de réunion Bamberg et Würtzbourg et pour pivot d'opérations Mayence, et ces points il les fixe avant toute espèce d'hostilités.

Réunion de l'armée. — Au major général, 13 septembre: « J'ai fait donner l'ordre à mon ministre à Berlin d'en partir sur-le champ si la Prusse envahissait la Saxe. Au premier bruit qui vous en reviendra vous porterez votre quartier général, les corps des maréchaux Ney, Augereau, Davout, et la division Dupont sur *Würtzbourg où doit être la réunion de l'armée .. Tout le reste de mon armée* (hors les Bavarois, Würtenbergeois et Badois) *se réunira entre Würtzbourg et Bamberg.* »

Ligne d'opérations. — Au général Dejean, ministre de la guerre, 17 septembre: « *Si la Prusse me déclarait la guerre, Mayence paraîtrait être le pivot des mouvements contre cette puissance.* Par le Mein on doit arriver à Würtzbourg en peu de jours. »

Au major général, 17 septembre : « *Mayence va devenir le point d'appui de tous les mouvements de l'armée.* Faites connaître combien il faudrait de jours à des bateaux pour remonter de Mayence à Würtzbourg. »

Par la même précaution prise en 1805, pour les mouvements autour d'Ulm, la ligne d'opérations fut, en 1806, dérobée de Mayence sur Strasbourg, pendant que l'armée manœuvrait pour tourner la gauche des Prussiens, mais, aussitôt après la victoire d'Iéna, elle fut reprise et cette fois en ligne droite sur Mayence.

Weimar, 16 octobre, au maréchal Berthier: « *Erfurt sera désormais le pivot des opérations de l'armée. Toute la ligne*

d'étapes par Bamberg sera reployée et établie sur la ligne d'Erfurt, Fulde et Mayence. »

Si l'on remarque que les ordres précités du 17 septembre sont donnés avant toute opération, et même encore dans le doute si la guerre aurait lieu ou non, on comprendra bien qu'ils ne dépendent de rien autre que de la situation géographique des deux pays et qu'ils sont par suite invariables, tant que les frontières respectives ne changeront pas. Ce que nous avions déjà vu pour Strasbourg à l'égard de l'Autriche, se confirme ainsi pour Mayence à l'égard de la Prusse, à savoir : que le pivot d'opérations contre une certaine puissance est fixe et qu'il s'impose de lui-même et d'avance dans toute guerre contre elle. Cette conclusion était à prévoir puisque nous avons montré que le but de l'invasion est la capitale ennemie. La fixité du but doit entraîner naturellement celle du point de départ, lorsque la route à suivre doit être la plus courte possible. Un seul coup d'œil sur la carte suffit pour constater que Mayence est la grande place forte la plus centrale entre Paris et Berlin, et que Bamberg et Würtzbourg sont les points les plus rapprochés de la route de Mayence à Berlin quand on vient de l'Allemagne du Sud.

C'était donc encore, comme pour la guerre avec l'Autriche, en travers du chemin des deux capitales, couvrant la sienne directement en même temps qu'il menaçait directement celle de l'ennemi, que l'Empereur rassemblait son armée. Comme en 1809 contre l'Autriche, l'Empereur profitait de l'occupation de l'Allemagne par ses troupes pour faire un rassemblement le plus près possible de la capitale ennemie. Si d'ailleurs Würtzbourg et Bamberg ne sont pas absolument sur la ligne droite de Mayence à Berlin, on comprendra bien que, partant de la Bavière, Napoléon devait chercher à couper au plus court.

On voit donc, par cet exemple de 1806, en même temps la confirmation de la règle et la largeur d'esprit avec laquelle il faut l'appliquer. Les circonstances, en permettant une plus grande rapidité dans la réunion de notre armée que dans celle des Prussiens, nous assuraient de pouvoir prendre l'initiative des mouvements et de préserver, par conséquent, notre propre territoire dès les premières opérations[1]. L'Empereur réunit donc sim-

[1] C'est ce que prouvent les deux lettres suivantes. L'Empereur au roi de

plement son armée sur son aile la plus rapprochée du chemin des deux capitales et la met aussitôt en marche, laissant au cours même des opérations le soin de la porter tout à fait sur cette route.

1812. — Prenons enfin une dernière guerre, celle de Russie.

L'armée française occupait la Prusse. Elle fut réunie sur la ligne de la Vistule, entre Varsovie et la mer.

Au major général, Paris, 30 mars 1812 : « Vous avertirez le prince d'Eckmühl qu'il est probable que le 15 avril je donnerai ordre au 2e corps de cavalerie, qui est à Francfort-sur-l'Oder, de se porter sur Thorn et aux Bavarois de se porter sur Plock. L'armée d'Italie se portera aussi sur Plock. *Ce sera là la ligne de bataille de l'armée au moment de déboucher :* le 1er corps à Dantzig, à Marienbourg, à Marienwerder; le 2e corps à Dantzig, le 3e corps à Thorn, le 4e corps et les Bavarois, sous les ordres du vice-roi, à Plock ; les Westphaliens, les Saxons, les Polonais et une division de Prussiens à Varsovie, les Autrichiens appuyant sur la Vistule, à l'extrême droite (la Prusse et l'Autriche qui étaient nos alliés dans cette guerre, s'étaient engagées à nous fournir chacune un corps d'armée), le quartier général et la garde à Posen. Il est nécessaire que le prince d'Eckmühl fasse faire des magasins à Posen, à Plock, à Varsovie, à Polavy, à Marienwerder, à Marienbourg, à Elbing ; que du reste il ne fasse connaître ses projets de mouvements à personne, qu'au contraire, il annonce qu'il va porter son quartier général à Varsovie ; que si les Russes ne bougent pas, il se rende à Dantzig pour y inspecter tout. Par la date des ordres que je lui ai donnés, il verra que ce ne sera que le 1er mai que *mon armée se trouvera ainsi en bataille sur la Vistule.* »

L'examen de la carte fait voir que cette ligne de bataille de la

---

Hollande, 15 septembre 1806 (après lui avoir commandé différentes mesures) : « D'ailleurs, tout ceci n'est encore que préparatifs et je suis plus prêt et plus en mesure que mes ennemis. »

Au même, le 30 septembre, après lui avoir exposé son plan de dégarnir sa gauche et de tout concentrer sur sa droite, l'Empereur ajoute en note : « Les observations de ma 1re note sont toutes de prévoyance. Mes premières marches menacent le cœur de la monarchie prussienne, et le déploiement de mes forces sera si imposant et si rapide qu'il est probable que toute l'armée prussienne de Westphalie se reploira sur Magdebourg et que tout se mettra en marche à grandes journées pour défendre la capitale. »

Grande Armée, au moment de déboucher en Russie, est en travers de la route la plus courte de Berlin, et par suite de la France, vers Saint-Pétersbourg ou vers Moscou. Si donc les Russes avaient bien étudié les précédentes campagnes de l'Empereur, ils ne se seraient point laissés tromper par ses démonstrations sur Varsovie et n'auraient jamais cru qu'il déboucherait de ce côté. S'il ne pouvait, en effet, y avoir grand danger, à une pareille distance, à découvrir le chemin de ses propres États, c'eût été du moins s'éloigner sans aucun profit et par conséquent sans raison de la route la plus courte pour menacer Saint-Pétersbourg ou Moscou, et l'Empereur ne s'écartait jamais sans raison des règles de la guerre. Ils auraient donc concentré eux-mêmes leurs forces sur Vilna, point de direction obligé d'une armée qui marche sur la capitale de la Russie[1], au lieu de les disperser le long de l'immense étendue depuis le parallèle de Tilsitt jusqu'à celui de Loutsk (500 kilomètres). Cela leur aurait épargné d'être coupés en deux dès les premières opérations et d'être contraints d'abandonner la moitié de leur territoire avant de pouvoir se réunir de nouveau.

Quant à nous, éclairés par la méditation des campagnes de l'Empereur, nous concluerons donc :

Il faut réunir l'armée principale en travers de la route la plus courte joignant votre capitale à celle de l'ennemi.

Nous ajouterions encore, d'après l'expérience particulière de la campagne de 1806, que les circonstances peuvent quelquefois ne pas exiger qu'on aille jusqu'à la route directe avant le commencement des opérations et que cette règle est donc susceptible de légères modifications ; mais il faudrait répéter ceci pour toutes les règles, et il vaut mieux dire une fois pour toutes que ce n'est jamais rigoureusement la lettre d'une règle qu'il faut suivre, mais son esprit.

---

[1] A Jérôme Napoléon, roi de Westphalie, commandant les 5e, 7e et 8e corps de la Grande Armée, à Varsovie, Thorn, 5 juin 1812 : « Je crois vous avoir fait connaître ce que vous avez de mieux à faire au début de la campagne : d'abord faire croire que vous allez entrer en Volhynie et tenir l'ennemi le plus possible sur cette partie pendant que, le débordant sur son extrême droite, j'aurai gagné sur lui 12 ou 15 marches *dans la direction de Pétersbourg ;* je me trouverai sur son aile droite ; je passerai le Niémen et *lui enlèverai Wilna, ce qui est le premier objet de la campagne.* »

« Dans toutes les sciences nécessaires à la guerre, la théorie est bonne pour donner des idées générales qui forment l'esprit, mais dont la stricte exécution est toujours dangereuse. *Ce sont les axes qui doivent servir à tracer la courbe.* D'ailleurs, les règles mêmes obligent à raisonner pour juger si l'on doit s'écarter des règles[1] ». (Napoléon, *Mémoires dictés au général Gourgaud*, chapitre de la bataille navale d'Aboukir.)

IV.

IMPORTANCE D'UNE JUDICIEUSE RÉUNION DES TROUPES SUR LA FRONTIÈRE PRÉDOMINANTE.

On s'est longuement arrêté sur le principe de la réunion des armées, mais son importance l'exigeait. Elle est telle, en effet, que tout le sort d'une campagne peut en dépendre et que, comme Napoléon l'a dit pour 1800 et comme il l'a répété pour la campagne de 1797 dans les mêmes termes, la violation de ce principe, en face d'un adversaire habile et résolu, entraîne la ruine d'une armée par un enchaînement fatal.

Nous avons montré cet enchaînement pour la campagne

---

[1] Lorsque la réunion d'une armée pour protéger une frontière doit se faire au cours d'opérations déjà commencées, il n'est pas toujours possible de suivre la règle que nous avons donnée pour la réunion des armées avant toute hostilité. Dans ce cas, il ne s'agit plus que d'une chose, c'est d'aller au plus court.

Au commencement de 1797, l'armée française d'Italie, réunie dans les Etats de Venise, était prête à marcher sur Vienne. Le Conseil aulique décida de réunir dans le Frioul l'armée qu'il destinait à couvrir Vienne. Mais cette armée devait être formée, en grande partie, de détachements tirés de l'armée d'Allemagne. Il y avait donc à craindre que ces détachements ne pussent arriver à temps dans le Frioul, Quoique le Frioul fut la position naturelle pour couvrir Vienne contre une armée partant de l'Adige, il fallait donc aller au plus court et ne chercher qu'à réunir son armée dans la position la plus rapprochée possible de la ligne d'opérations des Français, de sorte qu'elle pût menacer cette ligne. Elle eût ainsi couvert Vienne indirectement mais efficacement, puisqu'en choisissant cette position rapprochée, elle pouvait être réunie vingt jours plus tôt et avant que l'armée française ne se fût mise en marche. Cette position était le Tyrol, mais le Conseil aulique ne sut pas le comprendre.

« Cette seule faute du Conseil aulique de réunir l'armée dans le Frioul au lieu de la rassembler dans le Tyrol, exposa alors la capitale et décida du sort de la guerre. » (*Napoléon*, *Mémoires*, 7e note sur le Traité des grandes opérations de la guerre, de Jomini).

de 1800; le montrer pour d'autres serait facile mais superflu, il suffit que Napoléon l'ait dit.

En finissant, on remarquera que c'est une espèce de tact particulier à ceux qui dirigent les armées de l'Autriche, lorsqu'ils ont affaire sur deux frontières, de toujours réunir à faux leurs armées et de chercher vainement au loin, par un dangereux et inutile détour, ce qu'ils eussent trouvé plus près d'eux et par des moyens directs. Il semble qu'on n'ait jamais pu concevoir dans les conseils de l'Autriche qu'une invasion doit avoir pour but la capitale et pour direction le plus direct des chemins qui y mènent.

En 1797, dit Napoléon dans ses *Mémoires*[1], « trois grandes chaussées menaient d'Italie à Vienne : 1° celle du Tyrol; 2° celle de la Pontebba ou de la Carinthie; 3° celle de la Carniole.

« La première avait 170 lieues, la deuxième 95 et la troisième 105 ». Il était donc naturel et évident que l'armée française prendrait la seconde de ces routes, celle de la Pontebba, comme la plus courte (95 lieues). Mais par cet esprit de finasserie qu'on prend si souvent et si faussement pour le véritable talent, l'archiduc Charles se plaça en avant de Valvasone, sur la rive droite du Tagliamento et sur la route de la Carniole (105 lieues).

« Par cette position, dit Napoléon, il ne couvrait pas la chaussée de la Pontebba..... *Cependant la Pontebba était la route la plus courte et la direction naturelle pour couvrir Vienne*[2] ».

Et Napoléon ajoute : « Cette conduite de l'archiduc ne peut s'expliquer qu'en supposant qu'il ne craignait que pour Trieste, centre des établissements maritimes de l'Autriche, ou que ses positions n'étaient pas définitivement prises et que, couvert par le Tagliamento, il espérait gagner quelques jours, ce qui donnerait le temps à une division de grenadiers, venant du Rhin, déjà arrivée à Klagerfurth, de renforcer la division Ocksay opposée à Masséna (du côté de la Pontebba). »

Il arriva ce qui était à prévoir. L'armée française, placée par le faux mouvement de l'archiduc plus près que lui-même de la route de Vienne, le devança sur cette route, en débordant son aile droite.

---

[1] Chap. du Tagliamento.
[2] Chapitre cité, § III.

Nous retrouverons cet esprit des Autrichiens dans leur invasion de 1814. Mais en attendant, disons que leur défaite en 1800 les corrigea si peu qu'ils refirent en 1805 précisément la même faute qu'ils avaient faite alors, et réunirent encore leur principale armée en Italie et leur armée secondaire en Allemagne. Ils sentirent, il est vrai, leur faute, mais trop tard. En partant de Munich pour Ulm, Mack demanda à l'empereur François II de le renforcer par un détachement de 20,000 hommes de l'armée d'Italie. Mais, quelque hâte que mît ce détachement, il n'arriva pas à temps et resta inutile entre l'armée de Mack déjà cernée dans Ulm et celle de l'archiduc Charles, tenue en échec sur l'Adige. 5,000 hommes seulement arrivèrent à Ulm et ne firent qu'augmenter le nombre des prisonniers. Tant il est vrai que l'erreur faite au commencement d'une campagne, dans la répartition des armées, est une erreur capitale et que, au milieu d'opérations aussi rapidement menées que celles de nos jours, on n'a jamais le temps de la réparer.

Enfin, il est utile de faire remarquer que, même en 1866, si les Autrichiens ne commirent plus une faute aussi lourde que de se tromper sur la prédominance des frontières, parce que les circonstances la rendaient à peu près impossible, du moins ils trouvèrent le moyen de mettre leur meilleur général du côté où il n'y avait pas plus à craindre qu'à espérer.

De sorte que pendant que l'incapacité de Bénédeck décidait, en quelques jours, du sort de la guerre en Bohême, on put voir l'archiduc Albert déployer inutilement tous ses talents dans la stérile victoire de Custozza.

A la différence des Autrichiens, les Prussiens, en 1870, ont suivi la règle que nous avons trouvée dans les campagnes de l'Empereur et, comme nous le verrons dans l'étude détaillée de leur plan de campagne, le « mémoire du général de Moltke » avait déterminé le point de réunion de leurs armées « au sud de la Moselle, c'est-à-dire la *réunion de toutes les forces disponibles dans le Palatinat bavarois*[1]. »

Cette position est bien en travers du chemin le plus court entre

[1] *Relation du Grand Etat-Major prussien*, p. 73.

les deux capitales, en tenant compte, comme il est naturel, de la neutralité de la Belgique.

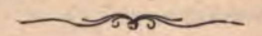
De cela seul on peut inférer où se réuniront leurs forces dans la prochaine guerre.

Le seul changement survenu dans les deux États depuis 1870 est en effet la réunion de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne, et, par conséquent, pour celle-ci, la possession de nouveaux territoires et de la grande place forte de Metz, plus rapprochés de Paris que le Palatinat bavarois et la place de Mayence, centres des opérations eu 1870. C'est donc, dans la prochaine guerre, pour l'Allemagne à l'égard de la France, la même différence et le même avantage que pour la France en 1809, à l'égard de l'Autriche, quand nous occupions toute l'Allemagne du Sud. De même donc, que nous avons vu l'Empereur en 1809 avancer, jusqu'à Donauwerth et Ratisbonne, le point de réunion de son armée qui en 1800 et 1805 était Strasbourg, mais demeurer néanmoins sur la ligne directe de Strasbourg à Vienne, déjà suivie en 1800 et 1805; de même, on peut assurer que dans son plan pour la prochaine guerre, le maréchal de Moltke a simplement aussi avancé, jusqu'en Lorraine et aux environs de Metz, le point de réunion qui, en 1870, était dans le Palatinat bavarois. La possession de nouveaux territoires permet donc aux Allemands de menacer Paris de plus près, comme l'alliance de la Bavière nous permit de le faire pour Vienne en 1809 ; mais elle ne peut changer la direction générale de leur invasion.

Quand on dit qu'on l'assure, on suppose naturellement que c'est le maréchal de Moltke dont on suivra encore les plans, même après sa mort.

Mais qu'ils soient suivis ou non, on peut du moins certainement affirmer que la réunion des armées allemandes en Lorraine, autour de Metz, serait le plan le plus dangereux pour nous. C'est par conséquent à ce plan qu'il faut répondre, et cela ne peut se faire que comme Napoléon l'a fait en 1800, c'est-à-dire en opposant nos plus grandes forces aux plus grandes forces de l'ennemi et par conséquent, en réunissant nos armées en face de la Lorraine annexée et de Metz, en travers du chemin de Paris.

Par là, et le nombre supposé égal de part et d'autre, on se sera donné autant de chances qu'en auront les Allemands.



LE

NOUVEAU RÈGLEMENT

Le projet de *Règlement des Manœuvres de l'Infanterie*, en essai depuis plusieurs mois, a fait d'abord l'objet d'appréciations très diverses, qui ont pu être taxées de précipitation.

La note dominante paraît être aujourd'hui, dans les milieux militaires, une indifférence dont il est intéressant de chercher l'explication.

Elle se trouve dans l'œuvre même. En quoi se résume-t-elle, en effet, après un examen approfondi? Simplification compliquée du rang serré et même phraséologie, à quelques nuances près, à la place des manœuvres de combat, dont la formule reste à trouver.

1° Rang serré.

Le pas accéléré à la cadence de 128 est remplacé par le pas cadencé à 120. C'est la dispute qui recommence entre le pas de chasseurs et le pas d'arsenal après l'essai loyal d'une sage moyenne. Au point de vue du défilé, le pas de route simplement cadencé est d'allure trop modeste.



Le pas gymnastique passe à la vitesse de 10 kilomètres et devient inapplicable dans la manœuvre avec le sac au dos.

*
* *

Le port d'arme disparait, mais le mouvement de « Présenter

l'arme » reste. Il eût été mieux de les remplacer tous deux par la position de l'arme au pas de charge, convenablement régularisée.



La colonne par quatre reprend la place de la formation par le flanc, qui nous vient de la création des chasseurs de Vincennes et dont on a tant vanté la vivacité et la souplesse éminemment françaises.

La colonne par quatre conduit à la distance exagérée d'un mètre entre les rangs: il faudra, dans le défilé, une correction de l'alignement du second rang difficile à réaliser. Elle conduit à dépasser l'alignement du premier rang; mais, à cette condition, toute la complication des doublements et dédoublements de la formation par le flanc disparaît: il suffit de toujours doubler à droite et dédoubler à gauche.

N'était-il pas préférable de simplifier des habitudes acquises et de conserver à notre manœuvre son cachet national ?



La section prend le guide au centre; mais les exceptions admises, notamment pour le défilé, en font une complication. Il importe que le guide au centre devienne une règle générale et la base de la mesure des intervalles et des distances. Derrière leurs guides, les sections marcheront dès lors avec indépendance de front ou par le flanc. La formation de la compagnie sera simplement assouplie, au lieu d'être changée.



Ce qui caractérise les formations de l'unité, c'est le front, la profondeur, l'emploi, non pas le dispositif particulier des fractions qui n'intéresse que l'adaptation momentanée à des circonstances secondaires.

Classées à nouveau dans cet ordre d'idées, les six formations de la compagnie avec leurs noms plus ou moins barbares :

Ligne déployée — Colonne de compagnie à tant de pas — Colonne de compagnie — Ligne de colonnes par quatre à tant

de pas — Colonne par quatre — Ligne de colonnes par quatre,

se réduiraient à trois, bien caractérisées comme forme générale et comme emploi :

La ligne — La colonne — La masse,

avec la simple indication — *Par le flanc*— (ou un geste convenu) dans les trois derniers cas.

*
* *

Pourquoi ne pas adopter dès l'école de compagnie ce classement qui se trouve ensuite imposé à l'école de bataillon ? En effet, les sections peuvent s'y trouver indifféremment formées de front ou par le flanc dans chacune des trois formations : Ligne de colonnes — Colonne de bataillon — Colonne double — qui, par parenthèse, pourraient être dénommées plus simplement :

Ligne de masses — Colonne de masses — Masse double.

*
* *

Il manque, dans le projet, des conventions précises : 1° pour avoir toutes les sections du bataillon de front ou par le flanc ; 2° pour leur permettre de choisir à volonté leurs formations particulières sans gêner les voisines ; 3° pour commencer les ploiements et déploiements soit par la gauche, soit par une compagnie de tête ou d'aile en colonne double.

Il y manque comme simplification à ces manœuvres : 1° l'indication d'un point de base et d'une direction au centre du front à prendre ou à conserver ; 2° la recommandation aux unités de faire, avant tout, face à la direction nouvelle dans les changements de front.

Les figuratifs des mouvements ne sont pas tous exemplaires comme simplicité ; notamment ceux des paragraphes 33, 36, 40 du titre IV; 27, 36 du titre V.

Ces omissions et ces imperfections du détail compromettent en partie l'heureuse innovation d'une méthode de manœuvre moins lourde et moins compassée.

exceptionnellement avantageuses qui en ont pallié les graves inconvénients.

En dehors de ces circonstances la ligne de combat verse trop naturellement dans la défensive. Elle manque de ressources pour tromper et surprendre l'ennemi. Elle supprime en première ligne toute initiative réelle sur des fronts trop étroitement découpés et y disloque les unités par la disproportion des distances. Ses renforcements continuels gênent les déploiements nouveaux, seuls capables de donner à l'offensive de vigoureuses impulsions nouvelles. Elle risque d'aboutir à l'impuissance finale par excès de désordre et d'encombrement. Au lieu d'inspirer aux jeunes officiers le sentiment de la manœuvre et la hâte de l'abordage, elle les tient en arrêt devant le problème insoluble de la traversée, sous un feu violent, d'un kilomètre découvert par la seule efficacité douteuse des méthodes de tir.



Ce que l'infanterie française devait trouver dans le nouveau règlement, c'est d'abord l'affranchissement tactique et la disparition de toute cette phraséologie imprécise de conseils et de types relatifs aux particularités théoriques des combats encadré, isolé, offensif, défensif, de défilés, de villages, de bois, etc. Dix mots bien expliqués suffisent pour avoir le moyen d'ordonner, sous une forme nette et brève, toutes les dispositions que la manœuvre peut exiger. Pour les employer à propos, rien ne vaut le coup d'œil et la décision, qui ne se développent que par l'expérience pratique.



Une armée abdique, qui se dépouille de tout amour-propre et copie servilement le voisin. Français, il nous faut bourrer dans les couverts, proscrire la lourde marche en ligne, l'assouplir en colonnes et en échelons. Le passage de ligne convient à notre tempérament qui aime à se dépenser dans la charge à fond ; il substitue, à la poussée anonyme des mélanges, l'émulation et l'élan des chocs répétés. C'est l'outillage de manœuvre de nos guerres heureuses qui est à reprendre, mais dépouillé de sa

compromettante enveloppe de formalisme et entièrement rajeuni par la méthode des assouplissements. Il s'agit de ne plus restreindre la signification de ce mot aux seuls exercices commandés par le geste, d'en étendre la portée à l'ensemble des nouvelles méthodes, appliquées dans l'ordre ouvert comme dans l'ordre serré, d'en tirer parti pour rendre à la manœuvre dans le combat l'importance qui n'aurait jamais dû lui être déniée.

*
* *

Ordre dispersé et ligne de combat, outils de préparation et de combat parallèle nous sont désormais suffisamment familiers. Il faut mieux que cela pour réaliser dans l'offensive les conditions essentielles d'aptitudes manœuvrières, de surprises et d'audaces, avec l'appui de l'artillerie, au lieu de prendre sa place.

C. X.



ESSAI SUR CLAUSEWITZ[1]

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDES CRITIQUES DES CAMPAGNES.

Campagne de 1812[2].

L'Étude que Clausewitz a laissée sur la campagne de 1812 ne fournit pas une critique en règle de cette campagne. Clausewitz lui-même a pris soin de nous en avertir : « L'auteur n'a pas rassemblé, ici plus qu'ailleurs, dans le récit de cette campagne, des indications fermes sur les dates, les lieux, les effectifs. Celui qui chercherait de semblables renseignements dans cet ouvrage serait déçu. L'auteur a eu pour but de livrer, pour le tableau futur des événements, quelques couleurs en reproduisant les impressions qu'il a éprouvées et les opinions qui ont successivement traversé son esprit ».

Les impressions d'un stratège amateur au grand état-major russe, voilà bien, en effet, ce que donne cette Étude, et, comme ce stratège est Clausewitz, son intérêt est considérable.

L'Étude se compose de deux chapitres entre lesquels les éditeurs allemands ont intercalé un résumé des événements, que Clausewitz avait évidemment écrit pour permettre au lecteur de rafraîchir sa mémoire avant d'aborder l'analyse stratégique de la campagne. Ce résumé avait sa place marquée en tête du vo-

---

[1] Voir les livraisons de 1900 et de 1901.
[2] Un volume de 218 pages, traduction de M. le capitaine BEGOUEN. — Paris, R. Chapelot et Ce, 1899.

lume ; placé, comme il l'est, entre les deux chapitres de critique, il déroute le lecteur.

A la fin du second chapitre, en six pages, Clausewitz fait la critique du plan de Napoléon.

Notre analyse se divisera naturellement en deux parties. Dans la première, nous résumerons la critique faite par Clausewitz des opérations russes ; dans la seconde, nous discuterons sa critique du plan de Napoléon.

L'intérêt de ces deux parties porte sur des points différents. Dans la première, nous verrons discuter par Clausewitz le procédé stratégique vulgairement nommé défensive-offensive. Dans la seconde, nous verrons une fois de plus que Clausewitz n'a pas compris la manœuvre favorite de Napoléon.

PREMIÈRE PARTIE.

OPÉRATIONS RUSSES.

I. — Clausewitz, nous l'avons dit déjà, fut de ces nombreux officiers prussiens qui, en 1812, passèrent au service de la Russie.

D'abord attaché au général prussien Phull, conseiller stratégique de l'empereur Alexandre, Clausewitz demeura à l'état-major de Barclay quand Phull quitta l'armée avec l'empereur pour rentrer à Pétersbourg. Finalement, il fut attaché à l'état-major de Wittgenstein, commandant l'armée opposée à Macdonald et chargée de couvrir la capitale politique de la Russie.

Sans responsabilité, mais non désintéressé, Clausewitz, comme le prince André[1] du roman de Tolstoï : *Guerre et Paix*, assistait aux conseils des généraux en chef. Il cherchait pour lui-même la solution des problèmes qui s'y posaient et constatait généralement que la solution adoptée n'était pas celle qu'il avait trouvée et ne convenait, d'ailleurs, aucunement à la situation.

A quelques années de là, lorsqu'il écrivit ses impressions d'a-

---

[1] Le rapprochement s'impose. Il semble en effet que ce soit l'étude de Clausewitz qui a inspiré Tolstoï et lui a fourni les bases de son admirable roman ainsi que de son autre ouvrage : *Napoléon et la Campagne de Russie.*

lors, son humeur du moment s'était changée en une verve railleuse qui nous a laissé des hauts états-majors russes des tableaux piquants.

Observateur subtil, habile à juger les hommes, à toiser leur capacité, à découvrir les secrets ressorts de leur cœur et aussi le défaut de leur cuirasse, Clausewitz nous a donné, des généraux en chef et de leurs conseillers, des portraits sûrement ressemblants, mais singulièrement mordants.

Ce professeur de l'Académie de guerre de Berlin, à qui il n'avait pas été donné d'appliquer, comme chef responsable, sa théorie de la guerre, si laborieusement méditée, trouvait sans doute un amer plaisir à mettre à nu la médiocrité des hommes auxquels le jeu du hasard et de la faveur avait imposé la terrible tâche de conduire la campagne contre Napoléon. Mais on peut croire aussi que, en écrivant son Étude, Clausewitz obéissait à des sentiments plus élevés.

Profondément convaincu que c'est un devoir formel, pour tous ceux à qui incombe la lourde responsabilité de conduire des troupes, de se façonner un cerveau capable de résoudre sur l'heure et convenablement les problèmes qui se posent en campagne au commandement, Clausewitz ne pouvait négliger l'occasion de montrer sur le vif à quels embarras peut conduire l'absence de doctrines, à quelles solutions regrettables elle peut amener des officiers intelligents, mais chez lesquels une verbeuse faconde tient la place de la nécessaire connaissance des hautes parties de la guerre.

II. — C'était un bien singulier commandement que celui des forces russes.

L'empereur Alexandre, désireux de prendre la direction de l'armée, s'y était préparé en se faisant instruire depuis plusieurs années par le lieutenant général Phull.

« Phull avait été colonel dans l'état-major prussien. Il avait quitté le service de la Prusse en 1806, après la bataille d'Auerstædt, pour entrer au service de la Russie, où il était parvenu au grade de lieutenant général, sans avoir fait de service actif.

« C'était un homme d'une haute intelligence et d'une grande culture d'esprit, mais manquant de métier. Il menait depuis longtemps une vie uniquement intellectuelle et si isolée du monde

qu'il ne savait rien des événements de tous les jours. Jules César et Frédéric II étaient ses auteurs favoris. Des rêveries stériles sur leur méthode de guerre, que n'étayait aucune critique historique, étaient son occupation presque unique. Les événements des guerres plus récentes passaient près de lui sans l'impressionner. Il s'était ainsi créé une théorie de la guerre qui ne résistait ni à une critique philosophique, ni à des comparaisons historiques[1]. »

Alexandre ne s'était pas constitué un véritable état-major et ne pouvait par suite conduire effectivement la guerre.

Les deux armées principales, rassemblées près de la frontière, étaient commandées l'une, par le général Barclay, l'autre, par le prince Bagration.

Barclay, ministre de la guerre, tenait de ce chef une certaine influence sur l'armée de Bagration. « Nature douce et peu vivante », il n'avait que des velléités d'action rapidement évanouies. Livonien d'origine, il était considéré par les Russes comme demi-étranger.

Le prince Bagration, violent, emporté, le détestait absolument.

Barclay avait comme chef d'état-major le lieutenant-général Labanov, bientôt remplacé par le général Zermolov. « C'était (Zermolov) un homme d'une quarantaine d'années, ambitieux, d'un caractère ferme et violent, ne manquant avec cela ni d'intelligence ni d'instruction. Il valait certainement mieux que ceux qu'on avait eus jusqu'alors, et l'on pouvait du moins attendre de lui qu'il sût assurer partout l'obéissance aux ordres du commandant en chef et donner une certaine énergie à ses décisions ; on sentait que c'était nécessaire pour compléter la nature douce et peu vivante de Barclay. Zermolov n'avait pas lui non plus beaucoup médité sur les grands mouvements d'une armée et les mesures à prendre à la guerre ; il n'en avait pas acquis une idée nette. Lorsqu'arriva le moment de se décider et d'agir, il s'aperçut combien ces choses lui étaient étrangères. C'est ce qui fit qu'il se réserva seulement l'expédition générale des affaires de l'armée

---

[1] Clausewitz, p. 4.

en laissant au quartier-maître général, toute la partie stratégique et tactique.

« Le quartier-maître général était, au début, le général Muchin, un russe de vieille roche qui ne savait pas un mot d'une langue étrangère et par suite ne pouvait avoir lu aucune autre chose que des livres russes. On l'avait nommé à cet emploi parce qu'il s'était distingué dans le levé des plans et le dessin topographique, ces connaissances passant généralement, dans une armée où la culture intellectuelle est en retard, pour toute la science de la guerre[1].

« Un tel homme ne pouvait manquer de se révéler insuffisant; aussi fut-il remplacé par le colonel Toll.

« Le colonel Toll avait une trentaine d'années; c'était un des officiers les plus instruits et les plus brillants de l'état-major. Ses capacités étaient pourtant moyennes, mais sa volonté très ferme. Depuis longtemps il s'était occupé de la grande guerre et était au courant de tout ce qui s'était publié de neuf sur ce sujet; *il s'était même un peu perdu en approfondissant la grande nouveauté : les idées de Jomini.* Il comprenait donc un peu ce dont il était question, bien qu'il fut très éloigné d'en avoir acquis une idée parfaitement nette et personnelle. L'esprit créateur lui manquait pour concevoir un plan général embrassant l'ensemble et bien coordonné ».

III. — *Plan de campagne.* — Les forces russes à la frontière occidentale de l'empire se composaient des 1re et 2e armées de l'Ouest et d'une armée de réserve.

La 1re armée pouvait compter 90,000 hommes; la 2e, 50.000 hommmes, la 3e, 30,000 hommes. Le total s'élevait donc à 170,000 hommes, auxquels il fallait ajouter 10,000 Cosaques.

La 1re armée, sous les ordres du général Barclay, était placée le long du Niémen. La 2e armée, sous le commandement du prince Bagration, était dans la Lithuanie méridionale. L'armée de réserve, sous Tormasov, se trouvait en Volhynie. Il y avait en seconde ligne environ 30,000 hommes de dépôt ou de recrues le long du Dnieper et de la Duna.

---

[1] Aujourd'hui ce sont les connaissances de mobilisation qui ont pris la place des connaissances topographiques.

En arrivant sur la frontière de Pologne avec Phull, l'empereur Alexandre ne trouva donc que 180,000 hommes à opposer aux 350,000 hommes qu'on attribuait à Napoléon. Mais on comptait, sous deux mois, pouvoir, avec les corps venus des autres frontières, doubler cet effectif. Il semblait donc naturel d'éviter, pour l'instant, les actions décisives.

Phull proposa de se reporter en arrière pour se rapprocher des renforts, gagner du temps, affaiblir l'ennemi par les détachements qu'il serait contraint de faire, et conquérir ainsi l'espace nécessaire pour une attaque stratégique sur ses flancs et ses derrières.

Ainsi exposée sous forme abstraite, l'idée de Phull semble contenir tout le succès de la campagne. « Il n'en est rien, écrit Clausewitz. L'espace joue un grand rôle à la guerre. Ce qui a le plus grand effet sur 100 lieues d'étendue, peut n'être qu'illusion réduite à 30 lieues ». C'était le cas du plan de Phull. La 1re armée de l'Ouest devait se replier dans un camp retranché sur la Duna moyenne, à Drissa, où l'on enverrait approvisionnements et renforts.

Tandis que Napoléon avec toutes ses forces s'avancerait de ce côté, Bagration, avec la 2e armée de l'Ouest, se jetterait sur ses flancs et ses derrières. Tormasov, lui, resterait en Wolhynie pour défendre cette province contre les Autrichiens.

Or, Drissa était à moins de 250 kilomètres de la frontière; l'ennemi ne pouvait beaucoup s'affaiblir sur cet espace de 250 kilomètres où ne se trouvait pas une place forte[1].

D'autre part, les renforts immédiats qu'on devait y diriger ne s'élevaient qu'à 10,000 hommes. Quant à l'efficacité des manœuvres stratégiques sur les derrières, c'est bon quand la ligne d'opérations est longue; mais, ici, la manœuvre plaçait justement l'armée française entre les deux masses russes. Napoléon n'avait qu'à opposer un détachement à Bagration, tandis qu'il écraserait Barclay.

Le point capital du plan de Phull était l'emploi d'un camp retranché comme *centre d'opérations*, et il n'est pas sans intérêt de résumer la discussion que fait Clausewitz de la conception de Phull.

---

[1] Page 20.

« Comme on ne pouvait rien se promettre d'heureux d'une bataille en rase campagne, à cause de l'infériorité de nos forces, écrit-il, Phull cherchait à rétablir l'équilibre au moyen d'une résistance plus artistique, plus concentrée »[1]. Cette résistance était fondée sur l'emploi du camp retranché de Drissa sur la Duna.

« Si l'ennemi jetait au delà du fleuve la majeure partie de ses forces, il s'affaiblissait ainsi à l'excès sur la rive gauche; Phull comptait sortir du camp avec des forces supérieures et attaquer son côté faible.

« Tout l'avantage du camp consistait donc dans la facilité qu'on aurait à passer d'une rive sur l'autre, pendant que l'adversaire ne pourrait probablement maintenir la liaison entre les deux parties de son armée, qu'au moyen d'un pont unique et assez éloigné. »

Mais, Phull ne se payait-il pas de mots!

Toute la valeur du procédé repose dans la possibilité de tomber, avec des forces supérieures, sur un ennemi divisé, ce qui exige : 1° Que les forces ennemies soient réellement divisées, c'est-à-dire que le cours d'eau sur lequel la place est assise, offre des difficultés réelles à l'établissement de moyens de passage; 2° que les ouvrages de la place soient assez solidement constitués pour qu'il ne soit pas nécessaire de consacrer à leur défense une garnison trop considérable, tandis que l'armée se portera hors du rayon de la place, et assez loin peut-être, pour obliger l'ennemi à combattre; 3° enfin que l'infériorité de l'effectif de l'armée de défense ne soit pas tellement accusée qu'on ne puisse espérer acquérir une supériorité numérique momentanée.

Or, aucune de ces conditions n'existait à Drissa. « La Duna n'est, dans cette partie de son cours, qu'un fleuve sans importance, assez large, il est vrai, mais si peu profond qu'en plusieurs endroits on peut le passer à gué[2].

« D'autre part le passage de l'armée russe, d'une rive à l'autre, était loin de pouvoir s'exécuter rapidement : un seul pont existait sur les sept qu'on devait construire[2].

---

[1] Page 14.
[2] Page 18.

« Enfin, la défense de la place n'était rien moins qu'assurée. On n'avait commencé des redoutes que sur la rive gauche, c'est-à-dire vers l'ouest ; les magasins se trouvaient sur la rive droite, près de la petite ville de Drissa, sans aucune défense, sous de simples hangars exposés à l'incendie.

« Phull avait l'intention de disposer les 120,000 hommes qui se seraient trouvés réunis là de la manière suivante : 50,000 hommes auraient été laissés dans les ouvrages. Avec les 70,000 restants, il se serait porté au-devant de l'ennemi qui aurait passé la Duna pour prendre le camp à revers[1]. »

Tout le plan de Phull n'était qu'illusions, « il conduisait l'armée russe au-devant d'une catastrophe ».

Ce plan reçut un commencement d'exécution : on se mit en retraite sur Drissa. Mais Barclay n'obéissait qu'à regret ; il s'arrêtait, prenait son temps, craignant de porter atteinte au moral de son armée par une retraite précipitée. Tout à coup on annonça que les Français avaient déjà tourné l'aile gauche. Alexandre, effrayé, rassembla aussitôt un conseil de guerre. Après une discussion laborieuse, qu'il faut lire dans le texte, on se rangea à l'avis de Clausewitz de ne rien changer pour l'instant aux dispositions prises et d'attendre que les renseignements forts douteux reçus sur l'ennemi fussent confirmés.

« Dans un conseil de guerre c'est, en général, à celui qui ne veut rien faire qu'on donne raison. C'est ce qui se passa[2] ». Le lendemain on apprit que les nouvelles étaient fausses et l'on atteignit le camp de Drissa sans voir d'autre ennemi que celui qui poussait l'arrière-garde.

Le moment était venu pour Bagration de passer à l'offensive sur les derrières de l'ennemi. Mais ce général fit toutes sortes d'objections. Le courage manqua pour lui en donner l'ordre exprès et il prit, de lui-même, une ligne de retraite qui lui permit plus tard de se réunir à l'armée de Barclay « et ainsi, écrit Clausewitz, fut évité l'un des principaux malheurs qu'aurait

---

[1] Page 19.
[2] Page 26.

pu amener le plan de Phull : la destruction totale de l'armée de Bagration [1] ».

Quant à Barclay, il demandait de la façon la plus pressante, la réunion des deux armées et avant tout de ne pas livrer bataille à Drissa. Il se mit également en retraite.

L'empereur Alexandre voyant son plan à vau l'eau, se décida à quitter l'armée pour aller à Moscou procéder à de nouvelles levées. Il laissait temporairement à Barclay la direction des deux armées.

IV. — *Retraite sur Witebsk et Smolensk.* — Le 14 juillet, Barclay quittait Drissa, où il n'était resté que six jours, pour gagner Witebsk.

Il espérait s'y réunir avec Bagration ; en tout cas, il se trouverait là sur la ligne de retraite naturelle, la route de Moscou; c'était à Moscou, au centre de l'empire, que les ressources de toute sorte pouvaient le plus rapidement affluer. Il laissait Wittgenstein avec 25,000 hommes sur la Duna moyenne pour couvrir la route de Saint-Pétersbourg. Ce détachement nécessaire affaiblissait l'armée de 25,000 hommes.

Cette marche sur Witebsk était une vraie marche de flanc longue de 24 milles, et d'un grand danger, car l'armée française avait déjà son centre à Globukojé. La Duna protégeait un peu la marche; mais à Witebsk même, il fallait passer sur la rive droite, et l'on pouvait en être empêché. « L'armée russe eut beaucoup de bonheur d'y réussir, et c'est peut être une des plus grosses fautes qu'ait commises Bonaparte de n'avoir pas tiré plus grand parti de la fausse manœuvre des Russes sur Drissa ». Les Russes mirent dix jours pour atteindre Witebsk.

On avait l'idée d'attendre à Witebsk Bagration, que l'on croyait du côté d'Orcha, et même d'accepter la bataille. « Cette idée est le comble de la confusion intellectuelle; nous la traiterions de folie furieuse, si le calme Barclay eût été capable d'un accès de folie. L'armée russe comptait, les Cosaques mis à part, 75,000 hommes. Environ 200,000 ennemis pouvaient l'attaquer; la plus faible estimation portait leur nombre à 150,000. Si la position

---

[1] Page 28.

de l'armée russe était tournée par la gauche, ce qu'on pouvait prévoir avec une certitude mathématique, elle n'avait presque plus de retraite possible; on l'eut non seulement coupée de Moscou, mais peut-être entièrement détruite. »

Barclay était déjà depuis cinq jours dans cette position, et chacun croyait que sa volonté ferme était d'y accepter la bataille[1]; mais, au moment où l'armée française lui arriva sur le corps, Barclay finit par se décider à se replier; l'armée russe fut sauvée pour la seconde fois[2] ».

« Le 27, Barclay se mit en marche sur Smolensk en trois colonnes; Bagration, après une tentative infructueuse pour percer par Mohilew, s'y dirigea également.

« Le résultat de la campagne était jusqu'alors le suivant: les Russes avaient évacué un territoire large de 120 lieues et avaient sacrifié tous les magasins assez considérables qui s'y trouvaient. Ils avaient, par contre, perdu peu d'hommes et de canons, peut-être 10,000 hommes et 20 pièces. Ils possédaient maintenant une grande armée centrale forte de 120,000 hommes et deux ailes plus petites, d'environ 30,000 hommes chacune.

Les Français, on le savait, avaient subi des pertes énormes en malades et en traînards; les privations auxquelles ils étaient soumis étaient telles qu'on pouvait admettre que leurs effectifs allaient fondre rapidement. A Smolensk, l'état-major de Barclay évalue à 150,000 hommes l'effectif que Napoléon peut mettre en ligne et en conclut « qu'on s'est assez replié comme cela et que ce qu'il reste à l'ennemi de supériorité numérique peut être compensé par le courage et la tactique russes. On pense qu'un passage subit à l'offensive produira des merveilles; c'est ce que tous les livres disent... Toll déploie toute son éloquence à convaincre Barclay que le moment est venu de risquer un coup décisif. Barclay se laisse convaincre et met, le 8 août, son armée en mouvement sur Roudnia, où l'on espère rencontrer à peu près le centre de l'adversaire ».

Mais, dès la première marche, le bruit se répand que le gros des forces ennemies se trouve au nord de Roudnia marchant sur Moscou. Barclay dirige alors la 1re armée plus au nord. Or, bien

---

[1] Page 85.
[2] Page 87.

loin de se trouver au nord de Roudnia, l'armée française avait passé au sud du Dnieper et marchait sur Smolensk. Dans ces conditions, les armées russes n'eurent rien de plus pressé que de revenir sur Smolensk pour y reprendre leur ligne de retraite sur Moscou, tandis qu'une forte arrière-garde défendait la ville contre les efforts de l'armée française.

Cette offensive manquée des armées russes dans la direction de Roudnia, montre sur le vif les difficultés de la forme stratégique dénommée *défensive-offensive*. Tout d'abord, au moment où il conviendrait de passer de la retraite à l'offensive, le défenseur hésite, ne se croit jamais assez fort. Et au moment où, enfin il s'y décide, il ne sait généralement pas où prendre le gros des forces de l'ennemi : il le croit au nord vers Roudnia, alors qu'il est au sud du Dnieper[1].

Et il est vraiment étonnant que Clausewitz, après avoir vu de si près, dans cette campagne aussi bien d'ailleurs que dans celle de 1806, les difficultés de la défensive-offensive, ait pu conserver pour elle une complaisance marquée, ainsi que nous l'avons vu dans l'analyse du livre « *De la Guerre* ».

Mais, il avait peu de considération pour les généraux russes de 1812 et les généraux prussiens de 1806, et il estimait sans doute que s'il eût été à leur place, il aurait eu le courage moral nécessaire pour passer de la défensive à l'offensive, au moment opportun.

« Nous avons déjà dit, écrit-il, de la forme défensive, qu'elle était la plus forte des deux formes de la guerre; mais, qu'il convenait de n'en faire usage qu'avec le projet arrêté d'avance de tirer aussitôt parti de la prépondérance qu'on pourra lui devoir

---

[1] Dans ces derniers temps on a voulu, bien à tort, voir dans la belle manœuvre de Napoléon en 1809, en Bavière, un exemple de défensive-offensive. Cette manœuvre sur Landshut, nous l'avons dit déjà dans l'analyse du livre *De la Guerre*, est un des plus remarquables exemples de la manœuvre sur les derrières.

Arrivé à Donauwerth, trouvant son armée coupée en deux, Davout à Ratisbonne, Masséna à Augsbourg, Napoléon prescrit la réunion de ses forces à mi-distance et, dès qu'il considère cette réunion comme accomplie, laissant Davout devant l'archiduc, il se jette avec son gros, d'après sa manœuvre favorite, sur les derrières de l'ennemi, vers Landshut, où l'archiduc a passé l'Isar et où il a sa ligne naturelle de retraite.

pour passer vigoureusement à l'attaque et viser ensuite le but positif auquel la forme attaquante peut seule conduire[1] ». Mais, comme l'a très bien écrit le général Cardot, « le changement d'attitude, voilà la pierre d'achoppement que la défense rencontrera sur sa route ; voilà le vice capital, rédhibitoire, de cette forme dite défensive-offensive. »

D'ailleurs, Clausewitz est bien forcé de convenir de sa difficulté. « Si l'histoire, nous a-t-il dit, présente peu d'exemples de ce genre, c'est que le défenseur a rarement le courage de ne pas se troubler. Et pourquoi n'a-t-il pas ce courage ? Parce que l'incertitude, l'hésitation, les angoisses sont l'état normal du défenseur qui attend pour se résoudre et ne sait pas encore ce qu'il veut, vis-à-vis d'un adversaire qui agit, sait ce qu'il veut et ce qu'il fait ». Pourquoi alors prôner un procédé stratégique aussi difficile à appliquer ?

Quoi qu'il en soit, après le combat de Smolensk, l'état-major de Barclay désirait de plus en plus livrer bataille sur la première position défensive qu'on rencontrerait sur la route de Moscou. Toll en trouva une à Ouswïaz qui ne plut pas à Bagration ; ce dernier en vit une autre à Dorogobusch qui ne valait rien. « Clausewitz était désespéré, le colonel Toll silencieusement furieux. Par bonheur, la résolution de livrer bataille ne dura pas ; on se replia à nouveau.[2] »

Cette retraite continue de Barclay avait mécontenté tout le monde. Quoique livonien, Barclay était considéré comme étranger ; aussi l'empereur Alexandre se décida-t-il à donner le commandement en chef des deux armées à un vrai russe et choisit à cet effet Koutousov.

« Koutousov approchait de 70 ans et n'avait plus l'activité, soit physique, soit intellectuelle, qu'on trouve encore parfois chez les soldats de cet âge. Il était donc, sous ce rapport, inférieur à Barclay ; mais il lui était supérieur au point de vue des dons naturels.

« Koutousov avait été, dans sa jeunesse, un vigoureux sabreur ; il joignait à cela une grande soup'esse d'esprit, il était

---

[1] *De la Guerre*, t. III, p. 31.
[2] Page 109.

naturellement avisé et rusé. Avec ces qualités, on finit toujours par faire un bon général. Il avait perdu contre Bonaparte la désastreuse bataille d'Austerlitz et ne s'en était jamais tout à fait relevé.

« Conduire, comme commandant en chef de toutes les forces militaires d'une nation, des centaines de mille hommes contre d'autres centaines de mille hommes, les diriger sur des espaces immenses et soulever toutes les forces nationales de Russie pour périr avec elles ou sauver l'empire, ces circonstances qui étaient celles de l'heure présente, jamais l'esprit de Koutousov ne s'était exercé à les approfondir; ses dons naturels non plus n'étaient pas à leur hauteur.....

« L'auteur a trop peu approché de la personne de Koutousov pour parler de son action personnelle avec une certitude complète. Il ne l'a vu qu'un instant pendant la bataille de Borodino et ne peut donc savoir que ce qui était d'opinion courante dans l'armée immédiatement après cette bataille. D'après cette opinion, son rôle pendant les diverses phases de cette action avait été proprement celui d'un zéro. Il ne paraissait avoir ni ressort interne ni vision claire des événements qui survenaient; il ne montra ni une intervention vigoureuse, ni une action personnelle. Il laissait agir ceux qui avaient l'affaire en main et ne paraissait pas être, au point de vue des actes de la bataille, beaucoup plus qu'une abstraction d'autorité.

« Mais il connaissait les Russes et savait les manier. Avec un aplomb inouï, il se proclama vainqueur, prédit partout la perte prochaine de l'armée ennemie et ne négligea aucune sorte de vantardise.

« Il sut flatter aussi l'amour-propre de l'armée et de la nation, et chercha, par ses proclamations et des excitations religieuses, à agir sur leur moral. Une confiance nouvelle en résulta[1] ».

Toll décida Koutousov à attendre l'armée française sur la position de Borodino. De la bataille, nous ne dirons rien; après la bataille, l'armée russe se retira sur Moscou. Là on se demanda où il fallait aller : « En Russie on peut jouer avec son ennemi

---

[1] On reconnait dans ces lignes le crayon du tableau de Tolstoï.

au loup et à la bergère, et tout en retraitant toujours, se retrouver avec lui à la frontière. »

Toll voulait qu'on appuyât au Sud pour profiter de la grande fertilité des provinces méridionales et des facilités offertes à l'armée, tant pour se renforcer que pour agir sur le flanc stratégique de l'adversaire.

Ce qu'il prônait, c'était en réalité une position de flanc. Dans sa critique de la campagne de 1812, Boutourline déplore que Barclay ait ignoré ce principe qu'une position de flanc est toujours celle qui couvre le mieux l'objectif à défendre et regrette que sa retraite ne se soit pas faite de Smolensk sur Kalouga et non sur Moscou : « Les jeunes gens, répond Clausewitz, croient toujours qu'en énonçant un principe ils ont tout dit !

« La meilleure situation pour couvrir un point que l'ennemi menace consiste-t-elle à se placer sur le flanc de l'ennemi ? Tout dépend des circonstances d'espace, de forces et même d'état moral, c'est-à-dire à peu près de tous les éléments qui entrent en jeu à la guerre ».

C'est dire qu'on ne saurait aucunement ériger en principe la défense de flanc.

Napoléon disposait encore à ce moment d'une supériorité numérique suffisante pour pouvoir détacher sur Moscou un corps considérable, tandis qu'il eût suivi l'armée russe sur Kalouga. Il eut donc fallu couvrir Moscou par un nouveau détachement, ce qui eût affaibli l'armée déjà trop diminuée par le détachement du corps de Wittgenstein sur Pétersbourg[1].

« A cette époque, il régnait dans l'armée russe un abattement et un deuil général; nous arrivions cependant au point culminant de l'offensive française, au point où toute la masse qu'elle avait soulevée sans parvenir à s'en rendre maîtresse se rabattait sur elle.

« A Saint-Pétersbourg, ranimé par les indices d'un succès possible et soutenu par les avis de quelques hommes d'énergie, au nombre desquels il faut compter M. Stein, Alexandre résolut de n'écouter aucune proposition de paix, de pousser partout les armements et de diriger de sa capitale l'ensemble de la guerre.

[1] Napoléon a dit la même chose dans les *Observations sur les Notes sur l'Art uerre*, du général Rogniat, t. 31, p. 338.

A cent lieues des champs de bataille ensanglantés, des villes et des villages dévastés, des douleurs de la retraite de son armée et de la marche triomphante de l'ennemi, l'esprit juge avec plus de calme et de fermeté. A ce point de vue, il faut regarder comme un vrai bonheur que l'empereur Alexandre aît quitté l'armée. »

On a attribué tout le succès de la campagne à l'inébranlable résolution d'Alexandre de ne pas traiter ; mais « il faut dire que cette résolution a trouvé un solide et exceptionnellement favorable point d'appui dans l'immensité du territoire et que, dans d'autres situations, l'influence de l'élément moral ne serait peut-être pas décisive[1] ».

Je ne suivrai pas plus loin Clausewitz dans le récit des opérations russes. Ce récit n'est plus à proprement parler qu'historique et, si intéressant qu'il soit, il ne peut nous fournir les éléments d'aucune discussion stratégique d'un intérêt actuel.

Il ne nous reste donc qu'à passer à l'examen de la critique faite par Clausewitz du plan de Napoléon pour cette campagne de 1812.

H. Camon,
Chef d'escadron d'artillerie, breveté d'état-major.

(*A continuer.*)

---

[1] Général Cardot.

DE LA

TACTIQUE DU CHAMP DE BATAILLE

EN ALLEMAGNE

DEPUIS 1870

Après la guerre de 1870, toutes les nations militaires tournèrent leurs regards vers l'Allemagne victorieuse. Elles cherchèrent, dans l'intérêt de leur avenir, le secret de victoires qui éblouirent le monde, les unes en copiant son organisation, les autres ses formations de combat ou de manœuvres. C'est ainsi que nous voyons chacune d'elles tour à tour changer son règlement d'exercices : l'Autriche la première en 1874 ; la France et la Russie ensuite en 1875 empruntent la formation de colonne de compagnie au règlement allemand. Au milieu de tous ces changements apportés à la tactique parmi les nations voisines, le règlement allemand qui en était l'inspirateur, restait cependant immuable dans le fond sinon dans la forme. La tactique allemande, en effet, malgré ses cruels déboires pendant la campagne de 1870, ne fut modifiée qu'en 1888. Sans doute, en 1876, parut un nouveau règlement, mais comme il conservait encore la formation sur trois rangs et qu'il mettait l'exécution de l'attaque et la conduite du feu du bataillon en ordre serré sous le commandement direct du chef de bataillon, on peut dire qu'il ne subit pas de modification essentielle ni même importante. La faute n'en était cependant point aux écrivains militaires. Après le terrible orage de 1870, tandis que nous travaillions silencieusement chez nous, il y eut, en Allemagne, comme une pluie de

publications et d'ouvrages relatifs à toutes les branches de l'art militaire. Parmi ces ouvrages, qui sur la tactique méritent une mention particulière, il y a lieu de citer :

Conclusions tactiques de la guerre de 1870 ; *Considérations générales sur la Manière de diriger les troupes,* par le général Boguslawski; *Leçons générales de la Conduite des troupes en campagne ; Essai sur la Tactique,* par le colonel Meckel ; *Études sur la Conduite des troupes,* par le général Verdy du Vernois ; *Tactique de l'Avenir,* par Fritz Hœnig ; *Études sur la Nouvelle Tactique,* par le général von Scherff ; *Tactique de l'Infanterie,* par le colonel von Keim.

Si l'on étudie ces ouvrages au point de vue général de la tactique du champ de bataille déduite soit comme conséquence de ce qu'on a pu faire à la guerre, soit de l'étude psychologique de l'homme exposé aux dangers du combat, on peut classer leurs auteurs en trois groupes ou en trois écoles. La première école comprend les partisans de l'ordre serré ; elle se recommande du colonel Meckel. A la tête de la deuxième école, nous trouvons le général Boguslawski qui n'admet, à l'inverse de la première, que l'ordre dispersé pour toutes les formations du champ de bataille. Enfin, la troisième école, à laquelle nous paraissent appartenir le général von Scherff, Fritz Hœnig, est un moyen terme entre les deux premières.

Comme toutes les discussions littéraires ou religieuses ont exercé leur influence sur les œuvres produites aux époques de querelles pacifiques, de même il est certain que les publications des écrivains militaires précédemment cités eurent également la leur sur les divers règlements d'exercices allemands. Celui qui parut en 1876, et qui résumait les changements opérés en 1873 et en 1874, portait l'empreinte des idées de Meckel.

Le règlement du 1er septembre 1888, encore actuellement en vigueur, se ressent dans ses traits principaux, ainsi que dans certaines particularités, des idées exposées par les partisans des deux dernières écoles.

Les principes sur lesquels repose la tactique du champ de bataille varient avec chaque nation, car ils sont appuyés sur l'étude

réfléchie de deux facteurs essentiels : le fusil et l'homme[1]. Or, si celui-ci est aujourd'hui à peu près le même chez toutes les nations militaires, celui-là se modifie dans chacune d'elles[2]. Il peut donc être intéressant pour nous de connaître les principes émis sur l'action et la coopération de ces deux facteurs par nos voisins d'outre-Rhin.

Nous commencerons par étudier successivement les principes développés par les partisans des trois écoles, nous examinerons ensuite les données scientifiques ou expérimentales sur lesquelles repose le règlement d'exercices du 1er septembre 1888.

PREMIÈRE PARTIE.

1re Ecole. — Ordre serré.

Les partisans des formations en ordre serré sur le champ de bataille sont, en Allemagne, très nombreux. Cette école représente, en effet « la tradition »[3], qui exerce souvent sur les esprits une influence très puissante, car elle représente le passé glorieux et elle éclaire et prépare l'avenir. Elle a beaucoup d'adeptes en dehors même de l'Allemagne ; ainsi, en Autriche, un grand nombre d'écrivains lui sont favorables, et le règlement autrichien de 1889 en porte l'empreinte.

Ses principes ont été exposés — sinon clairement, du moins longuement — dans un ouvrage écrit à la manière allemande, sans aucun chapitre ni article, dans 82 pages de texte. Son titre

---

[1] En France, M. le général de Négrier a fait mettre en pratique récemment une méthode de combat simple et rationnelle, basée, ainsi que ses nombreuses campagnes le lui ont prouvé, sur le dévouement du soldat pour l'officier.

[2] Ceux qui disent que l'homme est le même dans toutes les nations verront plus loin comment le principe du « Suivez-moi » sur lequel repose la tactique de M. le général de Négrier, a été appliqué par les soldats allemands en 1870. Il est au reste intéressant de comparer les motifs invoqués par les auteurs allemands ci-après mentionnés pour justifier l'emploi des feux, le tir par « rafales », l'emplacement des soutiens, etc..., avec ceux de M. le général de Négrier.

[3] Dans toutes les armées, on cherche dans la mesure du possible, à garder « la tradition ». En France, l'escrime à la baïonnette représente la « tradition napoléonienne ».

est : *Sommernachstraum*[1], « Le Rêve d'une Nuit d'été ». Je rassemble les idées de l'auteur, éparses dans le livre, et je lui laisse la parole :

« On se propose comme but de maintenir sur le champ de bataille l'homme dans le rang et de rester toujours maître de son action et de son feu, afin de diminuer ainsi le nombre des fuyards qui sont « la peste du champ de bataille ». Si dans l'avenir cela marche comme dans la dernière guerre, ce nombre sera si grand qu'il ne sera pas possible de les punir tous. Il y a donc lieu de mettre un terme à cet état de choses. Ainsi à Gravelotte, le 18 août, il se trouvait dans la ferme Saint-Hubert, d'après l'ouvrage du grand état-major, environ quarante trois compagnies de différents régiments. Or cette ferme est très petite et il n'y a de la place que pour une compagnie sur le pied de guerre. Quarante-trois compagnies, cela fait plus de 10,000 hommes. Où étaient les 9,800 hommes qui n'y avaient point trouvé place ? Le reproche ne peut s'adresser aux corps de troupe, la faute est tout entière à notre façon de combattre. Tant qu'il en sera ainsi, rien à faire contre les fuyards. Dans les siècles derniers il y en avait bien aussi, mais seulement lorsque une troupe était anéantie. Aujourd'hui la maladie du défilement commence dès le début et elle va sans cesse empirant; elle se répand sur le champ de bataille comme une fièvre chaude. »

L'auteur s'applique à démontrer que « l'exemple de la faiblesse, de l'aberration intellectuelle et de la lâcheté règne en maître dans l'ordre dispersé » et il en donne trois exemples :

« 1° Ma pensée se porte sur le gefreite Arnold. Arnold était un des meilleurs soldats de ma compagnie. C'était un modèle pour les autres : un éclaireur bien dressé et un bon chef de patrouille. Il eût été un sous-officier parfait avec un peu moins de mollesse.

« Nous étions sous un feu violent à cinq cents pas d'une position ennemie. Ma compagnie tout entière était déployée ainsi que l'usage le voulait. Je voyais avec anxiété augmenter le trouble dans le tir de nos hommes sans pouvoir y faire quoi que ce soit.

---

[1] *Sommernachstraum*, Berlin, *Mittler*, 1888.

Tous tiraient couchés et je voyais que des crosses de fusil, aux coups de feu, n'étaient pas soulevées de terre. A un certain point de la ligne, je fus étonné de constater que les coups partaient le canon étant très relevé. A mon approche, je remarquai qu'une petite éminence à peine perceptible et masquant la vue, se trouvait devant ces tirailleurs. Ils ne tiraient cependant pas moins vivement que les autres, mais tous leurs projectiles passaient au-dessus de l'élévation et étaient perdus. A mon grand étonnement je remarquai le gefreite Arnold parmi ces tirailleurs. En colère, je me précipitai sur lui, je lui frappai sur l'épaule et lui dis : « Ou tirez-vous ? vous ne voyez pas l'ennemi », et, comme je ne pouvais pas compter que mes paroles fussent comprises au milieu du bruit des tirailleurs, je les accompagnai de gestes significatifs. Arnold se tourna, mais son regard était égaré, il ne reconnaissait pas son capitaine. Au sifflement de quelques projectiles qui passèrent près de nous, il se coucha de nouveau et recommença de tirer avec précipitation. Ma colère n'eut plus de bornes. Je le frappai avec mon épée si fort sur le casque que je le lui bosselai et le lui fis tomber sur la nuque. Comme atteint de la foudre, il tomba à genoux. Le visage pâle, il tremblait de tout son corps. Je ne saisis pas ce qu'il me dit, mais à son regard je compris qu'il ne me reconnaissait pas. Je n'oublierai jamais ce regard moitié suppliant, moitié désespéré des reproches, tel celui du chevreuil lorsque le chasseur court à lui pour l'achever. Il s'affaissa un moment comme paralysé, baissa ses yeux hagards vers le sol, puis il se leva vivement, ordonna à ses hommes de l'accompagner sur la position où j'étais, et, comme ils ne comprenaient pas, s'y rendit seul, quoique exposé au feu de ses voisins. Il ouvrit ensuite un feu lent et bien ajusté. Je n'ai plus revu Arnold, il est resté dans ce combat.

« Pauvre homme ! pensais-je, si tu m'as quitté après avoir été pendant deux ans et demi mon subordonné le plus fidèle, le plus dévoué, le plus actif, c'est la faute à ce combat désordonné dans lequel le meilleur devient la victime du mauvais exemple.

« Il m'a semblé le voir devant moi le pâle Arnold, avec son regard désespéré. Toi un tireur de première classe, lui disais-je, un chef de patrouille parfait, comment pouvais-tu t'oublier au point de ficher tes balles en l'air ? — Oh ! mon capitaine, me disait-il de sa blanche voix, pardonnez-moi, je n'avais plus

l'usage de mes sens, je ne savais plus ce que je faisais. — Tu as cependant appris comment un soldat doit se comporter au feu, tu es mieux instruit que les autres, tu aurais dû leur donner l'exemple. — Oui, mon capitaine. Mais lorsqu'on voit les autres aussi égarés, lorsqu'on voit les projectiles éclater de tous côtés, qu'on les entend siffler et que les camarades estropiés s'affalent, on est éperdu et l'on oublie tout ce qu'on a appris. Il n'en eût pas été de même si nous avions vu notre capitaine, entendu son commandement, mais au milieu de cet éclatement continuel de projectiles, on devient sourd et muet. A Hartmann, je lui ai baissé son fusil, parce qu'il tirait toujours trop haut. A Krebs, qui tirait à six cents pas avec la hausse de trois cents, je lui ai rectifié sa hausse. Mais cela ne servait de rien. Le tir devenait toujours plus déréglé. Et comme le bruit augmentait et que la fumée de la poudre devenait si épaisse qu'on ne voyait absolument rien devant soi, comme Krebs avait été blessé et qu'il criait à perdre haleine, comme Schmacker avec lequel nous sommes pays et qui allait à l'école avec moi, reçut une balle à la tête et tomba raide, en me regardant avec des yeux hagards, je ne pouvais plus rien voir ni entendre et je ne savais plus ce que je faisais.

. . . .

« 2° Durant la dernière guerre à laquelle je pris part comme capitaine, j'ai vu bien des choses. Sans doute nos hommes ne sont pas allés jusqu'à jeter leurs armes dans un combat malheureux, mais beaucoup se sont esquivés ou se sont cachés derrière un sillon, dans un fossé, un fourré, en déposant leur fusil et leur sac, et ont attendu en sécurité la fin du combat. Quel est le plus coupable, celui qui jette ses armes lorsque tout est perdu, lorsque l'effroi paralyse les membres, ou celui qui s'enfuit ou dépose ses armes lorsque ses camarades sont victorieux ?

« Il y a quelque temps, j'ai entendu une histoire que je ne puis passer sous silence, non parce qu'elle est unique, mais parce qu'elle est caractéristique.

« Un jeune et vigoureux officier est aux avant-postes devant une forteresse française. Il entend devant lui un violent combat de mousqueterie et décide de porter sa grand'garde en avant jusqu'à la lisière du bois. En chemin, un sous-officier, ancien

engagé conditionnel d'un an, lui demande l'autorisation d'aller chercher son manteau qu'il a oublié. On la lui refuse. La petite grand'garde occupe une glaisière. Elle a vis-à-vis d'elle une ligne de tirailleurs ennemis vivement engagée, mais qui est trop loin pour être atteinte avec la hausse du fusil à aiguille. Le jeune officier ne veut pas ouvrir le feu et il ordonne aux hommes de se rapprocher de l'ennemi jusqu'à 600 pas. Il se met devant sa section et commande : « Pas gymnastique — marche » et court aussi vite qu'il peut jusqu'à l'endroit où le feu doit être ouvert. Mais qui décrira sa stupéfaction lorsqu'il se voit accompagné de trois hommes seulement. La honte et la rage le terrassent. Si un supérieur voyait cela ! Il ne lui reste plus qu'à rebrousser chemin pour aller chercher sa section. Les hommes lui expliquent alors que le sous-officier précédemment cité les avait maintenus là en leur disant que comme sous-officier il leur défendait de se porter en avant et qu'il leur ordonnait de rester où ils étaient sous sa responsabilité. Qu'arriva-t-il à ce sous-officier ?

« Depuis ce jour, lorsqu'un combat était en vue, il était commandé pour rester aux bagages. Au siège de Paris, on l'employa à la cuisine, ce qui ne lui fût pas désagréable. »

3° « Je me rappelle ma première bataille en France. Nous traversions dans la soirée la partie du champ de bataille sur laquelle le combat s'était le plus violemment déchaîné. Je m'étais habitué à voir des morts, à entendre des blessés se lamenter, mais je n'avais jamais vu le spectacle qui s'offrait à mes yeux. Le champ de bataille était comme semé de soldats débandés. On eût pu en former des bataillons. D'un coup d'œil on en apercevait des centaines. Quelques-uns dirigeaient leur fusil en avant comme s'ils étaient sur une ligne de tirailleurs, attendant l'ennemi à tout instant. D'autres s'étaient tapis derrière des sillons comme des lapins. Un grand nombre se dissimulaient derrière les arbres, dans les fossés. Tous nous regardaient d'une manière insouciante, parce que nous faisions partie d'un autre corps d'armée. Je les entendais dire : « Ils veulent donc se faire tuer ! » J'examinai ces hommes : quelques-uns avaient des regards inquiets, d'autres étaient tout pâles. Je ne pouvais chasser de mon cœur mes sentiments découragés.

« Je ne trouvai sur ce champ de bataille qu'un seul officier de

réserve, jeune encore. Je l'invitai à se joindre à ma compagnie. Il me suivit sans prononcer un mot. Comme ma compagnie devait, à mon grand regret, s'arrêter pour attendre les autres compagnies du bataillon, nous rassemblâmes les isolés qui étaient près de nous pour en former un fort détachement sous le commandement d'un officier de réserve.

« Deux hommes, un caporal et un soldat, s'étaient approchés spontanément en nous priant de leur permettre de suivre ; mais les autres se tenant à l'écart, on dut les appeler successivement. En déployant en tirailleurs, pour ouvrir le feu, l'officier de réserve et ses hommes disparurent à tout jamais, ce qui produisit une mauvaise impression sur mes soldats. Les deux hommes qui s'étaient volontairement joints à nous restèrent et eurent une attitude courageuse jusqu'à la fin.

Pendant notre marche, avant d'arriver à la zone efficace du feu de l'ennemi, quelques obus perdus sifflèrent autour de nous. Je vis blottis derrière un arbre, qui n'était pas suffisamment gros pour dissimuler un soldat, six hommes les uns derrière les autres ; le dernier était un sous-officier. Non loin de l'arbre s'élevait une petite éminence de terre derrière laquelle ces six hommes eussent trouvé un bon abri.

« Voilà le résultat d'une instruction soigneusement donnée pendant trois ans, au point de vue de l'utilisation du terrain. »

Il s'agit de démontrer maintenant que « l'ordre dispersé actuellement employé n'offre plus les avantages que présentait cette formation avant 1870.

« La décisive résidait auparavant dans le feu de lignes à rangs serrés ou dans le choc de colonnes à la baïonnette. Les masses à rangs serrés, entourées de nuages de fumée produits par les tirailleurs, dissimulaient leurs mouvements et arrivaient à l'improviste sur l'adversaire qui était surpris et ébranlé. Comme tirailleurs, on choisissait les hommes les plus adroits, les plus débrouillards, les meilleurs tireurs, et on leur donnait une instruction particulière. Ils étaient pendant l'action complètement indépendants des masses à rangs serrés, ils devaient régler leurs mouvements d'après ceux du bataillon. Aujourd'hui l'ordre dispersé règne en maître sur tout le champ de bataille. La ligne de feu actuelle réunit aussi bien le feu préparatoire des anciens tirailleurs que le feu de masse des anciennes lignes ; elle a pris

même une partie de la puissance de choc des anciennes colonnes. De la dépendance elle est passée à la souveraineté.

« Auparavant, lorsqu'on se déployait, on gardait en réserve à rangs serrés la plus grande partie de la troupe et l'on pouvait facilement la rassembler pour le moment décisif. Elle présentait un point sûr de rassemblement pour les tirailleurs.

« La dispersion n'existait que pour un temps et un but déterminés. Suivant les nécessités, on poussait les tirailleurs en avant ou on les rappelait, par exemple, si la troupe à rangs serrés devait exécuter des feux, puis on les déployait de nouveau, par exemple, si l'ennemi battu devait être poursuivi. Il existait ainsi une action réciproque, permanente et salutaire entre la dispersion et l'ordre serré. Aujourd'hui n'existe que la dispersion, qui augmente progressivement jusqu'à la fin du combat. En temps de paix, on pratique encore le rassemblement, mais pendant le combat, on ne peut presque plus l'exécuter. Si les hommes savent où est leur compagnie, il leur est facile de se rassembler. Aujourd'hui que les compagnies, les bataillons, ont tous leurs atomes dispersés, mêlés à d'autres corps de troupe, où doivent-ils se rassembler ? Sur nos champs de bataille on a bien essayé de rassembler les masses de tirailleurs dispersés, mais sans grand succès. Et encore le résultat est bien petit en proportion du grand nombre de fuyards qui sont répandus sur nos champs de bataille. Si l'on réussit à rassembler des hommes de divers corps de troupe et à les faire marcher en avant, comme ils sont sans cohésion, ils se dispersent de nouveau aux premiers obus qui éclatent, car ils appliquent les principes d'après lesquels ils doivent se déployer dans la zone des feux de l'adversaire.

« Un des avantages de l'ancien combat en ordre dispersé consistait en ce que le coup de fusil isolé pouvait être mieux ajusté. Le combat par le feu commençait aux petites distances. A 100 ou 150 pas, le tirailleur pouvait choisir pour son tir le moment favorable, par exemple, si un tirailleur ennemi se montrait trop ou si un chef pouvait être mis en joue. Aussi devait-on lui laisser complète liberté dans son tir. Il devait chercher lui-même les abris les plus favorables pour s'avancer vers l'ennemi, et l'unique réserve, qui limitait son mouvement, était de ne pas se

« 2° Celui qui fera subir à l'ennemi le plus de pertes, en subira le moins lui-même dans un combat sérieux ;

« 3° Une armée qui est saisie de la peur des pertes ou qui n'en est pas entièrement guérie, ne doit pas faire la guerre ; car, en campagne, le courage donne la victoire, et la vie des hommes ne compte pas. »

Voici son avis sur les différents feux :

Feux. — « J'ai entendu exprimer l'idée que les salves ne pouvaient être exécutées dans la zone du feu efficace. Sans doute en France on en a reconnu l'impossibilité. Pourquoi ? Parce que le bruit du feu de tirailleurs dominait le commandement pour la salve. Même à l'époque du fusil se chargeant par la bouche, on considérait la salve faite au milieu des lignes de tirailleurs tirant à volonté comme impossible. Les salves ne sont possibles que lorsque tout le monde en fait usage, elles peuvent alors être plus employées même dans la zone efficace du feu que le feu de tirailleurs à cartouches comptées.

« La fixation d'un certain nombre de cartouches à brûler dans le feu de tirailleurs ne peut avoir lieu que s'il se produit des pauses dans l'exécution du feu.

« Si l'on commande « Feu de deux cartouches », qui garantit que l'homme dans de tels moments d'excitation ne tirera que deux cartouches ? Peut-on dans ces circonstances veiller sur chaque homme en particulier ? S'il ne s'arrête pas à ces deux cartouches, et s'il continue à tirer, le sifflet du chef doit intervenir pour produire la pause dans l'exécution du feu.

« Un feu prolongé et sans pauses ne doit jamais être toléré, parce qu'il conduit au gaspillage des munitions.

« C'est une erreur du champ de tir que de présenter les feux de tirailleurs comme plus efficaces que les feux de salve[1]. Au combat, on doit employer le feu qui donne le plus de calme aux hommes et qui fait sur l'ennemi la plus grande impression, c'est-à-dire le feu de salve.

« Le moyen inappréciable pour la conduite efficace du feu, c'est

[1] Il est à remarquer que les partisans du feu de salve et ceux du feu à volonté invoquent les uns et les autres, à l'appui de leur théorie, les expériences du polygone.

le sifflet perçant du chef. Le commandement, le signe ou l'appel du chef, ne peuvent être employés au milieu du bruit des feux de tirailleurs. Il m'est arrivé que sur une ligne de tirailleurs, j'ai crié à haute voix à l'oreille d'un homme sans réussir à me faire comprendre. Cet homme devait faire un pas en avant, car, là où il était, il avait, sans s'en apercevoir, la bouche de son fusil, contre l'oreille de son voisin. Comme la voix ni le geste n'y faisaient rien, je le pris finalement par le cou pour le faire porter en avant. »

En résumé, afin de faire combattre efficacement tous les soldats, l'auteur cherche :

1° A tenir *toujours* les hommes dans la main;
2° A rester maître de leur feu (en faisant usage des feux de salve);
3° A éviter le mélange des troupes.

Pour réaliser ces conceptions tactiques, il partage la compagnie en quatre sections (en Allemagne la compagnie n'a que trois sections). Sur la ligne du feu comme dans les divers échelons, les hommes sont formés sur un ou sur deux rangs (en cas de possibilité). Le renforcement a lieu de telle sorte que, si une section perd vingt-cinq hommes par exemple, au commandement de « Serrez vos rangs » du chef de section les hommes se serrent coude à coude, et l'autre section vient se placer comme une unitée isolée, à côté de l'autre sans doublement. Dans le même ordre d'idées, toutes les unités sont dressées, sur la ligne de feu, à se serrer à droite, à gauche ou sur le centre, suivant leur position sur la ligne, de manière à laisser des vides que les troupes de renfort viennent combler.

2e Ecole. — Ordre dispersé.

Le général Boguslawski, qui peut être considéré comme le chef le plus autorisé de la deuxième école, a exposé dans ses livres : « Conclusions tactiques tirées de la guerre de 1870-1871 », « Considérations générales sur la Manière de diriger les troupes[1] », la description du combat d'infanterie tel qu'il doit être conduit d'après la réalité de la guerre.

[1] Berlin, 1897, Eisenschmidt.

L'ordre dispersé s'impose dans le combat moderne. — Feux de salve. — « Chez les Français la direction devenait presque nulle au plus fort du combat, parce que leurs soldats, bien que braves et adroits, sont moins accoutumés que les soldats allemands à une obéissance rigoureuse. Quand nos lignes de tirailleurs étaient parvenues à se rapprocher d'eux, ils renforçaient les leurs et faisaient avancer leurs soutiens ; mais ces derniers, arrêtés dans la zone d'action la plus efficace du feu des Allemands, se dispersaient et se réunissaient aux tirailleurs. Ni les Allemands ni les Français ne réussissaient à amener dans un pareil combat des *fractions en ordre serré* et à faire avancer sur la ligne de feu *des bataillons ou des compagnies pour faire des feux de salve.* Tous les officiers reconnaissaient si bien l'impossibilité absolue de ces feux, si usités sur le terrain de manœuvre, qu'on ne l'essayait jamais dans l'offensive; les tentatives faites dans la défensive échouaient toujours. Les deux adversaires *changeaient ainsi complètement la tactique* qui leur avait été enseignée, soit sur le terrain d'exercice, soit sur le terrain de manœuvres. Les Français surtout s'en écartaient, puisqu'ils auraient dû agir avec des bataillons déployés, mais les Prussiens se voyaient également hors d'état d'exécuter, même à peu près, leurs feux de peloton ou de compagnie.

« Dans quelques cas les Français ont essayé de faire des feux d'ensemble en l'air, à des distances énormes ; mais ils n'y ont jamais songé quand le combat de tirailleurs était engagé à de petites distances.

« Il serait peut-être facile de compter les feux d'ensemble qui, pendant toute la guerre, ont été exécutés dans un combat sérieux d'infanterie. Il ne faut pas compter comme exécutés tous ceux qui ont pu être tentés inutilement. Les cas isolés dans lesquels on constate l'exécution des feux d'ensemble sont généralement des surprises des Français. Ainsi, dans un combat de nuit, à Villersexel, le 25e régiment a exécuté, par un beau clair de lune, quelques salves qui ont produit un excellent effet.

« Mais on a si peu employé les feux d'ensemble, même dans la défensive pour laquelle la théorie les recommande particulièrement, que les quelques exemples qu'on en trouve ne sont qu'une exception. Même derrière des abris, des retranchements de campagne, des barricades, on aimait mieux faire exécuter un feu

violent par d'épaisses chaînes de tirailleurs que des feux d'ensemble par des troupes en ordre serré.

« La troupe qui exécute un feu de salve est toujours forcée de se montrer pendant un certain temps et les tirailleurs ennemis en profitent pour l'accabler de leur feu, lui causer de grandes pertes et empêcher en partie l'exécution du feu de salve. On objectera que les dépêches parlent constamment de salves ayant produit de grands résultats; nous répondrons à cela que beaucoup de ces salves dont parlent les comptes rendus n'ont jamais réussi qu'à faire des essais défectueux et surtout infructueux. Les officiers d'infanterie qui ont combattu des jours entiers dans de sanglantes batailles sont les seuls témoins auxquels on puisse s'en rapporter. »

Emplacement des soutiens. — « L'effet meurtrier de la mousqueterie montrait bien vite à chaque chef qu'il fallait, de *toute nécessité,* déployer des lignes très épaisses de tirailleurs, soit pour répondre convenablement au feu de l'ennemi, soit pour ne pas être obligé de les faire appuyer par des soutiens aussi près que possible, des lignes de tirailleurs, afin de pouvoir les secourir immédiatement. L'application pratique a été souvent contraire à ce principe et nous préférerions personnellement qu'il fût recommandé de tenir les *soutiens aussi loin que possible,* c'est-à-dire assez loin, pour qu'ils n'éprouvent pas de trop grandes pertes, mais en restant toujours à même de secourir les lignes de tirailleurs. D'ailleurs, le feu des Français était souvent si meurtrier qu'il n'était pas possible, quand le terrain n'offrait aucun abri, de tenir les soutiens composés de troupes en ordre serré assez près de la ligne des tirailleurs, c'est-à-dire 100 ou 150 pas, même en les faisant coucher. Il fallait donc ou tenir les soutiens plus loin, ou les déployer également en tirailleurs. On a pris le second parti d'autant plus souvent qu'il était nécessaire de renforcer la ligne de tirailleurs sur certains points et de combler les vides produits en peu de temps par le feu de l'ennemi. Quand le terrain était accidenté et offrait plus de protection, il était souvent possible de tenir les soutiens plus près de la ligne ; mais ils leur arrivait fréquemment de se disperser quand on les portait en avant, ce qui ne se faisait nécessairement qu'avec précaution, de se déployer en partie et de se joindre aux

tirailleurs. Ajoutons à cela qu'il était extrêmement difficile aux officiers de tenir leur monde réuni, le bruit de la fusillade couvrant souvent leur voix et empêchant une grande partie des hommes d'entendre leurs commandements; ils ne pouvaient souvent agir que par *leur exemple* et leur *attitude personnelle*, et *leur bravoure* les portaient naturellement en avant, c'est-à dire sur la ligne même des tirailleurs. »

Voici l'opinion du général sur les feux aux grandes et aux petites distances.

Feux aux grandes et aux petites distances. — « L'infanterie allemande laissait arriver ses adversaires jusqu'à 400 ou 300 pas avant de commencer le feu. Cette tactique, excellente en elle-même, est encore meilleure lorqu'on a un fusil inférieur à celui de l'ennemi. Il était difficile quelquefois d'avoir cette patience au milieu des projectiles que faisaient pleuvoir les Français. Les jeunes troupes françaises qui ont combattu pendant la deuxième partie de la guerre surtout, ouvraient le feu à des distances insensées, — naturellement, ce feu nous causait moins de pertes encore quand nous étions en position que quand nous attaquions; le nôtre, au contraire, commencé à bonne portée, produisait toujours un effet considérable. Si, par impatience ou précipitation, on se laissait aller à commencer le feu à de trop grandes distances, l'effet était moins considérable, et la *direction du combat et des troupes*, aux moments importants de l'attaque, devenait plus difficile. De notre côté, on a pu souvent remarquer de l'impatience et de la précipitation. Beaucoup de soldats tiraient de loin sans voir, beaucoup même, malgré le soin avec lequel on les exerce à combattre en tirailleurs, tiraient sur ceux qui se trouvaient devant eux. »

Il est utile de connaître, pour la suite, l'avis du général sur les attaques de front.

Attaques de front. — « En 1870, la pensée dominante de la tactique allemande est que, par suite des difficultés que présente l'attaque de front, il faut chercher à tourner l'ennemi. Cette règle convient actuellement à la plupart des cas.

Mais, le combat était souvent engagé de telle manière que l'action de l'artillerie était suivie d'une attaque immédiate sur le

centre français, avant que le mouvement tournant eût produit son effet. Les critiques nous ont souvent reproché cette manière de faire et les pertes énormes qu'elle nous a occasionnées, mais ils oublient *que, quand on veut forcer l'ennemi à livrer bataille*, il est souvent nécessaire de l'attaquer de front pour le maintenir en place, car autrement il pourrait échapper par une prompte retraite au mouvement tournant et, même, se jeter pendant leur marche sur les colonnes chargées de cette manœuvre. »

En résumé :

Commençons par retrancher ce qu'on n'y a pas vu, c'est-à-dire *les feux d'ensemble dans le combat de mousqueterie, peu ou point d'attaques par des troupes en ordre serré, quand, par hasard, le cas s'est présenté, la troupe assaillante était très petite ; jamais une colonne de bataillon.*

Nous voyons au contraire :

Grand déploiement de tirailleurs des deux côtés. Combat de mousqueterie de longue durée, avançant graduellement et souvent marqué par de nombreuses fluctuations.

Enfin, des attaques de flanc ou l'épuisement d'un parti suivi d'une marche en avant exécutée par l'adversaire, ou une épaisse ligne de tirailleurs lancée au pas de course et cherchant à déloger l'ennemi à tout prix, ces gens étant persuadés qu'ils étaient perdus en cas d'échec et de retraite.

Des deux côtés grande dispersion, mélange des troupes, surtout en terrain accidenté, par conséquent direction difficile et restreinte.

Chez les Allemands, plus de calme et de sang-froid, emploi des feux à de plus petites distances que chez les Français ; chez ces derniers, précipitation et emploi des feux à de grandes distances.

Par application des principes que l'expérience de la guerre a confirmés, le général Boguslawski préconise :

1° L'essaim de tirailleurs comme formation unique de combat pour toutes les troupes du champ de bataille ;

2° Le feu à volonté ;

LA

LÉGION ÉTRANGÈRE

ET LES

TROUPES COLONIALES

CHAPITRE PREMIER.

EXPOSÉ DU ROLE COLONIAL DE LA LÉGION ÉTRANGÈRE DEPUIS 1883. — OPPORTUNITÉ DE SON CLASSEMENT DANS L'ARMÉE COLONIALE.

Erreurs ou oublis de la loi du 7 juillet 1900 en ce qui concerne la légion étrangère. — Attribution défectueuse de la légion au simple rôle de réserve de l'armée coloniale. — Exposé du rôle colonial de la légion étrangère depuis 1883. — Sa composition, son mode de recrutement. — Aptitudes et tendances des légionnaires; opportunité de leur emploi au service colonial. — Nécessité du classement de la légion étrangère dans les troupes coloniales.

S'il est un corps qui, depuis vingt ans, a fait ses preuves comme troupe coloniale, c'est bien la légion étrangère. Il était donc permis d'espérer que les dispositions législatives récentes classeraient définitivement la légion dans les troupes coloniales. Chose étrange, presqu'aucun des nombreux projets de loi parus en 1900, concernant l'organisation de ces troupes, n'a proposé le classement de la légion parmi les troupes coloniales proprement dites. La plupart de ces projets lui ont attribué le rôle assez mal défini de réserve de l'armée coloniale, classement que le vote de la loi du 7 juillet 1900 a définitivement consacré.

Or, par définition même, une réserve est une troupe à laquelle

on ne touche, à laquelle on ne fait appel qu'en cas d'absolue nécessité et pour parer à des situations critiques ou à des besoins extraordinaires. Tel n'est, cependant, pas le rôle qui avait été dévolu, telle n'est pas la situation qui avait été faite à la légion étrangère depuis 1883, date du début de son emploi colonial. Au cours de la période écoulée depuis cette date déjà lointaine, l'emploi de la légion ne fut pas limité à quelques expéditions exceptionnelles; on ne se borna pas à lui faire appel de temps à autre pour parer à une pénurie momentanée d'autres contingents coloniaux ; la légion fut employée, depuis 1883, au service colonial proprement dit, à l'occupation effective et permanente de nos possessions coloniales, au même titre que l'infanterie de marine, du moins en ce qui concerne l'Indo-Chine et Madagascar.

En conséquence, dans le monde militaire, on attendait généralement, des dispositions législatives qui allaient être adoptées, une consécration définitive de la légion étrangère au service colonial; il semblait que son adjonction à l'infanterie et à l'artillerie de marine s'imposât et permît de donner ainsi à l'organisation de l'armée coloniale toute l'ampleur désirable.

Ce n'est donc pas sans étonnement et sans une certaine déception que les officiers au courant des choses coloniales ont vu les différents projets, qui ont abouti à la loi du 7 juillet 1900, persister à maintenir la légion hors des troupes coloniales, comme si elle n'eût jamais été affectée au même service que celles-ci et la classer dans le rôle singulier de « réserve » de l'armée coloniale, bien qu'en fait son emploi comme troupe « d'occupation permanente » coloniale fût consacré depuis bientôt vingt ans.

On ne peut s'expliquer cette solution qu'en songeant combien l'organisation de la légion étrangère, sa composition, son rôle colonial depuis 1883 sont choses assez mal connues, non seulement du grand public et du monde parlementaire, mais de certains milieux mêmes de l'armée. Aussi, lors de la discussion de la loi du 7 juillet 1900, ne s'est-il trouvé aucun orateur pour attirer l'attention sur l'étrange anomalie des dispositions du projet de loi en ce qui concernait la légion. Comme, d'ailleurs, l'accord s'était par avance établi entre le gouvernement et la commission de l'armée au sujet du sort fait à la légion, les dispositions du projet de loi furent adoptées telles quelles, et c'est

ainsi que la légion se trouve actuellement définitivement classée dans la catégorie de réserve de l'armée coloniale.

Cette réserve se composerait, d'après le texte de la loi, de la légion étrangère, des tirailleurs algériens et des bataillons d'infanterie légère d'Afrique.

En ce qui concerne les tirailleurs algériens et les bataillons d'infanterie légère d'Afrique, des considérations issues du mode de recrutement particulier à l'une et l'autre de ces troupes ont sans doute paru militer en faveur de leur affectation au rôle de réserve de l'armée coloniale. Développer et discuter ici ces considérations serait sortir du cadre que nous nous sommes tracé. Nous nous bornerons à dire qu'aucune des raisons bonnes ou mauvaises qui ont déterminé l'affectation des tirailleurs algériens et de l'infanterie légère d'Afrique au simple rôle de réserve de l'armée coloniale ne saurait s'appliquer à la légion étrangère.

Nous allons exposer, en entrant dans quelques détails, la constitution actuelle de la légion étrangère, son mode de recrutement, ainsi que les aptitudes des légionnaires, suivant les catégories que présente un milieu composé d'éléments si divers.

*
* *

La légion étrangère, dont l'organisation est réglée par le décret du 14 septembre 1864, a ses sources de recrutement dans deux éléments distincts : 1° l'élément étranger, c'est l'élément normal et le plus important ; 2° l'élément français.

1° *Élément étranger*. — L'élément étranger le plus abondant, avons-nous dit, se recrute parmi les individus de nationalités quelconques, volontaires pour le service colonial ; nous spécifions « volontaires », attendu que les étrangers ne contractent généralement un engagement pour la légion qu'avec l'espoir d'être dirigés sur les colonies à bref délai après leur incorporation.

Rappelant, sans insister davantage, les tendances qui de tout temps ont caractérisé les Allemands et les Suisses en ce qui concerne le fait de se lier volontiers au service de l'étranger (reîtres et lansquenets ; régiments allemands et suisses de l'ancienne monarchie, etc.), nous dirons que nos expéditions coloniales des

vingt dernières années ont eu un très grand retentissement à l'étranger, particulièrement en Allemagne, en Suisse et en Belgique. Nos conquêtes du Tonkin, du Soudan, du Dahomey et de Madagascar y ont déterminé, chez certaines catégories d'individus un réel engouement pour les aventures coloniales. C'est ce qui explique l'affluence constante des étrangers venant contracter en France un engagement volontaire pour la légion.

Nous le répétons, car c'est un point essentiel : la majeure partie de ces étrangers nous viennent mûs par le désir de courir les aventures de par le monde, et l'on ne saurait vraiment trop mettre à profit des tendances aussi nettement caractérisées et qui permettent l'économie des contingents et du sang français.

L'élément étranger qui forme ainsi la clientèle habituelle de la légion peut se répartir en trois catégories :

1° Jeunes étrangers n'ayant pas encore accompli de service militaire dans leurs pays d'origine ;

2° Étrangers déserteurs ;

3° Étrangers ayant satisfait à la loi militaire de leur pays d'origine.

La première de ces catégories, en raison de l'âge, est inutilisable d'emblée pour le service colonial. On a soin de maintenir ces jeunes gens dans les portions centrales d'Algérie et on ne les envoie aux colonies que lorsqu'ils ont atteint l'âge et le développement physique désirables. Comme la durée de l'engagement volontaire pour la légion est invariablement fixée à cinq ans, un jeune soldat qui, au début de son congé, était inapte au service colonial, a le temps d'acquérir, au cours de ces cinq années, les conditions d'endurance nécessaires, et, quand il réunit environ trois ans de services effectifs en Algérie, il est généralement devenu une bonne recrue pour le service colonial.

Les deux autres catégories d'étrangers fournissent à la légion un nombreux contingent immédiatement utilisable et particulièrement solide en raison de l'âge ; c'est là, on peut le dire, un des meilleurs éléments de la légion.

On remarquera que nous n'avons pas ouvert de catégorie spéciale pour les Alsaciens-Lorrains. En effet, outre que le nombre des jeunes gens émigrant d'Alsace en France a considérablement diminué depuis une dizaine d'années, la forte propor-

Pour terminer l'exposé des diverses catégories de Français que l'on rencontre à la légion, nous avons à citer les deux catégories exceptionnelles suivantes qui, par leur composition, font contraste avec les précédentes :

1° Celles des jeunes gens qui, libérés du service militaire en France ou en Algérie, gradés ou non, munis de leurs certificats et désirant suivre la carrière militaire en servant spécialement à la légion, contractent dans ce corps un engagement volontaire au titre étranger. La plupart des jeunes gens de cette catégorie obtiennent les galons de sous-officiers, et quelques sujets de choix parviennent même officiers au titre étranger [1].

A cette catégorie, on pouvait naguère rattacher celle des jeunes Alsaciens et des jeunes Lorrains nés avant 1870, lesquels, au cours des dix ou douze premières années qui suivirent l'annexion, fournirent à la légion un si sérieux appoint d'engagés volontaires. Ces jeunes Alsaciens-Lorrains, naturalisés français au cours de leur service militaire, fournirent à la légion bon nombre d'officiers ;

2° La catégorie des sous-officiers venant des régiments de France ou d'Algérie, soit après permutation pour convenances personnelles avec des sous-officiers d'origine étrangère naturalisés français et autorisés à passer dans les troupes métropolitaines, soit exceptionnellement par mutation d'office prononcée

---

[1] Les officiers servant au titre étranger proviennent :

1° D'étrangers, officiers dans leurs pays d'origine, qui, accrédités ou non par leurs gouvernements respectifs, obtiennent du gouvernement français la faveur de servir à la légion comme sous-lieutenants au titre étranger ;

2° Des sous-officiers français ou naturalisés français servant à la légion au titre étranger qui sont promus sous-lieutenants au titre étranger pour faits de guerre ou qui sont reçus à l'école de Saint-Maixent par voie de concours ; ces derniers sortent de cette école sous-lieutenants au titre étranger ;

3° Des officiers français démissionnaires et qui obtiennent de reprendre du service comme officiers au titre étranger avec leur ancien grade ;

4° Enfin, pendant l'expédition du Tonkin, entre 1885 et 1892, on a admis un certain nombre d'officiers de réserve français à prendre du service à la légion comme sous-lieutenants au titre étranger ; cette source de recrutement des officiers au titre étranger est actuellement close.

Les sous-lieutenants au titre étranger sont promus lieutenants au titre étranger après deux ans de grade. Les lieutenants au titre étranger passent capitaines au titre étranger, au choix ou à l'ancienneté.

Les officiers servant au titre étranger peuvent être admis au titre français après plusieurs années passées dans le titre étranger ; cette faveur leur est accordée par décret. (Voir art. 52 de l'Instruction ministérielle du 1er juillet 1901.)

par le Ministre de la guerre. Les uns et les autres de ces sous-officiers servent « au titre français ».

Telles sont les différentes catégories suivant lesquelles on peut grouper, d'une part les éléments étrangers, d'autre part les éléments français de la légion ; les détails dans lesquels nous sommes entré donneront quelques éléments d'appréciation sur leur valeur respective, physique et morale.

En résumé, on voit qu'à part deux catégories de très jeunes engagés volontaires, français ou étrangers, la légion présente dans son ensemble, en raison de l'âge moyen du personnel incorporé, une composition éminemment propre au service colonial.

Sur les nombreuses catégories que nous avons distinguées, nous en trouvons deux seulement présentant des sujets de moins de vingt et un ans ; encore faut-il tenir compte de la durée de l'engagement pour la légion, invariablement fixée à cinq ans, disposition qui permet aux jeunes engagés volontaires d'atteindre bien avant la fin de leur congé l'âge requis pour le service colonial. Deux catégories ne comprennent que des hommes ayant au moins dépassé l'âge de l'incorporation dans les divers contingents européens, soit vingt et un ans. Enfin, les autres catégories, les plus importantes d'ailleurs, ne comptent que des hommes faits ayant en général dépassé l'âge de vingt-cinq ans.

On voit donc que la légion présente bien, dans son ensemble, une composition éminemment favorable au service colonial.

Nous n'entamerons pas ici d'étude psychologique ou pittoresque des divers contingents qui alimentent la légion étrangère, la question ayant été traitée par de plus compétents. Le côté psychologique a été traité de façon magistrale par le colonel de Villebois-Mareuil dans son étude « La Légion étrangère » parue, en 1895, dans la *Revue des Deux Mondes ;* la note pittoresque a été donnée dans différentes publications plus ou moins récentes [1] ; nous y renvoyons le lecteur. Qu'il nous suffise de dire qu'en dépit de la variété des contingents qu'incorpore la légion, un

---

[1] A citer notamment, *La Légion étrangère*, par Georges d'Esparbès.

esprit de corps des plus développés et particulièrement vivace entretient l'homogénéïté désirable dans cet amalgame d'hommes d'origines si diverses, et qu'on arrive sans peine à maintenir la bonne harmonie dans un milieu qui paraîtrait, à première vue, rappeler singulièrement la légendaire tour de Babel[1].

Prétendre que, dans une agglomération aussi considérable qu'est la légion, à côté de bons éléments il n'y en ait pas aussi de fort médiocres, serait puéril; au surplus, nous avons, dans les paragraphes précédents donné suffisamment d'indications sur les catégories d'individus dans lesquelles s'opère le recrutement des légionnaires.

Nous laisserons dans l'ombre certaines plaies inhérentes à la constitution organique de ce corps et ne parlerons pas autrement de la triste catégorie qui, le plus généralement issue des compagnies de discipline, des prisons militaires et des ateliers de travaux publics, encombre en permanence les locaux disciplinaires des casernes de la légion. Nous ne nous arrêterons pas davantage sur la catégorie des individus qui, abusant des facilités d'engagement souvent trop grandes tolérées par certains bureaux de recrutement, viennent à la légion uniquement pour trouver un lit et une gamelle, transformant ainsi en une succursale des établissements de charité publique un corps dont tous les éléments devraient être tenus d'une vigueur exceptionnelle.

---

[1] *Décomposition de l'effectif du 1er régiment Étranger par nationalités à la date du 31 décembre 1897.*

		Report	6,929
Français	1,612	Américains	29
Alsaciens-Lorrains ou se disant tels	1,551	Turcs, Arméniens, Egyptiens.	29
Allemands	1,441	Anglais	21
Belges	1,007	Tunisiens	13
Suisses	573	Serbes	13
Italiens	268	Roumains	10
Autrichiens	214	Danois, Norwégiens, Suédois	10
Luxembourgeois	106	Grecs	9
Hollandais	65	Portugais	1
Espagnols	51	Sénégalais	1
Russes	41	Hindou	1
A reporter	6,929	TOTAL	7,066

Que ne soulage-t-on pas les régiments étrangers, par voie de réforme, de toutes ces non-valeurs physiques ou morales qui ne sont pas seulement encombrantes, mais sont, de plus, pernicieuses pour le maintien de la discipline ?

Nous nous en tiendrons à la catégorie heureusement la plus nombreuse, celle des légionnaires qui, marchant et combattant, continuent les traditions de leurs devanciers et ont depuis vingt ans maintenu intacte la vieille réputation de la légion.

Certes, il n'y a pas lieu de s'étonner que l'exercice du commandement en garnison ne soit parfois en butte à quelques épreuves, dans une troupe composée d'éléments essentiellement hétérogènes. Plus qu'ailleurs il y faut au chef beaucoup de doigté ; à une fermeté inébranlable il doit unir beaucoup de patience et d'indulgence, aussi quelque philosophie. Toutefois, le chef qui, sans se laisser rebuter dans sa tâche, sait s'intéresser aux légionnaires, leur être indulgent, s'occuper de leur bien-être avec sollicitude, ce chef rencontre rarement dans la légion des natures foncièrement rebelles à son influence. Viennent les jours d'épreuve, les situations souvent critiques de la guerre coloniale, et il recueillera le fruit de ce qu'il aura semé. C'est alors, non en garnison, que se révèleront les qualités bien connues de bravoure, d'endurance, de mépris du danger qui font du légionnaire des bonnes catégories un outil si apprécié de conquête et d'occupation coloniales.

Ayant pour la plupart, suivant leur propre dire, longtemps *trimardé* avant de venir s'asseoir aux réfectoires de Bel-Abbès et de Saïda, les légionnaires possèdent en général des qualités toutes spéciales de résistance physique et d'endurance. C'est dans sa préalable et dure existence de *trimardeur* que le légionnaire a généralement puisé sa notable aptitude à résister aux fatigues et aux épreuves de la vie coloniale. C'est là qu'il faut en partie chercher l'explication de la plus-value de rendement constatée dans l'emploi de la légion aux colonies, comparé à celui des autres contingents européens. A ces causes physiques ou morales, il faut adjoindre aussi les effets des dispositions organiques qui ont maintenu à la légion le service à long terme ; ces dispositions, s'ajoutant à celles qui facilitent les engagements, permettent de faire un choix parmi des effectifs perpétuellement florissants et de n'attribuer aux détachements coloniaux que des

hommes faits et possédant généralement les aptitudes physiques désirables.

Au surplus, l'adaptation de la légion au service colonial remonte déjà à près de vingt années, et les résultats qui en ont été obtenus sont connus de tous. La légion a donc fourni ses preuves, non seulement comme troupe expéditionnaire, ce que personne ne met en doute, mais aussi, et il nous parait nécessaire d'insister sur ce point, comme troupe « d'occupation permanente coloniale ». Son rôle au Tonkin, au Dahomey, à Madagascar, doit être présent à toutes les mémoires et l'on ne saurait ignorer ou oublier la part considérable qu'a prise la légion, non seulement à la conquête, mais aussi à l'occupation et à l'organisation de toutes ces colonies.

Il y a donc lieu de s'étonner qu'au moment où, par la voie législative, nos troupes coloniales étaient enfin dotées de statuts définitifs, qu'au moment où, dans le monde militaire colonial, chacun s'attendait à voir ces dispositions législatives consacrer la spécialisation de la légion comme troupe coloniale, on ait cru devoir persister à maintenir la légion dans un rôle à côté et dans la situation fausse qui lui est faite depuis de trop longues années et dont pâtissent ses officiers et ses cadres inférieurs.

Il est une considération qui devait suffire à elle seule à déterminer le classement de la légion étrangère dans l'armée coloniale : c'est qu'on se ménageait ainsi, pour la constitution des éléments européens de cette armée, l'utilisation des forts effectifs que présente la légion ; avantage d'autant plus appréciable que les effectifs de l'ex-infanterie de marine, nouveau style infanterie coloniale, sont, comme on sait, fort insuffisants. En maintenant la légion hors de l'armée coloniale, on s'est bénévolement privé d'un appoint sérieux pour la constitution des contingents européens de cette armée.

Nous avons dit combien étaient généralement peu connues les choses qui concernent la légion. Il n'est donc pas étonnant qu'on n'ait pas su apprécier à leur valeur l'importance de ses effectifs et la richesse numérique que procurent à ceux-ci les dispositions organiques suivant lesquelles s'opère le recrutement des légionnaires. C'est ce qui explique qu'on ait pu méconnaître l'importance de l'appoint que la légion était en mesure d'appor-

ter à la constitution des contingents européens de nos forces coloniales.

On trouvera un élément d'appréciation de l'importance des effectifs de la légion étrangère dans cette simple donnée que, durant tout le cours de la période d'expansion coloniale écoulée depuis 1883, les dépôts de la légion se sont constamment trouvés en mesure d'entretenir, sur le pied du complet budgétaire de 150 hommes, l'effectif de chacune des compagnies de la légion stationnées aux colonies ; que tout en même temps l'effectif moyen des compagnies actives des portions centrales de la légion en Algérie, se maintenait en permanence au chiffre d'environ deux cents hommes, chiffre souvent même dépassé et qui s'est élevé parfois jusqu'à celui de 250 hommes et au delà.

Nous exposerons qu'il en est tout autrement de l'ex-infanterie de marine, aujourd'hui infanterie coloniale ; nous rappellerons les difficultés qu'apportent à l'entretien de ses effectifs les conditions actuellement imposées à son recrutement ; nous montrerons les formations coloniales européennes de cette arme constamment tenues au-dessous de l'effectif réglementaire en raison de l'appauvrissement de ses ressources en personnel. Il sera facile d'en conclure qu'il existe un gros déficit sur l'ensemble des effectifs européens des unités d'infanterie coloniale stationnées aux colonies en dépit de l'extension donnée au groupement régimentaires de celles-ci.

Nous ferons suivre ces considérations d'un exposé de l'organisation des régiments étrangers et de la situation de leurs effectifs. Cet exposé complétera les indications déjà données ci-dessus et, en rappelant l'importance de l'appoint annuel que la richesse de ses effectifs a permis à la légion de fournir aux garnisons coloniales depuis 1883, il fera ressortir la majoration que la légion est en outre en mesure d'apporter à cet appoint pour compenser le déficit constaté dans les effectifs coloniaux de l'infanterie coloniale.

De cet exposé il sera facile de conclure combien il est fâcheux que les dispositions législatives récentes n'aient pas assuré le classement définitif de la légion dans les troupes coloniales, mesure qui seule pouvait assurer l'utilisation complète des effectifs de la légion au grand bénéfice de la défense de nos colonies. Est-il besoin d'ajouter combien, à égalité d'effectifs, l'entretien des

formations de la légion étrangère recrutées par voie d'engagements volontaires sans prime, est plus économique, pour les finances de l'État, que l'entretien de formations recrutées en majeure partie moyennant paiement de primes onéreuses ?

Nous allons examiner tout d'abord la situation actuelle des effectifs dans l'infanterie coloniale.

G. M.

(*A continuer.*)



LA

MANŒUVRE SUR LE PANORAMA

pour les petites unités[1].

INTRODUCTION.

Loin de nous l'idée que la manœuvre sur le panorama puisse dispenser de l'exercice sur la carte ou remplacer avantageusement la manœuvre sur le terrain.

On doit plutôt la considérer comme une transition entre ces deux parties essentielles de l'éducation militaire, entre lesquelles il existe une lacune souvent dangereuse parce qu'elle fait naître l'équivoque. Cette lacune, nous allons l'indiquer, et si, par le panorama, nous parvenons à la combler, nous aurons démontré son profit et son utilité au point de vue de la préparation à la guerre.

I.

LA MANŒUVRE SUR LE TERRAIN ET SUR LA CARTE.

En dépit des invraisemblances fatales et inhérentes à l'état de paix, la manœuvre sur le terrain est, à tout prendre, le plus parfait moyen d'instruction, parce qu'il réunit et coordonne vers un but commun la conception et l'exécution.

La part exécutive de l'enseignement, qui consiste à se familia-

---

[1] Voir *Le Paysage militaire*. — Emploi du croquis panoramique en campagne et dans les reconnaissances, paru dans les livraisons de septembre et octobre 1901, du *Journal des Sciences militaires*.

riser au contact de la troupe, à la conduire, à la mouvoir et finalement à l'engager, y trouve à peu près son compte.

Il n'en est malheureusement pas de même de la part conceptive, qui consiste à juger les situations et à décider de l'opportunité des mouvements selon les données du terrain. La raison en est simple.

Une fois sorti de la garnison avec la troupe, il faut s'en servir et l'occuper à tout prix ; il faut agir en présence de difficultés matérielles qui sont le respect des cultures et des propriétés, le temps réparti d'avance entre la manœuvre et le repos, les heures nécessaires à l'aller et au retour. Il s'en suit que le jugement, à la fois préoccupé et gêné par des considérations toutes différentes de celles qui se présenteraient dans la réalité, n'a guère le temps de se former sur le terrain même et d'apprécier le parti qu'il pourrait en tirer.

On marche donc aux invraisemblances et, faute de ne pouvoir faire mieux, on fait consciencieusement du mécanisme (ce qui est déjà beaucoup au point de vue de l'exécution) ; mais, il est assez exact de dire, que, si à la manœuvre on agit beaucoup, en revanche on réfléchit peu, au sens purement tactique du mot.

S'agit-il notamment de l'instruction des petites unités et des exercices élémentaires du service en campagne (grand'gardes, petits postes, patrouilles) un temps considérable se perd en allées et venues, pour rectifier des erreurs de jugement commises par les subordonnés et qui indiquent clairement que leur esprit aurait dû être préparé à l'appréciation du terrain avant de les conduire à l'exécution.

Il est juste de reconnaître que la manœuvre de cadres remédie en partie à ces inconvénients, puisqu'elle supprime le souci d'occuper la troupe et de respecter les cultures. Mais un autre inconvénient surgit : les cadres une fois lancés à travers champs sont livrés à eux-mêmes, de sorte que l'enseignement devient difficile à coordonner et que sa direction reste douteuse.

L'expérience de ces exercices tend d'ailleurs à prouver que l'esprit des gradés inférieurs y travaille peu, parce qu'ils n'ont plus le souci de conduire une troupe qui les suit, dont ils sont responsables, et qui juge leurs actes, ce qui est un stimulant

puissant pour leur amour-propre ; il en résulte que la somme effective de travail ne vaut généralement pas le déplacement.

Pour former le jugement et le coup d'œil, quel moyen d'enseignement reste-t-il ? L'exercice sur la carte, où semble en effet se concentrer exclusivement la part conceptive de la manœuvre. Il est indiscutable que la carte est de première nécessité pour concevoir et orienter toute opération si simple qu'elle soit (à ce seul titre on ne saurait en supprimer l'usage) ; mais là s'arrête malheureusement son rôle, et, sitôt le contact pris avec l'ennemi, son utilité s'efface devant la réalité du théâtre où va se jouer la partie.

Dans une manœuvre dont on voudrait poursuivre les différentes phases sur la carte, il arrive un moment où, par suite d'abstractions constantes sur la nature du terrain, son aspect et les vues qu'il offre, on s'écarte absolument de la réalité pour rentrer dans le domaine des combinaisons théoriques que suggère la vue à vol d'oiseau. Or, il ne sera pas donné aux différents chefs d'unité de diriger une action comme une partie d'échecs et de prévoir, comme le feraient des aéronautes, ce qui se passera en avant d'eux ou sur leurs flancs. Derrière les masques successifs qu'offrent la nature du sol et son relief, c'est au contraire l'imprévu qui règne, ce sont les éventualités incertaines, plus ou moins éclaircies par des renseignements vagues et parfois douteux. Comment ne pas admettre que dans de pareilles circonstances l'esprit raisonne et juge tout autrement et avec moins de hardiesse que devant la carte ? En demandant au plan topographique plus que ce qu'il est à même d'apprendre comme conduite et emploi de la troupe, on s'expose donc à de fâcheuses déconvenues, et voilà précisément la lacune que nous nous proposons de combler par la manœuvre sur le panorama.

Est-ce à dire que ce genre d'étude nous donnera complètement le sentiment de la réalité ? Evidemment non ; ce n'est qu'un plastron, mais un plastron plus parlant et plus concret que la carte; qui porte en germe une gymnastique saine pour le coup d'œil, l'esprit de décision et la science du terrain.

II.

PRINCIPE DE LA MANŒUVRE SUR LE PANORAMA ; SES AVANTAGES.

En principe, la manœuvre sur le panorama n'est autre chose qu'un exercice de cadres exécuté en chambre et qui se déroule sur un terrain représenté par ses horizons successifs.

Ce procédé offre non seulement l'avantage de matérialiser en quelque sorte la manœuvre et de lui donner un cachet plus réel que la carte, mais il permet aussi, sur chaque cas concret, la discussion et la critique immédiates, en présence et au profit de tous (ce qui ne peut généralement pas avoir lieu sur le terrain).

Les difficultés inhérentes à l'exécution de certains mouvements, plus tangibles par suite de l'aspect du terrain, et, d'autre part, l'aléa qui résulte de ne pouvoir d'emblée tout embrasser du regard, mettent en évidence bien des incertitudes et aussi bien des nécessités dont la carte ne saurait donner une idée. Il en résulte (et ceci se constate au premier essai) que les ordres deviennent plus sobres d'indications et plus circonspects ; ils rendent à chacun la part d'initiative qui lui revient, au plus grand profit de l'instruction. Le rôle des sous-ordres acquiert alors sa véritable portée, et le soin des détails devient manifeste : un chef de section, un sous-officier envoyé en patrouille, découvrent à un moment donné un terrain ou des faits que leur chef direct ignore ; ils apprennent ainsi à apprécier la valeur des renseignements qu'ils peuvent fournir, à provoquer les ordres nécessaires et, au besoin, à agir de leur propre meuvement.

Dans un autre ordre d'idées, la manœuvre sur le panorama, qui, comme nous le verrons plus loin, se prête à tous les thèmes et à tous les terrains, peut servir de compensation à certaines garnisons défavorisées qui n'ont pour manœuvrer que quelques rares enclaves de terrain, limitées par des cultures impraticables ou des étendues de banlieue dont on ne voit jamais la fin.

III.

COMMENT ET DANS QUEL ESPRIT LA RÉALISER.

La manœuvre sur le panorama varie nécessairement de portée et d'étendue, suivant qu'il s'agit :

1° De l'instruction des cadres inférieurs (sous-officiers, caporaux, voir même les éclaireurs) ;

2° De l'instruction des officiers.

L'instruction des cadres inférieurs est des plus simples à réaliser et peut facilement se donner dans la compagnie : l'officier instructeur réunit ses cadres devant le panorama ; il leur expose une situation simple d'où découle pour chacun une mission se rattachant aux petites opérations du service en campagne et du règlement de manœuvres, dont il s'attache à suivre la progression (conduite d'une patrouille, d'une pointe ou d'une tête d'avant-garde ; établissement d'une ligne de sentinelles, d'un petit poste, opérations relatives à l'établissement d'une grand' garde) ; chaque gradé interrogé juge d'après la situation le terrain et le but à atteindre, les dispositions qu'il doit prendre ; puis, au moyen d'un index quelconque (crayon ou porte-plume à pointe sèche), il indique sur le panorama, le cheminement et les emplacements qu'il ferait occuper à sa troupe.

La chose n'ira pas sans provoquer nécessairement des controverses et des avis différents ; mais c'est précisément là le bénéfice de cette instruction, à laquelle tout le monde prendra part.

L'officier directeur ne doit donc pas craindre de provoquer la discussion et d'analyser les solutions données ; car il pourra se faire ainsi une opinion éclairée de l'aptitude de ses différents sous-ordres, du tour de leur esprit et des rectifications à apporter dans leur jugement ; sa tâche s'en trouvera considérablement facilitée sur le terrain, où il pourra alors se consacrer plus exclusivement au mécanisme et à l'exécution. En ce qui concerne l'instruction des officiers, la méthode à suivre s'inspire du même principe, mais en comportant plus d'ampleur et par cela même plus d'intérêt. Il s'agit, d'après un thème donné, de laisser se développer sur le panorama une opération dont on suit les différentes phases. Le rôle du directeur de la manœuvre est ici plus délicat : il est à la fois juge et partie, en ce sens qu'il fait manœuvrer l'ennemi selon les conséquences logiques du thème adopté.

S'inspirant soit de la carte, soit d'un terrain déjà vu, il s'attache avant tout à concevoir une situation tactique simple, contenant en substance un enseignement bien net et qui soit en quelque sorte la quintessence philosophique de la manœuvre qu'il se propose de faire exécuter ; il fait alors construire le

panorama (voir plus loin les détails matériels de cette exécution); puis, ces données établies, il rédige le thème dans un sens qui provoque fatalement le contact avec l'ennemi, tout en laissant, à partir de ce moment, l'initiative et le choix des partis à prendre au chef de la troupe chargée de l'opération.

La manœuvre commence alors et se déroule par une suite de questions posées dans l'ordre logique au chef de la troupe et à ses différents sous-ordres, régulièrement constitués comme pour un exercice de cadres.

Chaque question comporte dans son énoncé un exposé concret du cas où se trouve l'officier intéressé, et le directeur de la manœuvre a soin d'y faire entrer les renseignements sur l'ennemi, qu'il juge indispensable de faire connaître.

Ces interrogations se traitent sous forme de causerie. Certaines d'entre elles, eu égard à leur importance, nécessitent une discussion où toutes les opinions ont droit de se faire jour; puis, elles exigent des ordres parfois écrits, mais plus souvent verbaux, qui restent définitifs et enrayent l'opération dans tel ou tel sens.

Les questions plus secondaires, relatives au détail des mouvements, ne comportent le plus souvent qu'un exposé des dispositions prises et indiquées sur le panorama; toutefois, elles peuvent, le cas échéant, être discutées, pour l'édification de tous.

IV.

DISPOSITIONS MATÉRIELLES A PRENDRE; EXÉCUTION DU PANORAMA.

Le directeur de la manœuvre ayant arrêté son idée au sujet du terrain qui doit être le théâtre de la manœuvre, l'expose à un officier possédant en topographie et en dessin les capacités nécessaires; puis il lui en confie l'exécution.

Ce travail n'a rien de transcendant et offre néanmoins beaucoup d'intérêt pour celui qui l'exécute : il consiste dans la représentation d'horizons successifs, se masquant en totalité ou en partie et qui se découvrent graduellement au fur et à mesure que l'on progresse.

Le panorama doit être dessiné sur un carton assez fort, mais pouvant néanmoins se découper avec les ciseaux; on a tout

intérêt à le faire grand, afin de le rendre plus saisissable et plus compréhensible, surtout dans les derniers plans.

Sa facture doit être sobre et bannir absolument les enjolivures artistiques ; il suffit que les différentes silhouettes ne laissent aucun doute sur l'identité des objets représentés, et que le relief du sol soit nettement défini.

Pour donner au dessin plus de clarté, une fois passé au trait, on le lavera au moyen de teintes plates donnant le ton local, sans recherche d'effets d'ombre et de lumière ; on obtiendra ainsi une aquarelle bien franche et parlant à l'œil, qui aura l'exactitude et la netteté d'un plan topographique (voir le panorama de la manœuvre qui suit).

Afin de bien déterminer la situation générale et d'orienter l'opération au début, il est indispensable d'adjoindre une carte au panorama. Ici, deux solutions se posent.

Si l'on admet que l'on disposera en toutes circonstances d'un document aussi précieux et aussi détaillé que le 1/80,000ᵉ, rien n'empêche en effet de joindre au panorama un croquis topographique donnant le détail dans la proportion de cette échelle, et d'autoriser à s'en servir.

Mais, en sera-t-il toujours ainsi dans les campagnes à venir et sur tous les théâtres d'opérations ? N'est-il pas plus prudent et plus instructif de mettre simplement, à la disposition du cadre qui exécute la manœuvre, un plan ne pouvant offrir que des données générales d'orientation et comportant une sobriété de détails tout au plus équivalente à celle du 1/320,000ᵉ, par exemple ? Il y aura évidemment là une difficulté de plus ; mais cette difficulté sera peut-être l'éventualité de demain ?..... A ce sujet, il est peut-être nécessaire d'ouvrir une parenthèse et d'envisager l'emploi qui se fait de la carte aux manœuvres, emploi abusif mais trop naturel, il est vrai.

Par l'habitude que nous avons de raisonner et de juger d'après la carte, nous la consultons sur le terrain, en toute sécurité, exempts d'émotion et sûrs de la troupe qui nous suit ; de sorte que pour apprécier et nous déterminer, nous nous confions bien plus au 80,000ᵉ, qu'à nos propres yeux, et ceux-ci perdent peu à peu l'habitude de voir et d'observer par eux-mêmes. Cette consultation topographique, qui se renouvelle à chaque détour de chemin, est pourtant longue et distrait bien des moments qui en

présence de l'ennemi nécessiteraient un tout autre emploi. Il faudra alors avoir constamment l'œil autour de soi, regarder le terrain et surveiller sa troupe;..... au milieu de toutes ces préoccupations, tout porte à croire que la carte restera le plus souvent dans son étui.

Une autre remarque s'impose : les indications détaillées du 80,000e permettent, en cours de manœuvre, de donner aux ordres et aux renseignements une clarté et une précision qui ne semblent pas toujours justifier du cachet de la réalité ; les uns et les autres deviennent forcément plus vagues et moins explicites quand la dénomination des localités reste incertaine et quand on n'a d'autres ressources que de les indiquer du doigt.

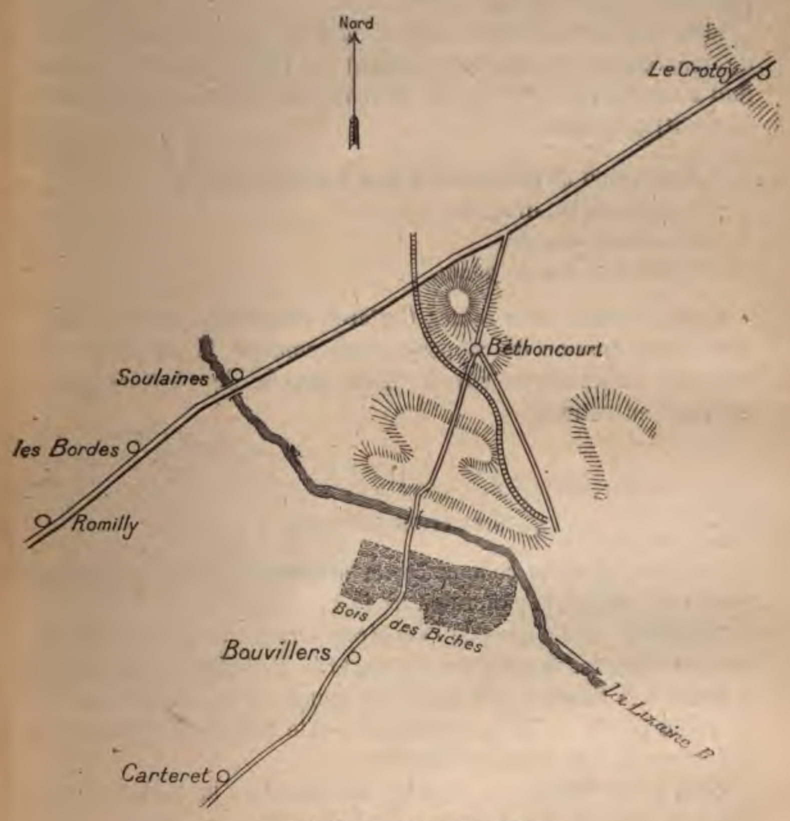
C'est cette dernière hypothèse que nous adopterons dans la manœuvre qui va suivre ; les chiffres à l'encre rouge marqués sur le panorama doivent simplement être considérés comme un expédient destiné à abréger les lenteurs du présent texte. (Au cours de l'exercice, les différents accidents du sol, en regard desquels ils sont placés, s'indiquent naturellement du doigt comme sur le terrain même.)

Nota. — 1. Tous les thèmes peuvent se traiter sur le panorama (action offensive et défensive des unités encadrées ou isolées, avant-postes, détachements, convois, réquisitions, etc.) ; il suffit pour cela que le directeur de l'exercice, sans infirmer en rien l'initiative et la liberté d'action de la troupe qui manœuvre, s'arrange par la rédaction du thème et la fixation du but tactique, à provoquer inévitablement le contact avec l'ennemi sur le terrain panoramiquement représenté.

2. La solution que nous donnons dans la manœuvre qui suit, n'en exclut pas d'autres ; elle est exposée simplement à titre d'exemple, pour fixer les idées et leur donner une suite.

Exemple d'une manœuvre sur le panorama.

But instructif de la manœuvre : Rôle d'un détachement de flanc (flanc-garde de front) dans la poursuite au contact d'une arrière-garde ennemie.



Croquis du terrain panoramique.

Échelle au 1/80,000e.

I.

THÈME DE LA MANŒUVRE.

Idée générale. — L'arrière-garde d'un parti Nord (enn battu au sud-ouest de la Lizaine, se replie vers la positio Crotoy par Romilly, Les Bordes, Soulaines; l'avant-gard parti Sud la poursuit au contact.

Idée spéciale à un détachement de flanc du parti Sud (c de manœuvre). — Le commandant de l'avant-garde du Sud a envoyé sur sa droite un détachement de flanc (flanc-g de front) comprenant :

1 bataillon de chasseurs à pied à 6 compagnies,
1 escadron de dragons,
1 batterie montée,
1 détachement du génie.

Cette colonne suit la route : Carteret, Bouvillers, Béthonco elle a pour mission de coopérer efficacement à la poursuite agissant constamment sur le flanc gauche de l'arrière-g ennemie en retraite.

II.

SITUATION INITIALE.

Au moment où va commencer la manœuvre sur le panor (voyez la carte et le panorama nº 1) :

Cavalerie. — Le gros de l'escadron arrêté à la lisière Nord bois des Biches, sa pointe d'avant-garde au bois 8; 1/2 pel à droite à la ferme 1, 1/2 peloton à gauche à la ferme 20.

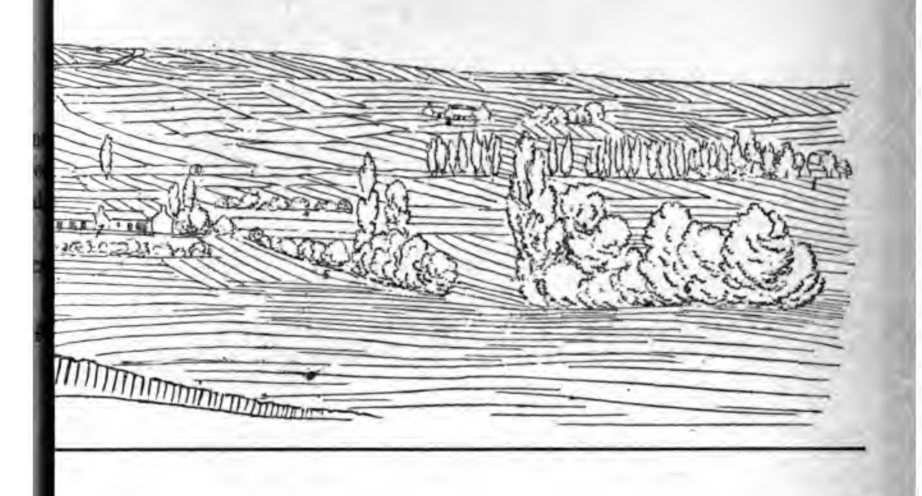
Avant-garde. — Deux compagnies et le détachement du g à l'entrée Sud du bois des Biches.

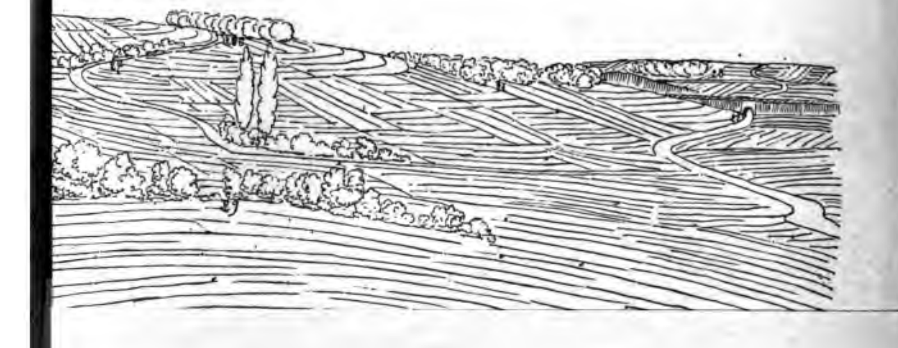
Gros de la colonne. — Quatre compagnies, la batterie e train de combat, à la traversée de Bouvillers.

Arrière-garde. — Une section de la dernière compag derrière le train de combat.

Nota. — Le commandant de la colonne marche avec l'av garde.

AMA





III.

RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR LA CAVALERIE.

Bois des Biches, 8 heures du matin. — Mes patrouilles bordent la Lizaine et ont refoulé de l'autre côté du pont deux patrouilles de cavalerie ennemie; de l'infanterie ennemie, évaluée à une compagnie, occupe une ferme sur l'autre rive, en face du pont et semble vouloir en disputer le passage.

A droite, aucun ennemi signalé sur les deux rives de la Lizaine; aucune trace de gué.

A gauche, je suis toujours en liaison avec la colonne principale ; l'ennemi résiste faiblement aux Bordes, mais on distingue à la jumelle qu'il met le pont de Soulaines en état de défense; aucune trace de gué entre les deux ponts.

IV.

DÉROULEMENT DE LA MANŒUVRE.

Question n° 1 (**Panorama n° 1**). — Au commandant de la colonne : ***Au reçu des renseignements ci-dessus, que décidez-vous ?***

Discussion. — Agir sur Les Bordes serait désormais inutile, puisque l'ennemi s'apprête à abandonner ce village ; pour être efficace, mon action doit maintenant se porter soit sur Soulaines, soit sur Béthoncourt; dans l'une ou l'autre de ces éventualités je dois m'assurer à tout prix du pont 10 et par conséquent de la crête 13.

Pour le moment, je n'ai devant moi qu'une compagnie ennemie. Cette compagnie peut être simplement un détachement laissé à tout hasard pour couvrir le flanc droit de l'ennemi en retraite, et qui compte défendre le pont 10, dans la mesure de ses moyens; mais elle peut aussi n'être qu'une avant-ligne de forces plus sérieuses, dissimulées derrière la crête 13.

En tous cas, il importe d'agir vite et avec résolution, car tout retard peut être préjudiciable, non seulement à l'occupation du pont, mais aussi à mon but ultérieur qui est d'opérer sur le flanc de l'ennemi.

Ordres donnés en conséquence. — *a*) Au commandant de l'avant-garde. — Avec vos deux compagnies franchissez le pont 10, délogez l'ennemi de la ferme 11 et occupez la crête 13; agissez avec vigueur ; au besoin, je vous ferai appuyer par l'artillerie et en cas d'urgence par d'autres compagnies.

b) Au commandant de la cavalerie. — Continuez la surveillance sur les flancs ; mais avec le gros de votre escadron tenez-vous prêt à passer sur l'autre rive, sitôt la crête 13 enlevée.

c) Au commandant du gros de la colonne. — Prenez une formation de rassemblement à l'entrée Sud du bois des Biches, prête à soutenir l'avant-garde, si l'ennnemi démasque de nouvelles forces.

d) Au commandant de l'artillerie. — Recherchez une position vers la lisière Ouest du bois des Biches, d'où vous puissiez, le cas échéant, appuyer le mouvement de notre avant-garde sur l'autre rive.

Question n° 2 **(Panorama n° 1).** — Au commandant de l'avant-garde : *Vous recevrez l'ordre de franchir, avec l'avant-garde, le pont ; de déloger une compagnie ennemie qui occupe la ferme* 11 *et le bois* 12, *puis d'occuper la crête* 13; *quelles dispositions adopterez-vous pour cette opération ?*

Discussion. — L'accès du pont semble plutôt indiqué par la droite de la route, où se trouvent plusieurs couverts, les haies 5 et 6, la ferme 7 et notamment le bois 8, propre à faciliter le passage du pont par petites fractions ; pour prendre pied sur la rive opposée, c'est au contraire le côté gauche de la route qui est le plus favorable. Pour occuper ces différents points, il conviendra d'opérer par échelons successifs qui progresseront de couvert en couvert, en se protégeant mutuellement par leurs feux.

Ordres donnés en conséquence. — L'avant-garde est chargée d'enlever la ferme 11 et d'occuper la crête 13.

a) Au premier peloton (tête et pointe d'avant-garde) : Prenez position à gauche de la route, pour protéger par votre feu la marche du reste de l'avant-garde qui va franchir le pont.

b) Au commandant de la 1re compagnie : Avec votre 2e peloton, gagnez la lisière du bois 8 et, de là, ouvrez le feu pour protéger le passage de la 2e compagnie.

c) A la 2e compagnie : Sous la protection des feux de la 1re compagnie, vous franchirez le pont et prendrez pied sur la rive opposée.

Question n° 3 (incidente) (**Panorama n° 1**). — Aux chefs des différentes fractions de l'avant-garde : *Indiquez pour l'opération ci-dessus différentes formations que vous prendrez, en montrant sur le panorama les cheminements à suivre et les emplacements à occuper au cours de l'action ?*

Emplacements pour le 1er peloton : Une section au talus du poteau indicateur, une section à la haie 19.

Cheminement jusqu'au pont II pour les autres fractions : Derrière les haies 6 et 5, la ferme 7 et le bois 8.

Positions à occuper pour prendre pied sur la rive opposée : le remblai de la route, les haies 14 et 15.

Nota. — Il nous semble indispensable d'insister particulièrement sur les deux questions qui précèdent, car elles portent en substance tout le profit de l'instruction sur le panorama, en ce qui concerne l'infanterie. De quoi s'agit-il, en effet ? D'une opération qui, sur la carte, paraîtrait fort simple et se traiterait par une solution fatalement vague et abstraite, faute de se rendre un compte exact des détails du terrain et du parti à en tirer. Mais ici, tout change, et, devant l'aspect réel des choses, on rentre mieux dans la réalité. En présence de cette compagnie ennemie, dont les feux ajustés seraient meurtriers, on se rend compte qu'il faut, sous peine d'échec, s'engager prudemment et successivement, utiliser les moindres couverts, protéger la marche par le feu et, pour employer ce moyen d'action, choisir des emplacements judicieux, afin que la progression des différentes fractions ne soit point gênée par le tir des autres.

On s'explique aussi que les ordres donnés au début d'une action ne peuvent pas tout dire et tout prévoir, et que le succès final, une fois l'opération engagée et le but indiqué à tous, dépendra de la clairvoyance et de l'initiative résolue des subordonnés.

Il y a, naturellement, des éventualités et des incidents de combat que le présent texte ne saurait développer sous peine d'entrer dans des longueurs de style interminables, mais que l'instructeur, en se pénétrant bien de la situation et du terrain,

pourra faire naître facilement, pour le plus grand bien de l'instruction.

Question n° 4 (**Panorama n° 2**). — Au commandant de la colonne : *La ferme 11 est enlevée, l'avant-garde occupe la crête 13 ; la compagnie ennemie n'a fait qu'une faible résistance et se replie en tiraillant sur Béthoncourt ; que faites-vous ?*

Discussion. — Le premier soin du commandant de la colonne sera de se porter de sa personne sur la crête 13, pour s'orienter sur la situation et le terrain, dont sa carte ne lui donne qu'une connaissance imparfaite.

Une nouvelle crête lui masque en partie l'horizon ; mais il aperçoit néanmoins Soulaines et la route que l'ennemi suit dans sa retraite ; un mamelon assez accusé à gauche de Béthoncourt ; le clocher de Béthoncourt et, plus en arrière, une autre localité qui est vraisemblablement Le Crotoy ; enfin, sur sa droite, deux vallons successifs, une voie ferrée et différentes routes.

Quant à la situation, elle n'est guère plus éclaircie, et pour cause : la cavalerie du détachement vient d'être momentanément immobilisée derrière la Lizaine.

Deux faits cependant sont acquis : 1° l'ennemi résiste dans Soulaines ; 2° la compagnie ennemie, refoulée par l'avant-garde, se retire sur Béthoncourt, où, d'après la carte et ce que laisse déjà deviner le terrain, l'ennemi devra opposer une sérieuse résistance sous peine de compromettre gravement sa retraite.

Eu égard à ces données et au terme des ordres reçus, le détachement doit-il désormais agir sur Soulaines ou sur Béthoncourt ? Telle est la question qui se pose.

Sur Soulaines, l'effet certain serait de faire lâcher pied à l'ennemi ; mais il n'y a là qu'un restant d'arrière-garde, et ce serait engager dans cette opération des forces véritablement hors de proportion avec le but à atteindre ; de ce côté, une simple démonstration suffit, et, comme il est nécessaire qu'elle soit immédiate, la cavalerie semble indiquée pour l'exécuter.

Sur Béthoncourt, l'action du détachement sera bien autrement décisive et plus en conformité avec les ordres reçus. Si le détachement parvient, en effet, à occuper Béthoncourt, il compromet singulièrement la retraite de l'ennemi ; si ce dernier résiste et l'occupe en forces, le détachement se trouve favorablement placé

pour combiner son attaque avec celle du gros de l'avant-garde, qui, après s'être emparé de Soulaines, viendra fatalement butter contre le même point.

D'ores et déjà, Béthoncourt semble donc indiqué comme objectif; mais avant tout deux nécessités urgentes s'imposent :

1° Poursuivre énergiquement la compagnie ennemie que l'on a devant soi, et l'empêcher de s'établir à la nouvelle crête, où elle jouerait tout à son profit le rôle d'avant-ligne ;

2° Rendre au plus vite à la cavalerie son champ et sa liberté d'allures, qui lui permettront d'agir et surtout de renseigner.

Ordres donnés en conséquence. — *a*) Au commandant de l'avant-garde : Continuez à poursuivre la compagnie ennemie et occupez la crête 28, 31.

b) Au commandant de la cavalerie : Le détachement se porte sur Béthoncourt et attaquera au besoin l'ennemi qui s'y trouve. Votre rôle en avant est terminé puisque nous sommes au contact de l'infanterie adverse ; laissez un peloton pour éclairer notre flanc droit, et, avec le reste de votre escadron, faites une démonstration sur Soulaines, pour en hâter l'évacuation par l'ennemi, tout en surveillant notre flanc gauche.

c) Au commandant du gros de la colonne : Reprenez la marche sur Béthoncourt.

Question n° 5 (**Panorama n° 2**). — Au commandant de la cavalerie. : *Quelles dispositions prendrez-vous pour agir sur Soulaines et surveiller le flanc gauche du détachement ?*

Je lance vers le bois 36, un demi-peloton qui aura pour mission de se tenir sensiblement à hauteur de l'avant-garde du détachement et de veiller constamment à la sûreté de son flanc gauche. Je rallie le gros de l'escadron derrière le bois 37 et je me porte d'un bond jusqu'au bois 38, que j'aurai fait reconnaître au préalable par une pointe d'éclaireurs.

Question n° 5 bis (**Panoramas n°s 2 et 3**). — Au même : *Parvenu au bois* 38, *avec le gros de votre escadron, vous vous trouvez encore à environ* 600 *mètres de Soulaines, que l'infanterie ennemie évacue, avec assez d'ordre, en suivant la route* 45 *qui mène au Crotoy ; que faites-vous ?*

Dans ces conditions, une charge heureuse et efficace paraît

douteuse : la distance est encore grande, le terrain découvert; d'autre part, mon effectif est relativement faible pour impressionner l'ennemi. Je me bornerai donc à faire le combat à pied de la lisière du bois 38, d'où mon tir peut être efficace et très gênant pour la retraite de l'adversaire.

Question n° 6 (**Panorama n° 2**). — Au commandant de l'avant-garde : *Vous occupez la crête* 13 ; *la compagnie ennemie, poursuivie par vos feux, s'est repliée sur Béthoncourt, en laissant environ une section à la lisière du bois* 31 ; *vous recevez l'ordre d'occuper la crête* 31, 28 ; *que faites-vous ?*

Discussion. — Un peloton déployé à gauche de la route sera amplement suffisant pour déloger l'ennemi qui résiste encore dans le bois 31 ; en revanche l'occupation de la crête 28, 31 demande certaines précautions, principalement à droite, où se trouvent les bois 24 et 26 et la voie ferrée 22 ; de plus, la cavalerie n'ayant pas encore repris son champ d'observation, l'avant-garde doit momentanément s'éclairer elle-même dans sa zone d'action immédiate. Il semble donc nécessaire d'envoyer une section occuper le bois 26 et patrouiller plus à droite ; de lancer également une patrouille à gauche vers le bois 36. Après s'être assuré des points 36, 31, 28, 26, le gros de l'avant-garde se portera au bois 31.

Ordres donnés en conséquence. — a). — Au premier peloton, tête et pointe d'avant-garde : Portez-vous par la gauche de la route à l'attaque du bois 31 et occupez-le face à Béthoncourt; détachez également une patrouille vers le bois 36 pour surveiller notre flanc gauche.

b) Au commandant de la 1re compagnie : Envoyez votre 3e section occuper le bois 26 avec mission de patrouiller sur sa droite ; votre 4e section se tiendra à la ferme 30, prête à appuyer les autres.

Question n° 7 (incidente) (**Panorama n° 2**). — Au commandant du 1er peloton : *Indiquez sur le panorama comment vous attaquerez le bois* 31 ?

Je porterai une section, homme par homme, à la haie 32 puis à la haie 33, d'où elle ouvrira le feu sur le bois, pendant que

l'autre section le débordera par le bouquet d'arbres 35 et la haie 34.

Question nº 8 (**Panorama nº 3**). — Au commandant de la colonne : *Votre avant-garde occupe la crête 28, 31 ; elle vous fait savoir que la compagnie ennemie est rentrée dans Béthoncourt, où arrive de l'infanterie ennemie évaluée environ à un bataillon ; sur le flanc droit, la cavalerie ne signale aucun ennemi ; sur le flanc gauche, elle vous informe que l'adversaire a complètement évacué Soulaines et se replie par la route du Crotoy. Que faites-vous ?*

Le premier soin du commandant du détachement sera de se porter à la crête 31, 26 pour apprécier par lui-même les faits qu'on lui signale et reconnaître le village de Béthoncourt, où va inévitablement se jouer la partie finale.

La situation paraît maintenant éclaircie : l'ennemi qui n'a pas suffisamment gardé le passage du pont 10 (panorama nº 1), se rend compte du danger qui en résulte pour lui et se voit dans la nécessité de défendre Béthoncourt pour assurer l'achèvement de sa retraite.

Deux partis se présentent :

Le moins compromettant serait d'attendre l'avant-garde de la colonne principale, sur laquelle le détachement n'a pas beaucoup d'avance, si l'on en juge par la distance, et de s'engager en même temps qu'elle dans une action concentrique sur Béthoncourt et la côte 41.

Mais un facteur autre que la distance intervient : c'est le temps moral nécessaire au gros de cette avant-garde pour pouvoir s'engager effectivement contre la position (Béthoncourt, côte 41) ; elle vient en effet de livrer deux combats successifs, aux Bordes et à Soulaines ; elle a besoin de se réorganiser et de relever ses éléments de tête ; en outre, il lui faudra parcourir un terrain découvert et dominé depuis Soulaines jusqu'aux pentes de la croupe 41 ; tel n'est plus le cas du détachement qui n'a livré que deux escarmouches insignifiantes et possède désormais le champ libre jusqu'à la crête 26, 31.

D'autre part, l'ennemi n'a pas eu le temps de se retrancher dans Béthoncourt, puisqu'il y arrive ; le terrain n'offre pas, il est vrai, de grandes ressources pour l'attaque de front, mais il se

prête fort bien à une attaque par le flanc gauche, grâce aux bois qui permettent d'accéder au saillant Est du village ; dans ces conditions une attaque vigoureuse et immédiate a plusieurs chances de réussir.

Ce parti est du reste conforme aux instructions reçues et au but tactique assigné. Béthoncourt enlevé, c'est la pleine réussite de l'action de flanc confiée au détachement, et la retraite de l'ennemi gravement compromise ; en supposant d'autre part que l'attaque échoue, le mal ne sera que localisé, et l'intervention de l'avant-garde principale rendra intenable la situation de l'adversaire dans le village ; enfin, tout retard apporté à l'attaque serait mis à profit par l'ennemi, aussi bien pour consommer sa retraite que pour se retrancher dans Béthoncourt.

Ordres donnés en conséquence. — *a*) Au commandant du gros de la colonne : Le détachement va attaquer Béthoncourt ; faites-lui prendre une formation de rassemblement en arrière du bois 31, que vous indiquera le porteur du présent ordre. Les commandants de compagnie se joindront aussitôt à moi pour recevoir mes instructions.

b) Au commandant de la cavalerie qui opère sur le flanc gauche : Le détachement va attaquer Béthoncourt ; maintenez la liaison avec la colonne principale et efforcez-vous d'agir sur le flanc droit de l'ennemi.

Question n° 9 (**Panorama n° 2**). — Au commandant du gros de la colonne : *Le gros du détachement marche en colonne de route sur Béthoncourt ; arrivé à la crête* 13, *vous recevez l'ordre de prendre une formation de rassemblement derrière le bois* 31 ; *au moment où la tête de la colonne arrive à la ferme* 30, *l'artillerie ennemie vous canonne de la côte* 41 ; *quels ordres donnez-vous ?*

Colonne double ouverte : 3e compagnie à droite, 4e à gauche, 5e derrière la 3e, 6e derrière la 4e ; direction : le clocher de Béthoncourt ; puis, lorsque le danger immédiat aura été évité : rassemblement en colonne double à 6 pas derrière le bois 31.

Question n° 9 bis (incidente) (**Panorama n° 2**). — Aux commandants des 3e et 4e compagnies : *Comment éviterez-vous les coups de l'artillerie ennemie ?*

3e compagnie : face à droite, et au pas de course dans le ravin 25. — 4e compagnie : face à gauche, contre le talus de la route 9. — Puis, marche par peloton, le 1er derrière la haie 33, le 2e par le bouquet de bois 35 et la haie 34.

Question n° 10 (**Panoramas 2 et 3**). — Au commandant de la colonne : *L'artillerie ennemie se démasque à la côte 41 ; que décidez-vous ?*

Cette éventualité était à prévoir et confirme que l'ennemi attache à la défense de Béthoncourt l'importance qu'elle mérite. Il n'y a aucune raison de modifier les ordres donnés ; mais le commandant de la colonne peut désormais, en pleine connaissance de cause, décider de l'emploi qu'il va faire de son artillerie. En lui assignant comme position la côte 28 (panorama n° 2), elle sera dans des conditions convenables pour lutter contre l'artillerie ennemie, battre Béthoncourt, suivre toutes les phases de l'engagement et appuyer l'attaque. Son seul inconvénient est d'être assez près (800 mètres environ) de l'infanterie ennemie ; mais la crête 28 lui sert de masque ; elle peut en outre y accéder à couvert et ouvrir le feu par surprise ; par ailleurs, se trouvant placée entre les directions probables de l'attaque de front et de l'attaque de flanc, elle sera forcément bien couverte ; au surplus, l'artillerie d'une avant-garde qui poursuit l'ennemi en retraite, n'a guère à redouter les entreprises de l'adversaire ; dans ces conditions, son emploi ne peut être jugé trop téméraire, en dépit de la distance rapprochée où elle sera engagée.

Ordre donné en conséquence. — Au commandant de l'artillerie : Le détachement va attaquer Béthoncourt de front et de flanc ; prenez position vers la côte 28, de façon à contre-battre l'artillerie ennemie et à pouvoir appuyer l'attaque de l'infanterie dont l'effort principal doit se porter sur le saillant Est du village.

Question n° 11 (**Panorama n° 3**). — Au commandant de la colonne : *L'ennemi s'est établi à la lisière sud du village ; il a occupé la ligne* 72, 56, 57, 58, 59, 60 *et la lisière sud du bois* 61 ; *son artillerie est toujours à la crête* 41 ; *quelles dispositions arrêtez-vous pour l'attaque ?*

Discussion. — Que peut-on présumer des dispositions prises par l'ennemi? Le fait de n'avoir pas occupé d'avancées et de ne pas s'être étendu au delà de la lisière du village donne à supposer que sa résistance ne sera que temporaire, et qu'il ne compte pas être renforcé; pour garnir le front qu'il occupe (environ 600 mètres), il a dû vraisemblablement mettre en ligne 3 compagnies; il lui en resterait alors 1 ou 2 comme réserve?...

En ce qui concerne l'attaque, le terrain n'est guère favorable de front; en revanche, sur la droite, il présente une suite de couverts qui conduisent presque à l'entrée du village; c'est donc de ce côté qu'il convient d'exécuter l'effort principal, en n'engageant de front qu'une attaque démonstrative.

Ordres donnés en conséquence. — Aux commandants de compagnie réunis à la crête 31 : Pour attaquer Béthoncourt, le détachement va combiner une attaque de front et une attaque par le flanc droit.

L'attaque de front (démonstrative) sera menée par les 2e et 3e compagnies.

L'attaque de flanc (décisive) sera exécutée par les 4e, 5e et 6e compagnies (cette dernière compagnie, considérée comme réserve, ne sera engagée qu'au moment de l'assaut; je marcherai avec elle). La 1re compagnie restera comme réserve générale à la crête 31, où nous sommes; tout en évitant de s'engager, elle pourra néanmoins appuyer notre artillerie et favoriser le déploiement de l'attaque de front, en faisant des feux ajustés sur l'artillerie ennemie qui ne semble pas être à plus de 1200 mètres.

L'attaque de front évitera de s'engager prématurément et avant que le mouvement de flanc soit bien accusé, pour ne pas s'exposer à marquer un temps d'arrêt fâcheux; elle prendra pour objectif l'église de Béthoncourt.

L'attaque de flanc doit être menée avec vigueur et entrain; elle cheminera le plus près possible du village, en profitant des bois qui se trouvent au delà de la voie ferrée (70, 63, 62, 61); puis, elle tâchera de prendre pied au saillant 60. Le détachement du génie marchera avec elle et pratiquera au besoin des passages sous bois.

Question n° 12 (**Panorama n° 3**). — A l'officier chargé de

conduire l'attaque de front : *Indiquez sur le panorama comment vous progresserez contre Béthoncourt ?*

Par échelons de compagnie avec la route 9 comme axe.

2e compagnie à droite; 3e à gauche. La 3e compagnie occupant successivement la ligne 50, 51, puis 53, 54, et enfin la voie ferrée ; la 2e occupant d'abord la ligne 68, 69 ; puis la voie ferrée.

Question n° 13 (**Panorama n° 3**). — A l'officier spécialement chargé de conduire l'attaque de flanc : *Avec les 4e et 5e compagnies vous êtes parvenu à couvert jusqu'à la lisière du bois* 70 ; *indiquez comment vous marcherez ensuite vers le saillant* 60 ?

Je ferai faire par peloton et successivement, au pas de course, un premier bond jusqu'à la haie 65, et un deuxième jusqu'au bois 62 ; la 4e compagnie occupera ensuite le bois 63 et ouvrira le feu de sa lisière ; la 5e occupera le bois 62, prête à donner l'assaut quand elle aura été rejointe par la 6e compagnie (réserve).

Question n° 14 (**Panorama n° 3**). — Au commandant du peloton de dragons chargé d'éclairer le détachement sur son flanc droit : *Que ferez-vous pendant l'action contre Béthoncourt ?*

Avec le gros de mon peloton, je me tiendrai à la ferme 44, surveillant à la fois le ravin en arrière de la ferme 44, la plaine entre Béthoncourt et Le Crotoy, ainsi que la sortie nord de Béthoncourt ; à cet effet, je pousserai au besoin une patrouille jusqu'à la ferme 64.

Question n° 15 (**Panorama n° 3**). — Au commandant de la cavalerie, chargée d'opérer sur le flanc gauche : *Vous êtes au bois* 38 *avec le gros de votre escadron ; le demi-peloton chargé de surveiller le flanc gauche du détachement occupe les fermes* 46 *et* 47 ; *il vous signale que l'artillerie ennemie vient de se démasquer à la côte* 41, *et que le bois* 49 *n'est pas occupé ; que faites-vous ?*

Je prescris à mes pelotons de se disperser en fourrageurs, par petits groupes, pour ne pas attirer l'attention de l'artillerie ennemie, et de se rallier derrière la tranchée 48 du chemin de fer ; je m'y rends de ma personne et m'assure de nouveau que

l'artillerie ne possède aucun soutien sur sa droite ; une fois certain de ce fait je ferai défiler mon escadron derrière la lisière du bois 49, et de là je me lancerai sur les pièces.

Question n° 16 (**Panoramas n°s 2 et 3**). — Au commandant de la batterie : *Comment vous établirez-vous à la côte* 28, *et comment conduirez-vous le feu ?*

La ligne des pièces un peu en arrière de la crête 28 ; pour s'en servir comme masque ; les avant-trains abrités derrière le bois 26 ; l'échelon de combat dans le ravin 22, 25, en dehors des points d'éclatement des coups trop long (question à résoudre plutôt par l'adjudant commandant l'échelon de combat).

En ce qui concerne la conduite du feu, j'aurai sans cesse les yeux sur les progrès de notre infanterie. Tant qu'elle cheminera à couvert et n'aura pas entamé l'action, mon objectif sera l'artillerie ennemie ; sitôt l'action entamée j'ouvrirai le feu sur Béthoncourt, en concentrant mon tir sur le saillant 60, indiqué comme objectif principal ; pendant l'assaut je reprendrai le tir sur l'artillerie.

Question n° 17 (incidente) (**Panoramas n°s 2 et 3**). — Au lieutenant en premier de la batterie : *En arrivant avec la batterie à la crête* 13, *vous recevez l'ordre de la conduire au capitaine à la crête* 28, *où elle doit prendre position ; l'artillerie ennemie est à la côte* 41 ; *comment effectuerez-vous ce mouvement ?*

Formation en bataille à droite de la route et derrière la crête 13, puis au trot dans cette formation jusqu'au fond du ravin 25, 22 ; de là je gagnerai en sûreté la crête 28 par la route 25, 27.

CONCLUSION.

Par l'ensemble des questions qui précèdent, traitant des divers incidents du combat, on a pu se convaincre de l'utilité et du but instructif de la manœuvre sur le panorama, qui, sur un thème relativement simple, permet de greffer et d'analyser bien des problèmes de détail dont l'intérêt est manifeste. Il ne nous appartient pas d'apprécier si ce genre d'exercice peut s'appli-

quer avantageusement à des unités plus fortes ; néanmoins, il semble d'ores et déjà que le principe peut s'étendre en proportion du panorama lui-même, et que, devant la représentation d'un terrain plus vaste, on peut également aborder des questions plus complexes et plus générales.

NOTA. — Pour suivre la manœuvre sur les trois panoramas qui accompagnent cette étude, les coller sur du carton de moyenne épaisseur, découper les panoramas 1 et 2 suivant leur ligne d'horizon, et les superposer tous les trois dans l'ordre normal 1, 2, 3. Pour rendre le dessin plus clair, il sera avantageux de laver, au moyen de teintes plates donnant sensiblement le ton local des objets, les trois planches en question.

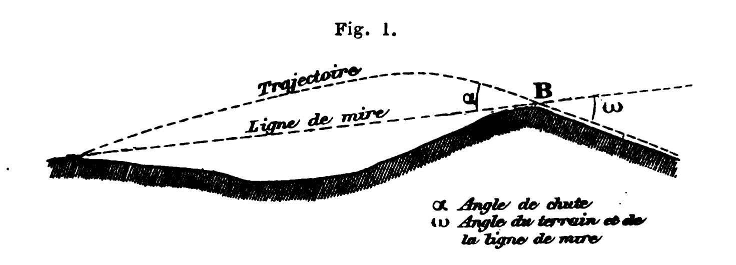
LEFEBVRE,
Lieutenant au 4e rég. d'infanterie.



Tel est le cas de la figure 1.

L'angle du terrain avec la ligne de mire y est égal à l'angle de chute. Ces deux angles situés de part et d'autre de la ligne de

Fig. 1.



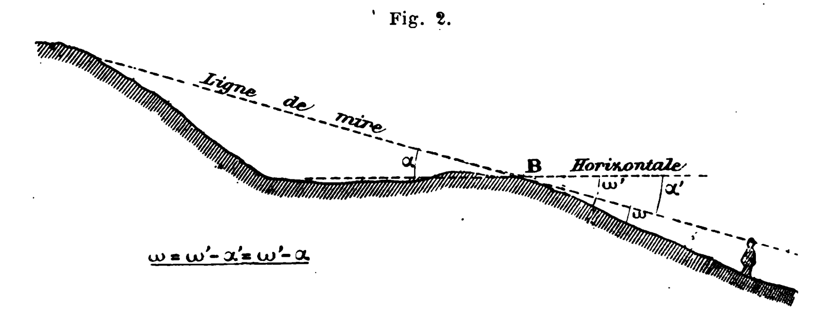
mire et du point de chute B étant égaux, sont donc opposés par le sommet. Par suite, les autres côtés sont en ligne droite, et la trajectoire a la direction du sol. Le terrain est rasé.

Comment comparer les deux angles ?

L'angle de chute pour chaque distance est connu ; on n'a que l'embarras du choix entre ses différentes expressions.

L'angle du terrain avec la ligne de mire est plus difficile à connaître. On y emploie généralement un appareil de mesure des pentes. On mesure l'angle de la ligne de mire avec l'horizontale, puis l'angle du terrain avec l'horizontale ; on fait la somme

Fig. 2.



algébrique et l'on compare avec la valeur de l'angle de chute pour la distance (*fig.* 2.)

C'est la méthode proposée dans l'instruction qui accompagne la boussole Souchier[1].

Nous opérerons plus simplement.

Nous nous portons en arrière de la crête de façon à apercevoir le point dangereux, la position actuelle ou future de l'ennemi au ras du sol. L'œil est placé sur le prolongement de la ligne de mire de l'ennemi (*fig.* 2).

La ligne de mire, le corps et le sol forment un triangle qui n'est pas rectangle, mais que nous pouvons sans grosse erreur considérer comme tel en raison de la toujours assez petite valeur des angles en B qui nous intéressent. Le rapport de notre hauteur d'œil O H et de la distance B O mesurée au pas nous donnerait une tangente approximative de l'angle en B, et nous pourrions comparer avec la tangente de l'angle de chute de la distance.

Mieux vaut plus simplement comparer la distance B O à la zone dangereuse de la distance. La zone dangereuse a été

Fig. 3.



calculée sur 1m,60 ; notre hauteur d'œil ne diffère guère de 1m,60[2]. La zone dangereuse nous donne une expression de l'angle de chute. La distance B O nous donnera la même expression de l'angle du terrain avec la ligne de mire (*fig.* 3). La comparaison est facile.

---

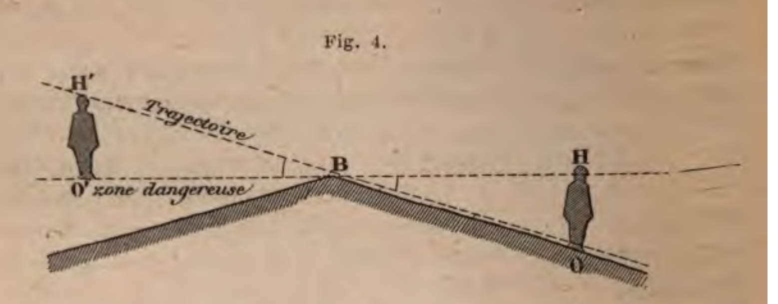
[1] Disons en passant que cet instrument aurait été d'un emploi plus commode encore peut-être si sa graduation des pentes avait été donnée en millimètres, les tangentes des angles de chute étant elles-mêmes données en millimètres par le règlement sur le tir. De plus, l'exemplaire que nous avons eu entre les mains présente dans sa graduation cette grosse erreur, facile il est vrai à rectifier : 0,5 au lieu de 0,05.

[2] Au moins ses variations entre 1m,50 et 1m,70 sont-elles insignifiantes dans la résolution pratique de la question.

Exemple.

La figure 4 permet de se rendre compte, dans le cas de rasance, des égalités d'angles consécutives de l'égalité de B O à la zone dangereuse.

Fig. 4.



Nous nous attendons à des feux de la lisière d'un bois situé à 1200 mètres. La zone dangereuse pour homme debout à cette distance est de 24 mètres. Nous sommes obligés de nous porter à 24 mètres en arrière de la crête pour apercevoir le bois au ras du sol ; les deux angles sont les mêmes, le terrain sera rasé en arrière de la crête. Si nous nous sommes portés à 10 mètres seulement, l'angle du sol et de la ligne de mire est plus grand que l'angle de chute, la trajectoire passe au-dessus du sol. Au contraire, si nous nous sommes portés à 35 mètres, cet angle est plus petit que l'angle de chute, le tir sera fichant.

Pratiquement.

Nous n'avons parlé jusqu'ici que de la rasance théorique, c'est-à-dire du cas de la trajectoire unique absolument parallèle au sol. Pratiquement la rasance ne doit pas s'envisager ainsi. Les raisonnements faits s'appliqueront bien à peu près à des gerbes, à un faisceau de trajectoires ayant même pente. Mais ce dont il faut bien se rendre compte, c'est qu'un terrain n'est pas rasé d'une seule distance d'un seul point. Si le terrain est théoriquement rasé par les feux partant de 1200 mètres et dirigés sur la crête, on peut compter que pendant la progression de

l'ennemi de 1400 à 1000 mètres il faudra se méfier des effets de rasance[1].

A 1400 mètres et jusque vers 1200 le tir sera fichant, mais de moins en moins, et les terrains battus seront encore bien plus étendus qu'en terrain parallèle à la ligne de mire.

Aux distances plus petites, à partir de 1200 mètres, le terrain sera rasé de moins près, c'est-à-dire que les trajectoires pourront passer à une certaine hauteur au-dessus du sol et toucher terre de plus en plus loin de la crête ; mais le terrain sera quand même dangereux sur de grandes étendues, rasé successivement à $0^m,55$, à $1^m,60$ à $2^m,5$, puis pas du tout[2].

Les erreurs de hausse de l'ennemi viendront encore faire échec à des prévisions qu'il importe de ne pas formuler d'une façon trop précise. Le terrain sera théoriquement rasé à 1200 mètres si l'ennemi a la hausse de 1200, mais si pour une raison quelconque il tire, et nous n'en saurons rien, soit avec la hausse de 1100, soit avec celle de 1300, qui sont cependant à peu près exactes, comment et quand se produira la rasance ?

Notre méthode ne peut d'ailleurs nous donner plus de précision que ne comporte la question. Nous allons tout de suite en indiquer quelques cas d'application un peu plus difficiles que le cas général.

Cas d'application.

1er *Exemple.* — Nous sommes derrière une crête très arrondie ; jusqu'à quel point allons-nous mesurer la distance B O qui nous sépare de la crête ? Où sera le point exact de tangence de la ligne de mire, la véritable crête militaire[3] ? Nous aurons là une incer-

---

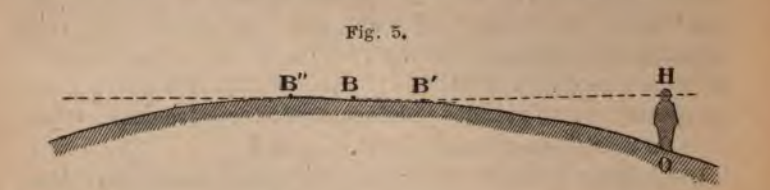
[1] Voir à ce sujet l'article publié dans le *Journal des Sciences militaires*, par le général Paquié : *Le tir de guerre* (Livraisons de septembre et octobre 1898).

[2] Nous supposons bien entendu les deux seuls cas possibles. L'ennemi se meut sur un sol parallèle à la ligne de mire ou sur un versant nous présentant sa pente. Dans ce dernier cas l'ennemi descend à chaque bond en avant au-dessous de la position précédemment occupée. Ce tir sera fichant pendant plus longtemps aux distances supérieures à 1200 mètres et plus vite en l'air aux distances inférieures.

[3] Nous appelons crête militaire, d'une appellation très générale, une ligne se déplaçant sur le sol à mesure que l'ennemi change de position sur un terrain accidenté. Elle coïnciderait avec la crête topographique quand la position de l'ennemi serait sur le plan horizontal de cette crête.

titude qui pourra faire varier nos mesures entre B′ et B″ plus ou moins, suivant que la crête sera plus ou moins arrondie. Soit O B′ = 50 mètres, O B″ = 65 mètres. Dans le premier cas, le terrain sera rasé si l'ennemi est à environ 800 mètres. Dans le second, s'il est vers 730 mètres. (*Fig.* 5.)

Fig. 5.



On voit que la méthode donnera néanmoins la précision suffisante pour nous avertir du danger, quand il y en aura, puisque nous avons observé qu'il fallait se méfier pendant un trajet de l'ennemi de 400 à 500 mètres.

Remarquons, d'ailleurs, que les pentes faibles où se présentera l'inconvénient précité, ne sont rasées qu'aux petites distances ; nous aurons à comparer notre distance de la crête avec des zones dangereuses qui offrent, entre elles, de grosses différences de longueurs : celles des faibles portées ; nous pouvons donc nous permettre certains écarts sans inconvénients.

2e *Exemple.* — Notre ligne de combat est non pas à la crête à découvert, mais à une certaine distance en arrière, de façon à pouvoir tirer à genou ou debout sans être vue.

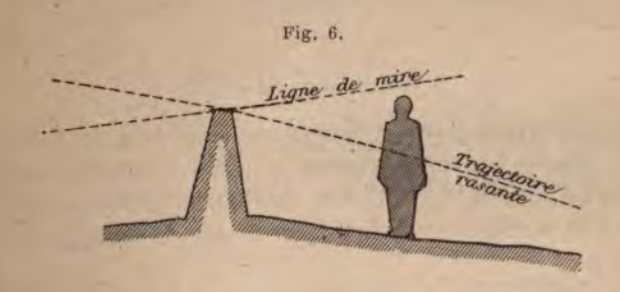
Le problème reste le même. Le point à viser de l'ennemi sera toujours à la crête. Si la ligne de combat tire debout, elle sera placée, elle-même, probablement à l'endroit où l'on aperçoit le but tangentiellement à la crête, et nous n'aurons qu'à mesurer sa distance à cette crête.

3e *Exemple.* — Notre ligne de combat est en avant de la crête utilisant un abri favorable, mur, fossé, etc... Nous n'envisagerons toujours le problème que pour la crête, si nous craignons que la queue des gerbes ennemies dépasse cette crête et vienne raser la pente en arrière.

4° *Exemple.* — Notre ligne de combat est à la crête même, mais derrière un abri (mur, tranchée, levée de terre). Ici l'appréciation de la pente du terrain offre plus de difficultés.

1° Si l'abri, un mur par exemple est un peu haut, 1m30 ou 1m50, aussi faible que soit la pente du terrain, la position ennemie disparaîtra à nos yeux dès que nous aurons reculé de quelques pas sans que nous puissions rien en conclure. (*Fig.* 6).

Fig. 6.



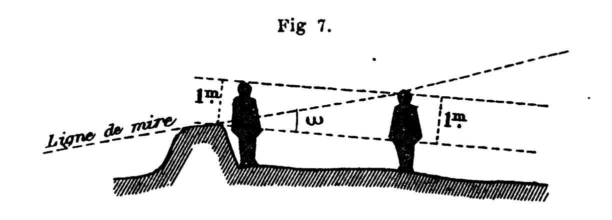
Notre méthode se trouvera en défaut si nous ne pouvons profiter d'une solution de continuité de l'abri pour l'appliquer dans les conditions ordinaires. Encore faudra-t-il remarquer : que pour une pente du sol donnant la rasance théorique, le sol serait rasé à 1m30 ou 1m50, hauteur du mur ; que le tir à plus courte distance passera tout de suite au-dessus de la tête des réserves ; que le tir de plus loin sera au contraire rasant à plus faible hauteur.

2° Si l'abri, tranchée, levée de terre, mur, n'a que 0m50 à 0m60 par exemple, notre méthode restera applicable en la modifiant légèrement. En nous rapprochant de l'obstacle, nous constatons que nous le dépassons d'environ 1 mètre par exemple.

Nous nous livrerons aux mêmes opérations que précédemment mais en prenant pour base de comparaison les zones dangereuses pour homme à genou, qui sont calculées sur une hauteur de 1 mètre. Nous aurons ainsi la comparaison de la pente du sol et de celle de la trajectoire. La rasance théorique rasera le sol à 0m60, hauteur de l'obstacle pris pour exemple (*fig.* 7).

Alors, interviendra l'utilisation des zones dangereuses pour 1 mètre et même 0m,50, colonne 5 et 6 du tableau [1].

Fig 7.



CONCLUSIONS

Tel est le procédé que nous voulions exposer. Si les insoucieux des surprises que nous réserve peut-être le tir de guerre nous contestent son utilité même au combat défensif, au moins voudront-ils l'admettre comme moyen d'étude de formation du coup d'œil.

Le général Philebert a fait un jour, au titre d'un petit opuscule, la constatation que l'infanterie perdait son temps. Peut-être serait-il moins inutile de le perdre ainsi qu'autrement; ne serait-ce, d'ailleurs, qu'une occasion de plus de s'arracher à la paresse d'esprit des exercices à rangs serrés et du terrain de manœuvre pour réfléchir quelques minutes et voir du terrain en rase campagne.

E. Monteil,
Lieutenant au 142e rég. d'infanterie.

---

[1] Une chose resterait à faire : une vérification du procédé au moyen d'un instrument de mesure des pentes, tel que celui de la boussole directrice Souchier, par exemple. L'expérience est facile et les résultats pourront en être donnés plus tard. Elle a été commencée, mais dans de mauvaises conditions : vent violent, ne permettant pas un usage très facile de la boussole directrice pour la mesure des pentes.

L'INFANTERIE EN LIAISON

AVEC

LA CAVALERIE

> « Je vous remercie de vos baïonnettes; le mélange des deux armes a été reconnu comme une chose précieuse par les meilleurs officiers d'avant-garde. »
>
> (Le général de PIRÉ au général FRIANT, 14 avril 1809.)

AVANT-PROPOS

Peu d'ouvrages militaires ont traité de la conduite des détachements d'infanterie adjoints éventuellement à la cavalerie. Nous avons pensé que l'étude de cette question pouvait présenter un certain intérêt pour nos camarades.

Les considérations générales, exposées au début, ont été données comme cadre. Elle sont basées sur la lecture de l'histoire, notamment celle des campagnes du premier Empire, pendant lesquelles les chefs de la cavalerie française ont tracé, avec la pointe de leur épée, la route glorieuse que nos escadrons reprendront certainement un jour : « Où le père a passé, passera bien l'enfant ».

Depuis quelques années, la Section historique de l'État-Major de l'Armée a commencé la publication des pièces officielles de ces immortelles journées. La campagne de 1809, par le lieutenant-colonel Saski, est éminemment fertile en enseignements sur la liaison de l'infanterie avec la cavalerie.

Dans les combats qui ont été le prélude de la manœuvre

d'Eckmühl, considérée par l'Empereur comme étant l'une de ses plus belles, la cavalerie du général Montbrun et le 7e d'infanterie légère ont marché la main dans la main. On dirait, en lisant les exploits accomplis par ces troupes héroïques, que c'est du pur roman, tant cela paraît extraordinaire.

Non seulement, la lecture de ces pages et les réflexions qu'on peut faire sur elles, sont permises à tout le monde, mais elles sont moralement obligatoires pour des professionnels. Elles forment le jugement et permettent de regarder l'avenir avec les plus chères espérances.

Les idées que nous avons émises sur le rôle de petites unités d'infanterie, proviennent de l'expérience des manœuvres faites avec la cavalerie et l'artillerie à cheval, et de l'étude des règlements d'infanterie et de cavalerie.

Le chapitre premier de ce travail traite de la composition des détachements d'infanterie adjoints à la cavalerie d'exploration ; des moyens de locomotion que l'on peut employer pour le transport de ces détachements ; enfin de l'intervention du soutien de l'infanterie dans un combat de cavalerie contre cavalerie. Pour remplir l'idéal, l'action du sabre doit être préparée, aidée par l'action démoralisatrice et destructive des feux de l'infanterie.

Le chapitre II est consacré à l'organisation des positions de repli qu'occupera, successivement, dans la direction suivie, l'infanterie légère pour soutenir et recueillir, au besoin, la cavalerie d'exploration.

Le chapitre III étudie le rôle des petites unités d'infanterie faisant partie du service de sûreté de première ligne, pour contribuer à former la couverture en arrière de laquelle « se meuvent ou stationnent les grands éléments de l'armée ».

Heureux, si nos camarades des différentes armes pouvaient trouver dans ce travail quelques utiles renseignements. C'est dans ce but que nous le présentons à leur lecture.

CHAPITRE PREMIER

Détachements d'infanterie adjoints à la cavalerie.

I.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES ET HISTORIQUES SUR LA CAVALERIE.

« Enfin, il faut faire la guerre, *c'est-à-dire avoir des nouvelles*... On verra alors venir l'ennemi; on pourra réunir toutes ses forces, lui dérober des marches et tomber sur ses flancs au moment où il méditera un projet offensif. »
(Général GRISOT, *Maximes napoléoniennes*.)

Des diverses armes entrant dans la composition d'une armée, la cavalerie est, incontestablement, la plus précieuse, car, une fois détruite, il est impossible de la reconstituer avant la fin de la campagne. C'est à elle qu'est confiée l'importante mission de renseigner le commandement sur les forces et les mouvements de l'ennemi.

Une armée, non éclairée par la cavalerie, marche dans les ténèbres, au-devant d'une catastrophe, tout comme le malheureux aveugle, non guidé, est exposé d'un moment à l'autre à tomber dans un abîme. Nous n'en voulons comme preuves que les nombreux exemples tirés de l'histoire des guerres de ce siècle : dans les campagnes du premier Empire, notamment celles de 1805, 1806, 1807 et 1809, la destruction des armées ennemies a *été préparée* et *achevée* par cette immortelle cavalerie française commandée par Murat, Lasalle, Montbrun et tant d'autres généraux qui, d'après l'Empereur, n'ont jamais eu d'égaux dans l'art de conduire cette arme aussi bien en avant des armées que sur le champ de bataille,

Et lorsque, en 1812, la Russie devint le tombeau de la cavalerie française, lorsque l'Empereur, revenu à la hâte à Paris, put, avec de nouvelles levées, reconstituer la Grande Armée, il lui fut impossible de refaire la cavalerie. Aussi la campagne de 1813,

admirable comme conception générale, fait-elle sentir combien fut cruelle l'insuffisance de cette arme.

La premiere bataille, celle de Lutzen (2 mai 1813), fut gagnée grâce à la sagacité de l'Empereur qui devina que le village de Kaja deviendrait, dans le courant de la lutte, l'objectif des armées alliées ; mais il n'y eut pas, faute de renseignements sur l'ennemi, de belles combinaisons comme à Iéna. Après Bautzen, « nous n'avons pu prendre de drapeaux, nous n'avons pris que 19 canons. D'ailleurs l'Empereur tient sa cavalerie en réserve et, jusqu'à ce qu'elle soit assez nombreuse, il veut la ménager ». (Bulletin de la Grande Armée, Görlitz, 24 mai 1813.)

Ainsi celui qu'on a appelé, à juste titre, le grand maître de la poursuite, après avoir, par d'habiles manœuvres, brisé la résistance des armées coalisées, ne put recueillir le fruit de ses profonds calculs, le fruit de tant de sacrifices et de dévouements. Il n'avait plus les escadrons qui firent capituler, en 1806, les derniers soldats de la monarchie prussienne.

A Dresde, l'une des plus belles batailles de l'histoire (Français 120,000, Alliés 180,000) même remarque : la victoire, si brillamment remportée, demeura stérile ; la poursuite fut molle et sans résultats, parce que l'armée française, composée en grande partie de conscrits, n'avait pas suffisamment de cavalerie, alors que l'armée ennemie en était largement pourvue.

L'année suivante, les restes de la Grande Armée livraient les combats de la campagne de France.

Comme le flambeau consumé et près de s'éteindre jette, avec éclat, les derniers rayons de sa lumineuse clarté, la Grande Armée expirante défendit, pendant les derniers jours de l'épopée, le sol national avec une suprême énergie, méritant l'admiration de nos ennemis les plus implacables.

Les cavaliers qui avaient survécu à la désastreuse retraite de 1813, renforcés par quelques escadrons venus d'Espagne, poursuivirent l'ennemi sans relâche après les combats, et l'abordèrent avec la crânerie d'autrefois. Les mouvements des généraux de cavalerie Grouchy et Saint-Germain, après Vauchamps (14 février 1814), sont vraiment remarquables. Les débris de l'armée de Silésie, sabrés par leurs escadrons, n'eurent pas un instant de répit. Aussi le nombre de prisonniers faits à l'ennemi fut-il considérable.

Au combat de Mormant, le général Palhen, lancé en avant-garde sur la route de Paris, perdit en quelques moments 4,000 prisonniers et 11 pièces de canon.

Ce n'étaient plus les « conscrits de 1813 et les Maries-Louises » qui abordaient l'ennemi. Les Coalisés, accoutumés depuis Leipzig à vaincre sans péril, retrouvaient, à Mormant, les vieilles connaissances d'Austerlitz et de Wagram.

« J'ai, dit Napoléon dans une lettre adressée à Augereau, remporté le combat de Nangis avec la brigade de dragons venant d'Espagne, qui de Bayonne *n'avait pas encore débridé* ».

Voilà ce qu'a fait la cavalerie française quand on a su se servir de son intelligence et de son activité.

Il faut dire toutefois que l'une des principales causes de ces victoires est que l'Empereur fut toujours exactement *renseigné* sur les mouvements de l'ennemi. Les renseignements que la cavalerie ne pouvait quelquefois obtenir, étaient donnés à l'état-major francais par les habitants des provinces envahies dont l'ardent patriotisme n'eut d'égal que le dévouement[1] : Schwarzenberg et Blücher faisaient-ils le moindre déplacement, immédiatement l'Empereur en était informé, ce qui explique en partie la justesse et l'exécution des manœuvres faites en février 1814.

Pour les personnes méditatives, un enseignement de la plus haute importance se dégage des guerres de l'Empire : Jamais commandant en chef d'une armée ne mit, pour avoir des renseignements sur l'ennemi, autant d'insistance que Napoléon auprès de son service de découverte ou des gens du pays « interrogés avec un art que lui seul possédait ». (THIERS.)

En Italie, pendant la campagne de 1796-1797, il mettait un soin particulier à questionner les habitants et les espions ; à travers l'Europe, il ne cessait de répéter aux officiers envoyés à la découverte : « Donnez-moi des nouvelles de l'ennemi ». Ses aides de camp et officiers d'ordonnance galopaient sur les

---

[1] Dans son admirable « 1814 » M. Henri Houssaye s'exprime ainsi, p. 55 : « Lorrains, Comtois, Bourguignons, Champenois, Picards, saisissaient les fourches, les vieux fusils de chasse échappés aux réquisitions préfectorales comme aux perquisitions des Alliés, ramassaient sur les champs de bataille les fusils des morts et couraient sus à l'ennemi, s'il ne se présentait pas en trop grande force ou s'il battait en retraite.... »

routes, pénétraient dans les lignes ennemies pour en découvrir les emplacements et vérifier, souvent, les rapports fournis par les reconnaissances. Parfois même, l'Empereur dépassait les troupes avancées pour « voir » de sa personne : « Je monte à cheval pour aller *moi-même reconnaître la situation des choses aux avant-postes*[1]. »

Aussi, quoi d'étonnant que ce grand capitaine ait dicté le principe suivant : « A la guerre, tout est calcul, rien ne doit être livré au hasard. »

Hélas ! telle n'a pas été notre conduite pendant la dernière guerre : Nous sommes restés « inertes et résignés ».

A l'ouverture des hostilités, aucune reconnaissance ne fut envoyée de l'autre côté de la frontière, où se rassemblaient les forces considérables de l'ennemi.

Et pourtant..... l'armée du Rhin possédait une magnifique cavalerie..... Qui de nous n'a pas éprouvé un sentiment de tristesse en lisant que nos escadrons bivouaquaient constamment derrière les lignes d'infanterie !....

Examinant la situation de l'armée d'Alsace, on est frappé de voir 6 régiments de cuirassiers, 2 de lanciers et 2 de cavalerie légère, n'envoyer aucune reconnaissance sur la rive gauche de la Lauter[2]. Il y eut bien, le 4 août, dans la matinée, une reconnaissance composée de 2 escadrons, 1 bataillon du 1er tirailleurs et 2 pièces d'artillerie, envoyée par le général Douay ; mais elle fut plus nuisible qu'utile, puisqu'elle ne donna aucun renseignement sur l'armée allemande.

L'erreur dans laquelle elle fit tomber le général Douay fut une des principales causes de la surprise de la division : « Si

---

[1] Saski, *Campagne de* 1809, t. II.

[2] De la *Revue militaire* (août 1900, p. 635, Archives historiques) : Le maréchal Bazaine au général Frossard : « L'intention formelle de l'Empereur est d'éviter des engagements qui pourraient nous entraîner loin de la frontière, avant le moment que Sa Majesté veut fixer elle-même. *Nos reconnaissances ne devront donc pas être agressives.* »

Pourtant le major général lui avait envoyé, la veille (21 juillet 1870), le télégramme suivant : « L'Empereur ne veut pas ouvrir la campagne avant que l'armée ne soit complètement constituée. En attendant, qu'on se tienne sur la défensive *en s'éclairant et se renseignant bien*. Donnez des ordres en conséquence, etc... »

cet officier a l'habitude de faire ainsi ses reconnaissances, il vous induira souvent en erreur. » (*Maximes napoléoniennes*).

Le général Bonnal, dans son admirable étude sur Frœschwiller, a fait la remarque suivante sur l'emploi de la cavalerie dans l'armée allemande, page 28 : « Or, depuis la déclaration de guerre (15 juillet) jusqu'au 4 août, jour où la IIIe armée s'est mise en mouvement vers la Lauter, les Allemands n'ont envoyé en Alsace qu'une seule reconnaissance d'officier qui fut dirigée par le capitaine d'état-major Zeppelin ». Et plus loin, page 32 : « Il en résulte qu'aussi bien sur le front des Ire et IIe armées que sur celui de la IIIe armée, les divisions de cavalerie allemande ne surent organiser que des patrouilles à rayon très limité ».

Sur les champs de bataille, nos cavaliers se sont montrés les dignes descendants des héros de La Moskowa.

Mais, c'est ici le cas de faire remarquer que la cavalerie doit surtout savoir *renseigner*, avant la bataille, le commandement sur les forces et les mouvements de l'ennemi. C'est là, nous le répétons, le premier, le plus sacré de ses devoirs.

Le commandant d'un parti, en exploration, a bien rempli sa mission, s'il a apporté ou envoyé, en temps utile, le renseignement désiré. Du reste, il en est ainsi de toute reconnaissance ; le combat ne doit être employé que pour vaincre les difficultés que l'on peut rencontrer, mais le véritable but est de *renseigner*. Les commandants de reconnaissances, quelles qu'elles soient, ne sauraient trop se pénétrer de cet essentiel principe de guerre.

Aujourd'hui, grâce à l'emploi des voies ferrées pour le transport des troupes, la concentration des armées se fait avec la plus grande rapidité. Les réseaux télégraphiques rendent les combinaisons plus faciles, puisque le commandement peut se tenir en relation constante avec les échelons subordonnés.

« La folie du nombre » oblige les puissances du monde civilisé à entretenir des effectifs considérables sous les armes. Une grande partie des forces est massée sur la frontière, prête à marcher sur un coup de télégraphe. En France, en Allemagne et en Russie, les grandes unités de cavalerie sont disposées de manière à pouvoir, en quelques instants, pénéter sur le terri-

toire ennemi. *On peut donc dire que les corps massés sur les frontières se trouvent dans une situation analogue à celle de deux troupes adverses, dont les hostilités ont été suspendues par un armistice.*

Par suite, le rôle de la cavalerie, aux premières heures de la mobilisation, a acquis la plus haute importance. Déchaînée comme un ouragan, elle pénétrera sur le territoire ennemi pour y détruire les voies de communication, les ouvrages d'art, les réseaux télégraphiques, etc., retardant ainsi la concentration de l'armée adverse, bouleversant le pays en jetant partout l'épouvante et la consternation.

Et, au point de vue moral, quelle victoire, si la cavalerie française pouvait, un jour, franchir le sabre à la main les frontières de la Lorraine.

Mais, comme l'intention d'inonder de cavalerie le pays ennemi avoisinant la frontière existe de part et d'autre, vraisemblablement les hostilités commenceront par des combats de cavalerie contre cavalerie; l'irruption des escadrons aura lieu soudainement, peut-être même avant la déclaration de guerre, car, suivant le principe napoléonien, « le meilleur moyen de se défendre, c'est d'attaquer ».

Toutefois, ces idées ont rencontré quelques contradicteurs et non des moins éminents.

Ainsi, le colonel von Bernhardi, chef de section au grand État-major allemand, donne l'avis suivant, publié dans la *Revue militaire de l'Étranger* (Novembre 1899) :

« Que fera la cavalerie au moment de la mobilisation ? A ne considérer que l'influence morale des premiers succès, l'avantage qu'il y aura à troubler la mobilisation ennemie, à jeter le désordre dans la zone de concentration adverse, il semble qu'il y ait intérêt à entreprendre des mouvements offensifs dès le début de la guerre.

« Avant de lancer les escadrons, une question se pose : le mal, fait à l'adversaire, est-il proportionné aux sacrifices que devra faire la cavalerie pour obtenir des résultats sérieux ? » A cette question, l'auteur répond avec raison : *Non.*

Mais, les théories du colonel von Bernhardi, ont été l'objet de controverses.

En Allemagne même, dans les milieux militaires, elles n'ont

reçu qu'un accueil très tiède, et, de l'autre côté de la frontière lorraine, on semble plutôt disposé à lancer les escadrons qu'à les retenir.

La concentration des armées étant achevée et les masses adverses se rapprochant peu à peu, la bataille décisive sera livrée. Elle sera couronnée par la victoire, grâce aux dispositions prises par le commandement et basées sur les *renseignements* fournis, en temps utile, par la cavalerie.

Nous disons, la bataille sera gagnée.

D'aucuns trouveront que c'est aller un peu vite en faisant une certitude de la chère espérance dont la flamme doit toujours brûler dans nos cœurs. A ceux qui doutent, nous répondrons que, dans les grandes luttes soutenues par la France contre l'Europe alliée, aussi bien sous la Monarchie qu'au commencement de ce siècle, l'armée française n'a pour ainsi dire, jamais été battue lorsqu'elle a lutté à nombre sensiblement égal et que la cavalerie l'a éclairée militairement, en un mot, *quand elle n'a pas été surprise*.

L'article 130 du décret du 28 mai 1895, parlant de l'action de la cavalerie pendant le combat s'exprime ainsi : « Les troupes de l'attaque décisive s'engagent sur l'ordre du commandant en chef ; .... souvent elles pourront être aidées par l'intervention énergique de la cavalerie, soit sur les ailes, soit sur les derrières de l'ennemi. »

Avec l'armement moderne, une attaque de front, sur un terrain découvert, a beaucoup de chances d'échouer. C'est généralement une attaque sur les flancs ou les derrières de l'adversaire qui décide de l'action.

Suivant les définitions du *règlement sur les manœuvres* (titre premier), cette attaque est enveloppante « lorsqu'elle est exécutée à l'une des ailes pour déborder ou menacer l'ennemi sur un des flancs, tout en conservant *la liaison* avec l'attaque de front. »

C'est une attaque tournante « lorsqu'elle est préparée *en dehors des vues* de l'ennemi, dans le but de surprendre l'un de ses flancs ou par ses derrières. »

Dans la dernière guerre, les Allemands ont employé, *sans*

exception, l'enveloppement, grâce surtout à leur énorme supériorité numérique et à l'inertie dans laquelle nous restions.

D'autre part, les comptes rendus des manœuvres exécutées annuellement au delà des Vosges, font connaître que cette manière de combattre, est restée chez nos ennemis de 1870.

Il résulte de ce rapide exposé que l'action de la cavalerie, pendant la bataille, devra surtout s'exercer sur les flancs de l'ennemi. Dans cette situation, sa mission consiste à éventer les mouvements que l'adversaire pourrait entreprendre pour tourner ou déborder nos lignes et, le cas échéant, à tomber sur ses colonnes pour paralyser leur marche ou sur ses réserves pour empêcher leur intervention dans le combat. C'est ce que firent si habilement les cosaques de Platow derrière la gauche française à La Moskowa. On sait que leur irruption empêcha l'intervention de la garde impériale.

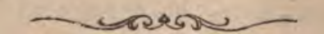
Certes, on ne peut admettre, avec l'armement actuel, une charge de cavalerie sur des lignes d'infanterie prêtes à faire feu, à moins que ce ne soit une action de sacrifice; mais les occasions ne manqueront pas à nos escadrons de tomber sur l'infanterie ennemie *au moment où elle ne pourra faire usage de son feu*. Le talent consiste à profiter de toutes les sinuosités du sol pour s'approcher d'elle le plus possible, la surprendre et la charger lorsqu'elle est en formations serrées, de rassemblement par exemple. Il faut alors renverser la masse, pénétrer dans les rangs et y jeter le désordre.

En raison des missions importantes dont la cavalerie sera chargée, il y a nécessité de lui adjoindre de l'artillerie et de l'infanterie légères, qui la soutiendront, lui donneront l'appui qu'elle leur demandera pour vaincre toutes les difficultés et inaugurer l'ère des victoires.

C'est la conduite de ces détachements d'infanterie que nous essayerons d'étudier dans ce travail.

PAOLI,
Lieutenant au 4e bat. d'inf. légère d'Afrique.

(*A continuer.*)



LES LIVRES MILITAIRES

Publications de la Section historique de l'Etat-Major de l'Armée. — La Bataille de Jemappes, par C. de La Jonquière, capitaine d'artillerie breveté, de la Section historique de l'Etat-Major de l'Armée. — 1 vol. in-8 avec 3 cartes hors texte. — Paris, R. Chapelot et Cie.

La bataille de Jemappes marque le point de départ de ces étapes victorieuses que le drapeau tricolore devait, pendant plus de vingt ans, parcourir à travers toute l'Europe.

Déjà, Valmy avait révélé la force défensive de l'armée nouvelle. Toutefois, l'action sur le champ de bataille s'était réduite à peu de chose, et la question restait incertaine de ce que vaudraient, pour des opérations plus actives, ces éléments divers, imparfaitement liés ensemble.

La victoire de Jemappes dissipa bientôt ces préoccupations. Elle montra que la France possédait un instrument, non seulement de défense, mais d'attaque. Après avoir repoussé les envahisseurs, elle était en mesure de les chercher et de les vaincre sur leur propre territoire. Dès lors, une phase nouvelle pouvait s'ouvrir, et la guerre d'expansion succéder à la guerre d'indépendance.

C'est à ce titre que la bataille de Jemappes offre une importance toute particulière et fournit des enseignements d'un grand intérêt historique et militaire.

L'ouvrage de M. le capitaine de La Jonquière s'attache dans la suite des faits de la campagne qui devaient aboutir à la victoire de Jemappes, à mettre en lumière cette importance et ces enseignements. Il montre comment, dès le lendemain de Valmy, fut résolue et préparée l'invasion de la Belgique ; il expose les mouvements de troupe exécutés de part et d'autre et les opérations préliminaires, s'attachant à faire ressortir les conditions dans laquelle les deux armées devaient se trouver en présence. Il étudie ensuite la bataille même, d'une façon aussi détaillée que le permettent les documents français et autrichiens. Enfin, après avoir montré les conséquences de la victoire, il examine quelques-unes des conclusions d'ordre militaire formulées à propos de cet événement. — F. C.

Publications de la Section historique de l'Etat-Major de l'Armée. — Campagne de 1793 en Alsace et dans le Palatinat, par le capitaine J. Colin, de la Section historique de l'Etat-Major de l'Armée. — Tome premier. — 1 vol. in-8 avec 4 cartes hors texte. — Paris, R. Chapelot et Cie.

La campagne de 1793 sur la Sarre et la Lauter mérite, à différents égards, de fixer l'attention. Elle s'est déroulée dans la région même où [illegible] devions subir nos premiers désastres de 1870, et la comparaison des [illegible]es fournit plus d'un enseignement intéressant. C'est là aussi

que Hoche a donné sa mesure comme général en chef, et qu'on peut juger s'il fut réellement l'émule de Bonaparte. Enfin, l'année 1793 est la période révolutionnaire par excellence; nos armées n'ont plus des chefs et des états-majors légués par l'ancien régime; les La Fayette, les Rochambeau, les Biron, les Custine ont fait place à des hommes d'origine plus modeste et d'un caractère plus franchement républicain, et pourtant les éléments nouveaux n'ont pas encore trouvé l'équilibre, qui s'établira seulement en 1794. C'est le Comité de Salut public, le comité de Carnot et de Robespierre, qui dirige les opérations. S'il y eut jamais une guerre révolutionnaire, avec une tactique et une stratégie spéciales, c'est là qu'on doit les trouver.

Après un aperçu géographique et un retour sur le passé des plus intéressants, le capitaine Colin prend les armées du Rhin et de la Moselle au moment où elles s'établissent sur la Sarre et se réorganisent, et les conduit, dans ce premier volume, jusqu'à la prise de commandement de Hoche.

Indépendamment de l'étude des opérations même, rien n'est plus intéressant que les chapitres consacrés par l'auteur aux troupes révolutionnaires, à leur organisation et à leur tactique; rien n'est plus nouveau que ceux où il aborde — pièces en main — la question de la levée en masse et de la valeur militaire des « citoyens agricoles ». L'ouvrage du capitaine Colin éclaire d'une lumière nouvelle toute cette page de notre histoire, si intéressante au point de vue militaire, puisqu'elle nous fait connaître, avec l'armée républicaine, l'instrument de guerre qu'utilisera Bonaparte. — F. C.

Unsere Märine in Chinä. — Lieutenant von Muller, du 75e régiment prussien. — Berlin, maison Liebel, Kurfurstenstrasse, 18.

Le lieutenant von Muller est bien connu par ses écrits militaires, toujours d'actualité au moment où ils ont paru; guerre du Japon et de Chine (1895); la guerre de l'Afrique du Sud; les désordres de Chine (1900-1901).

Cette fois, le lieutenant de Muller a voulu élever un monument à la gloire de la jeune marine allemande; il étudie avec soin, en grande partie d'après des notes que lui ont communiquées les officiers, et en grand détail, toutes les actions de guerre auxquelles a pris part en Chine la marine allemande: marche de l'amiral Seymour sur Pékin, prise des forts de Takou, combats autour de Tien-Tsin, siège des légations à Pékin, déblocus des légations, transport du corps expéditionnaire allemand en Chine.

L'ouvrage est rendu agréable à lire par de nombreuses gravures reproduisant des photographies originales et par des croquis permettant de suivre la marche des opérations. Malgré le point de vue un peu spécial auquel l'auteur s'est placé, son travail est très intéressant et mérite d'être connu du public militaire français.

Le Propriétaire-Gérant : R. Chapelot.

Paris. — Imprimerie R. Chapelot et Ce, 2, rue Christine.

JOURNAL

DES

SCIENCES MILITAIRES.

REVUE MILITAIRE FRANÇAISE.

Février 1902.

ARCHIVES ET CORRESPONDANCE

DU

Général de division JEAN HARDŸ[1]

Ire PARTIE

DE VALMY A MAËSTRICHT

(1792-1794)

CHAPITRE PREMIER.

LES VOLONTAIRES DE QUATRE-VINGT-DOUZE.

L'Assemblée constituante avait déclaré : « La Nation française renonce à entreprendre aucune guerre dans le but de faire des conquêtes et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'au-

[1] Publiées par son petit-fils, le général HARDŸ DE PÉRINI, commandant la 12e brigade d'infanterie, membre du Comité technique de la Cavalerie.

cun peuple ». Mais, la haine accumulée par les puissances européennes contre la Révolution naissante se manifesta ouvertement dès la fin de 1790. A cette époque, l'armée était affaiblie par suite de l'émigration des officiers et de l'indiscipline des soldats. De plus, la suppression des milices, demandée en même temps que l'abolition des privilèges dans la fameuse nuit du 4 août 1789 (suppression qui ne fut accordée que par la loi du 20 mars 1791), étant chose à peu près faite, le recrutement présentait de grandes difficultés. La conscription avait été rejetée; les troupes françaises devaient continuer à se recruter par « engagements volontaires » avec primes, comme autrefois. Aussi, pour parer aux événements, s'il y avait lieu, le 28 janvier 1791, au nom des comités diplomatique, militaire et des recherches, Alexandre Lameth proposa la création de 100,000 soldats auxiliaires, tous volontaires, destinés à porter sur le pied de guerre l'effectif des régiments.

En même temps que se préparaient les enrôlements de ces auxiliaires, se formaient des bataillons de volontaires nationaux dont la levée avait été arrêtée par les décrets des 11 et 13 juin 1791, promulgués le 15. Ces bataillons avaient une organisation toute spéciale ; en principe, ce devait être « une conscription libre de gardes nationales de bonne volonté, dans la proportion d'un sur vingt ». Dans le cas où un trop grand nombre de demandes se seraient présentées, les directoires des départements devaient opérer une sélection. Les volontaires avaient la prérogative de désigner, par scrutin, leurs officiers; mais, leur rassemblement et l'élection des officiers ne devaient avoir lieu que d'après un décret du Corps législatif, promulgué par le roi.

La concentration des troupes ennemies sur les frontières du Nord et de l'Est avait fait grossir l'orage qui grondait en France ; la fuite du roi, le 20 juin 1791, le fit éclater.

L'Assemblée nationale décréta, le 21 juin, le rassemblement de ces bataillons de volontaires, fixant le nombre des enrôlements à deux ou trois mille par département, sauf pour les départements frontières, qui devaient fournir « le nombre que leur situation exigeait et que leur population pourrait leur permettre » ; les grandes villes étaient également placées dans ce dernier cas.

Le 6 juillet 1792, le comité militaire présenta à l'Assemblée

son rapport sur la constitution de 42 nouveaux bataillons de volontaires. A ce sujet diverses propositions furent formulées : porter le nombre des bataillons à 83 ; compléter les bataillons sur pied et incomplets, plutôt que de procéder à de nouvelles formations.

Plusieurs membres de l'Assemblée ayant réclamé, avant tout, la Déclaration de la Patrie en danger, la majorité se montra favorable à cette motion, et, le 11 juillet 1792, le président Aubert du Bayet prononçait la formule célèbre :

« *Citoyens, la Patrie est en danger !* »

Comme conséquence de cette déclaration, l'Assemblée législative vota, le 22 juillet, une *loi relative au complément de l'armée de ligne.* Le titre III de cette loi arrêtait les « moyens de compléter les bataillons de gardes nationaux volontaires déjà formés, et la levée et formation de 42 bataillons de volontaires gardes nationaux, principalement destinés à former des corps de réserve ».

LA COMPAGNIE D'ÉPERNAY.

Les volontaires d'Épernay élurent leurs officiers le 5 août 1792.

Ce jourd'hui, 5 août 1792, l'an quatrième de la Liberté, Nous, administrateur du district d'Epernay, commissaire nommé par le conseil général à l'effet de former en compagnie 82 jeunes citoyens qui se sont enrôlés pour servir la Patrie en qualité de volontaires, tant qu'elle sera déclarée en danger, dans l'intention de tenir lieu du contingent qui pourrait frapper des pères de famille ; sous la réserve expresse qu'aucun des enrôlés ne sera jamais séparé de ladite compagnie que de son consentement, et que cette compagnie entrera dans la composition d'un bataillon de volontaires nationaux ;

Nous nous sommes rendu dans la salle de la ci-devant Arquebuse, ou se trouvaient les 82 volontaires dont les noms suivent :

(*La liste comprend le numéro d'ordre de* 1 *à* 82, *le nom, les prénoms, le pays d'origine.*)

Deux des volontaires : MM. Jean Hardÿ et Marie-Auguste-François Claude, ont été désignés comme scrutateurs pour la nomination des officiers et sous-oficiers de la compagnie, par scrutin individuel, à la majorité absolue des suffrages.

Après l'appel nominal, 48 scrutins ont été déposés sur le bureau ; majorité absolue, 25 voix.

M. Jean *Hardÿ*, de Mouzon-sur-Meuse, ayant réuni 30 suffrages, a été, à l'instant, proclamé capitaine et a déclaré accepter ladite place.

Ensuite il a été procédé, dans la même forme, à la nomination :

Du lieutenant : M. Marie-Auguste-François *Claude*, d'Epernay ;

Du sous-lieutenant : M. Ménie *Couzin*, d'Epernay ;

Du sergent-major : M. Jean-Baptiste-Emmanuel *Hachette*, d'Epernay ;

Des sergents : MM. Jean-Baptiste *Le Blond*, dit *Saturne*, et Jean-Baptiste *Chardonné*, de Dormans ;

Des quatre caporaux : MM. Jean *Dumon* et Charles-André *Malette*, de Dormans, François-Gervais *Galopin* et Jean-Baptiste *Camus*, d'Epernay.

Cela fait, la dite compagnie s'est à l'instant séparée.

De tout quoi, Nous, commissaire soussigné, avons rédigé le présent procès-verbal pour servir et valoir ce que de raison, et ont les sieurs Hardÿ et Claude, scrutateurs, signé avec nous.

HARDŸ, CLAUDE. BALEZAUX.

La compagnie des volontaires d'Épernay a contribué à former le 4e bataillon de la Marne[1], qui a reçu à Valmy le baptême du feu.

VALMY (20 septembre 1792).

Les armées coalisées de la Prusse et de l'Autriche ont, le 19 août 1792, envahi le territoire français. Longwy a capitulé le 24, Verdun, le 1er septembre ; la Champagne est ouverte, Paris menacé. L'Assemblée législative a nommé le maréchal de Lückner généralissime des trois armées du Nord, du Centre et du Rhin. Biron est à l'armée du Rhin ; Dumouriez a remplacé La Fayette à l'armée du Nord ; Kellermann commande l'armée du Centre.

Le 2 septembre, Servan, ministre de la guerre, invite Lückner, qui est à Metz, à se concerter avec Kellermann, pour défendre l'entrée du pays compris entre la Marne et la Meuse, et ensuite, selon les circonstances, l'Aisne ou la Marne. Il lui écrit :

---

[1] Après l'amalgame, le 4e et le 5e bataillons de la Marne formèrent, le 26 mars 1894, avec le 2e bataillon du 94e régiment d'infanterie (ci-devant Royal Hesse-Darmstadt), la 172e demi-brigade de ligne. Celle-ci, réunie à la 123e, deviendra, le 1er mars 1796, la 99e demi-brigade, employée à l'armée de Sambre-et-Meuse.

Abandonnez Thionville, Sarrelouis, Metz à elles-mêmes; cherchez à faire rétrograder l'ennemi, ou du moins à ralentir sa marche; en dernier lieu, venez défendre la capitale, derrière les remparts dont elle se sera couverte.

Le 8, Lückner envoie ses instructions à Kellermann, qui a concentré 25,000 hommes à Toul :

Vous aurez attention à ne pas laisser une trop grande trouée entre Metz et votre armée, afin que l'ennemi ne s'en saisisse pas pour se porter sur Nancy, vous faire tomber, avec votre armée, en face de la sienne et vous détacher de Metz par cette manœuvre.

Etendez votre armée en la dirigeant sur le flanc gauche de l'ennemi, tandis que M. Dumouriez fera la même chose sur le flanc droit.

Le 13 septembre, Kellermann est à Bar-le-Duc; Servan l'invite « à se borner à contenir l'ennemi et à ne point hasarder de combat. Il craint que Brunswick ne se porte sur Reims ou Soissons et lui recommande la position de Suippes ».

Kellermann se met en marche vers Vitry.

Lückner, reconnu incapable de remplir une si grosse mission, est appelé à Paris, sous prétexte « de discuter et d'approfondir le projet d'attaque vers le Rhin et d'organiser la défense de la capitale ».

Dumouriez lui succède dans le commandement en chef et veut faire, des défilés de l'Argonne, les Thermopyles de la France; mais les Prussiens s'emparent de La Croix-aux-Bois et du Chêne-Populeux. Dumouriez ne peut plus défendre les autres passages, Grand-Pré, La Chalade et Les Islettes, sans s'exposer à être enveloppé. Il prend position, le 18, à Sainte-Menehould, où il a appelé Kellermann de Vitry et Beurnonville de Châlons.

L'armée prussienne, commandée par le roi Frédéric-Guillaume II, s'imagine que, malgré les maladies et la disette qui la déciment, elle rompra les troupes françaises au premier choc; elle se croit déjà à Paris.

Dans la nuit du 18 au 19 septembre, le gros cantonne aux environs de Suippes; l'avant-garde est échelonnée sur le chemin de Valmy.

Kellermann a rejoint Dumouriez, dont il a prolongé la gauche en avant de Sainte-Menehould. Les deux armées font face à l'en-

nemi et se relient au tertre de Valmy, que domine un moulin à vent.

Quand, le 20 septembre au matin, l'avant-garde de l'armée prussienne, commandée par le prince de Hohenlohe, se présente, en deux colonnes, devant les avant-postes de Kellermann, elle est arrêtée par le feu de 36 pièces de gros calibre, disposées autour du moulin de Valmy. Le roi de Prusse leur oppose 58 bouches à feu et, après plusieurs heures de canonnade, il forme toute son armée en quatre colonnes pour attaquer la position française, que Dumouriez a successivement renforcée par trois divisions de son armée.

Kellermann n'attend pas l'attaque; il forme ses bataillons, vieux soldats ou volontaires, en colonnes profondes et leur dit :

— « Camarades, c'est l'heure de la victoire! Laissons arriver l'ennemi jusqu'à nous sans tirer et chargeons à la baïonnette ! » Puis mettant au bout de son épée son chapeau empanaché, il crie :

— « Vive la Nation ! »

On l'acclame et l'on obéit.

L'artillerie, bien dirigée par le général Stengel, par les capitaines d'Aboville et de Sénarmont, prend l'avantage sur les batteries allemandes et ouvre de larges trouées dans les réserves.

L'infanterie prussienne n'ose pas donner l'assaut à la butte de Valmy, et l'armée autrichienne de Clerfayt arrive trop tard pour la soutenir.

A 7 heures du soir, les Français restent maîtres du champ de bataille. Le surlendemain, le roi de Prusse demande une suspension d'armes.

La canonnade de Valmy a sauvé la France et fondé la République.

A l'appui des rapports officiels publiés par le *Moniteur*, voici l'impression de Kellermann, dans une lettre confidentielle au Ministre de la guerre.

Au quartier général de Dampierre-sur-Auve,
21 septembre 1792, an 4e de la Liberté, 9 heures du soir.

Pour ma gloire et celle de mon armée, rien ne pouvait, mon cher

Servan, m'être plus agréable que ma jonction avec Dumouriez. Elle s'est effectuée avant-hier soir.

Il m'a désigné une position[1], que j'ai sur-le-champ condamnée et que j'aurais changée hier matin si je n'eusse pas été attaqué.

L'affaire a commencé à 7 heures du matin et a duré jusqu'à la tombée de la nuit. Mon rapport officiel vous le fait voir ; mais (de vous à moi), je dois vous dire qu'il fallait toute la fermeté de mes soldats pour tenir au feu que j'ai particulièrement essuyé au Moulin à Vent, sur les hauteurs de Valmy.

Il n'y a pas d'exemple d'une canonnade aussi soutenue.

L'ennemi a espéré me battre avec cet effort ; il a deux fois ébranlé quatre colonnes d'infanterie pour achever l'affaire et, chaque fois, il a fait halte et replié ses troupes, en voyant la contenance fière de mon armée, en entendant souvent répéter les cris de :

— « Vive la Nation ! Vive Kellermann ! »

J'ai eu le coup le plus heureux ; ma capote déchirée par le bas, ma chabraque trouée et mon cheval percé d'un coup de canon au travers de la cuisse gauche, effleurant le ventre. Je vous assure que ces douze heures étaient rigoureuses, et cela par le plus mauvais temps possible, la pluie continuelle, un vent violent qui vous donnait au nez ; enfin, tout était contre nous, temps et position ! Le courage seul a balancé la supériorité des forces qu'on a déployées contre moi.

Dumouriez est venu me voir au fort de l'affaire. Vous connaissez sa valeur ; c'est tout dire. Il m'a donné tout le renfort que je pouvais raisonnablement exiger.

Mais, mon cher Servan, vous savez combien je me suis constamment refusé à cette jonction, qui ne pouvait nous conduire à rien, et nous voici maintenant coupés de Châlons. Je n'ai pas eu de nouvelles de cette ville ; mais je sais que l'ennemi s'en est rapproché hier à deux lieues et que nos subsistances, par cette raison, vont devenir très difficiles. Si, au contraire, on m'eût laissé faire, je tenais Châlons avec les forces qui y étaient rassemblées, et Dumouriez talonnait les Prussiens par leurs derrières.

J'aime assurément Dumouriez, mais il est trop entêté de son opinion (de vous à moi) ; c'est un défaut pour un homme qui commande.

Enfin, il n'y a pas d'assurances qu'il ne m'ait données, soit par lui, soit par ses aides de camp, pour que je sois tranquille sur mes subsistances, et je vois que nous en manquerons, puisque nous sommes forcés de les tirer de Châlons et de Vitry.

---

[1] Dommartin-la-Planchette.

Ne vous effrayez cependant pas, mon cher ami, nous trouverons les moyens ou bien ce ne sera pas possible !

Pour revenir à mon affaire, je vous dirai que j'ai attendu, avec une vive impatience, que la nuit me favorisât le moment d'un changement de position.

Je l'ai exécuté à 500 pas de l'ennemi, sans nul obstacle entre lui et moi. J'ai passé, sur une seule colonne, la petite rivière d'Auve ; ma droite appuyée au village de Dampierre-sur-Auve ; ma gauche vers Voillemont, formant potence avec ce hameau.

Je tiens le ruisseau d'Yèvre qui coule au pied.

Il faut que l'ennemi passe ces deux ruisseaux pour arriver sur moi. Je ferai les obstacles qu'il faudra pour bien assurer cette nouvelle position ; mais les circonstances graves où nous nous trouvons ne m'en laisseront pas le temps. Je veux voir bien de près, demain, et me déciderai, de concert avec Dumouriez, soit à poursuivre l'ennemi, s'il se détermine à marcher sur Châlons, soit à faire une marche que je lui déroberai (ainsi que je l'ai fait cette nuit), pour gagner Châlons, au moins par la rive gauche de la Marne.

Mon armée est unique pour les marches ; je l'ai, du reste, assez exercée pour cela.

Adieu, mon cher Servan ; demain je vous enverrai un état des morts et des blessés, et vous demanderai les grâces qu'il convient d'accorder.

Je ne saurais assez me louer de la valeur, du sang-froid et des talents militaires qu'à déployés le général de Valence.

Les princes de Chartres et de Montpensier ne m'ont pas quitté ; ils se sont montrés au mieux. Ce que j'ai eu de plus flatteur, c'est une députation de mon armée pour m'engager à ne pas m'exposer autant que je l'ai fait. Je vous avoue que cela n'a pas peu contribué à la fermeté incroyable de mes troupes.

Dans le fait, je n'ai eu dans la bataille que 20,000 à 25,000 hommes, y compris le secours de Dumouriez, et l'ennemi en a déployé au moins 50,000.

Je vous souhaite le bonsoir, mon bien bon ami, et je vous embrasse de tout mon cœur. Je n'en puis plus de fatigue. Mon armée n'était campée qu'à 5 heures, ce soir, et pas un ennemi qui ait osé me suivre ! Le coup de théâtre qui a dû le surprendre, c'est ma disparition, le soir même !

KELLERMANN.

CHAPITRE II.

L'ARMÉE DES ARDENNES EN 1793.

L'armée des Ardennes, créée, après Valmy, pour relier l'armée du Nord, qui opérait en Belgique, à l'armée du Rhin, qui occupait Mayence et Francfort, avait été successivement commandée par Valence, Dampierre et Le Veneur.

Après la bataille perdue par Dumouriez à Neerwinden (18 mars 1793) et sa défection, ce qui restait des divisions du Nord avait été réuni à celles des Ardennes pour former les *armées combinées*, sous le commandement de Custine, puis de Kilmaine; quartier général, Cambrai.

En juillet 1793, les armées combinées étendaient de Dunkerque à Verdun leurs 40,409 présents sous les armes. Ceux-ci étaient groupés en flanqueurs de gauche (5,289 hommes); avant-garde (2,431); divisions du Nord (10,993); flanqueurs de droite (5,181); divisions des Ardennes (7,366). La cavalerie et les compagnies légères (1470), l'artillerie et les auxiliaires pour le transport du matériel (1465), la gendarmerie (172), les guides de l'armée étaient répartis dans les garnisons et les camps[1].

L'armée des Ardennes proprement dite gardait la frontière du Nord-Est, de Verdun à Maubeuge.

Elle y était disséminée entre 21 places fortes :

En première ligne, du Sud-Est au Nord-Ouest, Montmédy, Bouillon, Givet, Charlemont, Philippeville, Maubeuge; sur la Meuse, Verdun, Stenay, Mouzon, Douzy, Sedan, Mézières, Charleville, Rocroy; entre Sambre et Meuse, Marienbourg;

En deuxième ligne, Vitry, Châlons, Épernay, sur la Marne; Reims, sur la Vesle; Rethel, sur l'Aisne, et, plus en arrière, aux sources du Grand-Morin, Sézanne, à 25 lieues de Paris.

Le 7 juillet 1793, le commandant Jean Hardÿ fut charger d'organiser, à Montmédy, le 7e bataillon de la Marne, dont il prit le commandement.

---

[1] Camps de Lille, de Maubeuge; camp de César, entre Cambrai et Bouchain; camp de Famars, à 5 kilomètres au sud de Valenciennes; camps de Guise, d'Hirson, de Carignan.

En octobre, la *levée en masse* avait grossi les effectifs[1], quand Jourdan fut mis à la tête des trois divisions de l'armée du Nord, Fromentin, Duquesnoy et Balland, renforcées par la division Lemaire[2] de l'armée des Ardennes. Il avait à débloquer Maubeuge et son camp retranché, que le prince de Cobourg avait investis avec 65,000 Austro-Hollandais.

Un arrêté du Conseil exécutif lui permettant de disposer de l'armée des Ardennes, Jourdan prescrit le 5 octobre, à Ferrand qui la commande, de « réunir à Philippeville un corps de 5,000 hommes, qui se portera vers Beaumont[3], le 11 au plus tard, pour flanquer la droite de l'armée du Nord et donner de ce côté *de l'inquiétude* à l'ennemi. »

L'armée des Ardennes était réduite aux garnisons et cantonnements de la 2e division militaire. Ce qui restait de troupes actives, des recrues surtout, fut rassemblé au camp de Carignan, par les généraux Maisonneuve et Debrun.

L'*armée intermédiaire,* formée au camp de Guise par le général Belair, était la réserve de Jourdan.

LES DEUX JOURNÉES DE WATTIGNIES
(15 et 16 octobre 1793).

Jourdan à Bouchotte.

Au quartier général de Guise, 9 octobre 1793.

J'ai fait porter aujourd'hui mon avant-garde (Fromentin) à Étrœungt[4]. Nous n'avons pas de souliers à la suite de l'armée ; il nous manque beaucoup de baïonnettes ; c'est une arme dont vous connaissez l'utilité.

---

[1] La garnison de Montmédy compte au 1er octobre 1793, 73 officiers et 1928 hommes de troupe : 1er bataillon de la Creuse (13 officiers, 427 hommes de troupe ; 7e bataillon de la Marne (27 officiers, 700 hommes) ; 17e bataillon d'infanterie légère (27 officiers, 720 hommes) ; une compagnie d'artillerie (3 officiers, 68 canonniers) ; 1 officier et 7 gendarmes ; 6 mineurs.

[2] Le 7e bataillon de la Marne, en garnison à Montmédy, fournit à cette division, un détachement de 200 hommes.

[3] 20 kilomètres au nord-est de Maubeuge.

[4] A 7 kilomètres sud d'Avesnes, sur la route de Guise, par La Capelle-en-Thiérache.

Je compte attaquer le 12. J'aurais bien voulu trouver un homme adroit et hardi pour donner avis au commandant de Maubeuge[1]; j'ai offert 100 louis, mais n'en ai pas trouvé.

L'ennemi a beaucoup de cavalerie.

Un petit corps de 4,000 hommes, de l'armée des Ardennes, avec lequel est le représentant Perrin, m'a rejoint. J'ai donné des ordres pour qu'un autre détachement de cette armée partît de Philippeville et se portât à Beaumont le jour de l'attaque.

11 octobre.

Toutes mes troupes sont réunies. L'avant-garde se porte à Avesnes. Fromentin a ordre de s'emparer des bois qui sont en avant de cette place, de s'y retrancher fortement et de n'évacuer les postes de la forêt du Nouvion que lorsqu'ils seront relevés par la division Duquesnoy. Mon projet d'attaque dépend beaucoup de la position que prendra l'ennemi[2].

Au quartier général d'Avesnes, 13 octobre.

Les divisions Balland (du Nord) et Lemaire (des Ardennes) arrivent aujourd'hui et campent à droite et à gauche d'Avesnes.

Fromentin pousse ses postes avancés jusqu'à l'extrémité de la Haie d'Avesnes; Duquesnoy se porte à la droite du chemin de Maubeuge, parallèlement à l'avant-garde; la division des Ardennes à Liessies[3], Le reste de l'armée suivra de près ce mouvement. Je compte faire, après-demain, une attaque générale.

Suivant tous les rapports, les forces autrichiennes se montent à 64,000 hommes d'infanterie et 25,000 de cavalerie.

Je vais prendre les dispositions que le terrain permettra pour tomber à l'improviste et avec *l'audace la plus décidée* sur cette horde. Je pars pour faire ma reconnaissance générale.

Jourdan à Belair.

Guise, 14 octobre.

Ordre de se porter avec toutes ses troupes sur Étreux[4] et de tâcher

---

[1] Général Ferrand.

[2] 12,000 Hollandais sur la rive gauche de la Sambre bombardant la ville et ses magasins; la division autrichienne de Colloredo sur la rive droite, devant le camp retranché; en observation, trois divisions sous Clerfayt, cantonnées, face au sud, sur la ligne Leval, Saint-Aubin, Wattignies.

[3] 10 kilomètres à l'est d'Avesnes.

[4] 10 kilomètres au nord de Guise.

de s'emparer de la forêt d'Andigny [1]; d'inquiéter l'ennemi du côté du Cateau et de reconnaître les mouvements qu'il pourrait faire dans cette région ;

De marcher avec précaution et de ne pas compromettre ses troupes.

Quartier général d'Avesnes, 15 octobre.

Nous nous sommes battus aujourd'hui, Citoyen, depuis 9 heures du matin jusqu'à la nuit. Nous avons eu des succès sur notre droite, mais notre gauche n'a pu faire ce que je désirais, si bien que nous recommencerons demain.

Gardez la position que je vous ai indiquée hier. A moins d'ordre contraire, vous mettrez votre petite armée en mouvement, autant pour inquiéter l'ennemi que pour l'empêcher d'attaquer nos derrières.

Jourdan à Bouchotte.

17 octobre.

Le général Duquesnoy a forcé le camp et le poste de Wattignies.

La division de gauche, aux ordres de Fromentin, a forcé la ligne Leval, Saint-Waast, Saint-Remy, Saint-Aubin.

L'ennemi a évacué le camp qu'il avait sur les hauteurs de Dourlers.

Je monte à cheval pour voir par moi-même et vous rendre compte.

Le combat d'hier, 16, a commencé à 8 heures du matin et a cessé à la nuit. L'ennemi a perdu beaucoup de monde.

Il est plus essentiel en ce moment de se battre que d'écrire.

Rapport d'ensemble sur les journées des 15 et 16 octobre.

Le citoyen Jourdan, général en chef de l'armée du Nord, au citoyen Bouchotte, ministre de la guerre.

Citoyen Ministre, les troupes de la République viennent de remporter une victoire signalée sur les satellites des tyrans coalisés. La supériorité du nombre, la position presque inexpugnable dont ils s'étaient emparés, tous ces avantages réunis n'ont pu arrêter la valeur de nos soldats.

L'ennemi, attaqué au centre et sur les ailes, s'est vu forcé, malgré une résistance opiniâtre, qui n'a fait qu'augmenter ses pertes.

---

[1] Au nord-est d'Étreux.

Sa position était extrêmement avantageuse. Maître des hauteurs couronnées par des bois, il avait établi différentes batteries qu'il fallait affronter avant de le joindre. Il eût été aussi difficile que dangereux de l'attaquer de face, et l'extension de son front ne permettait de le tourner qu'en dégarnissant beaucoup le centre ; je pris cependant ce parti.

J'ordonnai au général Duquesnoy de se porter sur le flanc de l'ennemi et de gagner une position qui me mît à portée de l'attaquer avec avantage.

Ce général exécuta mon ordre avec autant de bravoure que d'intelligence, et cette manœuvre a décidé du sort de la bataille, qui a duré deux jours.

L'ennemi, se voyant tourné, a opposé la résistance la plus opiniâtre pour garder le village de Wattignies, qui couvrait son camp. Ce village a été pris et repris trois fois.

Les représentants du peuple Carnot et Duquesnoy étaient à la tête des troupes. Ils ont inspiré par leur exemple à nos soldats ce courage digne des républicains français Rien n'a pu leur résister. Wattignies a été enlevé à la baïonnette, malgré la mitraille et le feu des obusiers.

Malheureusement la nuit est survenue, et il me fut impossible de pousser plus loin l'ennemi.

Je m'attendais, ce matin, à le forcer jusque dans ses derniers retranchements ; mais, profitant de l'obscurité de la nuit et d'un brouillard épais, qui a duré jusqu'à midi, il a opéré sa retraite et repassé la Sambre au-dessus et au-dessous de Maubeuge.

Sa perte est d'environ 6,000 hommes. Nous n'avons eu, de notre côté, qu'environ 200 tués et 1,200 blessés.

L'ennemi avait déjà repassé la Sambre, quand j'ai été averti de sa retraite. Il ne l'aurait pas faite si facilement sans le brouillard, qui me cachait absolument ses mouvements.

Enfin, Maubeuge est libre !

Notre avantage eût été beaucoup plus considérable sans la retraite d'une brigade destinée à renforcer l'attaque de Wattignies. Le général qui la commandait a été destitué par les Représentants du peuple à la tête de sa colonne et mis en état d'arrestation.

Je ne puis trop louer le courage et l'énergie que les soldats républicains ont montrés dans cette action. C'étaient autant de héros.

Le citoyen Carnot, chef de brigade du génie, a rendu les plus grands services. Il est d'une haute importance de conserver ce brave homme à l'armée du Nord, qui manque absolument d'ingénieurs.

Je m'occupe à prendre des mesures pour profiter de la défaite de l'ennemi.

Salut et Fraternité.

JOURDAN.

Jourdan avait espéré que les 20,000 hommes de Maubeuge se jetteraient sur l'armée de siège pendant qu'il attaquait l'armée d'observation ; ils n'avaient pas bougé.

« J'en témoignai mon étonnement au général Ferrand, lors de mon arrivée en cette ville, écrit Jourdan à Bouchotte ; il me répondit que le général Chancel s'était toujours opposé aux sorties, en prétendant que le feu qu'on entendait était une manœuvre de l'ennemi pour les attirer dans la plaine et les tailler en pièces ».

Quant au général Elie, commandant l'arrondissement de Givet[1], qui avait reçu l'ordre d'inquiéter l'ennemi sans rien entreprendre, il s'était fait battre. Voici comment il s'en excuse :

ARMÉE
DES ARDENNES.

Le général de division Élie, commandant Givet et arrondissement, à Jourdan.

28 vendémiaire an II (19 octobre 1793).

Citoyen Général, d'après l'ordre que vous m'avez donné de me porter sur Beaumont[2], avec tout ce que je pouvais tirer des troupes que je commande, afin de seconder l'opération que vous vous étiez proposée sur Maubeuge, je partis de Philippeville avec 3,500 combattants, dont les deux tiers étaient des hommes inexpérimentés, fournis par les nouveaux bataillons de la *Levée en Masse* et les recrues des anciens corps. Mes seules bonnes troupes étaient 100 cavaliers et quelques compagnies de grenadiers, chasseurs et canonniers.

J'ai harangué ma troupe et j'ai entendu dans tous les rangs les cris de :

— « Vive la République ! Vive la Montagne ! *Ça ira* » !

Ces voix patriotiques et républicaines m'ont présagé le succès de mon expédition.

Parvenu à la hauteur de Daussois[3], l'ennemi me menaçait en tête et en flanc; mais l'affaire se passa sans aucune perte de ma part.

Je m'étais fait flanquer et éclairer par quelques compagnies de chas-

---

[1] Comprenant Philippeville (Vedette républicaine), Marienbourg et Rocroy (Roc-libre).

[2] 45 kilomètres nord-est de Givet ; 25, de Philippeville.

[3] 20 kilomètres est de Beaumont.

seurs, et je marchais sur une seule colonne. Nous entrâmes de nuit dans le village de Silenrieux[1], placé dans une gorge.

J'avais envoyé du monde pour fouiller le village; la marche *détournée* de ces éclaireurs épouvanta quelques compagnies des bataillons de la *Levée en Masse*, qui tirèrent sur nos tirailleurs et en blessèrent.

Je me hâte de passer le défilé, et j'arrive sur les 9 heures du soir au village de Bossus-lez-Walcourt ; je place des grand'gardes.

Vers 1 heure 1/2 du matin, un poste avancé se laisse surprendre par un corps considérable de cavalerie et d'infanterie et se replie, abandonnant deux pièces de canon et un caisson.

Les bataillons de la *Levée en Masse*, qui n'avaient jamais entendu siffler les balles, crient :

— « Nous sommes perdus ! »

Ils fuient, en renversant ceux qui attendaient l'ennemi de pied ferme.

Je fais battre la charge; l'ennemi se retire avec une perte d'environ 60 hommes.

Je me préparais à attaquer, au point du jour, ayant formé mon armée sur deux lignes ; la première dans la plaine, en avant de Bossus, la seconde appuyée à ce village, quand l'ennemi, profitant du brouillard, s'est tout doucement avancé avec 2,000 chevaux, 3,000 hommes d'infanterie et de l'artillerie volante.

Les obus et les boulets, en tombant près de la deuxième ligne composée de la *Levée en Masse*, jettent de nouveau le désordre et la confusion dans ces bataillons ; ils font feu sur la première ligne et crient :

— « Sauve qui peut ! »

Et ils se sauvent, jetant leurs fusils, leurs sacs et leurs cartouches. Les conducteurs des canons coupent les traits, partent avec leurs chevaux et laissent là l'artillerie.

Nos braves canonniers se font tuer. Les cavaliers et les chasseurs de la réserve versent des larmes. Ils se rallient, veulent combattre, mais ils sont renversés par les fuyards.

Le général de brigade Pierquin a son cheval tué; celui de l'adjudant-général Loison est blessé. Par son courage, à la tête de la cavalerie, Loison a empêché toute mon armée d'être massacrée ; le chef de bataillon Philippot s'est fait tuer.

Failly, Guyard, du 16e bataillon de chasseurs ; Moniaco, du 16e bataillon d'infanterie légère; Simieu, chef du 7e régiment d'infanterie; Walter, du 2e bataillon de Sézanne; Duval, chirurgien-major du 4e bataillon de la Marne, se sont distingués.

Si ces malheureux de la *Levée en Masse* eussent eu la prudence de se

---

[1] 13 kilomètres est de Beaumont, à une demi-lieue à l'ouest de Daussois.

donner pour chefs des hommes instruits dans l'art de la guerre, officiers leur auraient inspiré quelque confiance et auraient sou leur courage chancelant.

J'envoyai une ordonnance à Philippeville[1] pour en faire sorti trois compagnies de grenadiers qui y étaient, et deux pièces de qu pour protéger ma retraite.

Je me suis déterminé, après avoir rassemblé les généraux et chefs de corps dans Philippeville, à retourner à Givet.

La colonne de 1000 hommes et de deux pièces de quatre long, q devait, par une diversion sur Chimay, me rejoindre à une lieue et dem de Beaumont, a été attaquée après nous.

L'intelligence et la bravoure de Boisragon, chef de cette colonne, l a permis de faire une belle retraite, sans pertes, sur Philippeville, d'o je la fis partir sur-le-champ pour Rocroy.

J'aurais peut-être eu un tout autre succès si l'on n'eut extrait, par deux fois, ce qu'il y avait de plus brave et de plus instruit dans la garnison de Givet[2], pour en envoyer une grande partie se faire égorger entre Cambrai et Bouchain, et l'autre pour renforcer le camp d'Hirson.

Elie était un des sergents aux gardes françaises qui avaient pris la Bastille; le Comité de Salut public le maintint dans son grade de général de division, mais il le laissa à Givet, en l'invitant à n'en plus sortir.

FIN DE LA CAMPAGNE DE 1793.

Après Wattignies, la deuxième division des Ardennes, dont le général Debrun avait pris le commandement, fut cantonnée, entre Maubeuge et Philippeville, dans un pays riche, où elle put réquisitionner 300 voitures de foin, avoine et froment, 100 bœufs. 200 moutons, 40 chevaux, 300 aunes de drap à capote et 12,000 francs en numéraire. Le quartier général de la division qu'ac-

---

[1] La garnison de Philippeville, commandée par le général Bertaux, se compose, au 19 octobre, du 2e bataillon du 99e d'infanterie (*Deux-Ponts*), du 6e bataillon de la Marne, du 3e bataillon du Loiret, du 26e bataillon d'infanterie légère, du 1er bataillon de Châlons, de la compagnie de dépôt du bataillon de Molière, de Paris, des canonniers des bataillons du Loiret et Molière, de détachements de canonniers, de mineurs, d'un peloton du 15e régiment de cavalerie.

[2] 28 officiers et 709 hommes de troupe.

DENNES



Correspondance du Général Jean Hardy.

représentant du peuple Perrin, était à Solre-le-
ntre des cantonnements.

Jourdan à Bouchotte.

Avesnes, 20 octobre.

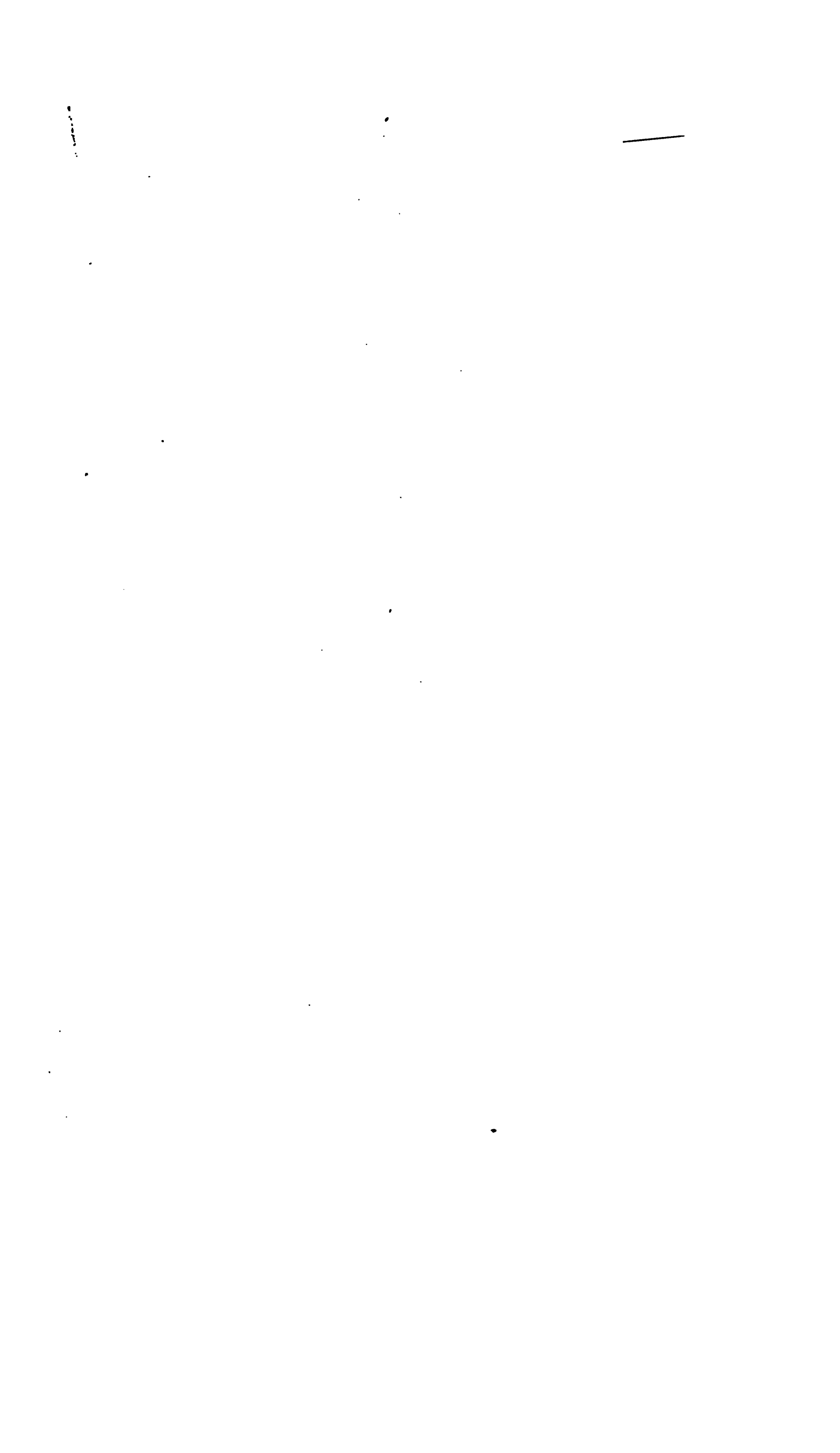
ıni toutes ses forces sur la rive gauche de la Sambre,
hé de la manière la plus respectable. Il a construit
qui défendent le passage. Il a derrière lui la forêt de
ses avantages, j'aurais tenté de profiter de sa terreur,
ıqué de munitions et s'il n'eût fallu ravitailler Mau-
et Landrecies. Je garderai encore quelques jours les
is.
ordre au général Davaine, commandant à Cassel,
dre maritime, pour diviser les forces de l'ennemi, qui
mmes depuis Furnes jusqu'à Menin. Il n'a pas obéi,
vait pas trouvé mes ordres assez positifs.
n entrer dans la Belgique, mais il ne serait pas pru-
s avoir encore battu l'ennemi. Il faut attendre l'effet
général Davaine. Je pourrai alors attaquer le camp
la gauche et marcher sur Bavai.
surplus, de mon mieux le plan que le Comité de
scrira.
r Beaumont et Chimay, pour mettre le pays envi-
on.

ision Davaine, commandant depuis Arleux[3]
compte, le 22 octobre, que « les généraux
elot se sont rendus maîtres de Furnes après
le général Souham a failli entrer dans
nsonnet, venue de Douai et d'Arleux, a pris
es[4] ».
urdan réclamait du Comité de Salut public;
re de ses arrêtés, à la date du 22 octobre :

u ple composant le Comité de Salut public,

---

nes et Beaumont.
snes.
e, 11 kilomètres sud de Douai.
tres nord-est de Douai; Orchies, 8 kilomètres



compagnait le représentant du peuple Perrin, était à Solre-le-Château[1], au centre des cantonnements.

Jourdan à Bouchotte.

Avesnes, 20 octobre.

L'ennemi a réuni toutes ses forces sur la rive gauche de la Sambre, et s'y est retranché de la manière la plus respectable. Il a construit diverses redoutes qui défendent le passage. Il a derrière lui la forêt de Mormal. Malgré ses avantages, j'aurais tenté de profiter de sa terreur, si je n'eusse manqué de munitions et s'il n'eût fallu ravitailler Maubeuge, Avesnes et Landrecies. Je garderai encore quelques jours les positions où je suis.

J'avais donné ordre au général Davaine, commandant à Cassel, d'agir sur la Flandre maritime, pour diviser les forces de l'ennemi, qui n'a que 10,000 hommes depuis Furnes jusqu'à Menin. Il n'a pas obéi, alléguant qu'il n'avait pas trouvé mes ordres assez positifs.

Je désirerais bien entrer dans la Belgique, mais il ne serait pas prudent de le faire sans avoir encore battu l'ennemi. Il faut attendre l'effet de la diversion du général Davaine. Je pourrai alors attaquer le camp de Bettignies[2] par la gauche et marcher sur Bavai.

J'exécuterai, au surplus, de mon mieux le plan que le Comité de Salut public me prescrira.

Je fais marcher sur Beaumont et Chimay, pour mettre le pays environnant à contribution.

Le général de division Davaine, commandant depuis Arleux[3] jusqu'à la mer, rend compte, le 22 octobre, que « les généraux Vandamme et Gougelot se sont rendus maîtres de Furnes après une forte canonnade; le général Souham a failli entrer dans Menin; la colonne Ransonnet, venue de Douai et d'Arleux, a pris Marchiennes et Orchies[4] ».

Voici le plan que Jourdan réclamait du Comité de Salut public; il est extrait du registre de ses arrêtés, à la date du 22 octobre:

Les Représentants du peuple composant le Comité de Salut public,

---

[1] A mi-chemin entre Avesnes et Beaumont.

[2] 5 kilomètres nord d'Avesnes.

[3] Sur le canal de la Sensée, 11 kilomètres sud de Douai.

[4] Marchiennes, 1? kilomètres nord-est de Douai; Orchies, 8 kilomètres nord-ouest de

Considérant combien il est essentiel de profiter de la victoire qui vient d'être remportée par l'armée du Nord sur les satellites de la tyrannie;

Considérant que remettre leur expulsion à la campagne prochaine, c'est terminer cette campagne d'une manière désavantageuse, leur laisser les moyens de commencer la suivante et prolonger la guerre; qu'il faut les renvoyer au même point;

Considérant qu'il est impossible à un peuple libre de consentir à aucune trêve ou à prendre aucun repos tant que son ennemi occupe une position quelconque de son territoire; qu'il faut vivre à ses dépens, et qu'enfin la saison est trop avancée pour qu'une défaite même puisse compromettre le salut de la frontière;

Arrêtent ce qui suit :

Article premier. — Le général en chef de l'armée combinée du Nord et des Ardennes réunira toutes ses forces pour frapper un coup décisif et chasser entièrement, dans cette campagne, l'ennemi du territoire de la République;

Art. II. — A cet effet, il passera la Sambre au-dessus ou au-dessous de Maubeuge, soit à Maubeuge même. Il cernera l'ennemi, l'enveloppera et l'enfermera dans la portion du territoire qu'il a envahie, lui coupera les communications avec son propre pays et le séparera de ses magasins, qu'il brûlera s'il ne peut s'en emparer.

Art. III. — Néanmoins, l'armée française ne s'engagera qu'avec prudence en terre étrangère; elle côtoiera les frontières le plus près possible et maintiendra ses communications avec les places.

Elle engagera une affaire générale aussitôt que l'occasion s'offrira de combattre avec avantage et de mettre l'armée ennemie en déroute complète.

Art. IV. — Le général fera son possible pour tromper l'ennemi sur ses projets; il lui persuadera qu'il a des *forces immenses*. Il pourra tenter un coup de main sur Namur et, s'il ne peut prendre cette forteresse, il tâchera, du moins, d'isoler le château en coupant le pont qui communique en pays ennemi. Il tâchera également d'enlever Le Quesnoy, soit par surprise, soit en le faisant sommer, s'il apprend que la garnison est faible.

Art. V. — Le général tiendra ses forces en masse et donnera à l'ennemi de la *jalousie* sur plusieurs points pour l'engager à diviser les siennes. Il tirera des garnisons tout ce qui n'est pas strictement et rigoureusement nécessaire à leur sûreté, en remplaçant les vieilles troupes par celles de la réquisition.

Art. VI. — En même temps qu'une division de l'armée agira du côté de Mons, l'autre pressera l'ennemi du côté de Cysoing, Maulde et Tournay, et tâchera d'opérer sa jonction avec la première, soit en

enveloppant Mons et Tournay, soit en passant entre ces villes et la frontière.

BILLAUD-VARENNE, ROBESPIERRE, CARNOT, HERAULT,
BARÈRE, COLLOT D'HERBOIS, C.-A. PRIEUR.

Carnot, qui, au Comité de Salut public, dirigeait dix armées[1] de son cabinet, complétait le plan général d'opérations par les instructions suivantes, adressées à Jourdan, le 23 octobre.

Les mal intentionnés s'efforcent, Citoyen Général, de nous inquiéter de nouveau sur la situation de l'armée du Nord ; on exagère les pertes du général Élie.

L'ennemi se fortifie dans la forêt de Mormal et pourra, si vous passez la Sambre au-dessous de Maubeuge, se porter entre cette ville et Avesnes, afin de vous retenir et de vous empêcher d'aller plus avant pour couper ses communications.

Le seul parti que vous ayez à prendre, c'est de vous assurer une nouvelle communication par Philippeville, Givet et Beaumont, en vous emparant de tout le pays entre Sambre et Meuse, en contenant l'ennemi dans la forêt de Mormal et en l'attirant vers Landrecies, sans vous embarrasser de quelques dégâts partiels qu'il pourrait commettre. Maître de ce pays et surtout de Namur (s'il est possible), vous menacez la Belgique et le pays de Liège, vous passez la Sambre, sans crainte pour vos communications, et je ne vois plus comment l'ennemi pourra séjourner en France.

Tout autre projet est mesquin, *étranglé*, laisse l'ennemi maître des places qu'il a prises et expose votre armée à une destruction totale.

N'attaquez jamais qu'avec une grande supériorité de forces ; ne nous piquons pas de vaincre les ennemis à nombre inférieur. Publiez que vous avez 200,000 hommes.

. . . . . Conservez Chimay par un poste, assurez-vous une communication le long de la Sambre.

Je croyais pouvoir faire faire à l'armée de la Moselle un mouvement de votre côté ; les progrès de l'ennemi vers le Rhin nous forcent à une démarche toute contraire.

Il vous reste encore de grands moyens dans les deux armées combinées du Nord et des Ardennes...

Salut et Fraternité.

CARNOT.

---

[1] Armées du Nord, des Ardennes, de la Moselle, du Rhin, des Alpes, d'Italie, des Pyrénées, de Vendée, de Brest et de l'Intérieur.

Jourdan à Bouchotte.

Maubeuge, 4 brumaire an II (25 octobre 1793).

Les armées de la République sont victorieuses de Dunkerque à Maubeuge.

Vandamme s'est emparé de Furnes, il doit être à Nieuport et, de là, se porter sur Ostende. Davaine s'est saisi de Poperinghe et de Wlamertinghe [1] et doit attaquer Ypres. Souham, après avoir emporté tous les postes le long de la Lys, est entré dans Menin.

L'ennemi garde sa position et s'y retranche; il a levé le camp de Solesmes [2] et il en a replié les troupes sur Valenciennes [3].

J'ai averti Souham de tourner ses efforts contre le camp de Cysoing. Si Ransonnet garde, en même temps, sa position à Marchiennes et Orchies, nous serons, dans peu, maîtres du camp de Maulde.

Je vais tâcher de remplir les vues du Comité de Salut public.

Carnot à Jourdan.

Paris, 5 brumaire (26 octobre).

Essayez d'enlever le château de Namur; mais il ne faut pas que la ville vous arrête; si elle résiste, masquez-la et passez à Charleroi. Marchez ensuite sur Bruxelles; l'expédition doit être rapide.

Prenez avec vous tout ce qu'il y a de disponible dans l'armée des Ardennes. Que la terreur vous précède; détruisez les moulins, prenez des otages en grand nombre.

Bruxelles ne mérite aucun ménagement; Liège a un peuple républicain; Mons est moins mauvais que Tournay; Namur, Charleroi, Gand et quelques autres ne nous haïssent pas.

Quand vous serez près de frapper de grands coups, instruisez-moi; je désire être témoin de vos triomphes et partager le plaisir de battre les despotes.

Jourdan à Carnot.

Beaumont, 8 brumaire (29 octobre).

Nos troupes occupent, aux environs du Cateau, Pommereuil, Ors, Catillon-sur-Sambre. La forêt du Nouvion leur servirait de retraite en cas d'attaque.

---

[1] 5 kilomètres est de Poperinghe.
[2] 18 kilomètres est de Cambrai.
[3] Condé, Valenciennes et Le Quesnoy sont au pouvoir des Autrichiens.

Le général Davaine, à cause de ses lenteurs et de son séjour trop prolongé à Cassel, a été suspendu de ses fonctions et remplacé dans la Flandre maritime par Souham, qui commande ainsi depuis la mer jusqu'à Douai.

Les pluies ne m'ont pas encore permis de me porter en avant; mais j'ai fait une reconnaissance, qui m'a appris que l'ennemi occupe la rive gauche de la Sambre, depuis Merbes-le-Château jusqu'à Thuin[1]. J'ai à traverser des plaines immenses[2] pour aller l'attaquer. Il les garde par une très nombreuse cavalerie.

Nos avant-postes sont poussés jusqu'à Ham-sur-Heure[3].

J'ai laissé la division Fromentin du côte de Landrecies. Je vais marcher vers Charleroi pour tenter d'enlever cette place.

10 brumaire (31 octobre).

La division Fromentin campera demain à Florennes[4], à droite de la division Desbureaux, des Ardennes, qui est à Bossus-lez-Walcourt. Ces deux divisions, commandées par Desbureaux, marchent vers Charleroi.

Les divisions Duquesnoy et Balland, sous mon commandement direct, marcheront sur Thuin.

7,000 hommes de la division (Ferrand), de Maubeuge, campés à Jeumont[5], contiendront le camp ennemi qui est au-dessus de Merbes-le-Château. Un corps de la garnison de Givet contiendra le camp de Saint-Gérard.

Cette attaque aura lieu le 12 ou 13 brumaire (2 ou 3 novembre) au plus tard.

Il nous arrive beaucoup de déserteurs; mais si l'ennemi est bien renseigné sur mes mouvements, je le suis très mal sur les siens.

JOURDAN.

Ces beaux projets ne furent pas exécutés.

On ne pouvait passer la Sambre qu'à la condition d'être maîtres de la Flandre maritime et de se ravitailler pendant la

---

[1] C'est un espace de 12 kilomètres en tenant compte des sinuosités de la Sambre.

[2] La route de Beaumont à Thuin est de 13 kilomètres, celle de Beaumont à Merbes-le-Château, de 14.

[3] Près de la route directe de Beaumont à Charleroi. 13 kilomètres nord-est de Beaumont; 7 kilomètres sud-est de Thuin.

[4] 17 kilomètres nord-est de Bossus-lez-Walcourt, 27 de Beaumont.

[5] Sur la rive droite de la Sambre, 6 kilomètres sud-ouest de Merbes-le-Château.


Seneffe
Rœulx
Gosselies
CHARLEROI
Fontaine
Binche
Thum
Merbes
Fosse
Sombref
Graux
Echelle en lieues

marche. Or, Souham avait dû évacuer Menin; Belair avait reculé jusqu'à Guise, à travers la forêt du Nouvion.

Jourdan commença son mouvement offensif. Le camp de Jeumont fut levé et les troupes qui le composaient inquiétèrent l'ennemi le long de la Sambre, vis-à-vis de Merbes-le-Château. Une division devait attaquer Thuin et le camp de Lobbes[1]; une autre (Desbureaux) se porter sur Charleroi; mais le mauvais temps arrêta les opérations.

Jourdan à Bouchotte.

Beaumont, 14 brumaire (4 novembre).

Les troupes, parties hier à 2 heures du matin, n'avaient fait qu'une lieue à 4 heures de l'après-midi. Les chemins sont tellement défoncés qu'une partie de l'artillerie est restée embourbée. Il est survenu une pluie abondante qui rendait nos tirailleurs inutiles.

L'ennemi s'est tenu en bataille de l'autre côté de la Sambre. Il n'avait fait passer la rivière qu'à quelques troupes légères à pied et à cheval.

Voyant la nuit arriver, j'ai fait bivouaquer.

Je donne l'ordre de reprendre les premiers emplacements.

Le représentant Duquesnoy part aujourd'hui pour le Comité de Salut public, convaincu de l'impossibilité du passage de la Sambre. Il m'a ordonné de replier mes troupes du côté de Maubeuge pour les diriger vers Arleux et Cambrai, pays exposés aux dévastations de l'ennemi. J'aurai d'ici-là de vos nouvelles et de celles du Comité de Salut public.

Nous manquons de pain depuis deux jours.

Si le Comité insiste, je donnerai ma démission, ne voulant pas voir une armée détruite sans combat.

Il n'est pas échappé un murmure aux soldats, quoiqu'ils soient demi-nus, sans souliers, exposés à toutes les injures du temps, puisqu'il est impossible de voiturer les équipages.

L'inquiétude et le chagrin que j'éprouve ne me laissent aucun repos.

Carnot à Jourdan.

Paris, 6 novembre.

Duquesnoy nous a dit la difficulté des chemins et la pénurie des subsistances.

---

[1] Thuin est sur la rive droite de la Sambre, et Lobbes sur la rive gauche, à 2 kilomètres à l'ouest.

Le Comité a pleine confiance dans ton civisme et dans tes talents. Fais ce que tu croiras le mieux pour la prospérité de nos armes et la gloire de ton pays. Le Comité n'exige que la connaissance de tes projets.

LES PROJETS DE JOURDAN.

Rapport au Comité de Salut public.

L'impossibilité de chasser cette année l'ennemi du territoire, la persuasion où je suis que le vouloir tenter dans ce moment serait compromettre le salut de l'armée, m'engagent à présenter ce projet.

Si nous continuons la campagne cet hiver, nous n'aurons au printemps qu'une armée délabrée, affaiblie par la désertion et la maladie.

Au contraire, si nous procurons du repos, pendant l'hiver, à l'armée, si, pendant ce temps, nous la recrutons, nous l'instruisons, nous pouvons nous promettre, au printemps prochain, les avantages les plus solides.

Pourquoi avons-nous eu si peu de succès au commencement de cette campagne, c'est que nos troupes avaient beaucoup souffert dans la campagne d'hiver, et que, trop éloignées de leur pays, elles avaient manqué de tout.

Au contraire, l'ennemi, rentré dans son pays, s'était reposé et recruté.

Je propose donc :

1° De laisser à Maubeuge une garnison de 20,000 hommes, qui garderait la Sambre, depuis Noyelles jusqu'à Beaumont ;

2° 10,000 camperont en arrière d'Avesnes, toujours prêts à s'opposer aux mouvements de l'ennemi.

Ces deux corps se concerteraient pour se porter en pays ennemi, lorsque le temps le permettrait, et y fourrager.

Cette manœuvre forcerait l'ennemi à laisser des forces considérables sur la frontière du Hainaut ;

3° Il faudrait placer 10,000 à 15,000 hommes du côté du Quesnoy, pour resserrer l'ennemi et l'empêcher de fourrager ;

4° Mettre garnison à Cambrai (qui agirait de concert avec le camp de Guise), à Saint-Quentin, à Péronne ;

5° Faire du reste de l'armée un camp d'observation entre Arras et Douai.

On pourrait encore renforcer l'armée d'observation par un corps détaché de la Flandre maritime, puisque ce pays offre en hiver des obstacles insurmontables.

L'armée des Ardennes, quoique peu considérable, fournirait cependant, en outre du camp de Carignan, un petit corps d'observation qui placé à Florennes, pourrait, de concert avec la nombreuse garnison de Maubeuge et celles de Givet et de Philippeville, fourrager le pays entre Sambre et Meuse.

Je suis persuadé que ces dispositions empêcheraient l'ennemi de rien entreprendre.

On m'objectera peut-être, que, l'année passée, nous avons, en pareille saison, chassé l'ennemi de notre territoire. Il y a de très grandes différences : le temps fut très sec ; l'ennemi n'était pas maître de trois places fortes et de la forêt de Mormal ; ses forces, surtout en cavalerie, étaient bien moins considérables.

Mais, quand même ces différences n'existeraient pas, il serait extrêmement dangereux de suivre la marche qu'on a tenue la campagne dernière.

Les raisons qui ont occasionné nos défaites amèneront celle des Coalisés. Nos troupes reposées, instruites, habillées et renforcées, attaqueront avec avantage l'ennemi, fatigué de la longueur de la campagne, affaibli par les maladies et la désertion.

Ce projet est susceptible de modifications et d'amplifications que je soumettrai au Comité de Salut public, s'il le permet.

JOURDAN.

Paris 27 brumaire (17 novembre).

Le Comité de Salut public autorise le général Jourdan à suivre le projet militaire qu'il lui a proposé le 16 brumaire.

BILLAUD-VARENNE, BARÈRE, C.-A. PRIEUR,
CARNOT, LINDET.

Général HARDY DE PÉRINI.

A continuer.)



IN-SALAH

ET

LE TIDIKELT

Jusqu'en ces derniers temps, In-Salah et tout le Tidikelt étaient pour nous pays inconnus, presque mystérieux, qui nous fascinaient et nous attiraient. On en parlait depuis plusieurs années, et des colonnes expéditionnaires avaient été projetées à plusieurs reprises, mais sans résultat; elles ne partaient jamais. Le fruit n'était pas mûr, il fallait attendre. C'est ainsi que n'eût pas de suite le projet de construction d'une redoute à Foggaret-ez-Zoua, élaboré dès 1893, pour surveiller le pays et surtout In-Salah que l'on considérait, à tort, ou à raison, comme le refuge et le point d'appui de tous les coupeurs de routes du Sahara. C'était aussi, croyait-on, une ville importante, un centre riche de commerce, le réceptacle de tous les produits amenés par les caravanes. Le mirage et l'imagination aidant, c'était un pays ensoleillé, poétique et merveilleux.

Cependant, personne ne connaissait cette contrée. Palat et Douls y avaient été tués, le premier le 8 mars 1886, près d'In-Salah; le second en février 1889, entre Akabli et L'Aoulef; tous deux lâchement et par leurs guides. Il fallait les venger. Il fallait aussi assouvir notre curiosité, notre désir d'expansion, outre la nécessité de relier l'Algérie au Soudan, Alger à Tombouktou; or, In-Salah se trouve juste au milieu du chemin. Une fois maîtres d'In-Salah, c'est le Sahara conquis ou à peu près et pousser de là jusqu'à Tombouktou est chose simple et facile. In-

Salah, en effet, est la clef du Sahara, le véritable point à occuper pour tenir en respect les Touareg-Ahaggar qui, ne récoltant rien chez eux, viennent s'y approvisionner de vivres de toute nature.

On n'avait aussi que de vagues renseignements sur le pays. Les travaux importants du commandant Deporter ne s'appuyaient que sur des récits de voyageurs indigènes, de pèlerins; ils n'étaient pas rédigés *de visu* et n'avaient pas la véracité du « vu. »

Seul, Gérard Rolf avait habité In-Salah en 1864 et parcouru le Touat et le Tidikelt en venant du Maroc par la vallée de l'Oued Zousfana. Sa relation de voyage est exacte et vraie, mais elle est trop sommaire. Il fallait autre chose de plus détaillé, de plus précis; il fallait aller dans le pays. Comment? On ne voulait pas en faire la conquête par les armes, mais amener pacifiquement les gens à nous. Déjà en 1890 une mission avait été organisée par M. Foureau, en vue de se rendre par le Tadmaït, pacifiquement, le plus près possible d'In-Salah.

En 1893, nouvelle incursion à travers le Tadmaït. Mais là s'arrêtaient nos reconnaissances, et le Tidikelt demeurait vierge et inconnu.

En 1899, une nouvelle mission scientifique fut organisée. Cette mission, dirigée par M. Flamant, professeur à la faculté d'Alger, partait à la fin de 1899 pour les oasis de l'extrême-sud vers In-Salah et au delà, dans le but d'étudier la nature du sol, le pays et les gens, et de nouer des relations amicales avec les habitants. Elle était accompagnée d'un fort goum, très bien organisé depuis longtemps à Ouargla, sous les ordres du capitaine Pein. C'est ce même goum qui avait déjà, en partie, ravitaillé jusque dans le Sahara central la mission Foureau-Lamy.

Le naïb des Quadrya, Si-Mohamed-ben-Tayeb, personnage religieux important et bien connu depuis ses révélations sur l'assassinat du marquis de Morès, en Tripolitaine, faisait partie de ce goum. La mission, toute pacifique qu'elle était, se trouvait ainsi protégée par une force sérieuse, bien en main et disciplinée.

Elle prenait déjà, de ce fait, un air conquérant. Une forte partie de l'escadron des spahis sahariens, sous les ordres du capitaine Germain, devait en outre observer la marche de la mis-

sion, se mettre en relation avec elle, l'appuyer et la recueillir en cas de danger. On se mit en route.

Tout semblait aller à merveille et le pays demeurait calme en apparence. Quelques avertissements avaient bien été recueillis en cours de route : les gens d'In-Salah faisaient savoir que les Français ne seraient pas reçus chez eux ; mais on n'y prit point garde et l'on continua à s'avancer dans le Tidikelt. Le 27 décembre, la mission installa son campement à environ 500 mètres à l'est du petit ksar de foggaret-el-Hadj-Abdelkader, à proximité de la foggara elle même, non loin de l'oasis d'Igosten. Des émissaires furent aussitôt envoyés dans les ksours du voisinage, pour prendre langue et sonder les dispositions des gens du pays. Ils rentrèrent au camp vers 9 heures du soir, rendant compte au chef de la mission que les habitants d'In-Salah marchaient sur Igosten et qu'ils étaient fermement décidés à empêcher les Français de pénétrer plus avant dans les oasis du Tidikelt. La mission s'était déjà mise en communication vers 8 heures, au moyen de fusées blanches, avec le capitaine Germain auquel un rendez-vous devait être fixé pour le 28 décembre. Il devait se trouver avec ses spahis dans les environs d'In-Salah. Ce soir là les Sahariens étaient à environ 10 kilomètres à l'Est du groupe d'oasis de Foggaret-ez-Zoua, soit à 34 kilomètres environ de la mission. A 10 heures du soir, après la rentrée des émissaires, de nouvelles fusées rouges furent lancées pour informer les Sahariens du danger couru.

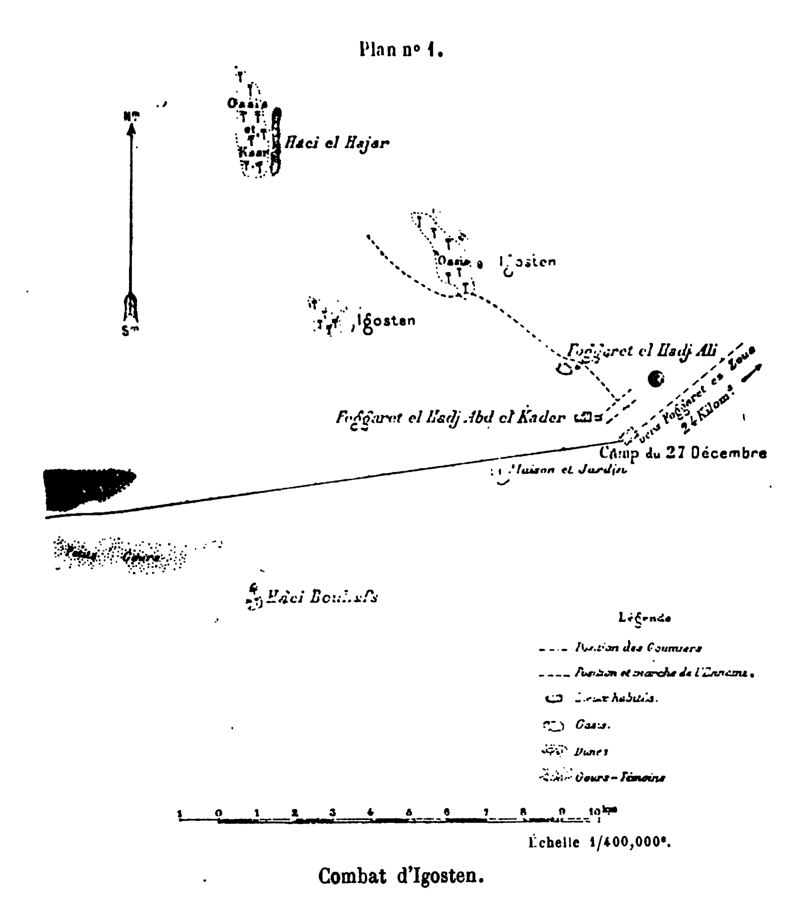
Le 28, vers 7 heures du matin, un groupe d'environ un millier d'indigènes sortit d'Igosten en armes et s'avança vers le camp. Ses intentions hostiles ne laissaient aucun doute dans l'esprit du personnel de la mission. Le capitaine Pein prit aussitôt des dispositions défensives. On parlementa quelque peu, mais des coups de feu ne tardèrent pas à se faire entendre et le combat inévitable s'engagea. Il fut court ; après quelques minutes de fusillade à moins de 100 mètres de distance, les assaillants se retirèrent laissant 56 morts sur le terrain, dont Bou-Amama ben Ba-Djouda et son fils, à peu près autant de blessés et 49 prisonniers.

A 2 heures de l'après-midi, les spahis du capitaine Germain arrivèrent et l'ennemi fut poursuivi jusqu'à In-Salah ; la casbah

des Ba-Djouda fut occupée par surprise et le goum du capitaine Pein s'installa dans le ksar.

Le 29 décembre, la mission Flamant tout entière alla occuper In-Salah et le drapeau tricolore fut aussitôt hissé sur le plus haut bastion de la casbah des Ba-Djouda. Le règne des Ba-Djouda

Plan n° 1.



Combat d'Igosten.

était terminé. Cette famille, la plus influente et la plus puissante du Tidikelt, qui dominait surtout à In-Salah, fut anéantie dans ce combat sous Igosten. El Hadj El Madhi-Ba-Djouda y fut blessé, et El Bekhaï ben Ba-Djouda était prisonnier.

La colonne campera à El Okséïba, 27 kilomètres. On se conformera pour l'installation, le service et la garde, en arrivant au bivouac, à l'instruction générale pour la marche des colonnes dans les régions sahariennes faites par le lieutenant-colonel d'Eu et dictée à tous les corps et détachements de ladite colonne, en date du 9 février 1900. (Voir à la fin.)

On campera toujours en carré, ou mieux en rectangle dans l'ordre suivant :

1re face: génie, administration, santé; 2e et 3e faces: tirailleurs; 4e face: spahis algériens.

Chaque face se gardera par un petit-poste. La même formation sera prise chaque jour, pour la marche et l'installation du camp.

Composition de la colonne du Tidikelt (à son départ).

DÉSIGNATION DES CORPS ET SERVICES DIVERS.	OFFICIERS	TROUPE.	CHEVAUX.	MULETS.	MÉHARA.	CHAMEAUX.	OBSERVATIONS.
ÉTAT-MAJOR.							
Commandant de la colonne	1	»	2	»	»	2	
Officier adjoint	1	»	1	»	»	1	
Sous-intendant militaire	1	1	2	»	»	1	
Officier des affaires indigènes	1	1	2	»	»	1	
Interprète militaire	1	»	1	»	»	1	
Secrétaire d'état-major	»	1	»	»	»	»	
Bureau topographique	2	2	4	»	»	6	
INFANTERIE.							
2 compagnies du 1er tirailleurs.	9	350	5	»	»	50	
1 compagnie du 2e bat. d'Afrique.	4	175	1	»	»	29	
CAVALERIE.							
1/2 escadron du 1er spahis algériens	3	50	53	»	»	9	
ARTILLERIE.							
Section de montagne de la 18e batterie	1	52	2	10	»	130	
GÉNIE	2	21	2	6	»	12	
SERVICE DE SANTÉ	3	20	3	12	»	28	
SERVICE DES SUBSISTANCES	1	16	1	6	»	28	
TRAIN DES ÉQUIPAGES	»	9	»	»	»	»	
TOTAL	30	698	79	34	»	298	
Equipage d'eau (4 jours)						262	
Convoi de vivres						1,019	
TOTAL GÉNÉRAL des chameaux						1,579	

État nominatif des officiers de la colonne.

CORPS ET SERVICES.	NOMS.	GRADES.	EMPLOIS.
	MM.		
1er tirailleurs algériens.	D'EU (Clément)......	Lieuten.-colonel.	Commandant la colonne.
	QUIQUANDON (Jean)...	Chef de bataillon.	Commandant de l'infanterie.
	REYNÈS (Edouard)....	Capitaine.	Adjudant-major.
	CARLBIAN (Frédéric)..	Id.	Commandant la 9e compagnie.
	THOUVENY (Louis)....	Id.	Commandant la 10e compagnie.
	JOUANDON (Pierre)... .	Lieutenant.	Officier de peloton, 9e compagnie.
	OLIVIER (Jean).......	Id.	Id. 9e compagnie.
	COURTHIADE (Bernard).	Id.	Id. 10e compagnie.
	GUILLET (Maurice)...	Id.	Id. 10e compagnie.
	MOUCER (Ammar)....	Id.	Id. 9e compagnie.
2e bataillon d'Afrique.	MARCHAL (Hubert)...	Capitaine.	Commandant la 4e compagnie.
	MICLET (Victorien)...	Lieutenant.	Officier de peloton, 4e compagnie.
	PICARD (René).......	Id.	Id. 4e compagnie.
	DORÉ (Georges)......	Id.	Id. 4e compagnie.
	MARTIAL (Jean)......	Id.	Adjoint au commandant de la colonne.
Section d'artillerie de montagne.	VOINOT (Louis)......	Lieutenant.	Commandant l'artillerie de la colonne.
Détachement du génie.	BASSÈNE (Louis).....	Capitaine.	Commandant le génie de la colonne.
	CASTELLE (Jean).....	Lieutenant.	Commandant le détachement du génie.
1er escadron de spahis.	DE BOÉRIO (Marie)...	Capitaine.	Commandant l'escadron.
	DE CLAVIÈRE (Antoine)	Lieutenant.	Officier de peloton au 1er escadron.
	D'AUBERJON (Marie)..	Id.	Id.
Hôpitaux. — Division d'Alger.	ADRIET (Pierre)......	Médecin-major de 2e classe.	Médecin chef de l'ambulance.
	LENIEZ (Alcide)......	Médecin aide-major de 1re cl.	Adjoint au médecin chef.
	MAIGNON (Dominique).	Officier d'admin. de 2e classe.	Comptable de l'ambulance.
Services administratifs.	ISNARD (Gaspard)....	Sous-intendant militaire.	Direction des services administratifs.
	DÉCORSE (Jean.).....	Officier d'admin. de 2e classe.	Comptable des subsistances.
102e de ligne.	PRUDHOMME (Henri)..	Capitaine.	Chef du bureau topographique.
21e régiment de dragons.	FAURE (Henri).......	Lieutenant.	Bureau topographique.
Bureau arabe. El Goléa.	SIMON (Henri).......	Capitaine.	Officier du bureau arabe de la colonne.
Bureau arabe. Division d'Alger.	REYMOND (Paul).....	Interprète militaire.	Interprète de la colonne.

Composition de chacun des trois groupes de la colonne du Tidikelt.

CORPS ET SERVICES DIVERS.	GRADES OU EMPLOIS.	NOMS.	EFFECTIF.			
			OFFICIERS.	TROUPE.	CHEVAUX et MULETS.	CHAMEAUX.
PREMIER GROUPE. — Départ le 24 février 1900.						
État-major	Lieuten^t^-colonel commandant la colonne.	MM. d'Eu.	1	»	2	2
Id.	Lieuten^t^ adjoint.	Martial.	1	»	1	1
Id.	Secrét^re^ d'état-major.	»	»	1	»	»
1er rég. de spahis algériens.	»	»	3	38	41	9
Génie	»	»	2	21	8	12
1er tirailleurs algériens (10e compagnie)	»	»	3	175	1	14
19e section d'ouvriers d'administration	»	»	»	5	»	3
19e section d'infirmiers	»	»	»	3	2	1
Equipage d'eau (164 tonnelets)			»	»	»	82
Convoi administratif			»	»	»	327
Bachamars			»	»	»	»
Sokhars			»	»	»	»
		Totaux	10	243	55	451
DEUXIÈME GROUPE. — Départ le 25 février 1900.						
État-major	Chef de bataillon	Quiquandon.	1	»	2	2
Id.	Sous-intendant.	Isnard.	1	1	2	1
Id.	Interprète militaire.	Reymond.	1	»	1	1
1er rég. de spahis algériens.	»	»	»	6(1)	6	»
2e bat. d'Afrique (4e comp.).	»	»	4	175	1	29
1er tirailleurs algériens (9e compagnie)	»	»	»	28	»	6
Artillerie	»	»	1	52	12	130
19e section d'ouvriers d'administration	»	»	»	6	»	5
Ambulance	»	»	2	20(2)	10(2)	25
Equipage d'eau (206 tonnelets)			»	»	»	108
Convoi administratif et réserve de chameaux			»	»	»	399
Bachamars			»	»	»	»
Sokhars			»	»	»	»
		Totaux	10	288	34	706

(1) Dont 1 sous-officier.
(2) Dont 4 soldats du train et 8 mulets.

CORPS ET SERVICES DIVERS.	GRADES OU EMPLOIS.	NOMS.	EFFECTIF. OFFICIERS.	TROUPE.	CHEVAUX et MULETS.	CHAMEAUX.
TROISIÈME GROUPE. — Départ le 27 février 1900.						
État-major	Capit^ne commandant le groupe.	MM. REYNÈS.	1	»	1	1
Id	Capitaine du bureau arabe.	SIMON.	1	1	2	1
1er régim. de spahis algériens	»	»	»	6 (1)	6	»
1er tirailleurs algériens (9e compagnie)	»	»	4	147	1	27
19e section d'ouvriers d'administration	Officier comptable.	DÉCORSE.	1	8 (2)	7 (2)	20
19e section d'infirmiers	Médecin aide-major.	LENIEZ.	1	3 (3)	3 (3)	2
Bureau topographique	Capitaine chef du bureau.	PRUDHOMME.	2	2	4	6
Equipage d'eau (144 tonnelets)			»	»	»	72
Convoi administratif et réserve de chameaux			»	»	»	293
Bachamars				»	»	»
Sokhars			»	»	»	»
TOTAUX			10	167	24	422

RÉCAPITULATION.

	OFFICIERS.	TROUPE.	CHEVAUX et MULETS.	CHAMEAUX.
Officiers	7	»	12	12
Cavalerie	3	50	53	9
Infanterie	13	525	6	79
Artillerie	1	52	12	130
Génie	2	21	8	12
Secrétaire d'état-major	»	1	»	»
Ouvriers d'administration	1	16	7	28
Infirmiers	3	20	15	28
Train	»	9	»	»
Ordonnances	»	4	»	»
Equipage d'eau	»	»	»	262
Convoi administratif	»	»	»	1019
Sokhars	»	»	»	»
Bachamars	»	»	»	»
TOTAUX	30	698	113	1579

(1) Dont 1 brigadier.
(2) Dont 3 soldats du train et 6 mulets.
(3) Dont 2 conducteurs du train et 2 mulets.

HISTORIQUE DES FAITS

24 février 1900. — 1er *échelon.* Mise en route du 1er échelon qui se porte d'El Goléa au puits d'El Okséïba.

Départ à 6 h. 15 du matin dans de bonnes conditions ; arrivée à 1 h. 10 du soir. Distance parcourue : 27 kilomètres en 7 heures. Bonne route. Vers le 15e kilomètre en partant d'El Goléa, on traverse une daya dont la surface est formée d'une couche saline de 16 à 20 centimètres d'épaisseur. Les gens du pays viennent y prendre des morceaux de sel ; ils en sont très avares et refusent d'en donner aux hommes ; seul le commandant de la colonne est autorisé à en prendre un morceau. Il est vrai que le travail est assez long et difficile, avec les faibles outils primitifs dont disposent les gens du pays. Le temps est superbe, mais la température reste élevée toute la journée. A la fin de l'étape il fait fort chaud.

Bivouac au Sud-Est et à 1500 mètres environ des puits. Bois rare dans un rayon d'un kilomètre ; il faut avoir soin de s'en procurer en route vers le 20e kilomètre. Pâturages à peu près nuls dans un rayon de 5 kilomètres. Les deux puits d'El Okséïba ont 2m35 de profondeur ; ils donnent une eau un peu magnésienne, mais assez agréable au goût. Le rendement total est d'environ 200 litres à l'heure, à condition qu'ils aient été récemment curés, car ils sont fréquemment ensablés malgré les coupoles de pierres dont ils sont recouverts. La colonne a emporté d'El Goléa de grandes cuves en zinc, fournies par le bureau arabe, à raison de deux par échelon, qui rendent les plus grands services ; remplies, elles fournissent une réserve d'eau pour la troupe et pour l'abreuvage du troupeau et des chevaux ; avoir soin de s'en munir toujours au départ. Un appareil Pithoy, du génie, doit aussi être emporté ; il servira dans certains tilmas. Le lieu de campement est bon, à condition de rester sur la piste sans s'approcher des puits.

25 février. — 1er *échelon.* Le 1er échelon se porte d'El Okséïba à l'Erg-Oulad-Yahia, à hauteur et un peu à l'ouest du kilomètre 56.

Départ à 5 h. 1/2 du matin. Arrivée à 1 heure du soir. Distance parcourue : 29 kilomètres. La route se prolonge sur un vaste plateau, d'accès facile et aux vues très étendues. On aperçoit, après quelques kilomètres de marche, de nombreuses petites dunes couvertes de r'tems en fleur. Plus loin, au tournant de la route, on trouve du plâtre.

En général, la route est bonne ; le seul endroit difficile est la montée étroite et rocailleuse qui, à hauteur du puits de Maroket, conduit sur un vaste plateau rocheux, très uni, mais rocailleux. On y trouve quelques dunes et du r'tem. Ce puits de Maroket est un peu sur la droite du chemin, et il est préférable, quand on a un bon convoi d'eau, de ne point y aller. Du reste, l'eau en est contaminée au moment du passage de la colonne, et le fait se reproduit très souvent. Peu de pâturages pendant la route.

La température reste très élevée toute la journée ; il fait encore plus chaud que la veille, et le thermomètre marque 42° à l'ombre vers midi. Il est temps d'arriver. Le camp est installé sur un bon terrain, un peu dur cependant, à l'ouest de l'Erg-Oulad-Yahia, au pied de la dune où est installé le poste optique, et à 1 kilomètre environ à l'ouest de la piste kilométrée. Pas d'eau ; on utilise celle des tonnelets. Bois assez abondant dans la dune. Pâturages de médiocre qualité, mais assez abondants.

2e *échelon*. Le deuxième échelon se porte d'El Goléa à El Okséïba.

26 février. — 1er *échelon*. Marche de l'Erg-Oulad-Yahia au puits de Meksa.

Départ à 6 heures du matin. Arrivée à 1 h. 10 du soir. Grand'-halte de 45 minutes.

Distance parcourue : 27 kilomètres en 6 h. 55 minutes de marche effective. La route suivie par la colonne n'est pas la route kilométrée d'El Goléa à Fort-Miribel, mais un chemin plus à l'ouest qui laisse la grande dune à sa gauche (est). Elle se prolonge sur un vaste plateau rocheux, couvert de quelques r'tems dans le sable, ayant des vues très étendues vers l'ouest. Bons pâturages ; le reste de la dune, un peu avant de tomber dans la daya Bouziane est particulièrement long et difficile ; on rejoint la vraie route au kilomètre n° 72. Le terrain est alors

caillouteux et quelque peu accidenté ; mais la marche est assez facile. Les environs sont dénudés et d'aspect sauvage. On descend du plateau par un chemin étroit dans une daya que limite une grande dune vers le Sud. C'est la dune de Meksa, au milieu de laquelle se trouvent les puits. On s'en rapproche insensiblement ; la traversée en est lente et difficile. La colonne va camper au sud des puits, au delà de la dune et à environ 1800 mètres. Le terrain est ferme et bon. Il est préférable de ne pas rester dans la dune à cause des vents fréquents qui soufflent dans ces parages et soulèvent des nuages de sable qui obscurcissent le ciel et empêchent tout travail et toute surveillance. Il arrive souvent que le télégraphe optique ne peut correspondre pendant plusieurs jours consécutifs. Les deux puits de Meksa sont peu profonds (2^m^60 et 2^m^13), protégés par des coupoles en maçonnerie, mais, malgré cela, souvent ensablés. Eau magnésienne et séléniteuse très abondante ; deux mètres cubes à l'heure quand les puits sont nettoyés. En creusant la dune, on trouve de l'eau à peu près partout ; les sokhars ont pu en découvrir en abondance. Bois dans les environs. La chaleur, encore forte, semble diminuer.

2e *échelon*. Le 2e échelon se porte d'El Okséïba à Guern-Ouled-Yahia, lieu habituel de campement sur la route kilométrée d'El Goléa à Fort-Miribel.

27 février. — 1er *échelon*. Marche de Meksa au puits de l'Oued Sarret (Hassi-Sarret).

Départ à 6 heures. Arrivée à 12 h. 25 minutes. Distance parcourue : 25 kilomètres en 6 h. 55 minutes.

La route, assez difficile au début dans les dunes, grimpe au 91e kilomètre sur un plateau dénudé et aride, couvert de pierres noires ; c'est triste et laid. La vue s'étend fort loin de tous côtés. On va ainsi de kilomètre en kilomètre jusqu'à la descente dans l'Oued Ghallousen, qui limite le plateau au Sud. Cette descente est encore difficile (kilomètre 99). Il faudrait un peu de travail pour aplanir le chemin. C'est sur la rive sud que fut surpris et tué le lieutenant Collot, des tirailleurs sahariens, en octobre 1896, avec trois des hommes qui l'accompagnaient ; le quatrième, un spahi, s'est sauvé. Plateau pierreux au delà ; on redescend dans l'Oued Sarret à travers les roches dures du plateau.

Bivouac à l'ouest du puits dans la rivière qui est large de 200 mètres environ. Bon terrain de campement. Bois excessivement rare. Pâturages nuls, à moins d'aller fort loin. Eau rare. Le puits de Sarret a 35 mètres de profondeur; son rendement maximum est de 3 mètres cubes, lorsqu'il a été récemment curé. Pour le moment il ne l'est pas, et l'eau est saumâtre. Un sokhar descend au fond pour le nettoyer. Il ne faut compter sur ce puits que pour une petite troupe. En général il est préférable d'avoir de l'eau avec soi pour la troupe et de laisser celle du puits pour abreuver les animaux. On utilise donc les tonnelets du convoi d'eau.

Température plus douce.

2e *échelon*. Le 2e échelon se porte de Guern-Ouled-Yahia à Meksa.

3e *échelon*. Le 3e échelon quitte El Goléa et bivouaque à El Okséïba.

28 février. — 1er *échelon*. Le 1er échelon se porte sur Fort-Miribel.

Départ du puits de Sarret à 5 h. 45 du matin; arrivée à Miribel à 12 h. 30.

Distance parcourue: 29 kilomètres en 6 h. 45,

La route est excellente et facile sur un plateau dénudé. Pays d'aspect fort triste, pas un brin d'herbe. On commence peu à peu, du reste, à s'y accoutumer. Bientôt le terrain qui est d'abord sablonneux et forme un fond de daya, devient plus rocailleux et plus dur. C'est le désert dans toute sa beauté sauvage. La descente dans l'Oued Chebbaba est difficile, à travers des rochers âpres et aigus; les hommes marchent à la file indienne, et il faut faire attention à l'endroit où l'on place le pied, pour éviter les entorses. Mais on aperçoit les murs du fort; c'est la civilisation qui réapparaît. Les fatigues disparaissent aussitôt et c'est en chantant que l'on gagne le terrain du bivouac.

Le camp est installé au sud des quelques maisons (gourbis) qui forment ce qu'on appelle emphatiquement le « village » à l'origine de la piste qui conduit à In-Salah. Ni bois ni pâturages, à moins d'aller à 14 kilomètres au moins du fort. L'eau des puits de Miribel est abondante et elle a largement suffi aux besoins des deux premiers échelons, à condition cependant de prendre des

précautions contre le gaspillage. Elle est magnésienne et de qualité très variable, selon les puits. Le rendement est aussi très variable d'une année à l'autre.

En 1898, on ne pouvait puiser qu'environ dix mètres cubes d'eau en 24 heures. Un service des subsistances a été installé à Fort-Miribel, on y trouve du pain frais. On y a installé également une ambulance, mais il y a peu de malades et la colonne ne laisse que 5 hommes.

2e *échelon*. Le 2e échelon se porte de Meksa à Sarret.

3e *échelon*. Le 3e échelon se porte d'El Okseïba à Guern-Ouled-Yahia.

1er mars. — 1er *échelon*. Séjour à Fort-Miribel. Réapprovisionnement en eau; tous les tonnelets sont remplis pour quatre jours; tous les animaux boivent. On perçoit du pain pour cinq jours. L'ambulance de la colonne laisse dans ce poste le chocolat fondu par la chaleur et certaines choses inutiles. Le génie y laisse aussi quelque matériel trop encombrant et emporté à tort.

2e *échelon*. Le 2e échelon arrive à Fort-Miribel à 12 h. 45 et campe à l'ouest et près du 1er échelon.

3e *échelon*. Le 3e échelon se porte de Guern-Ouled-Yahia à Meksa.

Un vent violent du sud souffle tout l'après-midi; bientôt la tempête soulève des nuages de sable qui obscurcissent l'air et rendent les corvées et opérations diverses fort difficiles.

Le fort Miribel est occupé, lors du passage de la colonne, par 50 hommes et 1 officier du 1er tirailleurs. On travaille à l'aménagement du bordj et le génie fait creuser dans la cour un puits déjà très profond, lequel ne donnera sans doute jamais d'eau. Ce point est relié à El Goléa par un système de postes optiques que, malheureusement, les nuages de sable empêchent souvent de fonctionner. Le service de la poste est fait par des spahis sahariens.

2 mars. — 1er *échelon*. Le 1er échelon quitte Fort-Miribel à 5 h. 1/4 du matin.

La route est d'abord fort mauvaise; on grimpe sur les berges de la rivière, à travers les rochers, par un sentier ardu et étroit; pierres roulantes qui rendent la marche dure et difficile. Après

4 kilomètres environ de montée, on arrive sur un plateau excellent où le convoi se déploie et regagne le temps perdu ; on aperçoit quelques céaras dans la daya El Hadj M'rabet. La route étant bonne et facile et le terrain favorable, il est prescrit de faire le plus de chemin possible, en vue des difficultés ultérieures. On a de l'eau, on prend du bois et l'on campe où l'on veut, dans la plaine, puisqu'on a tout avec soi.

Arrivée à 2 h. 10 de l'après-midi ; il a été fait une grand'halte de 45 minutes. Le camp est installé au delà de l'Oued Far, dans la daya Chaïba. Distance parcourue : environ 30 kilomètres en 8 h. 25. Pas d'eau sur place. Un peu de pâturages pour les animaux et quelques buissons pour faire la cuisine. Beau temps, température douce. Cependant le vent se lève de nouveau dans l'après-midi et il souffle avec violence dans la soirée et toute la nuit.

2e *echelon*. Séjour à Fort-Miribel.

3e *échelon*. Le 3e échelon se porte de Meksa à Sarret.

3 mars. — 1er *échelon*. Le 1er échelon se porte sur l'Oued Tilemdjane. Départ à 5 h. 1/4.

Le départ est facile et accéléré dans la vaste dépression de la daya où l'on se trouve. Puis le plateau change d'aspect et le pays devient plus accidenté et plus pittoresque. On aperçoit quelque verdure, un peu de pâturages. On arrive à l'Oued Tabaloulet. La descente dans la rivière et la traversée de l'oued sont assez difficiles. Vue agréable, aspect superbe (tout est relatif). On trouve là de beaux arbres (*r'tem, éthel et tamarix*), mais pas d'eau. On a tenté infructueusement de creuser un puits que l'on voit à quelques mètres à droite de la route ; il est question de renouveler cette première tentative. Le génie de la colonne a fait des sondages, sans rien découvrir. Le chemin (piste) se déroule ensuite dans l'oued à travers des cailloux roulés, puis remonte sur un plateau raviné et assez ondulé, triste d'aspect, qui conduit à l'Oued Tiboukhar. C'est un obstacle important, à berges élevées et ardues. La descente dans la rivière est assez difficile ; le chemin est pierreux, mais bien tracé. On arrive à la sortie au marabout de Sidi Abdelkader ben Djillali. Bons pâturages. Bois en grande quantité. Comme il fait beau temps et pas chaud, la colonne traverse l'oued et se porte au delà. On grimpe alors par

une montée ardue et difficile sur un plateau très rocailleux. On est obligé de suivre des pistes étroites et tortueuses. Les chameaux marchent à la file indienne et le convoi s'allonge démesurément. Il faut faire de nombreux arrêts et surveiller le pays. Mais quelle belle vue du haut des sommets voisins de la route ! Les chameaux, rassemblés par groupe, sont remis en marche, puis on descend dans l'Oued Tilemdjane par un sentier ardu également; le pays offre un aspect sauvage ; il y a beaucoup de bois, de gros arbres.

Le camp est installé dans le lit de l'oued, en un bon endroit, large et aéré, facile à défendre et ombragé par de gros tamarix. Ce point a été choisi près d'un confluent qui permet la sortie vers le Sud, afin de rendre plus facile le départ du lendemain matin.

Partie à 5 heures du matin, la colonne arrive à 1 h. 45, après une grand'halte de 45 minutes pour la troupe, au marabout de Djillali.

Distance parcourue : 29 à 30 kilomètres en 8 heures environ. Pas d'eau, bois très abondant, pâturages passables.

Vent violent tout l'après-midi.

2e *échelon*. Départ de Fort-Miribel, bivouac à 29 kilomètres au Sud.

3e *échelon*. Marche de Sarret à Fort-Miribel.

4 mars. — 1er *échelon*. Départ du bivouac de l'Oued Tilemdjane à 5 h. 20. Malgré les précautions prises la veille, la sortie du camp est assez difficile. On suit d'abord la rivière pendant quelques kilomètres, dans un chemin à peine frayé, à travers les galets et pierres roulantes de l'oued ; la piste passe alternativement d'une rive à l'autre, laissant sur la gauche des garas élevées de 15 à 20 mètres, qui forment les berges. Puis on arrive au confluent de l'Oued Seddeur, que l'on remonte de même à travers les galets ; le convoi s'allonge et fait peu de chemin jusqu'à ce qu'enfin l'on arrive sur un bon terrain plat et favorable à la marche. On rencontre alors de nombreux *mekham* sur la route et quelques touffes de verdure. Sans arrêter le convoi, il est fait une grand'halte d'une demi-heure vers la tête de l'Oued Nogued. Le camp est installé dans un bon terrain vers l'Oued Messilli, où l'on arrive à 2 heures. Distance parcourue : 28 kilomètres en 8 h. 10 de marche effective.

Beaucoup de chameaux sont devenus aveugles, momentanément du moins : les paupières sont fermées et les yeux pleurent Ce fait est dû à une plante nommée « Ghedza ou Ghessal »; les chameaux du pays ne touchent jamais à cette plante; ils ne mangent pas non plus le « Gouzzah », toutes plantes à éviter, qui poussent dans l'erg. Si l'un de ces chameaux aveugles s'égare, il est perdu et il meurt de faim, sur place, ne sachant où aller. Pas d'eau. Bois très abondant. Bons pâturages.

2e *échelon*. Marche sur l'Oued Tilemdjane.

3e *échelon*. Séjour à Miribel. La température baisse.

5 mars. — 1er *échelon*. Départ du bivouac de l'Oued Messilli à 5 h. 20 du matin.

Le terrain presque plat est excellent pour la marche du convoi, pendant les quelques kilomètres qui conduisent au confluent de l'Oued Messilli avec l'Oued Mya. On gagne la rivière principale du pays (Oued Mya) dont toutes les autres ne sont que des affluents, en traversant quelques bancs de pierres roulantes par une piste assez facile généralement. La colonne arrive ainsi vers 7 h. 1/4 à Tilmas Djelguen, le point d'eau le plus important de la route. La colonne ne s'y arrête pas, laissant l'eau à l'échelon qui suit et va camper à 7 kilomètres plus loin, au Tilmas de Ferkla. Une garde spéciale est laissée à Djelguen pour empêcher *les sokhars toujours affamés et assoiffés* de prendre de l'eau et de la salir.

Arrivée à Ferkla à 9 1/4 du matin.

Distance parcourue : 17 kilomètres en 4 h. 5. Il y a donc en réalité un espace de 98 kilomètres environ, entre Fort-Miribel et Tilmas Djelguen, à parcourir sans rencontrer la moindre prise d'eau. D'où la nécessité évidente d'avoir avec soi un convoi de 4 jours de ce précieux liquide. Et l'on n'est pas sûr de voir de l'eau en arrivant à la surface du sol. Si l'on ignore ce que c'est qu'un tilmas et le point exact où il est situé, cela peut rendre perplexe. Il faut donc bien se renseigner avant le départ.

Le bivouac est installé dans la vallée de l'Oued Mya, à 200 mètres à l'ouest du Tilmas de Ferkla. Eau abondante et très bonne; on la trouve dans 5 ou 6 puits, à environ 1 mètre du sol. L'appareil Pithoy est installé par le génie ; la pompe donne

bientôt une eau claire et abondante. Cela facilite considérablement l'opération du remplissage des tonnelets, qu'il faut songer à emporter pleins d'eau, le surlendemain, pour les étapes futures. Cet appareil a donné en moyenne 25 litres d'eau à la minute; l'installation a demandé une demi-heure, la pompe a donné d'abord de l'eau trouble, puis, au bout d'une heure, de l'eau très claire. On a pu, pendant la soirée et la nuit, remplir tous les tonnelets et abreuver tous les chameaux de la colonne. Le tube était enfoncé de $3^{m},20$. Sans cet appareil il aurait fallu creuser de nombreux puits de $1^{m},50$ de profondeur, environ, qui n'auraient procuré que de l'eau sale.

Il faut avoir, en outre, de grandes cuves en zinc que l'on transporte à dos de chameau et que l'on installe près des puits. C'est une excellente réserve. Bois en quantité illimitée; bons pâturages.

Vent très violent dans l'après-midi et dans la soirée.

2e *échelon*. De l'Oued Tilemdjane à l'Oued Mya.

3e *échelon*. Du Fort Miribel à l'Oued El Far.

6 mars. — 1er *échelon*. Séjour le matin du 6 mars. On continue le remplissage des tonnelets. Dans l'après-midi, la colonne se porte au Sud, au confluent de l'Oued Mya et de l'Oued Tilemsine.

Départ de Ferkla à 11 h. 1/2. La température est considérablement adoucie, il fait presque froid. Très bonne marche dans l'Oued Mya, que l'on suit par une piste facile malgré les quelques galets et pierrres roulées que l'on rencontre de temps à autre. A 3 kilomètres du point de départ, montée de 30 mètres environ, pour redescendre ensuite, puis remonter encore. Cette piste, quoique plus directe, est à éviter et il vaut mieux suivre le lit de la rivière et contourner les mamelons élevés des rives tortueuses. Si l'on suit la ligne droite, il faut souvent passer à la file indienne et cela fait perdre beaucoup de temps, outre que les descentes sont difficiles et même dangereuses.

Arrivée au nouveau bivouac à 2 h. 40.

Distance parcourue: 14 kilomètres (en suivant le lit de l'Oued Mya).

Le camp est installé sur le bord et à l'ouest de l'Oued Tilemsine.

Pas d'eau. Bois et pâturages très abondants à proximité du bivouac. Vent frais toute la journée. Pluie fine de peu de durée avant la nuit; il fait presque froid.

2e *échelon*. De l'Oued Mya au Tilmas de Ferkla.

3e *échelon*. De l'Oued Far à l'Oued Timboukhar.

7 mars. — 1er *échelon*. Départ du camp à 5 h. 25 du matin. Il fait froid. La route à suivre est celle de la vallée, bien que l'on ait à passer sur des galets et à traverser plusieurs fois le lit de l'Oued Tilemsine. A 2 kilomètres du camp, le chemin monte sur une croupe de 20 mètres de relief et redescend dans l'oued par des pistes difficiles. On évite ces montées et descentes en suivant le lit de la rivière, ce qui est encore le meilleur chemin à prendre ; on rencontre des palmiers à Tilmas El Adhoum et il y a certainement de l'eau.

Belle végétation. A 3 kilomètres plus loin, on trouve les Tilmas bou Lasbà où il se rencontre encore un peu d'eau à la surface. Il est indispensable de signaler tous ces points et de les faire reconnaître ; ces tilmas ont certainement de l'eau ; il suffit d'y creuser un trou pour en avoir. Avec les pluies il y en a toujours à la surface. Mais il pleut si rarement ! Le nom de l'Oued « *Tilemsine* » indique qu'il y a beaucoup de tilmas dans son cours.

Les pistes quittent enfin l'Oued Tilemsine, qui remonte vers l'ouest, et prennent la vallée de l'Oued Seddeur.

Il y a du bois et de bons pâturages tout le long de la route ; mais, dès que l'on arrive à l'Oued Seddeur, on ne voit plus rien.

La vallée se rétrécit peu à peu et la route devient plus difficile ; on coupe la rivière à plusieurs reprises.

Arrivée au nouveau bivouac de l'Oued Seddeur à 12 h. 30. Distance parcourue : 26 kilomètres environ. Pas d'eau. Bois et pâturages assez abondants.

Vent froid toute la journée et assez violent, nuit très froide.

2e *échelon*. De Ferkla à Tilmas Abd-El-Haï dans l'Oued Tilemsine.

3e *échelon*. De l'Oued Timboukhar à l'Oued Gouzmouzzoug.

8 mars. — 1er *échelon*. De l'Oued Seddeur à l'Oued El Guettara.

Départ de l'Oued Seddeur à 5 h. 1/2 du matin. Les pistes remontent à l'Oued Seddeur qu'elles coupent en plusieurs endroits. Là, il est nécessaire de modifier le système de marche des jours précédents pour suivre ces pistes directes qui sont bonnes, en général, au lieu de s'engager dans le lit de l'oued et de ses affluents. Le chemin devient quelque peu rocailleux jusqu'à la rencontre de l'Oued Moussa ben Yaïch, que l'on coupe pour le remonter sur sa rive droite vers les garas qui forment le difficile et dangereux défilé d'Aïn Guettara. Il y a beaucoup d'eau dans l'Oued Moussa ben Yaïch aux tilmas de Chebbaba où, au moyen de quelques travaux, on pourrait créer des prises d'eau en pierres sèches comme à Ferkla et à Djelguen. Le chemin devient ensuite très bon sur le plateau qui précède le défilé. Ce défilé est franchi par une piste très étroite qui grimpe sur le sommet des garas laissant la cascade à gauche. On ne peut passer qu'un à un et il faut surveiller de près les chameaux. La descente est encore plus difficile et plus dangereuse; cependant, le passage s'est effectué sans accident; il a duré de 11 h. 35 à 1 h. 10, soit un peu plus de 1 h. 1/2.

Le génie a été envoyé en avant pour améliorer le sentier; il est resté après le passage du convoi et a fait sauter à la mélinite les principaux obstacles. En bas de la cascade, sont trois petites sources donnant un peu d'eau. On devrait y aménager un bassin pour la recevoir et la conserver. Quelques palmiers. Le chemin se continue difficile et rocailleux dans l'Oued El Guettara pendant 3 kilomètres. Puis la vallée s'élargit peu à peu et l'on peut reformer le convoi. Ce défilé serait très dangereux et impraticable s'il était défendu.

Arrivée à l'Oued El Guettara à 2 h. 15. Distance parcourue: 27 à 28 kilomètres.

Bivouac au sud des gorges d'Aïn Guettara à l'ouest de l'oued du même nom. Pas d'eau habituellement. Bois très abondants. Pâturages médiocres.

Vent froid et violent toute la journée. Orage avec éclairs et grêle à 2 h. 1/2 de l'après-midi, quelque temps après l'arrivée. Tous les oueds de la région coulent à pleins bords. Tous les animaux boivent; c'est chose très rare dans ces parages, où il ne pleut presque jamais. Il faut avoir soin, quand l'orage menace et même en tout temps, de sortir du lit des rivières pour installer le

rain de reg sablonneux, sans aucune végétation. C'est le pays de sable par excellence. Route facile. Vent violent qui vient d'arrière heureusement. D'ailleurs, chacun s'y est accoutumé. Grand'halte à 11 h. 1/2, sans arrêter le convoi des chameaux ; il a suffi à la troupe de prendre un peu d'avance.

On aperçoit de très loin la dune de Foggaret qui est le gîte de l'étape. A 5 kilomètres avant d'y arriver, on entre en plein dans le sable, et la marche se ralentit sensiblement.

Arrivée à 2 h. 15. Distance parcourue : 37 kilomètres.

Bivouac au nord-est du village, près de la prise d'eau et au pied de la dune. Eau très abondante et très bonne, un peu chaude (25 °). Pour l'amener dans l'oasis et arroser les cultures, les gens du pays captent la source souvent à 4, 5 et même 10 kilomètres de distance et creusent à une profondeur plus ou moins grande une séguia (canalisation) souterraine, qui vient déboucher à l'entrée des jardins. Des puits ou regards sont installés tous les 10 à 15 mètres, parfois moins, pour prendre du jour et permettre de nettoyer le canal. C'est ce qu'on nomme, en langage du pays, une foggara, au pluriel « feggaguir ». A la sortie, le canal d'amenée se divise en plusieurs branches ou conduites, en plein air ou recouvertes de dalles en pierres, de façon à répartir l'eau dans les propriétés. Chaque jardin possède généralement une fosse de 20 à 25 centimètres de profondeur qui sert de réservoir.

L'eau se paie très cher. Il existe dans chaque centre un *caïd des eaux*, dont les registres sont bien tenus. C'est même le meilleur et le plus sûr document à utiliser pour faire les recensements et établir l'impôt. Toutes les oasis du Tidikelt sont formées sur le même modèle. Chaque groupe comprend trois choses : l'eau, le sable, les habitants.

La résultante est l'oasis. En dehors des oasis, il n'y a rien absolument qu'un terrain de reg sablonneux sans végétation aucune.

Pas de pâturages. Bois rare et cher, on brûle des djerid ou branches de palmier desséchées. Le vent a continué à souffler pendant tout le trajet ; dans la soirée et une partie de la nuit, il est très violent. Puis il cesse tout d'un coup vers le matin. Puisse-t-il ne plus revenir !

2e *échelon*. Le 2e échelon vient camper à 12 kilomètres au sud-ouest de Kassi-Monbar pour se rapprocher du premier.

3e *échelon*. De l'Oued Seddeur à l'Oued Moussa ben Yaïch.

12 mars. — 1er *échelon*. Séjour à Foggaret ez Zoua. Ce centre est en réalité une pauvre réunion de masures en terre sèche, de forme cubique, situées dans la dune. On y compte de 300 à 400 habitants. Bonne casbah refaite à neuf depuis peu, dite « Casbah Djedida » ; elle date de deux ans à peine. C'est un massif cubique de 50 à 60 mètres de côté avec des murs épais, de 5 à 6 mètres de hauteur. Pas de fossé. Bastions aux angles. Trois rangs de créneaux, le premier a 0m,50 au-dessus du sol. C'est un très bon centre de défense ou réduit contre des fusils seuls. C'est le refuge des gens des Ksour, lors des incursions des Touareg. Le kébir de Foggaret vient faire ses offres de soumission et d'amitié. C'est un bel homme, à l'air intelligent, appartenant aux Zoua, de la famille des Oulad Sidi Cheikh. Les palmiers sont beaux et les jardins bien tenus. On y cultive de l'orge, un peu de blé, des oignons et quelques autres légumes. Bien qu'on ne soit que dans la première quinzaine de mars, la moisson est presque terminée Les habitants l'ont avancée et faite rapidement à cause de l'approche de la colonne. C'est un tort, le grain sera mauvais; les dattes sont de qualité inférieure ; il y en a peu du reste.

2e *échelon*. Le 2e échelon rejoint le 1er dans l'après-midi et vient camper à côté de lui.

3e *échelon*. Se rend de l'Oued Moussa ben Yaïch à l'Oued El Guettara.

13 mars. — 1er *échelon*. Départ de Foggaret ez Zoua à 5 h. 15 du matin.

On se dirige droit sur Igosten dans une vaste plaine de reg sablonneux. Les derniers contreforts du Tadmaït, au nord, servent à déterminer la direction. Rien sur le sol, pas un brin d'herbe. Plus loin on rencontre çà et là de petites dunes et quelques touffes sèches et maigres d'homran, qui sert de combutible.

Pays triste. Beau temps, froid le matin. Le vent s'est réellement calmé. On aperçoit bientôt les dunes d'Igosten, et le sommet de la plus haute sert de point de direction.

Arrivée à Igosten à 11 h. 25. Distance parcourue : 26 kilomètres.

Bivouac au nord du village. Eau très abondante. Bois rare et cher. Pas de pâturages.

Le détachement du capitaine Thouveny qui avait accompagné un convoi (tirailleurs et spahis algériens), vient à Igosten se fondre dans le premier échelon. L'aspect général d'Igosten est semblable à peu près à celui de Foggaret. Le centre est encore plus petit, mais c'est toujours la dune, un peu plus élevée peut-être, l'oasis et le village. Ce sera toujours ainsi, nous n'y reviendrons plus. Le kébir vient également présenter ses hommages et des gages d'amitié. Ces gens-là ne sont pas riches et ont besoin de nous.

2e *échelon*. Le 2e échelon part de Foggaret ez Zoua dans l'après-midi et se porte sur Igosten où il vient camper, à proximité du premier.

3e *échelon*. De l'Oued El Guettara à l'Oued El Abiodh.

14 mars. — 1er *échelon*. Marche sur In-Salah. Le départ a lieu à 5 h. 1/4 pour le premier échelon. Arrivée à 9 h. 25. Distance parcourue : 17 kilomètres.

La piste n'est plus marquée ; on marche dans un terrain assez bon d'abord, pendant 4 ou 5 kilomètres, puis on arrive aux dunes que l'on coupe ou contourne, pour entrer ensuite dans un couloir qui serait dangereux en présence d'un ennemi entreprenant. On retrouve ensuite un bon terrain de reg jusqu'aux dunes d'In-Salah.

2e *échelon*. Le 2e échelon part d'Igosten à 9 heures du matin et arrive à 11 heures à In-Salah.

Les deux échelons réunis campent à 500 mètres à l'est de la casbah de Badjouda.

IN-SALAH

Le camp est installé sur un plateau assez vaste, dominant l'oasis et le ksar principal. Bien aéré et facile à tenir propre; pas trop de sable.

In-Salah forme un groupe de cinq oasis séparées. La principale « Ksar-Kébir », où nous sommes, a le même aspect, déjà décrit : dune, ksar, oasis. L'oasis est très belle, et son entrée, à la prise d'eau, offre un coup d'œil magnifique. Les palmiers sont

hauts et très verts; mais les dattes sont médiocres. L'eau coule en abondance; elle est amenée de loin par une foggara profonde. Sous les palmiers on cultive du blé, de l'orge, des oignons, carottes, choux, etc. Tous les légumes peuvent y pousser. La moisson est terminée. La dune est haute et elle envahit le ksar. Celui-ci, le principal cependant, est un ramassis de maisons assez salles et d'apparence sordide. On en remarque toutefois quelques-unes d'assez bel aspect et bien construites. Portes solides en planches de palmiers. Pas de fenêtres; rues étroites, tortueuses et sales. Gens crasseux; seuls, les Kebar et la famille des Badjouda sont assez propres; ils se promènent armés de la lance traditionnelle des Touareg. Costumes bariolés aux couleurs voyantes. Beaucoup de nègres; ce sont eux qui cultivent les jardins. Le commerce n'est pas ce que l'on pourrait croire, il y a eu exagération. On ne compte que quatre magasins ou boutiques de vente, et il y a peu de chose : quelques bijoux du Soudan ou du Touat, en or et en argent; des couvertures du Gourara ou du centre de l'Afrique; des dépouilles d'autruches (fort peu) et des armes. Chaque famille possède un ou deux moutons noirs, à poil laineux, qui couchent dans la maison, nommés « ademan » : il y a aussi beaucoup d'ânes et quelques chameaux. Je n'ai pu faire le dénombrement des habitants, mais je doute fort qu'il y en ait plus de 4,000 à 5,000 en tout (et encore !).

Les Touareg viennent (ou mieux venaient) fréquemment faire des échanges avec les gens d'In-Salah.

On rencontre beaucoup de ruines d'anciennes casbahs ou maisons particulières.

Eau très abondante dans l'oasis. Bois rare et cher. Pas de pâturages à moins d'aller à 14 ou 15 kilomètres.

Des ordres spéciaux sont donnés pour l'établissement du camp sous In-Salah. Le service est réglé pour le jour et la nuit. Les vivres sont réunis et le sous-intendant dresse l'alignement général à la date du 14.

Les chameaux inutiles sont licenciés le 15.

3e *échelon*. De l'Oued El Abiodh à Hassi El Mongar.

15 mars. — 1er *et* 2e *échelons*. A In-Salah.

3e *échelon*. Séjour à Hassi El Mongar,

16 mars. — 1er *et* 2e *échelons*. Séjour à In-Salah.

Le commandant de la colonne reçoit l'ordre de se porter sur In Rhar et d'occuper l'oasis ainsi que tout le Tidikelt, si possible.

Aussitôt est organisée une colonne légère comprenant les 1er et 2e échelons, les troupes sahariennes et le goum, le 3e échelon devant former la réserve. L'ordre no 3 est dicté.

ORDRE No 3.

Une colonne légère se portera le 17 mars sur l'oasis d'In Rhar, à 55 kilomètres à l'ouest d'In-Salah.

Cette colonne comprendra :

1° Les deux premiers échelons de la colonne du Tidikelt, allégés de tout le matériel inutile et des vivres qui ne doivent pas être emportés, avec leur garde ;

2° Les troupes sahariennes de la garnison d'In-Salah comprenant : 100 goumiers, 60 spahis et 200 tirailleurs sahariens.

Le commandant Baumgarten laissera à In-Salah pour commander et garder la place, comme troupes de garnison : un capitaine, un lieutenant des affaires indigènes, un ou deux officiers de tirailleurs sahariens et environ 70 hommes.

L'infanterie emportera 20 caisses de cartouches de réserve, qui seront chargées par les chameaux de l'artillerie.

L'artillerie emportera 150 coups par pièce dont moitié à la mélinite.

Le service des subsistances chargera dix jours de vivres, et les troupes emporteront leurs deux jours de vivres de réserve, au total douze jours.

D'EU.

En exécution des prescriptions de cet ordre, les instructions spéciales suivantes sont dictées :

Demain 17 mars, marche sur In Rhar. Réveil à 4 h. 1/2. Départ à 5 h. 1/2. Première halte horaire 6 h. 20.

ORDRE DE MARCHE. — *Exploration*. — Spahis sahariens et goumiers, à 4 ou 5 kilomètres en avant de la colonne. Les goumiers partiront ce soir pour Aouïnet-Sissa, 17 kilomètres, afin d'y préparer l'eau pour abreuver les chevaux et remplir les bidons et les guerbas au passage.

Colonne et convoi.

Avant-garde : Spahis algériens.

1re face : Une demi-compagnie de tirailleurs sahariens marchant en sections par le flanc, ayant entre elles le génie et l'artillerie de combat.

2e face : 10e compagnie de tirailleurs algériens ;

3e face : 4e compagnie du 2e bataillon d'Afrique.

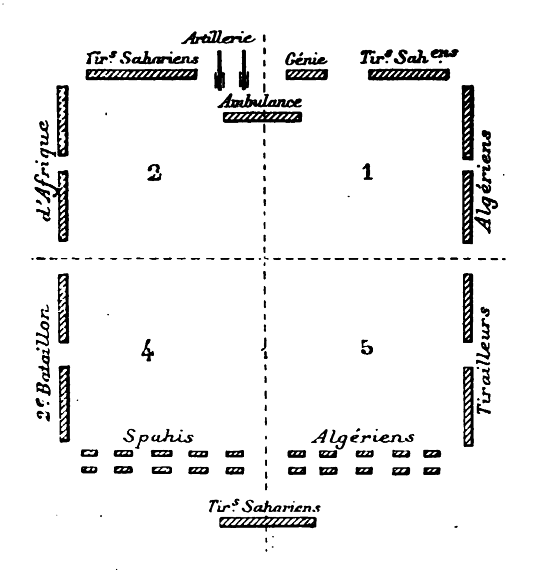
4e face : Une demi-compagnie de tirailleurs sahariens ayant derrière elle 1 brigadier et 4 spahis algériens.

Deux mulets de cacolet marcheront avec la 4e face.

Le convoi marchera à l'intérieur du carré. Aucun homme ne devra être laissé par les spahis de l'arrière-garde, ni s'égarer sur les flancs.

Grand'halte s'il y a lieu.

Bivouac. — Le bivouac sera installé en carré dans la forme habituelle et comme l'indique la figure ci-dessous. Les tirailleurs sahariens forme-



Dispositif.

ront la 1re face ; les tirailleurs algériens, la 2e ; la 4e compagnie du bataillon d'Afrique, la 3e ; les spahis, la 4e avec un peloton de tirailleurs sahariens en avant.

Les goumiers et spahis sahariens camperont à 2 kilomètres en avant vers l'ennemi. On devra redoubler de surveillance aux avant-postes. Les corps et détachements laisseront à In-Salah les malades et les hommes

nécessaires (éclopés de préférence) pour garder le matériel. Ces hommes seront alignés en vivres jusqu'au 18 courant inclus.

Le 3e échelon devant arriver le 18, laissera à In-Salah tout son matériel lourd (four de campagne et autres objets encombrants). Le docteur Leniez sera chargé de l'ambulance et restera à In-Salah.

3e *échelon*. Le 3e échelon continue sa marche sur Foggaret ez Zoua de façon à se rapprocher de la colonne. En cours de route et en exécution d'ordres reçus du commandant de la colonne, le capitaine commandant fait rétrograder le lieutenant Olivier, 25 tirailleurs et 2 spahis algériens sur Tilmas Djelguen pour prendre livraison d'un convoi de ravitaillement envoyé d'El Goléa et le ramener à In-Salah.

Après quelques heures de repos, cet échelon se remet en marche pendant la nuit, de manière à doubler la dernière étape et à arriver à In-Salah dans la journée du 17 mars.

17 mars. — Départ d'In-Salah à 5 h. 1/2. La colonne contourne les dunes par le Sud, passe près de Deramcha, où eut lieu le combat du 5 janvier 1900, se dirige ensuite vers l'ouest à travers une grande plaine sablonneuse. La route passe près de la petite oasis de M'Barka, très proche d'In-Salah, en ligne directe, mais à plusieurs kilomètres par le chemin suivi. On allonge le chemin en contournant la dune, afin d'éviter les bas-fonds dangereux qui se trouvent à la sortie ouest des jardins d'In-salah. C'est là, en effet, que s'accumulent les eaux des feggaguir et il existe des fondrières dangereuses. La marche est pénible dans ces dunes ; le vent devient violent et la colonne s'arrête à Aouïnet Sissa, à 11 heures. Grande tempête de sable. Distance parcourue : 21 kilomètres environ. Le bivouac est installé à proximité d'une petite dune, près de l'eau, peu abondante d'ailleurs, dans un puits aménagé la veille par les goumiers, à un mètre de profondeur. Pâturages et bois à proximité. La colonne avait emporté un jour d'eau. On est à l'entrée de ce pays appelé emphatiquement sur les cartes « Forêt du Tidikelt » (Rabah). Les pâturages y sont mauvais. Il faut avoir vu cette forêt pour se rendre compte de la relativité des choses et de l'exagération orientale.

3e *échelon*. Départ de Foggaret, à 1 h. 15 du matin. Arrivée à

Igosten à 6 h. 45. Grand'halte de 50 minutes; café. La marche est aussitôt reprise.

Arrivée à In-Salah (Ksar el Kébir) à 1 h. 30 du soir. Distance parcourue : 38 kilomètres. Le vent souffle avec violence à partir de midi ; il cesse le soir.

La section de la 9e compagnie commandée par le sergent Clément, qui marchait avec le 2e échelon et avait été laissée à In-Salah, rallie sa compagnie.

18 mars. — Dans la nuit, des patrouilles de goumiers sont envoyées dans l'oasis d'In Rhar pour chercher à parlementer avec les ksouriens et connaître leurs intentions; ils sont reçus à coups de fusil et obligés de se retirer.

La colonne part d'Aouïnet Sissa à 5 h. 1/2 du matin pour se rapprocher d'In Rhar; elle va bivouaquer à 8 kilomètres environ à l'est de la dune, que l'on aperçoit devant soi. Des « Choufs » apparaissent sur le sommet. Pas d'eau. Bois, pâturages abondants. Distance parcourue : 24 kilomètres.

Renseignements. — En cours de route, le naïb des Quadrya lui-même, du goum Pein, rend compte que les gens d'In Rhar sont décidés à se défendre, qu'ils ont repoussé les patrouilles à coups de fusil et qu'il a été impossible de parlementer et de s'entendre.

Dans la soirée, des coups de feu sont tirés de nouveau sur les patrouilles de spahis, envoyées dans la direction d'In Rhar.

Le commandant de la colonne, renseigné par les éclaireurs, et convaincu qu'il faudra combattre pour entrer dans In Rhar puisque les habitants ne veulent rien entendre, fait paraître l'ordre suivant :

ORDRE N° 4.

Demain réveil à 4 heures.

Les chameaux ne seront pas chargés et devront, au contraire, être solidement attachés et maintenus sur place, ainsi que les sokars.

La garde du camp sera assurée par 3 sections :

1re Une section du bataillon d'Afrique, sous les ordres d'un lieutenant, lequel aura le commandement du convoi jusqu'à l'arrivée du capitaine Simon ;

2e Une section du 1er tirailleurs commandée par un adjudant ;

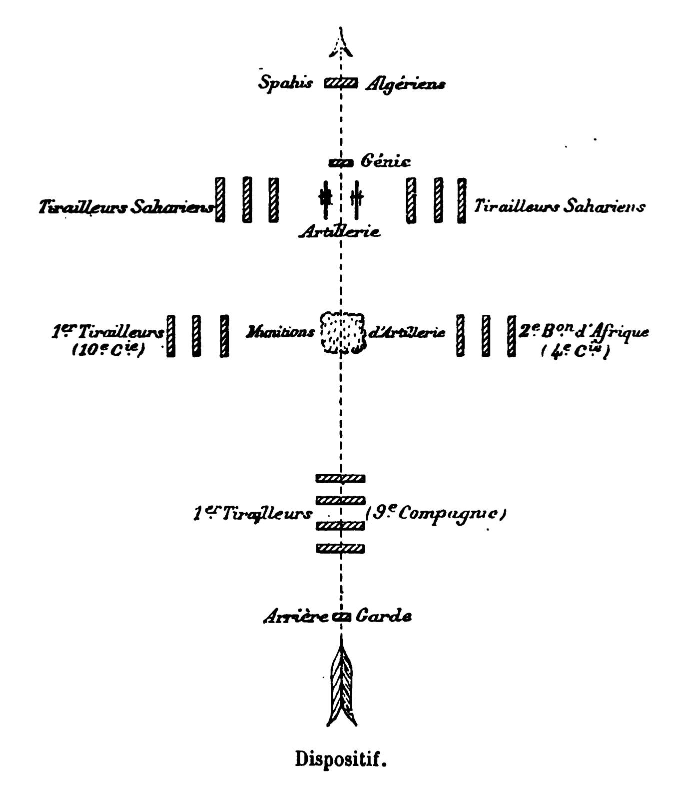
3e Une section de tirailleurs sahariens, commandée par un officier indigène.

M. l'interprète Raymond aura la surveillance du convoi proprement dit et maintiendra l'ordre parmi les sokhars.

L'ambulance restera au camp, sauf quelques cacolets et litières et le matériel indispensable que désignera lui-même le médecin chef en prévision d'un combat.

Toutes les autres troupes seront réunies à 4 h. 45 devant la 1re face du camp. Les spahis sahariens et goumiers éclaireront la colonne en avant et sur les flancs.

Départ à 5 heures précises dans la formation suivante :



Dispositif.

Avant-garde : Un demi-escadron de spahis algériens.

Colonne. — Première ligne : Une compagnie de tirailleurs sahariens, encadrant le génie et l'artillerie. — Deuxième ligne : Deux compagnies

(4e compagnie du 2e bataillon d'Afrique, à droite, 10e compagnie du 1er tirailleurs à gauche).

Réserve : 9e compagnie du 1er tirailleurs.

Arrière-garde : 5 spahis algériens.

3e *échelon.* Départ d'In-Salah à 3 heures du matin, à travers l'oasis, en longeant le village de M'Rabtin. Arrivée à Aouïnet Sissa à 7 h. 55.

A 12 h. 55, campé à mi-distance d'Aouïnet Sissa et d'In Rhar, à 10 kilomètres en arrière du bivouac des échelons 1er et 2e réunis de la colonne du Tidikelt.

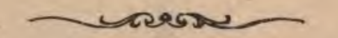
A 9 heures du soir, le 3e échelon reçoit l'ordre de continuer son mouvement dans la nuit du 18 au 19 mars, de façon à rallier le bivouac de la colonne vers 5 heures du matin. Il a déjà fait une étape de 35 kilomètres ; cependant il se remet en marche à 2 heures du matin, et à 4 h. 10 il rejoint la colonne, ayant marché pendant la nuit.

Depuis le 16 mars au matin, cet échelon a parcouru 128 kilomètres, remorquant un convoi de 460 chameaux.

19 mars. — 5 heures du matin. Rassemblement de l'infanterie de la colonne du Tidikelt en ligne de colonnes de compagnie. Revue du commandant de la colonne ; aussitôt, mise en marche sur In Rhar en trois échelons d'après l'ordre communiqué la veille (no 4).

Colonel D'EU

(*A continuer.*)



LE MORVAN

DANS LA DÉFENSE DE LA FRANCE[1]

« L'art de la guerre est un art simple et tout d'exécution ; il n'a rien de vague ; tout y est bon sens ; rien n'y est idéologie. »
(NAPOLÉON, *Corresp. milit.*, t. X, p. 216.)

IIe PARTIE.

Géographie du Morvan et de ses marges.

CHAPITRE II.

GÉOGRAPHIE MILITAIRE.

I. — Le Morvan.

OROGRAPHIE

1. *Généralités.* — Si confuse que paraisse d'abord l'orographie du Morvan, elle ne s'en accuse pas moins, après une lecture quelque peu attentive de la carte, par de grandes directions, nettement marquées, dans lesquelles on ne peut méconnaître l'influence des deux soulèvements qui ont édifié la région.

D'après les calculs d'Élie de Beaumont, les rides du soulèvement du Thuringerwald ont sillonné l'écorce terrestre sous l'inclinaison de 123 degrés sur le méridien de Paris ; les rides du

---

[1] Voir les livraisons de 1900 et 1901.

soulèvement de la Côte-d'Or n'ont qu'une inclinaison de 48 degrés sur le même méridien. Le lecteur prévenu que le Morvan est l'œuvre des deux commotions, peut, dès lors, établir une grille quadrillée d'après les deux systèmes ; cette grille sera pour lui la clef de l'orographie à déchiffrer, en même temps qu'elle lui permettra de vérifier la parfaite exactitude des origines attribuées au massif.

C'est le procédé que nous avons employé et qui nous a guidé dans l'exposé qui va suivre.

Comme il fallait s'y attendre, les rides dernières en date, celles qui sont dues au soulèvement de la Côte-d'Or, nous apparaîtront avec un relief plus continu et une netteté plus grande. Elles semblent avoir été plissées par trois vagues simultanées, à peu près également espacées, dont les crêtes s'accusent par trois alignements de hautes altitudes, la ride de Lormes ; la ride de faîte entre l'Arroux et les rivières septentrionales ; enfin la ride autunoise.

La ride de faîte, à laquelle s'adossent, au nord, le Morvan septentrional ou Morvan proprement dit ; au sud, le Morvan méridional ou Morvan autunois, est par l'altitude de ses sommets, qui en a fait la ligne de partage des eaux, la ride capitale. Elle s'élève généralement du nord au sud en un large dos sur lequel nous verrons les rivières du versant septentrional ouvrir leur première cuvette à une haute altitude. Du côté du sud, au contraire, elle s'abaisse en rides de soubassement rapprochées que les eaux percent après s'être réunies en éventail d'étage en étage.

La ride de Lormes et la ride autunoise présentent l'une et l'autre des dos moins larges, au nord, et, au sud, des rides de soubassement moins marquées.

Les rides du système du Thuringerwald sont uniformément à dos larges et érodés capricieusement ; tendues moins rigoureusement dans leur orientation particulière, nord-ouest, sud-est, elles n'en montrent pas moins, parfois, des crêtes très nettes et exactement déclinées ; dans la forêt Chenue, par exemple. On ne peut pas les méconnaître dans le Morvan septentrional où elles accusent à l'est du Cousin, entre cette rivière et la Cure et entre la Cure et l'Yonne, des alignements d'altitudes à peu près égales et fort élevées. A l'ouest de l'Yonne, elles se révèlent encore, jusque dans le Bazois, par des chaînes de hauteurs morcelées.

Dans le Morvan méridional, nous ne les distinguerons plus que par des relèvements du sol dans le prolongement des alignements septentrionaux.

Nous allons étudier en premier lieu les rides du système de la Côte-d'Or. Plus rectilignes et plus longuement développées, elles s'offrent, de préférence, à orienter notre grille et, postérieures aux rides thuringiennes, c'est d'elles que la région tient son modelé définitif.

2. *Rides du système de la Côte-d'Or.* — *a*) *Morvan méridional.* — Nous avons dit que les rides de la Côte-d'Or, et tout particulièrement la ride capitale, sont soulignées sur le versant sud par des rides de soubassement bien définies. Nous commencerons par ce versant notre examen orographique et nous décrirons tout d'abord la ride de faîte.

L'alignement de ses hauts sommets se prolonge de Saulieu, au seuil de l'Auxois, jusqu'à la Loire, vers Bourbon-Lancy. Sur ce développement d'environ 90 kilomètres, la ride est à peu près continue ; elle s'élève, sans interruption, de Saulieu aux sources de l'Yonne, par les altitudes de : 598 mètres au-dessus de Saulieu ; 687 mètres au-dessus d'Aligny ; 712 vers les sources de la Cure ; 765 et 804 dans la forêt d'Anost ; 847, 865 et 902 dans le massif du Folin. Cette cime de 902 mètres, cime du Folin ou du Bois-du-Roi, est la cime culminante du Morvan septentrional et méridional ; elle domine en son centre la haute cuvette de l'Yonne et y projette, jusque vers Château-Chinon, des ramifications puissantes. Ensuite la chaîne s'abaisse ; son altitude est encore de 855 mètres au Préneley, aux sources même de l'Yonne ; de 732 mètres vers les sources de la Dragne ; elle n'atteint plus que 665, 600 et 486 mètres aux sommets du long promontoire qu'elle forme entre le ruisseau de La Roche et ses affluents. Elle s'efface, alors, en un large seuil de 8 kilomètres environ, — seuil de Luzy, — jusqu'au confluent du ruisseau de La Roche et de l'Alène, et ne reparaît plus au delà qu'en une suite de mamelons de moins de 400 mètres, que longe, puis traverse la Somme, au nord de Bourbon-Lancy.

La première ride de soubassement, qui s'accole d'assez près à la ride capitale, présente encore des cimes imposantes. On la suit d'abord assez nettement de Collonchèvre, 598 mètres, à

Palaizot, 501 mètres; elle forme entre ces deux points l'enceinte est du haut Ternin. A Palaizot, elle est coupée par la rivière. Elle enveloppe, par le massif de Cussy-en-Morvan, 591 et 604 mètres, la haute cuvette du ruisseau de la Selle; elle étale, ensuite, entre le cours d'eau et son affluent, la Canche, le massif de Roussillon, 619 mètres, puis, allonge entre la Canche, la Grande-Verrière et ses affluents, une ligne de faîte morcelée mais nettement terminée par le mont Glandure, 644 mètres, et le massif du Beuvray, 810 mètres. L'épanouissement du Beuvray se noue à la chaîne capitale non loin du mont Prénelay; au sud, il domine une dépression où de nombreux et vastes étangs, des cours d'eaux adossés sans chevets bien définis, dénoncent l'existence d'un ancien lac de grande dimension. Il semble que, par ce lac, il dût y avoir communication, aux âges diluviens, de la Dheune à la Loire par le Mesvrin, le ruisseau d'Étang, l'Alène et l'Aron. Une voie ferrée suit, aujourd'hui, la longue crevasse. Nous l'avons vu couper la ride capitale par le seuil de Luzy; elle termine la ride secondaire du Beuvray et nous aurons à signaler son œuvre dans chacune des rides qu'il nous reste à examiner.

La deuxième ride de soubassement de la crête capitale court en bordure de l'Arroux. Souvent interrompue, elle est jalonnée par des sommets bien alignés et d'assez haut relief, depuis le chevet de la rivière jusqu'à son confluent avec la Loire.

Au chevet de l'Arroux, on peut la reconnaître dans les crêtes où s'ouvre visiblement un chenal de débordement vers le Serein. Depuis Thoisy, la ride s'accuse plus nettement par le bois de Messire-Jean, 490, la Guette, 496, Brazay-en-Morvan, 484; à partir de Savilly, 512, elle sépare le Ternin du Trévoux. Elle s'épanouit, ensuite, dans le massif de Lucenay-l'Évêque, 551, 526; puis, disparaît ou s'abaisse sur le contour du large affouillement que les eaux du Ternin, de la Selle et de la Grande-Verrière ouvrent, ici, jusqu'à l'Arroux. Pourtant on peut la suivre par la forêt de la Selle, 483. Au delà de la Grande-Verrière, elle reparaît mieux accusée jusqu'au signal de Montaigu, 574; elle se poursuit, ensuite, par des mamelons de 450 à 400 mètres qui enveloppent, entre eux et le Beuvray, le haut bassin du ruisseau d'Étang. Elle s'efface alors, au seuil marqué par l'étang des Boussons, sur le tracé de la grande crevasse que

nous avons signalée de la Dheune à la Loire. On la retrouve au delà dans une suite de hauteurs parmi lesquelles ou à proximité desquelles nous nommerons : le mont Dône, 518 mètres, le mont Tharot, 382, et le mont Dardon, 509, qui semblent reliés de part et d'autre par une ride thuringienne ; enfin le mont Tauffrin qui s'aligne de même avec le mont d'Azy sur l'autre rive de la Somme dans le système thuringien. Le dos continue jusqu'à la Loire et celle-ci a dû s'incliner transversalement devant lui de Digoin à Gilly-sur-Loire.

Sur la rive est de l'Arroux se dresse la ride autunoise. Nous avons dit qu'elle semblait être, non une ride secondaire propagée par la ride capitale, mais une ondulation directe du soulèvement de la Côte-d'Or. Son relief, son épaisseur, les roches éruptives qui ont percé le sol permettent de le supposer. Elle aligne d'Autun à Digoin deux dos rapprochés ; on dirait que la voûte qui les unissait s'est simplement affaissée entre eux. Ainsi apparaissent surtout les crêtes que sépare la route d'Autun à Mesvre ; elles accusent de part et d'autre les altitudes de 647 et de 643. Au sud du Mesvrin, la disposition se continue, bien que moins nettement ; la crête de Mesvre à Toulon-sur-Arroux, par La Chapelle, 455, La Tanière, 429 et Dettey, 526 et 482 n'est séparée que par un affaissement que les eaux ont approfondi, de la crête du massif d'Uchon : 608, 642, 684 et 632.

Entre l'Oudrache et l'Arroux on ne peut distinguer qu'un dos unique, profondément érodé, d'altitude inférieure à 400 mètres.

D'Autun au chevet de l'Arroux la ride autunoise ne se révèle guère que par les érosions alignées contre son revers oriental : le plateau d'Antuly, 555, bordé par la Drée supérieure ; le plateau de Foissy, 458, affouillé par la Canche. Mais si, sur le bas-fond bitumineux du vieux lac primaire qui constitue le bassin du haut Arroux, la ride autunoise n'a pu se soulever durablement, elle paraît au delà se dessiner puissamment, de Vandenesse à Sombernon, dans les crêtes d'enceinte de l'Ouche, 564, et plus loin, dans le massif, 608, 596 et 575, dont fait partie le mont Tasselot, vers les sources de la Seine.

Il nous faut signaler une autre interruption dans la ride autunoise, moins étendue que celle du lac d'Arroux, mais qui, peut-être, en participe. Nous avons vu la Drée supérieure border longuement le plateau d'Antuly ; la rivière paraît avoir commu-

niqué avec le haut Mesvrin. Le Mesvrin adosse ses chevets à une ride que nous étudierons plus loin, relativement peu élevée et à travers laquelle il eut dû, semble-t-il, s'écouler vers la Dheune ou la Bourbince. Tout au contraire, le Mesvrin a pris son cours vers la ride capitale autunoise et s'y est frayé, dans sa partie la plus épaisse et la plus haute, entre le massif de Montjeu et le massif d'Uchon, un goulet de 290 mètres d'altitude sous des murailles de plus de 600 mètres. Il ne suffit pas, pour expliquer cette anomalie orographique, d'imaginer que l'Arroux dut grossir le Mesvrin d'eaux de débordement par la Drée; il faut encore supposer qu'un courant diluvien, intervenant par la faille de la Dheune, opéra une chasse prolongée, sud-est-nord-ouest, devant laquelle dut s'ouvrir le massif autunois. Quoi qu'il en soit, le Mesvrin trace de la Dheune à l'Arroux le haut thalweg de la crevasse que nous avons vu se poursuivre jusqu'à la Loire par le ruisseau d'Étang et le seuil de Luzy.

La ride à laquelle le Mesvrin adosse ses chevets n'appartient au territoire autunois que des sources de la Bourbince à Nolay; mais, entre ces deux points, son parallélisme la dénonce bien comme une ride de soubassement du grand faîte de la région. Si nous la suivons du sud-ouest au nord-est, nous la voyons, dans le Charolais, atteindre 605 mètres au mont Saint-Vincent; elle s'efface presque aussitôt dans la faille de la Dheune, s'abaissant à 309 mètres entre Dheune et Bourbince. Elle s'élève ensuite lentement dans l'Autunois par le plateau de 331 mètres auquel s'adosse les chevets des deux rivières; elle se relève encore entre les chevets du Mesvrin et des mille érosions qui leur correspondent du côté de la faille. Elle atteint 468 mètres dans le plateau de Couches-les-Mines à l'appui des sources de la Drée et s'entaille de profondes brèches montant de la faille de Dheune au milieu desquelles les monts de Rome-Château, 547, et de Reine, 514, apparaissent comme des témoins respectés par les eaux. Une dernière entaille, que suit aujourd'hui une voie ferrée, s'ouvre de Nolay vers Épinac. Elle paraît avoir été le principal chenal des communications entre la Dheune et l'Arroux.

De Nolay à Dijon, la ride se poursuit; elle a désormais le nom sous lequel est connu le soulèvement qui l'a dressée; c'est la Côte-d'Or, c'est la jetée du Morvan aux Vosges. Entamée vers

Nolay, elle a gardé de Nolay à Dijon, où elle s'efface dans le grand seuil qui l'a rompue, les hautes altitudes de 571, 607, 636, 591 mètres. Au Nord, elle endigue le haut Arroux, puis l'Ouche, qui doivent épouser sa direction en sens inverse; au Sud, elle se double d'une ride de soubassement sur la vallée de la Saône. Cette ride s'accuse nettement du mont Affrique, près Dijon, au chevet du Meuzin, à hauteur de Nuits. A partir de ce point et particulièrement entre Beaune et Chagny, en regard du confluent du Doubs avec la Saône, les eaux l'ont rompue en sommets isolés. A Santenay, elle se dresse encore à l'altitude de 500 mètres et elle conserve à peu près cette altitude à Chassé, sur l'autre bord de la faille de Dheune qui l'a éventrée. De Chassé, elle se relève progressivement à travers le Charolais; c'est à elle qu'appartiennent les plateaux de la Guiche, 501 mètres, et de Saint-Bonnet-de-Joux, 596, en face du mont Saint-Vincent. Les sommets culminants du mont Saint-Vincent, extrémité occidentale de la ride capitale de la Côte-d'Or, et de Saint-Bonnet-de-Joux, extrémité occidentale de la ride de soubassement que nous venons de suivre, doivent leur altitude au croisement des deux rides avec une ride thuringienne que nous étudierons plus loin; l'ensemble constitue le nœud, l'isthme qui relie le Morvan par le Beaujolais au plateau central.

Mais, dans le Charolais, au sud du golfe de Dheune, d'autres plissements du système de la Côte-d'Or ont persisté; ce sont ceux de la montagne châlonnaise, de Givry à Tramailles par le mont Avril, le mont Bouzu (400 à 500 mètres), et, plus au Sud, les plissements du Mâconnais, dont les trois crêtes s'étagent jusqu'au Beaujolais.

b) *Morvan septentrional.* — Dans le Morvan septentrional, les rides du soulèvement de la Côte-d'Or nous apparaîtront avec des altitudes plus soutenues sur un sol lui-même plus élevé. Si elles se détachent plus confusément sur les larges dos thuringiens qu'elles traversent, ou dans les dislocations du Bazois où elles plongent, la régularité de l'éventail des eaux, dans leurs différentes cuvettes, l'alignement des points de confluence nous aideront à guider aussi sûrement notre grille de repérage.

Tout d'abord, le site de Château-Chinon, la capitale du Morvan nivernais, appelle notre attention. Nous y voyons le haut

bassin de l'Yonne fermé par une ride nette, s'élevant du Sud-Ouest vers le Nord-Est ; un de ses sommets les plus imposants, 609 mètres, abrite la ville et oblige la rivière à s'incliner au Nord par une étroite gorge dont le fond est en contre-bas d'environ 300 mètres. Cette ride est bien déclinée dans le système de la Côte-d'Or, parallèlement aux cimes de chevet du bassin. Nous la voyons se prolonger au Sud-Ouest par des massifs de bien moindre relief, séparés par des cours d'eau de même direction transversale. La symétrie est manifeste, et il n'est pas douteux que cours d'eau et massifs ne doivent leur orientation aux influences qui ont dirigé l'Yonne et la ride de Château-Chinon ; il y a eu seulement fléchissement des altitudes, fléchissement dû à la proximité de la dépression du Bazois. Nous verrons donc, dans le massif de Saint-Léger-du-Fougeret, 529 mètres entre le ruisseau des Garats et le Guignon, et le massif entre Guignon et Dragne, 440, la suite de la ride de Château-Chinon, au Sud-Ouest.

Vers le Nord-Est, l'alignement des seuils des hautes cuvettes de l'Houssière, de la Cure, du Cousin, dénonce son influence au premier coup d'œil à travers le Morvan des grands sommets. Et, en effet, les massifs des bois de l'Houssière, 639, 668, du bois de Château, 648 et 688, de Monteslme, 668, du bouquet de Goulou, 652, de la Forêt-Chenue, 675, de l'Écornée, 605, jalonnent une succession d'altitudes dont l'inclinaison sur le méridien prolonge bien celle de la ride de Château-Chinon.

Nous étendrons ce nom de ride de Château-Chinon à l'ensemble de sommets alignés que nous venons de désigner, de la Dragne au Cousin ; il constitue la première des rides secondaires que nous nous proposions de marquer au nord de la ride capitale du Morvan, de la ride du Folin, pour la dénommer aussi d'une appellation simplifiée.

Si nous rapprochons, maintenant, les altitudes moyennes des deux rides, en ne les considérant l'une et l'autre que du chevet de l'Yonne au chevet du Cousin, points entre lesquels le fléchissement déterminé par la dislocation du Bazois n'est pas intervenu d'une façon sensible, nous voyons que la ride de Château-Chinon accuse une élévation générale de 650 mètres environ contre une élévation de 750 mètres de la ride du Folin. Cette différence de niveau de 100 mètres mesure la pente entre les deux rides.

distante de 10 kilomètres environ. Si nous comparons de même l'altitude de la ride du Folin et celle de la ride du Beuvray qui lui est accolée symétriquement sur le versant méridional, à 8 kilomètres approximativement, nous trouvons une différence de niveau de 250 mètres et plus, soit une pente triple, ou à peu près, de celle du versant septentrional. C'est ce qui nous a fait dire que les rides du système de la Côte-dOr paraissent s'être lentement élevés du Nord au Sud pour s'abaisser ensuite plus rapidement en soubassements plus rapprochés.

Quant à la pente de l'Ouest à l'Est des trois rides considérées, en la calculant encore des sources de l'Yonne aux sources du Cousin, elle est à peu près uniforme ; d'où la parfaite symétrie avec laquelle, sur les deux versants, les hautes cuvettes des cours d'eau marquent leur thalweg, vers le Nord-Ouest sur le versant nord ; vers le Sud Est, sur le versant sud.

Au nord de la ride de Château-Chinon, une nouvelle ride dans le système de la Côte-d'Or nous est signalée par l'alignement des chevets de deux affluents de l'Yonne, le ruisseau de Montreuillon et le Languison, et deux affluents opposés de la Cure, le rû de la Garenne et le ruisseau de Saint-Marc.

Du côté du ruisseau de Montreuillon, la crête de faîte s'est laissée entamer quelque peu ; nous sommes, ici, sur le versant du Bazois. Néanmoins, on ne peut s'y tromper ; les massifs de Sainte-Péreuse, 440 et 400, de Bussy, 437, 498, 509, sont des témoins, sur la rive gauche de l'Yonne, de l'alignement que nous allons retrouver au nord de la rivière, souvent brisé, mais dominant la région latérale. Cet alignement est jalonné par les massifs du chevet du Languison, 538, 592; de Chassaygne et de Savaut, de part et d'autre du Chalaux, 618, 585; du chevet du Saint-Marc à la Cure, 657, 609; de la forêt de Breuil, entre Cure et Cousin, 684, 624; de la forêt de Saint-Léger, lisière sud, 590.

En comparant ces altitudes à celles de la ride précédente, on peut voir que la différence de niveau est de 50 mètres au plus pour une distance de 6 à 7 kilomètres entre les deux crêtes; mais, audelà, les vallées se creusent et s'étalent, du moins celles du Chalaux, de l'Yonne et de ses affluents, jusqu'aux rides de Lormes.

La principale et la plus développée des rides de Lormes est celle qui ferme le dernier bassin morvanais de l'Yonne, en aval

de Montreuillon, puis, le haut bassin du Languison, à hauteur de Vauclaix. Ces sommets s'abaissant vers le Bazois, atteignent, cependant encore, 464 mètres. Au sud de l'Yonne, malgré la rencontre d'une ride thuringienne se prolongeant par les monts Fragots sur l'autre rive de l'Yonne, ils fléchissent à 446 mètres, dans la forêt de Montreuillon. Au nord du Languison, ils se relèvent assez lentement par 421 et 470 mètres pour se raccorder à la crête capitale du bois de Fadray. Cette crête, nettement orientée dans le système de la Côte-d'Or, se poursuit par 568, 628, 611, 567, 633 mètres jusqu'au Chalaux qui la coupe par un coude brusque près du village du même nom; au delà du Chalaux, on doit lui rattacher le plateau de Marigny-l'Église, 484 mètres, que la Cure a dû contourner en atteignant l'Avallonais.

La ride de Fadray a pour soubassement sur son versant méridional un alignement assez peu accusé, entre l'Yonne et le Languison, plus net entre le Languison et le Chalaux, 518 mètres; enfin, puissant par ses reliefs et sa compacité, de part et d'autre de la Cure et du Cousin. Il est, ici, couronné continuement de hautes forêts, les forêts de la Chevrière, 598 et 582 mètres; au Duc, 564; de Saint-Léger, 491.

Sur son versant septentrional, la ride de Fadray est précédé d'une avant-crête assez courte, mais puissante. Par les plateaux de Cussy et de Cervon, elle étend son influence jusqu'à l'Yonne, mais ses terrasses granitiques ne s'accusent puissamment qu'à partir de Lormes. A l'est de Lormes, l'alignement devient net et imposant par 512 et 522 mètres; toutefois, il s'efface bientôt dans une longue croupe qui va commander au loin le confluent du Chalaux et de la Cure. La ride de Lormes se noue à la ride de Fadray par le massif des Marcioux, 599 mètres. De part et d'autre de ce nœud, les deux rides sont séparées par d'étroites vallées symétriques.

On a donné le nom général de massif de Lormes à l'ensemble des trois rides que nous venons d'étudier. Cet ensemble ferme et termine le Morvan face au Nord-Ouest par des reliefs peu inférieurs à ceux des rides intérieures et aussi difficilement accessibles.

c) *Coup d'œil d'ensemble.* — Nous résumerons cette étude du

système de la Côte-d'Or dans l'orographie morvanaise en rappelant, avec les rides que nous venons d'énumérer, le caractère, la physionomie distincte qu'elles communiquent aux deux régions du Morvan.

Morvan septentrional. — En somme, le Morvan septentrional se développe entre deux grandes ondulations auxquelles on peut rattacher, en les groupant, les rides que nous avons étudiées. On a dénommé massif de Lormes l'ensemble de rides qui clôt la région au Nord-Ouest; on peut dénommer massif central l'ensemble de celles qui s'accolent à la ride capitale du Folin.

Le massif de Lormes englobe les trois rides : de Lormes, de Fadray, de la Forêt-au-Duc. La ride de Lormes domine de 150 mètres, pour ses hauteurs culminantes, l'alignement Avallon—Corbigny, c'est-à-dire le fossé nord et nord-ouest du Morvan, et ce à 5 ou 6 kilomètres. Elle précède de 3 à 4 kilomètres la ride de Fadray légèrement plus élevée, crête capitale du massif. A la même distance, s'accole à la ride de Fadray, la ride de la Forêt-au-Duc, d'altitude légèrement inférieure sur les points où elle n'a pas subi de fléchissement. Ainsi constitué, le massif de Lormes présente bien, sur une épaisseur de 10 à 14 kilomètres, l'apparence d'un rempart de haut relief sur le fossé extérieur, Avallon—Corbigny ; de moindre relief, mais plus brusque, peut-être, sur le terre-plein étendu de la basse vallée du Chalaux qui l'isole nettement du massif central.

Le massif central, autrement puissant, s'élève en deux gradins dont le premier laisse de 12 à 15 kilomètres de largeur au terre-plein du bas Chalaux. Ce premier gradin est la ride de Chassaygne ; son altitude moyenne est à peu près celle de la ride de Fadray. Le deuxième gradin est la ride de Château-Chinon dominant le premier de 50 mètres environ à 6 ou 7 kilomètres. Vient enfin la ride capitale du Folin, laissant au haut Morvan 10 kilomètres de largeur entre elle et la ride de Château-Chinon qu'elle commande de 100 mètres. On voit quelle amplitude a prise l'ondulation en largeur et en hauteur en se propageant du Nord-Ouest au Sud-Est. Elle s'abaisse plus brusquement du côté de l'Arroux. La ride du Beuvray, sauf au mont Beuvray où elle est restée liée à la ride capitale, est d'altitude généralement inférieure à la ride de Château-Chinon. La ride de

la
as
se
le
re
in
la
C
ral
qu
l
le
tro
faib
dire
lèvent
puiss

3.
trion
dans
puissa
De
la Cot
tale, la
des che
respond
chaussée
substituée
remarqua

sur l'ancienne ligne de faîte. Plus loin le Veynon, sans doute ancien affluent des Garats, fit de même ; mais ne pouvant percer le massif puissant formé à Sainte-Péreuse par le croisement de la ride de la Gravelle avec la ride de Chassaygne, il dût d'abord traverser cette dernière et chercher un seuil au delà.

Le ruisseau de Montreuillon qui longeait la crête devenue ligne de faîte resta fidèle à l'Yonne, correspondant assez bien au Languison sur l'autre rive. Ainsi la symétrie sur les deux rives de l'Yonne paraît avoir été parfaite, dans toute la profondeur du Morvan septentrional, jusqu'à l'époque où se produisit la dislocation accidentelle du Bazois ; à ce moment, qui dût coïncider avec une période diluvienne, les hauts affluents de l'Yonne, les Garats, le Veynon et, peut-être, pour un temps, l'Yonne supérieure elle-même, se dérobèrent vers la Loire. Depuis, ces pertes du bassin de la rivière se sont maintenues en partie, mais celui-ci, pour quelques fléchissements ou ruptures intervenues dans ses murailles, n'en reste pas moins clos, orographiquement, entre la ride de la Chaussée romaine, au Nord-Est, et la ride de la forêt de Gravelle, au Sud-Ouest.

Au sud du bassin de l'Yonne ainsi délimité, le Guignon, la Dragne, puis l'Alène, pour son cours moyen, affectent aussi une direction thuringienne, pendant quelque temps. Nous relevons, en effet, des vestiges indéniables du soulèvement thuringien dans le dos érodé parallèlement par le Guignon et la Dragne, entre la forêt de la Gravelle, d'une part, et la ride du Mont-Genièvre, d'autre part.

La ride du Mont-Genièvre, 665, 638 mètres, nous paraît être ce qui reste du bord occidental du grand dos dont la ride de la Gravelle formait la ligne de faîte. De même, nous allons voir les hauts bassins de la Cure et du Chalaux relever, au nord de la partie orientale du dos de la Chaussée romaine.

Quant à l'Alène, nous savons que, née dans le Morvan méridional, entre les rides secondaires qui s'accolent à la ride capitale, elle doit son irruption dans le Morvan septentrional à la longue fracture à laquelle appartient le seuil de Luzy. Mais, le seuil de Luzy franchi, l'Alène s'oriente dans le système thuringien ; c'est que cette direction lui est imposée par le grand dos du système qui s'accuse manifestement sur la rive gauche. Les

plateaux de Tazilly vers Lanty, 423, 372 mètres, et le mont d'Azy, 323, sont des témoins de ce dos.

Nous en avons fini avec ce côté de l'Yonne; revenons à la ligne de faîte orientale du bassin, au dos de la Chaussée romaine. Cette ligne prête son appui aux chevets des premiers affluents de gauche de la Cure, mais les sources de la rivière elle-même sont plus à l'Est, sur la ride du Folin, par 700 mètres d'altitude, et il faut aller plus à l'Est encore, jusqu'au ruisseau du Mont-Sermage, pour voir fléchir quelque peu l'altitude générale des parties non érodées de la région. C'est que nous sommes toujours sur le dos que couronne la Chaussée romaine. Son bord oriental semble se détacher du massif de Moux, 687, envelopper au Nord le réservoir des Settons, couper par le massif de Monteslme la ride de Château-Chinon, se prolonger par le massif de Montsauche, 604, croiser la ride de Chassaygne vers le signal de Bonnin, 657, et aboutir, enfin, au nord de Brassy à la ride de la Forêt-au-Duc, par 573. L'hydrographie accuse nettement cet alignement.

Ainsi le dos dont la voie romaine marque le faîte entre l'Yonne et la Cure, s'étale longuement de part et d'autre, deux fois plus à peu près du côté de la Cure que du côté de l'Yonne, pour une largeur moyenne d'environ 10 kilomètres. Le bord oriental est d'altitude plus soutenue sinon supérieure, si on le compare à la ligne de faîte elle-même. Ainsi semble s'être propagé jusqu'à celle-ci, l'abaissement du sous-sol vers l'Ouest dû à la dislocation du Bazois. Mais le fléchissement ne fut pas tel que les cours d'eau en soient restés détournés de leur voie naturelle, s'ils le furent un moment, ce que certains seuils indécis paraissent indiquer. La Cure supérieure et le Chalaux — pour tous ses bassins, sauf le dernier, — ont donc creusé leurs cuvettes sur l'épanouissement oriental du dos thuringien, comme l'ont fait sur l'épanouissement occidental les cours supérieurs de l'Houssière, de l'Anzin et du Languison. Il suffit de jeter les yeux sur une carte pour relever cette symétrie remarquable de l'hydrographie que commande la Chaussée romaine.

Mais le brusque infléchissement de la Cure dans sa partie moyenne et le cours de son affluent, le Caillot, qui amorce l'orientation nouvelle de la rivière, nous dénoncent une autre ride thuringienne. Si nous en cherchons, de suite, la ligne de faîte, nous

la voyons se détacher de la ride du Folin par 651 mètres, vers les Grosses-Pierres, et suivre d'assez près le thalweg du Cousin par de hauts reliefs, 642, 684, 686, à la rencontre de la ride de Château-Chinon ; 624, à la rencontre de la ride de Chassaygne ; 552, à la rencontre de la ride de la Forêt-au-Duc où elle se perd.

Les plateaux arrondis que couronne cette ligne de faîte nous préviennent que nous devons les considérer comme la voûte d'un dos dont il nous faudra encore chercher les bords de part et d'autre. Le bord occidental s'accuse par une arête d'une vigueur, d'une netteté et d'une rigidité dans son orientation qui force l'attention. C'est cette arête, où s'élève de la forêt Chenue, qui a déterminé la direction du Caillot et de la Cure ; nous l'avions signalée déjà. Nous la voyons se rattacher à la ride du Folin par 643 et 681 mètres, entre les hauts affluents du Caillot; elle se dessine ensuite dans toute sa puissance devant le confluent de la Cure et du Caillot, où elle croise la ride de Château-Chinon par 654 mètres. Elle se poursuit par la forêt Chenue, 682 mètres, puis, souvent brisée, par la forêt de Breuil, 684 et 580 mètres ; elle croise en ce point la ride de Chassaygne et se continue par le bois de Lapérouse, 609 mètres; enfin, par la Forêt-au-Duc, où elle se soude à la ride du même nom, par 564 mètres.

Quant au bord oriental, il nous faut l'aller chercher sur la rive droite du Cousin. Il se noue à la ride du Folin dans le plateau de Saulieu par 597 mètres, laisse les sources du Tournesac et de la Romanée du côté de l'Auxois, atteint 624 mètres à la rencontre de la ride de Château-Chinon, 590 mètres, à la rencontre de la ride de Chassaygne, pour finir par 586 mètres dans la forêt de Saint-Léger, au croisement de la ride de la Forêt-au-Duc.

Le dos que nous venons ainsi de définir par son faîte et ses deux bords, garde, dans sa largeur de 7 à 8 kilomètres, — un peu inférieure à celle du dos de la Chaussée romaine, — un relief toujours plus élevé qui ne paraît pas avoir été influencé par l'affaissement du Bazois. Son bord oriental, comme son bord occidental, est, d'une façon générale, de niveau avec la ligne de faîte. Il ne s'en est pas moins formé, entre cette ligne et les deux crêtes de bord, de hautes et larges cuvettes, les cuvettes du Saint-Brisson, d'une part, du Cousin, d'autre part. Nous sommes ici,

Le dos entre Alène et Loire accentue ses reliefs entre la Somme et l'Arroux; nous y relevons le sommet du mont Tharot sur le prolongement des plateaux de Tazilly à Lanty, le mont Tauffrin et le mot Dardon sur le prolongement du mont d'Azy.

En somme, le soulèvement thuringien a édifié, à travers le Morvan méridional, les faîtes de séparation des eaux qu'on remarque transversalement aux rides de la Côte-d'Or et a collaboré avec ces rides à la formation des points culminants; faîtes de séparation et points culminants sont alignés dans le prolongement des dos qui sillonnent le Morvan septentrional.

Hydrographie.

1. *Généralités.* — C'est une des particularités du Morvan que les sources y sourdent souvent sur les plus hauts sommets. La région doit cette particularité aux roches imperméables de son sol qui restituent les eaux superficielles ou laissent passer les jaillissements souterrains par les fissures et les poches qui s'y sont produites. On compte 22 fontaines sur le mont Beuvray.

Le régime des cours d'eau, à leur origine, diffère suivant que leur lit court indécis à la surface d'un des grands dos thuringiens que nous avons marqués ou qu'il se creuse dans un de leurs intervalles. Ainsi, l'Yonne, grossie dès sa source par la retenue des étangs de Belle-Perche et par de nombreux ruisseaux, s'échappe presque aussitôt, entre le Grand-Montarnu et les roches de Montsaulnin, vers le fond qui sépare les larges dos qui l'encadrent ; aussi prend-elle de suite une allure torrentueuse ; ses eaux, entraînées sur une pente rapide, emportent les bûches perdues qu'on leur confie depuis leur point d'émission. La Cure, au contraire, ainsi que le Cousin, restent longtemps, d'abord, sur un dos thuringien; leurs eaux y circulent à faible pente, d'étangs en étangs; elles ne se précipitent en torrent que lorsqu'elles ont gagné le versant ou le pied du dos sur lequel elles sont nées.

On comprend que les crues, par conséquence, ne se comporteront pas de même façon suivant qu'elles auront été retenues dans un haut bassin où elles auront pu s'étaler ou qu'elles auront dû immédiatement s'épancher dans un thalweg à forte pente.

Ainsi, les crues de l'Yonne proprement dite suivent aussitôt les chutes d'eau qui se sont produites sur les sommets de son bassin, de dimension très réduite, et elles cessent avec elles. Mais, l'Houssière, la Cure, le Chalaux, le Cousin recueillent, au contraire, pendant quelque temps les eaux pluviales dans les poches successives, dans les cuvettes nombreuses qui constituent leur haut bassin. Ces réservoirs remplis, la crue suspendue se produit avec d'autant plus de violence et se soutient d'autant plus longtemps que le goulet d'échappement est plus fortement penté, plus éloigné et plus étroit. C'est ainsi que les crues du Cousin sont les plus puissantes et les plus tardives, parce que le goulet qui leur livre passage est très distant du chevet de la rivière et qu'il s'étrangle en gorges resserrées et tortueuses.

On sait les heureux résultats de ces différences de la tenue des eaux morvanaises. L'Yonne, et, par elle, la Seine, est d'un cours réglé et constant. Les torrents qu'elle réunit échelonnent leurs efforts de telle façon que ceux-ci se suivent dans le lit commun à des intervalles qu'il était facile de calculer et qu'on a pu espacer encore, au moyen de quelques travaux, au gré des besoins. Aussi, la rivière, par le seul effet de la disposition orographique de ses roches de chevet, se comporte-t-elle tout autrement que la Loire, née sur des roches identiques, mais plus rompues et moins heureusement disposées. Tandis que le fleuve roule, tour à tour, des eaux dévastatrices ou trop maigres, la rivière présente un débit régulier et docile, qu'on exploite à l'aide de retenues, d'écluses et de canaux.

Ces observations ne s'appliquent pas seulement au Morvan septentrional. Dans le Morvan méridional, le grand thalweg collecteur, l'Arroux, est d'un régime non moins avantageusement compensé. Chenal d'écoulement de l'ancien lac qui se développait si largement entre Autun, Epinac et Arnay-le-Duc, grossi près de son goulet même de tous les torrents adossés, de Saulieu au Preneley, à la chaîne capitale du Morvan, le cours d'eau s'est ouvert une succession de biefs de grande dimension dans le quadrillage de ses murailles. De là ces étangs si multipliés, — on en compte jusqu'à 500, dans la région, — ces marécages étendus, ces prairies basses longuement étalées, au milieu desquelles la

rivière circule et où ses crues se perdent, ainsi que ses eaux maigres, en temps de sécheresse[1].

Cette disposition de bassins étagés, de biefs successifs que l'Arroux présente, dans l'orientation du système de la Côte-d'Or, à l'appui des rides thuringiennes qu'il traverse, ses affluents, pour la plupart, la reproduise transversalement, sous l'orientation thuringienne, à l'appui des rides de la Côte-d'Or. Nous avons déjà noté la symétrie remarquable avec laquelle les eaux issues de la ride capitale et s'épenchant vers l'Arroux, convergent vers les goulets qu'elles se sont percés dans la série des rides de soubassement. Ces étages de vallées en éventail dénoncent autant de retenues, autant de biefs, qui s'accusent encore aujourd'hui par des étangs ; ces retenues ou biefs où s'amassaient, autrefois, les eaux des périodes diluviennes, continuent à retarder de nos jours les grandes crues; elles font ainsi des torrents, de ce côté du Morvan comme de l'autre, des cours d'eau peu redoutables qui ne trahissent leur régime que par les sables et les roches de leur lit. Le Mesvrin, né entre les rides de l'Autunois, obéit aux même lois.

Toutefois, il faut noter que dans le Morvan méridional, le quadrillage orographique moins empâté ou plus profondément affouillé, attarde plus particulièrement les eaux dans les bassins bas et très larges de l'Arroux ; elles s'y perdent dans des étangs sans nombre, des marécages et des sables étendus. Dans le Morvan septentrional, au contraire, les bassins sont aménagés sur les faîtes, pour la plupart; ils peuvent mieux alimenter des canaux, et prêter leurs eaux à l'exploitation industrielle. D'ailleurs, le climat s'est aussi entremis pour doter le Morvan septentrional d'eaux plus abondantes et plus soutenues. La hauteur moyenne des pluies est de $1^m,40$ dans le haut bassin de l'Yonne et de $1^m,57$ au réservoir des Settons, qui recueille les eaux de la première cuvette de la Cure; cette hauteur n'atteint guère que $0^m,90$ à Autun et à Charolles, sur le versant méridional.

Quant à la direction générale des eaux, nous avons vu qu'elle est donnée par le système qui prédomine dans l'orographie de l'une ou l'autre des régions morvanaises ; elle est thuringienne

[1] Elles alimentent, toutefois, une rigole navigable de Gueugnon à Digoin, 14 kilomètres, embranchement du canal du Centre.

dans le Morvan septentrional qui doit au système du Thuringerwald l'alignement des plus compactes de ses masse rocheuses; elle a l'orientation du système de la Côte-d'Or dans le Morvan méridional, qui tient de ce soulèvement les grandes lignes de son modelé.

BIOTTOT,
Lieutenant-colonel du 26ᵉ rég. d'infanterie.

(*A continuer.*)



ESSAI SUR CLAUSEWITZ[1]

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDES CRITIQUES DES CAMPAGNES.

Campagne de 1812.

(*Fin.*)

DEUXIÈME PARTIE.

EXAMEN DU PLAN DE NAPOLÉON.

En six pages Clausewitz discute le plan de guerre de Napoléon.

Deux généraux français, Gouvion-Saint-Cyr et Rogniat, avaient écrit que la faute de Napoléon avait été de n'avoir pas su faire une *guerre méthodique*[2].

« Ce général extraordinaire, avait écrit en 1816 le général Rogniat, admirable pour combattre et vaincre ses ennemis sur un champ de bataille, admirable pour les surprendre dans leurs marches, attaquer et dissiper leurs colonnes, *ne savait pas faire une guerre méthodique*, la seule cependant qui puisse asseoir des conquêtes stables en Europe... La tête remplie des hauts faits d'Alexandre, il courait le monde comme le héros grec, à la tête d'une armée victorieuse, sans apprécier la différence des circons-

---

[1] Voir les livraisons de 1900 et de 1901 et celle de janvier 1902.
[2] Général ROGNIAT, *Notes sur l'Art de la guerre.*

tances qui ne permettait pas aux mêmes moyens d'opérer les mêmes résultats...

« Sa funeste campagne de Russie est une invasion dans le genre asiatique où l'on n'aperçoit pas les plus légères traces des précautions que nous prescrit la prudence dans nos guerres européennes. Sa base d'opérations était sur la Vistule, où il avait ses places de dépôt. Il s'avance, passe le Niémen à la tête de 400,000 hommes, et pénètre imprudemment dans l'intérieur de la Russie, sans établir ni places de dépôt, ni armée de réserve sur ce fleuve-frontière. Il court après les Russes qui évitent avec raison tout engagement sérieux, dans l'espoir bien fondé de détruire plus sûrement son armée en détail, par la désorganisation et la faim que par les batailles... Il s'engage sur la route de Moscou, il marche sur cette capitale à 300 lieues de la base d'opérations sur la Vistule. Dès lors, sa perte devient inévitable et ses victoires mêmes ne peuvent le sauver. Aussi imprudent que Charles XII, il dût éprouver la même catastrophe[1] ».

D'autre part, en 1831, le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, écrivant ses *Mémoires*, avait reproché à Napoléon de n'avoir pas divisé ses opérations en deux campagnes dont la première eût dû s'arrêter à Smolensk. « On s'arrêtait à hauteur de Smolensk, se contentant d'occuper le terrain qu'on avait les moyens de défendre, c'est-à-dire les provinces russes détachées de l'ancien royaume de Pologne.

« Il fallait proclamer franchement l'indépendance de ce royaume, aider à son organisation, donner du repos à l'armée exténuée de fatigue et de faim, emmagasiner les produits d'une belle récolte prête à moissonner, ce qui eût assuré la subsistance de nos troupes jusqu'au retour de la belle saison.

---

[1] Pas une des assertions du général Rogniat qui ne soit une erreur ou, comme le dit Napoléon, une « fausseté ». Par malheur pour ce général, un exemplaire de ses *Notes sur l'Art de la guerre* parvint à Sainte-Hélène, au maître de la guerre, et lui attira la virulente réponse qui portera le nom de Rogniat à nos arrière-neveux et nous a procuré par surcroît le morceau le plus considérable que Napoléon ait laissé sur l'art de la guerre, qu'il faut lire dans le tome XXXI de sa *Correspondance*. En réponse à l'accusation à lui faite de n'avoir pas pris la peine de faire une *guerre méthodique*, Napoléon détaille les immenses mesures ordonnées, mesures qu'on ne s'explique pas que le général Rogniat ait pu ignorer et que nous commençons à connaître en détail par les publications de la *Section historique de l'Etat-Major de l'Armée*.

« Napoléon s'abandonna à sa manie de courir sur les capitales, espérant dicter la paix à Moscou, comme il l'avait fait naguère après l'occupation de Vienne et de Berlin[1] ».

Clausewitz, qui a sur la guerre des idées autrement saines que le général Rogniat ou Gouvion-Saint-Cyr, ne souscrit pas aux reproches faits à Napoléon par ces deux généraux, d'avoir voulu arriver à Moscou d'un seul élan.

« Quel est donc cet autre plan de campagne qu'on a trouvé après coup plus raisonnable ou, comme on dit volontiers, plus méthodique ?

« Bonaparte aurait dû s'arrêter au Dnieper et à la Duna, dans tous les cas terminer la campagne après la prise de Smolensk, s'établir ensuite sur le territoire conquis, assurer ses ailes, se ménager ainsi une base d'opérations meilleure, appeler les Polonais aux armes, augmenter ainsi sa force offensive et marcher ensuite sur Moscou, après avoir repris haleine et étant en meilleure condition.

« Tout cela paraît bon lorsqu'on ne l'examine pas de plus près, et si l'on ne songe pas à le comparer avec les espérances que le plan suivi par Bonaparte pouvait présenter.

« Bonaparte eût donc clos la campagne sans avoir vaincu l'armée russe ; celle-ci fut en quelque sorte restée intacte, et Moscou n'eût pas même été menacé. Les forces russes, qui au début de la guerre étaient encore faibles, et s'étaient presque doublées au cours de la campagne, auraient eu le temps de se former tout à fait, et, pendant l'hiver, auraient pu commencer une offensive contre la ligne extrêmement étendue des Français.

« Les pertes que l'armée française a subies pendant cet hiver n'auraient très probablement pas été compensées par l'armement des Polonais.

« Songeons maintenant à ce que pouvait donner l'autre plan ; songeons que Bonaparte, prenant son adversaire presque au dépourvu, pouvait lui opposer une supériorité numérique écrasante, lui arracher de vive force une grande victoire et mener toute son entreprise avec cette rapidité qui est si nécessaire aux effets de démoralisation, et qu'enfin, il pouvait espérer aller à

---

[1] Gouvion-Saint-Cyr, *Mémoires pour servir à l'histoire militaire sous le Directoire, le Consulat et l'Empire* (1812), t. III, p. 255.

Moscou d'une traite et y attendre les propositions du vaincu. Si nous rapprochons toutes les chances des éventualités de la campagne dite méthodique, on peut en déduire, tout bien pesé, que le plan adopté par Bonaparte avait pour lui beaucoup plus de chances que l'autre, et qu'à ce point de vue il était, pour parler plus correctement, le plus méthodique et le plus prudent. On comprend bien, en tout cas, qu'un homme comme Bonaparte n'ait pas hésité entre les deux projets.

« Bonaparte voulait faire et terminer en Russie la guerre comme il l'avait partout faite et terminée. Débuter par des coups décisifs et se servir des avantages ainsi obtenus pour frapper de nouveaux coups, jouer toujours son gain sur une seule carte jusqu'à ce que la banque sautât, là était toute sa méthode, et l'on peut dire que c'est à cette méthode qu'il a dû le colossal succès dont il jouit dans ce monde. Ce succès serait à peine concevable avec une autre manière d'agir. »

Cette réponse de Clausewitz au général Rogniat et à Gouvion-Saint-Cyr est fort judicieuse, et il semblerait, en la lisant, que l'écrivain militaire prussien a exactement compris la conception de Napoléon ; nous allons voir qu'il n'en est rien. Et ici, nous sollicitons une fois de plus toute l'attention du lecteur parce que nous sommes au nœud même de la critique de la campagne.

« Bonaparte, écrit Clausewitz, devait compter ne finir cette guerre qu'après deux campagnes ; mais ce n'en était pas moins une grosse chose pour lui que d'occuper Moscou pendant la première campagne. S'il possédait cette capitale, il pouvait espérer étouffer les préparatifs d'une résistance ultérieure, en cherchant à en imposer au moyen des forces qui lui restaient, à troubler en tous sens l'opinion et en détournant le peuple de ses devoirs. *Si, au contraire, Moscou restait aux mains des Russes, il s'établirait peut-être là, pour la prochaine campagne, une si vigoureuse résistance que les forces, nécessairement affaiblies de Bonaparte, pourraient ne plus suffire à la surmonter...*

« Il faut se demander seulement si un pareil plan n'était pas impraticable en Russie. Nous ne sommes pas de cet avis. Battre l'armée russe, la détruire et s'emparer de Moscou était un but qu'on pouvait atteindre dans une campagne, mais nous pensons qu'il fallait de plus être encore redoutable à Moscou. Bonaparte

a négligé cette condition essentielle, par le fait de l'orgueilleuse légèreté qui était la caractéristique dominante de sa personnalité. Il est arrivé à Moscou avec 90,000 hommes; il eût dû y arriver avec 200,000. C'eût été possible, s'il eût ménagé davantage ses troupes et s'en fut occupé avec plus de soin. »

Cela est fort bien; mais le plan de Napoléon n'était pas du tout d'employer deux campagnes à terminer cette guerre.

Clausewitz, raisonnant après les événements, admet implicitement que, dès l'entrée en campagne, la résolution de l'empereur Alexandre de ne pas se soumettre aux exigences de Napoléon était inébranlable et ne pouvait céder que le jour où toutes les ressources de la Russie auraient été épuisées.

Aussi, pour lui, ne suffisait-il pas à Napoléon de battre les premières armées russes, mais fallait-il arriver à Moscou avec 200,000 hommes pour imposer la paix. Ce postulatum est contraire à la vérité : en fait, la résolution d'Alexandre naquit à la suite des événements et se fortifia peu à peu, surtout sous l'influence persévérante du prussien Stein ; mais Napoléon avait absolument le droit d'admettre qu'il lui suffirait, pour briser la résolution de son adversaire, d'accabler, par une défaite immédiate, les armées russes.

Son plan consista donc, comme dans ses précédentes campagnes, à s'efforcer de frapper immédiatement sur les forces russes, au delà du Niémen, un coup décisif, un Iéna, tout en se ménageant les ressources nécessaires pour aller chercher au besoin jusqu'à Moscou ce coup décisif.

Mais on conçoit que la grande préoccupation, durant toute la première partie de la campagne, n'a pu être de ménager ses forces pour arriver à Moscou avec de gros effectifs, mais d'obtenir coûte que coûte une bataille décisive sur ces Russes qui se dérobaient sans cesse devant lui.

Pourquoi n'y a-t-il pas réussi ? C'est là le nœud de la critique de cette campagne.

Mais Clausewitz, pas plus pour 1812 que pour 1806, que pour 1796, n'a su voir par quel procédé stratégique Napoléon s'efforçait d'acculer son adversaire à une bataille immédiate et décisive, c'est-à-dire la *manœuvre sur les derrières.*

Voyons ce procédé en 1812, et d'abord la manœuvre initiale : la manœuvre de Vilna.

La manœuvre de Vilna. — Sachant les forces russes en cordon le long du Niémen, la plus grosse masse au sud de Kowno, Napoléon veut percer avec son gros par Kowno sur Vilna, carrefour de retraite des forces russes, soit vers Pétersbourg, soit vers Moscou ; il espère ainsi arriver à les prendre par derrière et non réunies, et leur infliger un désastre susceptible d'amener la paix. Estimant trop haut les forces russes, Napoléon croit nécessaire de réunir 400,000 hommes. Ne pouvant commander directement à une pareille masse, il la répartit en trois armées : une armée principale et deux armées auxiliaires. L'armée principale, qu'il commande en personne, est composées de ses meilleures troupes : elle compte 250,000 hommes. L'armée du prince Eugène compte 70,000 hommes ; l'armée du roi Jérôme, 80,000 hommes.

Il s'agissait d'arriver à Vilna avant les forces russes en retraite. Pour retenir vers le sud l'armée de Bagration, il fait faire tout d'abord des démonstrations de Varsovie par Jérôme, tandis qu'il file par Kowno sur Vilna avec son armée principale flanquée à droite par l'armée du prince Eugène.

Si Bagration ne revient pas sur Vilna, Napoléon a le projet, tandis que Jérôme s'accrochera à ce général, de rabattre la majeure partie de ses forces au sud pour l'entourer et le faire capituler près des marais de Pinsk, tandis qu'un détachement contiendra les forces russes du nord.

Ce coup initial manqua ; ce n'est pas ici le lieu de rechercher les causes de cet échec, mais on conçoit que Napoléon en ait été fort affecté : « Dans cette campagne plus que dans toutes les autres, a écrit Gouvion-Saint-Cyr, Napoléon avait fondé ses principales espérances sur les événements du début ; je l'ai vu à Vilna fort étourdi de n'avoir point encore obtenu de résultat important. Il me parut déjà, à cette époque, fort dégoûté d'une entreprise qui, ne lui ayant pas donné tout de suite tous les avantages sur lesquels il avait compté, semblait les ajourner indéfiniment et l'obligeait à de nouvelles combinaisons[1] ».

La manœuvre de Witebsk. — Barclay avait porté son armée

---

[1] GOUVION-SAINT-CYR, *Mémoires*, t. III, p. 250.

sur Drissa ; Napoléon va reprendre contre lui la manœuvre qui a échoué contre Bagration. Pendant que Murat, avec les 1er, 2e et 3e corps, se portera vers Polotsk pour occuper Barclay de front, lui-même, avec la garde et l'armée d'Italie, marchera sur Witebsk, séparant toujours Bagration de Barclay, tournant ce dernier et prêt à se rabattre sur ses derrières.

Le 26 juillet, l'armée quitte Vilna. Mais juste à ce moment, l'empereur Alexandre se décide à accepter la solution réclamée par Barclay : la réunion des deux armées ; Barclay, laissant à Polotsk le corps de Wittgenstein, se dirige sur Witebsk où il espère rencontrer Bagration, venu par Orcha.

Cette retraite fait manquer la manœuvre de Napoléon, qui va la reprendre pour la troisième fois sur Smolensk.

La manœuvre de Smolensk. — Barclay a pris le commandement des deux armées russes ; il dispose de 120,000 hommes ; cédant à l'opinion publique, il reprend l'offensive. Il reporte Bagration sur Roudnia, pendant que la 1re armée remonte sur Porietshié ; il compte ainsi marcher sur Witebsk par les deux routes.

Informé de ces mouvements, Napoléon recourt à sa manœuvre favorite pour terminer d'un coup la campagne. Il fait passer son armée sur la rive gauche du Dnieper pour gagner, en toute hâte Smolensk, où il veut retraverser le fleuve « pour attaquer par derrière l'armée russe en désordre et non réunie. »

Dans les *Observations* sur le livre du général Rogniat, Napoléon a écrit : « Il n'est pas vrai que les Russes aient battu volontairement en retraite jusqu'à Moscou pour attirer l'armée française dans l'intérieur de leur pays. Ils ont abandonné Vilna, parce qu'il leur fut impossible de réunir leurs armées en avant de cette place. Ils voulurent se rallier sur le camp retranché qu'ils avaient construit à cheval sur la Dwina ; mais Bagration, avec la moitié de l'armée, ne put y arriver. La marche du prince d'Eckmühl sur Minsk, Borizof et Mohilef, sépara l'armée de Barclay de Tolly de celle de Bagration ; ce qui obligea le premier à se porter sur Witebsk et de là sur Smolensk pour se réunir avec Bagration. La jonction faite, il remarcha avec 180,000 hommes sur Witebsk pour livrer bataille à l'armée française ; *mais Napoléon exécuta alors cette belle manœuvre qui est*

le pendant de celle de Landshut en 1809; il se couvrit par la forêt de Bieski, tourna la gauche de l'armée russe, passa le Borysthène et se porta sur Smolensk, où il arriva vingt-quatre heures avant l'armée russe qui rétrograda en toute hâte. Une division de 15,000 hommes, qui s'y trouvait par hasard, eut le bonheur de défendre cette ville un jour, ce qui donna le temps à Barclay de Tolly d'arriver le lendemain. *Si l'armée française eût surpris Smolensk, elle y eût passé le Borysthène, attaqué par derrière l'armée russe en désordre et non réunie.* »

Eh bien ! voyons ce que Clausewitz a écrit sur cette manœuvre de Smolensk :

« Nous avons trouvé ici, écrit-il, ce qu'il y a de plus incompréhensible dans toute la campagne. Bonaparte se trouvait le 7, au moment où Barclay tenta son offensive, avec la plus grande partie de ses 180,000 hommes entre la Duna et le Dnieper. Davout, seul avec 30,000 hommes, avait passé le Dnieper à Rassasna. Il était donc plus naturel de marcher sur Smolensk par la route de Witebsk que par celle de Minsk. De plus, Smolensk n'était pas, pour Bonaparte, un objectif stratégique ; son objectif c'était l'armée russe qu'il s'efforçait en vain, depuis le début des opérations, d'amener à lui livrer bataille. Voilà qu'elle se trouvait devant lui, pourquoi n'a-t-il pas rassemblé ses troupes pour marcher droit sur elle ? [1].

---

[1] Page 104.

Il est très intéressant de comparer ces lignes de Clausewitz à ce qu'avait écrit le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, au tome III de ses *Mémoires pour servir à l'Histoire militaire sous le Directoire, le Consulat et l'Empire*, p. 255.

« L'Empereur s'arrêta donc douze ou treize jours à Witebsk, tant pour laisser reposer un peu ses troupes que pour juger des attaques de Tormasof et de Wittgenstein, lesquelles l'obligèrent à renforcer le maréchal Oudinot avec le 6e corps, et à réunir les Autrichiens aux Saxons pour rejeter Tormasof en Wolhynie. Barclay, sur ces entrefaites, voulant appuyer les attaques de ces deux généraux, se rapprocha de Napoléon, vint même attaquer ses cantonnements, et lui fournit ainsi une nouvelle occasion de lui livrer bataille, *mais qu'il négligea encore*. Cependant, rassuré sur ses dernières, il se mit en mouvement et parut vouloir joindre Barclay qui venait de s'établir sur la rive droite du Dnieper, près de Smolensk, où il appuyait sa gauche, et qui même avait quelques troupes sur la rive opposée pour protéger l'évacuation des vivres restés dans cette place. La plus grande partie de son armée se trouvait placée de manière à couvrir les routes de Smolensk à Saint-Pétersbourg et à Moscou. Si donc, on voulait livrer bataille, c'était, il me semble, sur la rive droite qu'il fallait se diriger pour la joindre, puisque c'était là qu'elle se trou-

« Il faut remarquer en outre que la route de Minsk à Moscou par Smolensk, que prit Bonaparte passe à Smolensk sur la rive droite du Dnieper, et qu'il lui fallait donc repasser sur cette dernière rive. S'il avait marché droit contre Barclay, ce dernier n'aurait pu qu'avec peine se replier sur Smolensk, et, dans aucun cas, séjourner dans cette ville, parce qu'en restant sur la rive droite du Dnieper, l'armée française menaçait beaucoup plus fortement la route de Moscou qu'en restant sur la rive gauche où la ville de Smolensk et le fleuve couvraient un certain temps cette ligne de communication.

« Dans ces conditions, il est probable que Smolensk serait tombé sans coup férir. Bonaparte n'aurait pas perdu 10,000 hommes devant ses murs, et la ville n'aurait pas été détruite.

---

vait presque en totalité. Mais Napoléon préféra, *sans qu'il soit possible d'en assigner la raison*, passer le Dnieper au-dessous de Smolensk, et remonter ensuite la rive gauche jusqu'à la hauteur de cette ville, qu'il fit entourer par son armée, après y avoir rejeté les détachements que l'ennemi avait sur cette rive. Dans cette position, il était bien évident qu'il ne pouvait livrer une bataille à l'armée russe, qui se trouvait séparée de la sienne par un fleuve et par une place forte; d'ailleurs, l'évacuation des vivres et des munitions contenues dans Smolensk faisait assez voir que Barclay persistait dans le système de retraite qu'il avait adopté, et qu'il allait encore s'éloigner. On pouvait prendre patience un jour ou deux; on aurait eu Smolensk sans coup férir, ce qui épargnait une grande perte d'hommes et de munitions, devenues très difficiles déjà à remplacer, en raison de l'éloignement de nos dépôts; mais Napoléon fut trop impatient ce jour-là. Il engagea presque toute son armée dans une suite de combats violents et prolongés avec les troupes rangées sur les remparts de Smolensk : combats dans lesquels notre perte fut énorme, par la raison que nos soldats combattaient à découvert de la tête aux pieds, tandis qu'il n'en était pas de même de leurs adversaires.

« On se disposait à recommencer l'attaque le lendemain; mais les Russes abandonnèrent la place dans la nuit, en évacuant le peu de vivres et de munitions qui s'y trouvaient, et se retirèrent dans la direction de Moscou. Dès ce moment, il me parut que Napoléon ne voulait plus de bataille : car il n'avait dépendu que de lui d'en livrer une, en marchant directement à l'ennemi avant d'arriver à Smolensk, et, deux jours après, dans une circonstance plus favorable encore, elle fut à sa disposition près Valoutina, où il se contenta de faire donner une portion de son armée, qui, par cette raison, aurait été écrasée, si l'extrême bravoure des troupes et les efforts courageux des chefs n'eussent suppléés au nombre.

« Je ne crois pas que l'on puisse dire que ce fut dans la vue de ménager les hommes que Napoléon n'a pas livré, près de Smolensk, une bataille décisive; car, dans les combats qu'il a soutenus dans les faubourgs et sur les remparts de cette place, il a essuyé des pertes plus considérables que celles qui seraient résultées d'une bataille livrée en rase campagne à l'armée russe tout entière. »

parce que les Russes n'étaient pas encore très exercés dans l'exécution de leurs incendies systématiques.

« On ne voit pas non plus pourquoi Bonaparte, arrivé devant Smolensk, voulut prendre cette ville de vive force. Si un corps français d'une certaine importance eût passé le Dnieper en amont et si l'armée française avait fait mine de le suivre pour se porter sur la route de Moscou, Barclay se fut hâté de la devancer, et Smolensk était pris, dans ce cas-là encore, sans coup férir.

« C'était là un de ces cas où la feinte d'un mouvement peut vous procurer tous les avantages du mouvement lui-même, et où l'on peut, par une simple manœuvre, *forcer son ennemi à se retirer* ; autrement il n'y aurait jamais de manœuvre stratégique. Nous ne pouvons expliquer la conduite du général français et ne pouvons lui trouver pour raison que les difficultés causées par le pays à la réunion et à l'alimentation des troupes françaises. La grande route de Moscou offrait, sous ce rapport, quelques avantages et c'est ce qui amena Bonaparte aux faux mouvements qu'il fit pour la prendre.

« Bonaparte une fois arrivé devant Smolensk voulut tout brusquer par un coup d'éclat. C'est là à notre avis sa troisième et sa plus grande faute pendant cette campagne. »

Ainsi Clausewitz, pas plus que Gouvion-Saint-Cyr, n'a pas saisi la manœuvre de Smolensk, qui est un exemplaire bien caractérisé de la manœuvre sur les derrières, la manœuvre favorite de Napoléon. Après avoir lu le plaidoyer de Napoléon contre le général Rogniat, il paraît superflu d'insister. Napoléon n'avait garde de marcher directement par la rive droite du Dnieper sur les armées russes qui se seraient empressées de battre en retraite. Le seul moyen de les acculer à la bataille était de les prendre par derrière, ce qui devait en outre offrir l'avantage de les attaquer dans le désordre de la retraite.

Pourquoi la manœuvre a-t-elle échoué ? Tel serait le point intéressant à étudier.

Mais trouvant le pont de Smolensk défendu par une arrière-garde ennemie, comme il avait autrefois trouvé le pont de Lodi défendu par l'arrière-garde de Beaulieu, il était naturel que cette fois encore, Napoléon eût cherché à passer coûte que coûte pour atteindre les forces ennemies dans leur retraite. Clausewitz qui,

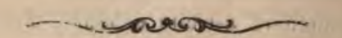
nous l'avons vu dans l'analyse de la campagne de 1796, n'a pas compris le combat de Lodi, ne pouvait pas comprendre celui de Smolensk.

La vieille ville de Smolensk, de beaucoup la plus importante, est sur la rive gauche du Dnieper; la ville nouvelle, dite faubourg de Saint-Pétersbourg, est sur la rive droite; un pont les réunit. La vieille ville est entourée d'un ancien mur en briques haut de huit mètres et flanqué de distance en distance par de grosses tours, le tout précédé d'un fossé. Napoléon pouvait-il passer le Dnieper en amont, comme le veut Clausewitz, pour faire tomber Smolensk sans perte d'hommes? Ce faisant, il eût donné aux Russes la facilité de se jeter eux-mêmes sur ses derrières en franchissant le Dnieper à Smolensk.

Il n'aurait pu s'exposer à pareille aventure que si le fleuve eût pu être facilement passé à gué en amont. Mais les reconnaissances qu'il fit faire sur le fleuve ne lui donnèrent pas de renseignements favorables. Quant à construire des ponts sous le feu des batteries ennemies, mieux valait tenter d'emporter de vive force la vieille ville pour passer à la suite des Russes sur la rive droite avant la destruction du pont.

La discussion instituée par Clausewitz sur la manœuvre de Smolensk, prouve donc irréfutablement que l'écrivain militaire prussien n'a pas compris la manœuvre favorite de Napoléon, et ce n'est certainement pas le point le moins curieux de son étude sur 1812, si intéressante à tant d'autres égards.

H. Camon,
Chef d'escadron d'artillerie, breveté d'état-major.



DE LA

TACTIQUE DU CHAMP DE BATAILLE

EN ALLEMAGNE

DEPUIS 1870[1]

3e école. — Ordre dispersé et ordre serré.

Entre les deux premières écoles, dont nous venons d'étudier les principes, s'en trouve une troisième représentée comme nous l'avons dit par le général von Scherff, le colonel d'Arnim, Fritz Hœnig, etc.....

Il est juste de reconnaître que les opinions de ces auteurs militaires diffèrent parfois dans quelques détails.

Ils ne sont, en principe, partisans exclusifs ni des formations en ordre serré, ni des formations dispersées, mais ils demandent que l'essaim de tirailleurs soit la formation de combat de l'infanterie, et le feu à volonté son genre de tir. Dans l'offensive et surtout dans la défensive, il peut être utile dans certaines circonstances d'employer des feux de salve; aussi les troupes doivent y être exercées en temps de paix.

Fritz Hœnig[2] expose les principes généraux de la tactique du champ de bataille ainsi qu'il suit :

---

[1] Voir la livraison de janvier 1902.

[2] Fritz Hœnig est un des écrivains militaires les plus remarquables de l'Allemagne. Je lui ai emprunté beaucoup d'idées dans le courant de ce travail.

« 1° Tenir compte de la faiblesse humaine qui pousse plutôt l'homme à se cacher qu'à s'exposer ;

« 2° Choix pour l'attaque de formations qui offrent à l'adversaire les buts les plus défavorables et permettent à l'homme, par la liberté des mouvements, l'utilisation du terrain et l'emploi de son arme ;

« 3° Eviter le plus possible sur des terrains découverts les attaques de front ; si on ne peut les éviter, mesurer les forces à y mettre, de telle sorte qu'après de grandes pertes elles possèdent encore la force morale suffisante pour rester en position, ainsi que les forces physiques pour résister ;

« 4° L'attaque proprement dite, l'occupation de la position ennemie ne peut plus être exécutée par ces troupes ; pour cette tâche, des troupes fraîches doivent intervenir. Comment? Cela dépend des circonstances, de l'adversaire, des munitions, du terrain, etc....;

« 5° Marcher aussi longtemps que possible sans s'arrêter ; dans la plupart des cas on pourra arriver jusqu'à 600 mètres de l'ennemi dans la formation en essaims ; plus près encore par une marche d'approche abritée et même dans des formations en ordre serré ;

« 6° Par suite ouvrir le feu aussi tard que possible ;

« 7° Si les tirailleurs doivent faire un bond, employer pour cela tous les moyens efficaces et particulièrement la poussée par des troupes fraîches. Il n'est guère possible de faire exécuter à la même troupe plus de trois bonds ; du reste, avec le fusil de petit calibre cela n'est pas nécessaire ; dans la plupart des cas le feu même à 600 mètres suffira ;

« 8° Le mouvement de l'infanterie sera préparé et soutenu par un feu énergique d'artillerie ».

Le principe de la formation de la troupe en essaims de tirailleurs est développé de la manière suivante :

« Si l'on tient compte que l'homme ne s'expose pas volontairement au danger, il faut donc qu'une pression puisse être exercée sur la masse. La tactique en colonnes, la moderne comme l'ancienne, est celle qui la facilite le mieux, puis la ligne serrée et enfin les essaims de tirailleurs ; la première donne en outre une plus grande vitesse et une plus grande précision au mouvement. Plus les lignes des tirailleurs sont étendues, plus elles sont abri-

tées et dissimulées dans les plis du terrain, plus il est difficile de leur donner cette impulsion immédiate. C'est là que gît le problème de la tactique. Si l'on voulait faciliter cette pression par l'intervention des formations serrées, en tenant compte que les hommes se pelotonnent d'eux-mêmes, on ferait simplement des sacrifices pour un principe, sans améliorer quoi que ce soit. La pression doit donc contenir en elle-même une compensation en ce sens que les chefs subalternes doivent être dressés à *un rôle beaucoup plus élevé,* les hommes à *une attention beaucoup plus grande qu'auparavant.* Le devoir des officiers subalternes est rendu plus difficile parce qu'ils sont les piliers du combat par le feu dans toutes les zones, et l'éducation de leur intelligence sera, par l'instruction, le travail, l'étude, par le jugement tactique, plutôt *intellectuelle* que *mécanique.*

« La tactique actuelle, pendant tout le combat par le feu » fait appel aux chefs subalternes et aux qualités de l'homme isolé : voilà son essence. Le chef et l'homme ne posséderont jamais une force morale et intellectuelle trop élevée, pour qu'elle ne puisse disparaître prématurément au feu ; celui-là doit en outre être beaucoup plus tacticien qu'auparavant, et celui-ci plus en état de le comprendre.

« Les projectiles de l'artillerie interdisent la formation en colonnes aux grandes distances, et les fusils de petit calibre aux moyennes et aux petites, et, comme l'artillerie et l'infanterie combattent toujours ensemble, il en résulte que toute colonne, en terrain découvert, doit être exclue du combat. La ligne serrée disparaît d'elle-même à cause de son peu de souplesse et du large but qu'elle offre ; il ne reste donc que l'essaim sur un rang comme le plus défavorable des buts et comme la meilleure formation dans toutes les circonstances. Les essaims ne doivent pas être trop grands, et ceux composés de 30 hommes, divisés en trois groupes de 10 hommes chacun, peuvent être considérés comme la meilleure formation de l'avenir. Cette dispersion ne présente pas les dangers que ses adversaires lui prédisent ; car 1° l'ennemi ne sera pas dans une meilleure situation, à l'exception de celui qui occuperait des positions préparées d'avance ; 2° l'infanterie et l'artillerie combattent toujours ensemble ; 3° un feu à 600 mètres est déjà très efficace. En ce qui concerne l'attaque décisive, il sera possible dans beaucoup de cas de pouvoir faire

avancer en terrain découvert de petites fractions en ordre serré, parce que chez l'adversaire la force de combat diminue d'heure en heure. Dans de tels moments une troupe en ordre serré et relativement petite peut amener le résultat décisif[1]. Mais il résulte de là que le commandement supérieur doit faire ouvrir dès le début, avec la plus grande énergie, le combat par le feu de l'artillerie et de l'infanterie pour obtenir la supériorité du feu ».

Les théories qui viennent d'être exposées ont permis de faire ressortir la divergence des principes sur lesquels reposent les trois écoles.

Les partisans de l'ordre serré justifient leur formation de combat par l'étude de l'homme exposé aux dangers de la guerre. Leur principe qui est, comme nous l'avons vu, de faire combattre efficacement tous les soldats du champ de bataille, sans tenir compte des pertes, est judicieux. Il est d'ailleurs aussi vieux que le monde. Les Romains, qui avaient une connaissance profonde du cœur humain, s'étaient posé le même problème et l'avaient résolu en trouvant la légion.

Les partisans de l'ordre dispersé — en Allemagne comme en France, du reste — ont une tendance à faire abstraction de l'homme, comme instrument premier du combat, et à ne tenir compte que des pertes que les formations peuvent subir par suite de l'introduction dans l'armement d'engins plus ou moins perfectionnés.

La première partie de cette étude est terminée ; il ne rentre pas dans le cadre de ce travail, on le comprend, de discuter les théories qui sont en honneur chez nos voisins. En outre, il me paraît superflu d'étudier le règlement d'exercices allemand de 1876, puisqu'il conservait intact l'ordre serré tel qu'il était pratiqué dans l'armée allemande avant 1870. L'examen des idées exposées par les chefs de la dernière école me conduit donc naturellement à l'étude du règlement du 1er septembre 1888.

---

[1] L'auteur a ici en vue l'épisode qui décida de la bataille du Mans.

DEUXIÈME PARTIE.

Règlement d'exercices allemand du 1er septembre 1888.

On peut dire, dès le principe, que ce règlement donne, dans sa généralité, satisfaction aux partisans de la troisième école dont nous avons étudié précédemment les principes.

Ordre dispersé et ordre serré. — En effet, il donne « le déploiement en tirailleurs comme *la principale formation de combat de l'infanterie* ». Mais il ajoute : « L'ordre serré n'en conserve pas moins sa complète importance pour répartir les troupes comme appui et réserve de tirailleurs, donnant au moment décisif son impulsion et, suivant les circonstances, employant uniquement le tir. Dans la première ligne seulement il n'est pas employé ; *mais jamais un combat ne pourra être conduit sans sa combinaison avec l'ordre serré.* »

Feux. — Il préconise également le feu à volonté ; cependant « il n'est pas absolument ordonné que toutes les parties d'une ligne de tirailleurs emploient le même genre de feu. » Nous verrons ultérieurement l'importance que les Allemands attachent à cette partie de l'instruction.

Emplacement des réserves. — « Art. 71. L'infanterie a seulement un endroit vulnérable. Cet endroit réside sur ses flancs, quand ceux-ci ne sont pas couverts par le terrain ou quand ils ne sont pas couverts par d'autres troupes. C'est pour cela que la sécurité des flancs a une importance prépondérante. Le véritable moyen d'assurer la sécurité des flancs se trouve dans l'emploi du dispositif en profondeur. Dans ce but, il faut envisager essentiellement quelles places donner aux fractions maintenues en réserve.

« Art. 72. *Derrière le milieu du front*, elles peuvent supporter de fortes pertes par le feu qui est dirigé sur la ligne de combat qui est en avant. Pour les éviter, elles doivent être maintenues suffisamment loin en arrière, de façon que leur emploi opportun puisse se produire.

« Art. 73. Il faut, si les circonstances n'obligent pas à agir autrement, choisir *l'emplacement des fractions maintenues en arrière, derrière les flancs de la première ligne.*

« Art. 75. Les distances à observer pour les troupes maintenues en arrière dépendent d'abord du but du combat.

« Avant leur entrée en action, les fractions à rangs serrés doivent être défilées du feu de l'ennemi.

« Les distances doivent être raccourcies au cours du combat, si l'on veut produire l'effet décisif, etc.

« Art. 76. Les distances dépendent en outre du terrain. Un terrain découvert nécessite de grandes distances... Un terrain couvert a pour effet la diminution des distances. »

Si nous passons à un point de vue plus général, de l'étude de la deuxième partie du règlement allemand il se dégage les trois principes généraux suivants :

1° Importance de l'éducation morale de l'homme ;

2° Prépondérance et supériorité du feu dans l'obtention du résultat décisif ;

3° Difficultés des attaques de front, avantages des attaques de flanc, dans le combat moderne.

Ces trois principes, qui au premier abord paraissent indépendants les uns des autres, convergent vers le même but, ainsi que nous le verrons ultérieurement.

1° *Éducation morale.* — Cette partie de l'instruction est l'objet des soins les plus attentifs des Allemands. Le règlement la recommande d'une manière particulière.

« § 3. Le devoir essentiel de l'instruction du temps de paix est de développer la valeur morale de la troupe, de l'élever et de mettre en action dans ce but tous les moyens et particulièrement par le maintien de la discipline.

« § 21. Il est du devoir de l'officier d'éveiller le jugement de l'homme, la confiance en lui-même dans un langage en rapport avec l'intelligence du soldat, mais avant tout de le convaincre qu'il n'y a rien de plus dangereux que de tourner le dos à l'ennemi. »

Enfin tout un chapitre, que je juge inutile de reproduire, traite de la question relative à l'attitude des chefs et des soldats

au combat. Dans le combat actuel ce sont précisément les *facteurs moraux* qui ont le plus à souffrir et ce sont ceux qui, par leur disparition, mettent le plus rapidement une troupe hors de combat. Aussi quelques écrivains militaires, s'inspirant de ces principes, ont demandé que la tactique de l'infanterie devienne *plus psychologique*.

« Une tactique judicieuse doit donner avant tout les voies et les moyens pour conserver à la troupe, le plus longtemps et le plus efficacement possible, sa *force de combativité*, et elle y contribuera en n'exposant pas en première ligne les facteurs moraux à une désagrégation prématurée. »

Fritz Hœnig s'exprime ainsi : « Comme les faiblesses de la nature humaine ne sont pas vaincues par l'enthousiasme, il s'ensuit que la tactique actuelle exige de tous les chefs un plus haut degré de connaissances et de savoir, de l'initiative, de l'énergie, de l'intelligence, qu'en un mot la tactique est devenue *plus psychologique*. »

2° *Prépondérance du feu.* — Pour les Allemands « le feu, comme a dit Napoléon, est tout, le reste n'est rien. » Il est évident, en effet, que seul le feu peut amener le succès, car si l'on veut vaincre, il faut aller se mettre à la place de l'adversaire, c'est-à-dire qu'il faut attaquer. Mais comment réussir dans l'attaque ? Le règlement l'indique :

« L'attaque n'a de chance de réussir que si l'on obtient la *supériorité du feu*.

« D'abord on s'efforcera d'obtenir la *supériorité du feu de l'artillerie*[1]. »

Mais s'il ne définit pas ce qu'il entend par l'expression « supériorité du feu », il indique l'importance qu'on doit y attacher et les moyens de l'obtenir.

« Tant que *la supériorité du feu n'a pas été obtenue* ou que l'ennemi n'est pas ébranlé, l'attaque ne peut être exécutée sans de grosses pertes. »

Quels sont maintenant les moyens de l'obtenir ?

---

[1] « Dès le début du combat, l'artillerie doit mettre toute son énergie, tous ses moyens à prendre sur l'artillerie adverse la *supériorité du feu* ». (Modification de l'article 135 de notre service en campagne, en date du 29 mars 1900).

1° Nous avons vu que le règlement indique « que l'on s'efforcera d'obtenir d'abord la supériorité du feu de l'artillerie ». Mais comment cela se fera-t-il dans la bataille de l'avenir, car l'artillerie allemande aura probablement assez à faire pour tenir en respect notre artillerie ? Le règlement ne donne aucune indication sur ce point ;

2° D'autre part, il est bien certain que le dressage de l'homme, son instruction technique au point de vue du tir, et l'efficacité de l arme entrent ici en considération, tant au point de vue moral qu'au point de vue matériel. Les Allemands prétendent qu'ils nous sont supérieurs sur ce point. Cela me semble difficile, car les grandes puissances sont actuellement au même niveau au point de vue de l'armement. Elles possèdent, en effet, une arme où les questions pratiques en campagne telles que : appréciation des distances, hausse, chargement rapide, se simplifient à tel point que, même placée dans les mains d'un homme peu exercé, elle devient très dangereuse ;

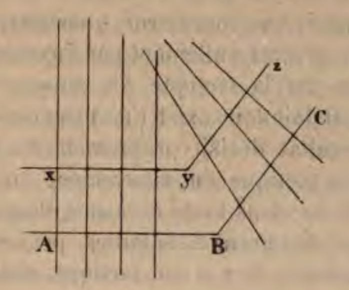
3° Enfin, le dernier moyen d'obtenir la supériorité du feu est contenu dans l'article 84 : « *L'obtention de la supériorité du feu, indispensable au succès d'une attaque*, sera obtenue très facilement par le *mouvement tournant*. Celui-ci doit être préparé dans le premier déploiement, et il peut être exécuté soit par la marche sur différentes lignes, soit par l'intervention des échelons de combat. Des tentatives de mouvement tournant faites par les lignes de combat de première ligne avec des fractions d'infanterie déployées, peut-être même engagées sur des terrains qui ne les favorisent pas, n'auront aucun succès et conduiront à une dispersion sensible des forces ».

Voilà donc le vrai nœud de la question ; le mouvement tournant offre le meilleur moyen de préparer l'attaque et d'assurer le succès.

Il est facile de démontrer théoriquement que, par le mouvement tournant, on obtient la supériorité du feu.

Supposons, en effet, en A B le front d'une position, B C l'attaque d'une position enveloppante. Les feux de la ligne A B et ceux de B C se croiseront soit sur la ligne ennemie $x\,y\,z$, soit en arrière à l'emplacement de ses réserves, et l'on obtiendra évidemment la *supériorité du feu* sur le parti déployé en $x\,y\,z$, dont les coups seront obligés de se disperser pour répondre à ceux

de l'adversaire. ABC fait l'effet d'une lentille convergente qui concentre ses rayons (ici les coups) sur un point appelé le foyer;



xyz c'est une lentille divergente qui répand ses rayons dans tout l'espace.

C'est en se basant sur ce principe qu'un écrivain militaire allemand a pu dire : « Avec le développement de l'efficacité du feu, les mouvements enveloppants sont de plus en plus la règle dans l'armée allemande ».

Conformément à cette idée, aux grandes manœuvres de 1896, l'empereur Guillaume occupa avec une seule division une ligne de défense de 5 kilomètres qui était couverte par un petit ruisseau difficile à traverser; en même temps il attaqua avec trois divisions, rassemblées sur un front de 4 kilomètres et avec la plus grande énergie, l'aile droite de l'armée opposée. Dès que les troupes de celle-ci parurent ébranlées, la division maintenue sur la défensive s'avança de sa solide position et contribua également à l'attaque. A ce même moment, l'attaque concentrique de l'aile défensive se changea en une réelle attaque de flanc. En un mot, disposer environ un quart de ses forces dans une bonne position, laisser déployer l'ennemi contre ce rideau et tomber avec la masse principale sur une partie du front ou sur une aile de l'ennemi, telle est la formation que l'empereur donna en exemple à ses généraux et l'emploi de cette formation est suivi d'une manière constante. (*Militär Wochenblatt.*)

Je ne veux pas ici faire l'historique du mouvement tournant qui se trouve dans tous les cours d'art militaire, mais il m'a paru intéressant de donner sur cette question l'opinion de Fritz Hœnig :

« Il est naturel que celui qui est le plus fort utilise sa supériorité numérique pour faire un mouvement tournant et, jusque dans l'histoire militaire la plus récente, celui qui enveloppait avait presque toujours une supériorité numérique considérable; mais s'il a vaincu, ce n'est nullement par l'exécution du mouvement tournant ou par la tactique du nombre supérieur des troupes engagées. Il doit donc exister d'autres causes importantes qui amènent le résultat décisif proprement dit. En outre, il est indiscutable que la tactique du mouvement tournant dans les temps les plus récents, dans toute occasion, depuis les plus petits combats jusqu'aux plus grandes batailles, peut être appelée « la normale », si toutefois il y a en tactique quelque chose de normal.

« Après que les Français eurent obtenu sous la République la supériorité du nombre, on remarque chez eux non pas exceptionnellement, mais comme règle, la tendance générale vers l'enveloppement stratégique et, comme conséquence, l'enveloppement tactique, ainsi que cela a été la *règle* chez les Allemands en 1866 et en 1870-1871, aussi bien dans le cas d'égalité que dans celui de supériorité ou d'infériorité numérique chez ces derniers : Trautenau (28 juin), Gitchin (29 juin), Kœniggrätz (3 juillet), Blumenau (24 juillet), avec égalité ou infériorité numérique; Wœrth (6 août), Gravelotte (18 août), Sedan (1er septembre), Artenay (10 octobre), Orléans (11 octobre), avec supériorité numérique ; Spickeren avec égalité numérique ; Le Mans (10, 11 janvier 1871), Saint-Quentin (19 janvier), Loigny-Poupry (2 décembre), avec infériorité numérique. Le premier combat que la République livra aux Allemands à Coulmiers (9 novembre) avait été combiné par l'enveloppement stratégique et tactique ; il en fut de même à Beaune-la-Rolande (28 novembre), Loigny-Poupry (2 décembre), Bapaume (2, 3 janvier 1871), la Lisaine (15, 16, 17 janvier), Le Mans (5 janvier), etc On doit reconnaître que, dans tous ces cas, le commandement supérieur de l'armée française avait en vue un plan de bataille enveloppant et qu'il avait, de son côté, une supériorité numérique considérable et de meilleurs fusils; il aurait donc dû avoir la *supériorité du feu*. Si, malgré cela, il n'a pas obtenu de succès, les causes en sont :

« 1° Que les batailles enveloppantes sont particulièrement difficiles à diriger en raison de leur étendue ;

« 2° Qu'elles exigent des ordres parfaits;

« 3° Qu'elles demandent du coup d'œil, de l'initiative de la part du chef;

« 4° De la mobilité à un haut degré; bref des troupes plus instruites et plus manœuvrières que celles de l'adversaire. Les armées qui ne possèdent pas ces qualités n'obtiennent aucun résultat, ainsi que nous l'apprend d'une manière frappante la bataille de la Lisaine.

« Le commandement de l'armée française se trompait ici dans le plan du mouvement enveloppant au sujet du développement de la ligne de bataille allemande, au même degré que les Allemands, le 18 août 1870, au sujet de l'étendue de front de l'armée française. Dans les deux cas, le front de la position à envelopper s'étendait sur une longueur double de ce qu'on supposait. Les deux commandants en chef avaient donc combiné leur mouvement tournant sur une fausse base, et ils n'avaient remarqué leur erreur que lorsque les mouvements exécutés pour l'enveloppement étaient déjà commencés; mais, tandis que les Allemands pouvaient réparer en trois heures leur erreur, dans sa partie essentielle, à cause de l'aptitude manœuvrière de leur armée, et qu'ils étaient vainqueurs, le 15 août, en obtenant le succès décisif par le mouvement projeté, l'armée française de l'Est ne pouvait, en trois jours, que déployer de nouveau les corps d'armée portés vers la droite et rien de plus! Le mouvement tournant réussit enfin dans la bonne direction, mais alors la force du combat de toute l'armée était rompue, et, au lieu de vaincre, elle subit une défaite qui se termina plus tard par une catastrophe.

« Le mouvement tournant exige donc une armée manœuvrière et, dans celle-ci, une infanterie manœuvrière avec une force de combativité supérieure. Si de telles troupes existent, le mouvement tournant avec égalité, même avec infériorité numérique (Auerstædt, Loigny-Poupry, Saint-Quentin, Le Mans) conduit au succès; si elles font défaut, le très grand nombre de combattants, la grande puissance de feu ne peuvent assurer le succès ».

Il y a également ici une question morale à envisager. La troupe qui enveloppe a le sentiment qu'elle va étreindre l'ennemi en l'attaquant sur ses derrières, ce qui augmente sa force

morale, tandis que celle qui est enveloppée au contraire a l'impression d'être exposée au feu de plusieurs côtés, et sa force morale diminue au moment même où celle de l'adversaire augmente.

Il y a donc lieu de faire remarquer ici l'union intime et indissoluble qui existe entre la force morale d'une part et la supériorité du feu, ainsi que le mouvement tournant d'autre part.

Le général d'artillerie von Rohne qui jouit en Allemagne d'une grande réputation, s'exprime sur cette question de la manière suivante[1]:

« Les opinions sont partagées sur la question de savoir comment doit être exécutée l'attaque de l'infanterie; mais tout le monde est unanime à reconnaître que la condition du succès réside dans la « *supériorité du feu* ». Je voudrais aller plus loin et démontrer que la victoire appartient à celui qui possède la supériorité du feu et que la question de l'attaque de l'infanterie revient à celle-ci : *Comment obtient-on la supériorité du feu?*

« Il est hors de doute que, à forces morales et matérielles égales, l'assaillant est dans une position beaucoup plus difficile que le défenseur. L'assaillant doit marcher pour atteindre son but, par suite interrompre par moments son feu; *dans le cas le plus favorable* il offrira pendant le feu un but aussi petit que le défenseur, mais pendant le mouvement il en présentera un beaucoup plus grand.

L'utilisation habile du terrain ne modifiera guère cet état de choses.

Dans mes autres ouvrages, j'ai démontré que le pour cent des pertes que subit un but de front déterminé, dépend simplement du nombre de coups qui tombent par mètre courant de front. De deux lignes de tirailleurs d'égale longueur, dont l'une est deux fois plus dense que l'autre — rapidité et adresse du tir égales d'ailleurs — la moins dense subit la même perte et par suite un pour cent double que la plus dense, qui, en retour, a tiré deux fois plus de projectiles. Les lignes de tirailleurs très denses possèdent donc sans aucun doute la supériorité du feu. Par suite, il est dans l'intérêt du défenseur, lorsqu'il ouvre le feu sur l'as-

---

[1] *Militär Wochenblatt*, n° 71 de 1899.

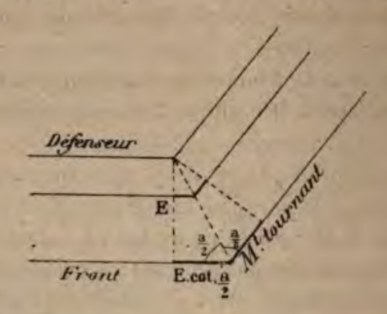
saillant, d'avoir une ligne de tirailleurs aussi dense que les circonstances le permettent. Sans cela il serait forcé, pour remplacer les pertes, de renforcer la ligne de tirailleurs pendant le combat par le feu, et il subirait des pertes beaucoup plus grandes si les circonstances ne lui offraient des lignes d'accès et de retraite complètement couvertes. En outre, il renoncerait volontairement à une partie de ses avantages sur l'assaillant.

Si le défenseur procède ainsi, il est alors impossible à l'assaillant de faire valoir sa supériorité numérique dans une attaque de front. S'il voulait avoir une ligne de feu plus dense que celle du défenseur — 1 homme par pas de front — les hommes se dérangeraient les uns les autres, et il en résulterait de très grandes pertes, sans augmentation de l'efficacité de son propre feu. Parfois il sera même possible au défenseur d'établir plusieurs étages de feux : par exemple, dans la possession de villages ou de hauteurs escarpées Une telle occasion ne se présentera jamais à l'assaillant. Vis-à-vis d'une position bien occupée qui ne peut être attaquée que de front, l'assaillant y laissera bien du monde. Quoiqu'il possède dans les lignes en arrière le moyen de remplacer les pertes de la ligne de tirailleurs, il doit tenir compte que le défenseur ne s'en tiendra pas à sa simple ligne de feu, mais qu'il dispose également de réservoirs. Ainsi s'explique que le règlement d'exercice d'infanterie, IIe partie, articles 69 jusqu'à 71, considère une simple attaque de front comme inexécutable. Si l'assaillant prolonge son front, il peut mettre plus de fusils en ligne ; mais le même moyen est à la disposition du défenseur.

L'unique moyen de faire valoir efficacement la supériorité numérique est la réunion de l'attaque de front et de l'attaque de flanc, c'est-à-dire le *mouvement enveloppant*. Je rechercherai succinctement quels avantages il procure pour l'efficacité du feu. Le mouvement tournant donne la possibilité de développer une ligne de feu beaucoup plus grande que celle de l'adversaire. Le front de l'assaillant est, en comparaison de celui du défenseur, d'autant plus long (*a*) que l'angle formé par la ligne d'attaque enveloppante avec celle du front est plus petit (*b*) que la distance de l'ennemi est plus grande.

Soit E la distance de l'ennemi, a l'angle que forme la ligne enveloppante avec le front. La valeur du front de l'assaillant

plus long que celui du défenseur, est de 2 E cot $\frac{a}{2}$. Si a est égal,



par exemple, à 90 degrés, le front de l'assaillant sera pl[us] long :

A la distance de	200 mètres,	de	400 mètres.		
—	de	500 —	de 1,000	—	
—	de	1,000 —	de 2,000	—	
—	de	2,000 —	de 4,000	—	

Si l'angle est de 135 degrés, le front d'attaque sera plus long :

A la distance de	200 mètres,	de	208 mètres.	
—	de	500 —	de 520	—
—	de	1,000 —	de 1,041	—
—	de	2,000 —	de 2,082	—

Si l'on dirige l'attaque sur l'angle saillant de l'ennemi, le rapport de la longueur du front de l'assaillant à celui du défenseur donne la mesure de la supériorité du feu qu'on peut atteindre. Ce rapport dépend essentiellement de l'étendue du front contre lequel est dirigée l'attaque décisive. Si l'on veut, par exemple, avec des forces inférieures, faire une brèche d'une étendue de 100 mètres sur la position ennemie, la ligne de feu qu'on peut développer pour un angle de 90 degrés (135 degrés), s'élève :

Pour une distance de	200m.	100 + 400 = 500	100 + 208 = 308
—	400	100 + 1,000 = 1,100	100 + 520 = 620
—	800	100 + 1,600 = 1,700	100 + 832 = 932
—	1,000	100 + 2,000 = 2,100	100 + 1,041 = 1,141
—	2,000	100 + 4,000 = 4,100	100 + 2,082 = 2,182

Il résulte de là que la longueur de la ligne de feu de l'assail-
nt qui, à la distance de 200 mètres, est 5 ou 3 fois plus grande
e celle du défenseur, à une distance de 2,000 mètres est
(22) fois plus grande.

Si, au contraire, la brèche doit avoir une étendue de 1000
tres, la longueur de la ligne de feu de l'assaillant est à la dis-
ce de :

200 mètres,	de 1,000 + 400 = 1,400	1,000 + 208 = 1,208
500 —	de 1,000 + 1,000 = 2,000	1,000 + 520 = 1,520
800 —	de 1,000 + 1,600 = 2,600	1,000 + 832 = 1,832
.000 —	de 1,000 + 2,000 = 3,000	1,000 + 1,041 = 2,041
.000 —	de 1,000 + 4,000 = 5,000	1,000 + 2,082 = 3,082

La supériorité qui était, sur un faible front à la distance de
D, (5 = 3 fois plus grande), est descendue dans une attaque
r un front étendu à (1,4) = (1,2) et à une distance de 2,000,
41 (22) fois, à 5 = (3).

Il est à remarquer que la longueur de la ligne de feu — par
ite la supériorité du feu — augmente avec l'éloignement de
nnemi. Il résulte de là que dans le mouvement enveloppant la
coopération de l'artillerie est d'une très grande importance. »

Il est juste de reconnaître que nous nous sommes également
cupés de cette question. Notre règlement de manœuvres (école
compagnie modifiée du 3 janvier 1889) pose pour la première
is le problème et en donne la solution à l'article 259.

« Art. 259. Dès qu'il (le capitaine) se trouve sérieusement
gagé, il n'hésite pas à mettre en ligne le nombre de fusils
écessaires pour s'assurer la *supériorité du feu* ».

De telle sorte que pour nous le problème est résolu par une
uestion de *quantité* et ce sera le nombre des combattants qui
ssurera la supériorité du feu et par suite le succès.

Sans doute le nombre fait beaucoup, mais il ne fait point tout,
les faits les plus glorieux de notre histoire militaire en témoi-
nent suffisamment. Sans remonter bien loin, Davout à Auers-
edt n'eût jamais pu s'assurer de la supériorité du feu avec ses
,000 hommes contre 50,000 Prussiens, et cependant il n'hésita
as à attaquer l'armée ennemie. « Si pour le général Davout la
uissance du feu eût été décisive pour prendre sa résolution, dit
ritz Hœnig, il eût commis une folie notoire, car il est clair

qu'avec des armes égales 40,000 fusils peuvent envoyer plus de projectiles que 25,000 environ ». En 1870, nos armées de l'Est et de la Loire eussent dû être victorieuses, parce qu'elles étaient numériquement supérieures à celles des Allemands, et il me paraît que nos succès furent médiocres. Pourquoi donc la victoire d'un côté (infériorité numérique) et la défaite de l'autre (supériorité numérique) ? C'est que le problème est très complexe. A côté de la question matérielle, la supériorité du feu est le résultat, comme nous l'avons vu, de la force morale qui comprend : pour le chef, « l'intelligence qui conçoit [1] », et, pour les inférieurs, la discipline, la volonté de vaincre, l'énergie à supporter les fatigues, le courage, l'endurance et enfin un mot qui résume toutes les vertus : la confiance du soldat dans son chef.

3° *Difficultés des attaques de front. Avantages des attaques de flanc.* — Nous venons de voir que le règlement allemand préconise les mouvements enveloppants ; il indique, du reste, dans les articles 69 et 70 les difficultés des attaques de front.

« Art. 69. Notre infanterie, bien formée au point de vue du tir, peut s'opposer à toute attaque sur le front par son feu. Un assaillant souffrira des pertes tellement nombreuses qu'il sera très ébranlé et, une fois refoulé, il renouvellera difficilement son essai.

« Art. 70. L'infanterie qui ne tient pas compte des pertes faites par un feu à grande distance et qui oppose à l'ennemi un feu exécuté de sang-froid est, si elle profite des avantages du terrain, ou si elle est adroitement couverte par des retranchements, si forte sur le front qu'elle peut se passer de protection immédiate ».

Incidemment, on peut se demander comment concilier les deux articles précédents avec l'article 58 qui dit « qu'une attaque conduite à fond jusqu'à l'ennemi réussira toujours [2] ».

---

[1] Général MAILLARD, *Eléments de la guerre*.

[2] Un exemple indiquera de quelle manière les règlements allemands quelquefois traduits en français. Je trouve dans une traduction l'article cité plus haut : « On doit toujours pousser l'attaque de l'ennemi à fond la résolution la plus complète » Traddutore, tradditore.

Il est probable que les auteurs du règlement expliqueraient la différence entre la modeste opinion qu'ils ont de leur propre force et celle pleine de mépris qu'ils professent à l'égard de leur adversaire, par l'application du vieux principe militaire qui recommande d'élever la troupe dans l'idée qu'elle est invincible dans toutes ses entreprises.

Par application des articles 69 et 70 précités, des auteurs allemands ont exprimé l'idée qu'on ne devait plus rechercher le succès décisif dans une attaque de front.

« Nous avons expérimenté tout aussi bien que notre adversaire en 1870-71 combien les attaques de front sont difficiles, et il faut encore ajouter que l'arme de l'avenir de l'infanterie, sans parler de l'artillerie, a une supériorité environ trois fois plus grande que celle du fusil à aiguille.

« A ce point de vue on se demande s'il n'est pas plus rationnel pour les exercices du temps de paix, et plus utile pour la guerre, de reconnaître et de dire ouvertement qu'un ennemi brave, tirant bien et bien armé, ne peut être attaqué de front avec espoir de succès que dans des conditions particulièrement favorables[1]. »

En résumé, on peut dire que la IIe partie du règlement allemand, d'après l'exposé des théories qui en forment la base en y ajoutant l'idée d'offensive qui en anime tous les articles, a été conçue avec une grande unité de vues. On a dit bien souvent qu'elle ne contient aucune formation normale de combat et que c'est ce qui la différencie de la nôtre. Cela n'est pas suffisant pour la caractériser. Si l'on veut en avoir une idée, il faut se la représenter comme un cours abrégé de tactique d'infanterie, indiquant un but à atteindre et les moyens à employer pour réussir. Ce sont les idées générales qu'elle renferme qui l'ont rendue immuable depuis 1888, malgré l'introduction dans l'armement du fusil de petit calibre et à chargeur, ainsi que de la poudre sans fumée. Par comparaison notre IIe partie du règlement pourrait être considérée, pour ainsi dire, comme donnant la solution d'un cas général de tactique.

On pourrait bien dire, d'après ce qui précède, qu'en fait de

---

[1] « Comment devons-nous attaquer dans la prochaine campagne ? » par K. V. K.

tactique les Allemands n'ont rien inventé. Ce travail n'avait pas d'ailleurs pour but de le démontrer, mais d'étudier leur règlement et d'exposer les théories qui ont cours chez eux sur la question toujours inépuisable — et toujours mystérieuse — de la tactique du champ de bataille de l'avenir. C'est tout simplement le but que je me suis proposé.

L. Deville,
Capitaine au 12e rég. d'infanterie.



NOTES

SUR

L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

DES

ARMÉES EN CAMPAGNE.

INTRODUCTION.

L'eau est la boisson ordinaire du soldat, aussi notre but est-il de faire connaître à tous ceux qui ont le souci de la conservation des effectifs, quels sont les moyens simples, rapides, faciles à mettre en œuvre, peu coûteux, à l'aide desquels ils pourront toujours et partout se procurer de l'eau potable et pure.

S'alimenter à des puits, fontaines ou sources, sans en connaître la valeur, c'est commettre une grande imprudence ; chacun sait en effet, aujourd'hui, combien est redoutable l'ingestion d'eau malsaine.

La question de l'eau de boisson a une importance d'autant plus capitale en hygiène militaire que le soldat, par le brusque changement de vie qui lui est imposé, par son âge, est prédisposé aux maladies et particulièrement à la fièvre typhoïde qui prend encore si souvent dans nos casernes, comme dans toutes les grandes agglomérations du reste, la forme épidémique.

Les armées en campagne sont en outre pour les maladies des milieux très favorables, et ce qui est vrai pour les armées européennes l'est, à plus forte raison, pour les troupes colo-

niales qui se meuvent sous un climat difficile, au milieu de maladies endémiques.

Les grandes agglomérations d'hommes que nécessiteront les futures mobilisations seront bien difficiles à alimenter en eau potable; aussi croyons-nous que cette importante question doit préoccuper tous ceux qui ont le souci de la santé publique.

C'est ce qui nous engage à publier ce travail; nous pensons ainsi éviter bien des recherches à nos camarades de l'armée, qui nous ont à différentes reprises manifesté le désir de voir publier ces notes.

Tout en écartant, autant que possible, les termes trop techniques, nous avons laissé à cette étude son côté scientifique, afin que chacun puisse mettre en œuvre les divers procédés, en toute connaissance de cause.

I.

Avant d'aborder l'étude des divers procédés d'épuration des eaux, voyons quelles sont les qualités que doit posséder une eau destinée à la boisson et quels sont aussi les moyens de reconnaître une eau malsaine.

Qualités de l'eau. — Une eau ne sera utilisable pour la boisson que si elle est potable, et autant que possible pure. Je sépare, à dessein, ces deux qualités de l'eau, la potabilité et la pureté, qui sont trop souvent confondues.

Une eau est potable lorsqu'elle est fraîche, limpide, sans odeur, agréable au goût, peu minéralisée, sans matière organique appréciable, apte aux principaux usages domestiques tels que cuisson des viandes et des légumes, savonnage.

Une eau est pure lorsqu'elle est dépourvue de germes.

Il n'existe pas d'eau pure au sens bactériologique du mot; les plus profondes, stériles à leur point d'émergence, sont souillées peu après; mais on peut trouver des eaux ne renfermant qu'un petit nombre de germes non pathogènes, c'est-à-dire de germes n'ayant aucune action directe sur l'organisme; telles sont les eaux de sources et de nappes peu profondes.

Les eaux réellement potables sont presque aussi rares que

les eaux pures, et l'on peut dire qu'en dehors de celles que je viens de citer il n'en existe pas.

C'est pour se procurer ces eaux si nécessaires que les villes et les départements font des sacrifices énormes, sacrifices dont le rendement est considérable puisqu'il diminue dans de notables proportions la mortalité. Pour bien se convaincre de ces faits, il suffit de comparer l'état de santé de deux villes, dont l'une est alimentée en eau de source et l'autre en eau de surface plus ou moins épurée.

Si dans les villes, à grands frais, on a pu se procurer de l'eau potable et presque pure, il n'en sera pas de même en campagne, il faudra se contenter de l'eau que l'on trouvera, bien heureux encore si elle est en quantité suffisante.

Il est donc indispensable de rechercher quels sont les moyens les plus rapides, les plus simples, tout en restant les plus sûrs, qui permettront de rendre potable et pure une eau malsaine.

Moyens de reconnaître une eau malsaine. — Et tout d'abord, comment reconnaîtrons-nous qu'une eau est malsaine ? Assurément, il ne saurait être question d'en faire ici l'analyse chimique ou l'examen bactériologique ; aussi aurons-nous recours pour cela à de petits procédés qui, sans nous donner une certitude absolue, nous permettront cependant de juger sans trop d'erreurs une eau quelconque :

1° Il faudra d'abord, en premier lieu, se renseigner sur l'origine et la valeur des eaux auprès des municipalités, des habitants, mais ces renseignements seront souvent bien incertains. Dans beaucoup de communes, bourgades ou hameaux, on trouve des eaux bues depuis longtemps par l'habitant, qui sont toxiques pour les nouveaux venus qui ont le malheur de s'y alimenter.

Ces eaux proviennent le plus souvent de puits ou fontaines à nappes peu profondes, mal protégés et parfois même entourés de fumiers. Il faudra les considérer comme suspects si l'on ne veut pas voir éclore rapidement les diarrhées et les dysenteries graves.

Le purin des fumiers placés autour des fontaines, sur un sol non imperméabilisé, a tout le temps de s'infiltrer dans les couches profondes et d'arriver ainsi jusqu'à la nappe d'alimentation. L'habitant n'est pas malade, parce qu'il est en quelque

sorte habitué à cette intoxication lente, mais le nouveau venu en subit rapidement les effets. Du reste, lorsque dans de tels milieux se développe une épidémie, elle est foudroyante, comme comme le montre leur histoire.

Les eaux de sources seules, et encore si l'on se trouve près de leur point d'émergence, pourront être bues sans danger. Il en sera parfois de même des eaux de nappes profondes, s'il est possible de les atteindre à l'aide de puits forés toujours en amont et jamais en aval des habitations. Le ou les points de forage seront déterminés par la connaissance géologique de la région traversée.

Pour ce qui est des eaux de surface, il faudra toujours les tenir pour suspectes ; si l'on est obligé d'y avoir recours, on choisira de préférence celles qui sont courantes, limpides, où vit le poisson et où croit le cresson, petite plante que tout le monde connaît. Les menthes, les joncs et les nénuphars indiquent des eaux de médiocre qualité; il faut aussi se méfier des eaux qui baignent les racines de laurier-rose en grande quantité.

Il faudra toujours épurer les eaux précédentes si elles circulent près des lieux habités, et les eaux troubles ayant peu de courant, où vivent la plupart des végétaux et des animaux inférieurs, où l'on peut retrouver, avec des fonds vaseux, des algues et des mousses.

On pourra encore tenir compte de cette observation souvent faite : un cheval qui n'a que modérément soif ne boit que de l'eau bonne; il n'en est pas de même pour le chien qui se désaltère avec les eaux les plus saumâtres.

Il est inutile de dire que les eaux stagnantes : eaux de mares, de marais, d'étangs, doivent être absolument bannies de toute alimentation, à moins toutefois que l'on n'ait à sa disposition un procédé d'épuration sûr. Ces eaux renferment toujours des matières organiques en décomposition, décelables à leur odeur de vase ou de pourri.

II.

Les enquêtes locales, de même que les observations dont nous venons de parler, pourront donner une idée sur la valeur des eaux mises à la disposition de chacun, mais seront encore

insuffisantes. Il y aura lieu de procéder alors à la petite expérience suivante :

Dans un petit ballon de verre de 500 centimètres cubes, on mettra 333 centimètres cubes de l'eau à analyser avec 1 centimètre cube d'une solution de permanganate de potasse renfermant par litre 3,95 de ce sel. On fait bouillir 10 minutes. Si la liqueur reste colorée, l'eau peut être bue sans danger; si au contraire elle se décolore, c'est qu'elle renferme une quantité de matières organiques dépassant tous les chiffres admis pour la potabilité; il faudra alors la rejeter ou l'épurer.

M. le Dr Laveran dit « qu'une eau qui renferme beaucoup de matières organiques, contient aussi beaucoup de germes ». Nous avons pu de notre côté, grâce à de très nombreuses expériences, constater la véracité de ces faits.

Mais, si cette proposition est vraie, il ne faudrait pas en con- conclure que la réciproque soit vraie aussi. En effet, une eau peut renfermer beaucoup de germes et très peu de matières organiques, mais dans ces conditions les microbes vivent peu dans l'eau, surtout les pathogènes.

Notre expérience nous permettra donc de juger assez sûrement de la valeur d'une eau; elle nous montrera, en outre, combien sont rares les eaux qui peuvent être bues sans épuration préalable. Il faudra donc, dans la plupart des cas, avoir recours à un procédé d'épuration qui permettra de séparer de l'eau, d'abord les matières grossières tenues en suspension, puis les matières organiques en dissolution,et enfin, si cela est possible, les germes.

On voit combien est simple cette expertise sommaire, et combien sont importants les résultats qu'elle donne.

Epuration de l'eau. — Les procédés qui permettent l'épuration de l'eau sont assez nombreux, mais ceux qui stérilisent l'eau en la débarrassant entièrement de ses germes sont rares.

Le meilleur des procédés, celui auquel nous donnerons la préférence, devra non seulement épurer l'eau, mais encore la stériliser et de plus être rapide, simple, facile à mettre en œuvre, peu coûteux, et ne nécessiter aucun outillage fragile, coûteux ou encombrant.

Depuis de longues années on se préoccupe d'enlever à l'eau ses diverses souillures.

On n'a tout d'abord eu pour objectif que la clarification des eaux troubles, et c'est dans ce but que depuis longtemps les Chinois épurent leurs eaux de mares et de rivières en les agitant avec un bambou, à l'extrémité duquel ils fixent un morceau d'alun.

A défaut de cette substance, ils emploient le suc d'une chénopodiée qu'ils appellent : « Mang-roï ». Les peuplades du centre de l'Afrique se servent aussi pour épurer l'eau de plantes peu ou point connues.

Lorque l'on a pu constater que l'eau claire pouvait encore renfermer des souillures, d'autant plus dangereuses qu'elles étaient plus difficilement décelables, l'on s'est préoccupé de son épuration, et ces vingt dernières années ont vu les procédés d'épuration se succéder sans arrêt. Tous, au dire de leurs auteurs, doivent donner d'excellents résultats ; malheureusement leur mise en œuvre n'apporte pas toujours ce qu'on était en droit d'attendre d'eux. On a successivement préconisé l'épuration par filtration et l'épuration chimique ; cette dernière jouit en général de peu de crédit, et la filtration semble avoir entièrement attiré à elle l'attention des hygiénistes ; cependant certains procédés d'épuration chimique sont incontestablement supérieurs à tous les filtres connus jusqu'ici.

Parmi tous ces procédés, bien peu malheureusement sont utilisables en campagne ; nous allons les passer rapidement en revue, en nous arrêtant seulement sur ceux qui peuvent rendre de réels services.

Pour plus de clarté, nous étudierons les procédés d'épuration selon qu'ils sont basés :

1° Sur des appareils de fortune ;
2° Sur la chaleur ;
3° Sur la filtration ;
4° Sur les actions chimiques.

Disons tout de suite que c'est dans cette dernière classe que nous trouverons le procédé idéal.

Épuration par les appareils de fortune. — Les appareils de

fortune sont ceux que tout le monde peut construire, et pour lesquels on trouvera toujours et partout le nécessaire.

Ces appareils seront le plus souvent des filtres détestables, mais, à défaut de toute autre chose, ils pourront encore rendre des services.

On pourra par exemple, à l'aide de quatre petits bâtonnets placés en carré et ficelés par leurs bouts, former un cadre sur lequel on fixera un morceau de molleton, de flanelle, de drap ou de toile ; l'on aura ainsi constitué un filtre de peu de valeur, c'est vrai, mais qui servira tout au moins à obtenir de l'eau claire avec de l'eau trouble.

La filtration ainsi obtenue sera rapide, les matières tenues en suspension dans l'eau seront arrêtées, mais non les matières dissoutes, et ce sont surtout celles-là qui sont le plus dangereuses.

On peut obtenir une filtration plus sûre, mais aussi bien plus lente, en se servant d'un tonneau ouvert sur un bout, et dans le fond duquel on aura percé un trou. Ce tonneau est placé sur trois ou quatres pierres et rempli à moitié de cailloutis de plus en plus petits, et enfin de sable fin. L'eau trouble, versée dans ce tonneau, sortira claire par le trou inférieur, mais l'on aura encore une filtration dont la valeur sera bien médiocre.

On pourra, en toute circonstance, tasser dans la douille d'un entonnoir de verre ou de métal un tampon de ouate hydrophile ou une éponge. L'eau trouble versée dessus sortira claire, mais cette filtration, pas plus que les précédentes, ne retient les matières organiques dissoutes dans l'eau, ni les germes.

On pourra cependant se débarrasser assez facilement d'une partie de ces substances en laissant en contact, au moins quatre heures, avec l'eau à filtrer, du charbon de bois lavé ou rougi.

Jusqu'à ces derniers temps on savait que le charbon absorbait une partie des matières organiques dissoutes dans l'eau, mais on ne savait ni ce qu'était cette absorption, ni combien de temps il fallait que le charbon restât en contact avec l'eau pour qu'elle devînt manifeste, ni durant quel laps de temps le charbon devait agir.

Nous avons eu la satisfaction de résoudre ces diverses questions qui ne sont pas sans intérêt pour le sujet qui nous occupe.

A cet effet nous avons établi trois séries d'expériences :

Dans la première, nous avons prélevé au milieu d'un grand tas, à l'aide d'une pince, plusieurs morceaux de charbon de bois. Pour les débarrasser des poussières qui les entouraient, nous avons simplement soufflé dessus ; puis ce charbon, à la dose de vingt grammes par litre, a été introduit dans une eau dont nous avions déterminé au préalable la teneur en matières organiques.

Dans la deuxième, des morceaux de charbon provenant du même tas ont été soigneusement lavés à l'eau distillée bouillante, puis introduits, toujours à raison de vingt grammes par litre, dans une quantité d'eau témoin égale à la première.

Enfin, dans la troisième, la même quantité de charbon, préalablement porté au rouge, a été introduite dans une quantité d'eau témoin égale aux précédentes.

Après quatres heures de contact, durant lesquelles les eaux ont été agitées un même nombre de fois en temps égal, nous avons pu constater que :

1° Le charbon brut n'avait encore donné aucune épuration ;

2° Le charbon lavé avait absorbé 33 0/0 environ des matières organiques contenues dans l'eau témoin, et le charbon rougi 45 0/0.

On peut conclure de ces résultats que, par les deux derniers procédés (charbon lavé, charbon rougi), on obtient une épuration qui, avec des eaux moyennement contaminées, donnerait en quatre heures des eaux suffisamment pures en ce qui concerne les souillures organiques.

Pour résoudre la deuxième question posée : combien de temps dure l'action du charbon, nous avons continué nos dosages, de douze heures en douze heures, pendant dix jours. Nous avons pu constater ainsi que l'épuration allait en s'accentuant jusqu'au cinquième jour, mais qu'après le charbon n'avait aucune action, qu'il n'enlevait jamais à l'eau toute sa matière organique, et que celui qui est lourd et noueux l'absorbe moins rapidement que le charbon léger et poreux.

On ne pourra donc avoir confiance en l'épuration par le charbon flottant dans l'eau, qu'autant que ce charbon aura pu y rester quatre heures au moins et cinq jours au plus.

Il peut encore se faire que certaines eaux ne cuisent que peu

ou pas la viande ou les légumes, ne dissolvent pas le savon ; on remédiera à ces inconvénients en ajoutant à ces eaux, par litre, une petite pincée de carbonate de soude (0 gr. 50 environ). Si l'on en ajoutait un peu trop, les légumes se réduiraient en bouillie.

Certaines eaux sont amères et salées. Elles doivent ces propriétés au sel marin (chlorure de sodium) et au sel de magnésie qu'elles contiennent ; il est très difficile de les rendre solubles. MM. le docteur Bernoux et le pharmacien principal de l'armée Strohl ont conseillé, pour remédier à cet inconvénient, l'emploi de la baryte. On reproche à cette façon d'opérer la toxicité des sels de baryum qui se forment par double décomposition. Pour le moment la distillation seule permet d'obtenir un bon résultat, mais elle n'est pas praticable partout.

Nous en arrivons maintenant aux procédés d'épuration qui ont pour base la chaleur.

Épuration par la chaleur. — Ce procédé est des plus recommandable, malheureusement il sera bien rarement utilisable en campagne.

La chaleur stérilise l'eau ; il suffit de dix minutes d'ébullition pour tuer tous les germes ; aussi chaque fois que cela sera possible il faudra y avoir recours.

En campagne, les grandes collectivités n'auront ni le temps ni les ustensiles et le combustible nécessaire pour faire bouillir de l'eau, mais les petites unités, l'escouade, grâce à ses marmites portatives peut arriver rapidement à ce résultat.

C'est là un procédé d'épuration à la portée de tous et assez rapide, si l'on ne croit pas nécessaire de faire ensuite refroidir l'eau.

L'eau chaude, même tiède, désaltère très bien, mais sera toujours difficilement acceptée. Le soldat préfère, en général, boire de l'eau mauvaise fraîche que de l'eau stérilisée chaude. Afin de parer à cet inconvénient, on pourra ajouter à l'eau chaude du thé ou du café ; on obtiendra ainsi une boisson agréable, stimulante, tonique, digestive, antidiarrhéique, dont l'action salutaire viendrait s'ajouter à celle de la cessation de l'emploi d'une eau dangereuse ou simplement mauvaise.

Il n'y a que les eaux trop chargées de matières terreuses ou

de substances organiques qui ne pourraient être utilisé(car elles prendraient par l'ébullition un goût détestable.

Si l'on n'a pas assez de temps pour porter l'eau à l'ébı il suffira le plus souvent de la chauffer à 75 ou 80° pend: minutes pour tuer la majorité des germes pathogènes,

En station, on pourra donc avoir recours à l'ébulli moins que des raisons appréciables seulement par le co dement, ne permettent d'allumer du feu.

Il existe des appareils perfectionnés à l'aide desquels (tout en stérilisant l'eau par la chaleur, la refroidir en temps ; ils sont malheureusement trop lourds, nécessit personnel bien au courant de leur fonctionnement, ce rend difficilement utilisables en marche, mais on se tı bien de leur emploi en garnison et dans les places de gu(

On ne saurait trop recommander aux chef d'unités d' le plus souvent possible à leurs hommes quantité suffis thé ou de café. Ce sont là les seules boissons hygiéniqu l'on devrait trouver dans les bidons. Il faut bien se pénét ces infusions sont plus utiles à la santé et par suite à la des effectifs que le vin et l'alcool qui semblent donner mc nément des forces pour en assurer plus vite ensuite la dition.

Nous ne parlerons pas de la distillation utilisable seu en mer et dans les villes où peuvent être montés des ala C'est là un mode d'épuration peu recommandable du re: l'eau distillée est un mauvais aliment, étant non minéralis aérée et par suite lourde à l'estomac.

Voyons maintenant si la filtration peut rendre en car plus de services que la chaleur.

Épuration par filtration. — Depuis longtemps l'on e des filtres plus ou moins grossiers laissant dans l'eau trai eux non seulement une grande quantité de matières orga mais encore des germes.

G. Sims Woodhead et Cartwicht Wood ont fait une fique étude comparative des filtres généralement emplo nos jours, en les utilisant avec de l'eau sous pression, pu de l'eau sans pression. Dans ce travail ils ont classé les fil deux groupes.

rons pour les armées en campagne. Il est en effet bien supérieur à tous les autres procédés connus.

Sa valeur a été sanctionnée par l'Académie de médecine dans sa séance du 9 janvier 1900. Cette société savante a reconnu, comme nous le disions tout à l'heure, que le procédé Lapeyrère détruit parfaitement les germes et les matières organiques de l'eau.

Comme autre sanction de sa valeur nous citerons son adoption au ministère de la marine; il a servi aux troupes qui ont fait campagne en Chine.

Voyons en quoi il consiste :

Il est basé sur l'oxydation des matières organiques et des germes par le permanganate de potasse joint à l'action stérilisante de l'alun associé au carbonate de soude et à la chaux.

La poudre employée à la stérilisation est la suivante :

Permanganate de potasse....	3	grammes.
Alun de soude sec et pulvérisé	10	—
Carbonate de soude.........	9	—
Chaux....................	3	—

On verse dans l'eau 0,25 centigrammes de cette poudre par litre et l'on agite pendant une ou deux minutes. L'eau prend une couleur rose violacée et se trouble par suite des combinaisons chimiques. On laisse reposer; au bout de quatre à cinq minutes si la couleur rose persiste, la stérilisation est faite; si au contraire elle tourne au brun ou disparaît, on ajoute une nouvelle quantité de poudre (0,10 à 0,15 centigrammes par litre) afin d'obtenir la persistance de la teinte rosée.

L'eau ainsi traitée est ensuite filtrée sur de la tourbe purifiée.

M. Lapeyrère a fait construire des filtres de différentes dimensions; celui dit « d'escouade » nous paraît être le plus recommandable. Il est, à peu de chose près, du volume du manchon de la bougie Chamberland et se compose lui-même d'un manchon métallique inoxydable, dans l'intérieur duquel est tassée la fibre de tourbe purifiée. Son débit est de 35 à 40 litres à l'heure et son nettoyage des plus faciles, puisqu'il se réduit au lavage de la tourbe dans l'eau traitée par le permanganate.

Ce procédé aussi sûr que rapide, simple et peu coûteux, peut être mis en œuvre toujours et partout, même lorsque l'eau est

trouble et très souillée ; c'est donc le procédé idéal pour les troupes en campagne.

CONCLUSIONS.

En campagne, on pourra donc se procurer dans tous les cas possibles de l'eau potable.

En marche, on utilisera de préférence le procédé Lapeyrère; nos troupes pourront toujours avec lui épurer sûrement leur eau, qu'elle soit limpide ou trouble.

Son prix de revient est de 0 fr. 15 pour 100 litres d'eau.

Si, pour des raisons imprévues, ce procédé ne pouvait être employé, on aurait recours au procédé Allain, qui consiste à ajouter, par litre d'eau, sept goutes d'alcoolé d'iode, laisser en contact une demi-heure, puis ajouter goutte à goutte une solution d'hyposulfite de soude au 1/10 jusqu'à la décoloration.

Son prix de revient est de 0 fr. 10 pour 100 litres d'eau.

Ce procédé ne pourra être utilisé, si l'eau est trouble, qu'après lui avoir fait subir une clarification préalable.

En station, le procédé Lapeyrère donnera d'excellents résultats.

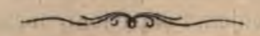
Si l'eau n'est pas trouble, on utilisera la chaleur qui donne une sûreté absolue ; il suffira de porter l'eau à l'ébullition pendant 1/4 d'heure.

Si l'eau est trouble, on la clarifiera par l'alun ou l'un quelconque des procédés de fortune indiqués, et on la portera ensuite à l'ébullition.

Dans les *places de guerre* on pourra toujours se servir du procédé Lapeyrère, mais ici on utilisera de préférence ou les appareils qui stérilisent l'eau par la chaleur tout en la refroidissant, ou les filtres Chamberland, ou enfin la stérilisation par l'ébullition après clarification préalable de l'eau si besoin est.

Lorsque l'on ne disposera que d'eau trop magnésienne ou d'eau de mer, la distillation seule pourra donner des résultats satisfaisants.

F. Malméjac,
Docteur en pharmacie,
pharmacien aide-major de 1re classe.



ENSEIGNEMENTS A TIRER

AU POINT DE VUE DE LA TACTIQUE GÉNÉRALE

DE LA

Guerre de l'Afrique du Sud.

INTRODUCTION

Exposer les enseignements à tirer de la guerre de l'Afrique du Sud, au point de vue de la tactique générale, est le but de la présente étude. Le but recherché est peut-être ambitieux, car l'absence presque complète de documents officiels rend le sujet assez difficile à traiter, et les récits de journalistes, seuls éléments que l'on possède encore aujourd'hui, ne permettent pas de préciser bien des points importants. Je demanderai donc toute l'indulgence de mes camarades.

Je remarquerai, en outre et avant tout, que les enseignements à tirer des événements qui se sont déroulés dans l'Afrique du Sud ne s'appliquent que très relativement à la guerre entre deux armées européennes, sur un théâtre de guerre européen.

Les distances énormes à parcourir, la nature des adversaires en présence : milice d'une part, armée brave, mais très arriérée dans ses méthodes d'instruction, de l'autre, font que tout diffère profondément des opérations que nous étudions ordinairement.

De plus, les deux partis ont montré une étonnante ignorance de l'idée de manœuvre, et un rare manque d'aptitude à plier leurs plans d'engagement aux circonstances créées par les mouvements ou les dispositions défensives de l'ennemi. Ce vice se montre plus criant, en apparence du côté anglais, parce que les

Anglais, ayant généralement pris l'offensive, il est plus choquant de les voir incapables d'imposer leur volonté à l'adversaire. Mais les Boers, en réalité, n'ont pas été plus habiles. Ils voyaient facilement, par suite de la lenteur de marche de leurs adversaires et de la naïveté avec laquelle ces marches d'approche se faisaient à découvert, quelle serait la direction générale de l'attaque. Ils se déployaient en lignes minces sur des fronts démesurés dont, pendant toute la première partie de la campagne, les Anglais n'ont jamais su gagner le flanc. Il en résulta que toutes les actions ont fini par dégénérer en combats parallèles sur un front hors de proportion avec les effectifs en présence. Cela n'aurait pu se produire si les Anglais avaient eu la *notion de l'idée de manœuvre*, qui consiste toujours essentiellement à fixer l'adversaire avec un minimum de forces pour faire l'effort décisif avec son gros sur un espace restreint, où l'on prépare la rupture de l'équilibre des forces par l'action d'un feu de puissance supérieure.

D'autre part, les Boers, quand ils ont été vainqueurs, n'ont jamais su utiliser leurs succès tactiques à cause du manque de réserves et de leur inaptitude à l'offensive par le choc.

Il ne faut donc pas vouloir appliquer à nos guerres probables les idées qu'une étude superficielle pourrait faire découler de l'examen de cette campagne. L'enseignement à en tirer est en quelque sorte *négatif*, et nous allons plutôt voir ce qu'il faut éviter que ce qu'il faut imiter.

Il serait superflu et trop long d'étudier toute la marche des événements. Je me bornerai donc, après avoir attiré l'attention sur les questions d'espace, à examiner sommairement la valeur des deux adversaires et à exposer rapidement des périodes de la campagne pour servir de fil directeur. Ensuite, j'étudierai en détail quelques combats intéressants, d'où j'espère pouvoir tirer les conclusions qui sont le but cherché de cette étude.

I.

Théâtre des Opérations.

Étendue du théâtre de la guerre. — Du Cap à Prétoria il y a 1400 kilomètres, la distance de Paris au Niémen. Si, à une carte

de France on superpose celle du Transvaal, en mettant Prétoria à la place de Paris, Johannesbourg tomberait à peu près sur Chartres; Lydenbourg sur Montmédy; le Lympopo sur la basse Meuse; le Waal sur la Loire moyenne; l'Orange moyen sur la Leyre landaise; Blœmfontein sur Angoulême; le prolongement nord du Drakenberg sur les Vosges; le Drakenberg sur les Cévennes; le Natal sur la vallée du Rhône. Le rivage sud de la colonie du Cap serait à hauteur de Valladolid.

Nature du terrain. — Le nord de la colonie du Cap, l'Orange, le territoire de la Chartered et la partie occidentale du Transvaal sont des pays de plaines et de savanes, de parcours facile, bien que coupées de rivières assez nombreuses, car celles-ci, en dehors de la saison des pluies, présentent de nombreux gués. Les seuls accidents de terrain sont des kopjes, pierreux ou sablonneux, de 30 à 80 mètres d'altitude. Les routes sont à peu près partout de simples pistes.

La partie est du Transvaal et de l'Orange est, au contraire, formée par la chaîne du Drakenberg et ses prolongements qui forment un massif long de 250 kilomètres sur 150 kilomètres d'épaisseur, où les sommets atteignent 3,000 mètres. C'est une région tourmentée et difficile où les rivières coulent dans des cluses profondes et qui descend vers la mer en terrasses abruptes. Le Drakenberg forme l'arête qui sépare les versants de l'Atlantique et de l'océan Indien.

Les Nieuveweld, qui prolongent le Drakenberg dans la colonie du Cap, sont moins difficiles. Leurs sommets n'atteignent nulle part 2,000 mètres. Le Swartberg les double à 150 kilomètres plus au Sud, séparé d'eux par le grand plateau du Karou.

Climat. — Un mot du climat maintenant. L'été, de novembre à mai, est la saison des pluies. Les journées sont très chaudes, mais les nuits souvent froides occasionnent des maladies aux hommes et aux chevaux. L'hiver de juin à octobre est au contraire, sec, l'herbe se dessèche, les animaux ne trouvent plus de fourrage dans le Veldt et le froid sec est très vif.

Population. — La population (932,000 habitants dont 200,000 Boers pour le Transvaal, et 230,000 habitants dont 80,000 Boers

pour l'Orange) est des plus clairsemées, 2 à 3 habitants par kilomètre carré, alors qu'elle est de 98 en Angleterre et de 72 en France. Le bivouac y est donc forcément la règle. Il en est de même dans le nord de la colonie du Cap. L'alimentation par l'arrière est presque seule possible, et une troupe nombreuse ne peut que momentanément s'écarter des voies ferrées.

Chemins de fer. — Les chemins de fer conduisant de la colonie du Cap vers le Transvaal sont les suivants :

1° La ligne Cap, De Aar, Kimberley, Mafeking, Buluwayo, court le long de la frontière ouest des deux républiques ;

2° La ligne Elisabethtown, Cradok, Middelbourg, Naavport, Norvalspont, Springfontein, Blœmfontein, Prétoria, est doublée, au début par

3° La ligne East-London, Quenstown, Béthulie, Springfontein.

En somme, ces lignes forment deux voies de pénétration vers le Nord, distantes l'une de l'autre sur le théâtre de la guerre de 120 à 150 kilomètres. En territoire anglais elles sont réunies, parallèment à la frontière sud de l'Orange, par une transversale :

De Aar, Naavport, Middelbourg, Stormberg, qui forme une véritable base d'opération pouvant servir de point de départ à une armée opérant contre le sud de l'État d'Orange.

De Durban une voie ferrée remonte par Ladysmith et le défilé de Laingsnek à Johannesburg, où elle rejoint les lignes venant du Cap. De Ladysmith un embranchement mène à Bethléem. De nombreux ouvrages d'art les rendent faciles à mettre hors de service.

De Prétoria vers le Nord, une ligne conduisant jusqu'à Piétersbourg. Une autre voie réunit la capitale du Transvaal à Lourenço-Marquez.

II.

Boers et Anglais.

Boers. — Pas plus au Transvaal que dans l'Orange il n'existait d'armée permanente en dehors que quelques centaines d'artilleurs. L'armée se composait de tous les hommes valides de 16 à 60 ans, ce qui donnait en chiffre rond 30,000 *hommes pour le*

Transvaal et 20,000 *pour l'Orange*. Chaque district devait fournir un commando, fort de 200 à 500 hommes, sous les ordres d'un « field cornet » nommé par le gouvernement. Les gradés étaient choisis, du commun accord des hommes, parmi les notables. Dans le Transvaal, des détachements de volontaires, faisant 2,500 hommes environ, s'étaient engagés à répondre à toute réquisition. Ce sont eux qui, sous les ordres de Cronje, ont mis fin à l'incursion du flibustier Jameson.

Les Boers formaient donc des milices. Tout le monde y était monté. En quelques heures, les hommes valides, que pouvait animer un bon esprit de corps puisqu'un commando se composait de parents et de voisins, étaient à cheval et prêts à une course de 99 jours avec un peu de viande séchée sur la selle pour tous vivres. Mais pour une longue expédition, ils se faisaient suivre de lourds wagons traînés par des bœufs.

Malgré le manque d'instruction militaire, la vie rustique des Boers, la chasse du gros gibier, leur habitude du commandement sur leurs serviteurs indigènes les préparent au métier des armes; ils sont animés d'un grand esprit de sacrifice, basé sur de profonds sentiments religieux. Sans croire les légendes racontées sur leur habileté au tir, on doit admettre qu'ils sont très supérieurs à ce point de vue à la plupart des soldats européens.

Leurs chevaux, rustiques comme eux, calmes, habitués à paître l'herbe du Veldt pour toute nourriture, sont dressés à rester sur place quand leurs maîtres quittent la selle. Aussi chez les Boers quand ils combattent à pied par le feu, ce qu'ils font presque toujours, pas d'hommes enlevés de la ligne de feu pour tenir les bêtes; tous les fusils entrent en jeu.

Ils offrent donc en somme un bon type d'infanterie montée, apte à se déplacer rapidement sur le théâtre de la guerre et même d'un point à l'autre du champ de bataille quand ce mouvement *peut se faire à l'abri*. Mais la présence de leurs chevaux auprès d'eux pendant le combat les gêne quand il s'agit de prononcer à pied un mouvement offensif ou de *tenir à fond* sur une position.

Comme armement ils ont le Mauser de 7 millimètres à chargeur de 5 cartouches. La rasance de cette arme est de 650 mètres contre l'infanterie, 700 mètres contre la cavalerie. Sa vitesse initiale est de 728 mètres. Elle est très supérieure au Lee Metford

Il décida d'envoyer la première division prête (la 5e) au Natal, pour renforcer Buller qui, par une attitude offensive, y retiendrait le gros des forces boers. Pendant ce temps, il gardait une attitude expectante au sud de l'Orange, attendant que le 10 février, deux divisions (6e et 7e), 1 brigade de cavalerie, 1 équipage de siège, une nombreuse infanterie montée, aient été réunies derrière Methuen, maintenu en couverture à Modder-River. Il pourra alors passer à l'offensive avec une supériorité numérique écrasante, et, comme au lieu de prendre le taureau par les cornes, il saura gagner constamment le flanc ennemi, il obtiendra des succès décisifs.

Opérations de Buller au Natal. — Buller, fort de 4 brigades d'infanterie et une forte brigade de cavalerie (30,000 combattants) va essayer d'abord de forcer le passage de la Tugela en amont de Colenso et subir les échecs cruels de Spion kop le 24 janvier, et de Vaal Krantz (du 5 au 7 février). Sans se lasser, après quelques jours de repos, il recommence ses inutiles et sanglants efforts en aval de Colenso, mais il ne débloquera Ladysmith que lorsque les Boers auront reculé d'eux-mêmes sous la pression des succès de lord Roberts à Kimberley et Blœmfontein.

Opérations de lord Roberts contre Cronje. — Laissant la division Methuen en face de Cronje, figé dans ses positions de Maggersfontein, lord Roberts fait appuyer d'une étape à l'est le reste de ses forces : division de cavalerie French, qui dispose de 7 batteries à cheval, 3 divisions d'infanterie et une division d'infanterie montée de 3,000 hommes.

Pendant que French, dans une marche rapide, tourne autour de Cronje et va derrière lui débloquer Kimberley, le gros de l'armée anglaise coupe la retraite vers l'est à Cronje qui vient se jeter maladroitement au milieu de ses colonnes, au lieu de se retirer vers le nord ; il est cerné le 18 février à Paardeberg et forcé de capituler le 28.

Invasion de l'Orange et du Transvaal. — Les efforts des Boers

maintenant pourront ralentir, mais non arrêter la marche de lord Roberts qui entre bientôt à Blœmfontein. De Wet, qui a groupé les forces orangistes dans la vallée du Caledon, y a pris une position de flanc par rapport à la voie d'invasion qui doit conduire Roberts à Prétoria. Il faudra le chasser de Weepener et Ladybrand avant de continuer la route sur la capitale du Transvaal.

Mais le nombre des Anglais est trop grand. Leur marche en avant reprend, et lord Roberts finira par occuper non seulement Prétoria, mais tout le parcours du chemin de fer qui conduit de cette ville à Lourenço-Marquès. Bien que de petits détachements continuent de toute part la guerre de guérillas, on veut en Angleterre croire la lutte terminée, et lord Roberts rentre en triomphe dans sa patrie.

Les événements qui se déroulent aujourd'hui montrent que cet espoir était prématuré, et que l'Angleterre a peut-être encore fort à faire dans le sud de l'Afrique avant de rompre la résistance acharnée des De Wet et des Botha.

IV.

Études de quelques cas concrets.

Nous allons, maintenant que nous venons de parcourir rapidement la marche générale des événements, étudier plus en détail quelques actions de guerre intéressantes.

COMBAT D'ELANDSLAAGTE.

Je commencerai par un combat où les Anglais ont été tactiquement vainqueurs, bien que ce succès leur ait été inutile, c'est celui d'Elandslaagte livré le 21 octobre par le général French.

Depuis le 17, l'incursion des Orangistes, parvenus à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Ladysmith, inquiétait les forces anglaises réunies dans cette localité, et, le 19, le commando de Viljoen atteignait la voie ferrée à Elandslaagte, entre Ladysmith et Dundee, coupant ainsi les communications directes entre sir White et son avant-garde. Le 20, sir White apprenait que son

d'étapes) se fit du 9 au 17 octobre. 25,000 *réservistes furent rappelés*. Le tout faisait 52,000 *hommes avec* 114 *pièces*. En somme on arrivait, en chiffres ronds, à 80,000 rationnaires à la fin de novembre, moment où tous ces éléments furent débarqués.

Une 5e division, mobilisée du 13 au 20 novembre, fut débarquée le 1er janvier.

Une 6e division était arrivée le 19 janvier ;

Une 7e, le 2 février.

En outre, pendant le même temps, 5,000 isolés étaient venus renforcer les unités précédentes.

Une 4e brigade de cavalerie arrivait à la fin de février, et une 8e division, le 8 avril.

A partir du milieu de décembre, on commença à faire appel à la milice et aux volontaires pour fournir des troupes d'étapes et des compagnies d'infanteries montées. Certaines colonies donnèrent aussi des contingents.

Au mois d'avril 1900, il y avait dans le sud de l'Afrique :

	HOMMES.	BATAILLONS d'infanterie.	COMPAGNIES d'infanterie montée.	RÉGIMENTS de cavalerie.	BATTERIES.
Armée	135,000	83	38	18	54
Milices et volontaires	25,000	31	161	»	1
Coloniaux	26,000	»	83	2	6

Au total : 186,000 hommes, avec 400 pièces et 81 mitrailleuses. L'effort est considérable ; mais, pour y parvenir, il avait *fallu ne laisser en Angleterre que moins de la valeur d'une division d'infanterie régulière, sans compter que* 40 *bataillons avaient été remplacés dans les colonies par autant de bataillons de milice.*

III.

Historique sommaire de la campagne.

Débuts. — Les Anglais espéraient que leurs troupes de couverture (26,000 hommes, dont 10,000 hommes de milice et 4,500 chevaux), seraient suffisantes pour contenir l'offensive des Boers qu'ils redoutaient surtout du côté du Natal, où une vigoureuse poussée auraient pu permettre à leurs adversaires d'atteindre la mer. Aussi la plus forte partie des forces anglaises, 20,000 hommes, y fut réunie, et, pour empêcher l'insurrection des colons hollandais, le gros en fut poussé très avant vers la frontière, malgré la forme enveloppante de celle-ci qui l'exposait à se faire cerner. Le reste gardait les voies ferrées de la colonie du Cap le plus près possible de la frontière sud de l'Orange.

En réalité, au Natal, les Anglais couvraient non l'ensemble du pays, mais la bifurcation de Ladysmith, où ils vont se laisser immobiliser. La responsabilité de cette manière de faire doit, paraît-il, être assumée par l'autorité civile qui l'imposa au général White. Elle était d'autant plus fâcheuse que le plan initial était de garder la défensive au Natal, de concentrer le gros des forces anglaises au nord de la colonie du Cap et d'envahir avec des forces supérieures l'Orange, puis le Transvaal en progressant le long de la voie ferrée Elisabeth—Prétoria.

Du côté des Boers :

20,000 hommes vont prendre l'offensive au Natal ;

8,000 hommes contre Kimberley et Mafeking ;

1,000 hommes dans la Rhodesia ;

6,000 hommes destinés à former réserve se réunissent à Blœmfontein.

Les opérations commencent le 11 octobre.

Opérations contre la couverture anglaise. — Les opérations contre la couverture anglaise durent jusqu'au 15 novembre, moment où commencent à arriver les premiers éléments du corps Buller. A l'Ouest, la voie ferrée est coupée au sud de Kimberley,

sud de la gauche boer qu'il devait déborder ; le demi-bataillon des Gordons en réserve dans l'intervalle. L'artillerie entrait en action tout entière au centre. La gauche était couverte par deux escadrons de lanciers ; tout le reste de la cavalerie à droite de Manchester. La compagnie montée des Devons devait former soutien de l'artillerie. En somme, il y avait une idée de manœuvre : c'était de fixer les Boers en attaquant carrément leur gauche qui serait enveloppée par le mouvement de l'aile droite anglaise.

A 4,000 mètres, l'artillerie boer, 1 batterie Canet à tir rapide, ouvre le feu. C'est à peine si les artilleurs anglais distinguaient la lueur des coups, et ce n'est que presque à la tombée de la nuit qu'on vit nettement la position des pièces des Boers.

Au bout d'une demi-heure, la lutte d'artillerie ne procurant pas de résultat décisif, le général French donna l'ordre à son infanterie de se porter en avant. Les Devons ayant 3 compagnies en chaîne et soutien, sur un front de 400 mètres, en avaient 4 en réserve, suivant les premières à 400 mètres ; chaque compagnie en colonne par 1 à 100 pas d'intervalle pour diminuer les effets du feu de l'artillerie, ce qui donna de bons résultats.

Les Manchester s'étaient formés en échelons de compagnie, la droite en avant, et bientôt les Gordons durent se porter dans l'intervalle qui se formait devant l'artillerie anglaise. Ils suivirent le mouvement des Manchester dans la même formation. A droite, la cavalerie avait mis pied à terre et formait échelon en arrière des Manchester. Les Boers essayèrent contre elle une contre-attaque à cheval qui fut repoussée par l'intervention d'une batterie et d'une compagnie de Manchester ; les Boers filèrent sans insister.

Après cet incident, l'artillerie anglaise se porta à 2,500 mètres et l'artillerie boer cessa son tir un peu plus tard. En même temps éclata à 5 heures un orage assez violent. A la faveur de ces circonstances, les Devons avaient pu progresser sans arrêt jusqu'à 1100 mètres et continuer la marche par bonds alternant avec des *feux de salve*. L'artillerie boer rouvrit le feu par rafales sur l'infanterie anglaise et continua ce mode d'action jusqu'au soir. C'est à peu près à ce moment que la fusillade commença du côté des Boers.

A 5 h. 30, la chaîne des Devons était à 700 mètres. Là, il lui

fallut se coucher pendant une demi-heure sans pouvoir progresser en attendant que le mouvement tournant se fit sentir.

Sauf la petite contre-attaque dont nous avons parlé, l'aile droite anglaise n'éprouva aucune résistance jusqu'aux collines. Elle fit alors face à gauche et prit sa direction sur le petit kopje, Manchester tenant la ligne de crête, et les Gordons progressant sur le versant ouest. Quand ils arrivèrent à 1200 mètres, ils tombèrent dans le feu d'infanterie et cheminèrent péniblement peu à peu jusqu'à 600 mètres, sur un terrain découvert et coupé d'enclos en fil de fer. Il était 6 heures et la nuit commençait à tomber.

Il fallait rompre la résistance des Boers avant la nuit. L'artillerie anglaise fit un nouveau bond qui l'amena à 1800 mètres pour préparer l'attaque générale que favorisaient l'obscurité qui tombait et les angles morts au pied du kopje. Les Gordons qui étaient les plus en avant avaient fini par se coucher à 100 mètres des tirailleurs boers et semblaient ne plus pouvoir progresser, quand le colonel Hamilton fit sonner la charge et entonner l'air des Higlands. L'équilibre moral fut rompu ; un dernier élan amena la ligne anglaise au milieu des Boers qui durent abandonner deux de leurs canons. Une poignée d'hommes tenant sur le grand kopje, puis dans une ferme plus au Nord-Est, permit aux autres de se retirer. La lutte prit fin à 7 heures ; il faisait nuit, et la cavalerie ne put faire de poursuite.

Cet engagement présente ceci d'intéressant qu'il a été très bien conduit par le général French. 3,500 Anglais, prenant l'offensive contre 1800 Boers, ont prouvé qu'avec le ferme désir de vaincre il est encore possible *de cheminer sous le feu d'un ennemi en position* et de le chasser en combinant un mouvement tournant à l'attaque de front et à l'action d'artillerie. Le succès tactique était manifeste. Il fut cependant inutile à cause des progrès des Boers dans toutes les directions et, le lendemain, French dut se replier sur Ladysmith.

Les Boers avaient perdu 100 tués et blessés, soit 5 p. 100 de leur effectif, et 100 prisonniers ; les Anglais, 36 officiers et 288 hommes, soit 7,5 p. 100.

OPÉRATIONS DE LORD METHUEN AU SUD DE L'ORANGE.

Passons maintenant aux opérations qui ont amené lord Methuen à Maggersfontein.

Quand il se mit en mouvement après avoir rétabli le pont d'Orange River, il disposait de :

2 brigades d'infanterie (9e et garde) ;

2 batteries montées plus 4 pièces de marine ;

1 régiment de cavalerie, plus des détachements coloniaux.

La brigade écossaise Vauchope n'était pas arrivée, et 1 bataillon avait été laissé à l'escorte des convois qui finissaient de s'organiser à Orange River.

Le parcours jusqu'à Kimberley était de 100 kilomètres à travers un pays plat coupé par la Riet et la Modder. Les kopjes, rares au sud de la Riet, sont plus nombreux au nord. Le gros de Cronje était établi entre la Riet et Kimberley, et il avait poussé pour observer Methuen un détachement (2,000 hommes et 2 pièces) jusqu'au Kaffirs Kopje, près de Belmont. Lord Methuen mit deux jours pour faire 18 kilomètres et arriver à Devendale, à 8 kilomètres au sud de la position des Boers qu'il résolut d'attaquer le 23 au point du jour.

Kaffirs Kopje. — 23 *novembre.* — La colonne anglaise quitta ses bivouacs à 2 heures du matin, en formation de marche, et vint ainsi jusqu'à la voie ferrée qui était parallèle au front ennemi. Là, elle se déploya, les 7 bataillons côte à côte en ligne de colonnes doubles (*notre ancienne colonne double*, formée de lignes successives fortes chacune de 2 compagnies déployées accolées à demi-distance ; c'est la colonne d'assaut du premier Empire), formation rigide et peu maniable. Après une marche de plusieurs kilomètres dans cette formation, on arriva à 4 heures du matin, à 300 mètres des Boers, au petit jour. Rien ne bougeait dans leurs lignes ; on n'avait vu ni sentinelles ni petits postes, mais leurs patrouilles les avaient avertis, et à 250 mètres, un feu rapide éclata sur les masses anglaises. L'infanterie s'élança deux fois inutilement à l'assaut, mais au jour, son artillerie étant entrée en action, un troisième effort amena l'infanterie sur la crête qu'elle

trouva vide. Les Boers l'avaient évacuée au galop et occupaient quelques cents mètres plus loin une autre crête.

A 8 heures, celle-ci était enlevée, puis une troisième eut le même sort. Les 7 bataillons restaient toujours de front, et les Boers sans s'obstiner disparaissaient dès qu'ils avaient infligé des pertes à l'ennemi. Après la défense de cette troisième crête, ils se retirèrent à 20 kilomètres plus au Nord. Ils avaient eu 60 hommes hors de combat, et les Anglais 296, dont 26 officiers, soit 4 p. 100 de leur effectif.

Les Anglais s'arrêtèrent à Belmont où les rejoignirent les bagages et un détachement de Marines. Le lendemain 24, ils firent 15 kilomètres jusqu'à Graspan; les Boers étaient signalés à Euslin à quelques kilomètres plus au Nord.

Graspan ou Euslin. — 25 *novembre.* — Lord Methuen partit à 3 heures du matin le long de la voie ferrée, sur laquelle un *train blindé* précédait la colonne. A 5 heures du matin, on arrivait à 3 kilomètres et en vue de la position boer établie sur une ligne de kopjes couronnée de tranchées, avec 1 batterie de 6 pièces au centre et 1 mitrailleuse à chaque aile.

La 9e brigade seule fut engagée; la garde était au convoi. Les Boers avaient 2,500 hommes et avaient repéré les distances jusqu'à 3,000 mètres.

16 pièces anglaises ouvrirent le feu à 2,500 mètres et tirèrent longtemps sans résultat, puis l'assaut fut donné, en somme, sans préparation réelle. La 9e brigade le donna de front avec 2 bataillons en première ligne, 2 bataillons en deuxième ligne et un en réserve. En première ligne marchait le détachement *des Marines.*

Ces derniers, peu habitués à l'ordre dispersé, s'avancèrent en ordre serré et perdirent en quelques instants 33 p. 100 de leur effectif et presque tous leurs officiers, qui avaient négligé de prendre la précaution prescrite d'enlever les insignes de grade visibles de loin. Il fallut les faire relever par un bataillon des Yorkshire.

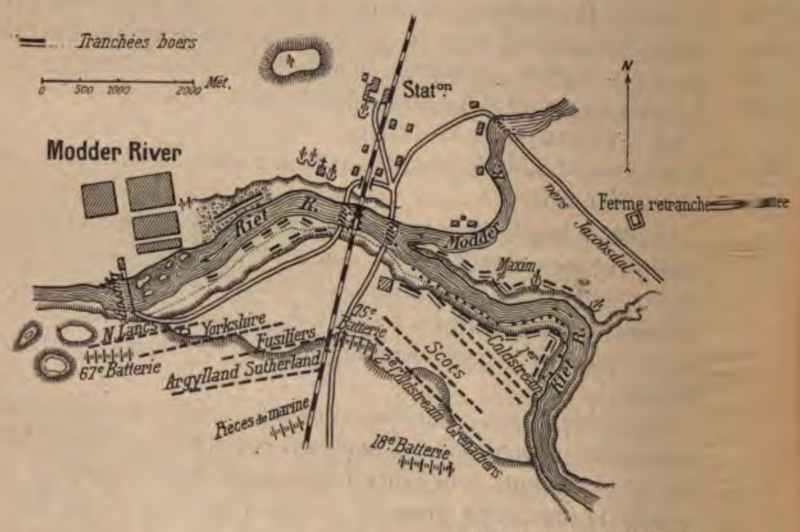
Malgré leur adresse au tir, les Boers furent loin, dans ces deux combats, d'obtenir les résultats qu'ils pouvaient espérer. La position de leurs tranchées sur des crêtes rendait leurs feux

fichants et laissait des angles morts. Ils vont s'en corriger bientôt.

A 10 heures du matin, les Boers se dérobèrent derrière la crête suivante, et lord Methuen ne les fit pas poursuivre.

Le 26 fut jour de repos, et le 27, les Anglais s'avancèrent jusqu'à Klokfontein à 8 kilomètres au sud de la Riet. *Des reconnaissances présidées par lord Methuen lui-même ne virent rien au sud de la rivière.* Aussi se décida-t-il à ne pas s'éloigner de la voie ferrée et à passer le lendemain près du pont détruit de Modder River. Il croyait qu'il n'aurait affaire qu'à une faible arrière-garde tout au plus, et comptait s'arrêter sur la Riet pour attendre la brigade Vauchope.

Modder River. — 28 novembre. — Comment avait-on pu ne rien voir des préparatifs faits par les Boers sur les deux rives



Combat de Modder River

de la Riet? C'est inimaginable. En tous cas, lord Methuen n'aurait-il pas dû, dès la veille, avoir, sinon son avant-garde, au

moins des reconnaissances et ses avant-postes au delà de la rivière qu'il voulait franchir.

La position principale des Boers était à 1 kilomètre au nord de la Riet, ainsi que leur artillerie. La droite s'appuyait au village de Modder River, la gauche à une ferme fortifiée. Une première ligne était installée au sud de la rivière, consistant en bouts de tranchées établis à la crête des berges escarpées et découvrant le plateau compris dans la boucle de la Riet. La droite de cette ligne était constituée par une ferme et un kraal situés sur un mamelon au sud du village, et les Boers avaient du monde dans des dunes un peu à l'Ouest. Il y avait, en outre, des tireurs dans les îles et dans les arbres des berges. Les tranchées étaient précédées de réseaux de fil de fer, et des rangées de pierres blanches repéraient les distances jusqu'à 700 mètres. Le lit de la Riet, très encaissé, permettait de circuler à couvert, et des bacs assuraient aux hommes et chevaux de l'avant-ligne une retraite facile.

Sur ce front *de près de* 10 *kilomètres, les* 7,000 *hommes de Cronje etaient répartis, ne varietur,* dans les tranchées des deux lignes, et l'artillerie l'était également par 1, 2 et 3 pièces soigneusement dissimilées. Les Orangistes étaient à l'ouest, les Transvaaliens à l'est de la voie ferrée.

C'est, en somme, un dispositif absolument linéaire, ne permettant aucune manœuvre pour résister à un mouvemeut tournant. Mais les Anglais vont prendre le taureau non seulement par les cornes, mais *entre les cornes.*

Lord Methuen partit à 4 heures du matin, précédant sa division, avec le 9e lanciers, l'infanterie montée et 1 batterie. L'avant-garde était formée par 1 bataillon. Un autre marchait en tête du gros, puis l'artillerie, puis le reste de l'infanterie sauf 2 compagnies détachées au convoi. Comme il avait recu 1 batterie et 1 bataillon de la brigade Vauchope, Methuen avait en tout 9,000 hommes et 22 pièces.

La cavalerie, en arrivant sur le plateau, reçut des coups de fusil sur sa droite, et la batterie anglaise répondit en ouvrant le feu à 4,000 mètres sur la gauche des fédérés ; l'artillerie boer lui répond, et, comme elle tendait à prendre le dessus, les autres

batteries rejoignirent la première et canonnèrent les hauteurs au nord de la Riet pendant deux heures sans que les Boers décelassent l'existence de leurs tranchées en ouvrant le feu d'infanterie. Cette longue canonnade ne servit de rien. Les Anglais étaient trop loin et les Boers règlaient mal leurs fusées, si bien que leurs obus n'éclataient pas. Cette attitude persuada décidément à Methuen qu'il n'avait affaire qu'à une arrière-garde et il donna l'ordre à l'infanterie de marcher en avant.

Celle-ci se déploya par brigades accolées, avec la voie ferrée entre les deux ; elle ignorait le détail des positions ennemies. Il était 8 heures du matin. La garde était à droite ; la 9e brigade devait en principe passer la Riet la première et tourner la droite des Boers.

Quand l'infanterie parut sur le plateau, elle fut d'abord accueillie par le feu de l'artillerie ; puis, quand elle arriva à 700 mètres de la rive sud, un violent feu de mousqueterie venant d'un infanterie invisible occasionna d'abord un flottement de toute la ligne anglaise, puis chaque brigade obliqua en dehors pour faire face à la direction d'où elle recevait le feu. La gauche marchait dans la direction de Modder River.

Au bout d'une centaine de mètres, tous les bataillons s'arrêtèrent et ouvrirent le feu par salves sans savoir au juste sur quoi. Puis bientôt il fallut se coucher et, pendant quatre heures, l'infanterie anglaise ne gagna presque pas de terrain. Les hommes, accablés par la chaleur, la soif et la faim, car ils n'avaient pas mangé avant le départ, comptant sur une courte étape, creusaient le sable avec leurs mains et leurs baïonnettes pour s'abriter. Il était impossible de relever les blessés *ni de transmetttre les ordres*, car tout cavalier ou attelage arrivant à 1000 mètres de l'ennemi était démonté. Lord Methuen se trouvait dans l'impossibilité de diriger l'action, et personne ne connaissait ses intentions ; c'est là un exemple frappant de la nécessité que *tout soldat connaisse sa manœuvre d'avance*.

A trois heures du soir, l'artillerie anglaise avait tiré plus de 200 coups par pièce, et l'infanterie était immobilisée. A ce moment arrivèrent un peu d'infanterie et 1 batterie. Toutes les batteries furent amenées à 1600 mètres de la droite boer qui se mit à se dégarnir peu à peu sous leur feu accéléré. A 4 heures

du soir, la ferme, le kraal et les dunes au sud de Modder River étaient dans les mains de la 9e brigade. L'effet moral du bombardement, pourtant peu meurtrier, fut tel que les Orangistes occupant Moder River, pris de panique, s'enfuirent en désordre à l'exception de quelques hommes résolus. 400 hommes de la 9e brigade franchirent avec les plus grandes peines un barrage en face du village à la tombée de la nuit et occupèrent Modder River.

Les Anglais couchèrent sur place et, le lendemain à l'aube, leur artillerie rouvrit le feu, mais les Boers avaient disparu.

La panique déraisonnée causée par *l'effet moral* de l'artillerie sur les Orangistes s'était à la nuit étendu aux Transvaaliens, et toutes les forces boers, *abandonnant leur artillerie* s'étaient enfuies, vers le nord. Vers minuit, Cronje apprenant que les Anglais étaient arrêtés au sud de la rivière, revint enlever ses pièces.

Cette journée dénote chez les deux adversaires l'ignorance des principes fondamentaux.

Le déploiement *à priori* des Boers ne fut couronné de succès que grâce à l'incroyable aveuglement de lord Methuen, à qui il aurait suffi d'appuyer tant soit peu à droite ou à gauche pour éviter leurs travaux. Leur dispositif linéaire basé uniquement sur l'emploi du feu, sans réserves disponibles pour parer à l'imprévu, les mettait hors d'état de réagir contre la panique des défenseurs de Modder River ou de s'opposer à un mouvement tournant s'il s'était produit.

Du côté anglais, aucune idée de manœuvre, pas de service de reconnaissance ni de sûreté, accrochage par l'avant-ligne de l'ennemi, canonnade stérile, déploiement de l'infanterie sans objectif précis, aucune réserve générale permettant au chef d'intervenir dans l'action, telles sont les fautes accumulées par lord Methuen.

Nous voyons, malgré des pertes inférieures à 2 0/0, les Boers pris de panique évacuer leurs positions, tandis que les Anglais mal commandés, ne sachant où diriger leurs coups, se cramponnent au terrain découvert et sans abri malgré une perte de

7, 5 0/0. Ceci montre combien des troupes régulières sont moins impressionnables que des milices même bien composées.

Notons en passant que, grâce aux précautions prises pour rendre les officiers aussi semblables que possible à la troupe, les Anglais n'avaient ce jour là qu'un officier hors de combat pour 20 hommes, tandis que précédemment ils avaient perdu plus d'un officier pour 10 hommes.

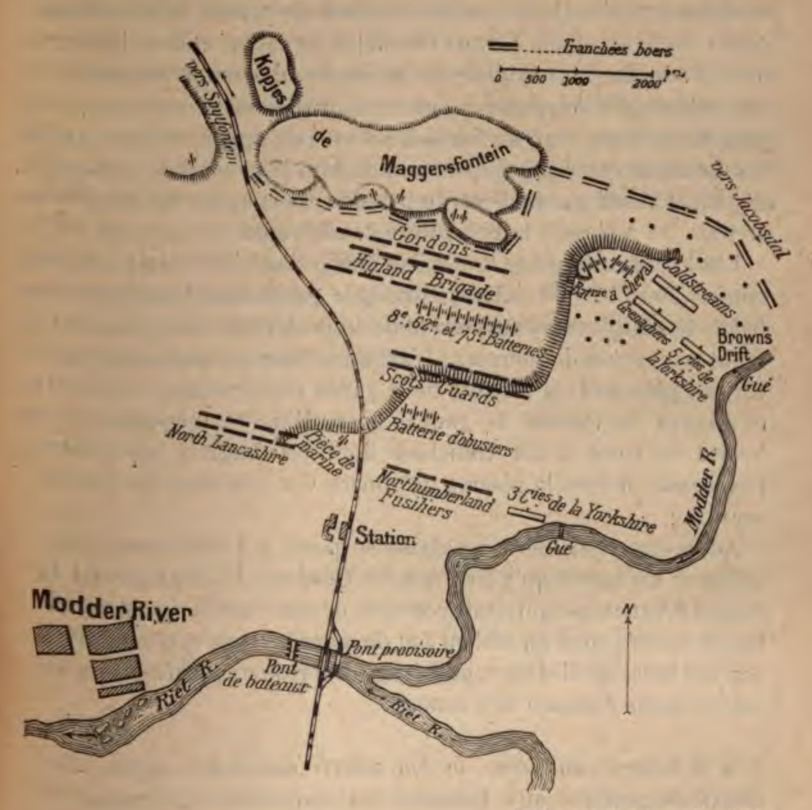
Maggersfontein.—11 *décembre.*— Lord Methuen ne se trouvait plus qu'à 30 kilomètres de Kimberley et le télégraphe optique lui faisait savoir que la place avait encore 40 jours de vivre. En face de lui, les Boers étaient revenus au contact. Il attendit jusqu'au 8 décembre que sa division fut au complet, ce qui lui donnait 15,000 hommes et 33 pièces; pendant ce temps on rétablissait le pont sur la Riet et la voie ferrée.

Le gros des Boers était placé en travers de la route directe de Kimberley sur les hauteurs de Spiet et de Maggersfontein qui formaient une sorte de demi-ellipse ouverte face au sud. Elles étaient couronnées de tranchées et d'emplacements pour les pièces, et en outre d'autres tranchées à feu rasant étaient creusés au pied des pentes. Elles étaient précédées de réseaux de fil de fer. Le front de la position était de 7 kilomètres pour 7,000 hommes. Cette fois Cronje avait gardé une réserve, mais il n'est pas certain qu'il l'ait fait en vue de la bataille spécialement.

Pendant son séjour sur la Riet, lord Methuen avait eu le temps de reconnaître ces positions, et il lui aurait été facile de les éviter en appuyant d'abord à l'est ou à l'ouest de la voie ferrée pour venir ensuite les prendre à revers. En réalité, il comptait négliger la droite et attaquer seulement la gauche boer, mais son attaque va se transformer en attaque *de front de jour* contre cette gauche qu'il voulait bousculer rapidement par une *surprise de nuit.* Il était du reste très incomplètement renseigné sur l'organisation des positions à enlever, et ceux de ses subordonnés chargés de l'opération ne connaissaient pas le terrain.

Aussi le 9 et le 10, soit dans l'espoir d'amener les Boers à dévoiler leurs emplacements, soit pour les ébranler, il fit exécu-

ter de violentes canonnades auxquelles ceux-ci ne répondirent pas. Cela ne servit qu'à leur donner l'éveil ; du reste, ils virent



Combat de Maggersfontein

très bien le 10 au soir les mouvements préliminaires de l'armée anglaise, et l'attaque était prévue.

Cette fois encore, sous prétexte d'éviter les indiscrétions, *l'état-major même ne connaissait qu'en partie les intentions de lord Methuen* et l'on croyait faire un mouvement tournant. Le départ eut lieu par la pluie à 1 heure du matin. Les Higlanders (brigade Vau-

chope) devaient enlever de vive force l'extrémité du contre-fort de Maggersfontein.

Cette brigade partit sans éclaireurs, *en colonne de bataillons en masse,* sous prétexte de ne pas risquer de perdre la direction. Après avoir marché à travers des haies de cactus et des clôtures de fils de fer, la brigade à 3 heures du matin arrivait à 400 mètres des ouvrages boers et le déploiement commençait, quand, après un coup de feu isolé servant de signal, le feu rapide des Boers abattit beaucoup de monde dont le général Vauchope. Il y eut d'abord un moment de panique, puis après un bond en arrière, les restes de la brigade se couchèrent.

Dès le point du jour, toute l'artillerie anglaise ouvrit le feu entre 3,500 et 1,500 mètres, protégée par 8 bataillons sur son front. Les Higlanders essayèrent de se porter en avant, mais il fallut se coucher de nouveau. L'artillerie boer ne répondait pas. Un peu plus tard, la brigade de la garde vint prolonger la droite et essayer de tourner la gauche boer. Mais ce mouvement se heurta de front à des tranchées dont les Anglais ignoraient l'existence et dont la réserve des Boers vint renforcer les défenseurs.

Au centre, l'artillerie anglaise se porta à 1400 mètres pour préparer un assaut qu'y livrèrent les Gordons. Ils dépassèrent la brigade Vauchope qui était couchée devant l'artillerie. Mais ils furent arrêtés sous un violent feu de mousqueterie et d'artillerie, par des haies de fil de fer, et il leur fallut rester couchés jusqu'au soir, à petite distance de l'ennemi.

A 2 heures du soir, le feu nourri des Boers causa une deuxième panique aux Écossais qui disparurent du champ de bataille. L'artillerie anglaise, pour empêcher les Boers de passer à une offensive qui n'était pourtant pas dans leurs idées, entretint jusqu'au soir un feu violent; certaines batteries consommèrent[1] dans la journée près de 1000 coups par pièce. A la nuit tombante, elle exécuta pendant 20 minutes un feu rapide pour couvrir la retraite générale. La garde coucha sur le terrain en formation de combat, les autres troupes un peu en arrière. L'artillerie boer avait pris une très faible part à la lutte.

---

[1] D'après des récits de journaux anglais.

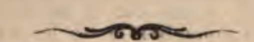
Le 12 au matin, elle ouvrit le feu, mais les Anglais étaient en pleine retraite et, à 11 heures, ils rentraient sans être poursuivis à leur camp de Modder River. Ils avaient eu 971 hommes hors de combat soit 10 p. 100 ; les Boers n'en avaient perdu que 219.

On ne peut comprendre comment les Boers n'ont pas passé à l'offensive le soir du 11 décembre ou dans la nuit suivante, quand les Anglais étaient épuisés. Il est également incompréhensible que Cronje n'ait pas utilisé les jours suivants le découragement de la division Methuen pour tourner le gros de ses commandos contre Kimberley et l'enlever de vive force.

La cause de ce manque d'activité vient sans doute pour beaucoup du caractère de ce chef qui, brave sur le champ de bataille, n'a pas su se montrer capable de combinaisons et de modifications à un plan une fois conçu.

A. Niessel

(*A continuer.*)



LES LIVRES MILITAIRES

Publications de la Section historique de l'Etat-Major de l'Armée. — La guerre de 1870-1871. — 1er fascicule : De Juillet 1866 à Juillet 1870 ; 2e fascicule : Journées des 28 et 29 Juillet ; 3e fascicule : Journées des 30 et 31 Juillet ; 4e fascicule : Journées des 1er et 2 Août ; 5e fascicule : Journées des 3 et 4 Août. — 5 vol. in-8. — Paris, R. Chapelot et Ce.

Bien que trente années se soient écoulées depuis la guerre de 1870-1871, nous ne possédions jusqu'à présent, comme document officiel de cette période de notre histoire, que l'*Historique du Grand Etat-Major prussien* dont la publication a commencé dès 1872. Source précieuse de renseignements au point de vue des opérations de nos adversaires, cet ouvrage laissait nécessairement dans une ombre relative les événements du côté français, qu'il ne pouvait connaître que d'une façon imparfaite. En France, la littérature militaire concernant cette campagne était abondante, sans doute, mais elle ne présentait ni les caractères d'authenticité absolue désirables en pareille matière, ni l'exposé complet des faits.

L'Etat-Major de l'Armée a résolu de combler cette lacune et a entrepris la publication, journée par journée, de la guerre de 1870 dans tous ses détails. Il ne s'est pas contenté, d'ailleurs, de faire un simple récit des événements. Il a voulu, avec juste raison, qu'ils servissent d'enseignement pour l'avenir. A cet effet, il les commente, les discute ; il fait ressortir les erreurs commises et les leçons qu'elles doivent comporter, sans jamais se laisser influencer par les résultats. Il n'entend pas, au surplus, imposer sa manière de voir au lecteur. Les pièces justificatives, extraites des Archives de la guerre et annexées au récit, permettent à chacun de se former une opinion personnelle ; elles constituent en outre une mine inépuisable de renseignements intéressants et d'études de tout genre.

L'Etat-Major de l'Armée apporte ainsi à l'histoire une contribution indispensable et fait une œuvre utile et réconfortante pour le pays en lui permettant de juger, d'après le passé, ce que serait l'avenir. — B. M.

La Réforme de la Loi militaire. — Service de trois ans. — Service de deux ans. — Service d'un an, par Henry Houssaye, de l'Académie française. — Brochure in-12 de 48 pages. — Paris, R. Chapelot et Ce.

La question de la durée du service militaire occupe les bons esprits et les préoccupe dans les conséquences que pourrait avoir, pour la force

de l'armée et les destinées de la Patrie, la réduction de la présence sous les drapeaux. Cette question est devenue d'essence politique, alors qu'elle devrait demeurer militaire. C'est une plateforme électorale, et la voix des plus intéressés et des plus compétents est couverte par l'intérêt particulier et un coupable laisser-faire.

M. Henry Houssaye, ému de cette situation et des conséquences futures du système actuel des concessions parlementaires, cherche à réagir contre l'opinion qui lui a été manifestée : « qu'il faut bien céder au courant ».

Dans sa brochure, après avoir montré ce qu'est la loi de 1889, ses conséquences au point de vue social par l'abandon des campagnes et l'encombrement des carrières libérales par l'accroissement continuel des dispensés de l'article 23, — qui a pour effet non de maintenir le niveau des hautes études, mais de permettre à qui en a les moyens de poursuivre un diplôme ou un brevet quelconque pour ne faire qu'un an de service : volontariat déguisé, sans profit pour l'Etat, et charge du service complet seulement pour le malheureux déshérité de la fortune, — M. Henri Houssaye expose magistralement les critiques que l'on peut adresser au service réduit : deux ans ou un an, et démontre que les côtés séduisants ne sont que trompeurs à divers points de vue; que l'adoption de l'une ou l'autre de ces durées serait la ruine de l'armée, alors que sa force est nécessaire pour le rôle que la France doit jouer dans le monde et pour son influence dans le concert des nations, et il conclut au maintien du service de trois ans.

La brochure de M. Henry Houssaye, conçue dans un esprit de sain patriotisme, écrite avec une lucidité parfaite, arrive à son heure, et nous ne saurions trop la louer et en recommander la lecture et la propagation. — L. H.

Le prince Eugène et Murat (1813-1814). — Opérations militaires. — Négociations diplomatiques, par M. H. Weil. — 2 volumes in-8° de 492 et 604 pages. — Paris, Fontemoing.

La lutte soutenue en 1814 par le prince Eugène dans le Tyrol, la Haute Italie, l'Istrie et la Dalmatie jusqu'aux bouches de Cattaro, lutte que les événements qui se passèrent en France firent terminer d'une façon assez brusque par la convention de Schiarino-Rizzino, n'avait pas jusqu'ici été étudiée et approfondie d'une façon complète aussi bien en France qu'à l'étranger. Cette lacune vient d'être comblée par M. Weil.

Dans sa nouvelle étude, l'auteur a procédé comme il avait fait antérieurement dans « *La Campagne de* 1814 ». Il expose jour par jour, les faits et les événements; du reste, on ne peut mieux expliquer son mode de travail qu'en répétant l'expression dont l'a qualifié M. le général Lewal : un « Journal de marche en partie double ».

Dans le premier volume, l'auteur expose la situation générale en mai 1813 et la politique suivie par l'Autriche sous l'impulsion de Metternich; il retrace également les préparatifs militaires faits par l'Autriche et l'Italie. Ensuite viennent les opérations accomplies entre le 17 août et le 7 septembre 1813 sous la direction du prince Eugène contre le général Hiller, dont la Carinthie, la Carniole, la Croatie et l'Istrie furent le théâtre et au cours desquelles furent livrés les combats de Villach, de Rossegg et de Feistrig. L'auteur montre, pendant cette période, le

mécontentement du roi de Naples à l'égard de la France et de l'Empereur, mécontentement dû en grande partie à l'influence de l'Autriche et de l'Angleterre.

Le deuxième volume s'étend du 8 septembre au 9 novembre 1813. A la suite de deux échecs du vice-roi, Hiller reprend l'offensive et peu à peu force le prince à évacuer l'Illyrie. Eugène gagne le Tagliamento, la Piave, puis l'Adige Trieste est pris, et la Dalmatie envahie. Sur ces entrefaites, Murat revient à Milan et reçoit de nouvelles propositions de l'Angleterre et de l'Autriche.

L'auteur a dû faire de longues et patientes recherches aux archives françaises : Nationales, de la Guerre, des Affaires étrangères; aux archives de la Guerre et d'Etat de Vienne; aux archives de Milan, Venise, Parme, Naples, etc.; il a fait appel aux trésors des archives municipales d'un grand nombre de villes italiennes; enfin, aux documents de collections privées.

L'ouvrage qui formera 4 volumes est agrémenté de cartes. Le premier volume contient celle du Tyrol, des provinces Illyriennes, de l'Istrie et de la Vénétie; le deuxième, celles de la Dalmatie et de Bassano. Chaque volume est complété par de nombreuses pièces justificatives et une table alphabétique.

Le *Prince Eugène et Murat* est le digne complément du magistral ouvrage de M. Weil : *La Campagne de* 1814. La nouvelle œuvre ne reste pas en arrière de la première, et les deux volumes parus font bien augurer de la suite et l'attendre avec impatience. — J. H.

Souvenirs du général marquis Armand d'Hautpoul. — Quatre mois à la cour de Prague. — L'éducation du duc de Bordeaux, publiés avec introduction et notes par le comte Fleury. — 1 vol. in-8 de 420 pages. — Paris, Plon-Nourrit et Cᵉ.

Les nouveaux Mémoires que le comte Fleury publie aujourd'hui, à la librairie Plon, se rattachent à une époque sur laquelle il a été fort peu écrit. Le marquis Armand d'Hautpoul appartenait à une très ancienne famille du Languedoc qu'a rendue célèbre le fameux divisionnaire de cavalerie tué à Eylau. Après avoir fait toutes les campagnes de la Révolution et de l'Empire, l'auteur de ces souvenirs, devenu maréchal de camp sous la Restauration, s'occupait, dans sa retraite forcée après les événements de 1830 (il avait joué un rôle important avec La Tour-Maubourg dans la défense des Invalides) à rédiger ses Mémoires, lorsque des démarches pressantes faites auprès de lui le décidèrent à se rendre à Prague pour diriger l'éducation du duc de Bordeaux. C'est le récit de cette mission délicate qui dura à peine quelques mois, grâce aux jalousies de certains personnages de la petite cour d'exil, que le marquis d'Hautpoul nous offre avec les détails les plus intéressants. Quelles idées rétrogrades, quelles mesquines jalousies combattirent son plan d'éducation très libéral et moderne, voilà ce qui éclate à chaque page, et l'on peut conclure que tout autres fussent devenues les idées politiques et sociales du comte de Chambord si l'influence du général d'Hautpoul avait pu prévaloir. — P.

Etudes d'Histoire maritime. — Révolution. — Restauration. — Empire, par Maurice Loir. — 1 vol. in-12 de 329 pages. — 1901, Paris, Berger-Levrault et Cᵉ.

Après les ouvrages documentés qu'a donnés M. Maurice Loir sur l'ancienne marine royale et les récits attachants des campagnes qu'il fit, marin lui-même, aux côtés de l'amiral Courbet, voici l'historique de la marine française pendant l'époque troublée qui s'étend de la proclamation de la République à la chute de l'Empire. Outre les pages d'histoire pure, — soit que l'auteur mette au jour des documents peu connus jusqu'ici au sujet des plans maritimes du Directoire, projets souvent grandioses mais qui ne purent être suivis d'exécution, soit qu'il détruise, dans le paragraphe intitulé : Napoléon et la marine, cette légende si accréditée que l'Empereur se désintéressait des choses de la mer, — son livre est la chronique de l'épopée ; il faut lire certains de ses récits sur l'adoption du drapeau tricolore dans la marine, la proclamation de la première République sur la flotte, la livraison de Toulon aux Anglais, le combat du *Ça-ira*, Brueys à Aboukir, et l'odyssée de l'enseigne Rivoire qui essaya en vain, sous la République, de faire reconnaître l'autorité du roi par la ville, le port et les escadres de Brest.

La période pendant laquelle se déroulait les événements de ce livre était à tel point remplie par les événements militaires que les historiens ont toujours un peu négligé l'évolution que subissait pendant ce temps la marine. L'ouvrage de M. Maurice Loir lui rend ce juste hommage en la tirant enfin de l'oubli. — R. C.

Campagne de 1870-1871. — Journal de guerre du général de Wittich, commandant la 22ᵉ division prussienne (Metz—Orléans—Le Mans). — Traduit par le commandant Richert, professeur d'allemand à l'Ecole supérieure de guerre. — 1 vol. in-8. — Paris, R. Chapelot et Cᵉ.

Parmi les publications allemandes sur la guerre de 1870, le *Journal de Wittich* occupe une place à part; à sa valeur historique et documentaire de premier ordre, il joint le rare intérêt d'être le récit authentique et détaillé des opérations d'une division bien commandée, ayant souvent eu à agir seule avec une cavalerie assez nombreuse.

Nous nous permettrons, à ce sujet, de rappeler les lignes suivantes de l'*Introduction* au cours de tactique générale et de stratégie, que M. le général Bonnal a jadis si magistralement professé à l'Ecole supérieure de guerre :

« .... La difficulté pour les officiers dépourvus d'une grande expérience réside dans l'élaboration de thèmes tactiques intéressants ou vraisemblables.

« C'est ici que l'histoire militaire moderne peut leur prêter un concours des plus efficaces......................................

« Certaines monographies, *comme celle qui traite des opérations de la division de Wittich* dans la région entre Orléans et Dreux, contiennent, outre les situations de chaque journée d'opérations, les ordres donnés, ainsi que leur exécution.

« Est-il un meilleur exercice d'application que celui qui consiste à rédiger soi-même les ordres, à en étudier le développement sur la carte

et à se reporter ensuite aux dispositions et événements vécus, comme moyen de redressement de nos erreurs ? »

En se plaçant uniquement à ces points de vue, la traduction française du *Journal de Wittich* s'imposait déjà.

Son intérêt historique et sa valeur documentaire ne sont pas moins considérables. L'auteur ne raconte que des événements dont il a été le témoin et tire un enseignement de ceux où il a joué le principal rôle. Il ne se perd pas en détails oiseux, donne strictement la succession des faits, et son journal, admirablement tenu, n'est, pour ainsi dire, qu'une série de procès-verbaux d'opérations avec pièces à l'appui. Le fond et la forme de ces documents nous révèlent, en outre, la tournure d'esprit, le moral, la doctrine de l'officier prussien en 1870, ainsi que le mécanisme du commandement dans les grandes et les petites unités. — B. M.

1814. Sièges de Sens. — Défense de l'Yonne et campagne du général Allix, par Joseph Perrin. — 1 vol. in-8. — Sens, Duchemin.

Cet ouvrage, publié sous les auspices de la Société archéologique de Sens, fournira une contribution précieuse à l'histoire de la Campagne de France de 1814. On y trouvera des épisodes intéressants de la défense de l'héroïque cité de Sens, et surtout la physionomie très exacte du général Allix, valeureux soldat doublé d'un savant remarquable, dont la loyale rudesse ne s'accommoda pas toujours avec les subtilités de la diplomatie. On comprendra, à la lecture de cet ouvrage, combien certains petits côtés de l'histoire aident à l'intelligence des garnds.

L'ouvrage contient plusieurs cartes anciennes et des reproductions de gravures du temps. — M. E.

Le Propriétaire-Gérant : R. Chapelot.

Paris. — Imprimerie R. Chapelot et Cᵉ, 2, rue Christine.

JOURNAL

DES

SCIENCES MILITAIRES.

REVUE MILITAIRE FRANÇAISE.

Mars 1902.

LE COMMANDANT D'UN DÉTACHEMENT PENDANT LES MANŒUVRES D'AUTOMNE[1]

AVANT-PROPOS

La brochure de von Schell a paru anciennement; mais elle est de ces travaux qui ne datent pas et sont toujours utiles. Elle montre d'après quelles règles et suivant quelles formes se pratiquaient, vers 1880, les manœuvres allemandes dites de détachements.

Depuis l'apparition de la brochure, les idées tactiques se sont modifiées, les troupes allemandes ont eu à mettre en pratique de nouveaux règlements sur le service en campagne ; le règle-

[1] Par von Schell. — Traduit de l'allemand et annoté par M. le général Grisot.

ment des manœuvres d'infanterie a été changé également. Aussi remarque-t-on dans l'œuvre de von Schell des idées qui ne sont plus acceptées aujourd'hui, des formations qui paraissent quelque peu surannées; mais la brochure a été rédigée sous une forme absolument didactique, et cette forme lui a conservé sa saveur et son point de vue instructif.

Il sera peut-être difficile à celui qui n'a jamais assisté à des petites manœuvres allemandes de bien comprendre toutes les indications contenues dans les divers chapitres de l'œuvre de von Schell, on pourrait dire des prescriptions, tellement elles sont serrées. Pour faciliter la lecture, nous avons cru utile de décrire succinctement quelques manœuvres, ainsi qu'a pu les voir le spectateur de passage.

Nous ferons les mêmes réserves que pour la brochure et nous rappellerons que ces manœuvres ont eu lieu en 1880, et que la tactique s'est modifiée dans son ensemble comme dans ses détails.

La première manœuvre observée est celle d'un détachement des trois armes à l'ouest de Mutzig. Le parti Est se compose d'un régiment d'infanterie, d'une batterie et d'un 5e escadron (les quatre autres sont aux manœuvres de cavalerie près de Wissembourg). L'infanterie a formé les faisceaux à l'abri derrière un village, l'artillerie est près d'elle, la cavalerie envoyée en avant éclaire vers l'ouest. Le lieutenant-colonel commandant le parti est placé à l'embranchement de la grande route de Schirmeck et du chemin de Still. L'escadron de cavalerie évolue aux allures vives, il est chargé par l'escadron du parti adverse, les escadrons sont soutenus par de petites réserves embusquées derrière des boqueteaux. Cette joute des deux cavaleries se renouvelle à plusieurs reprises. Pendant ce temps, des estafettes arrivent successivement près du lieutenant-colonel; il envoie ses ordres par son adjudant, mais il ne bouge pas de son poste d'observation. Bientôt, une fusillade très vive se fait entendre vers la gauche, sur la rive droite de la rivière, puis des hourras peu nourris, ensuite le calme. Le lieutenant-colonel ne bouge pas, il est donc probable que, vers la gauche, a lieu l'attaque de l'avant-garde, c'est-à-dire la fausse attaque, et que celle du gros ennemi se fera sur la droite. Effectivement, la défense vient garnir la position

formée par des hauteurs à pentes raides, mais peu élevées. Un lieutenant, l'épée à la main, place ses tirailleurs qui ouvrent le feu presque immédiatement contre la chaîne ennemie, les soutiens se portent en ligne; le mouvement est à peine terminé que l'adversaire débouche des bois, l'assaut est brusqué, les tirailleurs opposés ne sont qu'à cinquante mètres les uns des autres, les arbitres se portent entre les deux lignes, l'assaillant cherche encore à envelopper le défenseur, la manœuvre est arrêtée, puis la critique; elle dure à peu près trois quarts d'heure. La manœuvre est reprise dès la fin de la critique, mais elle dure peu, les troupes se dégagent et se forment rapidement en colonnes de route ou s'installent au bivouac. Celui-ci est formé en un carré de 400 mètres de côté environ, placé dans une petite plaine située près du village de Still. Les payeurs des régiments amènent de nombreuses voitures chargées de vivres, de paille, de bois. Ces voitures, réunies sur la route près du bivouac, attendaient les troupes depuis un certain temps, de sorte que les distributions se font sans aucun retard. Chaque soldat prépare sa nourriture dans sa marmite individuelle et se contente de faire sauter sa viande; les feux sont placés dans des fossés assez larges et assez profonds, la marmite est suspendue à une bûche placée en travers. S'il y a bivouac, il doit y avoir des avant-postes; en effet, après une heure de marche, nous apercevons une patrouille de deux cavaliers, l'un la carabine sur la cuisse, l'autre le sabre à la main; ils fouillent le terrain et cherchent à reconnaître la ligne des avant-postes opposés; une patrouille ennemie les aperçoit et se porte au-devant d'eux; les premiers, se voyant découverts, se replient tranquillement sur leur parti. Un peu plus loin, nous tombons sur un petit poste d'infanterie; une patrouille de trois hommes rentre, les soldats paraissent fatigués, le lieutenant commandant le petit poste est en tenue de service, son havresac est placé ouvert au pied d'un arbre, il ne contient que des bouteilles. A 800 mètres plus en arrière se trouve le bivouac de l'avant-garde; il est très serré, les sous-officiers font construire des abris avec de la paille tressée, ils les orientent de manière à arrêter le vent; tout le monde s'occupe vivement de l'installation, les officiers ont des vieilles tentes qui paraissent provenir de la guerre de 1870.

Le lendemain a lieu une manœuvre de la division de cavalerie

réunie près de Wissembourg. L'empereur salue rapidement les officiers et les troupes, la division s'ébranle, l'artillerie à cheval se met en batterie, les escadrons évoluent, chargent presque toujours aux allures vives : ils sont souples, il y a peu d'accidents. Le défilé se fait immédiatement après la manœuvre; deux flügel-adjudants jalonnent la ligne des guides devant l'empereur, le défilé se fait au galop, les escadrons sont fluides, ont du coulant et, aussitôt le défilé, disparaissent très rapidement. L'empereur monte en voiture pour retourner chez le landrath de Wissembourg, le prince royal et le prince Frédéric-Charles en font autant de leur côté; tout le monde s'en va sans causer beaucoup. Dans les cantonnements, tous les chevaux sont placés dans des écuries, les cavaliers paraissent les soigner très consciencieusement et leur lavent le nez, les jambes, etc.

Manœuvre de détachement aux environs de Verny. — Un régiment bavarois est massé et dissimulé dans un creux de terrain insignifiant, sa batterie est dans un chemin encaissé, la cavalerie escadronne en avant sur les pentes qui s'étendent au sud de Goin, un régiment ennemi se porte contre elle, les mouvements des deux régiments opposés sont rapides, ils cherchent à gagner les hauteurs avant de se charger; réellement, ils font preuve de beaucoup d'entrain. Le lieutenant-colonel commandant le détachement a le sabre à la main et donne à un spectateur connaissance du théâtre de la manœuvre. « Je suis chargé de couvrir la Seille contre un ennemi venant de Rumilly; comme j'ai plusieurs ponts à garder, que je ne sais par où l'ennemi passera, je me suis placé en avant de la rivière, il faudra que l'adversaire m'attaque avant de la franchir; je sais déjà qu'une fraction de l'ennemi s'avance sur ma droite, mais son attaque sérieuse ne se fera pas par là, probablement à gauche ». Effectivement, quelque temps après, engagement de l'avant-garde à droite, fusillade vive, hurrahs, puis feux lents et calme plat; les deux partis sont à 200 mètres l'un de l'autre. L'attaque réelle se fait avec une formation de combat prise très rapidement par le vieux mouvement « sur la gauche par file en bataille » que nous avons abandonné. La défense se dégage assez bien et exécute vivement un passage de défilé en retraite. Le général commandant la division de Metz assistait à la manœuvre.

Les manœuvres de la 16e division près de Sarrelouis ont été très intéressantes. Une des manœuvres se déroule ainsi : engagement de l'avant-garde, puis attaque décisive à la baïonnette; le 8e bataillon de chasseurs est mélangé avec un régiment d'infanterie qu'il double, arrêt de la manœuvre, critique courte, reprise de la manœuvre. Un des partis bat en retraite en exécutant un changement de front en arrière sous la protection de son artillerie, la ligne principale se dégage et franchit un ravin profond pour se porter sur le sommet de la crête, les tirailleurs suivent alors et les compagnies se reforment en marchant en colonnes de compagnie avec une facilité remarquable. On passe ensuite au placement des avant-postes, les capitaines à pied, l'épée à la main, conduisent leurs colonnes de compagnie en très bon ordre à travers un pays accidenté, ils ont devant eux des patrouilles d'infanterie et des pointes de cavalerie.

Ce qui frappe, c'est de voir qu'il n'y a pas de temps perdu, les deux partis attaquent, parent et ripostent avec aisance et facilité, sans trop se bourrer en gardant de l'ordre et de la souplesse dans les mouvements. Les ordres sont donnés rapidement et exécutés de suite. La progression est à peu près la suivante : engagement de cavalerie, puis combat de l'avant-garde, entrée en ligne de l'artillerie, action du gros, attaque à la baïonnette, critique et souvent reprise de la manœuvre, passage de la formation de combat à celle de marche ou d'avant-postes.

Maintenant nous laissons la parole à l'auteur.

INTRODUCTION.

L'instruction des chefs au point de vue de la conduite des détachements de différentes armes est un des buts les plus importants de nos manœuvres. Les commandants de détachements combinés doivent s'habituer à saisir exactement et à juger les circonstances comme ils le feraient à la guerre, ensuite ils doivent prendre des décisions justes et agir en conséquence d'après ces prémisses.

L'art de la conduite du combat est un don de la nature. Mais on peut, par l'exercice, développer cet art jusqu'à un certain point, aussi bien sous le rapport des formes réglementaires qu'en ce qui touche l'emploi convenable des différentes armes.

La conduite du combat est devenue plus difficile, par suite du progrès des armes à feu, et ces difficultés croissent en même temps que le nombre de troupes mises en mouvement.

Nos manœuvres sont précédées par de petits exercices de troupes de diverses armes qui ont lieu dans les grandes garnisons et commencent par les manœuvres de brigade.

Généralement chaque parti a la force de 3 à 4 bataillons, 2 à 3 escadrons et 2 à 3 batteries ; dans les manœuvres de division, ces forces s'élèvent au double, c'est-à-dire en règle à 6 ou 7 bataillons, 5 escadrons et 4 à 6 batteries.

Le directeur fait connaître la situation de guerre servant de base à la manœuvre. D'après cela, le chef de détachement doit donner ses ordres comme il ferait réellement. Il doit donc se rendre compte, clairement, en quoi consiste sa mission, ce qu'il doit faire avec son détachement. Comme différentes voies conduisent au but, il doit en peser les avantages et les désavantages, et, tout en tenant compte des moyens mis à sa disposition (force des troupes), choisir le procédé qui lui paraît le plus avantageux.

Il doit avant tout, dans ses ordres, chercher à se conformer à la manière de voir du directeur ; en agissant ainsi, ce que ne font pas toujours les chefs inexpérimentés, il ne risquera guère de se tromper, tandis qu'il se fera le plus grand tort s'il veut

suivre sa propre inspiration plutôt que de se mettre d'accord avec les vues du directeur [1].

On ne peut ici employer des mouvements ingénieux ou trop hardis qui promettraient en guerre de grands résultats. Le chemin le plus direct est presque toujours le meilleur, on arrive le plus sûrement au but en agissant simplement, en exécutant logiquement sa résolution, et cela d'autant plus que dans nos manœuvres, les qualités de caractère du chef telles que la hardiesse et la ténacité dans l'exécution, ne peuvent être mises en relief.

Lorsque le commandant du détachement reçoit l'ordre de prendre l'offensive, il ne doit pas, comme cela a lieu si souvent, profiter d'un jour de repos pour visiter le terrain occupé par l'adversaire et acquérir ainsi des bases certaines pour donner ses ordres. Toutes ses prescriptions doivent découler de la situation de guerre (donnée), et l'assaillant ne doit pas aller étudier le terrain inconnu occupé par l'ennemi ; il se procurerait ainsi un avantage aux dépens de son adversaire et arriverait à se tromper lui-même. L'avantage de la connaissance antérieure du terrain doit donc ici demeurer la propriété exclusive de la défense.

PREMIÈRE PARTIE.

PRISE DE COMMANDEMENT.

Elle a lieu, dès le commencement de la manœuvre, soit après un jour de repos, soit à la fin d'un jour de manœuvre pendant la critique ; elle peut être conservée jusqu'à la critique du jour suivant ou bien pendant plusieurs jours consécutifs. Quelquefois le commandement est changé pendant l'action, on admet alors que le chef précédent a été mis hors de combat.

Le premier jour de la manœuvre, l'exercice se développe en partant d'une situation de guerre dans laquelle les deux partis sont encore éloignés l'un de l'autre et où chacun ne possède que peu de renseignements sur l'adversaire.

---

[1] Exact s'il s'agit d'exercices ; inexact, s'il s'agit de manœuvres. Le chef doit avoir son initiative complète ; le directeur reprend ses droits à la critique. (*Note du Traducteur.*)

En règle, le directeur indique les points de rassemblement pour les troupes de chaque parti ; il agit de la même manière après un jour de repos, lorsqu'il n'y a pas d'avant-postes.

Si le commandement est pris pendant la critique, il s'agit alors pour le chef de détachement de diriger le combat, entrepris par son prédécesseur, dans un sens nouveau, suivant les ordres reçus, soit d'exécuter une poursuite, soit de rompre le combat, puis, ensuite de placer les avant-postes, en même temps de procéder à l'installation du gros dans des cantonnements ou au bivouac. Dans ce dernier cas le commandant du détachement fait sentir son action en donnant d'abord ses ordres pour l'établissement des avant-postes et du bivouac (Voyez II, chapitre 7). Il donne en même temps les prescriptions nécessaires pour faire venir les voitures de bagages et d'approvisionnements, afin que celles-ci arrivent à temps sur les emplacements des bivouacs ou dans les cantonnements. Il fait connaître aussi, avant le départ des adjudants des différents corps de troupe, le point de rassemblement pour le lendemain et son logement ; il s'informe de celui des arbitres les plus voisins, afin de leur faire connaître à temps les entreprises que pourraient tenter les avant-postes.

DE LA PLACE DE RASSEMBLEMENT.

Il ne peut y avoir aucune difficulté à déterminer la place de rassemblement puisque le commandant de détachement connaît sa nouvelle mission pour le jour suivant. Il ne sera sans doute pas en état de régler les heures de départ pour les diverses troupes et de leur donner, par suite, un allègement toujours agréable ; tout ce qu'il peut faire c'est de mettre la place de rassemblement dans la direction de la marche. Ceci doit se faire aussi bien pour de petits détachements dont il est question ici, que pour des corps de troupe plus considérables.

Il est expressément recommandé d'indiquer cette place de rassemblement de manière à éviter un doute quelconque. Il est désirable de faire connaître si le rassemblement devra se faire sur la route en colonne de marche, ou à côté de la route sur des terrains praticables que l'on pourra utiliser. Tout cela ne peut être fixé à l'avance. Le chef de détachement ne connaît pas le

terrain à l'avance et ne peut donner d'indication certaine sur le lieu de rassemblement. Si les troupes sont en grande partie au bivouac, l'emplacement du bivouac sera aussi le lieu de rassemblement.

Si la mission imposée au détachement implique la défensive, le commandant indique la place de rassemblement, en ne la considérant que comme point de concentration[1]. Comme il ne connaît pas lui-même d'avance le terrain, il choisit dans ce cas, d'après la carte, un point où il pense résister à une attaque et rassemble ses troupes en conséquence. Il place le point de concentration assez près en arrière de la position qu'il a résolu de défendre, et il a soin qu'il soit aussi dissimulé que possible à la vue de l'adversaire. Il est tout à fait indifférent que, après sa reconnaissance personnelle, il conserve ou change la position de combat dont il n'avait pu jusqu'alors apprécier suffisamment la valeur. Ces différents ordres sont donnés sur le terrain.

Le commandant de détachement se garde bien de réunir trop tôt ses troupes sur la place de rassemblement. Les troupes sont fatiguées inutilement et ressentent à juste raison le dérangement qu'on aurait pu leur éviter. Il suffit d'être rassemblé une demi-heure avant le commencement des mouvements que l'on doit exécuter. Les hommes ont suffisamment le temps de se reposer, et le commandant du détachement celui de donner ses ordres.

Si le combat est repris après la critique, on doit faire connaître également aux troupes, soit qu'elles bivouaquent, soit qu'elles cantonnent, les ordres pour le lendemain; on leur évite ainsi de recevoir les ordres très tard dans la soirée, surtout lorsque les cantonnements sont éloignés.

ORDRE DU DÉTACHEMENT.

a) *Généralités.* — Il serait bon, comme on le ferait à la guerre, de ne donner l'ordre du détachement, pour le jour suivant, que lorsque le chef des avant-postes a envoyé son rapport

[1] On doit distinguer complètement le point de concentration de la position à défendre. Cette dernière indique la coupure de terrain derrière laquelle on veut combattre, le premier est situé en arrière de la position de combat.

au commandant du détachement et lui a fait connaître ainsi le résultat général des renseignements fournis par les patrouilles. Mais ce rapport ne peut guère arriver avant la chute du jour; on doit alors tirer un certain nombre d'exemplaires de l'ordre du détachement, et en envoyer un au cantonnement du directeur, souvent assez éloigné ; il est à supposer qu'il arriverait le soir, très tard.

Dans certaines divisions, on opère de la manière suivante : un seul exemplaire de l'ordre du détachement est donné le soir à dix heures, on n'y transcrit pas les idées générales et spéciales. C'est alors l'état-major de la division qui fait tirer le nombre d'exemplaires nécessaire et se charge de les expédier aux arbitres, etc., car il a à sa disposition une presse et des ordonnances montés.

Dans d'autres divisions, on a l'habitude de faciliter le travail du commandant de détachement : on lui remet un certain nombre de feuilles de carton sur lesquelles sont déjà imprimés les idées générales et spéciales, ainsi que la mission dont il est chargé ; il n'a plus qu'à ajouter l'ordre du détachement.

On opère encore de la manière suivante : l'ordre du détachement pour le jour suivant est donné peu d'heures après la fin du combat. Il peut arriver alors que l'ordre ne contient pas toujours des renseignements complètement exacts et précis sur la situation de l'adversaire. Le commandant du détachement ne peut que rédiger son ordre d'après les renseignements qui lui sont déjà parvenus, quitte à envoyer un supplément, si plus tard ces renseignements sont reconnus inexacts et peuvent modifier les mesures qu'il a prises.

b) *Forme et contenu de l'ordre.* — L'ordre du détachement est transcrit sur les pages intérieures d'une feuille pliée de fort papier-carton, format grand in-quarto.

L'ordre et la répartition des troupes sont rédigés dans la forme suivante :

N. Détachement .... Lieu..... 12, 9, 89, 9 h. 15 soir.

Ordre du détachement.

Répartition des troupes pour le 13, 9.

Exemple a.

Avant-garde, lieut.-colonel A.

1 bataillon, N^e régiment, commandant B *.

Capitaine 1er, 2e et 3e pelotons du 3e escadron du N^e régiment **.

Gros.

État-major, 2e et 3e bataillons du N^e rég. d'infanterie, colonel C.

1 sous-off. et 8 caval. du 3e escad.

1re et 2e batteries du N^e régiment d'artillerie.

1 section d'ambulance.

Total : 3 bat., 3 escad., 2 batteries.

Exemple b.

N^e régiment de dragons (excepté la moitié du 4e escadron), col. A.

Avant-garde, colonel B.

N^e régiment d'infanterie (excepté le 3e bataillon), lieut.-colonel C.

1 peloton 1/2 du 4e escadron.

1 batterie du N^e rég. d'artillerie.

1re compagnie du N^e bataillon du génie et ses caissons.

Gros.

3e bataillon du N^e régiment d'infanterie, commandant D.

N^e régiment d'infanterie, col. E.

N^e bat. de chass., command. E.

1/2 peloton du 4e escadron.

2e groupe du N^e rég. d'artillerie moins une batterie, commandant C.

Un détachement d'ambulance.

Total : 7 bat, 4 escad., 4 batteries.

1 compagnie du génie.

1° Les renseignements sur l'ennemi en tant qu'ils présentent quelque importance ;

2° Ses propres intentions au point de vue général en tant qu'on peut les faire connaître ;

3° Les ordres pour la cavalerie indépendante ;

4° Les ordres pour l'avant-garde et sa mission (s'il y a lieu) ;

5° Les ordres pour le gros ** ;

6° Indications succintes pour les trains régimentaires et les convois ;

7° Point où se tiendra le commandant du détachement.

N.

Colonel et commandant de détachement.

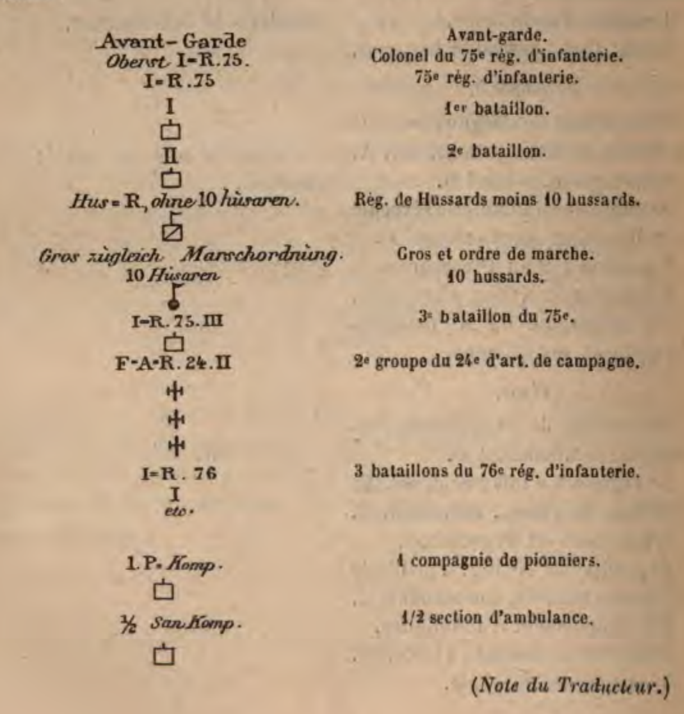
* Lorsque les noms des commandants sont connus, il est inutile de les donner. Il est cependant bon de les faire connaître, attendu qu'il peut y avoir des changements dans les commandements des diverses fractions.

** La distance de l'avant-garde au gros dépend des vues particulières, de la force du détachement, ainsi que des renseignements que l'on a sur l'ennemi et le pays. La distance doit être assez grande pour éviter des temps d'arrêt au gros, mais elle ne doit pas être trop grande au point de lui enlever la possibilité d'intervenir au moment voulu en cas d'attaque. Dans l'offensive, la distance peut être diminuée pour accélérer le déploiement en avant; suivant les circonstances et la force des troupes, la distance peut varier entre 300 et 1000 mètres[1].

---

[1] Le nouveau règlement sur le service en campagne ne modifie pas la répartition des troupes ni l'ordre de marche. Il permet de représenter ces dispositions par un tracé graphique. Le dessin a l'avantage de frapper l'œil plus vivement. Le règlement fixe, en outre, les abréviations que l'on est en droit d'employer.

Ainsi :



(*Note du Traducteur.*)

Les dates du jour, du mois et de l'année sont écrites en chiffres abrégés, d'après la méthode usuelle, l'heure est indiquée comme dans le calendrier (Kursbuchs) en y ajoutant la partie de jour (12 h. 5 midi, 9 h. 15 soir, 6 h. 30 matin).

On indique toujours le commandant de l'avant-garde et celui d'un détachement de flanc, par exception le commandant du gros. On peut employer des abréviations pour indiquer les chefs des diverses fractions et les troupes, mais on doit le faire avec un certain ménagement. On doit à tout prix éviter les malentendus.

Pour faciliter la lecture, les différents paragraphes de l'ordre sont numérotés. Les objets les plus importants sont mis en tête, tout ce qui se rapporte au même objet est placé dans le même alinéa.

En dessous de l'ordre du détachement, on indique la place de rassemblement et brièvement comment on porte l'ordre à la connaissance des troupes. Les considérations inévitables résultant de l'état de paix seront inscrites séparément au-dessous de l'ordre; par exemple, la mention qu'en guerre le commandant de détachement aurait rempli sa mission à l'aide d'une attaque de nuit. De même il faut indiquer dans une observation où les grandes unités ont passé la nuit. Si donc on les a abritées autrement qu'on ne l'aurait fait en guerre, on doit indiquer les dispositions qu'on aurait prises dans la réalité.

Les idées générale et spéciale, ainsi que la mission donnée dans le cas où elle est indiquée, sont inscrites sur le côté extérieur de la feuille.

Il faut, dans la rédaction de l'ordre, s'appliquer à s'exprimer d'une manière nette et précise; on doit se poser la question, si d'après la lecture de l'ordre, on ferait bien réellement ce que l'on a eu vue; on arrivera ainsi à modifier des termes qui ne sont pas suffisamment clairs. Ce serait une faute grave que de se servir à dessein d'expressions ambiguës, de manière à vouloir cacher sa propre indécision.

Il faut, comme dans toute rédaction militaire, que l'ordre soit suffisamment court, mais la brièveté ne doit pas amener le vague.

On ne doit pas mettre dans l'ordre les raisons qui motivent les diverses prescriptions. Un ordre bien rédigé se justifie de

Mais on doit remarquer que cet emploi des officiers rend difficile la conduite de la cavalerie. On doit donc être économe dans l'emploi des patrouilles d'officiers et se contenter d'envoyer des sous-officiers adroits pour les missions de moindre importance. On doit éviter de donner à ces patrouilles des instructions limitant leur initiative; par exemple, d'indiquer le chemin qu'elles doivent prendre, au lieu d'indiquer clairement le lieu d'où doit partir l'exploration. On peut aussi indiquer quelles seraient les autres patrouilles destinées à relier le détachement avec des troupes voisines

Les ordres pour les trains régimentaires, le cas échéant pour les sections et les convois, suivent les prescriptions relatives aux différents groupes de la répartition des troupes. C'est une excellente mesure de faire marcher les trains régimentaires comme on le ferait en guerre. Le commandant du détachement est obligé de maintenir sa ligne de retraite et, dans les mesures qu'il prend, de porter son attention sur la queue qu'il traîne derrière lui.

Il est important que, en cas de retraite, les trains régimentaires ne puissent pas entraver la marche des troupes; on a l'habitude, pour éviter ce danger, de les parquer en arrière d'un obstacle du terrain. Quelquefois, on les fait suivre le gros à une distance d'au moins 1500 pas sous la conduite d'un sous-officier et de 6 hommes. L'ordre du détachement se termine par l'indication du point où les renseignements arriveront au commandant, par conséquent où il se tiendra. S'il s'agit d'une marche en avant, le commandant du détachement, ainsi que nous le verrons dans le prochain chapitre, doit en règle se placer à la tête du gros et non à l'avant-garde qui a déjà son chef particulier.

c) *Répartition des troupes*[1]. — La répartition des troupes est la base d'après laquelle sont rédigées les prescriptions que nous avons étudiées plus haut; il ne faut pas la confondre avec l'ordre de bataille. Pendant que celui-ci comprend l'organisation de

[1] Remarque. On a pris pour base la quantité de troupes indiquée dans l'introduction pour les manœuvres de brigade et de division. (*Note de l'Auteur*.)

l'armée de campagne telle qu'elle est réglée par les ordres supérieurs, et est par conséquent une division constante; la répartition des troupes dérive seulement de l'ordre de bataille dont les liens doivent être maintenus le plus possible, et constitue un groupement passager des corps en vue d'un but particulier.

La répartition des troupes groupe les différents corps d'après le combat que l'on a en vue en tenant compte de l'ennemi, de ses propres intentions et du terrain que l'on doit traverser. En cas d'offensive et si l'on doit s'avancer seulement par une route, on répartit les troupes en avant garde et gros. On forme un détachement de flanc quand la protection d'un flanc exige plus de forces que n'en peuvent fournir les échelons employés au service de sûreté en marche, ou bien quand il faut faire occuper un point placé sur le côté. On répartit les troupes en deux colonnes quand deux routes ont à peu près la même importance, ou quand l'emploi de plusieurs routes facilite la marche en avant. Dans ce cas, chaque colonne se subdivise elle-même en avant-garde et gros.

Dans une marche en retraite, on partage les troupes en arrière-garde et gros.

Une fois que la répartition est fixée, l'ordre de détachement répartit les troupes par arme de la manière suivante :

Infanterie [1].
Chasseurs.
Cavalerie.
Artillerie.
Génie.
Ambulance.

Le commandant de chaque groupe séparé, comme avant-garde, arrière-garde, détachement de flanc, règle l'ordre de marche, c'est-à-dire l'ordre suivant lequel les troupes doivent se suivre. Si l'on a formé plusieurs colonnes on agit de même pour chacune d'elles.

L'ordre de marche du gros, pour lequel on n'a désigné aucun chef particulier, mais qui est conduit par le commandant du dé-

---

[1] Dans chaque espèce d'arme, les troupes sont dirigées par leur chef le plus élevé en grade (*Note de l'Auteur.*)

tachement, est donné verbalement en lieu et place. Le chef de chaque colonne séparée opère de la même manière. Si, par exemple, l'ordre de marche du gros est indiqué dans l'ordre, les troupes s'y conforment de suite et, après le mot « gros », on écrit sur la même ligne « Ordre de marche ».

En tête du gros marche habituellement le petit détachement de cavalerie qui lui est spécialement affecté. Il sert à maintenir la communication latéralement et, avec l'avant-garde, à fournir des patrouilles d'observation sur les flancs du gros, pour éviter que l'ennemi, tournant l'avant-garde, ne puisse arriver inopinément sur le gros.

Comme il importe ne ne toucher que le moins possible à la constitution des différents corps de troupe, la portion restante du régiment d'infanterie placé à l'avant-garde, environ un bataillon, marche en tête du gros, puis toute l'artillerie et finalement le reste de l'infanterie. La cavalerie indépendante que l'on a conservée avec le gros (voyez ci-après) est placée en avant ou en arrière de celui-ci. On la place en avant lorsqu'on peut l'employer de bonne heure, ce qui arrivera nécessairement lors d'une marche en avant dans un pays découvert. Si l'on suppose que l'on n'aura pas bientôt besoin de la cavalerie, par exemple, en pays coupé, on fera bien de la faire marcher en arrière du gros.

On ne forme de réserve qu'au moment du combat.

Nous reviendrons encore sur la répartition des troupes lorsque nous nous occuperons de chaque arme en particulier.

α. *Infanterie.*— La force de l'avant-garde ou de l'arrière-garde se détermine d'après le pays et la force totale des troupes, elle varie du 1/3 au 1/6 pour l'infanterie. Cette proportion ne peut pas toujours être gardée, surtout pour de petits détachements comme ceux dont nous nous occupons. Avant tout on ne doit pas disloquer inutilement les corps de troupe [1].

---

[1] Cette proportion classique ne signifie rien. L'avant-garde doit être aussi faible que possible pour ne pas affaiblir le gros, mais assez forte pour remplir sa mission. Sa force variera donc suivant les circonstances. Dans certains cas même on pourra la supprimer. Tout ce qu'on peut dire, c'est que pour enlever au commandant de l'avant-garde la possibilité de compromettre le gros,

Pour 3 ou 4 bataillons, on affectera un bataillon à l'avant-garde ou à l'arrière-garde, à moins qu'il n'y ait des motifs particuliers pour la diminuer ; pour 6 à 7 bataillons on en mettra 2. Pour 5 bataillons on peut parfaitement, suivant les circonstances, mettre 2 bataillons à l'avant-garde ; 3 si la force totale est de 9 bataillons.

Si l'on a un bataillon de chasseurs on peut se demander s'il vaut mieux le placer à l'avant-garde ou au gros. En règle générale, on doit s'efforcer de tirer le meilleur parti possible de la supériorité du tir du bataillon de chasseurs ; on doit donc l'épargner tout d'abord, et ne pas le placer à l'avant-garde. Le bataillon de chasseurs à pied sera particulièrement à sa place, lorsqu'il s'agira d'utiliser sa supériorité dans le tir pour préparer une attaque, par exemple, pour occuper divers points, et de là préparer et appuyer l'attaque d'autres troupes. Le bataillon de chasseurs trouve heureusement son emploi dans la défensive et il rendra toujours de bons services à l'arrière-garde. On ne peut cependant proscrire complètement son placement à l'avant-garde, car il peut arriver des circonstances où l'on prévoit un grand emploi du feu ; on a alors besoin d'une troupe bien dressée au tir. Le commandant de détachement se décidera pour l'un ou pour l'autre parti ; il doit en même temps se rendre compte que s'il affecte le bataillon de chasseurs à l'avant-garde ou à l'arrière-garde, il met cette troupe à la disposition d'un

---

on doit la composer de troupes qu'on puisse retirer du combat, donc surtout de cavalerie et d'artillerie.

D'après le nouveau règlement, la proportion ne se rapporte qu'aux petites unités. L'infanterie de l'avant-garde d'une division d'infanterie doit, en règle, se composer d'un régiment.

Le règlement laisse une plus grande liberté au commandant de l'avant-garde, car il prescrit qu'une partie de l'infanterie (anciennement du 1/4 au 1/3) et, si cela est nécessaire, les pionniers forment la tête d'avant-garde ; éventuellement ils peuvent aussi être placés au gros.

La distance de la tête d'avant-garde pour de grands corps de troupe et quand le pays ne s'y oppose pas est de 1 kilomètre à 1 kilomètre 1/2, anciennement d'un 1/2 à 1 kilomètre.

La distance de la fraction (compagnie) que la tête d'avant-garde pousse en avant et celle de la pointe d'infanterie sont augmentées et vont de 400 à 500 mètres ; anciennement, elles étaient de 300 à 400 mètres.

L'infanterie marchant seule doit renforcer sa pointe et remplacer, le cas échéant, la cavalerie qui fait défaut par des bicyclistes marchant en troupe ; on les emploie à éclairer et à maintenir la liaison. (*Note du Traducteur.*)

autre et qu'il ne la retrouvera plus, s'il éprouve le besoin de l'employer à un autre endroit.

La force de chaque colonne, lorsque le détachement est partagé en deux colonnes, correspond à peu près, suivant l'importance de chacune d'elles, à la répartition usitée pour l'avant-garde et le gros.

La répartition en deux colonnes séparées offre l'avantage qu'elles peuvent se couvrir et s'appuyer latéralement d'une manière plus efficace et plus rapide que si les troupes sont placées les unes derrière les autres; mais on ne peut ici recommander un semblable fonctionnement, et cela d'autant moins que le détachement est plus petit. Avec des forces aussi faibles, le partage en colonnes amène trop facilement l'émiettement.

On doit éviter le plus possible les détachements de flanc; si l'on est obligé d'en faire, ils doivent être aussi faibles que possible. On ne doit jamais employer d'infanterie là où l'on veut seulement voir et où l'on peut y arriver avec un peu de cavalerie.

β. *Cavalerie.* — Une exploration convenable étant le moyen le plus propre à assurer la sécurité, on doit donc en règle pousser la masse de la cavalerie en avant de l'avant-garde. Elle peut être subordonnée au commandant du détachement (cavalerie indépendante) ou être affectée à l'avant-garde (cavalerie d'avant-garde[1]).

Dans le cas où la plus grande partie de la cavalerie n'est pas rattachée à l'avant-garde, on doit toujours affecter à celle-ci un détachement de cavalerie suffisant pour les missions immédiates; c'est la cavalerie de l'avant-garde.

---

[1] Le nouveau règlement évite d'employer l'expression de cavalerie indépendante (selbständige Kavallerie) pour désigner la fraction envoyée en avant pour éclairer et qui est subordonnée directement au commandant du détachement. Il n'a pas remplacé cette expression par une autre, mais il a gardé celle de cavalerie d'avant-garde.

Dans les arrière-gardes, le commandant du détachement est laissé libre de conserver à sa disposition la masse de la cavalerie ou de l'affecter à l'arrière-garde. Celle-ci se divise en troupe principale, queue (??) d'arrière-garde et cavalerie d'arrière-garde. Cette dernière expression est neuve.

On a cherché à éviter trop l'éparpillement de la cavalerie marchant isolément; une colonne d'un à deux escadrons se couvre seulement avec une pointe. (*Note du Traducteur.*)

Si l'on a à sa disposition un ou deux escadrons, on les attachera de préférence à l'avant-garde, à moins que le but que l'on cherche dans le combat s'y oppose; on conserve en tête du gros quelques cavaliers pour porter les dépêches. On peut établir comme règle générale que lorsque la force de la cavalerie dépasse deux escadrons, un seul suffit à l'avant-garde.

Il peut être avantageux d'attacher la plus grande partie d'un régiment (et même plus) à l'avant-garde, lorsque l'on possède des nouvelles certaines de l'adversaire et que celui-ci n'est pas éloigné. Mais on doit se rendre compte qu'alors la grande masse de la cavalerie ne peut agir que dans un rayon restreint et que, au moins pendant les premiers moments de l'action, toute la cavalerie sera aux ordres immédiats du commandant de l'avant-garde.

On doit, au contraire, employer la masse de la cavalerie comme cavalerie indépendante, lorsque les renseignements sur l'ennemi font défaut et que l'on est obligé de faire l'exploration sur un large front. La cavalerie est alors plus libre de ses mouvements, on indique dans la répartition des troupes qu'elle est la cavalerie indépendante, elle précède l'avant-garde et peut être employée dans toute autre direction. Les circonstances peuvent forcer à maintenir provisoirement la cavalerie en arrière et à l'adjoindre au gros.

La cavalerie indépendante, après avoir exécuté l'exploration, doit se rapprocher du détachement. Lorsque l'on rencontre l'adversaire, l'emploi tactique de la cavalerie passe au premier plan pour le combat, et le commandant de détachement doit s'efforcer de tenir sa cavalerie dans sa propre main. On ne peut, en général, recommander d'adjoindre l'artillerie à la cavalerie envoyée en avant, on arriverait ainsi à lier complètement cette faible cavalerie à son artillerie ; on pourrait cependant attacher une batterie à cheval à la cavalerie, si la force de celle-ci est d'une brigade, mais c'est un cas tout à fait anormal dans nos manœuvres de brigade et de division. En dehors de ce cas, l'affectation d'une batterie à la cavalerie est tout à fait exceptionnelle, par exemple, si l'on veut atteindre de bonne heure à un obstacle important et s'y maintenir jusqu'à l'arrivée de l'infanterie.

On recommande dans la défensive de tenir la cavalerie sur le

δ *Compagnie du génie.* — Un détachement ne possède jamais plus d'une compagnie du génie; on la place ou à l'avant-garde ou à l'arrière-garde. Elle peut y rendre des services en perfectionnant les voies de communication, ainsi que dans la défensive en élevant des travaux de fortification.

ε. *Ambulance.* — On recommande de placer à la queue du gros le détachement d'ambulance affecté au détachement. On peut objecter que si l'on s'attend à un combat, c'est l'avant-garde qui subira les premières pertes. Mais les secours donnés par les médecins des corps de troupe et par les postes de pansement peuvent suffire jusqu'à l'installation de l'ambulance qui arrive avec le gros. On peut aussi dans les manœuvres avoir l'occasion de faire une expérience pratique sur le service sanitaire; le détachement sera alors renforcé d'une ambulance complètement organisée. Les points sur lesquels on devra porter principalement l'attention sont, en tenant compte de la situation théorique du combat, le choix des places de pansement des troupes, de la place principale de pansement, l'installation des hôpitaux de campagne et le transport des blessés dans les ambulances installées en arrière. C'est dans le corps d'armée que l'on peut faire ressortir l'utilité de semblables exercices; le médecin de la division en est naturellement chargé.

ζ. *Trains régimentaires; sections de munitions et convois.* — On comprend sous le nom de train régimentaire, dans le sens strict du mot, les chevaux de main et les voitures réglementaires des corps. Il faut aussi y comprendre les chevaux haut le pied, les voitures à vivres et le bétail. Les trains se partagent en trains de combat et trains régimentaires proprement dits. On range parmi les trains de combat : les chevaux de main, les voitures médicales, les caissons de munitions, le premier échelon des caissons des batteries, les voitures d'outils et les caissons d'outils des compagnies du génie.

Pendant le combat, les voitures appartenant au train de combat restent avec les troupes sans qu'il soit besoin de leur donner d'ordres à ce sujet. Dans le même ordre d'idées, on devrait regarder aussi le deuxième échelon de caissons des batteries comme appartenant au train de combat, attendu que les batteries

ne peuvent s'en passer pendant l'engagement. D'après les prescriptions réglementaires, on ne place ces voitures ni au train de combat ni aux trains régimentaires; lorsqu'on s'attend à un combat, elles suivent sous les ordres d'un officier la colonne à laquelle elles appartiennent (avant-garde, gros, artillerie de corps) [1].

Les trains régimentaires se composent des voitures appartenant aux états-majors, aux administrations, les voitures à bagages des troupes, les voitures de vivres et de fouraages. Ils sont formés suivant l'ordre de marche des troupes avec un commandant particulier et une escorte, ils marchent au moins à 1500 mètres du gros.

On ne s'occupe pas dans les manœuvres des sections de munitions et des convois; on les forme en deux échelons qui suivent respectivement à 10 ou 20 kilomètres et quelquefois plus loin, si l'on prévoit un combat.

(*A continuer.*)

[1] L'artillerie de corps est supprimée.



ARCHIVES ET CORRESPONDANCE

DU

Général de division JEAN HARDŸ[1]

Ire PARTIE

DE VALMY A MAËSTRICHT

(1792-1794)

CHAPITRE III.

QUARTIERS D'HIVER DES ARMÉES COMBINÉES DU NORD ET DES ARDENNES.

Les armées de la Coalition, n'ayant plus rien à craindre des Français, avaient pris leurs quartiers d'hiver entre la mer et la Meuse, de Furnes à Namur :

A droite, dans la Flandre maritime et le Tournaisis, les Anglais du duc d'York, qui avait son quartier général à Tournai ;

Au centre et à gauche, cinq corps autrichiens :

Dans le Hainaut, où il tenait Condé, Valenciennes et Le Quesnoy, le prince de Saxe-Cobourg ; quartier général, Mons ;

Dans le pays entre Sambre et Meuse, le baron d'Alvinzy à Charleroi, le baron de Beaulieu à Namur ;

---

[1] Publiées par son petit-fils, le général HARDŸ DE PÉRINI, commandant la 12e brigade d'infanterie, membre du Comité technique de la Cavalerie.

Voir la livraison de février 1902.

Dans les Ardennes, le comte de Clerfayt.

En seconde ligne, un corps de réserve autrichien cantonnait en avant de Bruxelles. Son chef, Gérôme de Colloredo-Mansfeld, avait son quartier général à Nivelles. Les 12,000 Hollandais du prince d'Orange étaient entre Malines et Louvain, sur la Dyle.

Les armées françaises du Nord et des Ardennes étaient réparties entre les places et les camps retranchés de la frontière, depuis Dunkerque jusqu'à Verdun :

1° ARMÉE DU NORD : Jourdan, général en chef, Ernouf, chef d'état-major, à Lille.

A Cassel, faisant face au duc d'York, Ferrand, que Michel Sistrières avait remplacé dans le commandement de l'armée des Ardennes ; à Bailleul, la brigade Bertin.

En face du prince de Cobourg, Souham commandait le camp retranché de Marquette, sur la Deule, au nord de Lille.

A Maubeuge, en face d'Alvinzy, la division Vézu.

En deuxième ligne la division Favereau, à Saint-Omer ; la brigade Chapuis, à Cambrai, la division Belair [1], à Guise.

2° ARMÉE DES ARDENNES, commandée par le général Sistrières ; quartier général, Sedan.

A Philippeville, la brigade Bertaux ; à Givet, la brigade Nalèche ; à Bouillon, la brigade Michaud ; au camp de Carignan, sur le Chiers, le général Lorge ; à Verdun, le général Élie.

En deuxième ligne, à Châlons, le général Debrun.

Sur l'ordre du Comité de Salut public, une division de 10,000 hommes [2] est formée avec les meilleures troupes des Ardennes pour renforcer l'armée de la Moselle (Hoche).

Le 7e bataillon de la Marne quitte Montmédy pour en faire partie, mais son chef, Jean Hardÿ, y est maintenu comme commandant temporaire.

Le mois de novembre se passe en escarmouches insignifiantes. En décembre, des reconnaissances autrichiennes, franchissant la Sambre, viennent fréquemment inquiéter Philippeville et la trouvent bien gardée.

---

[1] Ce qui restait de l'*armée intermédiaire*.

[2] Général de division, Desbureaux ; généraux de brigade, Leval et Maly ; adjudants-généraux, Ducommes et Molitor.

DÉFENSE DE PHILIPPEVILLE
(Janvier 1793—Décembre 1794).

Hardÿ commande la place depuis le 28 novembre[1]. La garnison a été réduite à 3,000 hommes : 20e bataillon d'infanterie légère, 6e bataillon de la Marne, 1er bataillon de réquisition d'Orléans, une compagnie d'artillerie parisienne, un escadron du 20e chasseurs, un escadron du 10e dragons, 22 canonniers vétérans et 11 mineurs. Mais il y a 84 officiers présents, qui partagent l'ardeur patriotique de leur jeune commandant et qui ont juré de faire sauter la place plutôt que de la rendre.

On écrit, le 18 décembre, à la *Gazette de France :*

L'ennemi a fait hier une tentative sur Philippeville.

Ses patrouilles s'étaient avancées jusqu'aux glacis, comme si elles voulaient enlever les bestiaux qui y paissaient, mais, en réalité, pour attirer nos soldats dans une embuscade.

Le brave Hardÿ a deviné la ruse et l'a déjouée, en lâchant aux Autrichiens deux ou trois volées de mitraille, qui ont jeté le trouble et la terreur dans leurs rangs. Il a fait sortir ensuite, pour les poursuivre, un piquet de chasseurs à cheval et de dragons, soutenu par un détachement d'infanterie.

A l'entrée de Jamagne[2], les patrouilles ennemies ont tenu ferme, soutenues qu'elles étaient par 200 fantassins et autant de cavaliers. Une escarmouche assez vive s'en est suivie, et la reconnaissance autrichienne a été forcée de déguerpir du village en y laissant 20 ou 30 morts.

---

[1] « Il est ordonné au citoyen Hardÿ, chef du 7e bataillon de la Marne, de se rendre de suite à Philippeville pour y commander temporairement sous les ordres du général de brigade Nalèche et remplacer le citoyen Vallot, chef adjoint du 3e bataillon du Loiret, lequel est tenu de rejoindre son corps.

« Ordonnons à tous ceux qui sont sous nos ordres de lui obéir en son grade, pour tout ce qu'il commandera pour la prospérité des armes de la République.

« Au quartier général de Sedan, le 7 frimaire, l'an II de la République une et indivisible,

« *Le général de division commandant l'armée des Ardennes,*

« SISTRIÈRES. »

[2] A une petite lieue au nord de Philippeville.

On ne l'a pas poursuivie davantage, le canon d'alarme ayant été tiré dans tous les cantonnements ennemis du voisinage.

Nous n'avons eu que deux blessés : un dragon et un brigadier de chasseurs.

La place ayant besoin de bois, Hardÿ résolut, le 21 décembre, de forcer un poste ennemi qui en était bien pourvu. « Le capitaine Prestat, adjoint au chef du 20e bataillon d'infanterie légère, conduisait la colonne, formée de détachements de son bataillon, du 6e de la Marne et des escadrons du 20e chasseurs (capitaine Wathiez) et du 10e dragons (capitaine Comtois). Prestat fond sur le poste, l'enlève, en ne perdant qu'un chasseur à cheval, et, pendant qu'on conduit le bois dans la ville, nos troupes, entraînées par l'ardeur qu'augmente le succès, forcent quatre autres postes, échelonnés en arrière du premier, tuent 25 Autrichiens et font 15 prisonniers[1] ».

Au ministre Bouchotte, qui lui reprochait de ne pas savoir empêcher la violation du territoire de la République par les coureurs autrichiens, Jourdan répondait, le 21 nivôse (10 janvier 1794) :

J'ai fait tout ce que j'ai pu pour mettre un terme aux brigandages de l'ennemi; je l'empêcherai de pousser plus avant ses cantonnements, mais non de fourrager.

Les divisions Balland et Fromentin couvrent Maubeuge et Landrecies; les troupes sont assez resserrées pour s'opposer à une tentative sérieuse.

L'armée du Nord ne compte que 95,000 hommes; il serait dangereux de dégarnir Dunkerque, Cassel et Lille qui sont menacées d'un siège; mais je suis prêt à obéir à ce que le Conseil exécutif m'ordonnera.

Le Conseil le destitua et le fit arrêter, ainsi qu'Ernouf, son chef d'état-major.

D'après Barrère, Jourdan avait « commis le crime d'oublier l'aphorisme de César : « Il n'y a rien de fait, tant qu'il reste « quelque chose à faire ».

Jourdan fut remplacé par Pichegru, et Ernouf par Liébert[2].

---

[1] Rapport de Sistrières à Bouchotte.

[2] Liébert, général de division en 1793, figurait, en 1784, dans le *Tableau historique de la Noblesse militaire*, de Waroquier de Combles, comme *aide-major* du régiment d'artillerie de Strasbourg.

SAINT-JUST A L'ARMÉE DU NORD.

Robespierre était entré au Comité de Salut public, et Saint-Just avait été envoyé à l'armée du Nord avec pleins pouvoirs.

Porte ton attention sur les Ardennes, lui écrivait Bouchotte; les papiers publics et des avis particuliers ont annoncé des mouvements de l'ennemi dans cette contrée. Hoche a renforcé son armée de la Moselle par une forte division de celle des Ardennes; mais il a l'ordre de l'y faire refluer en cas de besoin. Il faut avoir l'œil à ce que cela se fasse. D'autres troupes pourraient venir aussi du Nord, s'il le fallait.

Philippeville et Givet sont à portée de l'ennemi, qui a du monde entre Sambre et Meuse. Rocroy, Mézières, Sedan, Montmédy, ne peuvent pas être aisément abordées. D'ailleurs, le grand chemin de Bouillon mène à Sedan; la trouée de Carignan conduit à Montmédy; mais il n'y a pas de bonnes routes dans cette trouée, et la grosse artillerie n'y pourrait pas passer en cette saison.

Le véritable danger est dans les intelligences criminelles qui pourraient être entretenues dans ces places. Il est difficile de se faire une idée de ce qui s'y passe. Les Représentants Massieu, Bô et Hentz ont été trompés dans le choix qu'ils ont fait de Sistrières. Il est d'autant plus dangereux que c'est un ci-devant.

Saint-Just destitua et fit arrêter Sistrières.

Le 5 février, Charbonnié, nommé général de division, venait prendre à Sedan le commandement de l'armée des Ardennes.

Hardÿ était général de brigade depuis le 27 janvier; il le devait à Carnot, qui avait lu et approuvé son projet d'offensive sur la Sambre; le voici :

Pour repousser les forces ennemies qui se présentent en avant de cette frontière et qui sont de 8,000 hommes d'infanterie, 1500 de cavalerie, 18 canons de différents calibres, il faudrait former trois colonnes.

La première, 4,000 fantassins, 500 cavaliers, 2 pièces de quatre, 2 de huit, un obusier, partirait de Givet avec de nombreux travailleurs et se porterait vers Saint-Gérard, par Vodelée, Gochenée, Soulme, le bois de Rosée, Anthée, Flavion, Biesmerée, Furnaux, en laissant Graux à sa gauche.

La deuxième colonne, formée à Philippeville, 2,500 fantassins, 500 cavaliers, une demi-compagnie d'infanterie légère, une compagnie de canonniers à pied, 2 pièces de huit, 4 pièces de quatre et un obusier de

8 pouces, marcherait directement sur Charleroi par Florennes, Murialme, Hauzinelle, Hauzine, Gerpinnes et Presles. C'est par la porte de Montigny qu'elle attaquerait Charleroi; il faudrait la faire suivre d'un obusier de douze.

La troisième colonne, formée par les garnisons de Rocroi, Couvain et Marienbourg, 2,000 fantassins, 350 cavaliers, un détachement de sapeurs et de canonniers, 2 pièces de quatre, marcherait de Marienbourg sur Ham-sur-Heure et Montigny-le-Tilleul par les bois de Cerfontaine, Soumoy, Boussus, Rognée et Cours.

Si l'on voulait la renforcer par des troupes de Philippeville, cette troisième colonne prendrait, à partir de Soumoy, le chemin de Daussois, et marcherait sur Ham par Walcourt, Thy-le-Château et Berzée. La jonction avec le renfort de Philippeville se ferait à Cours.

On favoriserait le succès de l'expédition par une diversion, du côté de Maubeuge, des troupes cantonnées à Beaumont et environs.

Il fut décidé que le général Hardÿ commanderait l'avant-garde de l'armée des Ardennes, qui s'apprêtait à entrer en campagne.

CHAPITRE IV.

CAMPAGNE DE PRINTEMPS DE 1794.

Carnot avait rédigé, dès le 2 février, le *Système général des opérations militaires de la campagne de printemps.*

Toutes les armées de la République devront agir offensivement, sans avoir partout la même étendue de moyens. Les coups décisifs seront portés sur deux ou trois points seulement. Autrement, il faudrait disséminer les forces à peu près uniformément sur toutes les frontières; la campagne se terminerait, sur chacune d'elles, par quelques avantages qui ne suffiraient pas pour mettre nos ennemis hors d'état de recommencer l'année prochaine, alors que les ressources de la République se trouveraient totalement épuisées.

Le point où tout le monde a senti que nous devions porter les grands coups est le Nord, parce que c'est là que l'ennemi, déjà maître d'une portion de notre territoire, dirige lui-même la majeure partie de ses forces; c'est de là qu'il est le plus en mesure de menacer Paris et de lui enlever ses subsistances; c'est là, enfin, qu'il est le plus facilement attaquable, puisque c'est un pays ouvert, éloigné de la métropole, où l'ennemi n'a point de places fortes, où nos armées peuvent vivre à ses

dépens et où il existe des germes d'insurrection, que nos succès peuvent développer.

L'armée du Nord doit donc fixer principalement notre attention.

Celle des Ardennes est censée en faire partie et leurs mouvements seront combinés, c'est-à-dire que, dans les moments d'exécution, il n'y aura qu'un seul général en chef.

Il en est de même de l'armée de la Moselle et de celle du Rhin. C'est par leur réunion et la concordance de leurs mouvements qu'elles ont fait lever le siège de Landau et qu'elles rendent cette partie de la frontière presque inexpugnable.

Mais leurs opérations doivent s'accorder avec celles des armées du Nord et des Ardennes.

En observant l'ennemi, elles le tiennent en échec et l'empêchent de porter toutes ses forces dans le Nord. De plus, l'armée de la Moselle peut toujours prendre une position très inquiétante pour lui, parce que, étant placée entre le pays de Liège et le Palatinat, elle peut tomber sur celui des deux pays qui se trouverait dégarni. Mais, pour cela, il faut que cette armée soit toujours campée et prête à partir.

Voilà pourquoi il est essentiel de donner l'ordre au général en chef (Hoche) de s'établir, avec 20,000 hommes, à Arlon. De là, il menacera le pays de Trêves et le Luxembourg d'une part; de l'autre, le pays de Liège et le Brabant.

La barrière du Rhin, qui vient ensuite, invite à une sorte de repos, depuis Mercheim jusqu'à Bâle. Le désavantage de l'agresseur y est si grand que, pour agir offensivement avec succès, il faudrait des forces immenses, auxquelles l'ennemi résisterait facilement avec des corps peu considérables, débouchant à l'improviste des montagnes Noires.

Les Vosges nous procureraient les mêmes avantages si l'ennemi tentait de passer le Rhin. Il affaiblirait ses autres armées sans nous forcer nous-mêmes à amener de très grandes forces sur le point d'attaque.

La chaîne des Alpes, qui vient après le cours du Rhin, présente les mêmes difficultés pour l'agresseur et les mêmes avantages pour celui qu'on attaque. En cette portion de la frontière, on ne doit prendre l'offensive que dans les gorges praticables à l'ennemi, comme le petit Saint-Bernard et les deux monts Cenis, dont il est essentiel de s'emparer.

L'entrée en Piémont par ces montagnes, qui le séparent du mont Blanc, serait d'abord très difficile par le défaut de chemins et, de plus, quand on les aurait franchies, il faudrait entreprendre le siège de Suze, avant d'arriver à Turin. Or, Suze est très forte et, pour peu qu'elle fît résistance, les neiges couperaient nos communications et nous ne pourrions plus ramener notre artillerie, qui deviendrait la proie de l'ennemi.

Si donc on veut attaquer le Piémont, c'est par les Alpes-Maritimes, en prenant d'abord Oneglia, qui empêche tout secours de la part de l'ennemi, toute communication avec la Sardaigne et facilite l'arrivage des subsistances pour nos armées par la rivière de Gênes.

Ces motifs devront engager le Comité de Salut public à ordonner l'attaque d'Oneglia, d'où il nous sera facile ensuite d'entrer en Piémont, en prenant à revers le poste de Saorgio et en mettant le siège devant Coni.

La prise d'Oneglia décidera probablement en notre faveur la république de Gênes et chassera l'ennemi de la Corse, en lui ôtant une communication qui lui sert de point d'appui et qui alimente ses forces.

L'armée d'Italie a un très grand développement de côtes à garantir et une grande masse de population, tendant au fédéralisme, à contenir. Il serait donc à souhaiter qu'on put l'augmenter. Cela pourrait se faire aux dépens de l'armée des Alpes, après l'expédition du mont Saint-Bernard et du mont Cenis.

Quant aux Pyrénées orientales, je ne pense pas qu'on doive y avoir d'autres vues que de chasser l'ennemi de notre territoire et de conserver la Cerdagne et la vallée d'Aran, qui doivent naturellement rester à la France, puisqu'elles sont en deçà des monts.

L'idée de pénétrer dans la Catalogne pour s'y établir ne présente que des difficultés très grandes, sans avantages bien réels, même en cas de succès.

Les ordres à donner aux généraux de cette armée sont : « forcer l'en-« nemi à quitter notre territoire, ravager la frontière, y lever des con-« tributions et favoriser, par une diversion très forte, les opérations « aggressives de l'armée des Pyrénées occidentales. »

Celle-ci était destinée à prendre l'offensive, non pour pénétrer en Espagne, mais pour s'emparer du fameux port du Passage et de ses points d'appui, Saint-Sébastien et Fontarabie. C'était à cette intention que le Comité de Salut public avait ordonné que la majeure partie de la grosse artillerie employée au siège de Toulon filerait sur Bayonne. Cette importante mesure a été contrariée par un arrêté des Représentants du peuple, qui ont fait rétrograder cette artillerie jusqu'à Strasbourg. Les fusils ont, par un autre arrêté, été amenés à Lyon; les subsistances et, en un mot, presque tout ce qui était dirigé vers cette frontière a été intercepté. Une des opérations dont on avait lieu d'attendre le plus de succès se trouve maintenant très incertaine. Une chose remarquable pourtant, c'est que l'armée des Pyrénées occidentales, la plus dénuée, presque oubliée, conduite par un très mauvais état-major, est peut-être celle qui a fait le plus en raison de ses moyens; c'est celle dont l'organisation est restée la plus solide. On le doit principalement à la vigilance et au zèle des Représentants du peuple envoyés près cette armée.

Il reste à parler des opérations des armées de l'Ouest, des Côtes de Brest et des Côtes de Cherbourg, qu'on peut regarder comme ne faisant qu'une. Elles ont trois objets à remplir :

1° Finir la guerre de Vendée;

2° Garder les côtes;

3° Opérer la descente projetée sur les côtes d'Angleterre.

Il faut, pour le premier objet, de la cavalerie légère, quelques corps d'infanterie bien en masse et très peu d'artillerie; pour le deuxième, de bonnes garnisons dans les ports, de bons corps de garde sur les côtes; pour le troisième, mêmes dispositions que pour le second, avec une flotte nombreuse et toujours prête.

Il est à remarquer, au sujet de cette descente, que, lors même qu'elle ne pourrait pas s'exécuter cette année, les seuls préparatifs tiendraient en échec toutes les forces navales anglaises pendant la campagne et les empêcheraient de rien tenter de considérable ailleurs. Ils forceraient les Anglais à tenir sur pied une armée de terre considérable, ce qui met leur constitution en grand danger, épuise leurs finances et les empêche de porter des secours dans les Pays-Bas. Il est donc essentiel de pousser les préparatifs avec toute la vigueur possible et de se tenir en mesure de profiter de la première occasion pour l'exécuter.

Au système qui vient d'être exposé, il faut joindre quelques règles générales, qui ont été prises pour bases dans tous les arrêtés du Comité de Salut public sur les opérations militaires.

Ces règles générales sont :

Agir toujours en masse et offensivement;

Entretenir une discipline sévère et non minutieuse dans les armées;

Tenir toujours les troupes en haleine, sans les excéder;

Ne laisser dans les places que ce qui est absolument indispensable pour leur garde;

Faire de fréquentes mutations dans les garnisons, dans les résidences des états-majors et des commandants temporaires, pour rompre les trames qui ne manquent pas de se nouer à la suite d'un trop long séjour dans le même lieu et d'où procèdent les trahisons;

Apporter la plus grande vigilance à la garde des postes; obliger les officiers généraux à les visiter eux-mêmes très fréquemment;

Engager en toute occasion le combat à la baïonnette et poursuivre l'ennemi jusqu'à sa complète destruction.

Il est évident que nous ne pouvons terminer la guerre dans cette campagne sans de grandes batailles. Si, par des opérations partielles, nous réussissons à détruire la moitié des armées ennemies, il en restera assez, l'année prochaine, pour nous attaquer encore et prolonger l'état violent où nous sommes. Il faut donc une campagne des plus offensives, des plus vigoureuses. C'est ce qui a été recommandé à tous les généraux

et surtout à celui de l'armée du Nord, qui doit porter les coups les plus décisifs.

L'ARMÉE DES ARDENNES EN 1794.

Le 31 mars, Carnot adressait directement ses instructions à Charbonnié.

Il est temps, Citoyen, que tout s'ébranle pour marcher contre les satellites de la tyrannie; l'heure de la victoire sonne et retentit de toutes les extrémités de la République.

Rassemble tes forces et mets-les en mouvement. Réduis tes garnisons à ce qui est strictement et rigoureusement nécessaire pour leur garde ordinaire; fais camper tout le reste en masse, afin de tomber sur le premier point qui sera attaqué, ou plutôt pour attaquer toi-même au premier signal.

La première position à prendre est en avant de Charlemont, pour te porter à volonté, soit sur Dinant, soit vers Marche-en-Famène, soit dans le pays entre Sambre et Meuse, suivant les vues ultérieures qui te seront communiquées.

Fais amas d'artillerie et de tout ce qui est nécessaire pour l'attaque de Namur et médite, dans le plus profond secret, le moyen d'enlever cette place.

Livre de fréquents combats, aguerris tes troupes; entretiens-y avec fermeté la discipline et l'exercice. Ne les fatigue pas, mais tiens-les perpétuellement en haleine. Oblige les officiers généraux à les visiter chaque jour, à leur donner l'exemple de l'activité, de la moralité et du désir de vaincre.

Ne compromets pas le sort des armes françaises; attaque chaque jour, tantôt un poste, tantôt l'autre; mais toujours avec des forces très supérieures, à l'improviste et avec célérité.

Change très fréquemment tes positions pour déranger les combinaisons de l'ennemi; relève souvent les garnisons et les états-majors pour couper toutes les trames et déjouer les complots.

Harcelle l'ennemi; vis à ses dépens; grossis tes forces dans l'opinion, pour enfler le courage de nos soldats et intimider l'ennemi.

Ne te plains pas sans cesse, comme la plupart des généraux, car on est à moitié vaincu quand on manifeste de la crainte et de la défiance de soi-même.

Fais-nous part de tes idées; monte un espionnage qui t'instruise de tout. Jette la terreur chez les ennemis; poursuis-les sans cesse et ne te laisse jamais prévenir par eux. Fais des coups de main qui donnent de l'audace aux républicains et frappent les esclaves de stupeur.

La guerre doit être offensive sur la frontière. Il ne faut donc pas disséminer tes forces dans les places, mais les rassembler et camper en avant.

Sois toujours prêt à partir, à saisir l'occasion, à profiter des fautes de l'ennemi.

Hâte ces mesures et fais-nous en part aussitôt qu'elles seront prises, afin que nous en prenions de définitives.

En avril, écrit le général Hardÿ dans ses *Mémoires militaires*, l'ennemi s'était fait de la forêt de Mormal une forteresse inexpugnable, qui, non seulement le mettait à l'abri de nos attaques, mais encore couvrait sa retraite quand il était contraint de se retirer. Il avait Le Quesnoy et nous inquiétait vers Maubeuge[1] qu'il tenait bloqué, vers Landrecies dont il préparait le siège[2], vers Le Cateau, Cambrai et Bouchain.

Il nous était plus facile d'arrêter l'ennemi que de regagner ce qu'il nous avait pris. On ne pouvait, sans grand péril, assiéger les villes perdues en présence des armées coalisées, qui occupaient les meilleures positions et avaient si bien assuré leurs derrières qu'il ne fallait pas songer à les forcer et. encore moins, à les tourner.

Ce fut pour les obliger, par une diversion, à s'étendre et à s'affaiblir au Nord, que l'armée des Ardennes, qui jusqu'alors n'avait existé que de nom, fut ressuscitée.

On forma de ses éléments, épars dans les camps volants, et des prélèvements faits sur les troupes de garnison, deux divisions actives, qui durent camper au nord de Philippeville, entre Villers-deux-Eglises et Daussois. Charbonnié chargea Hardÿ de reconnaître et de tracer le camp, après avoir chassé l'ennemi de ces deux villages.

Pendant trois jours, du 22 au 25 avril, l'avant-garde fut aux prises avec les avant-postes autrichiens, qui disputèrent vigoureusement les hauteurs de Daussois.

---

[1] L'ingénieur qui avait organisé la défense de Maubeuge était Guimet de Juzancourt, parent du général Hardÿ.

[2] Une division hollandaise, commandée par le prince d'Orange, ouvrit, le 20 avril, la tranchée devant Landrecies, la bombarda le 26, et la prit le 30.

LE GÉNÉRAL CHARBONNIÉ.

Charbonnié à Massieu, Représentant du peuple près l'armée des Ardennes.

4 floréal (23 avril).

Impossible de dépeindre la valeur de nos braves! Ils entendent la charge mieux que la retraite et, tout fatigués qu'ils sont de la route, ils vo'ent à l'ennemi en arrivant, sans s'arrêter ni se reposer.

Les postes et les corps de garde voulaient aller au feu aussitôt qu'ils étaient relevés.

A l'heure où je t'écris, j'envoie aux Autrichiens, pour leur déjeuner, des prunes assez indigestes.

Le général Hardÿ[1] a on ne peut mieux travaillé dans l'action d'hier; il mérite des éloges à tous égards. J'ai été moi-même témoin de sa bravoure; je l'ai vu combattre comme un héros.

J'ai campé sur les hauteurs conquises entre Daussois et Walcourt.

Aussitôt que mes troupes seront reposées, j'irai chercher l'ennemi pour recommencer le bal.

A Pichegru (même jour).

Mon avant-garde est vers Silenrieux, où elle établit une batterie pour faciliter l'accès de la gorge. J'attends tes instructions. Je suis en mesure de marcher sur Beaumont ou sur Florennes; mais des chevaux d'attelage me manquent, je ne peux emmener que seize bouches à feu.

Le succès de Jourdan à Arlon lui permet de se passer de mon secours.

Nous voilà lancés, la victoire répondra à notre courage!

Le chef d'état-major Tharreau indique au général Jacob, commandant la première division[2], les cantonnements du 24 avril.

L'infanterie sera établie dans les hameaux de Nazareth, de Bethléem et de Jérusalem. La cavalerie bivouaquera dans la position choisie par le général Hardÿ, qui aura sous ses ordres l'adjudant-général Cacault.

Tu lui recommanderas de soigneusement garder la gorge de Silenrieux et celle qui tourne à droite de Nazareth. Une compagnie de sapeurs, avec les habitants des villages voisins, construira une redoute,

---

[1] Commandant l'avant-garde : 2e chasseurs, 26e bataillon d'infanterie légère, 6 compagnies de grenadiers, 4 pièces légères.

[2] Deux brigades de six bataillons chacune ; généraux de brigade : Lorge et Augier.

que le général Hardy tracera en avant de Nazareth, pour battre les débouchés de la gorge et la hauteur qui est à droite de Bossus. Le 20e chasseurs sera réparti dans les villages de Villers-deux-Églises et Sanzeille; le 5e dragons cantonnera à Soumoy; le 23e de cavalerie à Daussois et fournira des piquets, d'une compagnie, à la droite et à la gauche du camp.

Six compagnies de fusiliers et la compagnie de carabiniers du 9e bataillon d'infanterie légère assureront la droite et camperont dans le bois, en avant du camp. Les deux dernières compagnies cantonneront à Soumoy et Senzeille; elles éclaireront, conjointement avec la cavalerie, le débouché de Cerfontaine et pousseront des reconnaissances jusqu'à Froidechapelle.

ATTAQUE GÉNÉRALE DES ARMÉES COMBINÉES 7 floréal (26 avril).

22,000 Autrichiens occupaient le quadrilatère formé, au nord par la Sambre, de Thuin à Marchiennes, au sud par Beaumont et Walcourt.

Il y avait à Beaumont une division; de la cavalerie à Barbençon; sur le plateau de Bossus, des batteries de position, bien gardées par une première ligne d'infanterie. Les gorges de Walcourt et de Silenrieux, que ce plateau dominait, étaient les seuls passages de Philippeville vers Beaumont, par la haute vallée de l'Heure. Des postes d'infanterie et de cavalerie les gardaient.

Sur l'ordre du Comité de Salut public, Pichegru, commandant en chef les armées combinées, avait préparé, pour le 7 floréal (26 avril), une attaque d'ensemble sur toute la ligne, de Dunkerque à Givet.

Le général Chapuis, commandant les 20,000 hommes cantonnés de Bouchain à Cambrai, attaqué par des forces supérieures, avait dû, le 24 avril, battre en retraite vers Guise, en livrant à l'ennemi les communications entre Avesnes et Landrecies. Mais, à l'aile gauche de l'armée du Nord, Moreau et Souham marchaient, avec 50,000 hommes, de Dunkerque, Bailleul et Lille, sur Menin et Courtray[1], pendant que Desjardins

[1] Clerfayt vint avec 20,000 Autrichiens au secours de Menin et fut battu à Mont-Castrel, le 29 avril, par Souham qui lui tua 3,000 hommes, lui prit 5 drapeaux et 37 canons. Menin se rendit aux Français.

conduisait à Beaumont la division de Maubeuge, pour faire sa jonction avec Charbonnié, venu de Philippeville.

Ordre de mouvement de la 1re division des Ardennes.

Le général de division Jacob, le général de brigade Hardÿ et l'adjudant-général Rostolland passeront demain, 7 floréal, à 3 h. 1/2 précises du matin, la gorge de Silenrieux avec les troupes ci-après : 172e demi-brigade[1], 1er bataillon de la Sarthe, 2e du Nord, 9e de Seine-et-Oise, 26e d'infanterie légère, 11e chasseurs à cheval, 2e escadron du 20e, 1er escadron du 5e dragons, 10 compagnies de grenadiers, 2 pièces de douze, 4 de huit, 2 obusiers de six pouces, 4 pièces d'artillerie légère (dont 2 obusiers). Réunion à 3 heures précises sur les hauteurs de Nazareth, dans le plus grand ordre et le plus grand silence.

Les pièces seront mises en batterie sur les positions, de manière à croiser leurs feux sur les hauteurs de Bossus.

Six compagnies du 26e d'infanterie légère (y compris les grenadiers) et deux compagnies de grenadiers de la 172e attaqueront le bois qui est à droite de Silenrieux. Trois compagnies du même bataillon et deux compagnies de grenadiers tourneront le village par la gauche et s'empareront de la lisière du bois qui est sur la hauteur, à gauche de Bossus.

L'escadron du 20e chasseurs, protégé et éclairé par six compagnies de grenadiers, puis le 11e chasseurs défileront par la gorge de Silenrieux; la 172e demi-brigade suivra à bonne distance.

La cavalerie débouchera vivement, sous la protection du feu de notre artillerie, qui battra tout ce qui se présentera sur les hauteurs opposées. Elle cherchera à tourner l'ennemi par la droite, s'il s'opiniâtrait à défendre le bois.

Aussitôt que les troupes auront pris position sur les hauteurs, l'artillerie légère gagnera vivement la ligne et se placera de manière à la protéger.

Les pièces de huit et les obusiers en batterie à Nazareth pourront, s'il est nécessaire, être portés sur la nouvelle position.

La ligne appuiera alors sa droite au hameau de Valentinais, sa gauche à Bossus, qui sera occupé par les six compagnies de grenadiers. Les bois à droite seront soigneusement gardés par les chasseurs du 26e.

---

[1] Formée, le 26 mars 1794, du 2e bataillon de Royal-Hesse-Darmstadt (94e), du 4e et du 6e bataillon de la Marne. Le 4e bataillon de la Marne était celui des volontaires d'Epernay, que Jean Hardÿ conduisait à Valmy, et le 6e, celui qui venait de défendre avec lui Philippeville.

On requerra les paysans des villages voisins pour travailler aux redoutes.

Il ne sera fait aucun pillage.

Pendant cette opération de l'avant-garde, les troupes du camp, qui seront sous les armes à la pointe du jour, feront des mouvements sur leur front, surtout à droite; on poussera en avant quelques bataillons, soutenus par la cavalerie et les pièces de position.

Le but principal est de donner la main à la division de Maubeuge, qui doit se porter sur Cousolre.

Le général Jacob dirigera son attaque contre les troupes qui se présenteraient au-dessus de Bossus, quand il en sera maître, de manière à opérer la jonction ou, au moins, à favoriser l'attaque de la division de Maubeuge.

S'il ne peut atteindre Cousolre, il tâchera de communiquer avec les postes de Grandrieu, que nos troupes doivent occuper.

Les effets de campement seront chargés sur les voitures à 3 heures précises. La brigade de gauche (Augier) laissera ses équipages parqués en arrière du camp; la brigade de droite (Lorge) les fera filer sur les glacis de Philippeville.

Le général Dessaubaz, commandant les flanqueurs de droite, réunira ses troupes à Franchimont pour attaquer vivement le camp de Florennes, sans cependant trop s'engager.

Le général Jacob remettra le commandement du reste des troupes (8,000 hommes) au général Lorge.

CHARBONNIÉ.

Tharreau ordonnait en même temps au commandant de Marienbourg de prendre part au mouvement offensif:

Nous marchons demain sur Beaumont par la gorge de Silenrieux. Il y a tout lieu de croire que l'ennemi ne restera pas dans les postes qu'il occupe près de Marienbourg.

Rallie demain tous les postes et montre-toi du côté de Rance et de Froidechapelle. Tu rendras compte au général en chef de ce qui se passeras de ton côté.

Le général Favereau, commandant en chef les trois divisions sous Maubeuge, écrivait, le 25 avril, à Charbonnié :

L'armée du Nord doit attaquer, dans la nuit du 6 au 7 floréal, sur tous les points de la ligne. Il devient essentiel que tu secondes le mouvement. Je t'informe des dispositions que j'ai prises afin que tu diriges plus sûrement ton attaque sur Beaumont.

Desjardins fera garder les bords de la Sambre, avec des forces suffisantes, depuis et y compris Recquignies jusqu'à l'abbaye de la Thure. Il aura, en outre, 7,500 fantassins, 900 cavaliers et 13 bouches à feu pour défendre Cousolre, Bersillies et Solre-le-Château. Il masquera ses troupes dans les bois qui couronnent les hauteurs en avant de Cousolre jusqu'à ce qu'il entende ton canon. Aussitôt qu'il saura l'action engagée, il forcera Leugnies et agira ensuite de concert avec toi.

Il enverra de fortes reconnaissances de cavalerie vers Solre-Saint-Gery pour connaître tes mouvements, les suivre et les seconder.

Il serait peut-être à propos, mon cher camarade, que tu fisses filer une colonne par Silenrieux, Bossus et Barbençon, pour venir se déployer vers les Récollets, en avant de Beaumont.

COMBAT DE BOSSUS-LEZ-WALCOURT
(7 floréal an II.—26 avril 1794).

C'est le général Hardÿ qui fut chargé de commander cette colonne et c'est à ses *Mémoires* que nous empruntons le récit de la journée.

Le 6 floréal fut employé en reconnaissances du terrain. On prit les dispositions pour le combat du lendemain. A cet effet, des détachements s'emparèrent, la nuit venue, de plusieurs points importants.

L'armée devait tenir l'ennemi en échec sur toute la ligne, afin de l'empêcher de secourir les défenseurs du ravin de Silenrieux, attaqué par notre avant-garde.

Celle-ci fut formée en bataille à l'entrée du ravin, le 7 floréal, à 3 heures du matin, dans l'ordre suivant :

A gauche, la cavalerie, observant Bossus et la route de Beaumont ; à côté d'elle, l'artillerie, battant Bossus et la gorge de Silenrieux, était soutenue par le 3e bataillon du Nord, le 9e de Seine-et-Oise et deux escadrons du 2e hussards.

Au centre, perpendiculairement à l'aile gauche, la 172e demi-brigade de bataille, dans le ravin même, en avant de Silenrieux.

A droite, le bataillon des grenadiers, à l'entrée de la gorge de Walcourt; plus en avant dans cette gorge, le 26e bataillon d'infanterie légère, en face de la Forge-du-Prince. En seconde ligne, formant réserve, devant la ferme de Jérusalem, le 2e bataillon de la Vendée, le 2e du Finistère et le 8e du Pas-de-Calais.

Le général Hardÿ disposait de 7,600 combattants et des 16 bouches à feu qu'on avait pu atteler. Il parcourut les lignes et distribua les rôles.

Le passage n'était praticable à l'infanterie et à la cavalerie qu'en deux endroits très étroits et très difficiles; l'artillerie ne pouvait atteindre le bord opposé du ravin que par un chemin détestable.

L'ennemi appuyait sa gauche au bois de Valentinais, qu'il fallait emporter pour que notre droite ne fut pas prise de flanc pendant l'action.

La sienne s'étendait en avant de Bossus, vis-à-vis d'un bois que nous avions pris la veille et qui servait de point d'appui à notre gauche.

L'objectif important était pour nous le bois de Valentinais. Hardÿ le fit attaquer par le 26e bataillon léger, pendant qu'il envoyait des partis de cavalerie sonder la gorge de Silenrieux et se présenter en tirailleurs sur le bord opposé.

Mercier, brigadier au 11e chasseurs, enleva un poste de huit hommes sur la route de Silenrieux à Bossus, sans lui laisser le temps de tirer un coup de fusil.

Tout le régiment, l'escadron du 5e dragons et celui du 20e chasseurs suivirent Mercier, et, après eux, l'infanterie et l'artillerie passèrent la gorge de Silenrieux avant le jour.

L'ennemi, qui ne s'attendait pas à une affaire aussi sérieuse, n'en eut connaissance qu'en voyant ses avant-postes, sitôt chargés et forcés, se replier sur le gros des troupes.

Cependant, à l'aile droite, dans le bois de Valentinais, il soutint vigoureusement l'attaque du 26e bataillon, qui dut plier devant le nombre.

Deux bataillons de la 172e, conduits par l'adjudant général Cacault, coururent au secours des chasseurs à pied[1] et rétablirent le combat en chargeant l'ennemi, avec beaucoup de chaleur, jusqu'à la lisière du bois. Mais les Autrichiens se retranchèrent dans les fermes qui la bordaient et y tinrent longtemps encore.

---

[1] Le 26e bataillon d'infanterie légère ou de *chasseurs à pied*, contribua, le 21 décembre 1794, avec les 11e *bis* et 16e *bis*, à former la 23e demi-brigade légère, qui se fondit définitivement, le 20 février 1796, à l'armée de Sambre-et-Meuse, dans la 16e *légère*, de glorieuse mémoire.

Ce bois du Valentinais était un point d'appui indispensable, que l'ennemi ne cessait de renforcer.

A notre gauche, il avait profité de ce que nos troupes n'avaient pas eu le temps de se déployer, après avoir franchi le ravin, et marchaient encore en colonne, pour les attaquer de front avec son infanterie, pendant que sa cavalerie, bien plus nombreuse que la nôtre, la chargeait en flanc.

Lacour, chef du 11e chasseurs, qui commandait tous nos escadrons, s'élança à la rencontre des cavaliers ennemis; mais il fit trop tôt commencer la charge; les chevaux essoufflés ne purent soutenir le choc de *Bourbon-Cavalerie*; chasseurs, hussards et dragons durent tourner bride pour se rallier dans le ravin.

Le général Hardÿ était alors au centre. En apprenant ce qui se passait à son aile gauche, il y courut au moment où tout était désordre et confusion. L'artillerie autrichienne, placée sur le plateau de Bossus, ouvrait de larges trouées dans nos colonnes. *Bourbon-Cavalerie* s'apprêtait à tomber sur les trois bataillons de la 172e avant qu'ils ne fussent formés en bataille, quand Hardÿ prit en personne le commandement. Il déploya deux bataillons qui ouvrirent le feu de file sur trois rangs (deux à genou, un debout), pendant que le troisième, formé en colonne, s'élançait à la baïonnette au-devant des escadrons ennemis. Le 3e bataillon du Nord et le 9e de Seine-et-Oise suivirent, et l'on vit ce spectacle, nouveau à la guerre, de l'infanterie chargeant la cavalerie. Cette audacieuse manœuvre avait donné le temps à nos cavaliers de se reformer et d'accourir. Ils chargèrent, à leur tour, les escadrons que l'infanterie avait déjà rompus et en achevèrent la déroute.

Hardÿ, mettant pied à terre, rassembla les trois bataillons de sa réserve pour donner l'assaut à Bossus. Il y entra, l'épée à la main, à la tête des volontaires, baïonnette basse, criant : — « Vive la République ! »

Nous étions victorieux à l'aile gauche; l'artillerie des bataillons, amenée à bras sur les crêtes, foudroyait l'aile droite et le centre des Autrichiens en retraite vers Beaumont.

A 11 heures, personne n'avait encore mangé; les vivres manquaient; on n'avait aucun moyen de s'en procurer. Officiers et soldats supportaient la faim sans se plaindre et souffraient de la soif.

L'aile gauche ennemie tenait encore dans le bois de Valentinais et dans les fermes fortifiées de la lisière. Elle avait reçu, de Thuin, de gros canons de 13 et de 17, qui prenaient l'avantage sur notre légère artillerie de bataillon et tiraient sur notre infanterie victorieuse. Vieux soldats et jeunes volontaires, appuyés sur leurs armes, supportèrent héroïquement une terrible canonnade jusqu'à 2 heures de l'après-midi.

Hardÿ ne voulait rien entreprendre avant de savoir ce qui se passait sur la rive droite de l'Heure, vers les hauteurs de Daussois. Le général Charbonnié et son état-major le rejoignirent sur le plateau de Bossus.

Une nouvelle attaque fut décidée contre le bois de Valentinais. Pendant que les six compagnies de grenadiers et le 26e bataillon le tournaient par la droite, la 172e demi-brigade et les cinq bataillons de volontaires s'avançaient, l'arme au bras, affrontant la mitraille ; les tambours battaient la charge, les musiques jouaient la *Marseillaise*.

La première ligne ennemie n'attendit pas le choc ; elle se débanda, s'enfuit en désordre dans la vallée de l'Heure et ne s'arrêta qu'à Ham.

La poursuite, exécutée par l'artillerie légère, la cavalerie et deux bataillons, dura jusqu'à la nuit.

Après quelques heures de repos, l'adjudant-général Rostolland marcha sur Beaumont avec la 172e et le 26e bataillon. Il trouva la ville évacuée et la fit occuper, à 3 heures du matin, par deux compagnies de grenadiers.

Le général Desjardins y arriva deux heures après l'avant-garde de sa division.

La jonction des armées du Nord et des Ardennes était, le 27 avril, un fait accompli.

CAPITULATION DE LANDRECIES.
(30 avril)

A ce succès de l'aile droite des armées combinées, Souham et Moreau répondirent par une victoire à l'aile gauche. Le 29 avril, ils battirent Clerfayt à Mouscron, dans la Flandre maritime, lui tuèrent 3,000 hommes, lui prirent 6 drapeaux et 37 canons ; Menin se rendit le même soir.

Malheureusement, le lendemain, le prince d'Orange fit, à son tour, capituler Landrecies. Les Coalisés commençaient la campagne avec un réduit de quatre places fortes au centre même de notre frontière du Nord Condé, Valenciennes, Le Quesnoy, Landrecies et le couvert presqu'inattaquable de la forêt de Mormal formaient une dangereuse base d'opérations sur la route de Bruxelles à Paris.

La situation était critique.

Carnot, consulté par les Représentants en mission à l'armée du Nord sur ce qu'il y avait à faire, leur répondait, le 4 mai :

La prise de Landrecies n'est qu'un échec qui sera bientôt réparé par l'impétuosité des troupes républicaines, réorganisées et encouragées par vous.

Les opérations de détail ne peuvent être dirigées d'ici, parce qu'elles dépendent des mouvements journaliers de l'ennemi que l'on ne saurait prévoir.

Ce qu'il faut maintenant, c'est rétablir l'ordre dans l'armée; défendre les passages de la Sambre depuis Beaumont jusqu'à Landrecies; presser l'ennemi sur son flanc gauche pour l'empêcher de se porter sur La Capelle et de couper vos communications avec Avesnes, qui sont, en ce moment, de la plus haute importance; couvrir Cambrai; refouler l'ennemi sous les murs de Valenciennes et marcher sur Bavai.

Au lieu d'attendre l'ennemi, il faut l'attaquer sans cesse, mais à la condition que vos opérations soient fortement secondées par celles qui sont entamées dans la Flandre maritime et celles que doit exécuter l'armée des Ardennes.

Cette armée, il faut que Pichegru la renforce, car elle est trop faible et à peine en état de rester sur la défensive. Avec les forces immenses dont il dispose, Pichegru peut lui donner 25,000 ou 30,000 hommes. Conférez-en avec lui; prévenez-le que nous avons donné l'ordre à Jourdan [1] de marcher sur Namur avec toutes les forces disponibles de l'armée de la Moselle. Si Charbonnié peut aller en force au-devant de l'armée ennemie que Jourdan chassera devant lui, cette armée se trouvera entre deux feux.

Le même jour, Carnot écrivait à Charbonnié :

---

[1] Jourdan avait remplacé dans le commandement de l'armée de la Moselle, Hoche, arrêté et mis en accusation sur l'ordre de Saint-Just. Jourdan avait conservé comme chef d'état-major le général Ernouf, qui avait été emprisonné et rendu avec lui à la liberté.

Le Comité de Salut public est satisfait; il faut te hâter de mettre à profit ton premier avantage, pour empêcher l'ennemi d'approcher de Maubeuge et le chasser entièrement de tout le pays entre Sambre et Meuse.

Ton mouvement a été favorisé par l'armée de la Moselle qui, en s'emparant d'Arlon, avait pour objet d'attirer à elle une partie des forces ennemies du pays de Namur.

Beaulieu en est parti avec une très forte colonne pour reprendre Arlon; il y a malheureusement réussi; la division qui y était campée s'est repliée du côté de Longwy. Mais Jourdan s'apprête à débusquer Beaulieu d'Arlon et à lui faire reprendre le chemin de Namur.

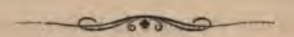
C'est à toi de lui couper la retraite. Rassemble au plus vite, en avant de Givet, tout ce que tu as de troupes disponibles sur la rive droite de la Meuse et marche à la rencontre de l'ennemi, en le prenant sur son flanc gauche, près de Marche-en-Famène ou ailleurs.

Si ton entreprise est bien combinée avec celle de Jourdan, la division Beaulieu doit être entièrement exterminée. Cette opération est décisive.

CARNOT.

Général HARDŸ DE PÉRINI.

(*A continuer*.)



IN-SALAH

ET

LE TIDIKELT[1]

COMBAT D'IN RHAR.

La première pause de marche s'effectue sans incident, mais bientôt des coups de feu se font entendre ; ils sont tirés sur nos goumiers et sahariens d'avant-garde par l'ennemi qui se retire des dunes et se réfugie vers les casbahs à travers l'oasis.

Le plan d'attaque est le suivant : refouler tous les ennemis dans les casbahs centrales et battre celles-ci par le canon, pour faire brèche et donner l'assaut, s'il y a lieu.

En exécution de ce plan, ordre est donné aux spahis sahariens et goumiers de contourner l'oasis par le Sud et aux spahis algériens de se porter par le Nord, de l'autre côté de Ksar-Lekhal, de façon à chasser tous les ksouriens sur les casbahs centrales et à leur couper la retraite vers l'Ouest. Cependant la colonne continue sa marche et se déploie pour gravir la dune. Bientôt le commandant de la colonne est informé par les reconnaissances de cavalerie que les deux casbahs centrales sont occupées par plus d'un millier de défenseurs bien armés, qu'il n'y a personne dans les casbahs extrêmes, vers le Nord et vers le Sud, et que la ligne de retraite de l'ennemi est coupée.

Du haut des dunes, on aperçoit nettement l'oasis, les villages

---

[1] Voir la livraison de février 1902.

et les deux fortes casbahs centrales, vers lesquelles se réfugient les gens d'In Rhar.

L'oasis s'étend au pied de la dune, du Nord au Sud, sur plusieurs kilomètres de longueur, avec une largeur moyenne de 700 à 800 mètres; au delà, le grand village de Ksar Lekhal; au centre du ksar, les casbahs, distantes l'une de l'autre d'environ 300 mètres. L'infanterie est déployée sur les dunes. Le feu est ouvert, et quelques salves bien ajustées forcent l'ennemi à se réfugier définitivement dans les casbahs.

L'artillerie se met en batterie à 7 h. 1/2 sur un sommet dominant et ouvre le feu sur les casbahs à 1175 mètres. Pendant que la mélinite fait son œuvre, l'infanterie s'avance.

Il est formé deux colonnes d'attaque ; celle de droite, sous les ordres du commandant Quinquandon, comprend la compagnie du 2e bataillon d'Afrique (capitaine Marchal) et la 10e compagnie du 1er tirailleurs (capitaine Thouveny) ; celle de gauche, sous le commandement du chef de bataillon Baumgarten, comprend toutes les troupes sahariennes, tirailleurs et spahis avec les goumiers. La 9e compagnie du 1er tirailleurs forme la réserve (capitaine Carlhian).

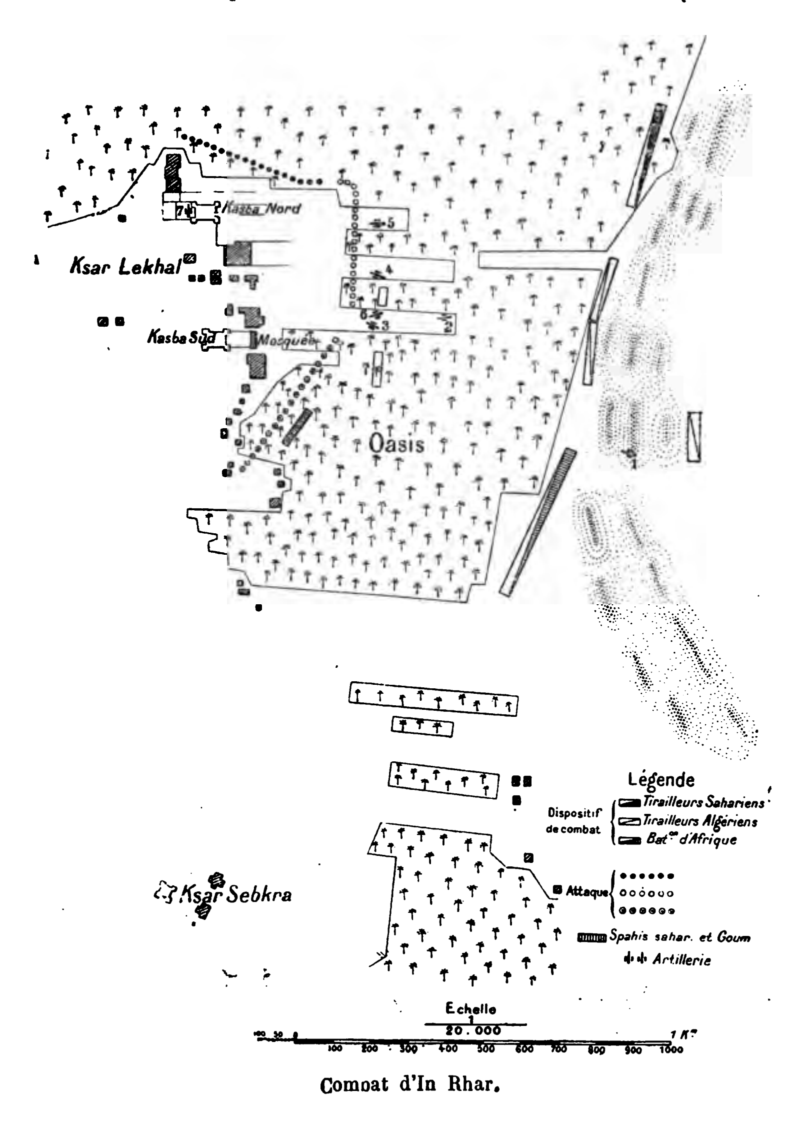
L'infanterie couronne les crêtes et descend bientôt vers la lisière de la palmeraie. Quelques coups de feu chassent les derniers défenseurs des jardins, qui rejoignent les autres vers les casbahs centrales. Un certain nombre est mis hors de combat avant d'atteindre ce but.

Bientôt un des bastions de la casbah est démantelé; une large ouverture apparaît dans la muraille ; la brèche semble praticable, à distance. Ordre est donné à l'artillerie de changer d'objectif et de tirer sur la casbah S pour y faire de même une brèche. Ouverture du feu à 900 mètres.

Mais peu à peu le vent se lève et soulève le sable des dunes, que fort heureusement il pousse vers l'Ouest, c'est-à-dire vers le ksar. Il devient d'une violence telle que bientôt il couvre d'un épais voile sombre l'oasis, les ksours et les casbahs. On ne voit plus rien; impossible de continuer le tir, le feu cesse.

Cependant l'infanterie, précédée de ses éclaireurs, chemine sous les palmiers et gagne la lisière extérieure des jardins à 250 mètres des murs du ksar. L'artillerie, sous sa protection, se rapproche et se place à 500 mètres des casbahs; elle ouvre de

nouveau le feu, le vent ayant cessé, mais on ne distingue pas suffisamment le pied des murailles. La brèche, reconnue par une



Comoat d'In Rhar.

petite patrouille, est signalée comme impraticable ; il faut s'ap-

procher plus près, voir le pied des murailles, qui sont entourées d'un fossé profond creusé dans le roc, ce qu'on ignorait jusqu'alors. Il est 9 heures. L'artillerie se porte en avant, à la bricole et protégée quelque peu par les palmiers. Elle ouvre le feu à 300 mètres sur le bastion Sud-Est (gauche) de la casbah Nord ; l'infanterie engage un feu nourri avec les défenseurs. Quelques tireurs adroits et bien postés visent particulièrement ceux qui se montrent au haut des murs, à l'intérieur des casbahs, mais les défenseurs semblent résolus à vendre chèrement leur vie et à faire une résistance désespérée. Ils ont des armes à longue portée ; mais, heureusement pour nous, ils tirent trop haut aux petites distances. L'artillerie change encore de position. Des salves nourries l'accueillent aussitôt qu'elle apparaît sur un nouveau terrain. Les défenseurs profitent de ces arrêts du feu pour tirer et même réparer les brèches.

Enfin à 10 h. 5, la brèche est reconnue praticable. Les colonnes d'assaut sont formées, la charge sonne, et tirailleurs et chasseurs d'Afrique se précipitent comme une avalanche irrésistible sur la trouée faite dans la muraille. Rien ne les arrête, ils arrivent avant que les défenseurs chassés dans les autres bastions par le canon aient eu le temps de revenir sur ce point et, franchissant le fossé, ils pénètrent dans la casbah. Un arrêt se produit bientôt. L'intérieur de la casbah est un dédale inextricable de maisons, ruelles étroites, carrefours sombres, créneaux meurtriers...., au milieu desquels il est impossible de se reconnaître. Le tout est bondé de défenseurs, et les coups de feu partent de toute part.

Il faut marcher et vaincre ; les chefs donnent l'exemple : le lieutenant Miélet, du 2e bataillon d'Afrique, entré un des premiers dans la casbah, est blessé de deux coups de feu assez grièvement. Le commandant Quinquandon, le capitaine Thouveny sont en tête. Tous les hommes disponibles de la colonne de droite sont sur la brèche. On avance peu à peu. Le sous-intendant Isnard s'élance sur la muraille et encourage les assaillants par sa bravoure. Le génie (capitaine Bassène) arrive et fait sauter les obstacles ; il est 10 h. 40.

L'ennemi résiste toujours ; il tire de la casbah Sud, des maisons voisines, de l'intérieur de la mosquée, etc...., et son tir est dangereux. Il faut aussi le déloger de là. L'artillerie se remet en batterie pour faire brèche dans le mur de la mosquée d'abord,

puis dans la casbah Sud, que les sahariens surveillent, attendant impatiemment l'heure de l'assaut.

Le génie se dévoue de nouveau, mais ses pétards sont presque sans effet sur ces épaisses murailles en terre, aussi dures et invulnérables que le roc. Il faut de l'artillerie ; celle-ci fait un large trou dans les murs de la mosquée et aussitôt les sahariens s'en emparent, mais ils ne peuvent pénétrer encore dans la casbah Sud ; la brèche n'est pas suffisamment ouverte.

Cependant la casbah Nord est prise. L'artillerie va s'y établir en sûreté à 325 mètres de la casbah Sud, prête à tirer.



Emplacements occupés successivement par l'artillerie au combat d'In Rhar (19 mars 1900).

Il est midi 30 minutes et le combat dure depuis le matin. Tout

est prêt; le clairon va sonner la charge pour la seconde fois; chacun brûle d'envie, du côté des sahariens, de suivre l'exemple de la colonne de droite; tous ont le désir de se distinguer; on sent le fluide circuler dans les rangs.

Tout à coup un chiffon blanc apparaît flottant au-dessus des murs de la forteresse; c'est le pacha qui demande l'aman sans condition. Le feu cesse partout. Le pacha Ed-Driss ben el Kouri arrive bientôt seul sur la place; il demande à se rendre prisonnier, mais il ne parle que pour lui. Il prétend ne pas pouvoir répondre de ses compagnons d'armes. Il faut faire demander trois des principaux habitants du ksar.

Enfin, après de longs pourparlers, ceux-ci consentent également à la reddition. Les autres défenseurs sortent un à un, par petits groupes, de la casbah Sud qui se vide peu à peu. Les sahariens s'y faufilent et l'occupent enfin.

Vers 4 h. 30, le sacrifice est consommé. C'est une belle victoire due à la bravoure des officiers et soldats; une page glorieuse ajoutée aux brillantes annales de l'armée d'Afrique.

Nos pertes sont malheureusement sérieuses : 9 tués, dont 2 sous-officiers; 38 blessés, dont 2 officiers : le lieutenant Miélet, du 2e bataillon d'Afrique, et le lieutenant Voinot, commandant l'artillerie.

Celles de l'ennemi sont considérables et peuvent être évaluées à 600 tués, une cinquantaine de blessés recueillis sur le terrain et 450 prisonniers.

Il a été tiré à In Rhar 103 obus allongés, chargés à la mélinite, et 33 à mitraille; 12,000 cartouches modèle 1886 et 65 pétards.

Le pacha de Timmi, Ed-Driss ben el Kouri, était à In Rhar depuis un mois environ, venant du Touat, par l'Aoulef, où il avait séjourné longtemps. C'est un beau vieillard d'une soixantaine d'années, à l'œil vif et à figure intelligente. Mais on sent qu'il manque de franchise et qu'il ne veut pas encore dévoiler ses plans. Il parlera plus tard. Originaire de Fez et d'abord incorporé dans le magh'zen du sultan, il fut nommé par la suite caïd dans le Tafilalet, puis plus tard gouverneur du Touat pour le sultan du Maroc. Depuis quatre années, il dirigeait et administrait le Sof Hamed, au Touat, au nom du gouvernement marocain; sa résidence était à Adrar, dans le district de Timmi.

Avec lui furent faits prisonniers 24 kébar ou personnages importants, soit par leur autorité, soit par leur fortune, venus du Touat, de l'Aoulef, des Ouled Zenan, de Sali, etc. Ils avaient emmené avec eux tous les guerriers du pays et ils se défendirent avec acharnement.

A la suite de ce brillant fait d'armes, le lieutenant-colonel commandant la colonne fit paraitre l'ordre suivant :

ORDRE DE LA COLONNE, N° 5.

In Rhar est à nous; le drapeau français flotte sur les casbahs, prises d'assaut, grâce au courage et au dévouement de tous.

Officiers, sous-officiers, caporaux, brigadiers et soldats ont rivalisé de zèle et d'ardeur et se sont montrés les dignes émules de leurs devanciers qui ont conquis le Nord de l'Afrique.

Parmi les prisonniers se trouve le pacha de Timmi, gouverneur du Touat, venu avec tous ses guerriers.

La France peut être fière de ses enfants et des Algériens qui combattent sous son drapeau. Elle saura reconnaître les actes héroïques accomplis en son nom et récompenser ses soldats, qui ont versé leur sang et combattu pour elle.

Le lieutenant-colonel remercie tous les braves de la colonne du Tidikelt, qui ont vaincu à In Rhar, et il leur adresse ses plus chaudes et plus chaleureuses félicitations.

In Rhar, le 20 mars 1900.

Le lieutenant-colonel commandant la colonne,

D'EU.

Il a été fait, à la suite du combat, des propositions régulières, dont quelques-unes ont déjà reçu satisfaction. En outre, des félicitations ont été adressées aux troupes par le général commandant le 19e corps d'armée et le gouverneur général de l'Algérie (ordre général n° 9), et par le Ministre de la guerre.

Le convoi, resté au bivouac sous les ordres du capitaine Simon, des affaires indigènes, se porte en avant, le soir, avec sa garde et vient s'installer à l'est des dunes d'In Rhar.

20 mars. — A 9 h. 30, toutes les troupes s'établissent au bivouac, près de l'oasis, sur la place qui sépare les deux cas-

bahs. Le carré est formé. La 10e compagnie, moins une secti[on] restée à la garde de la casbah avec les prisonniers, occupe [la] 2e face; les sahariens, la 1re; le bataillon d'Afrique, la 3e la 9e compagnie occupe la 4e face. Les ordres suivants son[t] donnés :

L'escadron des spahis sahariens ira en reconnaissance vers la casbah au nord des jardins, où quelques fuyards en armes ont été vus. Il est interdit de causer des dégâts dans les jardins et dans les maisons du village. Les morts seront enterrés avec les honneurs qui leur sont dûs. Les cadavres ennemis seront recherchés et ensevelis convenablement dans les fossés des casbahs.

Le génie fera ensuite sauter à la mélinite les bastions et pans de murs encore debout et raser entièrement les deux forteresses. Le chef de bataillon Baumgarten, commandant supérieur d'El Goléa, organisera le pays et assurera la garde du pacha de Timmi.

A 4 h. 30 de l'après-midi, cérémonie de l'inhumation des morts de la colonne dans l'oasis. Tous les officiers et une députation en armes de chaque corps sont présents.

21 mars. — Séjour à In Rhar.

Température : 15 degrés à 6 heures du matin; 35 degrés à 1 heure de l'après-midi. Vent violent avec sable; sirocco depuis 10 heures du matin jusqu'à 5 h. 30 du soir.

Des hommes de corvée rassemblent les cadavres de l'ennemi et les enterrent dans les fossés de la casbah.

Une reconnaissance est envoyée au sud de l'oasis sous les ordres du capitaine Thouveny, du 1er tirailleurs, qui établit le rapport suivant :

Reconnaissance : départ à 7 heures.

L'oasis, qui de la grande casbah s'étend jusqu'au ksar de Miliana, n'est plus occupée; sa longueur est de 2 kilomètres environ.

Le village de Miliana est occupé par 30 ou 40 hommes faits prisonniers au combat d'In Rhar, à la casbah centrale, et à qui l'on a rendu la liberté. Ils sont sans armes et sans vivres.

Au sud du village, à 1500 mètres de distance, se trouve une casbah de 35 mètres environ de côté, entourée d'un fossé sur les

faces est et sud. La face nord-est est en partie démolie. La face ouest fait corps avec des maisons en ruines.

Cette casbah n'a pas été occupée et a été au contraire en partie détruite sur les ordres du pacha de Timmi, qui a fait refouler tous les habitants avec leurs vivres dans les casbahs du centre. Elle porte le nom de « Sebkh'a ».

L'oasis est limitée au sud par une dune; le terrain est ensuite découvert sur une longueur de 500 à 600 mètres, et l'on voit au delà quelques palmiers clairsemés.

La casbah Sebkh'a a une forme carrée de 37 mètres de côté, et sa porte d'entrée est située sur la face est, du côté de l'oasis ; le mur d'enceinte a 1 mètre environ d'épaisseur au pied et 5 mètres de haut; il est lézardé en plusieurs endroits sur les différentes faces, qui sont défendues par des créneaux établis à $2^m,50$ du sol. Les banquettes n'existent pas.

Une deuxième ligne de feux a été organisée vers le milieu des faces nord et sud. Cette deuxième ligne de feux est détruite en ce moment sur la face nord, dont le mur d'enceinte est fortement ébréché à $2^m,50$ du sol.

A chaque angle de la casbah se trouve une tourelle de 7 mètres environ de hauteur formant bastion, qui bat une face de la redoute par trois lignes de feux ($0^m,50$, $2^m,50$ et 5 mètres environ). Des créneaux ($0^m,50$) ont été établis de manière à battre les secteurs privés de feux.

Tous les créneaux sont perpendiculaires à la direction du mur.

A l'intérieur de la casbah on trouve un trou, sorte de puits comblé. Il n'y a pas d'eau et il faut aller dans l'oasis, à 700 ou 800 mètres, pour en trouver.

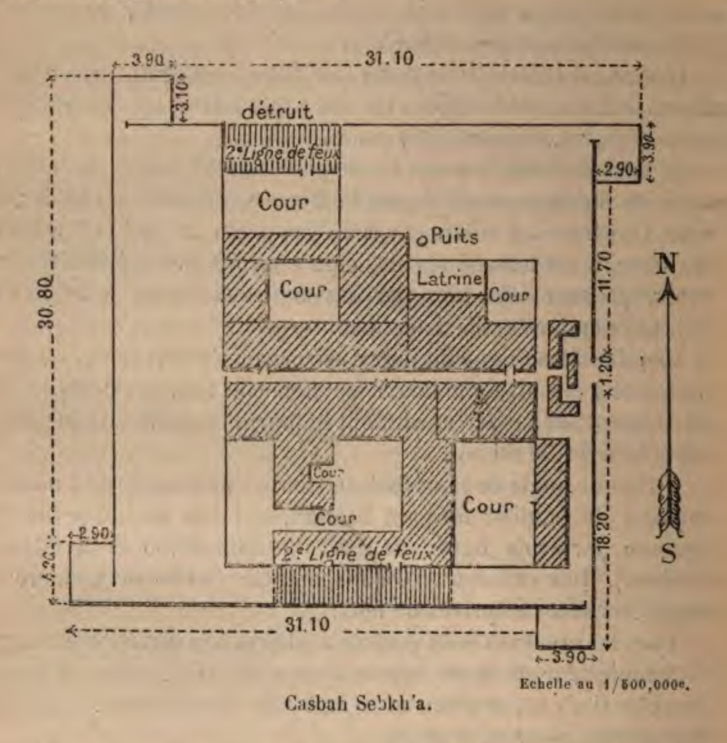
En avant de la face nord, le terrain est découvert jusqu'à Ksar Lekbal (1500 mètres environ).

On ne trouve qu'une maison détruite à 200 mètres au nord-nord-est de la face.

En avant de la face est se trouvent deux groupes de maisons abandonnées à 1500 mètres environ, puis l'oasis à 700 ou 800 mètres. Au sud-est-est de la même face se trouvent également deux groupes de maisons inhabitées. Enfin, en avant de la face sud, le terrain est découvert, légèrement mouvementé, avec quelques palmiers.

A l'ouest, terrain découvert complètement.

Il a paru nécessaire de donner le plan de cette casbah, qui sera conservée et aménagée pour servir de logement principal et de réduit défensif à la 1re compagnie de tirailleurs sahariens laissée en garnison à In Rhar.



Echelle au 1/500,000e.

Casbah Sebkh'a.

Casbah. — Quant aux deux casbahs principales, les plus fortes certainement de tout le Tidikelt, elles sont actuellement détruites et rasées ; l'emplacement où elles s'élevaient est nu ; on ne les reverra plus, sans doute.

Leurs derniers défenseurs dorment, sous leurs ruines et dans les fossés comblés, leur dernier sommeil. Ils se conduisirent en héros ; admirons leur courage et respectons leurs mânes. Leur souvenir vivra longtemps dans le Sahara, celui des vainqueurs sera aussi durable.

Casbah nord (N.). — La casbah nord N., dite casbah de

Ouled Djelloul, qui fut emportée d'assaut, était la plus forte du pays, par son flanquement et ses fossés creusés dans le roc. L'ensemble forme un rectangle dont le petit côté a 60 mètres environ et le grand 80 mètres.

A chaque angle est un bastion dont les faces ont 2m,50 de longueur. Le mur d'enceinte a 8 mètres de hauteur; celui des bastions est plus élevé d'un mètre environ. L'épaisseur des murs à la base est de 1m,50 à 2 mètres; au sommet, ils ont de 30 à 50 centimètres. Un fossé, de 2 mètres à 2m,50 de profondeur et large de 2 mètres, entoure tout le rectangle. Une ouverture basse, étroite et fermée par de solides poutres en palmiers, s'ouvre du côté de l'ouest, dans le fond du fossé ; c'est la seule ouverture d'accès et elle est bien dissimulée.

Trois lignes de créneaux ouvrent leurs embrasures étroites à l'extérieur. La première ligne est à 40 centimètres au-dessus du sol formant glacis ; la seconde à mi-hauteur du mur ; la troisième à 50 centimètres environ au-dessous de la crête. Enfin, on peut tirer par dessus les crêtes. Des machicoulis défendent la porte d'entrée. C'est très solide et le fusil ne peut rien contre ces forteresses ; il faut du canon et des obus à mélinite. A l'ouest, du côté de l'entrée, était une grande cour, enceinte d'un mur, pour remiser les animaux. A l'intérieur se trouvaient des ruelles inextricables, couvertes d'un palier général formant premier étage, avec des cases nombreuses, sombres et irrégulièrement enchevêtrées. Le premier étage était organisé de même, mais les rues étaient à ciel ouvert, avec des places aérées et des escaliers. Une vraie fourmilière.

La brèche par laquelle les troupes d'assaut sont entrées avait environ 8m,50 de largeur, dans un angle de bastion détruit. Mais le fossé n'était pas entièrement comblé et il y avait encore une différence de niveau sensible. Le mur lui même n'était pas complètement rasé et l'escalade conduisit au premier étage. Il fallut descendre au rez-de-chaussée par des trappes.

Casbah sud (S.). — La casbah sud (S.), dite casbah des Ouled Hadega, distante de la première de 325 mètres, avait à peu près la même forme et la même force, sauf l'absence d'un bastion à l'angle nord-ouest.

Ce bastion, antérieurement tombé en ruines, sans doute,

24 mars. — Vers 3 h. 1/2 du matin, vent violent du No[rd] avec tempête de sable.

Départ à 5 heures.

A 6 h. 45, pluie légère. La marche a lieu sur le même terrain de reg sablonneux que la veille. A partir de 7 h. 25, un peu de sable alourdit la marche et recouvre les pistes.

A 7 h. 50, le vent redouble d'intensité; hommes et chameaux se couchent; on ne distingue pas son voisin à trois pas de distance. Tout est rouge sombre, et c'est à peine si l'on peut se tenir debout; silence complet et anéantissement momentané.

Il faut avoir vu semblable tempête pour s'en faire une idée exacte. Enfin le vent faiblit, le ciel s'éclaircit, et à 8 h. 45, après une heure d'arrêt, la colonne reprend sa marche.

Une pluie diluvienne nous inonde, avec rafales de vent froid pendant 1 h. 25. On coupe enfin une dernière dune, puis l'on descend vers le ksar de Tit où l'on arrive vers 10 heures. Arrêt de 20 minutes; la colonne traverse le ksar et campe, à 11 heures, au delà de l'oasis, et à environ 800 mètres à l'ouest du village.

Distance parcourue : 18 kilomètres environ, soit 24 + 18 = 42 kilomètres d'In Rhar à Tit.

Le vent cesse vers 3 heures du soir. Eau abondante et bonne. Pas de bois ni de pâturages; le bois est *acheté* aux habitants de l'oasis qui apportent des branches plus ou moins sèches de palmiers. Durant la marche, le sable a envahi les culasses mobiles qui sont hors d'état de fonctionner sans un nettoyage sérieux. Un couvre-culasse est indispensable pour les troupes opérant dans ces parages. Enrouler la culasse mobile de drap est insuffisant et dangereux, il faut autre chose (nous en parlerons plus loin).

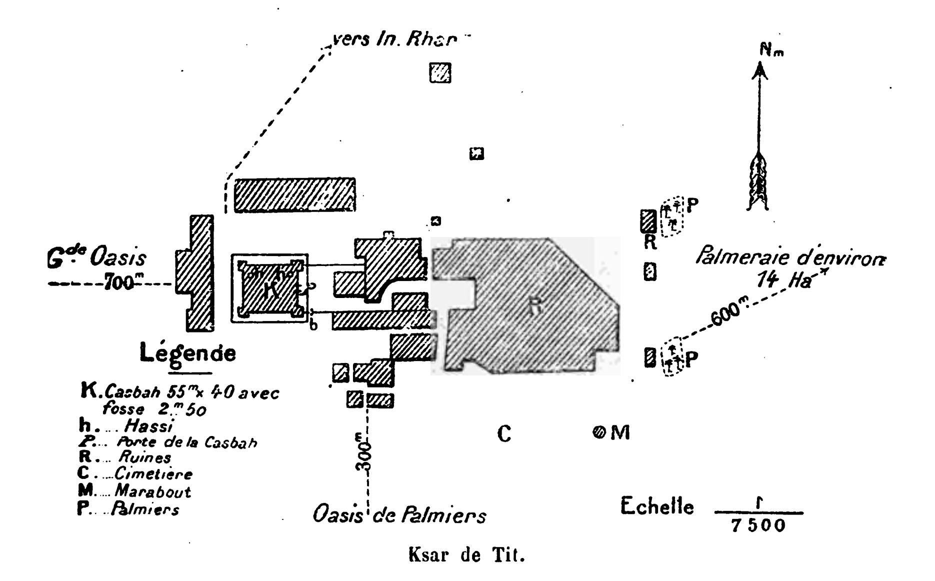
Température : 21 degrés à 6 heures du matin; 23 degrés à 3 heures du soir.

Une section de la 9e compagnie, commandée par M. le lieutenant Jouandon, est désignée pour rester à Tit jusqu'au retour de la colonne qui doit partir le lendemain pour Akabli.

Le ksar de Tit (Zaouïet-Tit) n'a pas grande importance, c'est un petit groupe de maisons habitées par de pauvres Harratin et des nègres; les Arabes semblent en être partis. Les maisons sont en ruines. Une casbah, réparée tout récemment et entourée d'un fossé, forme la défense principale; l'intérieur en est assez bien

compris et pourra facilement être aménagé. C'est la garnison future des spahis sahariens.

Tit se trouve en effet sur la route des caravanes qui, du Reggan, se rendent à In-Salah ; les Touareg y viennent fréquemment aussi ; enfin, on se trouve près des pâturages que fournit la rabah du Tidikelt. Le Sof Hamed y domine.



Ksar de Tit.

Il y a beaucoup d'eau ; les jardins sont bien tenus et les palmiers très verts. On y cultive du blé, de l'orge, des oignons, une certaine espèce de petits choux et l'on y voit quelques pieds de vigne, des figuiers et amandiers. Comme animaux, des chameaux, des ademan et des ânes.

25 mars. — Départ de Tit à 5 h. 10.

Arrivée à Akabli à 10 h. 50.

Distance parcourue : 22 à 23 kilomètres.

Terrain sablonneux durci par la pluie de la veille et de la nuit; ciel nuageux durant la marche. Le soleil paraît vers 10 h. 30, et le temps redevient plus favorable. Tout le monde est satisfait et l'eau est assurée pour longtemps. Terrain de reg

très bon pour la marche. Mais quelle solitude ! Le désert dans toute sa beauté sauvage ; pas de verdure, rien à l'horizon ! La vue s'étend à l'infini.

Le bivouac est installé dans le reg, près de la principale casbah (les autres sont en ruines), dite Kasbet-el-Mansour.

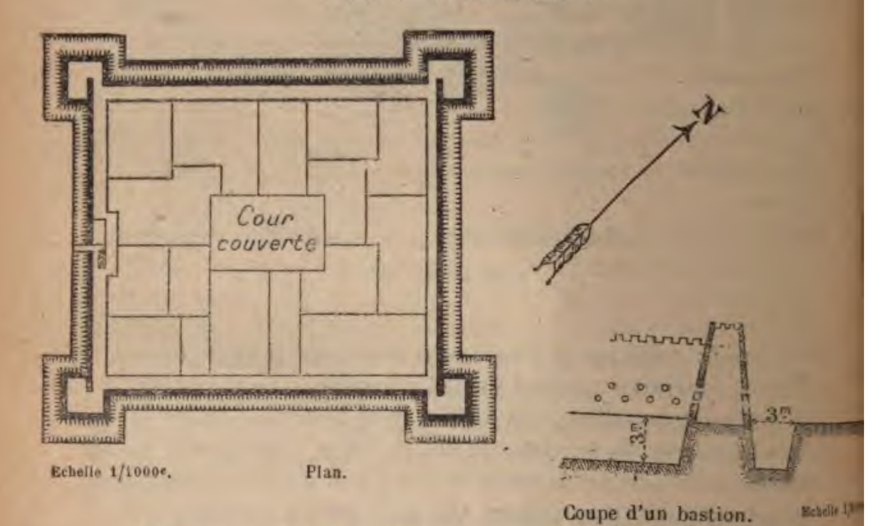
Eau bonne et abondante. Pas de pâturages pour les chameaux.

Le bois est acheté dans l'oasis.

Température : 38 degrés à 3 heures du soir.

La colonne rejoint à Akabli les spahis sahariens et le goum qui l'avaient précédée depuis In Rhar, pour occuper les casbahs de Tit et d'Akabli et recevoir la soumission des habitants.

Akabli. — Kasbet el Mansour.



Echelle 1/1000e. Plan.

Coupe d'un bastion. Echelle 1/...

26 mars. — Séjour à Akabli.

Le district d'Akabli est le plus méridional du Tidikelt ; il comprend plusieurs ksours dont le plus important est Zaouïet-Cheikh-ben-Naama près duquel nous sommes. L'oasis est fort belle, mais les villages sont, comme partout, sales et en ruines, et les habitants tout déguenillés. De nombreux feggaguen conduisent une eau claire et abondante vers les jardins. Les produits du sol sont identiques à ceux des autres oasis du Tidikelt, les animaux y sont les mêmes. Dans le voisinage on trouve du

« thomela », sorte de soufre employé au tannage des peaux et même pour faire de l'encre indélébile. Il y a aussi de l'alun et du *nitron*.

Comme ailleurs, le Sof Hamed domine à Akabli. Les ordres religieux y sont les mêmes. On y trouve beaucoup de gens se disant *M'rabtines*, descendants de marabouts, gens pacifiques qui viennent à nous.

Dans le cimetière, on trouve beaucoup de pierres de serpentine verte, ce qui fait supposer qu'il y en a dans les environs.

La casbah est en bon état et capable d'une longue résistance; elle est aménagée, à l'intérieur, comme celles déjà décrites ou à peu près. Mais les fossés sont remplis de sable.

C'est le point de réunion des caravanes venant du Touat ou d'In-Salah pour se rendre à Tombouctou. Les gens du pays sont d'excellents convoyeurs et ils connaissent très bien les routes à suivre. Quiconque n'est pas allé à Tombouctou n'est pas un homme. Ceux avec lequels je m'entretiens me parlent avec plaisir de la ville soudanaise et des Français qui l'occupent et qu'ils connaissent bien. Ce sont de braves gens, mais ils craignent les Touareg.

Il n'y a point de magasins à Akabli, pas plus d'ailleurs qu'à Tit ou à In Rhar, et l'on ne trouve que peu de bibelots dignes d'être achetés. Le tout vient du Soudan. On dit qu'il y a dans ce pays des Tolba très instruits. Des relations amicales s'établissent avec la population, qui a fait sa soumission. Mais des Touareg ont été vus rôdant dans les environs et une patrouille de goumiers est envoyée à leur poursuite.

27 mars. — Départ à 5 h. 15 dans la direction de l'Aoulef.

Les spahis sahariens assurent le service d'exploration.

On emporte un jour et demi d'eau.

Même terrain plat et sablonneux que celui que l'on trouve depuis Tit.

Vers 8 h. 30, on pénètre dans une dépression dont le sol est mouvementé. Le sable y est mêlé à de petits cailloux.

Quelque végétation apparaît avec des touffes de palmiers. Il doit y avoir de l'eau cachée dans ces sables, comme partout où il y a de semblable verdure. C'est au pied d'une de ces touffes d'arbres que C. Douls fut tué par ses guides, en 1889. L'endroit

est bien connu et le guide me le montre sans hésitation (oued des « Tarfa »).

Au delà, quelques ondulations du sol, puis terrain absolument plat de reg et hamada; absence complète de toute végétation, tristesse absolue.

Arrivée au bivouac à 1 h. 15. Distance parcourue : 34 kilomètres environ. Pas de soleil. Vent d'Ouest léger tempérant la chaleur. Le ciel est resté nuageux toute la journée.

Il n'y a ni eau, ni bois, ni pâturages. Je fais demander du bois aux gens de l'Aoulef; en attendant qu'il arrive, on brûle les planches des caisses à biscuit. Le goum, qui a formé l'arrière-garde, rejoint le bivouac dans la soirée, ramenant cinq Touaregs de ceux vus la veille à Akabli. Ce sont de grands nègres, maigres et osseux, à l'œil vif; armes ordinaires : un fusil à deux coups, une carabine française modèle 1829. Tenue en toile bleue; voile sur la figure.

Ce sont des gens pacifiques en apparence et je leur fais remettre une lettre pour leur chef, le Taïtok.

Je désire voir leur visage et ils se découvrent avec difficulté; l'un d'eux se met à rire d'une façon telle que je demande des explications. On me répond que les obliger à se découvrir est aussi outrageant pour eux que d'obliger un Français à enlever sa culotte.

Ces gens secs et nerveux, à l'air intelligent, sont bien faits pour parcourir les routes du Sahara. Leurs méhara sont plus beaux que les nôtres.

28 mars. — Départ à 5 h. 20.

A 6 h. 20, arrivée à hauteur de l'oasis sud du district d'Aoulef dite « Aoulef Arab ». La colonne défile devant les casbahs et le ksar et va camper, à 7 h. 40, à l'est du ksar « Aoulef Cheurfa », entre les deux oasis. Eau abondante et excellente, amenée par les feggaguir. Pas de pâturages. Le bois est acheté dans l'oasis. Le temps est beau et la température douce. 42 kilomètres d'Akabli.

29 mars. — Séjour. Un brouillard épais couvre toute la plaine dans la matinée et s'étend sur les oasis. Mais, vers 8 heures, il se dissipe et bientôt il fait chaud. Le thermomètre marque 34 degrés à midi.

L'Aoulef, point de jonction du Tidikelt avec le Touat, est situé au pied de la falaise qui termine l'oasis inférieure du Bâten « Tadmaït »; les mamelons viennent jusqu'auprès du ksar Zouiët-Heïnoun. Il y a là de belles positions pour l'artillerie, et les casbahs ne sauraient tenir longtemps contre la mélinite. On dit que les Touareg, lors de leurs incursions, viennent se réunir et se reposer sur ces rochers où ils écrivent sans doute leurs noms et leurs inspirations avant ou après le combat, car on trouve des dessins d'animaux et de nombreuses inscriptions touareg sur les rochers qui dominent le ksar.

Cependant la ligne des redoutes d'Aoulef Arab est imposante et la meilleure de toutes. La casbah Omanet n'a rien à craindre de leurs attaques. Mêmes ordres religieux et mêmes sofs que dans les autres districts. Même population aussi, avec un plus grand nombre de Touaregs *imrad*, c'est-à-dire serfs. Ceux rencontrés pendant le trajet d'Akabli à l'Aoulef se sont dits « imrad du taïtok ».

Ce pays est plus riche que tous ceux que la colonne a parcourus jusqu'à ce jour. Il est aussi plus peuplé Ce serait un beau centre de garnison pour une compagnie de sahariens.

Les jardins sont beaux, biens cultivés et bien arrosés. Les dattes sont abondantes et de bonne qualité, elles passent pour les meilleures du pays auprès des Arabes nomades et des Touareg. On y trouve, en outre, des abricotiers, pêchers, grenadiers, figuiers, etc., des légumes nombreux et variés.

On y cultive beaucoup de blé, d'orge et de bechena.

L'Aoulef forme trois groupes principaux :

Aoulef Cherfa, au Nord-Ouest.

Aoulef Arab, au Sud.

Timokten (place forte sur un mamelon), à l'Ouest.

Le ksar des Cherfa est le plus mal tenu. Celui de l'Aoulef Arab (Zaouïet-Heïnoun) est mieux construit et plus propre.

On y voit quelques magasins et l'on y rencontre des gens qui sont allés jusqu'à El Goléa, et qui en parlent avec plaisir. Cependant la population se tient sur ses gardes au début; ce n'est que longtemps après l'arrivée que des relations commerciales s'établissent. On achète des couvertures, des armes. Les animaux sont toujours les mêmes, mais plus nombreux ; les ânes pullulent. Beaucoup de très petites poules, grosses comme des pigeons

(c'est d'ailleurs la seule race connue dans tout le Tidikelt), et un nombre considérable de tourterelles sur les palmiers. Les indigènes respectent partout cet oiseau. Une reconnaissance d'officiers va à Timoken, que l'on aperçoit à une dizaine de kilomètres vers l'Ouest.

30 mars. — La colonne quitte l'Aoulef pour revenir par Tit sur In Rhar et In-Salah. Départ à 5 h. 20.

Un jour d'eau est emporté dans les tonnelets ainsi que du bois, car il n'y en a pas sur la route à suivre. Temps frais. Le vent, assez fort d'abord, augmente peu à peu et devient bientôt violent ; il ralentit la marche du convoi. Vers le Nord, la Gara borne l'horizon. On trouve beaucoup de pierres ovales (agates) colorées, et d'autres en forme de bois pétrifié, dont quelques-unes très grosses. A distance on croit voir du bois mort.

Illusion : il n'y a rien pour cuire des aliments ; rien pour nourrir les chameaux, rien pour les abreuver. Triste pays !

Arrivée au bivouac à 11 h. 45.

Distance parcourue : 25 kilomètres.

Ni eau, ni bois, ni pâturages.

Température : 15 degrés, à 5 heures du matin ; 30 degrés 5 à 3 heures du soir.

Les sphahis sahariens poursuivent la marche jusqu'à Tit. Le goum couvre les derrières de la colonne et campe à 3 kilomètres à l'Ouest.

31 mars. — Départ à 5 h. 20.

Le vent d'Est, qui a soufflé toute la nuit, continue. Temps frais, il fait presque froid.

Vers 8 heures, le vent augmente de violence et projette au visage le sable qu'il soulève.

On trouve beaucoup de « timchent », plâtre cuit au soleil, le long de la route.

Arrivée à Tit à 9 h. 30.

Distance parcourue : 17 kilomètres.

Au total : 42 kilomètres du pays d'Aoulef à Tit.

La section de la 9e compagnie, laissée à Tit, rallie la compagnie.

Le détachement de la 10e compagnie, lieutenant Courthiade,

qui a amené d'In-Salah un convoi de vivres, rentre dans la colonne.

Température : 16 degrés à 5 heures du matin.

Les spahis sahariens et une section des tirailleurs sont désignés pour tenir garnison à Tit. Ils prennent possession de la casbah, dont il a été parlé précédemment. Leur rôle est de surveiller le pays et de chercher à établir des relations amicales avec les Touareg, qui fréquentent beaucoup ces parages.

La section, laissée en observation à Tit, en a recueilli deux égarés qui se rendaient dans le ksar, ignorant la présence des Français; ils furent relâchés et renvoyés avec de bonnes paroles pour leurs compatriotes.

1er avril. — Départ pour In Rhar à 5 h. 10, avec un jour et demi d'eau. Temps assez froid, vent modéré de l'Est, sable. Le camp est installé dans le reg, près des pâturages (dh'oumran et terfas) assez bons. Bois. Pas d'eau ; on utilise les tonnelets. Distance parcourue : 22 kilomètres environ.

Température à 4 h. 1/2 du matin 13°,5 ; midi 25°,6.

2 avril. — Départ à 5 h. 10, temps froid.

Arrivée à In Rhar à 10 h. 1/2.

Distance parcourue : 20 kilomètres. Au total 42 kilomètres de Tit à In Rhar.

Bivouac sur l'emplacement occupé les 20, 21 et 22 mars. La compagnie des tirailleurs sahariens, qui doit rester en garnison à In Rhar, s'installe dans la casbah « Sebkha », dont il a été parlé plus haut. Beau temps, quelque peu froid le matin. Température à 5 h. du matin 10°,5; à midi 24 degrés. Pas de vent. Assez bons pâturages dans le rabah.

3 avril. — Séjour à In Rhar.

Vent violent avec tempête de sable à partir de 10 heures du matin et tout l'après-midi.

Le lieutenant Olivier, avec 25 hommes de la 9e compagnie, rejoint la colonne, amenant un convoi de vivres.

Température : 9 degrés à 6 heures du matin, et 28 degrés à midi.

4 avril. — Séjour à In Rhar.

Le vent continue, avec moins de violence toutefois. Il cesse le soir. La température se maintient douce et agréable.

5 avril. — Départ dans la direction d'In-Salah, à 5 h. 1/2 du matin, avec un jour et demi d'eau. Très beau temps, température douce. La sortie de l'oasis à travers la dune s'effectue heureusement, sans aucun souffle de vent, mais le convoi marche lentement. Ce n'est que sur le plateau qu'il peut serrer et prendre une bonne allure. On fait environ 28 kilomètres et l'on campe dans la plaine, à 1 h. 15.

6 avril. — Départ pour In-Salah à 5 h. 10.

A partir de 8 heures, le vent se lève du Nord avec violence et soulève du sable; la marche se ralentit un peu. La colonne passe par Déramcha et arrive à 1 h. 1/2 à In-Salah.

Le bivouac est installé régulièrement à 400 mètres environ à l'est de la casbah des Badjouda, sur le plateau déjà décrit. Il est légèrement incliné vers l'Est, sans sable et facile à tenir propre.

Toutes les précautions hygiéniques sont prises pour maintenir en bon état la santé des hommes, qui a été satisfaisante pendant la marche; seuls les artilleurs, laissés à In-Salah, ont des malades (fièvre typhoïde). La température est douce et les nuits sont fraîches. La colonne s'installe pour plusieurs jours, attendant les ordres du commandement pour la suite des opérations et le retour.

7 avril. — Séjour à In-Salah.

Organisation du camp et du service.

Travaux de propreté et autres.

Reconnaissance des bâtiments en vue de l'installation du matériel de l'hôpital de campagne et de la garnison d'été. Un détachement de 30 goumiers est envoyé à Hassi-Mouilok, pour garder ce puits et améliorer les moyens de puisage de l'eau.

Un poste, comprenant 1 brigadier et 4 cavaliers du 1er spahis, est installé en permanence à Aouïnet-Sissa, pour garder également ce point et améliorer ce puits.

Tous les chameaux maintenus pour le service de la colonne seront envoyés aux pâturages entre ces deux points. Il en sera commandé chaque jour un certain nombre pour apporter du bois

au service du génie, qui doit cuire du plâtre pour l'aménagement du casernement.

8 avril. — Séjour.

Organisation des travaux d'aménagement à faire dans les bâtiments destinés à la garnison d'été d'In-Salah.

9 avril. — Séjour.

Continuation des travaux. Arrivée d'un convoi de vivres, sous le commandement du capitaine Bothamy, du 1er spahis, et de l'hôpital de campagne, sous la direction de M. le docteur Huguet, des hôpitaux de la division. Cet hôpital est aussitôt installé, aussi bien que possible, dans l'ancien casernement des tirailleurs sahariens, qui a été nettoyé et préparé d'avance pour cet usage.

10 et 11 avril. — Séjour. Rien de nouveau.

12 avril. — Embrigadement de 320 chameaux, destinés à porter des vivres à In Rhar aux sahariens, sous la conduite du capitaine Bezard, qui rejoint son escadron à Tit.

13 avril. — Départ du convoi pour In Rhar et Tit, avec les troupes sahariennes (tirailleurs et spahis). Le docteur Huguet, de l'hôpital militaire de campagne, part avec ce convoi pour ramener les blessés laissés à In Rhar.

Une escorte comprenant 1 sous-officier français, 1 caporal et 12 tirailleurs de la 9e compagnie, accompagne le convoi, pour amener ensuite les blessés et le matériel sur In-Salah.

Le détachement rentre le 16, sa mission terminée. Le commandant de la colonne reçoit l'ordre de rentrer à El Goléa, et de ramener dans ce poste le pacha de Timmi et les douze principaux chefs (kébar) pris avec lui à In Rhar ; ces prisonniers seront escortés par la cavalerie.

20 avril. — A la date du 20 avril, la colonne se scinde d'abord en deux fractions :

1° Troupes destinées à former la garnison d'été d'In-Salah.

2° Troupes devant remonter vers le Nord,

Ci-joint la situation d'effectif et de répartition de ces deux fractions.

1° *Troupes laissées à In-Salah.*

CORPS OU SERVICES.	EFFECTIFS. Officiers.	EFFECTIFS. Troupe.	EFFECTIFS. Chevaux et mulets.	OBSERVATIONS.
2e bataillon d'infanterie légère d'Afrique, 4e compagnie.....	1	50	»	(1) Y compris le train, 1 ch.
1er tirailleurs algériens, 9e compagnie..................	4	177	1	(2) Y compris 12 mulets du train.
Artillerie.................	»	14	»	
Génie.....................	»	2	»	
Hôpital de campagne..........	3	26 (1)	15 (2)	
Services administratifs........	1	16	1	
Bureau arabe.................	5	»	6	
TOTAUX.........	14	285	23	

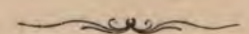
2° *Troupes quittant In-Salah.*

COLONNE.

CORPS ET SERVICES.	1er GROUPE (1). Officiers.	1er GROUPE (1). Troupe.	1er GROUPE (1). Chevaux et mulets.	2e GROUPE. Officiers.	2e GROUPE. Troupe.	2e GROUPE. Chevaux et mulets.	3e GROUPE. Officiers.	3e GROUPE. Troupe.	3e GROUPE. Chevaux et mulets.	OBSERVATIONS.
Etat-major de la colonne.	»	»	»	3	2	5	1	»	1	
2e bataillon d'Afrique, 9e compagnie........	»	»	»	3	116	1	»	»	»	
1er tirailleurs algériens, 10e compagnie.......	»	»	»	4	117	5	2	77	1	
1er spahis algériens.....	2	40	45	»	6	7	1	10	13	
Artillerie..............	»	»	»	1	25	13	»	»	»	
Génie................	»	»	»	2	13	7	»	5	1	
Ambulance.............	1	»	1	2	21	12	»	1	2	
Services administratifs	»	»	»	»	2	»	»	»	»	
Bureau topographique...	»	»	»	»	»	»	2	2	4	
Bureau arabe..........	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
TOTAL.....	3	40	46	15	302	50	6	95	22	

(1) Comme antérieurement, en vue de faciliter la traversée du Tadmaït, la colonne principale est divisée en trois groupes.

(*A continuer.*) Colonel D'EU.



ENSEIGNEMENT

DES

EXERCICES PHYSIQUES

DANS

LES CORPS DE TROUPE

Le Ministre de la guerre a fait paraître, le 29 novembre dernier, une circulaire relative à la pratique des exercices physiques dans l'armée, qui mérite d'être l'objet d'un examen tout particulier.

En effet, si l'on analyse de près ce document, on voit que, en dix pages seulement, il renferme le germe déjà bien développé d'une révolution complète de nos procédés d'enseignement de la gymnastique.

Et, si l'on en croit certains articles de journaux, on peut supposer que cette circulaire n'est que l'annonce d'une réforme qui serait actuellement à l'étude au ministère, et une adaptation aux idées nouvelles des exercices du Manuel de gymnastique du 1er février 1893 Elle n'est, par conséquent, qu'un document incomplet; elle contient seulement les exercices du manuel actuel, agencés et présentés d'une façon rationnelle, tandis que de la réforme dont elle esquisse simplement le cadre doivent sans doute résulter des suppressions et des additions; en un mot, des modifications profondes qui transformeront presque totalement l'enseignement des exercices physiques dans l'armée.

Telle qu'elle est, cette circulaire est néanmoins une œuvre très

utile, destinée à ouvrir aux officiers et aux instructeurs des horizons nouveaux, à les faire réfléchir sur les procédés de dressage physique qu'on préconise partout aujourd'hui, aussi bien en France qu'à l'étranger, et à préparer leur esprit à l'apparition prochaine, nous l'espérons, d'un nouveau règlement sur la gymnastique.

Elle permettra aussi (c'est, croyons-nous, le but principal de sa publication) de faire bénéficier le contingent récemment incorporé des bienfaits d'une méthode nouvelle dont l'adoption est décidée en principe.

Ceci dit, passons à l'analyse point par point du texte de la circulaire en question.

Elle débute par cette phrase :

« *L'étude de la physiologie des exercices du corps a permis de* « *mettre en lumière les principes généraux sur lesquels doit* « *reposer l'enseignement de la gymnastique pour produire tous* « *les effets qu'on en attend.* »

C'est la première fois que nous voyons, dans un texte réglementaire relatif à la gymnastique militaire faire allusion à l'*étude de la physiologie* des exercices du corps, c'est-à-dire à l'étude du mécanisme du corps humain et des fonctions de ses organes.

Lorsque nous avons fait notre apprentissage du métier militaire comme soldat, comme instructeur, puis comme jeune officier, jamais on ne nous a parlé de cela.

De très bonne heure, des moniteurs de gymnastique, qui avaient mission de fortifier notre corps, nous ont dit, lorsque nous étions enfant : « Voici un agrès, vous allez tâcher d'exécuter l'exercice que je vais vous montrer ». Après avoir vu faire l'exercice, nous avons essayé de l'imiter, nous n'avons pas pu, l'instructeur nous a aidé, poussé, et nous ne sommes arrivé à faire quelques mouvements de gymnastique qu'après avoir dépensé beaucoup de temps, fourni une grande dose de persévérance et ressenti de grandes fatigues.

Après un agrès, nous sommes allé à un autre, et nos leçons de gymnastique n'ont compris, au début, qu'une série de difficultés très dures à surmonter.

Comme soldat, nous avons reçu le même enseignement; comme instructeur, nous avons, à notre tour, donné le même,

et, dans notre promotion de quatre cents sous-lieutenants, nous étions à peine une centaine à nous servir à peu près convenablement des agrès du gymnase.

Plus des trois quarts de nos camarades redoutaient les séances de gymnastique; aucun n'avait scrupule à avouer qu'il ne savait presque rien faire au gymnase, et personne ne s'efforçait de lutter contre cette ignorance, qu'on ne considérait pas alors comme une lacune dans l'éducation militaire d'un jeune officier.

Pourquoi cette défaveur où se trouvait la gymnastique? Parce qu'elle était enseignée à tort et à travers par des moniteurs qui n'étaient que des exécutants, au lieu d'être des éducateurs donnant un enseignement méthodique et rationnel.

Apprise comme elle l'était, la gymnastique n'offrait aucun attrait, fatiguait, éreintait, rebutait.

Si l'on ajoute à cela qu'elle était cotée d'une façon infime dans les coefficients des programmes d'examen d'admission aux écoles militaires, on aura l'explication de son abandon dans les collèges et lycées, et du dédain, et souvent de l'antipathie qu'elle inspirait dans les centres d'éducation des candidats au grade d'officier.

Autrefois, pourtant, les sports de tous genres étaient en honneur. Sans doute parce qu'ils étaient mieux compris qu'aujourd'hui.

Ce qui a, selon nous, fait un si grand tort à la gymnastique, c'est qu'elle a cessé d'être la science de perfectionnement du corps humain, la source des procédés à rechercher en vue d'obtenir la force, la beauté, l'adresse, pour devenir le domaine des athlètes, qui n'ont vu et admis en elle que la pratique des tours de force et des mouvements de parade; en un mot, des exercices susceptibles d'être offerts aux applaudissements des foules ou aux concours suivis de médailles et de récompenses.

Depuis quelques années, une heureuse réaction s'est produite.

Les études faites à l'étranger, et particulièrement en Suède, ont donné le signal d'une rénovation de l'éducation physique, et plusieurs savants, ayant à leur disposition des procédés d'étude perfectionnés, se sont attachés à donner à l'enseignement des

exercices physiques des bases rationnelles et solides, offertes par la physiologie.

Ce sont les travaux de ces savants qui ont signalé les erreurs où s'étaient peu à peu enlisés les précepteurs de notre jeunesse. Et aujourd'hui l'on est partout d'accord sur ce point que l'éducation physique est un enseignement spécial qui doit trouver sa base dans une étude approfondie du mécanisme des mouvements et de leur physiologie.

Le savant physiologiste Demeny a dit dans son cours théorique sur l'éducation physique : « La gymnastique se propose d'obtenir, par l'éducation, la meilleure utilisation de la force musculaire de l'homme, tant dans la locomotion proprement dite « ou les allures normales, marche, course, saut, que dans les « applications militaires et sociales (sauvetage, transport de fardeaux, maniement des armes).

« Donc, si la gymnastique est la base d'une éducation complète, l'étude des mouvements est la base de l'enseignement « de la gymnastique.

« Sachant utiliser les mouvements, le moniteur pourra les « choisir et les varier de telle sorte que le travail musculaire soit « harmonieusement réparti et que les mouvements articulaires « soient totalement exécutés.

« Ayant des notions sur l'influence de l'exercice, sur les fonctions principales, il surveillera ses élèves et pourra éviter qu'il « ne se manifeste chez eux des désordres du côté de la circulation « du sang et de la respiration.

« Le moniteur ne perdra donc jamais de vue le corps humain « et les modifications apportées durant l'exercice par le travail « musculaire. »

Faute de ces notions dont parle M. Demeny, combien d'erreurs les instructeurs ne commettent-ils pas sans s'en douter, erreurs graves pour la santé et le développement de leurs hommes !

Pour n'en citer qu'une entre mille, il nous suffira de dire que nous avons vu maintes fois des classes de recrues faire des exercices d'assouplissement des bras, des jambes et du tronc avec leur ceinturon et leur sac. Or, l'exercice d'assouplissement ayant pour but de provoquer dans les muscles des contractions et des élongations bienfaisantes, le fait d'enserrer ces muscles dans un ceinturon et entre des bretelles de sac était la contradiction

même de l'exercice bienfaisant recherché et pouvait, en outre, occasionner la hernie, divers engorgements, etc.

Pour éviter de pareilles énormités il est donc nécessaire que l'officier, qui a pour rôle d'être un éducateur au physique comme au moral, possède des connaissances quelque peu développées sur la physiologie.

Or, combien d'instructeurs, même officiers sortant de l'école de Joinville, sauraient analyser au point de vue physique les bienfaits ou les inconvénients de tel ou tel mouvement qu'ils font exécuter à leurs hommes pendant une séance de gymnastique, de boxe ou d'escrime.

Combien d'entre eux sauraient discerner les limites d'un assouplissement, d'un entraînement ?

Et pourtant, si nous comprenons bien la raison d'être de nos règlements de manœuvre, pourquoi ne sommes-nous pas aussi forts pour développer en toute connaissance de cause la vigueur physique de nos hommes, vigueur qui est un élément primordial du succès à la guerre ?

Cette lacune dans son éducation militaire n'est cependant pas trop imputable à l'officier, car on ne l'a pas suffisamment, même pas du tout, instruit dans ce sens.

On pourra peut-être nous objecter ceci : Mais à quoi bon connaître la physiologie, à quoi bon apprendre le mécanisme du corps humain, les fonctions remplies par ses organes principaux ? Le service de recrutement est chargé de nous donner des gens sains, bien constitués, cela nous suffit. Nous n'avons plus qu'à apprendre à nos recrues le maniement des armes et à les faire marcher en troupe.

A cela nous répondrons que les recrues incorporées sont bien loin d'être semblables entre elles, et, le seraient-elles que l'officier chargé de les mener à la guerre a besoin de savoir doser leur travail, leur entraînement, d'éviter chez elles l'essoufflement et le surmenage.

Mais les recrues diffèrent presque toutes, et, sans qu'il cherche à faire de la gymnastique médicale, l'officier doit s'efforcer de connaître, au point de vue physique, tous ses hommes un à un, de même qu'il s'est renseigné sur chacun d'eux au point de vue privé et moral.

Il doit connaître tous ses hommes personnellement s'il veut

obtenir de chacun d'eux tout ce qu'il peut donner, et cela sans dépasser la limite de ses forces. Il doit connaître les qualités et les faiblesses de chaque homme en le distinguant de son voisin. Le forgeron diffère absolument du tailleur, le boulanger du facteur rural, le perruquier du porteur de la halle, l'employé de bureau du terrassier, etc. Tous ces individus ont eu un développement corporel qui a varié suivant leur profession; ils ne marchent pas de la même façon. Et pourtant il faut, en peu de temps, faire de cette réunion d'hommes disparates une troupe d'allure et de solidité uniformes.

Pendant l'instruction de détail, tel mouvement qui sera un jeu pour l'un deviendra une souffrance pour l'autre, si l'officier ne connaît pas chaque homme et ne sait pas distinguer ce qu'il convient de lui prescrire pour lui faire acquérir ce qui lui manque.

C'est à l'éducateur à pousser tous ses hommes suivant leurs aptitudes de façon à les amener tous, même les plus faibles, au combat. C'est à lui à égaliser leur vigueur, leur allure, leur endurance. Là sera son vrai talent.

Imbu de ces principes, un capitaine se rendra compte que sa mission est d'autant plus délicate que le dressage de ses recrues commence.

La phase la plus critique pour elles est, en effet, celle des débuts. Et le capitaine, s'il comprend son rôle d'entraîneur d'hommes, suivra de très près ses jeunes gens et les verra chaque jour à l'exercice, captivé qu'il sera par cette tâche intelligente qui consiste à faire des hommes, des guerriers avec les grands enfants inexpérimentés qui lui ont été confiés et dont les origines sont les plus diverses.

Convaincu de la hauteur de sa mission, il lancera dans cette voie ses officiers, et, sans vouloir faire des savants de ses gradés, il les guidera par des conseils pratiques dans la tâche qui leur incombe.

La nécessité pour tout éducateur militaire de connaître ses hommes un à un, et sur laquelle nous venons d'insister, justifie donc bien la phrase suivante de la circulaire du 29 novembre :
« Les exercices physiques sont enseignés et pratiqués indivi-
« duellement en se conformant à la méthode d'instruction indi-
« quée..... »

La circulaire a, en effet, eu pour but de supprimer les exercices d'ensemble, d'exhibition, de parade et de remettre en pratique l'instruction individuelle. Et ce qui le prouve, c'est qu'elle a supprimé les leçons de boxe et de bâton en conservant seulement les mouvements simples de ces deux branches de la gymnastique.

Cependant dans la phrase : « Il peut être utile de faire exé« cuter certains mouvements avec ensemble pour en rendre la « cadence uniforme et pour faciliter la tâche des instructeurs », on reconnaît l'opportunité d'exécuter quelquefois *certains* mouvements avec ensemble, parce qu'il est bon que, après avoir prescrit aux hommes de s'exercer individuellement à une cadence progressive, on les ramène tous, lorsque l'exercice est très bien connu, à l'exécuter à la cadence jugée la meilleure pour le développement du corps.

L'exercice fait avec ensemble a alors son avantage, parce que l'instructeur peut ainsi en faire exécuter plusieurs dans un minimum de temps, à la condition, toutefois, qu'il s'assure que chaque homme exécute ses mouvements aussi bien qu'il les faisait à l'instruction individuelle. Dans cette exécution d'ensemble les hommes eux-mêmes y trouvent un soulagement cérébral, car ils exécutent alors machinalement un mouvement qu'ils ont pris l'habitude de bien faire individuellement.

Dans les exercices d'ensemble, dit la circulaire, les hommes ne doivent plus compter à haute voix, parce qu'il est certains mouvements, entre autres ceux d'élévation des bras, dans lesquels les grandes inspirations d'air qu'on cherche à favoriser sont contrariées par l'expiration de sons émis en comptant. Si l'on avait pu obtenir que les soldats observassent la recommandation souvent faite de ne compter sur chaque temps qu'*à la fin de son exécution*, on aurait continué à les faire compter à haute voix ; mais il a été reconnu que presque tous persistaient à compter pendant l'exécution même de l'exercice ; aussi a-t-il été sans doute jugé préférable de supprimer toute émission de cadence à haute voix. Les hommes compteront donc mentalement. Lorsqu'on voudra exercer les cordes vocales des hommes, on leur fera faire des exercices de commandement et d'intonation.

Il semble qu'il est tout naturel qu'on varie les exercices comme l'indique la phrase :

« Une même séance de gymnastique comprend toujours des « exercices variés généralisant le travail à toutes les parties du « corps ».

Cependant nous avons vu employer la demi-heure ou l'heure consacrée au gymnase à faire uniquement des tours de force à deux ou trois agrès. Était-ce là donner au corps entier l'exercice naturel auquel il a droit ? En quoi les jambes, le cœur, l'appareil respiratoire, etc., avaient-ils bénéficié de l'exercice ? En rien.

Pour être complète une leçon de gymnastique doit viser toutes les parties du corps, et, pour donner une idée de ce que doit être une leçon de gymnastique, nous ne saurions choisir un exemple meilleur que celui que nous trouvons en tête de l'excellent petit livre que M. Demeny a publié à l'usage des écoles[1].

Le tableau ci-après qu'on trouve dans le livre en question, et le schéma qui l'accompagne font bien comprendre ce que doit être une leçon de gymnastique méthodique, rationnelle et, par conséquent, bienfaisante :

[1] *Guide du Maître chargé de l'enseignement des exercices physiques dans les écoles* (Société d'Editions scientifiques, Paris, 4, rue Antoine-Dubois).

Plan général de la leçon de gymnastique scolaire.

NATURE DES EXERCICES.	EFFETS.	DURÉE RELATIVE (1).
	1re série.	
Marches et exercices d'ordre.	Effet général modéré. — Education du ryhtme.	3 minutes.
	2e série.	
Mouvement des membres inférieurs et supérieurs dans des attitu.es variées. Equilibres sur le sol et sur la poutre.	Développement symétrique du corps. — Rectification des mauvaises attitudes. — Ampliation du thorax. — Indépendance des mouvements. — Peu de dépense de travail. — Effet esthétique.	4 minutes.
	3e série (alternée avec la 2e).	
Suspension par les mains avec ou sans progression. Attitudes d'élévation des bras.	Ampliation plus marquée du thorax par soulèvement des côtes. — Peu de travail, applications au grimper.	
	4e série.	
Courses. — Sautillements. Danses. Jeux impliquant l'action de courir.	Effet général plus violent sur le cœur, la respiration et les fonctions de la peau. — Dépense considérable de travail. — Applications utiles.	5 minutes.
	5e série.	
Mouvements du tronc. Flexion, extension, mouvevements latéraux et torsion.	Peu de travail, effet esthétique. — Exercices s'adressant plus spécialement aux muscles du dos et de l'abdomen. Contractions lentes et soutenues rapprochant les omoplates, rectifiant la colonne vertébrale, dilatant la cage thoracique et effaçant l'abdomen.	4 minutes.
	6e série.	
Sauts variés de pied ferme et avec élan. Jeux gymnastiques impliquant le saut.	Dépense de travail maximum. Applications pratiques.	6 minutes.
	7e série.	
Exercices respiratoires et marches lentes.	Exercices ayant pour but de calmer le cœur et la respiration avant la rentrée en classe et d'apprendre à rythmer sa respiration pour éviter l'effort et l'essouflement.	6 minutes.
	Déplacement des élèves................	5 minutes.
	TOTAL......................	30 minutes.

(1) Ces indications de durée ne sont pas absolues.

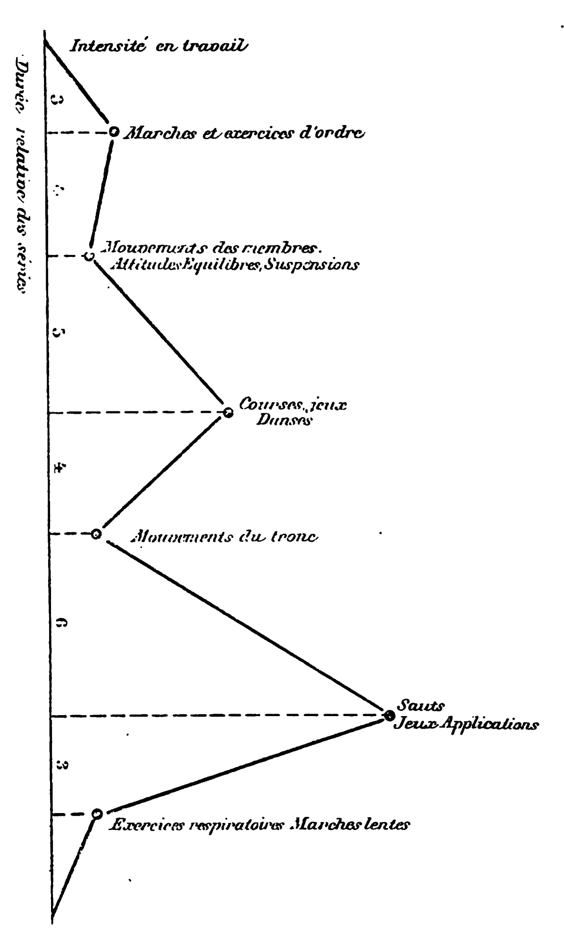


Schéma de la leçon de gymnastique scolaire.

Si l'on a soin de donner aux hommes quelques minutes de repos après chaque exercice de la leçon, on aura des séances de gymnastique de trois quarts d'heure à une heure, et ces séances répétées régulièrement chaque jour avec des mouvements variés seront pour le corps une cause de santé, de développement et d'entraînement.

La phrase : « Il est avantageux de combiner les mouvements

« de gymnastique avec ceux de l'instruction militaire, surtout « au début et à la fin des séances », veut dire que si dans les écoles on a imaginé des exercices de marche qu'on a placés en tête et à la fin de la leçon de gymnastique afin de commencer et de cesser cette leçon par des mouvements d'ordre peu fatigants, on utilisera tout naturellement, dans la leçon de gymnastique militaire, les mouvements de l'École du soldat, de section, de compagnie qui obligeront les hommes à marcher en rang et en ordre, et à discipliner leur cerveau et leurs membres en les soumettant au rythme d'un exercice d'ensemble.

La circulaire continue par cette phrase :

« Pour faciliter la tâche des instructeurs et leur permettre « d'établir la progression d'un enseignement rationnel, les « exercices du Manuel de gymnastique ont été classés méthodiquement en six séries comprenant chacune des mouvements « susceptibles de produire des effets analogues. Ce classement « fait l'objet de l'annexe n° 1 ».

En effet, le Manuel de gymnastique actuel donne une simple nomenclature des exercices, en les classant par appareil, par agrès, sans tenir compte de l'effet produit par tel ou tel exercice. C'est une simple description des exercices qui ne vise en rien l'usage qu'il faut en faire.

Aussi les exercices sont-ils exécutés au gymnase au hasard des séances. Les classes de recrues travaillent la plupart du temps aux agrès qui se trouvent devant elles, et c'est tout.

Or, la gymnastique n'est pas un but, elle n'est qu'un moyen; et l'on ne mène pas des hommes au gymnase pour les rendre forts au trapèze ou à la barre, mais bien pour se servir de certains agrès en vue de développer telle ou telle partie de leur corps qui en a besoin.

Donc, l'éducateur doit combiner sa leçon en vue du but à atteindre, qui est le développement harmonieux du corps de ses hommes.

Puisqu'il faut de fortes connaissances physiologiques pour apprécier sainement les exercices qui conviennent à ce développement, on conçoit aisément que la plupart des instructeurs ont besoin qu'on les guide dans la façon d'utiliser les divers exercices dont le Manuel de gymnastique contient simplement la liste suivie d'une description. C'est dans ce but que la circulaire du

29 novembre a classé ensemble les mouvements susceptibles de produire des effets analogues.

L'annexe 1 contient en effet six séries.

La 1re série comprend les mouvements *des bras et des jambes*, mouvements de plus en plus difficiles en allant du 1er au 6e groupe.

La 2e série comprend des exercices un peu plus pénibles, classés également eux-mêmes par ordre de difficulté du 1er au 6e groupe.

Toutes les cases restées blanches dans le tableau de cette série sont presque autant de lacunes qui existent dans la collection des mouvements indiqués par le Manuel actuel.

Cependant, cette critique n'est pas absolument exacte, attendu que, comme nous l'avons dit plus haut, la gymnastique, aux appareils surtout, n'étant qu'un moyen, cette gymnastique aux appareils ne devrait pas faire l'objet d'une série à part. Les exercices aux appareils devraient être, suivant le but qu'ils permettent d'atteindre et l'intensité des efforts qu'ils exigent, répartis dans toutes les séries.

Mais il était très difficile d'adapter parfaitement le Manuel aux méthodes nouvelles, et il a sans doute paru plus prudent, pour ne pas amener de confusion dans les esprits, de maintenir dans une même série la gymnastique aux appareils.

Notons que l'exécution des exercices en 2, 3 ou 4 temps a été supprimée aux appareils. L'homme fait là ce qu'il peut, pour le mieux, et il n'est guère possible de lui commander l'exécution de ces mouvements ou de les lui faire détailler.

Remarquons aussi, en passant, qu'on appelle dans le Manuel actuel « *gymnastique appliquée* » celle qui s'exécute aux agrès, alors que la gymnastique, quelle qu'elle soit, n'est *appliquée* que lorsqu'on utilise ses procédés ou ses enseignements pour l'accomplissement d'un travail quelconque. Exemple : l'homme apprend au gymnase à sauter un fossé, à franchir une poutre, à grimper sur une planche à rétablissement ; il fait là de la gymnastique de développement. Si, cette instruction terminée, on veut utiliser son adresse, sa force et son agilité au profit du métier militaire, par exemple, on lui fera prendre ses armes et son sac pour exécuter les mêmes exercices soit au gymnase, soit dans la campagne ; il fera alors une application de la gym-

nastique qu'il sait déjà ; c'est donc de la *gymnastique d'application* qu'il exécutera.

La 3e série comprend les *courses*, qui sont un exercice violent.

La 4e série comprend *les mouvements du tronc*, exercice relativement modéré, qui repose un peu après l'exécution du précédent.

La 5e série comprend les *sauts*, qui sont les exercices les plus violents que l'on puisse exécuter, puisque l'homme donne en un instant très court le maximum de son effort.

La 6e série, enfin, comprend des exercices d'assouplissement qui tendent à faciliter l'ampliation thoracique en élevant les bras, et par conséquent en dilatant la cage thoracique par l'élévation des côtes. Cet exercice, qui repose de la violence des précédents, remet les poumons à leur rythme normal et calme progressivement l'agitation musculaire. Il amène peu à peu le corps à son travail habituel et évite que la séance de gymnastique ne finisse lorsque les organes viennent d'être violemment actionnés et que l'homme est quelquefois en sueur.

La circulaire se termine par un nota qui est très important :
« A défaut d'appareils, on remplacera les mouvements prévus « par les exercices les plus intenses de la 1re série ».

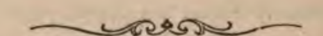
Cela veut dire que lorsqu'une unité n'aura pas le gymnase à sa disposition, ou même n'aura pas de gymnase du tout, comme les compagnies détachées dans les postes qui n'en possèdent pas, elle pourra néanmoins faire de très bonnes séances de gymnastique en observant les séries indiquées dans la circulaire, quitte à remplacer les mouvements aux appareils par les exercices du 6e groupe, par exemple, de la 1re série. Les sauts pourront toujours s'effectuer dans un endroit propice, choisi ou imaginé dans les environs du lieu où l'on va d'habitude à l'exercice.

Ce qu'il faut surtout, c'est que chaque jour tous les hommes fassent des exercices d'assouplissement ou d'entraînement et principalement les employés dont la santé s'étiole dans leur emploi. C'est par un entretien constant des forces physiques que la santé se conserve, que l'entraînement se fait, que

« doit en être la suite directe pour en devenir le couronnement,
« puisque l'officier achève de faire des hommes.

« Au moral comme au physique, ses procédés, ses sources « d'enseignement doivent être les mêmes; sa connaissance de « l'homme à ces deux points de vue doit donc être plus grande « pour ainsi dire; car, de toute façon, ce qu'il obtiendra aura « de grandes conséquences pour la patrie. S'il faut des guerriers « robustes, entraînés, endurcis à la fatigue, à la souffrance « même, et s'il élève leur cœur en leur inculquant les senti- « ments du devoir, d'abnégation, de courage indomptable et de « patriotisme ardent qui les pousseront à aller sans crainte « jusqu'au sacrifice et à la mort, il aura bien mérité de la « patrie. Si faute de guerre, il rend à son pays des citoyens « vigoureux et préparés moralement et physiquement à affronter « d'une façon virile toutes les difficultés de la vie, il aura rendu « d'éminents services à la société ».

Commandant F. Duponchel,
Chef de bataillon breveté au 89e d'infanterie.



ENSEIGNEMENTS A TIRER

AU POINT DE VUE DE LA TACTIQUE GÉNÉRALE

DE LA

Guerre de l'Afrique du Sud[1]

IV.

Études de quelques cas concrets.

(*Fin.*)

OPÉRATIONS DE SIR REDWERS BULLER DANS LE NATAL.

Parmi les combats livrés au Natal par sir Buller, nous allons étudier la bataille de Colenso et l'épisode de Spion Kop, qui tous deux présentent des incidents intéressants.

Colenso. — 15 *décembre.* — Nous avons vu qu'au début de décembre, après que les Boers eurent reculé derrière la Tugela, toutes les forces de sir Buller s'étaient concentrées à Chieveley, à petite distance de Colenso, où le pont de la voie ferrée avait été détruit, mais non celui de la route. Le général anglais disposait de :

4 brigades d'infanterie (16 bataillons);

2 régiments de cavalerie, 6 corps coloniaux, 2 compagnies montées;

5 batteries de campagne et 2 batteries navales,

soit : 21,000 hommes, dont 18,000 combattants.

---

[1] Voir la livraison de février 1902.

Les Boers, d'après les rapports anglais, auraient eu sur la Tugela 13,000 hommes avec 10 pièces, dont 10,000 hommes avec 5 canons sur le champ de bataille de Colenso. Ils occupaient les berges boisées de la rivière, où ils resteront invisibles pendant toute l'action; en arrière, des tranchées étaient creusées sur les hauteurs de Red Hill et de Groblers Kloof. Les kopjes au nord de Colenso, dont l'un porte une bicoque dite le fort Wylie, étaient soigneusement organisés, et, sur la rive droite de la Tugela, un gros commando occupait Hlangwane Hill, formant un sérieux point d'appui à gauche de la position. Le plateau au sud de la rivière descend vers elle en pente douce et découverte, mais les berges sont encaissées.

L'artillerie boer ne se déplaça pas pendant toute l'action; une grosse pièce se trouvait sur Red Hill; une pièce de campagne au pied de cette hauteur et une autre sur Groblers Kloof. Enfin deux pièces étaient placées sur les kopjes qui dominent Colenso. Toutes ces pièces étaient soigneusement enterrées et dissimulées.

Buller ignorait absolument le détail des positions adverses, car ses reconnaissances ne pouvaient passer nulle part. Comme Methuen avant Maggersfontein, il essaya d'amener les Boers à se découvrir en exécutant une canonnade le 14 au soir, mais ils restèrent silencieux. Aussi conclut-il qu'il n'aurait affaire sur la rivière qu'à une arrière-garde et que la résistance se ferait plus au nord, près de Pieters Station.

Voici l'ordre donné par sir Buller, le 14 au soir :

Chieveley, 14 décembre 1899, 10 heures du soir.

1° L'ennemi est retranché sur les kopjes, situés au nord du pont de Colenso. D'après les renseignements que nous possédons, un camp important se trouve près de la route de Ladysmith, à environ 5 milles au nord-ouest de Colenso. Un autre camp est établi sur les hauteurs situées au nord de la Tugela et au nord du Hlangwane Hill;

2° Le général commandant a l'intention de forcer le passage de la Tugela demain;

3° La 5e brigade[1] quittera son camp à 4 h. 30 du matin et se dirigera sur le Bridle Drift, immédiatement à l'ouest du confluent de la Dornkop

[1] Brigade Hart.

Spruit et de la Tugela. La brigade traversera ce dernier cours d'eau en ce point et descendra ensuite la rive gauche de la rivière, pour se porter vers les kopjes au nord du pont du chemin de fer;

4° La 2e brigade [1] quittera son camp actuel à 4 heures du matin et marchera dans la direction du pont de fer de Colenso. Cette brigade traversera la Tugela sur ce point et prendra possession des kopjes situés au nord du pont;

5° La 4e brigade [2] partira à 4 h. 30 du matin et marchera entre le Bridle Drift et la voie ferrée, de manière à pouvoir soutenir soit la 5e, soit la 2e brigade;

6° La 6e brigade [3] (moins un demi-bataillon d'escorte pour le convoi) partira à 4 heures du matin et se portera à l'est du chemin de fer, dans la direction du Hlangwane Hill, pour gagner une position d'où elle puisse protéger le flanc droit de la 2e brigade, et, s'il est nécessaire, soutenir soit cette brigade, soit les troupes montées marchant sur Hlangwane Hill;

7° L'officier commandant la brigade montée partira à 4 heures du matin avec une colonne comprenant 1000 hommes et une batterie du groupe de batteries n° 1 dans la direction du Hlangwane Hill; il couvrira le flanc droit de toutes les troupes et cherchera à prendre pied sur cette hauteur, d'où il enfilera les kopjes au nord du pont de fer.

. . . .

8° Le groupe de batteries montées n° 2 partira à 4 h. 30 du matin, suivra la 4e brigade et occupera une position d'où il puisse enfiler les kopjes au nord du pont de fer. Ce groupe de batteries se conformera aux ordres qu'il recevra du général Hart.

Les six pièces de marine (2 de 4 pouces 7 et 4 de 12 livres) se dirigeront à droite du groupe de batteries montées n° 2.

Le groupe de batteries montées n° 1 (moins une batterie détachée avec la brigade montée) se portera, à 3 h. 30 du matin, à l'est du chemin de fer et s'avancera, sous la protection de la 6e brigade, vers un point d'où il pourra préparer le passage pour la 2e brigade.

Les six canons de marine accompagneront le groupe de batteries montées n° 1 et manœuvreront avec lui.

. . . .

10° Le général commandant se tiendra auprès des canons de 4 pouces 7.

---

[1] Brigade Hildyard.
[2] Brigade Lyttelton.
[3] Brigade Barton.

Cet ordre est absolument étonnant; on y voit :

Des itinéraires au lieu de buts tactiques pour les diverses colonnes;

Aucune idée générale de manœuvre;

Toutes les brigades déployées simultanément sans même savoir à quoi on aurait affaire;

Aucune réserve, par conséquent;

L'artillerie agissant pour son compte, en dehors des commandants des brigades;

18,000 hommes répartis sur un front de 10 kilomètres sans pouvoir coordonner leurs efforts.

En somme, un lever de rideau fourni par l'artillerie et quatre colonnes d'assaut attaquant sur tout le front, sans préparation. Ajoutons à cette conception erronée que des fautes tactiques grossières amenèrent l'artillerie anglaise sous le feu décisif à petite portée des fusils boers, et que l'on ne sut pas utiliser l'infanterie pour l'en tirer.

Ces critiques ne sont pas de moi. Elles ont été formulées par M. le capitaine Gilbert dans les intéressants articles qu'il a publiés dans la *Nouvelle Revue*.

A 5 heures du matin, une batterie navale ouvrait le feu au sud de Colenso, mais les Boers ne ripostent pas. Peu après, les deux batteries du colonel Long, dépassant de 2 kilomètres la colonne Barton, viennent se placer à 1000 mètres du fort Wylie, à 600 mètres de la rivière. C'était la portée de but en blanc pour les tirailleurs logés dans les berges boisées. Au moment où les batteries séparaient les avant-trains, le feu éclata soudain. Les chevaux furent tous atteints en un instant et les servants firent de fortes pertes; toutefois, les artilleurs, avec une belle énergie, continuèrent à canonner le fort Wylie.

A 350 mètres en arrière de leur gauche, l'autre batterie navale attelée de bœufs était en train de passer un fossé sec, ou donga, quand le feu éclata. Bœufs et conducteurs cafres s'enfuirent, abandonnant les pièces, que les marins sortirent à bras du fossé et mirent en batterie. Chose remarquable, cette batterie n'eut que quatre blessés jusqu'à 9 h. 30, moment où elle reçut l'ordre de se replier.

Bientôt, dans les batteries Long, les munitions menacèrent de

manquer et impossible d'amener de nouveaux caissons. Les hommes, abandonnant les pièces, se réfugièrent dans un fossé à 50 mètres en arrière.

Pendant ce temps, la brigade Hart avait trouvé le Bridle Drift impossible à franchir à cause d'un barrage établi en aval, et son chef voulut aller passer 1500 mètres plus haut. Mais sa colonne étant engagée dans la vallée, il la remonta en vue des canons boers de Red Hill, et il commençait à perdre du monde quand l'artillerie anglaise, entrant en action, attira le feu ennemi, sans pouvoir cependant prendre le dessus. Quand les deux bataillons de tête parvinrent à se déployer, ils étaient déjà dans la zone du feu d'infanterie. Après une marche par bonds pénible, ils arrivèrent au bord de la rivière; mais il y avait 7 pieds d'eau, et plusieurs hommes s'y noyèrent en essayant de passer. A 8 heures du matin, sir Buller envoya au général Hart l'ordre de se replier, ce qu'il fit sous la protection de deux bataillons de la brigade Lyttelton.

Vers la même heure, le fort Wylie s'était écroulé, et le feu des deux pièces boers était éteint par celui des pièces de marine anglaises. Le général Hildyard crut pouvoir marcher sur le pont, mais dès que sa brigade approcha de la rivière, que ne pouvaient battre les pièces anglaises et où les tirailleurs boers étaient logés, un feu terrible vint lui infliger de fortes pertes. Il progressait pourtant, quand l'ordre lui vint d'appuyer à droite pour dégager Long. Mais il fut impossible d'exécuter ce mouvemunt en terrain découvert sous le feu des Boers, et deux compagnies écossaises, qui seules parvinrent près des pièces, durent se coucher dans le fossé à côté des artilleurs survivants. Il fallut renoncer à les secourir et à enlever les pièces; la batterie navale, moins exposée, fut retirée à bras.

Le seul rôle de la brigade Barton fut de dégager la brigade montée qui devait enlever Hlangwane Hill. Les escadrons, pied à terre, arrivaient au pied de la hauteur, quand un commando, débouchant sur leur flanc droit à 600 mètres et mettant également pied à terre, ouvrit un feu rapide qui força les cavaliers anglais à pied à se coucher. Ils firent leur retraite avec peine

Spion Kop. — *24 janvier.* — La hauteur de Spion Kop est un plateau triangulaire dont les versants sud-est et nord-est sont presque inaccessibles, tandis que le côté ouest se rattache par un col peu profond à la crête du Tabamyama. Le gros des forces boers était sur cette montagne; en aval, sur le Spion Kop et jusqu'à Vaal'Krantz, ils n'avaient que des avant-postes.

Un bataillon plus six compagnies furent destinés à l'attaque de nuit sous les ordres du général Voodgate. Une autre colonne distincte, destinée à ne monter sur le plateau qu'en cas de besoin, comprenait les deux compagnies restantes du bataillon incomplet, une demi compagnie du génie et une compagnie montée. On ne conçoit pas comment on ne tint pas prêt à monter sur le plateau, ni une batterie de montagne qui était à proximité, ni un assortiment d'outils.

Le départ eut lieu à 1 heure du matin, à la file indienne, sur un sentier qui aboutissait à la pointe sud-ouest de Spion Kop. Défense était faite de tirer et ordre de n'agir qu'à l'arme blanche. A 3 heures du matin, on atteignit le sommet; à ce moment, on entendit un : « Qui vive! » puis la décharge inutile d'un petit poste boer. La tête fonça sur lui à la baïonnette, poursuivit les fuyards vers une tranchée située 200 mètres plus loin et contenant une troupe plus forte qui ouvrit le feu à son tour. Mais sans attendre la pointe des baïonnettes, les Boers disparurent, et leur feu rapide dans l'obscurité n'avait eu aucun résultat. Les Anglais s'arrêtèrent alors et se concentrèrent à la pointe sud-ouest, tenant un espace de 350 mètres de front et 900 mètres de profondeur, à la gorge duquel ils creusèrent à grand'peine, dans l'obscurité, avec les outils portatifs, une tranchée de 90 mètres qui, au jour, mal orientée, se trouva enfilée par le Tabamyama. Un brouillard épais empêchait de s'y reconnaître.

Il aurait fallu amener immédiatement des renforts, de l'artillerie, et occuper au moins tout le Spion Kop au lieu de rester confinés dans un de ses angles. On se borna à pousser des sentinelles jusqu'à une petite crête qui coupe le sommet de l'ouest à l'est, à 600 mètres de la tranchée creusée dans la nuit.

Dès que Botha apprit l'enlèvement de Spion Kop, il prit ses dispositions pour y faire converger le feu de cinq grosses pièces, et, à la tête de 350 hommes de choix, il gagna le col à l'ouest

du plateau, en aborda l'angle nord-ouest et y hissa deux Maxim. De nombreux tirailleurs devaient agir sur ses deux flancs.

Au moment où le brouillard se leva, les Boers avaient chassé les sentinelles ennemies et occupé la crête, à 600 mètres de la tranchée anglaise. Ils ouvrirent de là, dès qu'il fit clair, un feu violent de mousqueterie et de mitrailleuses et essayèrent de se glisser, d'abris en abris, vers la tranchée. Ils n'y réussirent pas, malgré l'appui de leur artillerie et de leurs Maxim. A 10 heures du matin, le général Woodgate fut tué et, sur le compte rendu héliographique, sir Warren envoya le général Coke avec deux bataillons de renfort pendant que, par dépêche, sir Buller donnait le commandement au colonel Thorneycroft. En même temps, l'artillerie anglaise de Three tree Hill canonnait les Boers dont elle voyait le flanc droit, et gênait leur offensive. L'arrivée des renforts anglais n'améliora pas la situation, car ils manquaient d'espace pour se déployer.

A 3 heures du soir, un mouvement offensif des Boers, joint à un feu violent, repoussa les Anglais à la pointe nord-ouest avec une perte de 200 hommes qui mirent bas les armes. A ce moment, le général Lyttelton envoyait deux nouveaux bataillons de renfort, l'un qui rejoignit la masse amorphe formée sur le plateau et s'y fondit sans profit; l'autre qui escalada le saillant nord-est, mais n'en put déboucher. Les Boers continuaient toujours un feu déchaîné et abattaient quiconque circulait à découvert. Les Anglais souffraient de la faim et de la soif.

A 7 h. 30 du soir seulement, on songea à envoyer sur le plateau des travailleurs et de l'artillerie; encore choisit-on assez maladroitement deux pièces de marine qui se trouvèrent trop lourdes. A 9 heures du soir, le général Coke descendit rendre compte de la situation et l'on se décida à envoyer chercher la batterie de montagne et des travailleurs qui vont arriver trop tard.

A 10 heures du soir, au moment où ces derniers commençaient l'ascension du sentier, ils rencontrèrent les défenseurs qui évacuaient le sommet. Le colonel Thorneycroft s'était décidé à la retraite à cause de l'épuisement des hommes et du désordre qu'augmentait encore le feu de l'artillerie boer, qui n'avait pas cessé son tir avec le jour. Les Anglais avaient perdu 1150 hommes ou 20 p. 100; les Boers, 200 hommes à peine.

Le lendemain, sir Buller ordonna la retraite au sud de la Tugela. Il fallait faire repasser l'énorme convoi anglais par un gué et un pont de bateaux; l'opération dura deux jours sans que les Boers l'inquiétassent, même par leur feu de leur artillerie.

Dans ce combat de Spion Kop, où ils furent forcés de reprendre un poste qui commandait leurs positions, nous voyons les Boers recourir uniquement au feu pour prendre l'ascendant sur les Anglais dont le front, et par suite le nombre de fusils en ligne, était inférieur, bien que les effectifs en présence fussent équivalents. Une troupe régulière, au moins à trois heures, quand les Anglais évacuèrent leur tranchée, les aurait suivis la baïonnette aux reins et acculés aux escarpements, les forçant tous à mettre bas les armes. Les Boers ont progressé habilement d'abri en abri jusqu'à très petite distance de leurs adversaires, mais sans chercher le corps-à-corps que leur interdisait le manque de baïonnettes. « Cette absence de l'arme de choc par excellence, dit le capitaine Gilbert, implique chez eux l'intention de n'agir jamais que par le feu. Or, par le feu, on n'obtient jamais la décision. Poulià doura..., la balle est folle, la baïonnette seule est sage; seule elle sait frapper au cœur.

« L'absence de baïonnette accuse-t-elle, d'ailleurs, chez nos héroïques républicains, quelque préoccupation pusillanime de substituer l'habileté à la bravoure ? Evidemment non. Elle tient à des lacunes d'un autre ordre. Elle révèle le défaut constitutionnel et profond de toutes les troupes improvisées. Les Boers n'attaqueront jamais à fond et n'ont pas songé à se procurer l'arme indispensable, parce qu'ils ne peuvent attaquer de la sorte, pousser un assaut; parce que l'attaque à fond réclame l'ordre, la cohésion, l'articulation organique qu'on ne trouve que dans les armées existant dès le temps de paix ».

Les Anglais, le même jour, montrèrent une étonnante ignorance de l'idée de manœuvre en empilant cinq bataillons sur un front de 300 mètres, limité par des escarpements infranchissables. Il aurait fallu, dès la nuit, aller occuper la crête ouest de Spion Kop, et, cela n'ayant pas été fait, soit engager à l'ouest de cette hauteur, dans le flanc des Boers, une attaque qui aurait pu mettre la main sur la crête du mont Tabamyama, soit ren-

forcer le bataillon qui prit pied un moment à la pointe est du plateau pour lui permettre d'en déboucher et de prendre à revers les assaillants des bataillons de Thorneycroft.

MARCHE DE LA CAVALERIE DU GÉNÉRAL FRENCH POUR DÉBLOQUER KIMBERLEY.

Il me reste à examiner un dernier acte, la marche du général French pour débloquer Kimberley, car il s'y est produit la seule attaque de cavalerie dont j'ai pu trouver trace.

Quand, le 10 février, lord Roberts eut concentré entre Honneynest et Graspan, le long de la voie ferrée, quatre divisions d'infanterie, la division de cavalerie French à trois brigades, la division d'infanterie montée de 3,000 hommes (soit un total de 43,000 hommes, dont 11,000 hommes montés), en face des 6,000 Boers de Cronje et à l'insu de celui-ci, dont l'aveuglement stratégique est inconcevable, le succès ne pouvait plus lui échapper, d'autant qu'il était résolu à profiter de son énorme supériorité pour tourner les Boers au lieu de les attaquer de front. Qu'on ajoute que ses approvisionnements, ses convois, son service de l'arrière avaient été soigneusement organisés, et l'on voit la différence de point de départ entre ses opérations et celles de lord Methuen deux mois plus tôt.

Sa conception générale fut la suivante :

Laissant la division Methuen, avec divers corps coloniaux, en face de Cronje, il voulait, après avoir fait appuyer d'une étape à l'est tout le reste de ses forces, les acheminer droit au nord, arrivant ainsi sans combat jusqu'à Kimberley dont il faisait lever le siège, et tendant avec ses divisions échelonnées sur une longueur de deux étapes un réseau qui empêcherait Cronje de s'échapper vers l'est pour couvrir directement Blœmfontein. Dans ce mouvement, French, à la tête de sa division de cavalerie (3,000 chevaux), précéderait d'une étape l'armée sur la Riet d'abord, sur la Modder ensuite pour en ouvrir les passages, et pousserait de là à grande allure sur Kimberley, dont les dépêches optiques dépeignaient la situation comme critique. Lord Roberts avait donné à ces troupes montées cinq jours de vivres sur leurs chevaux, pour qu'elles n'eussent pas de convoi et

expliqué aux officiers de French qu'il leur fallait arriver en cinq jours à Kimberley, quitte à crever les deux tiers de leurs chevaux.

C'est le 15 février que French, partant de Klip Drift, sur la Modder, atteignit Kimberley ; le parcours était de 45 kilomètres, le terrain en général sablonneux, la température très chaude. Il ne pouvait avoir affaire au gros de Cronje encore immobilisé en face de Methuen, à 20 kilomètres à l'ouest, et le corps de blocus n'avait pas plus de 2,000 hommes en tout.

Après avoir bousculé deux ou trois petits détachements et parcouru à allure rapide à peu près la moitié du chemin, French atteignait la plaine d'Alexandersfontein quand on lui signala l'ennemi à proximité. Cette plaine, longue de 8 kilomètres et large de 5, était bordée à droite et à gauche d'une ligne de kopjes, occupés par des détachements boers ; un autre, avec de l'artillerie, se trouvait au bout de ce large couloir que coupaient quelques dongas. French donna l'ordre à son artillerie et à une de ses brigades d'attaquer les kopjes à droite et à gauche, et il engagea aux allures vives dans la plaine ses deux autres brigades formées sur deux lignes en bataille. Il passa au milieu de la poussière sans faire de pertes appréciables sous le feu mal nourri des Boers qui se retirèrent précipitamment. Seul, le retard causé par le passage d'un donga permit à ceux-ci d'enlever leurs pièces.

French fit alors un court arrêt à la ferme de Villers où les hommes purent boire, mais non les chevaux. Il repartit ensuite au trot pendant encore 8 kilomètres, arrivant à 5 kilomètres de Kimberley. Le corps de siège se retirait vers le Nord, et French rencontrait les vedettes des assiégés. Cela s'était fait si vite que Cronje n'en fut informé que le soir.

Cette randonnée, qui mit fin au siège de Kimberley, ne coûta que 70 hommes aux troupes du général French, mais 1500 chevaux restèrent en route, et quand, deux jours après, il se mit sur la piste de Cronje, il ne put emmener de sa division que 1200 chevaux sur 3,000 qu'elle comptait huit jours plus tôt.

Je ne vais pas suivre Cronje et lord Roberts jusqu'à la capitu-

lation de Paardeberg ; l'étude de ces opérations présente un intérêt stratégique, mais au point de vue tactique elles diffèrent trop de ce que nous sommes appelés à voir.

Remarquons que si French a su utiliser les allures vives et le feu de ses batteries pour bousculer rapidement l'ennemi, la formation prise par sa cavalerie est peu pratique pour un pareil parcours, même en ayant à craindre quelques skrapnels ou quelques coups de fusil. Avec la poussière et la rapidité de l'allure, elle n'aurait pas fait plus de pertes en marchant en colonne, et cette formation, permettant de traverser rapidement les dongas, aurait peut-être mis à même de rejoindre et d'enlever l'artillerie boer.

On ne voit pas, du reste, pourquoi cette hâte extraordinaire. Si, quitte à n'arriver que le soir à Kimberley, il avait su éviter le surmenage de sa cavalerie, il aurait pu, le lendemain et les jours suivants, en faire un tout autre et bien meilleur usage.

V.

Enseignements à tirer des opérations étudiées.

Récapitulons maintenant les enseignements qui découlent de ce que nous venons de dire.

PERTES.

Pas plus d'un côté que de l'autre, les pertes ne répondent à ce que l'on doit attendre de troupes solides.

Les pertes anglaises dans le succès varient de 4 à 7,5 p. 100, et dans la défaite de 7 p. 100 (Colenso) à 10 p. 100 (Maggersfontein), une seule fois 20 p. 100 à Spion Kop.

Les pertes des Boers ne dépassent pas 3 p. 100 dans le succès, bien qu'ils ne songent pas à passer à l'offensive, ni 5 p. 100 dans la défaite, en laissant à part Paardeberg où, cernés, ils n'ont pu battre en retraite.

Ces résultats sont peu honorables à côté de ceux qu'a montré la guerre de 1870 où les pertes d'ensemble allemandes sont :

A Wœrth, 11,3 p. 100 ;
A Rezonville, 22 p. 100 ;
A Saint-Privat, 10 p. 100.

Les pertes des corps les plus éprouvés sont également inférieures, dans le Sud de l'Afrique, à ce que l'on trouve dans la guerre franco-allemande où nous avons vu : dans le succès, les Allemands perdre :

La garde, à Saint-Privat, près de 33 p. 100 ;

L'infanterie du Ve corps, à Wœrth, près de 25 p. 100,

et continuer à marcher en avant ; dans la défaite, le 2e zouaves et le 2e tirailleurs laisser sur le champ de bataille de Wœrth, avant de reculer, plus de 60 p. 100 de leur effectif. Au contraire, les Écossais, à Maggersfontein, se débandent après une perte inférieure à 12 p. 100 ; à Spion-Kop, les Anglais cèdent le terrain après une perte de 20 p. 100.

Un enseignement est à tirer au sujet des pertes. Au début, les pertes des Anglais, en officiers, ont été écrasantes : 1 officier pour 8 à 10 hommes touchés. Quand on eut supprimé les insignes visibles de loin, ces pertes tombèrent à 1 officier pour 20 hommes.

FORTIFICATION.

Les Boers se sont toujours retranchés avec soin, creusant des tranchées partout où ils le pouvaient et élevant des *murs en pierres sèches* (*schantze*) sur les terrains rocheux. *Leurs tranchées étaient en général profondes de* 1m,20 *à* 1m,50, sans parapet ou *avec un parapet très bas et invisible de loin. Elles étaient plus larges au fond qu'en haut*, de manière que les Boers, en s'accroupissant contre la paroi, étaient à l'abri des balles des schrapnels. Ces tranchées ont toujours bien protégé contre le feu de l'artillerie.



L'artillerie boer était toujours abritée, très enterrée, la bouche seulement passant, avec des tranchées profondes près des pièces pour abriter les servants pendant les rafales du feu ennemi.

Enfin, à Ladysmith, comme à Kimberley, comme à Mafeking, les Anglais ont résisté à des bombardements dans des abris blindés improvisés et derrière des ouvrages de fortification passagère. Seuls, des rapports de témoins oculaires sérieux pourront dire si ce n'est qu'à la mollesse des assiégeants qu'ils le doivent et à la maladresse de leurs artilleurs.

BALLON CAPTIF.

Sir White possédait à Ladysmith un ballon captif qui lui fournit, chaque fois qu'il s'en servait, des renseignements convenables.

GARDE DES VOIES FERRÉES.

La garde des voies ferrées a joué un grand rôle en forçant les Anglais à immobiliser sur leurs derrières de gros effectifs. Presque dès le début, 12 bataillons y furent consacrés. Il fallut mettre des postes dans toutes les gares, à tous les ouvrages d'art. En outre, jusqu'aux succès de lord Roberts, tout le long des lignes de la colonie du Cap (1500 kilomètres), on avait placé tous les 400 mètres des postes de 3 hommes fournis par des volontaires locaux et des auxiliaires cafres.

Aujourd'hui, la majeure partie des forces anglaises semble immobilisée pour ce service.

Les trains blindés, dont l'usage paraît fréquent, semblent ne pas avoir rendu de très grands services et avoir été plusieurs fois victimes des tentatives de déraillement des Boers.

CAVALERIE.

Rien à dire de la tactique de cavalerie au Transvaal, car, par les deux partis, le cheval n'a été employé que comme mode de transport d'un combattant armé du fusil. Le seul exemple de charge que j'ai pu trouver est celui que j'ai cité de la division French à Alexandersfontein. Encore n'avait-elle presque personne en face d'elle.

Il n'a pourtant pas manqué de cas où la cavalerie eût pu faire de bonne besogne : par exemple, les Boers auraient pu aller à Colenso enlever les escadrons anglais pied à terre en face du

Hlangwane Hill. Les Anglais, en faisant passer la Riet à leur cavalerie, le soir de Modder River, auraient cueilli l'artillerie boer abandonnée et dissous les commandos débandés de Cronje.

Au point de vue des reconnaissances, il semble que la cavalerie régulière se soit montrée inférieure aux contingents coloniaux. Outre que son instruction en ce sens était peut-être défectueuse, il faut remarquer que les coloniaux, montés en chechevaux du pays et accoutumés à s'y mouvoir, étaient très aptes à ce service.

ARTILLERIE.

Il faut faire justice de l'idée erronée maintes fois mise en pratique par les Anglais de faire des reconnaissances à coups de canon seulement. Les Boers ne s'y sont jamais laissé prendre, et il leur a suffi, pour rendre inutile cette dépense de munitions, de s'abriter dans leurs tranchées.

Les Anglais ont aussi toujours trop séparé l'action de l'artillerie et de l'infanterie, dont les efforts successifs n'ont pas obtenu ce qu'auraient fait leurs efforts concordants.

A part cela ils ont su porter leurs batteries, pour préparer l'acte décisif, jusqu'à 1500 mètres de l'infanterie ennemie. On ne fera sans doute pas mieux. Il est inutile que je revienne sur la faute commise à Colenso par le colonel Long, parti sans soutien à grande distance en avant de son infanterie et abîmé par le feu rapide des Boers.

Ceux-ci ont montré l'ignorance totale de la nécessité de concentrer leurs pièces. Ils ont souvent ouvert le feu de trop loin pour obtenir des résultats décisifs, et quelquefois maladroitement comme à Glencoe et à Dundee, où cela eut de plus pour résultat de prévenir les Anglais de l'attaque imminente quand ils ignoraient le voisinage de l'ennemi, qui aurait pu et dû enlever leurs bivouacs s'il n'avait fait de son artillerie un emploi intempestif.

L'habitude des Boers de s'abriter pendant le feu violent de l'artillerie anglaise, pour reprendre ensuite le tir par rafales contre l'infanterie ennemie, répond par contre aux tendances des artilleries contemporaines.

Au point de vue du matériel, quelques enseignements méritent d'être signalés.

Les canons de 75 millimètres à tir rapide de type Canet et Krupp se sont définitivement montrés supérieurs au matériel précédent.

Les obus à explosifs (lyddite) n'ont donné aucun résultat sérieux contre le personnel abrité, et au bout de quelques jours leur effort moral, grand au début, disparut complètement. Les obus à balles des canons de compagnie n'en ont donné que quand l'ennemi était forcé de se découvrir. La moindre levée de terre rendait leur effet peu considérable. Il en est résulté que la nécessité de pièces à tir courbe s'est fait sentir, et les Anglais s'en sont servis concurremment avec leurs pièces de campagne dans la deuxième partie de la guerre d'obusiers de 127 millimètres.

Les mitrailleuses ont rendu d'excellents services, en particulier aux Boers à Spion Kop, mais elles appartiennent plutôt à l'infanterie qu'à l'artillerie. Chez les Anglais, elles sont du reste rattachées soit à la cavalerie, soit à l'infanterie montée. En Allemagne, où on les introduit, on en dote les bataillons de chasseurs, et ce sont des fantassins qui les servent.

Par contre, les canons à tir rapide analogues à nos 37 et 47 millimètres de la marine n'ont donné aucun résultat. Bons pour percer les tôles des torpilleurs, ils n'ont rien fait contre le personnel.

En somme l'artillerie a produit, au Transvaal comme en 1870, un puissant effet moral. Mais les balles des shrapnels ont peu de pénétration et leurs blessures sont le plus souvent légères.

INFANTERIE ET INFANTERIE MONTÉE.

C'est le fusil qui, dans cette guerre, a fait la plus grosse besogne utile.

Aux moyennes et aux grandes distances, la balle du fusil de petit calibre donne dans le corps humain une traversée nette et propre, généralement sans brisure des os. Les trous d'entrée et de sortie sont petits, les hémorrhagies faibles ; aussi en général suffit-il d'aseptiser convenablement les plaies et les pansements pour que la guérison soit rapide. Les médecins anglais et allemands ont trouvé le p. 100 des blessés guéris très supérieur à ce

qu'il était autrefois. Par contre, aux petites distances, il se produit souvent l'éclatement des viscères atteints ou l'écrasement des os, amenant fatalement la mort.

Nous avons déjà remarqué que les Boers, au début, avaient une tendance à se maintenir sur les crêtes, ce qui donnait un feu fichant et de peu d'effet utile. En outre, quand les Anglais s'approchaient du pied des pentes, il leur fallait se découvrir pour continuer le feu, et par suite s'exposer au tir de l'artillerie ennemie. Ils s'en corrigèrent bientôt.

Au point de vue du tir, se produisent chez eux des différences sensibles. Ainsi, au Natal, les Boers ouvrent volontiers le feu à 1200 et 1500 mètres. Dans les commandos de Cronje, au contraire, ils n'ouvrent presque jamais le feu avant 700 mètres. Ils n'emploient, bien entendu, qu'un feu à volonté bien ajusté. En général, les Anglais sont toujours arrêtés par ce feu à 600 ou 500 mètres, quand ils ne sont pas supérieurs en nombre ou soutenus par l'artillerie.

Les Anglais tirent de préférence par salves. Ce procédé, fort bon contre des objectifs bien définis, ne paraît pas leur avoir réussi contre les tirailleurs boers, en général bien dissimulés.

Les Boers, bien que cavaliers, ont toujours combattu à pied ; c'est pourquoi je parle d'eux à propos de l'infanterie. Ils se plaçaient bien à l'aise dans leurs tranchées ou derrière les crêtes, n'ouvraient le feu que sur l'ordre de leurs chefs, n'attendaient pas l'assaut, et grâce à leurs chevaux laissés à l'abri à proximité, disparaissaient avant que les assaillants eussent couronné la position abandonnée. Nous avons déjà parlé du manque de baïonnettes et de leur inaptitude au corps-à-corps. C'est là une grave cause d'infériorité chez eux quand il s'agit de tenir coûte que coûte, ou d'obtenir un résultat décisif.

Je ne reviendrai pas sur les formations prises par l'infanterie anglaise au combat, formations souvent trop denses qui ont toujours reçu leur châtiment. Je rappellerai seulement qu'ils se sont bien trouvés sous le feu de l'artillerie de la marche par le flanc des subdivisions.

Il faut remarquer aussi que l'infanterie, en butte à un feu supérieur, se couche le plus souvent et ne veut plus se relever. Il suffit alors de quelques obus malheureux pour y causer de la

panique, comme la pauvre brigade des higlanders en donne l'exemple à Maggersfontein. Bien qu'en général il faille des renforts pour porter en avant une infanterie ainsi couchée, nous avons vu les Gordons du colonel Hamilton arrêtés dans un angle mort à 100 mètres des Boers le soir d'Elandslaagte, se relever à la sonnerie de la charge et livrer un assaut vainqueur. Cela montre à combien peu de chose tient le succès dans de pareils moments. Il est probable que la moindre contre-attaque des Boers, exécutée à cet instant, aurait eu raison de leurs adversaires.

TACTIQUE GÉNÉRALE.

Des actions de guerre que nous venons d'étudier, on peut enfin tirer quelques indications sur les avantages et les inconvénients de certains procédés de combat.

Avant-lignes. — On a beaucoup discuté ces dernières années sur l'emploi des avant-lignes, qui a été presque officiellement condamné en Allemagne. On leur a reproché de causer une dispersion des efforts qu'il serait préférable de concentrer sur la défense à fond de la meilleure position une fois choisie ; de gêner l'action de celle-ci au moment de la retraite des défenseurs de l'avant-ligne; d'entraîner souvent à renforcer l'avant-ligne et par suite d'amener le combat sur une position autre que la véritable position choisie ; enfin la retraite des défenseurs de l'avant-ligne serait de nature à ébranler le moral des défenseurs de la position principale qui les voient se retirer.

Toutes ces critiques sont fondées si l'on fait de l'avant-ligne un mauvais emploi, mais non si on l'emploie logiquement. Il est au contraire certain que chaque fois qu'on rencontrera une ligne de points d'appui tenus par l'infanterie et de l'artillerie en arrière, l'assaillant n'aura d'autre moyen de reconnaître la valeur de la résistance qu'on lui oppose qu'en commençant à se déployer et en engageant son artillerie. Les renseignements qu'en tirera la défense seront bien supérieurs à ceux qu'obtiendra l'attaque, surtout si la défense sait ne pas s'obstiner sur son avant-ligne et si la retraite des défenseurs est assurée.

Les Boers se sont très adroitement servi des avant-lignes ou

de l'occupation successive de positions occupées comme des avant-lignes. C'est ainsi qu'à Kaffirskopje, nous les voyons occuper successivement trois crêtes à 600 ou 800 mètres les unes des autres et y arrêter quatre heures, presque sans faire de pertes, les forces cinq fois supérieures de lord Methuen. A Modder River, les détachements boers installés dans le lit de la Riet, et à Colenso dans celui de la Tugela, constituent des avant-lignes qui suffisent à repousser l'attaque, grâce, il est vrai, aux fautes tactiques de l'adversaire. Il en est de même sur le mont Tabamyama du 19 au 23 janvier, où Botha, en reculant d'un changement de pente à un autre, retarde trois jours les progrès de sir Warren et finit par le dégoûter.

Dans une autre action que je n'ai pas eu le temps d'étudier, le combat de Farquars'farm livré par sir White au début du siège de Ladysmith dans l'espoir de battre à fond le corps de siège, les Anglais se sont déployés prématurément devant une avant-ligne, et quand celle-ci dont ils avaient gagné une aile, se fut retirée, ils se trouvèrent au contraire débordés de ce côté, criblés de feux croisés et obligés à la retraite.

En réalité, il en est de l'avant-ligne comme de toutes choses ; sa valeur réside dans la manière dont on s'en sert. Son emploi judicieux amène souvent, presque sans pertes, le déploiement prématuré de l'adversaire, d'autant mieux que la portée actuelle de l'artillerie et la poudre sans fumée permettent d'en soutenir de loin les points d'appui avec des batteries que leur éloignement et leur défilement mettent hors de portée efficace de l'artillerie adverse.

Combats de nuit. — Nous avons vu le combat de nuit très recherché par l'armée anglaise. C'est ainsi que dans sa marche sur Kimberley en novembre-décembre, lord Methuen sur 4 engagements commence deux fois par une attaque de nuit à Kaffirskopje et à Maggersfontein; une troisième fois à Euslin, il fait sa marche d'approche la nuit pour commencer l'action au point du jour; la quatrième fois, s'il n'en fait pas autant, c'est qu'à Modder River, il croyait n'avoir pas à combattre. A Colenso, sir Buller également fait avant le jour ses mouvements préparatoires. A Spion Kop, on décide d'enlever de nuit un point d'appui

important. A Stormberg, où il subit un grave échec le 10 décembre, Gatacre également recherchait un combat de nuit.

En général, l'armée anglaise n'a pas eu à s'en louer, mais la faute en est aux procédés défectueux auxquels elle a eu recours et non au principe lui-même.

C'est ainsi que, sauf à Spion Kop où le succès de l'attaque de nuit a été complet, nous voyons les Anglais commencer de trop loin, sur un terrain mal connu, leur marche d'approche, en formations compactes que ne précèdent ni avant-garde ni patrouilles, si bien qu'ils tombent, sans s'en douter, sous le feu rapide de l'adversaire, et de fâcheuses paniques en résultent. C'est ainsi qu'à Stormberg, à côté de 3,5 p. 100 d'hommes hors de combat, ils en ont 23,3 p. 100 de prisonniers. Chaque fois l'effet moral du feu rapide à petite distance a brisé les liens de la discipline parce que les troupes empilées se fondaient en une masse amorphe où l'action des officiers devenait impossible.

Pour que des officiers, même pleins d'énergie et sachant leur métier, puissent faire sentir leur action dans un combat de nuit, il faut que les éléments soient assez espacés pour ne pas se mélanger, tout en étant assez près pour ne pas se perdre. L'arme blanche joue un rôle prépondérant et quand un des partis l'emploie vigoureusement, rien ne l'arrête. C'est ainsi qu'à Slingersfontein Farm, une petite colonne anglaise, exécutant une marche de nuit, reçoit soudain, à quarante pas, un feu violent. Sans hésiter, son chef fait planter la baïonnette au bout du canon et fonce sur la direction d'où l'on tire. Les Boers s'enfuient sans attendre le choc. A Spion Kop, nous avons vu la même manière de faire avoir le même succès.

Les règles du combat de nuit sont connues depuis longtemps et l'armement actuel ne les a pas modifiées, donnant au contraire plus d'importance à ce mode d'action qui permet d'en négliger l'effet.

Il faut, avant tout, des troupes solides, une reconnaissance préliminaire détaillée et complète du chemin à suivre et de la position à enlever. On partira d'aussi près que possible, en portant en première ligne de petites fractions soutenues par des échelons en arrière de leurs flancs.

La prudence, enfin, recommande d'éviter une action générale

où de gros effectifs sont engagés. Le combat de nuit est surtout bon pour saisir un point d'appui dont l'enlèvement de jour coûterait trop cher.

Offensive. — L'offensive purement frontale, souvent employée par les Anglais, a toujours échoué, tandis que nous avons vu dans l'étude du combat d'Elandslaagte le bataillon des Devons progresser sans pertes exagérées sous un feu violent d'infanterie et d'artillerie ; mais c'est que cette fois une artillerie supérieure les soutenait et qu'au moment décisif une attaque enveloppante combinée à leur mouvement leur permit, en les dégageant, de prendre part à l'assaut final.

C'est dans ces conditions qu'il faut entendre « qu'une infanterie brave et énergiquement commandée peut marcher sous le feu contre une position défensive, et s'en emparer. » Car il est évident que, de deux adversaires égaux en nombre et en armement et agissant front contre front, un défenseur abrité aurait forcément le dessus. C'est cette vérité qui fait la base de la manœuvre possible aujourd'hui : consacrer au combat de front un minimum de forces suffisant soit pour contenir, soit pour fixer l'ennemi ; rompre l'équilibre sur un point par une action puissante d'artillerie, et lancer vers la brèche ainsi faite la masse économisée sur le combat de front.

Pour le succès de cette attaque, la préparation d'artillerie ne suffit pas ; il faut y joindre la supériorité du feu d'infanterie ; c'est ce qui fait que presque toujours l'attaque décisive se fera à une aile où l'assaillant, grâce à la forme enveloppante de son attaque, peut mettre plus de fusils en ligne.

Enfin, si l'on veut que l'artillerie puisse réellement préparer l'attaque, il faut que l'infanterie de l'assaillant progressant en ligne ténue et souple d'abri en abri, fasse craindre au défenseur une irruption qui le force à se lever pour tirer et à se mettre, par conséquent, en prise au feu des skrapnels au lieu de rester tranquillement à l'abri dans ses tranchées.

Les Anglais, au contraire, le plus souvent, se répartissaient également parallèlement au front de l'adversaire sans garder de réserve. Leur artillerie se livrait à une longue canonnade inutile contre un ennemi qui ne se montrait pas, puis l'infanterie mar-

chait à l'assaut qui n'avait pas été préparé, sans rien savoir de précis sur l'ennemi. Les Anglais ne pouvaient pas ne pas éprouver de cruels échecs, car ils ignoraient même jusqu'à L'IDÉE DE LA MANOEUVRE.

Nous avons dit, précédemment, que le manque de baïonnettes avait été l'expression matérielle de l'impossibilité où se trouvaient les Boers de passer à l'offensive, ce qui les a empêchés de profiter de leurs succès tactiques sur le champ de bataille.

La raison profonde en est à la nature de leur armée qui ne se compose que d'infanterie montée. Un cavalier, pied à terre, tire aussi bien qu'un fantassin ; il tiendra sur une position aussi longtemps et plus longtemps si son cheval, à l'abri près de lui, lui permet de se retirer au galop derrière le couvert suivant. Mais pour passer réellement à l'attaque, il faut déboucher de l'abri derrière lequel reste le cheval. Et les combattants à pied sentent instinctivement que, loin de leurs chevaux, ils ne sont plus que des fantassins quelconques. Ils sentent aussi que s'ils ne restent pas dans les environs de leurs montures, un hurra de l'ennemi peut les faire disparaître, et alors que deviendront-ils dans la suite ?

Je suis fermement convaincu que leurs propriétés d'infanterie montée qui rendent les Boers si aptes à l'offensive stratégique et aux opérations à grande envergure, fréquentes et faciles sur un aussi vaste théâtre de guerre, les rend peu aptes au combat à fond, même aujourd'hui où 18 mois de campagne les ont aguerris. Le même phénomène s'est produit du côté des Anglais quand leur infanterie montée est devenue plus nombreuse. Il ne faut pas croire que l'infanterie montée, précieuse pour la sûreté de 1re ligne, la surveillance de longues lignes d'étapes et la police d'un pays insurgé pourra jamais suppléer la cavalerie, arme de choc rapide et d'effet moral, et l'infanterie véritable, arme de l'offensive pied à pied et de l'occupation tenace du terrain conquis.

Ouverture du feu dans la défensive. — Le parti qui a adopté la défensive se trouve pris entre deux éventualités : ou tirer trop tôt et dénoncer ainsi sa présence ; ou tirer trop tard et ne pas utiliser complètement les propriétés de l'armement moderne, en laissant l'ennemi gagner sans pertes une large bande de terrain.

Si le défenseur découvre trop tôt son artillerie, il permettra à l'artillerie supérieure de l'ennemi de mettre ses batteries hors de service avant le moment décisif. S'il ouvre trop tôt le feu de son infanterie, il pourra arrêter l'assaillant à 900 ou 1000 mètres, mais alors il sera en prise au feu de l'artillerie ennemie qui pourra aider sa propre infanterie.

Par contre, s'il laisse arriver sans tirer l'infanterie adverse à 600 mètres ou moins, celle-ci une fois couchée ou abritée par le terrain se trouvera avec lui à deux de jeu, et l'immobilisera avec peu de monde, le tenant sous la menace d'un assaut, tandis que l'acte décisif peut se produire ailleurs.

C'est à la situation tactique à dire quel parti prendre. Il est certain que la perspective d'obtenir un effet de surprise autorise parfois à laisser venir l'ennemi très près, comme la brigade de la garde à Modder River ou l'artillerie du colonel Long à Colenso. C'est encore ainsi que, dans les combats en aval de Colenso, les brigades Hart et Lyttelton s'étant approchées à leur insu, le soir du 24 février, en formation dense d'une position ennemie, furent mises en désordre par un court feu rapide au point qu'elles s'enfuirent débandées et ne purent être ralliées que le lendemain matin.

Il sera encore très raisonnable de laisser approcher très près l'infanterie de l'assaillant quand on a en face de soi une artillerie supérieure, en l'état d'infliger au défenseur des pertes plus grandes que celles que lui-même causerait à l'infanterie assaillante. En n'ouvrant le feu que lorsque cette dernière arrive à 300 ou 400 mètres, on est sûr que l'artillerie aura été obligée d'allonger son tir et l'on n'aura plus grand'chose à en craindre.

CONCLUSION.

Le moment est venu de conclure.

La guerre du Sud de l'Afrique, au lieu d'être une guerre de masses, est une guerre de détachements, livrée sur un pays immense. Les fronts de combat y ont atteint des longueurs invraisemblables. La lutte s'est presque toujours, dans la partie de la guerre que nous venons d'étudier, transformée en combat parallèle, malgré le désir de l'assaillant de gagner le flanc du

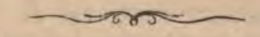
défenseur, et cela n'a pu se produire que par suite de l'inaptitude des deux partis à la manœuvre qui doit consister toujours à fixer l'ennemi avec un minimum de troupes pour lui porter, sur un seul point, un coup décisif avec le gros des forces.

En raison de l'étendue du théâtre de la guerre, les deux partis ont opéré au moyen de colonnes séparées par de grandes distances, et, dans les opérations que nous venons d'étudier, nous n'avons pas eu à montrer la nécessité de marcher au canon chaque fois qu'on n'est pas retenu par une mission impérieuse. Dans la plupart des guerres que nous aurons à faire, au contraire, les colonnes seront assez voisines pour se soutenir et ne devront jamais négliger ce devoir sacré.

Ne comprenons donc pas à rebours l'enseignement à tirer de cette guerre. Souvenons-nous que nous aurons très probablement à faire sur un théâtre restreint une guerre de masses, que le premier devoir est de marcher au canon et d'avoir envie de mordre sur l'ennemi.

La plus saine maxime de l'art de guerre sera toujours celle que professait Henri IV quand il écrivait : « Pends-toi, brave Crillon, on s'est battu sans toi » ; celle que professe pittoresquement aujourd'hui le général Cardot : avoir la ferme envie de « *taper dans le tas* ». Et je dirai encore avec lui pour conclure : si avec cela nous savons aussi « *taper ensemble dans le tas* », nous aurons fait tout ce qui dépendra de nous pour le salut de la Patrie.

A. NIESSEL.



CONDITION SOCIALE DE L'OFFICIER

EN FRANCE

EN ALLEMAGNE ET EN RUSSIE

On parle fréquemment de la situation de l'officier français, on discute son prestige; on cherche, eu égard au temps passé, à déterminer la place qu'il tient dans la société actuelle, à établir sa condition, accrue selon les uns, amoindrie selon d'autres.

Il sera facile, dans le cours de cette étude, de montrer que l'officier actuel jouit d'une situation matérielle et morale qui ne le cède en rien à celle de l'officier des temps passés, mais nous nous proposons de faire plus, et, poursuivant la comparaison, nous mettrons en regard de l'officier français l'officier allemand et l'officier russe. Connaissant les cadres des grandes armées européennes, nous serons plus à même d'apprécier exactement la valeur des nôtres.

Pour juger de l'influence d'un homme, pour connaître le rang qu'il occupe, il ne faut pas seulement considérer l'éclat de son nom, l'importance de sa fortune, l'étendue et la nature de ses relations, et les nombreux privilèges qu'il doit souvent au hasard de sa naissance, au travail de ses ancêtres et à un concours de circonstances extérieures, indépendantes de lui. Il faut aussi, il faut surtout peser son mérite personnel, apprécier ses qualités naturelles et acquises, ses aptitudes à remplir la mission qui lui incombe.

Mais, s'il importe que l'ouvrier ne soit point inférieur à la tâche, il faut aussi que la tâche fasse honneur à l'ouvrier. Plus le rôle de l'officier sera grand, plus sa condition sociale sera

relevée. Or ce sont les lois du recrutement et de l'avancement qui déterminent les garanties dont le choix des officiers doit être entouré, et c'est la nature même de la société, dont un corps choisi est du reste presque toujours l'image, qui contribue à élargir ou à restreindre le rôle de l'officier.

I.

En France, nous le savons, le recrutement des officiers s'opère d'après les règles les plus larges, les plus libérales. La carrière est grandement ouverte, les débuts sont facilités à tous ceux dont les moyens d'existence sont limités, et tous rencontrent au régiment la cordialité qui règne dans une famille dont les membres sont étroitement unis.

En est-il de même en Russie et en Allemagne ? A première vue, il semble que nous pourrions répondre affirmativement ; pour la Russie tout au moins, puisque le volontariat y est la principale pépinière des officiers.

Mais il ne suffit pas de dire aux jeunes gens laborieux et pauvres : « Entrez, la porte vous est ouverte. » Comment feront-ils les études nécessaires, si l'État ne pourvoit pas aux frais de leur instruction ? Comment vivront-ils au régiment pendant les premières années de service, si la solde est à peine suffisante pour couvrir les dépenses élémentaires, quand il leur faudra se mêler à des camarades qui presque tous sont riches et considèrent la visite de fin de mois à l'officier payeur comme une démarche oiseuse ? Et surtout quel accueil recevront-ils de tous ces fils de famille nobles, fiers du nom qu'ils portent ? Les malheureux parvenus resteront isolés, et, plutôt que de s'exposer à des procédés discourtois, ils s'abstiendront, et c'est ce qui arrive. Le corps des officiers russes est, comme la société même, aristocratique. La classe moyenne, qui du reste existe à peine en Russie, n'est pas plus représentée dans l'armée qu'elle ne l'est dans les autres fonctions publiques.

En Allemagne, l'esprit de caste ne règne pas aussi souverainement qu'en Russie, et le fossé est moins profond qui sépare les classes laborieuses de l'élite dirigeante.

Et pourtant, on peut dire que si les carrières libérales sont

ouvertes à la haute bourgeoisie, elles restent fermées au petit commerçant, et l'armée notamment surveille avec un soin jaloux le recrutement de ses cadres.

Un jeune homme subit ses examens devant les officiers du corps où il débute, où bien souvent il reviendra ses études terminées. A quoi lui sert d'avoir acquis les connaissances scientifiques et techniques nécessaires, s'il n'est point agréé, si sa position sociale, sa situation de fortune sont jugées trop modestes ? Et du reste, le jeune officier n'aurait-il pas à trouver grâce devant ses pairs, qu'il redouterait encore les longues années de gêne au début de la carrière. On dit, on répète que la solde d'un capitaine est plus forte en Allemagne qu'en France. C'est vrai, ou plutôt ce l'était jusqu'en ces derniers temps ; mais on oublie d'ajouter qu'un emploi de second ou de premier lieutenant est bien moins rétribué que celui de sous-lieutenant ou de lieutenant français. Or, des deux systèmes, de celui qui assure l'existence de l'officier dès le jour où il arrive au régiment, ou de l'autre qui, réservant les appointements élevés à l'officier qui sert depuis de nombreuses années, ne donne au débutant qu'un morceau de pain, quel est le meilleur ? Quel est celui qui permet à un peuple de faire appel à toutes les énergies d'où qu'elles viennent, de faire un choix plus éclairé parce qu'il porte sur la nation tout entière ? C'est le premier, et c'est le nôtre.

Peut-être pourrions-nous, dès maintenant, déclarer sans témérité aucune qu'une institution qui a ses racines au cœur de la nation même, porte des fruits qui valent ceux qu'on récolte en un terrain où ne sont point amalgamés tous les produits qui donnent sa force à la végétation. Mais nous voulons établir que le recrutement des officiers vaut en France ce qu'il vaut en Allemagne et en Russie, et montrer que les règles de l'avancement, chez nous, ne font pas à la faveur une place aussi large qu'elles la font chez nos voisins. Prouver que l'officier, à son entrée dans la carrière, présente de solides garanties de savoir, d'instruction et d'éducation, et que l'effort fait plus, au cours des années, que le nom et la fortune, n'est-ce pas nous convaincre que notre situation morale, indépendamment du rôle que nous avons à jouer, est aussi solidement établie qu'elle l'est dans les armées que nous considérons ?

L'officier, pour être à la hauteur de sa tâche, doit posséder les

connaissances générales qui sont le bagage obligé de tout homme qui embrasse une carrière libérale.

Il doit naturellement aussi ne rien ignorer de ce qui fait le fond du métier militaire lui-même. Enfin, il doit être homme de caractère, autrement dit, il doit avoir les qualités intellectuelles et morales qui font l'homme et sur lesquelles viennent se greffer les qualités particulières du métier. Or, des éléments de ce composé tripartite, le caractère échappe à tout classement, à toute comparaison. Il ne s'enseigne pas, ne se constate pas dans des examens. Tout ce qu'on peut dire, c'est que les jeunes gens qui ont pris de bonne heure l'habitude du travail, obligés qu'ils étaient de compter sur eux-mêmes, acquerront plus vite une volonté ferme et résolue, et cette remarque n'est pas faite pour nous inspirer un sentiment d'humilité vis-à-vis de nos émules.

Passons aux connaissances techniques. On s'accorde généralement à dire que l'officier, du moins dans les premières années de grade, a besoin de posséder les détails du métier bien plus que les grands principes stratégiques et tactiques. Un enseignement pratique s'impose donc, et les officiers débutants les plus aptes à remplir leurs fonctions sont ceux qui sont rompus aux minuties. Sous ce rapport, les Allemands et les Russes nous sont supérieurs, et ce qui, pour beaucoup, contribue à faire de leurs jeunes officiers des instructeurs doués d'un sens pratique qui manque souvent aux nôtres, du moins pour un temps, c'est que tous passent par le régiment avant de s'adonner aux études théoriques.

On fait grand bruit chez nous, depuis quelques années, autour d'une réforme qui consisterait à instituer, pour tous les officiers, l'unité d'origine, et cette première réforme ne serait que la préface d'une autre, de celle qui tient tant au cœur des fougueux admirateurs de l'Allemagne : envoyer à la caserne tous les candidats au grade d'officier, afin de leur donner la connaissance du soldat qui, souvent, leur fait défaut. Tout en observant que pour connaître l'homme, il suffit de bien se connaître soi-même, il est permis de se demander s'il est bien nécessaire de passer par la première réforme pour arriver à la seconde.

Autre chose est unifier l'origine des officiers, autre chose leur imposer l'obligation de porter le sac. Les Allemands ne l'ont pas cette unité d'origine, puisque leurs candidats sont ou bien des

engagés volontaires spéciaux (avantageurs), ou bien des élèves des écoles militaires de cadets. Nous savons bien que tous ces candidats, après une année passée au régiment, suivent les cours d'une même école qui porte le nom d'école de guerre. Mais il n'en reste pas moins que l'instruction générale des uns et des autres présente des inégalités, — et c'est par quoi les officiers se distinguent les uns des autres, bien plus sans doute que par le fait de sortir d'une école ou d'une autre, l'officier tirant sa valeur propre beaucoup plus de la façon qu'il a su donner à son esprit que de la forme qu'il a reçue d'une école militaire. Les Russes n'ont pas davantage l'unité d'origine, puisqu'à côté du volontariat ils ont le recrutement par les écoles, surtout pour l'artillerie et le génie. Et, pour revenir à nous-mêmes, comment l'opérerons-nous ce nivellement ? Par quelle organisation nouvelle remplacerons-nous une organisation déjà ancienne et qui a fait ses preuves ? N'importe-t-il pas d'étendre, d'élargir le recrutement (c'est chose faite chez nous), plutôt que de poursuivre une unité qui ne pourrait s'accomplir qu'aux dépens des connaissances générales des officiers ?

Ces connaissances générales, avons-nous dit, sont nécessaires à l'officier. Ce sont elles qui lui assurent l'ascendant sur ses hommes, en les pénétrant de cette idée que s'il n'est pas d'une autre nature qu'eux, il sait beaucoup de choses qu'ils ignorent. Or, si nous considérons le régime des écoles militaires allemandes, russes et françaises, nous voyons que d'un côté, en Allemagne et en Russie, on continue à y enseigner la langue et les mathématiques, et que de l'autre, en France, on s'en tient exclusivement aux choses du métier. Chez les Allemands et chez les Russes, on considère que l'entrée dans la vie militaire n'interrompt pas le cours des études, qui, du reste, pour beaucoup de jeunes gens, ne sont qu'entamées ; tandis que chez nous, on les veut terminées au moment des examens militaires. Mais nos voisins se sont aperçus depuis longtemps qu'ils avaient fait un calcul faux en escomptant, pour le développement de l'instruction, le séjour de l'école. Les connaissances générales s'y conservent peut-être, mais à coup sûr ne s'y développent que médiocrement. Il y a quelques années à peine, l'empereur, constatant que le niveau intellectuel des officiers tendait à s'abaisser, enjoignait aux commandants de corps d'armée de mettre en honneur le travail parmi les jeunes

officiers de leur région. Qu'est-il résulté de cette circulaire, et dans quelle mesure ont été suivis les conseils prodigués ? Nous l'ignorons, mais tout nous porte à croire qu'on n'opère point d'un trait de plume une révolution aussi considérable que celle-là. En dehors des officiers qui préparent les examens de l'Académie de guerre (notre École de guerre), examens comportant un programme de connaissances générales, bien rares sont ceux qui consacrent à l'étude une partie de leurs loisirs. Pourquoi chercheraient-ils à modifier, pour leur compte, un état de choses à peu près général ? Ils n'ont même pas l'appui de ce stimulant qui pousse chez nous les officiers dont l'instruction est moins étendue que celle de leurs camarades, à acquérir un savoir qui, de plus en plus complet, les identifie aux plus favorisés.

Mais ce n'est pas tout de bien recruter un corps d'officiers. Il faut encore, pour garder aux grades la considération dont ils doivent être revêtus, donner l'avancement aux plus dignes. Ici nous nous trouvons en présence de deux façons de faire bien distinctes. Les Russes et les Allemands pratiquent la sélection ; nous, nous sommes sous l'empire d'une loi qui combine, dans des proportions variables suivant les grades, le choix et l'ancienneté. Rationnellement, la sélection, c'est-à-dire le système qui consiste à n'éliminer que les incapables et les infirmes, l'égalité absolue présidant au sort de tous les autres, ce système, disons-nous, n'a rien que de très séduisant. Mais en réalité il y a loin de la loi ou plutôt de la règle à l'exécution. En fait, comme il n'y a pas en Allemagne (pour ne parler que de l'Allemagne) de loi sur l'avancement, mais seulement des usages traditionnels, la volonté de l'empereur est souveraine. C'est lui qui, à son gré, nomme les uns, « fend l'oreille » aux autres. La sélection n'est donc autre chose ici qu'un choix illimité. Évidemment ce procédé de la sélection est plus souple que notre loi sur l'avancement. Mais cette rigidité de notre loi est précisément une garantie pour tous, notamment pour les moins favorisés auxquels la loi accorde un minimum d'avantages qui ne peuvent leur être enlevés qu'au prix de formes compliquées. Leur sort ne dépend pas des appréciations de chefs qui ne sont pas toujours infaillibles. Pour tout dire d'un mot, la naissance, la fortune, les recommandations interviennent moins dans les désignations aux grades supérieurs en France qu'en Allemagne et

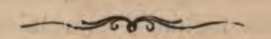
dire : « Je suis créé pour la guerre, mais je suis également utile pendant la paix », n'est-il pas socialement supérieur à celui qui se cantonne dans ses fonctions d'instructeur militaire ?

Tel est le rôle de l'officier ; telle est l'œuvre que l'armée doit accomplir. Nous savons qu'elle doit rester en dehors et au-dessus de nos querelles, protectrice de l'ordre chez nous, gardienne de notre sécurité vis-à-vis de l'étranger. Et cette tâche suffit à son activité, comme elle assure sa grandeur, en la mettant à l'abri des catastrophes où périssent les gouvernements les plus forts.

Terminons d'un mot cette étude comparative. Le piédestal sur lequel est placé l'officier français est peut-être moins élevé que celui qui sert d'appui à l'officier allemand et à l'officier russe ; mais il gagne en solidité ce qu'il perd en hauteur. Plus accessible aux jugements de l'opinion, l'officier français voit souvent passer au crible de la critique ses facultés, ses aptitudes, ses actes eux-mêmes. Cela lui permet au moins de se reformer et de progresser, s'il est vrai que la discussion soit une condition essentielle de progrès.

Et peut-être se fait-il qu'il doive un peu à un examen fréquent de lui-même, examen provoqué, facilité par les appréciations qu'il entend formuler, les qualités que nous avons notées au cours de ce travail et qui sont toutes françaises.

Lieutenant HAFFEMAYER.



LA

GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE[1]

(1740-1748).

CAMPAGNE DE 1741-1743.

OPÉRATIONS MILITAIRES DANS LA HAUTE-AUTRICHE ET EN BAVIÈRE.

I.

LA MISSION DE BELLE-ISLE ET LE TRAITÉ DE NYMPHENBURG.

Dès les premiers jours de son règne, Frédéric II, comme nous avons eu occasion de le dire il y a bientôt cinq ans, dans l'étude que nous avons consacrée aux premiers volumes de l'œuvre magistrale de la Section historique des Archives impériales et royales de la guerre qui a pour titre : *La Guerre de la Succession d'Autriche*, « *Frédéric II voulait la guerre parce qu'il lui fallait la Silésie* »[2]. Cette idée était si profondément arrêtée dans son esprit, qu'elle se manifestait déjà, et d'une manière frappante, dans l'Instruction secrète qu'il donna peu de temps après son avènement « au colonel de Camas allant à la cour de France en qualité d'envoyé extraordinaire »[3]. Cette dépêche peint si bien le

---

[1] Voir les livraisons de 1897, 1899 et 1900.

[2] Major Z. *La Guerre de la Succession d'Autriche.* Campagne de Silésie 1740-1741. Paris, Baudoin, 1897.

[3] *Correspondance politique*, n° 9. Instruction secrète pour le colonel de Camas, Ruppin, 11 juin 1740. Cf *Ibidem*, 10, Charlottemburg, 18 juin 1740, Instruction secrète pour le colonel comte Truchsess de Waldburg.

caractère du roi de Prusse, qu'on ne saurait faire autrement que d'en extraire les passages les plus saillants. Le prétexte du voyage de Camas est « de faire un compliment au roi comme allié du défunt mon père »; de l'assurer que Frédéric est très porté à lui témoigner les mêmes sentiments pourvu que ses véritables intérêts puissent s'y prêter. En réalité, il veut qu'on lui fasse de meilleures offres et c'est pour cela qu'il envoie Truchsess à Hanovre où il doit tenir en échec la politique du cardinal. Plus les Anglais renchériront et plus Camas devra « parler haut » sur l'affaire de la Grande Succession et faire accroire aux Français qu'il leur fait grande grâce « s'il se relâche en leur faveur sur le duché de Juliers et se contente de celui de Berghes ». Et il ajoute un peu plus loin : « L'augmentation qui se fera dans nos troupes, pendant votre séjour à Versailles, vous fournira l'occasion de parler de ma façon de penser vive et impétueuse. — Vous pouvez dire que naturellement j'aime la France, mais que si l'on me négligeait à présent, ce serait peut-être pour toujours et sans retour, mais qu'au contraire si l'on me gagnait je serais en état de rendre à la monarchie française des services plus importants que Gustave-Adolphe ne leur a jamais rendus ».

S'il n'hésite pas à prescrire à Camas de mettre le marché à la main au cardinal de Fleury, il a, en revanche, bien soin de lui indiquer les procédés dont il devra se servir pour arriver aux fins qu'il désire.

« Vous ferez mille amitiés et civilités au cardinal. Vous payerez paroles veloutées de paroles veloutées et les réalités d'autres réalités. Approfondissez les desseins du ministère. Je suis dans le sentiment que tous leurs projets sont tournés pour profiter de la mort de l'empereur. Tâchez de pressentir *si l'affaire de la Succession serait capable de leur faire entreprendre une guerre, ou si vous croyez qu'ils temporiseront*. Excitez, autant qu'il sera en vous, l'envie qu'ils ont contre l'Angleterre, approfondissez Maurepas et ceux que vous croyez qui pourront succéder au cardinal et faites ce qui sera en vous pour le savoir par cœur... »

Malgré le zèle et l'habileté de Camas, malgré tous les efforts et les cajoleries de Frédéric, la cour de France hésitait néanmoins à prendre ouvertement parti contre Marie-Thérèse. En janvier 1741, on en était encore à échanger, entre Versailles et

Berlin, des mémoires et des projets de traité[1]. On arrivait d'autant moins à s'entendre que le cabinet de Versailles persistait toujours encore dans son refus de déclarer officiellement la guerre à l'Autriche.

L'entrée des Prussiens en Silésie amena toutefois un revirement subit dans les idées en faveur jusque là à la cour de France. On en vint à penser qu'il serait sage de profiter de l'occasion pour augmenter et accroître la puissance du royaume. Les partisans de la paix se turent et s'effacèrent à mesure que Belle-Isle, le chef avéré du parti de la guerre, du parti hostile à l'Autriche, élevait la voix et insistait plus bruyamment sur le *Mémoire* qu'en novembre 1740 il avait rédigé à cet effet et remis au roi et à Fleury. Belle-Isle ne devait pas tarder à avoir gain de cause, puisque, dès le 12 décembre 1740, le cardinal annonçait au maréchal que le roi venait de le désigner pour le représenter à la diète d'élection et de lui subordonner les représentants accrédités par la France auprès des cours électorales.

Il convient toutefois de remarquer que Fleury se défiait, instinctivement peut-être, de Frédéric et qu'il ne voulait pas de la guerre, conséquence inévitable, à ses yeux, de l'élection de Bavière. Mais Belle-Isle ne se laissa pas intimider par les communications que le cardinal lui fit au cours du deuxième entretien qu'il lui accorda en décembre 1740. Il parvint si bien à le circonvenir, à le gagner à ses idées, que, sur la demande de Fleury, il rédigea un second Mémoire sur la situation politique de l'Europe, mémoire qu'il lui remit le 22 janvier 1741 et que le cardinal présenta au roi le 27.

Il fallait, d'après Belle-Isle, anéantir l'Autriche et faire de la France l'arbitre des destinées de l'Europe. L'opinion publique s'enthousiasma pour ce projet. Fleury eut beau insister sur la misère et la dépopulation de la France. Que pouvait-il contre

---

[1] Cf *Correspondance politique*, n° 64, au cardinal Fleury, Wesel, 9 septembre 1740 ; n° 65, Nouvelle instruction pour le colonel de Camas, Wesel, 9 septembre 1740 ; n° 102, au même, Ruppin, 14 octobre 1740 ; n° 113, Rheinsberg, 25 octobre 1740 ; n° 120, Berlin, 29 octobre 1740, Dépêche écrite aussitôt après la mort de l'empereur ; n° 151, Rheinsberg, 11 novembre 1740 ; n° 163, au conseiller baron Le Chambrier à Paris, Berlin, 19 novembre 1740 ; n° 181, au même, Berlin, 3 décembre 1740 ; n° 203, Berlin, 13 décembre 1740 ; n° 220, du quartier général d'Herrndorf, 23 décembre 1740, et n° 233, Herrndorf, 27 décembre 1740.

l'influence, alors toute puissante, de Mme de Nesle, contre les déclamations enflammées de l'entourage du roi?

Force fut donc à Fleury de changer de ton vis-à-vis de l'Autriche, de modifier son attitude, d'infirmer en somme les déclarations par lesquelles il avait, quelques mois auparavant, presque formellement promis à Wasner, le représentant de Marie-Thérèse à Paris, que la France garantirait à la fille de Charles VI l'intangibilité des États possédés par son père. Le cardinal se trouvait, disait-il, dans l'impossibilité de rien faire contre les prétentions élevées par les autres princes. L'Espagne avait déjà rompu les relations diplomatiques avec la cour de Vienne et sollicitait du cabinet de Versailles l'autorisation de faire passer sur le territoire français ses troupes en marche vers l'Italie.

Fleury hésitait cependant à prendre un parti définitif. Il subordonnait sa décision finale à la signature d'un traité que Frédéric paraissait maintenant moins pressé de conclure. Désireux d'être avant tout fixé sur les véritables intentions du roi de Prusse, il voulait le faire sonder par Belle-Isle, qui lui paraissait à tous égards plus en mesure d'exercer une certaine pression sur Frédéric que Valory, qui représentait la France à Berlin.

Ce n'était pas précisément là ce que voulait Belle-Isle. Au lieu de se rendre directement auprès du roi de Prusse, il croyait plus utile de voir d'abord les Électeurs de Mayence, de Trèves et de Cologne, de sonder la cour de Dresde et de n'arriver à Berlin que sûr des intentions des quatre Électeurs et plus complètement en mesure de déclarer au roi que la cour de France avait pris ses dispositions pour envoyer une armée en Allemagne.

Du reste, avant le départ du maréchal, en avait eu à discuter avec le prince von Grimberghen, ministre de Bavière à Paris, un certain nombre de questions relatives à l'appui que la France devait, aux termes des traités antérieurs, donner à la Bavière, et à examiner l'opportunité de l'établissement d'un plan général d'opérations.

Si Belle-Isle croyait pouvoir trancher lui-même quelques-unes des questions que le gouvernement français avait soulevées, il pensait d'autre part que certaines d'entre elles ne sauraient être utilement résolues que lorsqu'il connaîtrait les réponses que ne pouvaient manquer de lui faire les princes allemands au cours des entretiens qu'il allait avoir avec eux. En somme, afin d'abré-

ger la durée de la guerre qu'il fixait à un an dans le cas où l'on approuverait ses propositions, Belle-Isle était d'avis de mettre une forte armée française à la disposition de l'Électeur de Bavière. La seule nouvelle de la marche et de l'approche de cette armée, se portant par la Bohême sur Vienne, suffirait, croyait-il, pour obliger Marie-Thérèse à rester sur la défensive en Silésie et en Italie et pour la décider à opposer le gros de ses forces à cette armée qu'il importait de composer, par conséquent, de façon à s'assurer la certitude, presque absolue, d'imposer la paix à l'Autriche au lendemain d'une victoire décisive.

En opérant de la sorte, on devait, dans l'idée de Belle-Isle, placer le Bavarois sur le trône impérial, tenir les engagements pris avec le roi de Prusse et l'électeur palatin, procéder au partage de l'Italie et couper court aux prétentions que pourraient tenter de faire valoir les Prussiens aussi bien que les Bavarois. C'était là, et Belle-Isle ne se trompait pas sous ce rapport, le seul moyen d'empêcher Frédéric de lier partie pour son propre compte, de s'agrandir aux dépens et à l'insu de la France, et de traiter séparément avec la reine de Hongrie au moment qui lui paraîtrait le plus conforme à ses intérêts. Mais tout le succès de l'entreprise dépendait exclusivement et uniquement de l'envoi presque immédiat, en Allemagne, d'une armée qui, d'après les calculs de Belle-Isle, devait présenter un effectif total qui ne pouvait être inférieur à 35,000 hommes : 43 bataillons (26,000 hommes), 62 escadrons (9,300 hommes) et 10 compagnies franches, auxquels viendraient s'ajouter 25,000 hommes rassemblés par l'Électeur.

Belle-Isle avait de plus prévu le cas, probable d'après les rapports de Valory, où le roi de Prusse se refuserait à attendre le résultat du vote de la Diète pour commencer les hostilités. Il reconnaissait la nécessité pour la France de soutenir alors l'Électeur, de faciliter l'œuvre de Frédéric par une diversion qui devrait se produire au plus tard en mai, et conseillait, en conséquence, de mettre immédiatement en marche les troupes destinées à passer le Rhin, de procéder comme on l'avait fait en 1734, et d'avoir recours à l'appel de la réserve.

Il nous semble, d'ailleurs, inutile d'insister davantage sur les idées exposées et préconisées par Belle-Isle et nous nous bornerons à constater qu'on accepta les propositions du maréchal et

qu'on donna à Amelot l'ordre de préparer un Mémoire qui, ne contenant pas moins de 31 points, fut remis le 14 mars 1741 à la légation bavaroise.

Quelques jours auparavant, Belle-Isle était d'ailleurs parti pour l'Allemagne en emportant 8 millions de livres. Il allait être suivi de près par le comte de Montijo, auquel la cour d'Espagne donnait l'ordre de seconder les efforts et les démarches du maréchal.

La nouvelle du départ de Belle-Isle, jointe à une dépêche de Fleury qui ressemblait fort à une fin de non recevoir opposée aux demandes de l'Autriche, consterna les hommes d'État autrichiens et augmenta les embarras de Marie-Thérèse. Avec une sagacité rare chez une souveraine aussi jeune, la reine de Hongrie affecta une sécurité qu'elle n'avait pas. Écrivant à Louis XV pour protester contre les prétentions de Frédéric sur la Silésie, elle n'hésita pas à déclarer au roi de France qu'elle continuait à « compter sur son appui ». Ce fut encore pour afficher une confiance qu'elle avait perdue, qu'elle écrivait, le 21 avril, à Fleury pour lui dire : « Puisque vous m'affirmez que le roi ne se décidera à la guerre que s'il y est forcé, je n'ai plus l'ombre d'un doute que, comme je le désire de tout mon cœur, la paix sera éternelle... [1] » A ce moment, Marie-Thérèse, ne comptant plus sur l'appui matériel de la France, n'avait plus qu'un but, qu'un espoir qu'elle poursuivait avec une merveilleuse habileté : empêcher le cabinet de Versailles de conclure une alliance avec la Prusse.

Pour se rendre à Francfort, Belle-Isle avait fait choix de la route qui l'obligeait, pour ainsi dire, à passer par les trois électorats de la rive gauche du Rhin. Le 16 mars 1741, il arrivait à Coblenz chez l'Électeur de Trèves, le comte François-Georges Schönborn, qui, devant beaucoup à l'Autriche, aurait assurément voté dans le sens désiré par Marie-Thérèse, s'il n'avait redouté les représailles que la France pouvait exercer sur ses États. Malgré tous les efforts du maréchal, il ne put cependant parvenir à lui arracher la promesse de donner sa voix au candidat de la France et de la Prusse.

---

[1] *Haus, Hof und Staats-Archiv.* Marie-Thérèse au cardinal Fleury, 21 avril 1741.

Belle-Isle devait être plus heureux à la cour de Berlin où de Sade avait préparé le terrain. Le 20 mars, il était à Cologne et obtenait sans peine de l'Électeur, le faible Clément-Auguste, l'engagement formel de voter en faveur de son frère Charles-Albert.

L'échec éprouvé à Coblenz était compensé par le succès remporté à Cologne, mais il restait à Belle-Isle à remplir la partie la plus essentielle, la plus délicate de sa tâche. Il fallait gagner à la cause du candidat patronné par la France l'Électeur de Mayence, dont le concours était d'autant plus précieux que l'archevêque était à la fois le chancelier du Saint-Empire et le doyen de la Diète électorale. Mais la partie était d'autant plus difficile à jouer que le comte Colloredo avait activement battu en brèche les projets de la France et s'y était ménagé un appui puissant dans la personne du comte Eltz. Si Belle-Isle ne parvint pas à triompher des hésitations de l'Électeur, il avait réussi toutefois, lorsqu'il quitta Mayence, à diminuer sensiblement les chances qu'avait eues jusque-là le grand-duc de Toscane.

Après avoir eu soin de s'entretenir et de s'entendre à Francfort avec Montijo, qui venait de lancer le Mémoire par lequel l'Espagne protestait contre la prise de possession des États héréditaires autrichiens par Marie-Thérèse, après avoir décidé l'ambassadeur d'Espagne à se rendre à Munich, Belle-Isle avait quitté Francfort le 10 avril et pris le chemin de Dresde.

Quatre jours après, à Leipzig, il recevait à la fois la nouvelle de la victoire de Mollwitz et des modifications que Frédéric se proposait d'apporter au projet de traité d'alliance entre la France et la Prusse, et, vingt-quatre heures plus tard, il rejoignait Frédéric-Auguste à Dresde.

L'Électeur de Saxe, travaillé par l'Angleterre, dont la politique avait été si nuisible aux intérêts de Marie-Thérèse, si utile à ceux de Frédéric, était plus hésitant que jamais. Il venait, il est vrai, d'expédier à Vienne, le 12 avril, le comte Wratislaw chargé par lui de présenter à Marie-Thérèse un traité d'alliance que la reine signa le 24. Mais le traité resta lettre morte, parce que dans l'intervalle l'Électeur avait encore une fois changé d'idée, tant à cause de l'effet produit sur son esprit par le résultat de la journée de Mollwitz et par les déclarations de Belle-

Isle, qu'en raison de la résistance que la cour de Vienne mettait à consentir aux exigences du cabinet de Dresde.

Rien n'était encore décidé cependant, et ce ne fut guère que lors de son retour en mai, lors des conférences qu'il eut à Hubertsburg avec l'Électeur, avec le comte Brühl et le Père Guarini que Belle-Isle réussit à décider Auguste III à se déclarer disposé à entrer dans l'alliance qui allait se conclure avec la France, la Prusse et la Bavière.

N'ayant pour le moment plus rien à faire à Hubertsburg, Belle-Isle partit pour Munich. L'accord avec la Bavière était déjà si avancé qu'il ne restait plus en réalité qu'à en fixer les détails et à s'entendre sur la date de sa mise en vigueur, sur le caractère de l'alliance et la conduite des opérations militaires. Mais, d'autre part, il y avait d'autant plus urgence à en finir définitivement, il importait d'autant plus de presser la signature de ce traité que l'on avait de réels et sérieux motifs de supposer que Frédéric pourrait bien caresser le projet de s'entendre directement et pour son propre compte avec Marie-Thérèse. Belle-Isle avait mieux que personne reconnu la gravité de la situation[1].

Arrivé à Nymphemburg le 18 mai, il avait presque aussitôt écrit à Valory (21 mai) pour l'inviter à presser la signature du traité

---

[1] Les appréhensions de Belle-Isle étaient d'autant plus fondées que déjà un mois auparavant, quatre jours avant et deux jours après la victoire de Mollwitz, Frédéric avait à deux reprises, de Friedland, le 6 avril (*Correspondance politique*, n° 331) et d'Ohlau, le 12 (*Ibidem*, n° 334), recommandé à Podewils « de trainer sans affectation la négociation avec la France et la Bavière en cajolant plus que jamais le de Valory ». Cf sur le même sujet à Podewils *Ibidem*, n° 349, Ohlau, 16 avril; n° 354, 19 avril; n° 356, 20 avril; n° 358, à Podewils, camp de Mollwitz, 24 avril. « De la façon, disent les Nouvelles, que s'est conduit le maréchal de Belle-Isle à Cologne, Mayence et Trèves, je le crois impérieux et absolu dans ses sentiments. Il voudra à toute force conclure et moi je voudrais attendre l'arrivée du charlatan anglais pour me déterminer, mais en tout cas il faut voir comment en flattant M. de Belle-Isle au suprême degré et lui faisant entrevoir toute l'envie du monde de conclure, on pourra différer cet acte jusqu'au moment qu'on ait arrangé ses flûtes avec les Anglais ».

Cf 365, au conseiller baron Le Chambrier, Breslau, 6 mai 1741. Frédéric insiste sur les rassemblements de troupes russes en Livonie, des Saxons, des Hanovriens, des Danois et des Hessois à la solde de la Grande-Bretagne pour le charger d'expliquer au cardinal que « la signature de son traité avec la France n'aurait fait que hâter l'exécution du susdit concert qui reste suspendu en quelque façon, tant qu'on a l'espérance de le réduire à un accommodement, mais qu'on précipiterait dès qu'on le croirait lié avec la France ».

avec la Prusse, et il annonçait à Frédéric, que le lendemain même, l'Électeur de Bavière signerait, comme il le fit, un traité d'alliance qui fut ratifié le 3 juin [1].

Pour des raisons qu'il est facile de comprendre on avait décidé de tenir secrète la signature de ce traité ignoré de tous, en dehors de Belle-Isle, de Törring et de Montijo, et connu seulement de Louis XV, de Fleury et de l'Électeur de Bavière. Malgré cela, Wasner, qui représentait l'Autriche à Paris, annonçait, dès le 12 juin, à sa cour qu'un des membres de la légation de Sardaigne lui avait fait part de la conclusion de l'alliance franco-hispano-bavaroise. Enfin au mois d'août, au moment, il est vrai, où les hostilités avaient déjà commencé entre l'Autriche et la Bavière, au moment où les troupes françaises étaient sur le point de passer le Rhin, on répandit en Allemagne un certain nombre d'exemplaires de ce traité imprimés en Hollande.

Il va de soi qu'on donna ordre au marquis de Fénelon, qui représentait la France dans les Pays-Bas, de protester contre la publication de ce document qu'on déclarait apocryphe et d'exiger la saisie des exemplaires imprimés. Belle-Isle n'hésita pas à affirmer qu'il n'avait jamais rien signé, et Podewils, écrivant au ministre de Prusse à Saint-Pétersbourg, Mardefeld, ne manqua de lui prescrire « d'assurer la cour de Russie que le soi-disant traité était l'œuvre de faussaires. »

Le traité de Nymphemburg n'en était pas moins bel et bien signé, si bien signé que, huit jours plus tard, le roi de Prusse, qui avait attendu, lui aussi, la conclusion de l'entente entre la Bavière et la France, se liait de son côté avec Louis XV [2] et que le 6 juin, écrivant à Valory, il lui rappelait que « l'un des premiers articles de l'alliance est que le roi de France mettra incessamment l'Électeur de Bavière en état d'agir, qu'il agira

---

[1] Aux termes du 5e des articles séparés et sur la demande du comte de Montijo, l'Espagne fut comprise dans le traité de Nymphemburg et s'engagea à faire une diversion en Italie. Du reste, grâce à l'intervention de Belle-Isle, Montijo signa six jours plus tard, également à Nymphemburg, un traité séparé d'alliance entre l'Espagne et la Bavière, traité dont l'exécution fut garantie un mois plus tard par la France.

Montijo quitta Munich le 29 mai pour se rendre non pas à Dresde, comme Belle-Isle le lui avait conseillé, mais en Silésie auprès de Frédéric.

[2] *Correspondance politique*, n° 382. Au cardinal de Fleury, camp de Grottkau, 30 mai 1741.

lui-même, et que, par des puissantes diversions, il débarrassera Frédéric d'une partie de ses ennemis[1] ».

II.

NÉGOCIATIONS MILITAIRES ENTRE LA FRANCE ET LA BAVIÈRE.

Aussitôt après le départ de Montijo de Munich, on s'y occupa sans plus tarder de la réponse à faire au Mémoire, et pendant que Mortaigne procédait à des reconnaissances préparatoires, Belle-Isle y discutait avec l'Électeur et le feld-maréchal Törring la composition du corps que la France aurait à fournir. Ce corps, dont on fixait l'effectif à 50 bataillons d'infanterie, 1 bataillon d'artillerie, 70 escadrons de cavalerie ou de dragons et 10 compagnies franches, devait passer le Rhin sur trois colonnes et se diriger sur Neumarkt et Amberg pour y opérer sa jonction avec les troupes de l'Électeur. En présence de l'insuffisance de l'artillerie bavaroise qui manquait du matériel nécessaire pour assurer le service éventuel du siège de Prague, on demandait en outre à la France de doter le corps qui passerait le Rhin de 25 à 30 pièces de gros calibre et de 4 à 6 mortiers de 12 pouces. Enfin comme l'Électeur comptait avoir 20,000 hommes prêts à entrer en campagne le 1er août, comme on supputait qu'à partir du moment où il aurait passé le Rhin il faudrait trente jours au corps français pour opérer sa jonction avec les Bavarois à Amberg, on demandait à Louis XV de mettre ce corps en mouvement dans le plus bref délai possible.

Belle-Isle ne se borna pas, du reste, à discuter et à fixer dans ces conférences la seule question de la composition de l'armée française. Afin de pouvoir se rendre plus exactement compte des mesures et des dispositions qu'il convenait de proposer et d'adopter, il examina avec l'Électeur un plan d'opérations, qui ne pouvait d'ailleurs prendre une forme définitive que du jour où l'on aurait eu officiellement connaissance des résolutions de la Prusse et de la Saxe, mais que, en attendant, le maréchal exposa à Amelot dans sa dépêche du 8 juin 1741.

---

[1] *Correspondance politique*, n° 396. Au marquis de Valory, camp de Grottkau, 6 juin 1741.

Reconnaissant l'impossibilité de rien entreprendre avant la fin de septembre, Belle-Isle admettait qu'avant l'entrée de l'hiver les Franco-Bavarois parviendraient à se rendre maîtres de la Haute-Autriche jusqu'à l'Enns, c'est-à-dire de territoires trop peu étendus pour permettre d'y faire prendre des quartiers d'hiver à l'armée. Il lui semblait par suite politiquement et militairement nécessaire de conquérir la Bohême, militairement parce qu'après avoir franchi les montagnes on se trouvait dans un pays riche et bien cultivé, politiquement parce qu'il y avait pour l'Électeur grand intérêt à se faire couronner roi de Bohême dans la capitale même de ce royaume. La marche sur Prague était naturellement subordonnée par Belle-Isle à l'attitude que prendraient Frédéric et Auguste III. Le projet de plan de campagne de Belle-Isle est d'ailleurs trop connu pour qu'il soit nécessaire de l'exposer ici à nouveau et de suivre les officiers de la Section historique du *Kriegs-Archiv* dans l'étude détaillée qu'ils lui ont consacrée.

Quant aux craintes que Belle-Isle avait conçues au sujet de l'attitude de la Prusse, elles n'allaient pas tarder à se dissiper. Le maréchal n'avait pas encore expédié ses dépêches à Amelot lorsqu'il reçut, à sa grande surprise et à sa non moins grande joie, la nouvelle de la résolution prise par Frédéric de s'allier avec la France. C'était pour le maréchal l'occasion attendue par lui pour demander au cardinal de presser la mise en route du corps français et de mettre à exécution les projets qu'il lui avait soumis, qu'il lui avait exposés avant son départ et dont la réalisation paraissait maintenant d'autant plus aisée, d'autant plus certaine que l'on était déjà sûr du concours de l'Espagne, que l'on avait bon espoir d'amener la Suède à déclarer la guerre à la Russie, et que malgré les hésitations du roi de Pologne, l'entrée de la Saxe dans la coalition paraissait de plus en plus probable.

III.

LES PLANS D'OPÉRATIONS DES ADVERSAIRES DE MARIE-THÉRÈSE. — L'OCCUPATION DE PASSAU. — LE DÉPLOIEMENT DE L'ARMÉE FRANCO-BAVAROISE.

Si la conclusion du traité d'alliance avec la Prusse avait rempli de joie le maréchal de Belle-Isle, il ne devait pas tarder à s'aper-

cevoir qu'il y avait loin de la coupe aux lèvres, puisqu'il allait presque aussitôt se voir contraint à renoncer à être, comme il l'avait espéré, l'âme et la tête de la coalition.

L'entente était à peine conclue que Frédéric changeant de ton réclamait, dès le 6 juin, l'exécution immédiate des promesses qu'on lui avait faites et insistait tout particulièrement sur l'entrée en ligne et l'intervention des Suédois en Courlande et en Finlande[1].

Afin de rassurer et de calmer le roi de Prusse, Belle-Isle chargea Valory (dépêche datée de Sommershausen, le 8 juin, *Affaires étrangères*, Volume Berlin, 1741) d'informer Frédéric des dispositions prises par Charles-Albert. 16,000 hommes et 4,000 chevaux devaient être prêts à marcher en juillet. Il allait de plus lever en Bavière 8,000 hommes et un millier de cavaliers, et il disposait, en outre de 18,000 miliciens et de 6,000 chasseurs. Quant au corps auxiliaire français, ce n'était pas dans trois, mais dans un mois, qu'il passerait le Rhin, tandis que dès la fin de juin l'Électeur de Bavière, qui faisait fortifier Schärding, aurait de 10 à 12,000 hommes sur les confins de la Haute-Autriche. Après avoir insisté sur la nécessité pour la Prusse de donner certaines garanties à la Bavière, toute disposée, d'ailleurs, à adhérer au traité du 5 juin, Belle-Isle recommandait encore à Valory d'avoir soin d'informer le roi des bonnes dispositions de l'Électeur de Saxe qui venait de se refuser à fournir à Marie-Thérèse le contingent de 6,000 hommes qu'elle lui réclamait aux termes des traités. Auguste III paraissait prêt à donner son concours pour peu qu'on consentît à lui promettre la Moravie et une partie de la Silésie[2].

---

[1] *Correspondance politique*, nos 396 et 397. Au marquis de Valory et au maréchal de Belle-Isle, camp de Grottkau, 6 juin 1741.

[2] Il sera peut-être utile et intéressant de rapprocher ce passage de la dépêche de Belle-Isle à Valory des phrases suivantes que Frédéric II consacre, dans l'*Histoire de mon Temps* (chap. III), à la visite que Belle-Isle lui rendit au camp de Mollwitz. « Le maréchal, écrit Frédéric, vint dans le camp du roi lui proposer de la part de son maître un traité d'alliance (avril 1741)..... Ce traité, tout avantageux qu'il paraissait, ne fut pas signé. Le roi ne voulait rien précipiter dans des démarches d'aussi grande conséquence et il se réservait ce parti comme une dernière ressource. Le maréchal de Belle-Isle se livrait souvent trop à son imagination. On aurait cru, à l'entendre, que toutes les provinces de la reine de Hongrie étaient à l'encan. Un jour qu'il se trouvait auprès du roi, ayant un air plus occupé et plus rêveur que d'ordinaire, ce prince lui demanda s'il avait reçu quelque nouvelle désagréable ? « Aucune »,

Il est juste de reconnaître, toutefois, que les choses étaient en réalité bien moins avancées du côté de la Saxe que Belle-Isle ne le prétendait pour les besoins de sa cause, puisque, trois semaines plus tard, — une de ses dépêches à Valory en fait foi, — il n'y avait encore rien de fait, et le maréchal en était encore à concevoir l'espoir de réussir dans les négociations qu'il continuait à poursuivre avec le comte de Brühl et la cour de Dresde.

Belle-Isle ne négligeait d'ailleurs rien de ce qui lui paraissait de nature à calmer et à faire patienter Frédéric II. C'est ainsi que, le 18 juin, il écrit de Francfort à Valory avec ordre de l'annoncer au roi, que la mobilisation marche lestement en France, que les trois quarts des régiments français sont déjà sur le pied de guerre et que les officiers sont pleins d'ardeur et d'enthousiasme. Le 26, il lui fait savoir que le roi de France tient scrupuleusement ses engagements, puisqu'il disposera en tout de 200,000 hommes et de 28,000 chevaux, qu'un corps sera dirigé sur les Alpes, un autre sur les Flandres, que 30,000 hommes seront portés sur la Haute-Moselle pour empêcher les Hanovriens et les Hessois de menacer les troupes prussiennes et que tout le reste est destiné à entrer en Allemagne, enfin qu'on réunit à Brest une escadre qui fera voile pour la Baltique, si les Anglais font mine d'y envoyer des vaisseaux, et que tout sera d'ailleurs prêt à partir dès le 18 août. A cette époque, l'Électeur de Bavière, grâce aux subsides fournis par la France, pourra, comme le maréchal l'a déjà dit, sans parler des milices et des chasseurs, mettre en ligne 16,000 hommes et 4,000 chevaux. On compte, en outre, sur 7,000 à 8,000 hommes que donnera le palatin et sur un contingent de 10,000 à 12,000 hommes qu'on espère obtenir de l'Électeur de Cologne. Quant à la Saxe, en admettant qu'elle ne se décide pas à entrer dans l'alliance, sa neutralité bienveillante est à coup sûr certaine.

Afin de donner à Frédéric des preuves encore plus palpables de son zèle, Belle-Isle ne cessait de presser Törring, de l'inciter à accélérer les préparatifs de la Bavière et l'envoi de 10 à

---

répondit le maréchal, « mais ce qui m'embarrasse, Sire, c'est que je ne sais ce « que nous ferons de cette Moravie ». Le roi lui proposa de la donner à la Saxe pour attirer par cet appât le roi de Pologne dans la grande alliance. Le maréchal trouva l'idée admirable et l'exécuta dans la suite. »

12,000 Bavarois à Schärding. Malgré les réponses affirmatives de Törring annonçant la mise en route de troupes allant à Schärding et l'arrivée de l'artillerie bavaroise à Ingolstadt, il n'en était pas moins certain que l'armée bavaroise serait loin d'être prête à la date que Belle-Isle avait cru pouvoir fixer au roi de Prusse.

Pendant que le maréchal s'efforçait de convaincre ce dernier de la loyauté et de l'empressement de sa cour à tenir ses engagements, pendant qu'il multipliait ses instances du côté de l'Électeur, la résolution des États de Suède qui avaient décidé de subordonner leur action à la conclusion d'un traité avec la Prusse, cette résolution « si différente, écrivait Frédéric, à ce que je devais m'attendre » allait donner au roi un prétexte pour le prendre de haut avec Valory.

Bien que, le 8 juin, il eut formellement déclaré à Podewils qu'il le laissait libre de négocier comme il le voulait avec le Hanovre, bien qu'il lui eut recommandé d'amuser la Saxe, le Hanovre et l'Angleterre, et surtout qu'il voulait signer dans trois jours au plus tard avec la France [1], dix jours plus tard il écrivait à Valory : « M. de Belle-Isle ne saurait disconvenir de m'avoir promis que la Suède agirait en Finlande dès que j'aurai signé le traité ; à présent que je suis sur le point de le faire, la Suède me manque. Je vous déclare donc ici d'avance que *tout votre traité est nul*, si la Suède n'agit par la France et si l'Électeur de Bavière n'agit et si Belle-Isle n'entre en Allemagne pour agir encore cet automne en Bohême et Autriche. *Ne croyez pas que je sois allié du roi votre maître à d'autres conditions et ne comptez pas plus sur moi que vous ne remplissiez vos engagements, comme je suis résolu de remplir religieusement les miens.* Mandez ceci au cardinal et à M. de Belle-Isle ; car SI L'ON S'IMAGINE EN FRANCE DE M'ABUSER, ON SE TROMPE [2] ».

Il faut croire cependant que les communications de Belle-Isle n'avaient pas été tout à fait inutiles, ou plutôt que l'habile homme qu'était le roi de Prusse trouva quelque inconvénient à tenir un langage aussi rude et aussi impératif au maréchal. En tout cas, il s'était considérablement adouci et calmé, lorsque

---

[1] *Correspondance politique*, n° 400. A Podewils.
[2] *Ibidem*, n° 409. Au marquis de Valory, camp de Strehlen, 18 juin 1741.

trois jours plus tard il se bornait à exprimer au maréchal le désir qu'il avait de voir « la Bavière commencer le branle » et la Suède « se mettre bientôt en état d'agir ». « Vous savez, ajoutait-il, que ce sont les points sur lesquels roule notre alliance et que vous en êtes le garant[1]. »

Quant aux lettres qu'il adresse à peu près à la même époque, l'une à l'Électeur de Bavière, l'autre à Fleury, elles sont, la première pleine de protestations d'amitié, la seconde remplie d'éloges et de flatteries pour le cardinal auquel il ne peut toutefois s'empêcher de dire que « il y a des moments dans la politique qui, s'ils nous échappent, ne se retrouvent jamais....., que les délais et les lenteurs ne sont pas de saison dans ces occasions et que la façon prompte de remplir ses engagements en rehausse infiniment le prix[2]. Je serai inviolable dans mes engagements, ajoute-t-il, tant que vous remplirez les vôtres. »

Frédéric II avait le sens pratique trop développé pour s'en tenir à de simples manifestations. Quelques jours plus tard, sous prétexte d'envoyer à l'Électeur « quelques réflexions sur la situation présente » de la Bavière, il lui exposait les raisons qui devaient à son avis engager Charles-Albert à agir le plus tôt possible en Autriche. Il lui conseillait, d'accord sur le premier point avec Belle-Isle, de profiter de ce que l'alliance avec la Prusse le débarrassait d'une grande partie des forces autrichiennes pour prendre Passau et Linz. Il l'invitait à côtoyer le Danube, à marcher droit sur Vienne « afin de couper la racine à l'arbre autrichien dont la chute doit par conséquent s'en suivre » et de séparer la Bohême de l'Autriche « ce qui leur ôte leur dernière ressource ». Il s'efforce de lui démontrer qu'il y a tout intérêt, tout avantage pour lui « d'entamer cette grande et glorieuse entre-

---

[1] *Correspondance politique*, n° 410. Au maréchal de Belle-Isle, camp de Strehlen, 21 juin 1741.

[2] *Correspondance politique*, n° 412. Au cardinal de Fleury, camp de Strehlen, 24 juin 1741. Il est vrai que le même jour il donna audience à Valory : « Le roi de Prusse m'appela, dit-il dans son rapport de Breslau (1er juillet), et je le suivis dans la tente où il couche. Il commença par me dire avec assez de véhémence qu'il avait différé de prendre des engagements avec le roi pour en être d'autant plus religieux observateur ; mais qu'il m'avertissait que si..... les troupes françaises ne fussent pas, dans le mois prochain, en état d'entrer en Allemagne et le suivant dans le cœur du pays, on ne devait pas plus compter sur lui que sur les feuilles de novembre.... »

prise le plus tôt possible ». Car, si l'Électeur diffère les opérations, les Autrichiens « détacheront un corps puissant vers les frontières, ce qui rendrait la guerre plus difficile, le succès plus incertain et pourrait même changer le théâtre de la guerre qui, au lieu de devoir être en Autriche, pourrait se transporter malheureusement en Bavière ». En terminant, Frédéric, qui tient en tout cas à s'assurer des gages pour l'avenir, proposait à l'Électeur de faire alliance avec lui et de « se garantir réciproquement ses conquêtes avec une clause de ne jamais faire, arrive ce qui pourra, de paix séparée[1] ».

La réponse de Charles-Albert n'était guère de nature à satisfaire Frédéric. La saison paraissait trop avancée à l'Électeur pour pouvoir risquer la marche sur Vienne. D'accord avec Belle-Isle, il lui mandait que, dès que les troupes françaises auraient passé le Rhin, il s'emparerait de Passau ; qu'il rassemblait à cet effet une dizaine de mille hommes. Mais, au lieu de se rendre au désir, de suivre les conseils du roi, ce serait sur la Bohême et sur Prague que l'armée dirigerait sa marche, coupant ainsi ce pays des autres États héréditaires de l'Autriche. Ce serait également en Bohême que les Français et les Bavarois prendraient leurs quartiers d'hiver, à la condition toutefois que le roi poursuivrait Neipperg, dès qu'il ferait mine de quitter la Silésie pour se diriger vers la Bohême et que le corps du prince d'Anhalt-Dessau se chargerait de surveiller les Saxons. Pour le reste, l'Électeur n'attendait « que de connaître les vues du roi pour signer un traité d'alliance avec lui ».

En France, malgré les affirmations données par Belle-Isle à Frédéric, les préparatifs se faisaient avec une telle lenteur qu'on ne songeait plus guère à Paris qu'à prendre des quartiers d'hiver en Bohême et dans la Haute-Autriche et que, tout en approuvant les plans du maréchal, Amelot avait dû lui faire connaître qu'on ne pourrait les mettre à exécution au cours de cette campagne. Aussi, pendant qu'on envoyait à la Bavière les subsides qu'on lui avait promis, Belle-Isle consterné était accouru en toute hâte à Versailles.

---

[1] *Correspondance politique*, n° 414. A l'Électeur de Bavière, camp de Strehlen, 30 juin 1741. Le texte donné par l'*Histoire de mon Temps*, chap. V, a été modifiée par Frédéric pour les besoins de sa cause.

Prévenu aussitôt du départ de Belle-Isle, Frédéric en profita pour réclamer de sa cour l'exécution des engagements pris vis-à-vis de lui et faire valoir à nouveau les avantages certains d'une action énergique et immédiate. Son armée s'élevait à 47,000 hommes, celle des Autrichiens au plus à 30,000. Il n'y avait devant la Bavière que 2 régiments de cavalerie. Examinant les trois hypothèses qui pouvaient être la conséquence de l'ouverture des hostilités pour les Bavarois, Frédéric exposait au maréchal ce qu'il comptait faire dans chacun de ces cas.

Si les Autrichiens détachent une partie de leurs troupes vers l'Autriche, il passera la Neisse, s'établira entre eux et leurs magasins, les obligera alors à venir à lui ou à quitter leur camp et les battra.

S'ils abandonnent entièrement la Silésie, il assiégera d'abord Neisse, puis Glatz et assurera ainsi la communication par la Bohême.

S'ils viennent à lui, « il en fera marché, et alors l'Électeur de Bavière pourra aller sans opposition jusqu'à Vienne ». Dans ce dernier cas, il conseille à Belle-Isle de se tourner vers la Bohême pour s'opposer à la marche certaine des Hanovriens. L'entrée des Français en Bohême couvrirait la droite de l'Électeur de Bavière qui, n'ayant rien devant lui, n'aura pas besoin de secours, déterminerait la Saxe à entrer dans l'alliance et permettrait de menacer les États de Hanovre de trois côtés, de façon à pouvoir les accabler au premier coup de sifflet ». Frédéric conseillait de plus à Belle-Isle d'intimider les petits princes d'Allemagne aussitôt après le passage du Rhin, afin de les empêcher de s'unir aux Hanovriens[1].

Si Frédéric continua, pendant le séjour de Belle-Isle à Versailles, à correspondre activement avec lui et avec le cardinal, on ne peut s'empêcher de reconnaître que ses dépêches devinrent de plus en plus raides et presque comminatoires. Belle-Isle l'ayant pressé d'accélérer l'élection impériale tout en traînant en longueur les opérations de la guerre, il déclara nettement ses résolutions au cardinal : « Ne vous attendez à rien de moi avant d'avoir agi et pour que je concoure à l'élection de l'Électeur de

---

[1] *Correspondance politique*, n° 417. Au maréchal de Belle-Isle, à Versailles, camp de Strehlen, 4 juillet 1741.

Bavière, il faut que je sache de science certaine qu'il a commencé ses opérations et que vos troupes volent à son secours en Allemagne »[1].

Avec Belle-Isle, il est encore plus sec et plus catégorique : « Je vous déclare donc ici, une fois comme toujours, que vous ne devez vous attendre à rien du tout de ma part avant que l'Électeur de Bavière ainsi que le roi de France n'entrent en action, et que vous devez être persuadé qu'il n'y a rien à faire chez moi qu'en agissant. Dès que les Français auront passé le Rhin, dès que l'Électeur de Bavière aura commencé ses opérations, je donnerai ma voix de mon côté, mais pas autrement, et ne vous donnez aucune peine de me faire changer d'avis, car ce serait inutile[2] ». Enfin, deux jours plus tard, il ordonne à Podewils de faire connaître « bien sec, à Valory, ses idées sur l'alliance », et il ajoute, en français, en post-scriptum : « Dites à Valory que je ne me laisserai pas leurrer par un ecclésiastique, et que si le cardinal n'a pas envie de faire la guerre, il doit se désister de mon alliance. En un mot, qu'il faut qu'il en passe par là ou par la fenêtre » [3].

L'impatience et le ton autoritaire de Frédéric s'expliquent, d'ailleurs, cette fois facilement par l'inquiétude que lui causait l'existence des négociations sérieuses qui se suivaient entre l'Angleterre, d'une part, l'Autriche et la Saxe, de l'autre. Les menaces du roi de Prusse, la crainte de le voir rompre l'alliance, enfin la nouvelle de la défaite des Anglais devant Carthagène décidèrent le cabinet de Versailles à passer de la parole à l'action. Le 14 juillet 1741, après d'innombrables conférences avec Louis XV, Fleury et les autres ministres, Belle-Isle réussit enfin non seulement à soumettre son nouveau plan d'opérations au roi, mais à lui arracher, comme il s'empressa d'en faire part à Frédéric et à l'Électeur de Bavière[4], la promesse formelle, et cette fois irrévocable, d'une action énergique et immédiate.

---

[1] *Correspondance politique*, n° 425. Au cardinal de Fleury, camp de Strehlen, 10 juillet 1741.

[2] *Ibidem*, n° 426. Au maréchal de Belle-Isle, camp de Strehlen, 10 juillet 1741.

[3] *Ibidem*, n° 427. A Podewils, camp de Strehlen, 12 juillet 1741.

[4] Belle-Isle au roi de Prusse, 17 juillet 1741 (Archives des Affaires étrangères) ; Belle-Isle à l'Électeur de Bavière, 25 juillet (Bibliothèque Nationale, Manuscrits).

Deux armées françaises allaient entrer en Allemagne. L'une, forte de 30,000 hommes et de 6,000 chevaux, sous le maréchal de Maillebois, devait se porter sur Düsseldorf, y opérer sa jonction avec 6,000 hommes fournis par le Palatin, immobiliser le corps autrichien des Pays-Bas, paralyser les Anglo-Hanovriens, les Hollandais et les Hessois, et permettre à Frédéric de rappeler à lui le corps d'Anhalt-Dessau [1].

La deuxième armée, celle du maréchal de Belle-Isle, forte de 32,000 hommes et 10,000 chevaux, destinée à opérer de concert avec les Bavarois, devait marcher en deux échelons. Le 1er passant le Rhin entre Fort-Louis et Philippsbourg du 15 au 22 août, se portant de là sur Donauwörth, point qu'on comptait lui voir atteindre dans les premiers jours de septembre, devait, à l'exception de la cavalerie et des convois, descendre de là le Danube en bateau jusqu'à Passau, dont les Bavarois se seraient emparés pendant ce temps. Le 2e échelon (19 bataillons et 4 à 5,000 chevaux) devait passer le Rhin du 20 au 24 septembre, aller en partie sur Donauwörth, en partie sur Amberg, et marcher de façon à être rassemblé sur ces points du 16 au 20 octobre. Aussitôt après l'arrivée du 1er corps à Passau, l'armée franco-bavaroise entrerait dans la Haute-Autriche, enlèverait Linz, y établirait ses magasins et se porterait ensuite par Freistadt et Budweis sur Linz, dès que le 2e corps aurait atteint Amberg et se mettrait en mouvement sur Prague par Waidhaus, Pilsen et Beraun.

D'après les prévisions de Belle-Isle, la prise de Prague devait présenter d'autant moins de difficultés que les Autrichiens, auxquels la présence des Franco-Bavarois dans la Haute-Autriche ne pouvait manquer de faire craindre la continuation de leur marche sur Vienne, s'empresseraient de couvrir la capitale et de dégarnir la Bohême. Une fois maîtresse de Prague, l'armée franco-bavaroise n'aurait plus grand' peine à chasser les

---

[1] Cf. *Correspondance politique*, n° 433. Au maréchal de Belle-Isle, camp de Strehlen, 16 juillet. Signalant à Belle-Isle la formation sur l'Eichsfeld d'un camp de 36,000 Hanovriens, Hessois et Danois, réunis par le roi d'Angleterre, Frédéric examinait à ce propos trois hypothèses, dont l'une, celle de l'attaquer en cas qu'il refuse d'entrer dans leur alliance, lui paraissait la plus raisonnable. « Je ne le crains guère, disait-il, si la France veut, en remplissant ses engagements, agir en ma faveur au Rhin conjointement avec les Palatins et ceux de Cologne. »

Autrichiens de la Bohême et de la plus grande partie de la Moravie, où elle prendrait ses quartiers d'hiver. Enfin, pendant le cours des opérations en Bohême, un corps d'un effectif respectable, établi derrière l'Enns, assurerait aux alliés la possession de la Haute-Autriche et s'opposerait aux tentatives d'incursion des Autrichiens en Bavière.

Pendant que, d'acord avec les Bavarois, Beauvau et Mortaigne prenaient les mesures nécessaires pour assurer les subsistances des troupes à leur arrivée en Bavière et pendant l'exécution des différents mouvements qui pourraient avoir lieu, pendant qu'on proposait de modifier le plan de Belle-Isle en concentrant toute l'armée franco-bavaroise à Linz et de n'esquisser qu'une simple démonstration du côté d'Amberg, Frédéric II avait changé de ton à l'égard de la France. Les menaces ont cédé la place aux protestations solennelles de dévouement. Non content d'exprimer à Valory la satisfaction que lui ont causée ses dépêches [1], il écrit le même jour au cardinal de Fleury [2] : « Vous pourrez l'assurer (le roi) que ma reconnaissance sera éternelle et que je remplirai toujours à la rigueur tous les engagements d'un fidèle allié ». Il a de plus donné à Francfort, à ses ministres, à ses généraux, l'ordre « d'agir en tout en conséquence de ce que M. de Belle-Isle pourra désirer d'eux [2] ».

Avec Belle-Isle, qu'il appelle cette fois « son cher ami », il est encore plus expansif : « Ce qui me charme le plus est de voir les bonnes dispositions que le roi de France vient de faire pour la gloire de son règne et pour le secours de ses alliés. Il n'y a, je crois, rien à ajouter aux mesures qu'on a prises, et je suis dans la persuasion que rien au monde ne pourra mettre d'obstacles à la sagacité de ces arrangements. Je vous ai mille obligations en particulier des peines et des soins que vous avez pris dans cette affaire qui ne pourra que vous faire une réputation immortelle.....
.....En un mot, je suis inébranlable dans la résolution de remplir en tout et partout mes engagements à la rigueur et de ne manquer jamais aux devoirs d'un bon et fidèle allié du roi votre maître. Il

---

[1] *Correspondance politique*, n° 441. Au marquis de Valory, camp de Strehlen, 30 juillet 1741.

[2] *Correspondance politique*, n° 442. Au cardinal de Fleury, camp de Strehlen, 30 juillet 1741.

n'y a rien à désirer au plan que vous vous êtes proposé.... »[1]. Et pour mettre le comble à la satisfaction du maréchal, dont il connaît bien le caractère et la vanité, il ajoute encore en post-scriptum : « Je félicite le roi de France de ce qu'il a déclaré le maréchal de Belle-Isle généralissime de ses armées en Allemagne. »

Il n'a, d'ailleurs, pas attendu jusqu'au 30 juillet pour dire à l'Électeur de Bavière combien il éprouve de plaisir à le voir « se disposer de plus en plus à se faire rendre raison de ses prétentions sur l'héritage de feu l'empereur ». Non seulement il lui envoie « son maréchal de Schmettau[2], qui est au fait des affaires autrichiennes plus que qui que ce soit » ; mais il lui déclare en terminant sa lettre que « si le comte Törring était muni de pleins pouvoirs, le jour, qu'Elle (l'Électeur) commencera ses opérations, sera celui de notre alliance[3] ».

Malgré tous les efforts faits par Fleury pour tenir secrets les engagements pris avec le roi de Prusse et les armements qui en avaient été la conséquence, le représentant de l'Autriche à Paris, Wasner, n'en était pas moins parvenu à découvrir la vérité, à connaître même les points principaux du plan d'opérations. Son rapport ne devait d'ailleurs arriver à Vienne qu'après l'ouverture des hostilités avec la Bavière, que bien après l'époque à laquelle (31 juillet 1741) les Bavarois du général Minuzzi, concentrés à Schärding, s'étaient emparés de Passau, dont la garnison ne se composait que de 70 hommes des troupes de l'évêque de cette ville et qui se rendit par ordre du cardinal-évêque auquel Minuzzi avait remis une lettre de l'Électeur[4].

L'Électeur, qui s'était rendu compte de l'éclat et de l'émoi que ne pouvait manquer de causer dans le Saint-Empire la nouvelle

---

[1] *Correspondance politique*, n° 443. Au maréchal de Belle-Isle, camp de Strehlen, 30 juillet 1741.

[2] Cf. *Correspondance politique*, n° 437. Instruction vor den Grand-Maître de l'Artillerie Freiherrn von Schmettau wegen seiner Sendung nach München, Lager bei Strehlen, Juli 1741.

[3] *Correspondance politique*, n° 436. A l'Électeur de Bavière, camp de Strehlen, 26 juillet 1741.

[4] Cf. *Correspondance politique*, n° 453. A l'Électeur de Bavière, camp de Strehlen, 11 août 1741. En félicitant l'Électeur de la prise de Passau, Frédéric lui annonçait que « pour garantir Votre Altesse Electorale des diversions qu'Elle appréhende du comte de Neipperg » il s'était emparé de Breslau.

de l'occupation de Passau par ses troupes, avait jugé à propos d'aller au-devant des réclamations qu'il prévoyait en donnant, dès le 2 août, à ses ministres accrédités auprès des différentes Cours, l'ordre de déclarer qu'il avait dû se résoudre à cet acte pour se protéger contre les dangers que le rassemblement des troupes autrichiennes, à Linz, faisait courir à ses États.

Désormais maîtres par l'occupation de Passau du point même sur lequel devait s'opérer la concentration de l'armée alliée, les Bavarois poussèrent activement, pendant le mois d'août, leurs préparatifs et leurs armements.

Dès les premiers jours de septembre on avait, de la sorte, réussi à rassembler au camp de Schärding, sous les ordres du feld-maréchal comte Törring, 6,500 hommes, 2,250 chevaux avec 20 bouches à feu, destinés à entrer avec les Français dans la Haute-Autriche, et à réunir 6 bataillons, 4 compagnies de grenadiers et 5 escadrons qui, postés à Amberg et confiés au feldzeugmeister Minuzzi, devaient couvrir la marche des colonnes françaises en route pour les rejoindre et pénétrer, de concert avec elles, en Bohême. Il restait à ce moment, tant à l'intérieur de la Bavière que sur la frontière du Tyrol, 4 bataillons, 2 compagnies de grenadiers, 5 escadrons de dragons et les vieux corps de milices bavaroises.

24 bataillons, 56 escadrons, 7 compagnies franches et 3 bataillons d'artillerie, formant 4 divisions d'infanterie (lieutenants-généraux marquis de Leuville, d'Aubigné, marquis de La Fare, de Curton) et 2 divisions de cavalerie (comtes de Saxe et de Ségur), s'étaient, pendant ce temps, rassemblés en Alsace. Le 10 août, ces troupes étaient concentrées entre Landau et Strasbourg, et le maréchal de Broglie, gouverneur de l'Alsace, faisait jeter deux ponts, l'un à Fort-Louis qui fut achevé le 14 août, l'autre à Rheinzabern, sur lequel la division de cavalerie du comte de Saxe ne put commencer à passer que le 19 août.

Les différentes colonnes de ce premier échelon arrivèrent après des marches exécutées dans l'ordre le plus parfait à Donauwörth du 5 au 11 septembre. Malgré les difficultés qu'il avait eu à surmonter, l'aide-major général de l'Électeur, d'Astier, n'en parvint pas moins à assurer l'embarquement et le transport par voie fluviale de Donauwörth à Passau des trois premières divisions d'infanterie française. La quatrième allait en faire

autant lorsque, par ordre de l'Électeur, elle reçut une autre destination. Craignant de voir les Autrichiens essayer de pénétrer dans le nord de la Bavière et culbuter les faibles troupes du général Minuzzi, on avait décidé de faire marcher par Straubing et Cham une brigade de 6 bataillons qui, sous les ordres du maréchal de camp Ximénès, partit de Donauwörth le 13 septembre et rejoignit le 29 le général Minuzzi, établi sur la frontière de Bohême, à Trefflstein, à l'entrée du défilé de Waldmünchen. Le reste de la division Curton avait pendant ce temps continué avec les 3 bataillons d'artillerie et 2 escadrons de cavalerie sa marche sur Passau, point que les deux divisions de cavalerie atteignirent le 21 et le 23 septembre.

Quant au troisième échelon, il se subdivisa en deux groupes : l'un, le plus important (14 bataillons et 32 escadrons) sous les ordres de Gassion, passa le Rhin à Spire du 23 au 27 septembre et arriva à Amberg vers la mi-octobre, tandis que l'autre groupe (7 bataillons, 1 bataillon d'artillerie et 12 escadrons), sous le commandement du lieutenant-général de Polastron, passait le Rhin à la même époque à Fort-Louis, se rendait à l'armée de l'Électeur et arrivait à Lauingen du 9 au 12 octobre.

IV.

ENTRÉE DES BAVAROIS DANS LA HAUTE-AUTRICHE. — L'OCCUPATION DE LINZ PAR L'ARMÉE FRANCO-BAVAROISE.

Pressé par Schmettau[1], poussé par Frédéric, l'Électeur de Bavière avait, sans attendre l'arrivée des Français à Passau, pris l'offensive et franchi la frontière autrichienne le 11 septembre. Le roi de Prusse était une fois de plus arrivé à ses fins. Ce qu'il convoitait pour le moment, c'était la possession de Neisse et de Glatz; il voulait, comme il le dira lui-même à Valory[2], faire la clôture de la campagne par les sièges de ces deux places, faire

[1] *Correspondance politique*, n° 494. Au grand-maître de l'artillerie, baron de Schmettau, camp de Reichenbach, 4 septembre 1741. « Vous faites des merveilles, continuez de même et assurez-vous que je n'oublierai jamais les services que vous me rendez. »

[2] Cf. *Correspondance politique*, n° 476. A Valory, camp de Reichenbach, 29 août 1741.

entrer ensuite son armée en quartiers par Glatz dans la Bohème, par Neisse dans la Haute-Silésie et la Moravie, et, pour peu qu'on consentît à lui laisser Glatz « pour se couvrir des Saxons » et Neisse « pour se garantir contre leurs mauvais desseins », il se déclarait de plus prêt à passer par tout ce que l'on jugerait à propos. Aussi, dès la fin de juin, il n'a cessé de recommander à Charles-Albert de marcher droit à Vienne, de faire un grand coup qui coupera la racine à l'arbre autrichien [1], mais qui aura surtout l'avantage de lui faciliter la conquête de ces deux villes auxquelles il tient tant.

C'est encore pour cette raison qu'un mois plus tard, le 26 juillet 1741, lorsqu'il sait que, après avoir conquis la Haute-Autriche, les Austro-Bavarois comptent se rabattre sur la Bohême, il revient une fois encore à la charge. Il adjure l'Électeur « de porter toutes ses forces à Vienne, de finir la guerre par un seul coup » [2], et dès le lendemain, comme nous l'avons déjà fait remarquer, il lui envoie Schmettau, qu'il a eu soin de munir d'instructions détaillées [3].

L'occupation de Passau avait fait espérer à Frédéric que, cédant à ses exhortations, Charles-Albert pousserait résolument en avant. Il n'avait pas manqué de l'encourager à nouveau. « Je prie Votre Altesse, lui écrit-il [4], pour ses propres intérêts, de ne pas négliger la ville de Linz et de pousser sa pointe en avant autant qu'Elle le pourra, avant que les ennemis soient en force et en état de s'opposer à ses desseins ».

La joie de Frédéric devait être de courte durée. Klinggräfen, son ministre à Munich, lui mandait, en effet, presque aussitôt qu' « on s'en tiendrait là jusqu'à l'arrivée des Français ».

Un temps d'arrêt aussi prolongé ne pouvait convenir à Frédéric. Trouvant qu'on avait déjà perdu trop de temps, il chargea, le 18 août, Podewils d'insister à nouveau sur la nécessité et les avantages de la marche en avant immédiate des Bavarois « qui

---

[1] Cf. Voir plus haut, *Correspondance politique*, n° 414. A l'Électeur de Bavière, camp de Strehlen, 30 juin 1741.

[2] *Correspondance politique*, n° 437. A l'Électeur de Bavière, camp de Strehlen, 26 juillet 1741.

[3] *Correspondance politique*, n° 437. Instructions pour Schmettau.

[4] *Correspondance politique*, n° 455. A l'Electeur de Bavière, camp de Strehlen, 11 août 1741.

ne trouveront personne devant eux »[1], et, le 7 septembre, Charles-Albert, parti la veille de Munich, prenait, en effet, à Schärding le commandement des 12 bataillons et des 15 escadrons réunis sur ce point. Décidé à entrer dans la Haute-Autriche, à pousser jusqu'à l'Enns où il attendra l'entrée en ligne des Français pour continuer ses opérations, l'Électeur se porta en trois colonnes sur Linz, où un trompette bavarois avait apporté, le 10 septembre, la déclaration de guerre de l'Électeur.

Après avoir fait connaître aux délégués des États de la Haute-Autriche, qu'il avait fait venir à Peuerbach, les conditions qu'il comptait imposer au pays, Charles-Albert, dont les troupes avaient franchi la frontière autrichienne la veille entre Saint-Willibald et Waitzkirchen, arrivait le 13 à Efferding, presque en même temps que la 1re division d'infanterie française du lieutenant-général de Leuville. Le lendemain, 14, deux bataillons bavarois et six bataillons français, rejoints le soir par la tête de la 2e division, occupèrent sans coup férir Linz où l'Électeur fit son entrée, le 15, à la tête du gros de son armée.

Pendant que des partis de cavalerie bavaroise occupaient Wels, Lambach et Gmunden, que des troupes légères poussaient jusqu'à l'Enns, qu'on travaillait au rétablissement du pont de la Traun à Ebelsberg et du pont du Danube à Linz même, l'Électeur semblait déjà de moins en moins disposé à donner suite à son projet de marcher droit sur Vienne. Du 15 au 21 septembre, il s'arrêta à Linz où, au lieu de presser ses opérations, il préféra tenir sa cour et prendre le titre d'archiduc d'Autriche. Sans la présence de Schmettau, sans la surveillance et la pression qu'il exerça sur l'Électeur, sans les procédés peu scrupuleux auxquels il n'hésitera pas à avoir recours pour faire triompher ses idées et contraindre l'Électeur à poursuivre à son corps défendant cette marche par la vallée du Danube qui servait surtout les intérêts de Frédéric II, Charles-Albert n'aurait pas hésité à donner à son armée l'ordre d'exécuter, en partant de Linz même, le mouvement sur la Bohême prévu par le plan d'opérations de Belle-Isle.

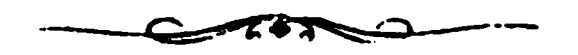
---

[1] *Correspondance politique*, n° 463. A Podewils, camp de Strehlen, 18 août 1741

La lutte qui se livra dans l'esprit de l'Électeur, ne sachant s'il devait écouter Schmettau ou s'en tenir au plan de Belle-Isle, hésitant entre la marche sur Vienne ou le changement de front sur la Bohême, ralentit tellement la marche de ses opérations qu'elle permit à Marie-Thérèse de ramener d'Italie sur la Basse-Autriche des troupes qui allaient devenir le noyau de l'armée du feld-maréchal Khevenhüller.

Major Z...

(*A continuer.*)



LES LIVRES MILITAIRES

Publication du 2e bureau de l'État-Major de l'Armée. — La Guerre Sud-Africaine. — Tome premier : Origine du conflit — Forces en présence — Campagne dans le Natal, par le capitaine FOURNIER, de l'État-Major de l'Armée. — 1 vol. in-8 avec 9 cartes et croquis. — Paris, R. Chapelot et Ce.

Il est toujours assez ardu de tenter d'écrire l'historique d'une guerre lorsque cette guerre dure encore et qu'on ne peut en prévoir la fin. Pour la guerre sud-africaine, la tâche était rendue particulièrement difficile par la rareté des documents officiels ou privés : ordres, journaux de marche, situations, correspondances militaires, etc. Aussi l'intérêt des ouvrages publiés jusqu'à ce jour résidait-il plus dans l'attrait d'actualité du récit que dans la rigueur historique.

Il fallait cependant, pour satisfaire le vif mouvement de curiosité que cette guerre a fait naître, donner au lecteur autre chose que des comptes rendus moins techniques que littéraires. L'État-Major français s'est chargé de ce soin et a pu centraliser nombre de documents qui devaient échapper aux recherches privées : renseignements diplomatiques émanant des deux partis, — rapports des généraux et pièces y annexées, — livres bleus du Gouvernement britannique, — études de détails publiées par des officiers anglais ayant pris part à la campagne et par les correspondants militaires de la presse, — communications diverses de personnes (ingénieurs, officiers, agents diplomatiques, etc.), — rapports des officiers français et étrangers détachés près des armées belligérantes, qui ont fourni une source précieuse de renseignements pour la plupart inédits.

Le tome Ier de cet important ouvrage se divise en deux parties :

La première a trait aux origines du conflit. C'est un exposé très clair et très complet de la première guerre de l'indépendance de 1877, de l'arrivée et du développement toujours croissant des Uitlanders, et de leurs revendications injustifiées qui aboutirent aux fameux raid de Jameson. Après une étude géographique de la région transvaalienne, très utile pour la parfaite compréhension des opérations, l'auteur nous donne un tableau des forces des deux partis, puisé aux meillleures sources, leurs plans de campagne, ainsi que le mode de mobilisation et de transport des forces anglaises dans l'Afrique du sud.

La deuxième partie, enfin, comprend l'étude proprement dite des opérations de la guerre, en commençant par les événements qui se déroulèrent dans le Haut-Natal. Il faut lire les récits des premiers combats pour comprendre combien la résistance imprévue des Boers dût inquiéter l'armée anglaise, malgré ses succès relatifs.

D'après la méthode habituellement suivie à l'État-Major de l'Armée, les documents sur lesquels s'appuie l'histoire des événements sont tou-

jours cités intégralement. C'est par cette source sûre d'information que cet ouvrage, aussi complet que possible, répond parfaitement aux desiderata de tous ceux qui s'intéressent aux choses de la guerre et veulent s'instruire en tirant de la lutte extraordinaire du peuple boer les enseignements qu'elle comporte. — F. C.

Les Méthodes de guerre actuelles et vers la fin du XIXe siècle, par le général Pierron. — 2e édition. — Tome II, en 2 vol. de 559 et 489 pages. — Paris, R. Chapelot et Ce.

La plupart des cours d'art militaire étaient tombés dans un profond discrédit, quelques-uns même taxés de ridicules, lorsque, en 1878, M. le général Pierron, alors lieutenant-colonel, fit paraître les deux premiers volumes de son grand ouvrage intitulé : *Les Méthodes de guerre actuelles et vers la fin du XIXe siècle*. Cette œuvre, conçue sur un plan nouveau, obtint de suite le plus brillant succès. Son auteur n'était pas un théoricien en chambre ; on voyait que c'était un homme d'action, qui comptait treize années de campagne et plusieurs blessures. Il avait visité les champs de bataille de l'Europe et des États-Unis. Au lieu de copier son livre sur d'autres livres, il avait compulsé les archives inédites du Dépôt de guerre, pour toutes les guerres de 1792 à 1870 inclus. Connaissant plusieurs langues étrangères, il avait traduit, de l'allemand, de l'anglais et de l'espagnol, les documents les plus instructifs publiés à l'étranger.

La première édition se trouva rapidement épuisée. Le tome second disparut dès 1882. Les grands commandements exercés par l'auteur ne lui ont laissé que dans ces derniers temps les loisirs nécessaires pour en faire paraître la deuxième édition.

Cette deuxième édition est entièrement mise à jour. L'auteur a tenu compte des perfectionnements et des changements accomplis dans notre armée et dans les armées étrangères depuis vingt ans. On y trouvera une foule de pièces inédites ou traduites en français pour la première fois.

Les matières traitées dans ce tome second (Ire et IIe parties) concernent : I. *La préparation, la rédaction et l'exécution des ordres;* II. *Les marches* dans tous leurs détails.

Nous signalerons, dans la première partie, un guide des plus précieux : ce sont les types d'ordres pour toutes les circonstances à la guerre : placement des avant-postes, combat offensif, combat défensif, etc., Ces memento sont extrêment utiles pour faciliter le travail, sans rien oublier, au milieu de la précipitation inévitable dans les grandes manœuvres ou en campagne.

Dans la deuxième partie, on remarquera les nouvelles modifications introduites dans le règlement allemand sur le service en campagne en date du 1er janvier 1900.

L'ouvrage a donc été complètement mis à jour et au point. — F. C.

L'état militaire des principales puissances étrangères en 1902, par J. Lauth, chef d'escadrons de cavalerie, breveté d'état-major. — 8e édition, augmentée et mise à jour. — 1 vol. in-8 de 1056 pages. — Paris, Berger-Levrault et Cie.

La publication de la *huitième édition* de l'ouvrage, devenu aujourd'hui classique, que le capitaine (depuis général de division) Rau fit paraître pour la première fois en 1877, répond aux vœux de tous ceux qui tiennent à être constamment et exactement renseignés sur la force et l'organisation militaires des puissances étrangères. Le succès des sept précédentes éditions témoigne à la fois de l'utilité de cet ouvrage et de sa valeur documentaire.

Les changements incessants qui se produisent dans toutes les armées font rapidement vieillir des publications de ce genre. On pourra s'en rendre compte en comparant l'édition de 1902 avec les précédentes. Pour suivre le développement de la puissance militaire des divers Etats, il a fallu peu à peu augmenter l'ampleur du volume et y intercaler de nouveaux chapitres consacrés à des armées qui, toutes secondaires qu'elles soient, peuvent devenir, le cas échéant, des facteurs importants de la politique européenne, — telles les armées turque, serbe et bulgare qui y figurent cette année pour la première fois.

Mais M. le commandant Lauth, qui a bien voulu se charger de la revision de cette édition, comme de celles qui la précédaient, a tenu à conserver le plan si logique, la méthode d'exposition si claire, adoptés au début par le capitaine Rau et qui n'ont pas peu contribué à assurer le succès de l'œuvre.

La forme générale et les subdivisions du volume restent donc les mêmes, et la notice relative à chaque puissance comprend toujours uniformément les mêmes dix chapitres. — P.

Publications de la Section historique de l'Etat-Major de l'Armée. — La Campagne de 1805 en Allemagne. par P.-C. Alombert, contrôleur de l'Administration de l'Armée, et J. Colin, capitaine d'artillerie à la Section Historique de l'Etat-Major de l'Armée. — Tome premier. — 1 vol. gr. in-8 avec *Annexes* contenant 5 cartes et 7 tableaux. — Paris, R. Chapelot et Cº.

Il est inutile de faire ressortir l'importance de la campagne de 1805. Depuis que la Section historique avait publié l'histoire d'Iéna et de Marengo, le public militaire réclamait celle d'Ulm et d'Austerlitz.

Pour répondre plus promptement à ce désir, les auteurs ont laissé provisoirement de côté l'organisation de l'armée en 1805, et entrant de plein pied dans l'histoire de la campagne, ont traité, dans ce premier volume, des origines de la guerre, du plan de Napoléon, de ses premiers ordres pour la formation et la mise en route de la Grande Armée. Les opérations en Souabe et en Bavière seront donc traitées dès le deuxième volume qui paraîtra dans le courant de l'année 1902.

Contrairement à la méthode employée par la Section historique dans ses précédents travaux, où les documents, intercalés dans le texte, en rendaient par cela même la lecture moins facile, dans cet ouvrage l'historique des faits forme une partie complètement dégagée des documents qui en sont la base : ces derniers sont reportés collectivement à

la fin du volume. Chacun consultera donc ensuite, s'il le juge nécessaire, ceux des documents qui l'intéressent plus particulièrement.

Les auteurs se sont attachés, en effet, à traiter cette campagne sous les points de vue les plus divers : les services de l'état-major de l'artillerie, des subsistances, la conscription même, y sont suivis parallèment aux opérations. On verra ainsi une campagne napoléonienne dans toute son ampleur, et l'intérêt de ce travail ne sera pas limité aux seules études stratégiques et tactiques.

Pendant son passage à la Section historique, M. le capitaine (aujourd'hui contrôleur) Alombert avait entrepris un travail considérable sur la période de 1800 à 1805, qu'il n'a pas eu le temps de terminer. Il avait rassemblé, entre autres, le plus grand nombre des documents relatifs à la campagne de 1805. M. le capitaine Colin a été chargé de compléter et de classer ce recueil, et de rédiger l'introduction des diverses parties.

La première partie du 1er volume est consacrée aux préliminaires de la guerre. On y voit la France révolutionnaire aux prises avec l'Europe monarchique, la genèse de la nouvelle coalition, l'attitude irrésolue de la Prusse, que ses intérêts rapprochent de la France pendant que ses sympathies la retiennent dans l'alliance russe; l'Autriche poussant ses armements au point de rendre la guerre inévitable, pendant que Napoléon impose son alliance aux petites puissances allemandes. Çà et là, dans la correspondance diplomatique de l'Empereur perce la première idée du plan de campagne qu'il va appliquer en 1805.

Dans la seconde partie, les armées russes se sont mises en mouvement vers l'Ouest; l'Autriche rassemble ses troupes en Vénétie, dans le Tyrol et en Bohème. Napoléon se décide à mettre l'armée des Côtes en marche vers le Rhin, et elle devient la Grande Armée. Les rapports sur l'inspection générale de l'an XIII ont fourni les renseignements les plus précieux sur le personnel de la Grande Armée, *la proportion de vieux soldats qu'elle comprenait, la valeur et la nature de ses cadres.* On examine de près l'organisation et le fonctionnement de *son état-major, la mobilisation de la cavalerie et de l'artillerie,* les approvisionnements de toute sorte. Le service topographique, le choix des cartes employées par l'Empereur font l'objet d'un chapitre spécial. Des fragments de ces cartes ont été reproduits et donnent au lecteur une idée parfaite des moyens dont on disposait alors pour se diriger.

Portée d'abord sur Strasbourg, la Grande Armée est détournée presque aussitôt vers le Nord et atteint le Rhin entre Carlsruhe et Mannheim, pour se porter de là sur le Danube, où elle rejoindra Marmont et Bernadotte en aval d'Ulm. — X. M.

Grundzüge der deutschen Militärverwaltung, par le Dr L. Meyer. — Berlin Mittler.

Cet ouvrage du docteur Meyer est donné modestement par lui comme une seconde édition du livre bien connu de *l'Homme de Courbière*; mais, en réalité, la situation a tellement changé, depuis la publication de ce dernier, qu'il y a vraiment ici une œuvre nouvelle. L'auteur débute par un aperçu historique de l'organisation militaire en Prusse, puis, arrivant à l'époque actuelle, il examine successivement l'organisation, l'administration et la comptabilité de l'armée allemande, les services

des subsistances, de l'habillement, de l'armement, du casernement, le service de santé, les transports, les remontes, etc.

Il ne s'agit pas là d'un manuel destiné à faciliter aux fonctionnaires la pratique de leur service, mais d'un exposé prenant les questions de haut, et donnant ainsi une idée complète de l'esprit et des rouages de l'administration prussienne. — C. P.

Taktik-Behelf für Stabsoffiziers-Aspiranten der Truppe, par le major VON LUTGENDORF, de l'état-major autrichien. — Vienne, Seidel.

Voici un des ouvrages les plus importants et les plus utiles, aussi bien pour les chefs de corps que pour les chefs d'états-majors : c'est un manuel complet pour l'organisation et la direction des exercices pratiques de tout genre, sur le terrain et sur la carte. Ces travaux, très répandus en Allemagne et surtout, semble-t-il, en Autriche, n'ont pas pris en France toute la place qui leur revient, si l'on veut que l'instruction des officiers soit à hauteur de celle de la troupe. Mais déjà bon nombre de chefs de corps s'occupent d'organiser des manœuvres sur la carte, des « Kriegspiels » comme on en fait dans la plupart des états-majors. Souvent, par malheur, on ne sait trop comment s'y prendre pour les diriger. Le « Behelf » du major von Lütgendorf facilitera la tâche aux directeurs de ces manœuvres ; mais il ne se borne pas à ce genre d'exercices : après avoir discuté les principes d'après lesquels doivent être donnés les sujets de travaux écrits (thèmes tactiques), la manière dont il faut les traiter et les corriger, il en vient ensuite aux exercices de combat et autres qui peuvent se faire sur le terrain de manœuvre, puis aux exercices de service en campagne et manœuvres à double action pour les trois armes. Il termine par un chapitre consacré à la rédaction des ordres. C'est, nous le répétons, un ouvrage d'une incontestable utilité pratique. — C. P.

La Légion portugaise au service de Napoléon (1808-1813), par RIBEIRO ARTHUR. — 1 vol. in-8 avec 4 aquarelles de l'auteur et un dessin de Detaille. — Lisbonne, Ferni.

M. Ribeiro Arthur nous donne dans ce livre l'histoire de la Légion portugaise qui servit l'Empereur de 1808 à 1813. Cette petite armée, composée, ainsi qu'il avait été stipulé dans le traité de Fontainebleau, de six régiments d'infanterie, trois de cavalerie et un d'artillerie et du génie, sous les ordres du marquis d'Alorna, se comporta vaillamment aux batailles de Wagram, Smolensk, Valoutina, La Moskowa, Krasnoë et pendant la retraite désastreuse de la Grande Armée où elle perdit, à la Bérésina, la majeure partie de son effectif. Du reste, la liste qui termine l'ouvrage des officiers morts et blessés dans ces campagnes prouve mieux que tout commentaire que les Portugais ne ménagèrent pas leur sang pour la France. C'est donc un hommage que rend à la Légion portugaise l'ouvrage de M. R. Arthur, hommage qui, pour être tardif, n'en est pas moins mérité. — G. Z.

Les Allemands sous les Aigles Françaises. — Essais sur les troupes de la Confédération du Rhin (1806-1814). — I. *Le régiment de Francfort*, par le capitaine SAUZEY. — Avec une préface de M. Henry HOUSSAYE, de l'Académie française. — 1 vol. in-8 avec de nombreuses cartes et planches. — Paris, R. Chapelot et Cᵉ.

Lorsque, en 1806, Napoléon conclut avec le Prince-Primat de Mayence la Confédération du Rhin, cette Confédération, qui répondait au désir secret de presque toutes les populations germaniques, fut accueillie avec enthousiasme par tous les États de l'Allemagne du Sud. Les écrivains allemands de cette époque comparent volontiers Napoléon à Charlemagne, sous lequel les Francs avaient combattu les Wendes avec l'aide des soldats de Souabe, de Bavière et de Hesse.

Aussi, lorsque l'Empereur dut faire de nouvelles levées de troupes, tant pour la guerre de Prusse que pour les guerres d'Espagne et la campagne de Russie, rencontra-t-il dans les États confédérés un empressement unanime.

C'est l'histoire, trop mal connue, de ces soldats allemands qui servirent sous les Aigles françaises, que le capitaine Sauzey s'est proposé d'écrire. Le premier volume paru est l'historique du régiment de Francfort, qui participa aux guerres de l'Empire, de 1806 à 1814. Il nous montre souvent la part glorieuse que prirent les Francfortois aux guerres d'Espagne, puis comment ils rejoignirent, en Russie, la Grande Armée en déroute et soutinrent, sous les ordres de Ney, l'héroïque combat de Kowno.

L'auteur, d'ailleurs, ne s'est pas contenté d'une sèche relation historique. Il a joint à son ouvrage une foule de documents puisés au Ministère de la guerre et dans les archives de Dresde, Stuttgard, Munich et Carlsruhe; il l'a enrichi d'une partie iconographique très précieuse pour la reconstitution des uniformes de l'époque. Des planches coloriées et des reproductions de gravures du temps sont intercalées dans le texte. Plusieurs cartes, jointes au volume, permettent de suivre les marches de la petite armée de Francfort.

Nous ne saurions mieux faire, pour caractériser l'ouvrage de M. le capitaine Sauzey, que citer une phrase de la préface due à M. Henry Houssaye : « L'auteur n'aura pas seulement fourni une importante contribution à l'histoire militaire du premier Empire, il aura accompli aussi un acte de justice et de réparation. ». — F. C.

Studien über den Krieg auf Grundlage des deutschfranzösischen Krieges 1870-1871, par le général VON VERDY DU VERNOIS. — IIᵉ partie, 3ᵉ fascicule. — Berlin, Mittler.

Nous avons rendu compte des deux premiers fascicules de cette seconde partie (Plans d'opérations), et fait prévoir la publication de ce troisième fascicule relatif aux projets d'opérations proprement dits. Dans ce dernier, le général Verdy du Vernois procède à l'examen critique des divers plans formés par le maréchal de Moltke pour l'invasion du Danemark en 1864, pour la guerre contre l'Autriche en 1866, et pour la guerre contre la France, seule ou alliée à l'Autriche. Ces derniers projets, comme on a pu le voir dans la correspondance militaire de de Moltke, ont été rédigés depuis 1857 jusqu'à 1870. Le général

Verdy du Vernois s'arrête à la date de 1866. Il suit le développement de la pensée du général de Moltke, signale quelques erreurs vite redressées, et c'est un spectacle des plus attachants que celui de ce grand esprit qui continue à se perfectionner et à apprendre, à l'âge où les autres commencent à oublier. Ce fascicule du général Verdy du Vernois présente, non seulement comme partie intégrante de la série à laquelle il appartient, mais en le considérant isolément, un intérêt de premier ordre. — C. P.

Kriegsgeschichtliche Beispiele des Festungskrieges, par le lieutenant-colonel Frobenius. — 4e et 5e fascicules. — Berlin, Mittler et fils.

Nous avons rendu compte des premières livraisons de cette publication, dans laquelle l'auteur, d'ailleurs fort compétent, se propose de tirer de l'exemple des sièges de la dernière guerre franco-allemande des déductions logiques sur les méthodes à employer dans les sièges futurs. Nous avons fait déjà toutes nos réserves à ce sujet. — Le 4e fascicule prend dans les sièges de Verdun, de Toul et d'autres forteresses des exemples sur la conduite de l'attaque d'artillerie par le bombardement, exécuté avec les ressources des armées de campagne. L'auteur fait remarquer que, actuellement, ces moyens sont autrement puissants qu'alors. — Le 5e fascicule s'occupe du bombardement de Toul et de Verdun avec de l'artillerie lourde française. Nous croyons qu'il n'y a guère d'autres leçons à prendre dans ces opérations que celle des fautes à éviter, et c'est ce que ne manque pas de faire l'auteur. Il nous semble aussi que les cartes des places assiégées auraient mieux rempli leur but si elles avaient indiqué, d'une manière très visible, l'emplacement des batteries de bombardement. — J. B.

Les Combats du corps expéditionnaire en Chine et les Enseignements militaires qui en découlent, par le baron Binder-Krieglstein. — Berlin, Mittler et fils.

Le baron Binder-Krieglstein est bien connu comme reporter militaire par ses récits de voyages en Afrique et ses comptes rendus des guerres les plus récentes, insurrection de Crète, guerre turco-grecque, campagne de Chine. Ce sont ces derniers comptes rendus qui forment le présent ouvrage où l'auteur examine, au point de vue purement militaire et d'une manière très complète, l'action du corps expéditionnaire allemand, avec l'autorité d'un témoin oculaire largement renseigné par les officiers aux opérations duquel il assistait. — Il fait ressortir le grand intérêt pour les Allemands de cette expédition lointaine, la première de cette nature entreprise par eux à la suite d'un transport par mer et dans un pays à demi sauvage; comme tous les Allemands qui ont écrit sur cette campagne, l'auteur se montre enchanté des résultats obtenus au point de vue de l'organisation, de l'administration et des transports maritimes. Enfin, l'intérêt principal du livre réside dans sa conclusion où l'auteur déduit, des événements étudiés par lui, les enseignements à en tirer au point de vue tactique et administratif.

L'ouvrage est terminé par un court aperçu sur les autres armées qui ont pris part à l'expédition. Américains, Anglais, Autrichiens, Français, Japonais, Italiens et Russes sont passés en revue tour à tour.

Nous sommes intéressés à savoir ce qu'on a pensé outre-Rhin des troupes européennes dans cette campagne faite côte à côte par des éléments de provenance si diverse. — A. N.

Les Exercices de service en campagne dans le groupe des batteries, par G. AUBRAT, chef d'escadrons d'artillerie. — 1 vol. in-8 de 388 pages. — Paris, Berger-Levrault et Cie.

L'adoption du matériel à tir rapide a pour conséquence une décentralisation du commandement. Les rôles et les attributions des officiers du groupe se trouvent dès lors modifiés. Les qualités qu'ils doivent mettre en œuvre sont les mêmes qu'autrefois; mais ils doivent en outre posséder, dans une certaine mesure, les qualités que, jusqu'à ce jour, on réclamait seulement du commandant de groupe. L'ouvrage du commandant Aubrat montre comment les exercices de service en campagne doivent être dirigés, de manière à développer l'initiative des officiers et gradés inférieurs sur le terrain, et les mettre en état de trouver rapidement la solution de problèmes analogues à ceux qu'ils auront à résoudre en campagne; habituer les officiers à formuler des ordres rendant possible la tâche des différents gradés; préparer enfin tout le personnel au rôle qu'il peut avoir à remplir en campagne. Dans cette étude, l'auteur ne s'occupe donc que des exercices de service en campagne, faits sous la direction du commandant de groupe. Après quelques considérations et principes généraux sur ce service, il établit un programme d'ensemble et, à titre d'exemple, un programme détaillé de chaque type d'exercice. Il donne enfin les comptes rendus d'un certain nombre d'exercices (cantonnement, bivouac, éclaireurs, emplacements de batteries, reconnaissance et occupation de positions, ravitaillement et exercices d'ensemble, etc.) les plus intéressants parmi ceux qui ont été exécutés pendant une année d'instruction. — K. J.

L'Automobilismo sotto il punto di vista militare. — (*L'Automobilisme au point de vue militaire*), par le capitaine d'artillerie Jules DOUHET. — Brochure in-4°. — Turin, Bertolero.

De l'examen logique et approfondi des conditions dans lesquelles les automobiles pourraient convenir à l'usage des armées et de l'état auquel est arrivé actuellement la construction de ces engins, l'auteur conclut qu'aucun ne possède réellement les qualité voulues pour faire une application pratique au cas signalé.

Par contre, il propose, comme devant permettre ce résultat, l'emploi d'automoteurs électriques, dont le moteur pourrait recevoir l'énergie pendant sa marche.

Voici comment le capitaine Douhet indique le moyen d'appliquer pratiquement cette idée. Il suppose un générateur d'énergie électrique chargé sur une voiture automotrice électrique, et cette voiture, ainsi que d'autres voitures électriques, reliées à la source d'électricité par des conducteurs souples; on aura formé ainsi un train de voitures automobiles, lesquelles pourront recevoir l'énergie pendant la marche. On aura constitué ainsi un train semblable à celui que l'on forme avec une locomotive routière, avec la différence que les voitures ne sont pas

rigidement unies et avec l'avantage que chaque voiture utilise, pour marcher, sa propre adhérence. Cette idée n'est pas précisément nouvelle, mais elle aurait besoin d'être expérimentée pour en bien connaître les avantages et les inconvénients.

En résumé, l'étude très intelligente et très substantielle du capitaine Douhet expose clairement la question de l'automobilisme au point de vue militaire. — J. B.

Vie e Mezzi di communicatione. — (*Voies et Moyens de communication*), par Luigi LENCHANTIN, lieutenant-colonel d'état-major. — 2 volumes in-12 de 346 et 260 pages avec XIV et XI planches. — Turin, Casanova.

L'auteur s'est proposé de mettre à la portée des officiers de toutes armes de l'armée italienne des notions pratiques suffisantes sur les divers moyens de communication dont les armées auront à se servir. Il a eu soin de rendre les principes théoriques accessibles à tous, et de faire ressortir pour le mieux leurs applications. Il a naturellement insisté sur les conditions dans lesquelles se trouve l'Italie au point de vue qu'il a traité et il a décrit plus particulièrement ce qui concerne cette puissance.

L'auteur a divisé son travail en cinq parties : 1° les voies ferrées; 2° les routes ordinaires; 3° les voies navigables; 4° la télégraphie; 5° l'aérostation.

Ces diverses parties ont un développement en rapport avec leur importance relative, et elles sont traitées de manière à mettre bien en lumière les divers points sur lesquels les militaires doivent surtout porter leur attention. Ajoutons que les locomotives routières sont mentionnées dans les routes, que la téléphonie et la télégraphie sans fil sont indiqués dans la télégraphie, ainsi que les pigeons voyageurs.

L'ouvrage, complété par de nombreuses figures, nous paraît fort bien compris, et il ne peut manquer de remplir le but que s'est proposé l'auteur. — J B.

Die principiellen Eigenschaften der automatischen Feuerwaffen (*Les principales propriétés des armes automatiques*), par KAISERTREU. — Etude à l'usage des officiers de toutes armes. — Un volume de 140 pages, avec 52 figures dans le texte et 16 planches de reproductions photographiques. — Vienne, Braumüller et fils.

Les progrès accomplis récemment dans la construction des armes automatiques ont eu pour conséquence d'en étudier l'adoption pour l'armement des troupes, notamment des pistolets.

Reprenant une série d'articles parus depuis quelque temps dans la *Danzer's Armee-Zeitung*, l'auteur très compétent dans la question, aussi bien pratiquement que théoriquement, les a réunis en les complétant de manière à donner une idée d'ensemble complète des progrès les plus récents accomplis dans le domaine des armes automatiques, non seulement en ce qui concerne les pistolets ou les fusils, mais aussi les mitrailleuses. Comme l'auteur s'appuie sur des sources authentiques, ses données paraissent irréfutables.

Après une description des divers procédés qui sont employés pour

rendre les armes automatiques, l'auteur examine d'une manière approfondie quel est le meilleur système de culasse mobile, de chargement, de magasin, etc,, à adopter pour ces armes. Outre 52 figures théoriques intercalées dans le texte, la reproduction photographique des armes automatiques les plus récentes, surtout des pistolets, présente le plus vif intérêt.

L'étude en question, d'ailleurs fort bien éditée, contient en somme toutes les notions nécessaires aux officiers de toutes armes et aux techniciens pour être renseignés sur la question importante des armes automatiques, qui peut constituer le problème le plus sérieux de l'armement de notre époque. — J. B.

Der neue Gesetzentwurf betreffend die Reform der französischen Militärstrafprocessordnung. — (*Le nouveau projet de loi relatif à la réforme du Code de justice militaire français*), par M. le Dr Ernst Franz Weïsl.— Vienne, librairirie de la *Gazette de l'armée d'Autriche-Hongrie*.

Le nom de M. le Docteur Ernst-Franz Weïsl est assez connu des lecteurs du *Journal des Sciences militaires* pour qu'il suffise de rappeler que les premières publications de l'auteur sur le Droit militaire remontent à l'année 1887, et qu'elles ont visé notamment le droit français, le droit russe, le droit autrichien et le droit prussien.

La présente étude a pour objet l'examen critique du nouveau projet de loi français sur le Code de justice militaire ; elle ne se réduit pas à un exposé méthodique des dispositions du projet, précédé d'un résumé historique de la question, elle discute les mesures proposées en matière d'instruction criminelle militaire, et cela en se référant à la législation des autres États militaires d'Europe, tels que la Russie et l'Allemagne. Cet examen conduit l'auteur à formuler des amendements au projet français et des propositions de nature à faciliter la réforme des législations similaires à l'étude en Autriche-Hongrie et en Italie, ainsi que la revision des lois de date encore récente, telles que la loi allemande. M. le docteur Weïsl n'en réserve pas moins au projet français un large tribut d'éloges ; il le qualifie « d'heureuse combinaison de l'ancienne procédure pénale française avec les vues scientifiques du temps présent, éclairées par l'expérience et l'humanité. » La conclusion de son étude l'amène à reconnaître que l'ensemble du projet, sous réserve de quelques points de détail, est « accompli dans ses principes et inspiré par l'humanité et le sentiment de l'équité. »

Abstractions faites des opinions émises par l'auteur, il n'est que juste de constater le caractère scientifique et impartial de son mode de discussion, et ceux même qui ne partageront pas ses vues ne lui refuseront ni la netteté dans la conception, ni la précision dans l'exposé; ils trouveront d'ailleurs une étude, peut être unique, de législation comparée sur la matière, qui rapproche le droit russe, le droit allemand, le droit autrichien, le droit italien, le droit anglais et le droit espagnol. Ce dernier caractère du travail de M. Weïsl suffit à le recommander à tous ceux que préoccupe à des titres divers la solution des questions qui se rattachent à la justice militaire en France et à l'étranger. — M. B.

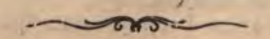


TABLE DES MATIÈRES

DU TOME XIII DE LA 10e SÉRIE

Comptes rendus de livres militaires.

A. N.

B. M.

C. P.

F. C.

G. Z.

J. B.

J. H.

K. J.

Cartes, planches et figures.

Le Propriétaire-gérant : R. CHAPELOT.

Paris. — Imprimerie R. CHAPELOT et C[e], rue Christine, 2.



